

**POLITIQUES ET MODES D'APPROPRIATION
DE L'INTERNET EN CHINE**

***Instrumentalisation de l'information et de la communication
par le Parti au pouvoir (1994-2013)***

Thèse pour le doctorat d'Histoire politique

Sous la direction de Michel Bonnin, Directeur d'Études à l'EHESS

Présentée et soutenue publiquement

le 13 février 2015 à Paris

par Aurélie Bayen

Membres du jury:

Roger Bautier, Professeur des universités à l'Université Paris 13

Jean-Philippe Bèjà, Directeur de recherches au CNRS

Michel Bonnin, Directeur d'études à l'EHESS

Marie-Laure Geoffray, Maîtresse de conférences à Sorbonne Nouvelle/Paris 3

François Gipouloux, Directeur de recherches au CNRS

Fabien Granjon, Professeur à l'Université Paris 8

Vassili Rivron, Maître de conférences à l'Université de Caen

Remerciements

Je tiens tout particulièrement à remercier Michel Bonnin, qui a su guider patiemment mes recherches et accompagner l'élaboration de cette thèse, tout au long de ces sept années. Son écoute et ses critiques constructives ont donné à mes travaux une consistance dépassant de loin mes ambitions premières. Sa maïeutique a transformé mes intuitions initiales, puis mon questionnement intellectuel en un voyage initiatique des plus passionnants.

Je tiens grandement à remercier mes amis fidèles sans qui cette thèse n'aurait pu aboutir : Emmanuel Jourda et Jean-Pierre Chémaly, dont les idées de lecture et les conseils avisés me furent d'une aide précieuse et ont ouvert de nombreuses pistes de réflexion. Ils ont tous deux été d'un très grand soutien pour m'aider à surmonter chaque obstacle rencontré, me guidant et m'encourageant afin que je n'abandonne pas.

Je remercie mes courageux relecteurs, Danièle Fayet, Jean-Marc Delmotte, Laurent Gaillet et Michel Poisson, qui m'ont relue, corrigée et, chacun à leur manière, soutenue aux différentes étapes de l'écriture. En charge de l'aride tâche de chasser les scories sur un sujet qui leur était peu familier, ils ont su donner leur avis critique pour que la lecture de ce texte reste claire et compréhensible par sa didactique. Toutes les coquilles ou imprécisions restantes sont de mon fait.

Un grand merci à Marion, à mes parents et beaux-parents, qui ont maintes fois relayé mon mari pour garder notre fils, afin que je me consacre pleinement à ce travail de longue haleine.

J'exprime enfin toute mon immense gratitude à mon mari, Christophe, sans qui rien n'aurait été possible. Son dévouement et son soutien moral (et informatique !) m'ont permis de surmonter les nombreuses péripéties de cette aventure, dans laquelle je l'ai indirectement « embarqué » durant ces si longues années.

RESUME :

Les technologies de l'information et de la communication sur l'internet ont induit de nouveaux rapports entre le pouvoir et la société. Ils ont obligé l'Etat-parti chinois à évoluer afin d'éviter que le réseau ne se pose en un véritable outil fédérateur de l'opposition. Ce défi posé, le Parti communiste chinois a fait progressivement de cette menace technologique un atout décisif dans sa pérennisation au pouvoir. En proposant une nouvelle *gouvernance*, où la participation des citoyens à la vie politique devient un gage de stabilité sociale, le Parti est parvenu à séduire un grand nombre de groupes sociaux présents sur la toile. Cette propagande 2.0 s'inscrit notamment sous la forme de *l'ideotainment* décrit par Lagerkvist, où le contrôle de la narration évolue sur un mode plus informatif et ludique. Parallèlement, la domination étatique se trouve sans cesse renforcée par la mise en place de moyens de contrôle techniques et humains colossaux, destinés à effacer toute trace de contestation de l'agora numérique et de sa mémoire collective. Le deuxième volet de l'étude analyse d'un point de vue sociologique les réactions des internautes dans cet espace public idéalement habermassien, où les modes d'appropriation et la rhétorique se trouvent instrumentalisés à leur tour en tant qu'enjeux de pouvoir vis-à-vis des dirigeants. La caractérisation du régime politique au prisme de sa communication en ligne est la dernière piste qui s'appuie sur les théories de Claude Lefort, au sujet de la politique d'adhésion du *Peuple-un* au *Parti-Un*, contre *l'Autre*. C'est par cette mue post-totalitaire, constituée au travers d'une politique de communication pragmatique et hégémoniste selon la définition gramscienne, que les élites du Parti ont maintenu leur pouvoir et ont réussi, selon la formule de Lampedusa, à *tout changer pour que rien ne change*.

Les annexes fournissent de nombreuses informations pratiques et illustrées sur l'histoire et le fonctionnement de l'Internet en Chine.

Sommaire

INTRODUCTION	11
METHODOLOGIE TECHNIQUE & APPROCHE ACADEMIQUE	22
A-1 L'INTERNET COMME OBJET DE RECHERCHE	22
1.1/ Définition et étymologie	22
1.2/ Caractéristiques techniques et nature de l'outil.....	23
B-2 METHODOLOGIE TECHNIQUE	25
2.1/ Recueil webographique des données	26
2.2/ Définition du territoire de veille.....	28
2.3/ Repérage des sources et catégorisation technique des sites consultés : pour une meilleure identification des sources.....	29
2.4/ Etude et suivi des sites par une veille automatisée	32
2.5/ Etude et suivi des sites par une veille manuelle et aléatoire.....	34
2.6/ Exploitation et évaluation des sources : des connaissances techniques nécessaires	35
2.7/ Archivage des données	41
C-3 DEMARCHE, POSTULATS ET HYPOTHESES	43
3.1 /L'internet comme objet d'étude historique, la promesse d'une ère nouvelle?.....	43
3.2/ Regard croisé historique : entre approche politique et sociologique	44
3.3/ La démarche d'historien... réflexive plutôt que subjective ?.....	45
3.4/ Le refus du culturalisme : tenter une approche normalisée ?	48
3.5/ Hypothèses et démonstration	49

CHAPITRE I: AMBITION ORWELIENNE DE L'OMNI-CONTROLE DES MOYENS DE COMMUNICATION A L'ERE VIRTUELLE	51
I.A/ INSTITUTIONNALISATION DU CYBERCONTROLE : LA TECHNOLOGIE DU POUVOIR	51
A.1. Contextualisation de l'introduction de l'internet en Chine	52
A.1.1. Sortir du marasme coûte que coûte.....	52
A.1.2. Introduction technique de l'internet sur le territoire : une mise en place calculée	53
A.1.3. L'internet chinois en chiffres : informatisation d'un pays en marche vers le futur	56
A.2. L'internet comme outil de rattrapage technologique ou l'ambition d'un renouveau hégémonique	58
A.2.1. Aide technologique étrangère : utiliser le savoir étranger ... avant de s'en défaire	59
A.2.2. Des ambitions indépendantistes pour une place de leader ?.....	67
A.2.3. Un volontarisme en butte aux contraintes géo-économiques et sociales	72
A.3. L'internet comme outil de rationalisation étatique.....	75
A.3.1. Gestion et anticipation des potentialités de la société numérique ou l'identification des polarités	75
A.3.2. De la « technologie gouvernementale »	77
I.B/ MAILLAGE DU RESEAU SUR LE TERRITOIRE : QUAND LA TOILE SE RESSERRE... ..	81
B.1. Les outils techniques « made in China » : la surveillance au service de la censure	82
B.2. Acteurs du contrôle au service de la répression.....	88
B.2.1. Structures de gestion de l'internet chinois : entre manœuvres formelles et informelles	88
B.2.2. Les entreprises privées	91
B.2.3. La cyberpolice, entre censure et pédagogie ?	95
B.2.4. La meilleure défense, c'est l'attaque : les hackers, une milice officieuse au service de l'Etat.	98
B.2.4. Les internautes ... au service de l'Etat.....	101
B.3. Arsenal législatif : caractérisation et pratique, des dynamiques imprévisibles	105
B.3.1. Origines et caractérisation du droit de l'internet en Chine	106
B.3.2. Application judiciaire : de la question de la légitimité.....	113
<i>Conclusions du chapitre I</i>	117

CHAPITRE II : L'INTERNET, VECTEUR DE LIBERALISATION DE LA PAROLE PUBLIQUE POUR LA SOCIETE?.....	118
II.A/ QU'APPORTE LA DIMENSION NUMERIQUE A L'ETUDE DE LA SOCIETE CHINOISE ?	119
A.1. Sociologie de la « virtualité réelle »	119
A.1.2. L'internet comme nouvel accès à l'information et à l'espace public.....	122
A.2. « Massification » de la population internaute : vers une modération de l'opinion en ligne ?.....	127
A.3. Socialisation en ligne : nouveau canal d'expression pour une société informelle invisible ?.....	132
A.3.1. Blogging : outil de singularisation narcissique au service de l'individualisme.....	138
A.3.2. Dimension virtuelle et repli sur soi : quand l'internet exclut l'individu de la société	142
II-B/ PRISE DE PAROLE DANS L'ESPACE PUBLIC VIRTUEL : POTENTIALITES ET LIMITES	146
B.1. L'internet comme dazibao virtuel : une opportunité inespérée pour la société ?	147
B.1.2. La parole comme enjeu de pouvoir	148
B.1.3. Mutation souterraine de l'état d'esprit populaire grâce à la virtualité.....	151
B.2. Conservatisme et polarisation de l'expression dans l'espace public virtuel	156
B.2.1. De la civilité comme cadre de l'expression populaire	157
B.2.2. Maniement du cadrage pour une plus grande liberté d'expression : potentialités des limites	162
B.2.3. Opposition et dissidence : exploration des limites du « cadrage » officiel.....	174
II-C/ COMMENT LA STRATIFICATION SOCIALE SUR LE NET AFFAIBLIT LA MOBILISATION.....	180
C.1. La jeunesse : une nouvelle forme de « génération perdue » ?	181
C.1.1 Les étudiants : entre indigence et liberté d'expression... cloisonnée	186
C.2. Classe moyenne sur le net : des réformes dans la stabilité ?	191
C.2.1 Cybermédias et cyberjournalisme : une nouvelle voie contre la voix du Parti?	198
C.3. L'internet a-t-il sonné le glas de la parole publique des intellectuels?	205
C.4. L'internet aide-t-il les organisations sociales à former la future société civile en Chine ?.....	211
Conclusions du chapitre II.....	220

CHAPITRE III : INSTRUMENTALISATION DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION PAR LE PARTI-ETAT.....	222
III- A/ GUERRE DE L'INFORMATION OU GUERRE CONTRE L'AUTRE : A LA CONQUETE DU PEUPLE- UN.....	225
A.1. Affirmer sa présence et continuer le travail d'idéologie et de propagande.....	226
A.1. 1. La cyberoccupation technique du web : un nouvel Eldorado pour l'emprise idéologique et politique?	231
A.2. La guerre contre <i>l'Autre</i> : Idéologie traditionnelle & propagande 2.0.....	247
A.2.1. La question tibétaine : l'internet au secours de la politique de communication du Parti.....	257
A.2.2. Les musulmans chinois du Xinjiang et <i>l'après 11 septembre</i>	265
A.2.3. Négation des croyances : le Parti au dessus de tout.....	270
A.2.3.a) Discours et posture des représentants de l'Etat-parti face à la religion.....	270
A.2.3.b) Li Hongzhi : un surhomme au dessus du Parti ?	272
III-B/ L'INTERNET COMME INSTRUMENT D'HEGEMONIE : LE FANTASME DU PEUPLE- UN.....	281
B.1. Agenda de l'actualité, ou actualité pour un agenda	282
B.1. 2. Politisation du discours nationaliste.....	286
B.1.3. Une communication dépolitisée.....	292
B.2. Dialogue et transparence du pouvoir central : vers une « démocratie administrative » rationnaliste ?.....	298
B.2.1. Supervision du dialogue social pour lutter contre la corruption, le peuple au service du pouvoir	303
B. 3. L'industrie des NTIC au service de la société bourgeoise : une Révolution des intérêts.....	307
B.3.1. Les « Bureaucrates Entrepreneurs » : le secteur des NTIC étroitement lié à la Nomenklatura	308
B.3.2 Quand l'intérêt d'Etat sert l'intérêt privé...et vice-versa	312
B.3.3. Intéressement de la diaspora à la stabilité politique en Chine ou le « pacte des élites »	315
B.4. Reconnaissance symbolique de la classe numérique	326
<i>Conclusions du chapitre III</i>	331

CONCLUSION ET PERSPECTIVES : L'INTERNET, INSTRUMENT POLITIQUE DE COMMUNICATION POUR UNE CHINE EN DEVENIR.....	333
CHEMINEMENT DE LA THESE	333
LIMITES DE L'ETUDE	340
PERSPECTIVES DE RECHERCHES	342
GLOSSAIRES.....	345
BIBLIOGRAPHIE.....	357
ANNEXES.....	399

INTRODUCTION

Comment faire de l'histoire sur un objet aussi protéiforme que l'internet, en particulier l'internet en Chine ? Comment transformer ce thème en un objet d'étude problématisable ? L'écueil serait de ne traiter que son apparence historique sous couvert d'une étude chronologique de son développement au gré de la modernisation de la République Populaire de Chine (RPC). Bien qu'il s'agisse d'une thèse d'histoire, mon travail n'est pas chronologique mais axiologique, c'est-à-dire d'un plan à l'autre de l'intrigue, afin de, suivant la formule de Paul Veyne¹, « *faire plus que de la narration* » en problématisant la question du contrôle de l'internet en Chine par le pouvoir. Afin de définir cet objet, ou tout du moins une de ses facettes, je me suis intéressée ici à l'une des questions sous-jacentes à l'essor de ce nouveau vecteur de communication dans le pays, celle du rôle de stabilisateur social dans la politique évolutive du Parti Communiste Chinois (PCC), à la tête d'une Chine sortie de son temps révolutionnaire. C'est cette approche que j'ai choisie lorsqu'il a fallu trouver mon chemin parmi l'infinité des sources, des événements et des acteurs présents sur la toile chinoise : « *Quels sont donc les faits qui sont dignes de susciter l'intérêt de l'historien ? Tout dépend de l'intrigue choisie* », répond Veyne². Où s'arrêtent les sources ? Dans quelles limites s'astreint la recherche ? La question est manifestement plus difficile à résoudre encore lorsqu'il s'agit du web, terrain infini et insondable, illimité et intemporel, en même temps dans et en dehors de tout. C'est pourquoi « *aucun historien ne décrit la totalité de ce champ, car un itinéraire doit choisir et ne peut pas passer partout ; aucun de ces itinéraires n'est le vrai, n'est l'Histoire* »³. Cette « Histoire » politique présentée ici s'est construite au fil de mes recherches effectuées sur le web chinois depuis 2002, des rencontres avec les internautes chinois et des chercheurs du monde entier, mais aussi à la lueur des grands théoriciens qui m'ont, année après année, donné un cadre d'analyse pour expliciter les observations réalisées.

Dès l'avènement de l'internet dans les années 1980, le gouvernement chinois saisit d'emblée l'importance d'intégrer, en même temps que les grandes puissances occidentales, ce nouveau

¹ Paul Veyne, *Comment on écrit l'histoire*, Ed. Seuil, 1971, pp.50-51.

² Ibid. p.52.

³ Ibid. p.57.

levier de puissance économique et technologique à sa politique d'ouverture⁴, alors même qu'il risquait de mettre en péril la stabilité du pays et donc, sa pérennité au pouvoir. Bien que nombre d'observateurs occidentaux aient alors prédit le glas du système autoritaire grâce à cette nouvelle arme de contre-pouvoir potentiel, ce dernier finit plutôt par permettre au Parti d'obtenir un peu plus de légitimité et une certaine emprise sur l'opinion publique, nationale et internationale, grâce à une politique de communication en constante adaptation. La question se pose alors : par quels moyens l'Etat-Parti chinois a-t-il réussi ce tour de force d'exploiter l'internet comme instrument de stabilisation politique, alors que l'Occident le considère déjà comme le *Cinquième pouvoir*⁵?

Dans cette étude, il sera question de montrer la volonté continue de domination du Parti, quand sa mue idéologique l'oblige à développer une politique de communication plurielle, car pragmatique. Nous verrons un Etat sans cesse en alerte et à la volonté de contrôle tentaculaire, activant tous les leviers possibles et inimaginés (par les internautes !) pour tenter d'étendre sa domination, de façon détournée ou non. Certaines méthodes sont anciennes : contrôle répressif, intrusif, coercitif, propagande, censure ; soit l'ambition d'un contrôle panoptique au sens où Foucault l'a décrit⁶. D'autres sont tout à fait modernes et se rapprochent de l'hégémonisme culturel décrit par Gramsci⁷ : encouragement de l'individualisme, du matérialisme et développement d'une société de consommation et de divertissement par les médias, vivant dans l'immédiateté, ignorante de son passé et pleine d'espoir en l'avenir. Ces stratégies de

⁴ Engagée par Deng Xiaoping dès la fin 1978. Secrétaire Général du Parti communiste de 1956 à 1967, Deng Xiaoping 邓小平 dirige de facto la Chine à partir de 1978, alors que le président Hua Guofeng est officiellement à la tête du Parti depuis 1976 (jusqu'en 1981). Deng Xiaoping restera le dirigeant suprême dans les coulisses au moins jusqu'à la répression du mouvement étudiant le 4 juin 1989, dont il est en partie responsable. Il met en place Jiang Zemin en 1990, qui devient président de la Commission militaire centrale (puis président de la république populaire de Chine en 1993 jusqu'en 2003).

⁵ En référence à Ignacio Ramonet, « Le cinquième pouvoir », *Le Monde diplomatique*, octobre 2003, <http://www.monde-diplomatique.fr/2003/10/RAMONET/10395>, (consulté le 02/08/2013). Le *cinquième pouvoir* que représente la puissance civique de l'internet s'opposerait selon lui aux trois pouvoirs traditionnels - législatif, exécutif et judiciaire – et aux médias de masse qui ont « *non seulement cessé de défendre les citoyens, mais qui agissent parfois contre le peuple dans son ensemble* ».

⁶ Michel Foucault, *Surveiller et punir*, Gallimard, 1975.

⁷ Antonio Gramsci, *Textes*, Paris, Messidor Ed. Sociales, 1983.

domination « douces et brutales » de la société en ligne démontrent un rapport de force ubiquiste, encore actuel entre le peuple et le pouvoir.

Cette volonté acharnée d'omni-contrôle de la toile pose également la question de l'ambition ultime des autorités ? Outre l'instinct de conservation du Parti, la réponse se trouve peut-être dans sa détermination à devenir une puissance hégémonique reconnue sur la scène internationale et ce, grâce à un consensus national.

Le premier chapitre s'emploie à constater l'arsenal déployé par le gouvernement chinois dans son ambition d'omni-contrôle de la société, des fonctionnaires et des médias en ligne. Retracer l'histoire de l'institutionnalisation de ce contrôle pose d'abord la question du rôle donné à l'action politique sur l'outil internet. Cette rétrospective contextuelle est importante car elle permet de comprendre les motivations sous-jacentes des dirigeants à généraliser le réseau dans le pays : moderniser la Chine (et son contrôle) pour la faire accéder au rang de grande puissance. Le second chapitre dévoile, au travers des réactions suscitées par cette politique de domination panoptique, le deuxième protagoniste de l'intrigue incarné par la société internautes. De même, il fallait tout d'abord définir d'un point de vue sociologique quels étaient vraiment ces internautes chinois afin de pouvoir expliciter leurs réactions, voire leurs motivations réelles dans leur prise de parole dans l'espace public virtuel. L'étude d'une stratification sociale en cours a permis d'essayer de comprendre pourquoi certains mouvements de contestation « avaient pris » tandis que d'autres, qu'on aurait cru plus médiatiques, tombaient dans une apparente indifférence⁸. Le chapitre III étudie la politique de communication du PCC, qui se caractérise par une double posture selon les critères posés par Lefort, où le système politique a d'abord besoin d'ennemis (« l'Autre ») pour fédérer l'union du peuple avec le pouvoir (« le peuple-Un »)⁹. L'espace public constitué par le web serait ainsi utilisé par le Parti afin de marginaliser durement ses ennemis, tout en suscitant le consensus populaire par un discours de séduction pluriel, où

⁸ On pense notamment à *l'appel à la Révolution de Jasmin* sur le net chinois, qui appelait chaque dimanche les citoyens à se rassembler sur les places de 13 des plus grandes villes chinoises, afin de protester contre le régime politique en place et réclamer « *de la nourriture, du travail, des logements, de l'équité* ». A cette menace frontale de remise en question du pouvoir, celui-ci mobilisa d'importantes forces de police et de censure, réelles et virtuelles, pour aussitôt annihiler le mouvement populaire destiné à prendre de l'ampleur.

⁹ Claude Lefort, *L'invention démocratique*, Paris, Fayard, 1981, p.176 : « *Dans le monde dit socialiste, il ne saurait y avoir de division qu'entre le peuple et ses ennemis : une division entre l'intérieur et l'extérieur ; pas de division interne. (...) Cet Autre, c'est l'autre du dehors. (...) Comprendons que la constitution du peuple-Un exige la production incessante d'ennemis.* »

l'intérêt de chaque acteur de la société, y compris potentiellement nuisible mais utile au développement économique du pays, se confondrait avec celui de l'Etat : faire accéder la Chine au rang de 1^{ère} puissance mondiale.

Ainsi, l'actuelle quasi-certitude du raffermissement du pouvoir est antinomique de mes intuitions initialement pressenties lors de mes recherches en Master 1¹⁰, puisque je considérais le réseau virtuel comme un nouvel espace de parole offert au peuple chinois si longtemps bâillonné qui aurait pu enfin dialoguer avec ses dirigeants et le monde extérieur. Partie d'une conception exagérément optimiste sur les potentialités de changement politique liées à ce média - conception largement partagée à l'époque dans les sphères académiques et médiatiques - c'est par l'accompagnement éclairé de François Gipouloux que je commençais à dérouler le fil en Master 2¹¹ d'une méthodologie basée sur mon observation des sources primaires de la toile et que je pus découvrir « ma vérité ». En effet, c'est en scrutant par moi-même la toile que je m'aperçus que les sites gouvernementaux et leur propagande se trouvaient là où je m'y attendais le moins : portails de divertissements (musique, jeux en ligne, TV), sites d'Organisations Non Gouvernementales (sic¹²), forums de discussion, sites religieux ou représentatifs des minorités ethniques, etc. J'assistais en fait à une véritable invasion du cyberspace chinois par les sites gouvernementaux (affichés ou non comme tels). Ces étonnantes observations allant à l'encontre de ce que je croyais être la naissance d'une société civile lors de mon Master 1 me poussèrent à me glisser dans la peau d'un internaute chinois, surfant à la manière des Chinois, c'est-à-dire de site en site depuis les grands portails ou moteurs de recherches chinois. Une fois sur ces sites, il ne me restait plus qu'à remonter la piste de mon intrigue afin de découvrir qui étaient les véritables auteurs de ces sites, quels étaient leurs discours, en quoi servaient-ils les tentatives de domination du Parti sur la cybersociété et quelle était leur portée effective sur le plan politique et social. Pour ce faire, j'ai dû me heurter à nombre d'obstacles tant techniques que linguistiques. Les travaux dédiés à cette problématique précise s'étant étendus de 2008 à 2011 (réactualisé quand il a été possible de le faire jusqu'en 2013), de nombreux sites ont été depuis fermés, non renouvelés ou encore entièrement remodelés. Contrairement à des travaux classiques de

¹⁰ Aurélie Bayen, *La pollution de l'eau en Chine, entre présent et avenir*, mémoire de Master 1 (sous la direction de Pierre Trolliet), Paris, INALCO, 2006, 122 pages.

¹¹ Aurélie Bayen, *L'internet en Chine – entre maillage étatique et toile transnationale*, mémoire de Master 2 (sous la direction de François Gipouloux), Paris, EHESS, 2008, 133 pages.

¹² Voir chap. II p.209, à propos de la particularité du statut des ONG en Chine.

recherches effectuées sur des sources traditionnelles avec un corpus imprimé délimité, conservé et archivé, l'internet ne permet pas une telle exploitation systématique et permanente. Les sources sur le web sont pour la plupart mouvantes (adresses des sites changeantes), impermanentes dans leur contenu, voire temporaires (sites fermés ou non actualisés). Il a donc été nécessaire d'établir dès le début de mes travaux une méthodologie propre à ce terrain « virtuel », archivant ce qu'il est possible d'archiver (par des copies d'écran notamment) ou recherchant l'origine des sources par des traceroutes¹³ (lorsqu'il était possible d'en identifier clairement les auteurs). C'est ce travail d'observation de la toile et des internautes chinois, de leurs codes propres à une culture linguistique qui s'est d'elle-même élaborée, d'une communication étatique et sociale qui se sont progressivement perfectionnées, que j'ai pu peu à peu pénétrer les arcanes politiques de cette dimension virtuelle qui seront exposées dans cette thèse.

Comme le lecteur aura pu s'en apercevoir, l'analyse retenue dans cette étude ne s'est pas restreinte à une approche théorique, confortée (en aval) par la pratique - bien au contraire. C'est l'observation exercée en temps réel (ou différée selon le but recherché¹⁴) qui a permis notamment, lors des différentes manifestations ou évènements emblématiques, de pouvoir plus clairement distinguer les acteurs et leurs motivations - pour s'essayer ensuite à en saisir les différentes stratégies d'instrumentalisation utilisées et leurs impacts. Il convient d'ailleurs de signaler un dernier point. Tout au long de mes recherches, je me suis placée dans le rôle de l'internaute ordinaire, bien que je n'aie eu à souffrir d'aucune sorte de réelle censure depuis la France d'où étaient effectuées mes recherches. En d'autres termes, j'ai visité les sites accessibles à partir de portails ouverts et visités par des internautes de Chine. Lorsque les sites fermés étaient chinois, ils l'étaient pour moi aussi bien évidemment. Ce travail effectué en France me laissa une plus grande marge de manœuvre. Quand j'étais au courant de la fermeture d'un site, je pouvais parfois le retrouver grâce aux sites d'archives de Google. Néanmoins, il est à rappeler que de nombreux sites dont il est question dans cette thèse n'existent plus à ce jour du fait de la sensibilité même de leur contenu. Même si les sites les plus virulents réapparaissaient aux Etats Unis, j'ai décidé d'interrompre mes recherches sur ces dits sites dès lors qu'ils n'étaient plus

¹³ Voir glossaire technique en annexe.

¹⁴ Pour remonter le cours de certains évènements et identifier les protagonistes, ou pour prendre le recul suffisant afin de réfléchir aux motivations, affichées ou non, des différents protagonistes lors d'un scandale par exemple (voir p.325 au sujet de l'affaire Sun Zhigang).

accessibles à la majorité des internautes chinois résidant en Chine¹⁵ : les effets des informations véhiculées n'étant plus destinés au public résidant en Chine.

Autre point à souligner du fait même de la nature provisoire et instable de l'internet : mes observations générales ayant commencé en 2002¹⁶, le lecteur pourra dans certains cas constater un décalage entre le texte écrit sur un site donné et la réalité actuelle. Il faut garder à l'esprit que les sites web sont en constante évolution et s'adaptent éternellement aux modifications de comportements et d'attente des internautes : parfois le site est fermé ou entièrement remodelé, son adresse url pourra également avoir été modifiée pour diverses raisons ayant trait soit aux problèmes de censure, soit à l'image que le site souhaite alors se donner. C'est pour cette raison que je me suis efforcée d'offrir au lecteur l'image la plus fidèle et représentative possible des sites visités à l'époque de mes travaux, n'hésitant pas à recopier des passages significatifs ou importants du site ou à faire des copies d'écran présentées en annexes, afin de refléter l'image vitrine du site telle qu'elle a été réellement étudiée. De ce fait, le caractère éphémère et sans cesse changeant de la toile, s'est imposé. Toute tentation de perpétuelle mise à jour des données reste utopique. Fort heureusement, certains internautes chinois ou sinisants ont eux aussi fait ce travail de mémoire de la toile, puisqu'eux-mêmes acteurs ou observateurs attentifs du monde virtuel chinois ; leurs travaux pourront corroborer les tendances et études de cas décrits dans cette thèse. Certes, mon choix a dû s'orienter sur tel ou tel site, et non sur un autre ; mais ne pouvant (et ne voulant) tous les évoquer, je me suis appliquée à considérer ceux qui revenaient sans cesse dans les moteurs de recherches, ceux plébiscités par les internautes ou encore par les liens proposés sur les portails et moteurs de recherches qui me faisaient rebondir de site en site (notamment sur les blogs). Je me suis également attardée sur certains sites ou blogs plus spécifiques à un évènement ou un public choisi, nécessaires à l'analyse qui m'occupait.

Il faut rappeler au lecteur que les visions apportées dans la littérature académique sur l'internet chinois lors de mes recherches étaient presque inexistantes à l'époque voire partielles, pour ne

¹⁵ Comme précisé dans le chapitre II, les sites « dissidents » ou « non autorisés » sont accessibles depuis la Chine grâce à des proxy qui permettent de s'affranchir de la censure du grand « Pare-feu de Chine ». Les internautes voulant s'informer sur des sites interdits dans leur pays ont en effet la possibilité de les utiliser, tout en sachant qu'ils naviguent en toute illégalité. Mes travaux consistent néanmoins à évaluer quel web est mis à disposition du public par le régime chinois pour tenter d'imposer à l'ensemble de la cyberpopulation sa vision politique du monde.

¹⁶ Les sources de mon Master 1 ayant été recueillies à partir des données collectées sur le web chinois et anglophone.

pas dire parfois partiales, car leur dichotomie méthodologique - le régime d'un côté, les internautes de l'autre - créait un manichéisme qui ne permettait pas de révéler les soubassements et l'alchimie du rapport Etat-société apportés par l'internet en Chine. Bien que cette vision déterministe ait depuis bien changé grâce au recul dont la communauté scientifique dispose désormais, de nombreux observateurs constataient de façon exagérément optimistes, à la lueur des faits marquants de l'histoire du web chinois, les avancées progressives dans la liberté de ton sur la toile, sans pour autant pousser leurs analyses au-delà.

Si certains faits, parce qu'ils sont marqueurs d'un tournant dans une époque, deviennent *l'Histoire*, c'est à travers des faits historiques, abordés suivant une grille de lecture non-événementielle —que se trame *l'autre Histoire*, celle qui s'écrit entre les lignes et qui en a le fin mot¹⁷. Ainsi c'est en inversant la question: « Pourquoi la *Révolution du Jasmin* n'a-t-elle toujours pas eu lieu en Chine? » que l'envers de l'Histoire a guidé la trame de mon intrigue. C'est pour ces raisons que cette étude vise à être un début de piste de réflexion quelque peu nuancée par rapport à la vision actuelle sur le rapport antinomique « pouvoir vs société », très visible dès les années 2000 dans la documentation académique américaine notamment. Elle propose plutôt une analyse contextuelle des interactions entre ces acteurs, qui résistent en ajustant réciproquement leur rhétorique, devenant alternativement « émetteurs » et « récepteurs » de ces nouvelles formes de communication - pour reprendre la vision de la représentation interactionniste décrite par Roger Bautier¹⁸.

Enfin, concernant la bibliographie sur le sujet, elle reste évidemment peu dense car il s'agit d'un phénomène récent sur lequel peu de chercheurs se sont à ce jour entièrement consacrés. La littérature académique dédiée à l'internet chinois, au début de mes recherches en 2006, se limitait essentiellement à l'étude des modes de contrôle, de surveillance et de censure mis en place par le gouvernement. Les données étaient essentiellement fournies sous forme de rapports par des organismes de lutte pour les Droits de l'Homme tels qu'Amnesty International¹⁹, RSF et

¹⁷ Paul Veyne, op.cit. p.58 : « *L'histoire non-événementielle a été une sorte de télescope qui, en faisant apercevoir dans le ciel des millions d'étoiles autres que celles que connaissaient les astronomes antiques, nous ferait comprendre que notre découpage du ciel étoilé en constellations était subjectif.* »

¹⁸ Roger Bautier, *De la rhétorique à la communication*, Grenoble, Presses de l'université de Grenoble, 1994, p.139.

¹⁹ *People's Republic of China: State control of the internet in China*: Amnesty International, Nov. 2002, 12 pages.

Chinese Human Rights Watch²⁰, ou encore de l'International Centre for Human Rights and Democratic Development²¹. Cet état des lieux de l'appareil coercitif sur le net, formé notamment par le *Grand Pare-feu de Chine* et le système de centralisation des données *Bouclier d'Or*, était conforté par les études menées par les centres de recherches sur la sécurité comme celles de Foster et Goodman²² et la désillusion déjà constatée par des auteurs tels que Christopher R. Hughes²³ ou Eric Sautédé²⁴ quant à la réalité *sur le terrain*, du contrôle de la dimension virtuelle. L'impact sociétal du développement de l'internet et de son contrôle a également commencé à apparaître dans la littérature anglophone cette année-là, notamment avec les travaux de Tai Zixue²⁵ sur l'histoire du cyberspace chinois et des activités de contestation de ce qu'il considère la société civile. L'aspect instrumental de l'internet en tant qu'outil de gestion de la société était analysé au travers du nationalisme par Wu Xu²⁶ ou par Johan Lagerkvist²⁷ avec *l'ideotainment*²⁸. Les conclusions d'Alex Chan²⁹ sur ces nouvelles formes de propagande, destinées à rester « plus proches de la réalité des masses et de leur vie

²⁰ CHINE : *Voyage au cœur de la censure d'Internet* : RSF et Chinese Human Rights Defenders, 2007, 17 pages.

²¹ *China's Golden Shield: Corporation and the Development of Surveillance Technology in the People's Republic of China*, Rights & Democracy, 2001.

²² William Foster, Seymour E. Goodman, « The Diffusion of the Internet in China », *Center for International Security and Cooperation*, Stanford University, Nov. 2000.

²³ Christopher R. Hughes, « Pourquoi internet ne démocratisera pas la Chine », In : *Critique internationale*, n°15, avril 2002, pp. 85-104.

²⁴ Eric Sautédé, « Les leures de la modernité Internet, information et crise du SRAS en Chine », In : *Perspectives chinoises*, n°47, 2003.

²⁵ Tai Zixue, *The Internet in China. Cyberspace and civil society*, New York et Londres, Routledge, 2006, 365 pages

²⁶ Wu Xu, *Chinese cyber nationalism : Evolution, characteristics and implication*, Lanham, Lexington Books, 2007.

²⁷ Johan Lagerkvist, «Internet ideotainment in the RPC: National responses to cultural globalization», In : *Journal of Contemporary China*, vol.17 n°54, février 2008.

²⁸ Ibid. : « *J'ai nommé cet élément ideotainment, qui signifie que les images, les représentations symboliques, les sons et jingles du web populaire ainsi que la culture des téléphones mobiles se juxtaposent à des constructions idéologiques subtiles et à de la propagande aux inclinations nationalistes* ».

²⁹ Alex Chan, « Guiding Public Opinion through Social Agenda-Setting : China's media policy since the 1990's », In : *Journal of Contemporary China*, n°16 (53), nov 2007, pp.547-559.

quotidienne », ainsi que celles de Wang Hui³⁰ au sujet de l'évacuation du politique, ont souvent guidé l'interprétation de mes observations réalisées sur le web chinois et décryptées dans les nombreuses études de cas en annexes. Celles-ci sont destinées à faire l'état de l'histoire du web chinois, qui se volatilise sans laisser de traces et s'évapore peu à peu de la mémoire collective historique.

De plus, j'ai eu recours à une bibliographie plus théorique dédiée à la sociologie de la communication en termes de domination. L'approche adoptée se veut à la fois critique en termes de problématique, mais aussi pragmatique dans les études de cas relevées sur le terrain virtuel. La *virtualité réelle* décrite par Castells³¹ est l'un des paradigmes nécessaire à la compréhension de l'évolution du monde actuel, où la dimension virtuelle s'inscrit pleinement dans le monde réel, influençant les mentalités ou les perceptions des individus et de la société de façon irréversible.

Le champ de la politique, à l'aune des conceptions formulées sur les relations pouvoir-société, m'a été suggéré par les écrits de Foucault³² avec l'idée des effets de la surveillance panoptique, de Claude Lefort³³ au sujet des politiques de communication destinées à susciter l'adhésion des masses au *Parti-Un*, ou par celles de Gramsci³⁴ concernant l'hégémonie culturelle via l'appareil médiatique. Dans une approche comparative plus contemporaine liée à la question numérique, ce phénomène de recul de la participation civique a été observé par Putnam³⁵ aux Etats Unis face à la montée de la société de divertissement, ou par Fabien Granjon³⁶ sur l'engagement militant depuis l'irruption du web dans l'espace public en ligne.

³⁰ Wang Hui, « 'Politique de dépolitisation' et 'caractère public' des médias de masse », In : *Revue Extrême-Orient Extrême Occident*, 31, 2009, pp. 155-177.

³¹ Manuel Castells, *The rise of the network society*, Oxford, Blackwell, 1996.

³² Michel Foucault, *Surveiller et punir*, Gallimard, 1975.

³³ Claude Lefort, *L'invention démocratique*, Paris, Fayard, 1981

³⁴ Antonio Gramsci, *Textes*, Paris, Messidor Ed. Sociales, 1983.

³⁵ Robert D. Putnam, *Bowling Alone: The Collapse and revival of American Community*, New York, Simon & Shuster, 2000.

³⁶ Fabien Granjon & Dominique Cardon, *Médiactivistes*, Presses de Sciences Po, 2010, 152 pages.

L'étude sociologique de *la sphère publique* au sens d'Habermas³⁷ a permis d'expliciter le jeu des interactions sociales sur la toile chinoise, à la lumière d'analogies à la représentation théâtrale décrite par Goffman³⁸, où la vision idéalisée du « bien commun » est instrumentalisée tour à tour par les dirigeants, sous couvert d'anonymisation des sites ou des acteurs³⁹, ou par les citoyens (par le mouvement NIMBY). Concernant le détournement de cette communication dans l'espace public, les avertissements de Dominique Wolton⁴⁰ m'ont aidée à saisir la façon dont le Parti agit pour affaiblir la contestation en la réduisant à des *divergences*, dans une volonté omniprésente de stabilité nécessaire à sa pérennité au pouvoir. L'étude de la réception et de la résistance des agents à ces différentes formes de communication et de rhétorique est principalement basée sur les réflexions formulées dès les années 1990 par Roger Bautier⁴¹ ou par Luc Boltanski⁴², concernant les mécanismes psychologiques liés au *concernement*.

Bien que ces auteurs m'aient véritablement aidée dans cette quête de sens et d'intelligibilité, en tentant de comprendre les formes de domination et de résistance en jeu dans les stratégies de communication émises de la part des acteurs, il faudra garder à l'esprit que ce travail s'inscrit clairement dans le domaine de l'histoire des humanités digitales propre au monde chinois. La spécificité de ces travaux tient tant à la nature transdisciplinaire des approches théoriques adoptées, qu'à l'analyse pragmatique des données évaluées par les nombreuses études de cas développées dans ce travail. Transposer les analogies, ou justement les différences, entre les ères disciplinaires ou géographiques à l'instar de la démarche comparative de Marie-Laure Geoffray⁴³, permettra je l'espère d'illustrer l'importance d'un tel décloisonnement disciplinaire,

³⁷ Jürgen Habermas, 1ère éd. 1962, *L'espace public – Archéologie de la Publicité comme Dimension Constitutive de la Société Bourgeoise*, Paris, Payot.

³⁸ Erving Goffman, « La présentation de soi », In *La mise en scène de la vie quotidienne* (tome 1), Éditions de Minuit, 1973.

³⁹ En référence aux faux commentateurs internautes sur les forums ou aux faux sites personnels créés par le gouvernement, notamment.

⁴⁰ Dominique Wolton, *Penser la communication*, Champs, Flammarion, 1997.

⁴¹ Roger Bautier, *De la rhétorique à la communication*, Grenoble, Presses de l'université de Grenoble, 1994, 320 pages

⁴² Luc Boltanski, *La souffrance à distance : morale humanitaire, médias et politique*, Paris, Métailié, 1993.

⁴³ Marie-Laure Geoffray et al., « Comparer a posteriori : retour sur une expérience collective de recherche », In : *Terrains & travaux 2/ 2012* (N° 21), p. 165-180.

propre à l'esprit de l'EHESS et qui pourra élargir le champ des savoirs sur les humanités digitales. Je suis consciente de n'avoir pu défricher que quelques sentiers et tracer quelques itinéraires, mais dans la mesure où ce terrain d'études est encore presque vierge, j'espère que ce travail aura son utilité.

METHODOLOGIE TECHNIQUE & APPROCHE ACADEMIQUE

Le caractère récent de l'internet comme objet de recherche en sciences humaines et sociales rend nécessaire de définir précisément sa nature, ses caractéristiques et ses fonctions telles qu'analysées dans ce travail. L'internet a pour particularité d'être à la fois objet et outil de recherche, nécessitant dès lors une réflexion épistémologique préalable à l'analyse des politiques communicationnelles qui seront menées dans cette étude d'un point de vue historique. Cet avant-propos consistera à délimiter la méthodologie technique employée puis à exposer la démarche académique et les hypothèses soumises à l'analyse de ce travail.

A-1 L'INTERNET COMME OBJET DE RECHERCHE

1.1/ Définition et étymologie

INTERNET : Abréviation de INTERnational NETwork (*réseau international*).

Le terme « Internet », employé communément à tort, caractérise en général la toile (web) alors qu'il définit en fait le moyen technique qui permet d'y accéder (le réseau). L'internet est avant tout un réseau télématique international mis en place par l'interconnexion d'ordinateurs utilisant un protocole commun (baptisé IP pour Internet Protocol) permettant la communication et l'échange de données. Ce réseau permet à ses utilisateurs, les internautes, de communiquer entre eux via des lignes de télécommunication (lignes téléphoniques, liaisons numériques, câbles) leur permettant d'accéder à des services aussi variés que le courrier électronique, la messagerie instantanée ou le *World Wide Web* (aussi appelé web). Il faut donc comprendre que l'internet permet à l'utilisateur d'accéder à un contenu disponible sur la toile (le web) et qu'il n'est pas la toile lui-même. La méprise faite par nombre d'utilisateurs rapportant leurs trouvailles faites «sur internet » est significative de l'amalgame communément admis dans le langage courant.

Sur le plan sémantique en langue anglaise (l'internet et son appellation ayant été inventés aux Etats-Unis), on utilise l'article défini et la majuscule pour nommer le réseau, « the

Internet». Il constitue le réseau le plus étendu de la planète, et en tant qu'objet unique, il est désigné comme un nom propre avec une majuscule. En français, le Journal Officiel recommande d'écrire le nom commun « internet » en minuscule et sans article tandis que l'Académie Française préconise d'utiliser le terme : « l'internet »⁴⁴ ; bien qu'il subsiste aujourd'hui encore une controverse entre ceux qui écrivent soit « l'Internet », « l'internet », « l'Internet » ou encore « internet »,⁴⁵ j'utiliserai au cours de mon travail le terme « l'internet » selon les recommandations émises par l'Académie française.

1.2/ Caractéristiques techniques et nature de l'outil

La caractéristique principale du « réseau des réseaux » réside dans le fait qu'il fonctionne de manière décentralisée, sans dépendre de l'administration d'un pays ou d'un ordinateur unique⁴⁶. Son invention aux Etats-Unis, en pleine période de guerre froide, consistait à se prémunir d'une éventuelle vulnérabilité des réseaux de télécommunications en cas de conflit militaire. Ainsi, la configuration du réseau évoque une toile d'araignée au centre de gravité décentralisé, permettant à chaque ordinateur de communiquer avec les autres ordinateurs du réseau, même si l'un d'eux s'avère hors d'usage. Cette caractéristique nouvelle est étroitement liée au développement du Web, qui rend l'internet accessible au grand public en présentant un espace virtuel où sont publiées toutes sortes d'informations sous une forme multimédias et interactive, extensible à l'infini et disponible pratiquement depuis n'importe quel endroit du monde. L'internet apparaît comme un « contenant » multiple et pluriel là où le web sert de « contenu » aussi fourni qu'illimité.

⁴⁴ Selon la neuvième édition du Dictionnaire de l'Académie : «Un ordinateur connecté à l'internet», <http://www.academie-francaise.fr/dictionnaire/> (consulté le 15/10/2013).

⁴⁵ Selon la Commission générale de terminologie et de néologie sur la liste des termes, expressions et définitions adoptées pour le vocabulaire de l'informatique et de l'internet, NOR: CTNX9903444K, JORF du 16 mars 1999, p.3907.

⁴⁶ Il faut pourtant admettre que dans la pratique, l'Internet Corporation for Assigned Names and Numbers (ICANN) détient un pouvoir inégalé en termes de contrôle de la toile malgré son caractère théoriquement décentralisé et non gouvernemental (il s'agit théoriquement d'une société de droit californien à but non lucratif). En effet, l'ICANN américaine est la seule à pouvoir attribuer les noms de domaine et les numéros des adresses IP sur l'internet mondial, au grand dam des autres puissances internationales et de l'ONU.

Les deux caractéristiques que sont la décentralisation du réseau dans sa structure et sa nature illimitée font de l'internet un outil à la fois inespéré en termes de ressources (techniques, communicationnelles, informationnelles) que problématique dans son contrôle pour des régimes politiques tels que la Chine, qui tentent de préserver une forte emprise sur leur population. Cette étude cherchera donc à montrer tout l'enjeu que pose l'internet face à la nouvelle politique communicationnelle du Parti, devant sortir d'un contexte historique où le PCC avait seul voix au chapitre par son monopole médiatique.

Bref rappel historique : et l'internet fut...

L'ARPANET, ancêtre militaire de l'internet d'aujourd'hui

Acronyme anglais d'Advanced Research Projects Agency NETwork, ARPANET est le premier réseau à transfert de paquets de données développé aux États-Unis par l'armée américaine en 1969 (plus précisément la DARPA, Defense Advanced Research Projects Agency). En plein contexte de compétition scientifique et militaire liée à la guerre froide, l'ARPA conçoit un réseau de télécommunications informatique permettant aux chercheurs universitaires et aux militaires de s'échanger des données afin de coordonner leurs activités avec plus d'efficacité. Ce réseau fait suite au rapport commandé en 1962 par l'US Air Force à la Rand Corporation sur la vulnérabilité des réseaux de télécommunications. Le rapport soulignait le danger que représentait la centralisation excessive de certains réseaux et l'absence d'autonomie de fonctionnement des réseaux intermédiaires de communication qui pouvaient être mis hors d'usage et paralyser l'ensemble des réseaux en cas de destruction du réseau central. Le réseau ARPANET est finalement testé le 21 novembre 1969 et satisfait les objectifs émis.

De 1970 à 1980, le réseau ARPANET est d'abord réservé à l'usage exclusif d'universités américaines dont les recherches concernent la défense nationale. Le réseau est ensuite divisé en deux réseaux interconnectés (MILNET pour l'usage des militaires et ARPANET pour les universitaires) grâce à l'Internet Protocol (IP) qui permet l'échange de données entre réseaux dotés d'équipements informatiques différents. L'utilisation des réseaux à caractère commercial et privé n'existe pas encore. Ce n'est qu'en 1991 et pour répondre à la demande

pressante des lobbies économiques du pays qu'un second réseau national est mis au service. Le réseau appelé « Internet », terme américain dérivé de l'internetting (« interconnexion des réseaux »), ne sera accessible au grand public américain qu'en 1995.

La Chine et les autres pays du monde ont bénéficié de cette nouvelle technologie quasiment toutes au même moment que les Etats-Unis (années 1970). « Le complexe d'infériorité » technique de la Chine envers les grandes puissances occidentales a d'ailleurs poussé le pays à se lancer à corps perdu à l'assaut de cette invention, nouvelle et balbutiante pour tous. Ainsi l'internet répondait à deux logiques incontournables de la Chine de Deng Xiaoping : ouverture sur le monde extérieur et accélération du multilatéralisme au détriment de la vision d'un monde jusqu'alors bipolaire, laissé par l'après guerre froide. Pourtant, cette ouverture inédite sur le monde constituait un défi sans précédent pour le régime chinois qui voulait garder sous sa coupe une population muette et sourde aux appels démocratiques d'outre-mer. Les dirigeants le relevèrent, non sans mal et avec succès, puisque cette étude démontrera comment le PCC a su jouer de la nature incontrôlable de l'internet⁴⁷ pour affermir son pouvoir sur la société chinoise, par une maîtrise non seulement technique mais communicationnelle tout à fait remarquable.

B-2 METHODOLOGIE TECHNIQUE

Tel que présenté en introduction, le recueil des données effectué sur l'internet nécessite non seulement de sonder l'infinitude de la toile (suivre l'évolution des sites web, analyser les commentaires postés sur les forums, visionner les vidéos des discours politiques, recueillir les témoignages des internautes, etc.), mais aussi d'essayer de constituer un recueil bibliographique pertinent, tâche ardue s'il en est tant la rareté des études scientifiques propres au domaine et la rapide obsolescence des sources font de cet objet d'études une quête somme toute hasardeuse au regard des difficultés rencontrées. Les problèmes d'accessibilité technique (censure et disparition des sites), d'authentification des sources mais surtout d'archivage sont apparus dès le

⁴⁷ L'internet chinois ressemble finalement à un Intranet géant puisque, tout en conservant les protocoles de communication que nous connaissons (TCP/IP), il est organisé en étoile autour d'un point d'entrée central qui se trouve être la seule passerelle connectée avec le reste de l'internet mondial. Cette passerelle est protégée par le fameux « Grand Pare-feu de Chine » qui empêche les internautes en Chine d'accéder aux sites étrangers proscrits par le gouvernement.

début de mes recherches comme les premiers obstacles à l'analyse du web chinois. L'approche technique de cette méthodologie consiste à présenter les difficultés techniques rencontrées liées à sa nature intrinsèque et qui imposent finalement de considérer l'internet comme un terrain d'études plutôt que comme un objet de recherches à proprement parler.

2.1/ Recueil webographique des données

La méthodologie employée dans le recueil des données disponibles sur l'internet et le web chinois sera présentée ici afin d'établir l'approche retenue dans cette étude.

A l'origine, les travaux menés à l'occasion d'un mémoire de Master 1 en 2002-2003 sur la pollution de l'eau en Chine m'ont conduit à sonder les profondeurs du web, à défaut de pouvoir explorer par moi-même le territoire chinois tout entier. Le web m'a alors servi de ressource documentaire riche et actualisée à la fois par les rapports gouvernementaux publiés et les témoignages multimédias des internautes (photos, vidéos, cartes géographiques). Cette apparente facilité d'acquisition des données depuis mon ordinateur en France augurait bien de la poursuite de mes recherches en ligne lorsque je me suis engagée à travailler en 2004 sur l'impact de l'internet en Chine (dans le cadre d'un Master 2⁴⁸). La décision d'utiliser l'internet chinois, non plus comme ressource documentaire mais de l'étudier comme « terrain », a marqué un tournant décisif dans l'approche méthodologique de mes travaux. L'apparent foisonnement du web lié à son accessibilité a révélé en fait de nombreux obstacles dans le recueil, l'archivage et l'évaluation des données.

Contrairement à des groupes de chercheurs ayant mutualisé leurs compétences spécifiques en informatique ou en sciences politiques et sociales afin de pouvoir démontrer ensemble, tant techniquement qu'analytiquement, la portée de la censure chinoise sur les plateformes de discussion en ligne par exemple⁴⁹, le recueil des données sur le web chinois réalisé dans cette

⁴⁸ Aurélie Bayen, *L'internet en Chine – entre maillage étatique et toile transnationale*, mémoire de Master 2 (sous la direction de François Gipouloux), op.cit.

⁴⁹ Telle que la récente étude de Jedidiah R. Crandall, Masashi Crete-Nishihata, Jeffrey Knockel, Sarah Mckune, Adam Senft, Diana Tseng, Greg Wiseman, « Chat program censorship and surveillance in China : Tracking TOM-Skype and Sina UC », *First Monday*, Vol. 18 n°7, 1er juillet 2013, firstmonday.org/ojs/index.php/fm/article/view/4628/3727#p3 (consulté le 18/07/2014). Voir en annexe n°40 :

étude s'est étendu sur plus d'une décennie à partir de mes compétences et de mes observations personnelles - les analyses et les données sur le sujet étant pratiquement inexistantes à l'époque de mes recherches. J'ai tout d'abord effectué une veille informelle de tout ce qui se passait sur le web chinois, en me glissant dans la peau d'un internaute chinois ordinaire qui visite son pays et ses compatriotes sur la toile. Une fois les contours de ma problématique définis, j'ai réalisé un vaste programme de recueil d'informations automatisé du web à l'aide de logiciels de veille documentaire (tels que *PubCrawler*), d'outils technologiques disponibles sur les moteurs de recherches (alertes par mot-clé) ou sur les sites web (flux RSS). En outre, je me suis abonnée à plusieurs lettres d'information (newsletters) ciblées sur un évènement (scandale du lait enrichi à la mélamine par exemple) ou sur un acteur de la toile en particulier (blogueur influent, personnalité politique) afin de tenter de comprendre le mouvement évolutif de certains phénomènes sociaux survenus autour de ces sujets sur le web chinois.

Recueil automatisé des données

Le recueil documentaire automatisé représente pour le chercheur en Humanité Digitales un soutien indéfectible dans la collecte d'informations et dans leur mise à jour. Il a été mis en place pendant trois années consécutives avec un repositionnement sans cesse réajusté, à mon niveau de connaissance (il me fallait d'abord « tout » connaître du cybermonde chinois) puis à la problématique elle-même. C'est pourquoi il est à mon sens nécessaire de faire un aparté quelque peu technique sur les outils utilisés dans l'élaboration de cette thèse, afin de comprendre l'utilité irréfutable que représentent ces nouveaux dispositifs de recueil d'informations pour le chercheur du XXI^{ème} siècle. En outre, cela permettra d'établir le *modus operandi* que ce nouvel objet de recherches requiert, tant dans la collecte documentaire que dans son archivage et son évaluation. Dans cette optique, le recueil documentaire se décompose en trois grandes étapes de recherches, du plus général au plus particulier :

A/ La définition du champ de recherche;

B/ Le repérage et l'identification des sources;

C/ L'exploitation et l'évaluation des matériaux rassemblés.

«Modulation technique de la censure des discussions en ligne : une analyse comparée de la mise à jour des listes noires de Tom-Skype et Sina UC »

2.2/ Définition du territoire de veille

La définition du territoire de veille nécessite une réflexion préalable permettant de délimiter les périmètres de recherches, surtout sur un territoire aussi infini que le web. Une fois l'objet défini au sein d'une ou plusieurs thématiques (ici l'internet chinois), il convient de définir et de tester la pertinence des mots-clés qu'il sera nécessaire d'entrer dans les différents moteurs de recherches ou agrégateurs de flux RSS, par exemple. Afin de fouiller plus intensément l'intérieur même des sites, en particulier afin d'éviter toute surcharge d'informations peu pertinentes (ce qu'on appelle dans le jargon informatique « bruit », comme une pollution sonore dont on voudrait faire abstraction), il convient également de définir précisément un niveau de profondeur de recherches qui permettra d'accéder aux ressources existantes dans le *Web invisible* (dénommé aussi « web profond ») et qui s'avèrent inaccessibles par un mode de recherche classique (comme la saisie par mot-clé sur Google). En effet, les moteurs de recherches dits « basiques » indexent l'ensemble des sites web superficiellement, en «crawlant» les informations du site disponibles dès la page d'accueil. Si un article contient le mot-clé intéressant mais qu'il faille cliquer sur trois liens à partir de la page d'accueil pour y accéder, il semblerait que l'information ait toutes les chances de ne pas être retenue par les moteurs de recherches. C'est pourquoi j'ai paramétré, spécialement sur les sites thématiques ou spécialisés, des niveaux de profondeur plus grands que sur des sites d'information générale.

Qu'entendons-nous par « niveaux de profondeur du web » ?

La page d'entrée d'un site web étant considérée comme le niveau 0, un clic sur un lien présent sur cette page dirigera l'internaute vers une page **A** de niveau 1. De même, si l'internaute décide de cliquer sur un lien de la page **A**, il atteindra une page de niveau 2 (**B**), laquelle lui fera atteindre le niveau 3 sur une page **C** par un lien depuis la page **B**.



Schéma : niveaux de profondeur d'un site web⁵⁰

Les moteurs de recherches crawlant superficiellement les sites (niveaux 0 et 1), il est nécessaire pour le chercheur qui compte fouiller en profondeur le web d'utiliser des robots crawlers capables de chercher l'information jusqu'aux niveaux 3 des sites qu'il aura pris soin de mettre sous surveillance automatisée⁵¹.

2.3/ Repérage des sources et catégorisation technique des sites consultés : pour une meilleure identification des sources

Le repérage des différents matériaux utiles à ces recherches a nécessité de sonder les profondeurs du web grâce à différents signaux (anx.1⁵²), dits *forts* ou *faibles* qui permettent de collecter via un agrégateur de sites l'information selon l'intensité des signaux émis (autrement dit l'importance de l'accès médiatique des sites). L'identification technique des sources s'avère également un élément de discernement préalable à l'évaluation des sources étudiées. On peut classer ces sites en trois « morphotypes » communicationnels :

- Les sites unidirectionnels institutionnels (A vers B) tels que les portails et sites d'informations institutionnels (médias, gouvernements, institutions). Ces sites offrent généralement un contenu informationnel riche et sans cesse réactualisé en fonction de

⁵⁰ Schéma tiré de : « La structure du site », *morphemzero.be*, s.d. www.morphemzero.be/v2/referencement/structure-site.html, (consulté le 02/02/2014).

⁵¹ Pour pallier à la superficialité des recherches captées par les moteurs qui feraient perdre à certains sites une bonne partie de leur public, ces derniers tentent de réduire le niveau de profondeur de leur page B (et par là même celui de la page C) en mettant un lien accessible depuis la page d'accueil du site (niveau 0) vers la page B. Ainsi, les moteurs de recherches peuvent référencer le site en captant un maximum d'informations mis en ligne dès la page d'accueil. Il est même envisageable de faire un lien de la page d'entrée vers la page C afin que toutes les pages aient le même niveau de profondeur et soient crawlées par le moteur.

⁵² Voir annexe n°1 : « Veille sur le web : la pêche à l'information ».

l'actualité qui les occupe. Ici, le message est véhiculé en sens unique : de l'institution (A) vers le grand public (B).

- Les sites unidirectionnels personnels (A vers B) tels que les blogs et sites web personnels. Il s'agit souvent d'individus (A) qui mettent en ligne du contenu (vidéos, connaissances sur un domaine particulier, états d'âmes) à destination du grand public (B).

Ces sites appartiennent à ce qu'on pourrait appeler le web 1.0, puisque le contenu des messages véhiculés n'est pas interactif avec les internautes, il n'existe pas de dialogue entre l'auteur et le récepteur de l'information mise en ligne.

- Les sites web 2.0 dits « collaboratifs » (de type A vers B et B vers A). Ils sont multidirectionnels et multiformes puisque les diffuseurs d'information et ceux qui les reçoivent sont les mêmes. Ils interagissent sur des espaces virtuels, ici les sites web 2.0, qui leur permettent de communiquer de part et d'autre de l'écran et inversement. Le site d'encyclopédie en ligne Wikipédia propose à ce titre aux internautes de devenir auteur du contenu du site. Les forums de discussion et micro-blogs tels que Twitter appartiennent aussi à cette catégorie. En Chine, ces sites étrangers ont été rapidement bloqués par la censure chinoise pour favoriser l'utilisation de sites concurrents basés en Chine et respectant la législation nationale. Ainsi le moteur de recherches Baidu lançait Baidu Baike et le site de microblogging Weibo fut rapidement « préféré » au site américain Twitter.

De même, il faudra discerner très clairement le degré d'accessibilité d'un site selon qu'il est public, semi-public ou privé. Les discours tenus par les internautes seront alors plus ou moins observables et qualifiables par le chercheur en Humanités digitales. Un internaute s'exprimera différemment en fonction de la nature - et donc de la visibilité - du site consulté. Il rédigera par exemple un commentaire timide d'assentiment en réponse à un billet revendicatif sur un forum de discussion public, tandis qu'il témoignera avec force son opinion sur le même sujet lors d'une discussion privée en ligne sur un site de messagerie instantanée (comme QQ⁵³) ; et ce, du fait que le contenu n'est pas visible du grand public. En outre, ces conversations ne sont pas archivées sur le site ad vitam aeternam comme le seraient des commentaires publiés sur les forums de discussions publics.

⁵³ Pour de plus amples explications sur les termes et acronymes techniques utilisés, voir glossaire technique.

A cette fin, il sera important de distinguer la nature du site consulté pour en mesurer la crédibilité ainsi que la portée du message, tant au niveau de la visibilité fournie par le type de site choisi par l'auteur des messages, qu'au niveau de sa légitimité à prendre la parole dans l'espace public. Un internaute prenant la parole à titre individuel sur un forum aura de fait moins de légitimité, voire de crédibilité, à parler au nom d'une catégorie ou d'un groupe social pour proposer des réformes à son gouvernement. Au contraire, le représentant d'un groupe social défini et représenté par un site institutionnel (site d'une organisation de défense d'un groupe social en particulier, par exemple) aura certainement plus de poids – mais prendra plus de risques – car il sera clairement identifié comme tel (non pas sous un pseudonyme comme sur les forums). Il bénéficiera pourtant, à ses risques et périls, d'une meilleure visibilité médiatique pour exprimer ses doléances au gouvernement.

De même, le chercheur devra prendre en compte le particularisme culturel et politique qui régit la liberté d'expression en Chine. L'étude des discours et des mouvements d'opinion publique devra souligner préalablement le caractère autorisé ou non de l'item en question. En effet, alors que des discussions sur les événements de Tiananmen en 1989 ou la secte Falun Gong font l'objet de l'omerta la plus totale, l'étude montrera que le gouvernement ouvre néanmoins quelques thématiques à l'indignation populaire à son encontre, afin de laisser s'exprimer les sentiments d'injustice ou de frustration qui l'animent (corruption locale, problèmes écologiques par exemple). De cette observation, l'étude de la politique communicationnelle de l'Etat-Parti permettra de révéler comment l'opinion publique réussit à s'appropriier les discours gouvernementaux d'intérêt public (tels que la défense de l'écologie) sans remettre en cause le Parti ou les dirigeants, dans le but sous-jacent de défendre ses propres intérêts.

C'est pourquoi il sera nécessaire de garder à l'esprit tout au long de cette étude l'importance des critères techniques dans l'évaluation des données recueillies, leur conférant plus ou moins de valeur ou de vraisemblance selon la nature et la visibilité des sites sur lesquels elles ont été émises.

2.4/ Etude et suivi des sites par une veille automatisée

Il faut également présenter ci-après la méthodologie évolutive, itérative et actualisée propre aux ressources internet dans le recueil des données sur le web. Considérant le caractère infini propre aux ressources publiées sur le web, ma stratégie consistait tout d'abord à robotiser la surveillance du web chinois par un système de veille documentaire automatisée permettant une mise en observation active et permanente de l'environnement virtuel chinois, dans une perspective d'anticipation rendue possible par la détection des prémisses du changement (exemple : la saisie du mot « désordre » sur des sites d'informations régionales a permis de détecter les zones de troubles dans les régions de l'Ouest avant que les révoltes de Lhassa ne soient évoquées par les médias nationaux puis internationaux). En traquant les sources pertinentes dissimulées au cœur des centaines de millions de sites, blogs et portails thématiques, je pensais que l'aide automatisée offerte par ces robots me permettrait de retirer la quintessence du web chinois qu'il me suffirait ensuite d'analyser en détail.

C'est ainsi que j'ai rentré en 2008 des mots-clés en plusieurs langues recouvrant un champ très vaste d'informations tels qu'« internautes chinois », « internet Chine », « politique internet Chine » ou « mouvements sociaux Chine » dans les moteurs de recherches Google et Baidu (moteur de recherches chinois équivalent de Google). Sur Google Alertes, j'ai créé des « alertes » en anglais et en français avec ces mots-clés (cf. anx.2)⁵⁴ tout en utilisant une boîte mail dédiée qui recevait les informations recueillies chaque jour par le moteur de recherches⁵⁵. Sur Baidu, j'opérais de la même manière mais en entrant ces mêmes mots-clés en langue chinoise. Les résultats obtenus ont été tout à fait différents du fait de la censure exercée en Chine par les autorités d'une part et la divergence des centres d'intérêt médiatiques d'autre part : quand le web chinois s'enorgueillissait d'être la première nation en nombre d'internautes dans le monde par exemple, le web occidental pointait à ce moment-là du doigt la censure et la répression des internautes chinois. Pour des faits d'actualité particulièrement marquants, je ne

⁵⁴ Voir annexe n°2 : « Utilisation et configuration des alertes sur Google : méthodologie de recherche webographique »

⁵⁵ Ces mots-clés ont été modifiés pour certains, dans le but d'affiner ou de thématiser l'objet des recherches, mais surtout d'adapter les critères aux aléas de l'évolution de l'internet chinois. Ainsi l'équivalent chinois de Twitter dénommé Weibo, apparu en 2009, a été rajouté aux mots-clés saisis en 2008 car de nombreux articles sur les internautes chinois rapportaient les dires et les « événements » survenus sur ce site de microblogging - devenu aujourd'hui incontournable dans l'actualité des mouvements d'opinion et de masses en Chine.

pouvais que constater le fossé abyssal des contenus entre les différentes sources d'informations (visions et discours totalement opposés sur le Printemps arabe de 2011 entre les médias chinois et occidentaux par exemple).

Une fois certains faits marquants retenus, j'ai entré leur dénomination (exemple : « lait contaminé ») sur les moteurs de recherches chinois version « forums » et version « blogs », pour tenter de saisir le « décodage socio-psychologique »⁵⁶ des internautes chinois par l'ampleur des réactions suscitées. J'ai obtenu sur les forums des réactions plus spontanées et moins construites ou argumentées que sur les blogs où les auteurs essaient en général de rassembler toutes les informations disponibles sur le web avant de les analyser par des recoupements minutieux. Ainsi ai-je pu constater la méfiance croissante des internautes chinois à l'égard non seulement des médias (à force des scandales chaque jour dévoilés sur le web) mais aussi des internautes eux-mêmes (voir le cas des *wumadang* où de faux internautes sont payés 50 cents du commentaire pro-gouvernemental posté sur les forums en annexe 21⁵⁷).

Sur les blogs, j'ai eu recours aux alertes informatiques telles que les flux RSS (cf. anx.32)⁵⁸ ou les lettres d'informations (quotidiennes, hebdomadaires ou mensuelles) afin de pouvoir suivre l'actualité des billets émis aléatoirement au gré de l'actualité du pays ou du blogueur. Cette technicité m'a permis de me focaliser et de m'en tenir à des sources d'informations préalablement sélectionnées pour leur pertinence et leur crédibilité. L'un des effets pervers de la surabondance d'informations disponibles sur le web tient dans la difficulté pour le chercheur de se focaliser sur une piste donnée. Dans le recueil documentaire sur le web, le principal obstacle à la formalisation d'une hypothèse n'est pas l'accès à la connaissance et au savoir, mais au suivi réel et à la concentration sur un sujet donné. La multitude des sources d'informations chaque jour naissantes pousse le chercheur à assouvir son instinct de découverte, ayant pour effet d'éparpiller son attention vers des horizons de plus en plus éloignés de sa problématique initiale.

⁵⁶ Voir Roger Bautier, *De la rhétorique à la communication*, op.cit.p.138.

⁵⁷ Voir annexe n°21 : « Le 'Parti des 50 cents' à la solde du Parti : l'arroseur arrosé ! »

⁵⁸ Voir annexe n°3 : « Exemple de flux RSS du blog du citoyen cyberjournaliste Zola »

2.5/ Etude et suivi des sites par une veille manuelle et aléatoire

Le surfing manuel est-il téléguidé ?

Comme expliqué ci-dessus, la présélection de sites utiles à mes travaux nécessitait une focalisation forcenée sur certaines sources d'informations, institutionnelles ou non mais pertinentes au regard du but recherché : l'élaboration d'une théorie pratique issue d'une observation continue qui me permettrait d'aboutir à une analyse suivie et détaillée. Le choix de réaliser une veille documentaire automatisée répondait à ces impératifs de concentration et de discernement. Ainsi, l'utilisation des robots m'a permis de suivre l'actualité des objets de recherches visés en agrégeant toutes les sources primaires préalablement repérées, m'offrant une vue d'ensemble sans cesse réactualisée de l'état des connaissances sur le sujet qui m'occupe : l'historicité de la politique communicationnelle du web chinois.

Pourtant j'ai remarqué, au détour d'évènements qui survenaient hors de portée de ma veille stratégique par mots-clés que certains faits, tendances ou nouveaux usages de l'internet et du web échappaient déjà à ma vigilance. Le phénomène Twitter illustre parfaitement ce risque inhérent à l'automatisation de la recherche par sa robotisation. Alors que je remarquais que les journalistes citaient de plus en plus souvent Twitter comme source d'information journalistique et humaine dans leurs articles, j'ai compris un peu tard et au moment-même où la censure gouvernementale fermait l'accès du site américain aux internautes chinois, combien ce support d'informations aurait été précieux dans le recueil à vif d'informations sur des sujets aussi brûlants que la révolte tibétaine de Lhassa en 2008 ou l'arrestation du prix Nobel de la paix Liu Xiaobo en 2009.

Afin d'éviter tout nouvel écueil dans la recherche de données, j'ai continué parallèlement à réaliser une veille cette fois-ci manuelle et aléatoire, surfant de site en site tel un internaute ordinaire. Ce surfing spontané inhérent à la nature même du web m'a permis par ailleurs de vérifier la théorie du *webring*⁵⁹ (ou anneau du web, cf. anx.4) qui suppose une navigation en boucle par lien hypertexte de site en site, de manière à ce que l'internaute ait l'impression de surfer sur des sites web différents alors qu'il s'agit en fait d'une série de sites web aux

⁵⁹ Voir glossaire technique et annexe n°4 : « Théorie du webring ou quand l'information tourne en rond... ».

informations complémentaires reprenant un même sujet donné (ici la même information gouvernementale sur les sites étudiants chinois en France, cf. annexe n°4). Car ce qui fait l'actualité sur le web (communément appelé *buzz*) consiste à ce qu'une information soit reprise de site en site jusqu'à ce que tous les médias en parlent, les plus traditionnels y compris (TV, radio, journaux), jusqu'à ne plus savoir d'où l'information provient. Hors des périodes de *buzz* (révélation d'un scandale par exemple), je me suis rendue compte en surfant sur la toile que la politique communicationnelle s'opèrait également par une cyberoccupation du web réalisée grâce à la création pléthorique de sites web en tous genres, relayant à peu de différences près la même information véhiculée sous différentes formes (sites institutionnels/ sites personnels) et selon différentes sources (bloggeurs, faux internautes sur un forum de discussion/ journalistes).

Ainsi, la nécessité de remonter à la source originelle de l'information a été une question des plus cruciales quant à l'évaluation des données. Le scandale des falsifications de photographies sur la répression tibétaine à Lhassa en 2008 (cf. anx.5) montre à quel point cette vigilance est nécessaire dans le recueil et leur rediffusion: la région de Lhassa ayant été interdite d'accès aux médias occidentaux, ceux-ci ont diffusé sur les canaux télévisés, sur le web et dans les journaux, des photographies factices de policiers asiatiques frappant des moines bouddhistes, supposés tibétains. Il s'est avéré, après enquête minutieuse des internautes chinois sur la toile, que les photographies et films dévoilés au grand public étaient en réalité celles de policiers népalais frappant des manifestants tibétains. Les médias occidentaux, pris par le temps et les impératifs de l'instantanéité de l'information, n'avaient en fait pas pris la peine - ou n'avaient pas pu prendre eux-mêmes de clichés photographiques de la répression chinoise sur les émeutiers.

2.6/ Exploitation et évaluation des sources : des connaissances techniques nécessaires

Le chercheur en Humanités digitales s'impose une difficulté supplémentaire en ceci qu'il doit se familiariser dans son approche scientifique avec les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC), domaine a priori étranger aux sciences humaines et sociales. Leur utilisation requiert des compétences nouvelles de la part du chercheur qui doit maîtriser le vocabulaire et un savoir-faire techniques de ces outils en constante évolution. Cette capacité d'adaptation permanente suppose une auto-formation qui m'a permis d'identifier aussi clairement que possible la nature des outils technologiques dont je

m'emparais pour mieux en évaluer la pertinence méthodologique. Ainsi, celui qui veut recueillir des matériaux utiles à sa recherche doit prendre en considération deux critères nécessaires à l'évaluation de ses données et de ses hypothèses :

- Le rôle du hasard dans la recherche d'informations. Ce critère n'est pas propre aux recherches effectuées sur l'internet puisque les données recueillies au détour d'un ouvrage en bibliothèque relèvent du même hasard relatif aux « trouvailles » sur le web. C'est d'ailleurs ce que souligne Paul Veyne pour tout travail historique. La découverte de nouvelles pistes inattendues liées à ces « trouvailles » élargissent la réflexion, quand elles ne la bouleversent pas complètement. Pourtant, la nature non linéaire de la recherche de matériaux sur le web et les caractéristiques techniques de l'internet de chaque pays demeurent des difficultés supplémentaires pour le chercheur et l'amènent parfois à perdre de vue sa pensée, à la faveur de liens hypertextes infinis ou de résultats erronés trouvés par les moteurs de recherches qui révèlent souvent des aspects insoupçonnés dans l'hypothèse initiale (cf. anx.18)⁶⁰ .
- Le discernement des caractéristiques techniques des sources étudiées : distinguer un site personnel d'un site institutionnel, comparer les résultats des moteurs de recherches chinois et étrangers, différencier les sources obtenues sur un internet censuré ou non, etc.

La recherche sur l'internet chinois : un hasard ... très calculé ?

La problématique, dans le recueil et l'exploitation des sources digitales induite par le verrouillage et la censure automatisés de l'internet et du web chinois, oblige le chercheur étranger à recourir à des outils spécifiques (souvent développés par les organismes de défense des droits de l'Homme) permettant de surfer sur le web chinois tel qu'il est accessible depuis la Chine - alors qu'on se trouve à l'étranger.

L'un des outils qui permet d'évaluer scientifiquement l'état réel de la censure et de l'état du web chinois est l'application ChinaChannel⁶¹, qui permet aux utilisateurs de Firefox de naviguer sur

⁶⁰ Voir annexe n°18 : « Référencement des moteurs de recherches et politique d'occupation de la toile : 'diffuser la vue juste ' ».

⁶¹ « China Channel Firefox Add-on. Experience the censored Chinese internet at home! », application Mozilla téléchargeable sur le lien suivant : <http://chinachannel.hk/index.jsp#exhibition>, (consulté le 20/10/2013).

le web comme un internaute en Chine. L'adresse IP de l'utilisateur devient alors momentanément chinoise car elle est reliée à un serveur proxy chinois. Le but affiché de cette application est de dénoncer la censure du régime en permettant à l'internaute de vivre concrètement la navigation sur le web chinois sous contrôle et se faire ainsi sa propre opinion. En saisissant des mots-clés tels que « Falun Gong » (mouvement à vocation religieuse qualifié de secte chinoise dissidente) ou « Dalai-lama » par exemple, l'internaute voit alors apparaître sur son écran le message suivant : «Proxy Server Refused Connection», alors que les informations sont disponibles sur le web depuis l'étranger (ici la France). De plus, l'internaute en Chine est ensuite privé de surf pendant 15 minutes pour avoir essayé de naviguer sur des sites proscrits dans le pays.

En conséquence, il m'a été utile de recourir à des outils tels que ChinaChannel dans le recueil et l'évaluation de mes sources afin de montrer l'état de la censure chinoise lors des analyses de cas traités dans cette thèse. L'étude comparative des données recueillies depuis l'internet français et chinois apparaît comme une plus-value précieuse quant à l'analyse de cette hypothèse, confirmée par nombre de chercheurs étrangers, de groupes de défense des Droits de l'Homme et de la liberté d'expression ainsi que par les internautes chinois eux-mêmes – dissidents ou non. D'autres moyens techniques de détournement du système de censure ont également été utilisés afin de repérer précisément où se situait cette censure : la saisie du message de censure lui-même («Proxy Server Refused Connection») permettant par exemple au chercheur via le moteur de recherches de connaître les sujets et sites censurés du moment (cf. annexe n°6).

Discerner la qualité des matériaux, vérifier l'identité des sources

De même, les connaissances techniques nécessaires à l'élaboration de cette thèse ont permis de discerner avec acuité la pertinence et la crédibilité des sources recueillies. Le recoupement technique rendu possible par de nombreux outils utilisables sur l'internet a parfois permis de découvrir les personnalités (journalistes, intellectuels) ou organes étatiques dissimulés derrière des pseudonymes d'internautes ordinaires. Ainsi, la divulgation de faits marquants ayant entraîné un buzz a fait l'objet de nombreuses méfiances de notre part. Chaque fois qu'il a été possible de le faire, je suis remontée à la source des informations publiées afin de tenter de découvrir l'identité ou les motivations sous-jacentes des auteurs de ces fuites et autres

scandales. Une des grandes difficultés à surmonter dans l'évaluation des sources sur l'internet est l'identification des sources elles-mêmes. C'est pourquoi il a fallu avoir recours à des moteurs de recherches spécialisés dans les ressources exclusivement scientifiques et universitaires (tel que Google Scholar⁶² / *Guge xueshu sousuo* pour son équivalent sur le corpus universitaire en langue chinoise) pour reprendre avec certitude les résultats de travaux de recherches qui m'intéressaient. Ainsi, les articles consultés proviennent pour une large part d'éditeurs de revues scientifiques ou de centres universitaires reconnus, permettant de recueillir des sources et matériaux fiables pour l'élaboration de ces recherches. De la même façon, l'utilisation de moteurs de recherches spécifiques tels que *Baidu Actualité* permettent de réunir des sources identifiées comme étant uniquement journalistiques (journaux institutionnels) et non pas personnelles (blogs ou sites web privés). Enfin, le recueil de sources humaines s'est effectué grâce aux témoignages d'étudiants chinois au cours des différentes conférences et interventions données, ainsi que par l'étude de travaux d'interviews réalisées par des chercheurs tels que Rebecca Mc Kinnon⁶³ ou Séverine Arsène⁶⁴. Leurs travaux m'ont permis de confirmer ou d'infirmer des intuitions qui semblaient émerger du web chinois telles que je le percevais au travers de mon expérience.

Identifier les acteurs du net

Internaute : une identité aux multiples facettes

La définition d'un internaute est, elle aussi, à considérer avec une certaine défiance car elle recèle de nombreuses facettes techniques qu'il me faut à ce titre prendre en considération.

D'une part, l'identité réelle de l'internaute ne correspond, bien souvent pas, à l'identité présentée sur la toile grâce au recours au pseudonyme. Un internaute peut s'inventer de multiples identités sur le web qui ne peuvent être vérifiées par ses congénères. La seule possibilité d'identification de l'internaute est de connaître l'adresse IP de l'ordinateur ou du

⁶² <<http://scholar.google.fr/>> et <<http://scholar.google.com/schhp?hl=zh-CN>>.

⁶³ Voir ses travaux sur son blog : rconversation.blogs.com.

⁶⁴ Thèse de doctorat de Séverine Arsène, *La prise de parole des internautes chinois. Normes sociales et naissance des mobilisations*, Paris, IEP, 2009, 515 pages.

Smartphone depuis lequel il se connecte. Celle-ci est exclusivement accessible aux Fournisseurs d'Accès Internet (FAI) et aux autorités du pays où se trouve l'ordinateur, car l'utilisateur a préalablement dû remplir des formalités administratives (identité, adresse postale et téléphonique) nécessaires à son accessibilité au réseau.

Le web, application permettant aux internautes de « surfer » sur la toile, a permis une anonymisation sans précédent de la société où tout un chacun peut s'offrir le luxe et la fantaisie d'identités virtuelles (n'importe qui peut se faire appeler par le pseudonyme de type « Albert Einstein » et créer une adresse courriel dédiée telle que *alberteinstein@gmail.com*) ou de vies virtuelles inespérées (on pense notamment au phénomène *Second Life* où un internaute américain peut évoluer dans le monde virtuel comme étant une jeune Chinoise, par exemple⁶⁵). De cette anonymisation rendue possible, le web est devenu pour certains un exutoire inespéré des frustrations vécues dans la vie réelle par les utilisateurs, sans souci de répercussion dans la vie réelle (si tant est qu'ils ne violent pas la loi).

Depuis les années 2000, les nouvelles tendances de la toile se portent néanmoins vers plus de transparence : le succès mondial des sites de réseaux sociaux personnels comme *renren* (équivalent Facebook), voire les sites de réseautage professionnels comme *Xing* (équivalent de *Viadeo*) ont lancé un mouvement de reconnaissance sociale sans précédent. Les internautes se sont lassés de ne rencontrer que des avatars cachés derrière leur pseudonyme et leur vie inventée. La tendance narcissique et égocentrée de la nouvelle génération (adolescente notamment) a entériné ce mouvement d'immersion de la vie réelle dans celle virtuelle. Alors que leurs aînés profitaient de surfer sous pseudonyme pour protéger leur vie privée et intime, la jeune génération entend profiter de la sphère virtuelle pour se montrer et être vue, voire remarquée par le maximum d'internautes possible. La popularité d'un internaute se mesurant à l'aune du nombre de ses « amis » ou du nombre de visionnages de ses contenus écrits, audios, vidéos, diffusés sur la toile (exemple : une vidéo vue un million de fois sur youtube). Ainsi, l'activité et la popularité en ligne obligent les utilisateurs à produire toujours plus de contenus et nouer toujours plus de contacts en leur nom personnel (réel). L'apprentissage du réseautage social déjà existant dans les cercles des grandes écoles ou des *guanxi*⁶⁶

⁶⁵ Cf. chapitre II/A.3.2 : Dimension virtuelle et repli sur soi : quand l'internet exclut l'individu de la société.

⁶⁶ Littéralement, *guanxi* (关系) signifie une relation (au sens large) ou l'individu à l'origine de la relation. Le réseau relationnel appelé *guanxi* se base sur l'échange mutuel de services et de partage de réseau relationnel. Pour plus

communément admises en Chine, conduit ces jeunes à apprendre à valoriser leur identité et leur popularité en permanence sur la toile grâce à l'appui de personnalités les plus en vue. Les sites de réseautage social comme Facebook interviennent ainsi comme de véritables plateformes publicitaires de l'internaute qui met en ligne, à la vue du grand public, toutes les informations personnelles qui pourraient intéresser d'éventuels recruteurs ou partenaires. L'internaute dévoile alors les moindres détails de son curriculum vitae, des photographies de lui et même de son réseau relationnel – personnel et professionnel. La frontière entre la vie privée et publique s'est ainsi effacée au profit d'une société de consommation et/ou d'autopromotion qui pousse ses usagers à produire toujours plus de contenus, dans laquelle l'individu devient son propre produit marchand qu'il faut à tout prix investir dans un cercle relationnel. Les dérapages et autres effets pervers de cette «transparence toute puissante » ont d'ailleurs tôt fait de causer les dégâts prévisibles : surveillance et fichage électronique des individus, usurpations d'identité, arnaques et même licenciements tant les informations divulguées par les internautes finissent par leur échapper.

Ainsi il sera question dans cette étude d'être également à même de constater techniquement les politiques communicationnelles du PCC (sites institutionnels camouflés derrière des pseudonymes d'internautes ordinaires), mais d'autre part, celle des internautes eux-mêmes qui mêlent l'être et le paraître au gré d'un surf sous identité réelle ou inventée.

d'informations sur le sujet, voir Thomas B. Gold, Doug Guthrie, and David Wank, *Social connections in China*, New York, Cambridge University Press, 2002.

2.7/ Archivage des données

Les documents collectés sur le web dans la démarche scientifique posent à la fois la question du référencement et de l'archivage des données. Alors que le référencement des sources bibliographiques admet des normes communément admises dans la presse universitaire, le référencement de sources webographiques est beaucoup plus délicat car il n'existait, encore récemment, pas de règles arrêtées. En outre, les informations recueillies souffrent d'un manque cruel de stabilité du fait même de la nature impermanente du réseau qui menace la pérennité de chaque page web ; les sites n'archivent généralement pas l'information sur des périodes longues (seulement une année ou deux) pour des raisons matérielles de manque d'espace sur les serveurs informatiques ou de non reconduction des sites créés (blogs ou sites personnels notamment). C'est pourquoi la question de l'archivage des données s'est très tôt posée dans le recueil des informations en ligne⁶⁷. Pour ce faire, il m'a fallu mettre en place plusieurs procédés d'archivage comme la sauvegarde de pages web, vidéos et audios que je jugeais pertinentes sur le disque dur de mon ordinateur⁶⁸ ou par de simples captures d'écran⁶⁹.

Ces solutions restent insuffisantes au regard de l'évaluation critique des données. Il est en effet impératif de référencer et d'archiver la date de consultation des sources étudiées, car tant le contenu que la forme du site ont pu évoluer au gré des tendances et mouvements d'opinion, par exemple. C'est sur ce point précis qu'il me faudra d'ailleurs insister dans l'étude de la politique communicationnelle chinoise en perpétuelle actualisation. La solution qui m'a semblé le mieux convenir à l'archivage des sources tirées de ma « webothèque » virtuelle a donc été de réaliser une sauvegarde à la fois par une copie d'écran mais aussi par le système d'annotation communément admis aujourd'hui, c'est-à-dire l'adresse électronique de la page web étudiée ainsi que la date de consultation. Ainsi, la restitution des informations recueillies permet d'avoir accès à l'information et son origine, et ce, à une date donnée. On pourra lire les références webographiques telles qu'illustrée ci-dessous :

⁶⁷ La Très Grande Infrastructure (TGIR) Huma-Num travaille en cela à favoriser le développement d'un dispositif technologique permettant notamment l'accès, le traitement et la conservation des données dans la recherche en sciences humaines et sociales.

⁶⁸ Tous les navigateurs offrent la possibilité d'enregistrer ou d'imprimer dans un fichier le contenu de la page consultée, il suffit d'aller dans le menu « Fichier » pour appeler cette fonction.

⁶⁹ Certaines captures d'écran seront à ce titre commentées et archivées en annexes.



Douban.com (site de microblogging chinois), <http://www.douban.com/event/15103768/>, (consulté le 11/12/2013)

Les copies d'écran présentées en annexe permettent à la fois de garder les références webographiques de la page (www.douban.com) ainsi que leur contenu et l'aspect visuel du site visité à l'époque.

Le lecteur pourra aussi, si la page web existe encore en son état initial, vérifier ou approfondir l'étude de cas citée grâce aux pages URL mentionnées. Contrairement à des ressources bibliographiques uniquement disponibles dans les bibliothèques universitaires ou à accès restreint, le web offre au lecteur une facilité d'accès aux sources assez simple pourvu qu'il montre un peu d'astuce. Les pages web effacées par les sites web peuvent par exemple être consultées grâce à la fonction « en cache » des moteurs de recherches ou des modules tels que «Google archives » par exemple. Enfin, les observations émises dans cette thèse sont pour la plupart recoupées par de nombreuses autres sources d'informations secondaires qui reprennent les sources primaires analysées ici ; le choix des études de cas concerne à ce titre essentiellement les faits marquants du web chinois, repris et copiés par de nombreux sites institutionnels ou non. Les hypothèses et analyses en découlant seront pour certaines corroborées par d'autres chercheurs sur la question.

Les contraintes pour une personne seule et sur une longue période de s'aventurer dans un sujet tel que celui-ci sont évidentes. Ce type de dispositif méthodologique, et son application rigoureuse, a pour fonction de pallier autant que faire se peut les limites inhérentes à l'exercice. J'espère ainsi avoir su montrer dans cet avant-propos toute la rigueur méthodologique qu'il a été possible de mettre en place dans le recueil, l'analyse, l'évaluation et l'archivage des données étudiées afin que ces travaux gardent toute leur crédibilité sur le plan scientifique et technique.

L'intérêt épistémologique de cette étude en découlant tout naturellement, il me faut à présent poser les jalons de la démarche adoptée en décrivant les postulats et hypothèses qui seront formulées dans cette thèse.

C-3 DEMARCHE, POSTULATS ET HYPOTHESES

3.1 /L'internet comme objet d'étude historique, la promesse d'une ère nouvelle?

L'évocation de l'internet renvoie à ses utilisateurs un sentiment de nouveauté permanente évoluant à une vitesse fulgurante, se renouvelant sans cesse au gré de la variété des supports inventés : de l'ordinateur branché à la tour et au modem, l'internaute s'est ensuite connecté aux ordinateurs portables via des clés externes wifi jusqu'aux tablettes nomades et téléphones portables intelligents directement connectés au réseau. On pourrait croire que cette nouveauté tient à ses origines récentes puisqu'il n'a été découvert par le grand public à travers le monde qu'à partir des années 1990. Néanmoins, d'autres inventions des télécommunications ont vu le jour plus récemment sans qu'on ne les décrive comme «nouvelles», car devenues rapidement obsolètes ou n'étant pas devenues aussi incontournables que l'est aujourd'hui l'internet (minitel, fax, téléphones satellitaires pour ne citer que quelques exemples.)

Ainsi l'internet a parfois été comparé à l'invention de l'imprimerie tant son usage a changé non pas *la*, mais *les* faces du monde. Son essor a constitué une innovation majeure dans le domaine des communications entre les êtres humains du monde entier - si tant est qu'ils soient «connectés ». Le désenclavement rendu possible par l'abolition de l'espace-temps créé par la virtualité a permis dès lors aux hommes - où qu'ils se trouvent sur la planète - d'interagir entre eux dans un contexte toujours plus mondialisant. Les mutations du monde induites révèlent de nouveaux défis à relever pour le genre humain qui se réinvente sans cesse au gré de l'appropriation qu'il se fait du réseau. La spécificité des rapports humains sur l'internet se caractérise essentiellement par une culture de la « virtualité réelle » comme l'évoque Manuel Castells⁷⁰, où l'internet permet dès lors à tout un chacun d'accéder à une nouvelle dimension

⁷⁰ Voir chapitre V de Manuel Castells, *The rise of the network society*, Oxford, Blackwell, 1996.

s'insérant pleinement dans notre monde « réel » et qui peut tout à fait, au même titre que l'Agora grecque, prétendre renouveler entre autres le dialogue social et l'action politique.

3.2/ Regard croisé historique : entre approche politique et sociologique

Cet avant-propos méthodologique consiste à définir les angles d'observation adoptés dans cette thèse afin de montrer au lecteur le cheminement et les étapes nécessaires à la compréhension de la politique communicationnelle du PC chinois sur l'internet, dans sa relation avec la société (internaute)⁷¹.

Il convient préalablement de se défaire d'un certain nombre d'a priori avant de déterminer les objets qui pourraient servir d'analyseurs du politique dans sa dimension sociohistorique. Dans les faits, un grand nombre d'études se focalisent soit sur les manifestations du pouvoir, soit sur celles du contre-pouvoir. Dans le cadre de ce travail, il s'agira plutôt d'interpréter l'évènementiel et le non-évènementiel du monde virtuel chinois comme les expressions de la vie sociale et politique grâce à une approche pluridisciplinaire issue des sciences humaines et sociales. On observera que le changement politique ne dépend pas seulement de la pression exercée par l'évènementiel (médias et opinion publique notamment), mais aussi d'individus engagés ou réactifs, ainsi que de catégories sociales montantes (classe moyenne, nouvelles élites professionnelles par exemple) qui inscrivent leur action dans le champ non-évènementiel. De façon complémentaire, la posture critique tâchera de sortir de l'approche totalisante de la société chinoise pour observer les « *sujets individuels et collectifs [qui] produisent des comportements différenciés dont la variabilité dépend de leurs singularités plurielles (dispositions, identités, sentiments) et des situations concrètes qui cadrent leurs actions.* »⁷². Cette démarche permettra enfin de prendre le recul nécessaire dans le dernier chapitre, pour « *envisager les faits sociaux comme historiquement ancrés, en adoptant un point de vue qui les recontextualise dans une structure sociale globale* »⁷³.

⁷¹ Le chapitre II consistera à différencier clairement la société chinoise de la société internaute chinoise.

⁷² Fabien Granjon, *Reconnaissance et usages d'Internet. Une sociologie critique des pratiques de l'informatique connectée*, collection Sciences Sociales, Presses des Mines, Paris, 2012, p.14.

⁷³ Ibid. p.15.

C'est à ce titre que je considérerai que le politique se construit par le social et vice-versa au travers de leur communication, réciproque et interactive ; l'analyse historique permettant de dégager les phénomènes contradictoires, tout comme les influences mutuelles, du social sur le politique et inversement. C'est par ce regard croisé sur l'instrumentalisation de la communication mais aussi de l'outil internet par la pluralité des acteurs, que cette étude visera à expliquer l'historicité du politique et du social en Chine.

3.3/ La démarche d'historien... réflexive plutôt que subjective ?

En plus de ma formation de sinologue, il m'est apparu nécessaire d'exploiter une approche pluridisciplinaire caractéristique des recherches menées à l'École des Hautes Etudes en Sciences Sociales : histoire, sciences politiques et sociales, humanités digitales. En outre, le processus de recherche et de réflexion mené était d'abord empirique puisqu'il n'existait à l'époque aucune (ou presque) donnée académique sur le sujet. L'outil internet venant de naître⁷⁴, les utilisateurs étaient peu nombreux, tout comme les sites web. Les chercheurs n'avaient alors pas le recul ni les matériaux suffisants pour satisfaire des travaux académiques. C'est ainsi que ce qui devait être un outil utile à mes propres recherches⁷⁵ est devenu un terrain, mais surtout un objet de recherches à part entière aujourd'hui reconnu.

L'historien observera à travers ce travail sur le cybermonde chinois que ce terrain n'est en fait connu, comme toute connaissance historique, qu'à travers les différents discours qui sont produits sur lui. Grâce à un criblage des travaux publiés par les autres chercheurs sur ce domaine, il m'a d'ailleurs été possible de distinguer pour certaines sources quelles étaient les idéologies sous-jacentes émises (consciemment ou non) en démontrant que ces observateurs répondaient eux aussi à une démarche subjective – et parfois autocentrée - liée à leur culture ou parti-pris politique - quand leur analyse ne s'établissait essentiellement que sur des sources secondaires non chinoises.

⁷⁴ Début des années 1990.

⁷⁵ Aurélie Bayen, *L'internet en Chine – entre maillage étatique et toile transnationale*, op.cit.

L'étude de terrain - ici l'internet chinois - se soustrait donc à l'approche théoriquement objective « sujet-objet », où le chercheur tire de ses recherches des conclusions objectives et sans parti pris. Au contraire, il m'a fallu considérer mes émotions, ma culture et mon parcours sur le web chinois dans une démarche réflexive, voire critique, afin d'intégrer ces nombreux facteurs intériorisés qui détermineront certainement les conclusions de cette étude. Pour le dire autrement, il m'a fallu m'approprier ce que Bourdieu nomme « l'objectivation participante »⁷⁶ qui dévoile consciemment le rapport subjectif qui lie le chercheur à sa recherche. Ainsi, le choix d'étudier la portée politique de la publication de la *Charte 08* par Liu Xiaobo⁷⁷ a été le prolongement de cette démarche - non pas seulement autocentrée sur les Droits de la liberté d'expression issue d'une sensibilité propre à ma nationalité de chercheur (française) - mais au fait que l'auteur de ce brûlot fut censuré, arrêté et condamné à onze ans de prison par les autorités chinoises ; et que les internautes chinois du monde entier et l'opinion publique internationale s'en soient émus au point que sa lutte pour la démocratie l'ait élevé au rang de prix Nobel de la Paix en 2010, distinction universelle s'il en est. En outre, le fait que ce mouvement n'aie pas été suivi par la cybercommunauté en Chine démontre aussi par son silence ou son indifférence le franc conservatisme ou la peur des internautes à l'égard du régime actuel. C'est pourquoi la conjonction du critère subjectif (mon intérêt pour la défense des Droits de l'Homme) et objectif (le mouvement d'opinion mondial suscité par la diffusion de la *Charte 08* et son non-suivi par la cybercommunauté en Chine du fait de la menace coercitive du pouvoir) confirment à mon sens l'intérêt d'un tel positionnement dans le travail de recherche. Ce processus de réflexion, certes d'abord empirique, puis réflexif, permettra ainsi de comprendre et de remettre en cause le bien fondé des réalités sociales vécues par les internautes, en révélant certaines des stratégies de

⁷⁶ Pierre Bourdieu, *Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Points, 2010, pp. 397-403.

⁷⁷ En référence à la *Charte 77* de Vaclav Havel (et plus récemment en Chine à la *Charte pour la paix* de 1993), la *Charte 08* (*Lingba Xianzhang* 零八宪章) est un manifeste signé par plus de 303 intellectuels chinois et activistes des droits de l'Homme appelant le pouvoir chinois à promouvoir la réforme politique et le mouvement démocratique dans le pays. Liu Xiaobo, l'un des co-auteurs de la Charte est enfermé depuis 2009 pour « subversion de l'Etat ». Voir la traduction du texte intégral de la Charte 08 sur le site de la Ligue des droits de l'Homme : « Charte 08 », *ldh-France.org*, 2008, http://www.ldh-france.org/IMG/pdf/Charte_08_traduction_revisee.pdf, (consulté le 01/11/2013). La liste des 300 premiers signataires est consultable en ligne : « Chine : la liste des premiers signataires de la Charte 08 », *Rue89*, 14/12/2008, <http://www.rue89.com/chinatown/2008/12/14/chine-la-liste-des-premiers-signataires-de-la-charte-08>, (consulté le 01/11/2013). Au sujet de la *Charte pour la paix*, voir Jean-Philippe Bèjè, *A la recherche d'une ombre chinoise. Le mouvement pour la démocratie en Chine (1919-2004)*, Paris, Le Seuil, 2004, pp.45-46.

communication construites par le PCC selon une logique de domination en constante actualisation.

C'est pourquoi il me semble préférable d'assumer, dès cette introduction, la part de subjectivité de mes investigations au nom de la neutralité axiologique défendue par Kalinowsky⁷⁸, au risque de la voir s'immiscer en filigrane à travers mes écrits. La démarche réflexive soulignée plus haut vise néanmoins à éviter certains écueils dans le processus de filtration et d'analyse des données. Dans ces conditions, ma recherche sur un terrain aussi mouvant et infini que l'internet se donne pour ambition de tendre à répondre à une question problématique issue d'une situation complexe - la politique communicationnelle du régime autoritaire chinois sur le web - plus qu'à une description généralisatrice ou anecdotique de son expression. L'instabilité temporelle des sources recueillies (fermeture des sites ou inaccessibilité des pages web) rend utopique toute description durable ou systématique de ce terrain qui se doit d'être nécessairement contextualisé d'un point de vue historique et soumis à d'incessantes réactualisations. C'est pourquoi les descriptions et les analyses qui seront traitées dans cette thèse sont susceptibles d'aider les chercheurs futurs à poser des postulats historicisants à partir de ce travail d'exploration, d'analyse et d'archivage des sources primaires, qui a été le mien.

⁷⁸ Qui n'oppose pas neutralité et engagement, mais neutralité et propagande. Fabien Granjon, *ibid.*p.13 cite Isabelle Kalinowsky, « Leçons wébériennes sur la science & la propagande » in *Weber M. La science, profession & vocation*, Paris, Agone, 2005, p.199.

3.4/ Le refus du culturalisme : tenter une approche normalisée ?

Le but visé dans cet état de réflexivité permanente pour le choix des matériaux de recherches a également été de tenter d'éviter les écueils de l'anecdote et du culturalisme propre au monde de la sinologie⁷⁹. Ce choix de positionnement pratique, tel que défendu par Max Horkheimer⁸⁰, permettra de se déjouer des positionnements extrêmement optimistes (ou au contraire alarmistes) tenus par les différents acteurs ou observateurs du domaine, et qui m'ont influencée au commencement de mes recherches. Autant l'avènement de l'internet en Chine n'a pas révolutionné le pays ni permis de soulever le régime politique (comme le prédisaient l'opinion publique et les médias occidentaux dans les années 2000) ; autant les cris d'alarme poussés par les organisations de défense des droits de l'Homme montrant l'internet chinois comme une muraille infranchissable où les faits et gestes de chaque internaute sont surveillés, ne reflètent également pas la situation dans le pays⁸¹.

J'ai tenté de garder une approche normalisée des politiques de contrôle communicationnel en Chine en offrant, lorsque cela était possible, des analyses comparatives des politiques adoptées dans des pays dits « démocratiques » ou au contraire analogues à la Chine⁸², afin de démontrer en quoi le processus mondialisant d'hyper-contrôle n'était pas nécessairement un phénomène issu de la nature même du régime politique chinois mais une préoccupation majeure de tous les gouvernements – et ce, dans des pays dits « respectueux de la liberté d'expression et de la vie privée » telle que la France ou l'Angleterre notamment. Cet élargissement ponctuel du champ de

⁷⁹ Voir par exemple le pamphlet de Jean François Billeter, *Contre François Jullien*, Paris, Allia, 2006, 122 pages. L'auteur attaque le mythe de la Chine comme « autre » radical de l'Occident, fondé sur les travaux philosophiques de François Jullien.

⁸⁰ « Toutes les théories qui apparaissent doivent être mises en relation avec les prises de positions pratiques », Max Horkheimer, « Théorie Traditionnelle et Théorie Critique », 1937, repris dans Max Horkheimer, *Théorie Traditionnelle et Théorie Critique*, Paris, NRF-Gallimard, 1974, p.66.

⁸¹ Comme le révèle toute conversation à ce sujet avec un étudiant chinois: la plupart des universités utilisent des proxys changés régulièrement pour permettre une navigation plus aisée (libre) sur la toile chinoise. De même, l'existence de dizaines de milliers de cybercafés illégaux permet aux internautes de surfer dans l'anonymat.

⁸² Voir les analyses comparatives du contrôle de l'internet par les différents régimes autoritaires du monde dans : Shanthi Kalathil, Taylor C. Boas, *Open Networks, Closed Regimes: The Impact of the Internet on Authoritarian Rule*, Washington, Carnegie Endowment, 2003.

recherches était selon moi nécessaire pour recentrer le travers culturaliste souvent rencontré au cours de mes recherches dans les écrits relatifs à l'internet chinois.

Néanmoins, il a fallu dans certains cas se baser - avec une parcimonie nécessaire - sur certains principes propres à la culture chinoise lors d'analyses sociologiques ou de processus historiques clairement centrés sous le prisme politique et social en Chine. Les slogans ou champs lexicaux propres au communisme chinois devaient par exemple être soigneusement interprétés dans l'étude faite du cadrage communicationnel mis en place par le Parti sur les internautes. De même, les structures et relations sociales intrinsèques à la société chinoise sont des données culturelles qui devaient être prises en considération dans l'étude sociologique des utilisateurs. C'est pourquoi il sera utile d'aborder la problématique de l'internet chinois dans sa dimension mondialiste et dans sa particularité nationale. Cette approche à la fois globalisante et régionaliste permettra une approche transversale suffisamment réaliste pour en expliquer ses propres spécificités.

3.5/ Hypothèses et démonstration

La problématique des leviers communicationnels utiles à la régulation sociale nécessite de poser des objectifs à la fois méthodologiques et empiriques dont il faudra dégager une théorie critique et émancipatrice sur le sujet. Il faut en effet garder à l'esprit, que l'incertitude quant à l'équilibre périlleux des forces dominantes et contestataires agissant sur le web, oblige le chercheur en quête d'une représentation de l'ensemble à la plus grande modestie. Si une explication issue des analyses de cas permet de comprendre comment le pouvoir chinois a pu réussir jusque-là à se pérenniser en dépit d'une opinion publique de moins en moins muselée et ouverte à l'international, l'Histoire a montré qu'une part de hasard demeure une composante inaliénable. Paul Veyne détermine ainsi ce que les « causes superficielles » apportent aux « causes profondes » lors des grands tournants de l'Histoire : « *Si le plus improbable des hasards suffit à briser une cuirasse, c'est qu'elle offrait des points faibles qu'on ignorait* »⁸³.

⁸³ Paul Veyne, op.cit. p.142 : « *En fait, l'histoire est pleine de possibilités avortées, d'évènements qui n'ont pas eu lieu ; nul ne sera historien s'il ne sent pas, autour de l'histoire qui s'est réellement produite, une multitude indéfinie d'histoires compossibles* ».

Les évènements du *4 juin 1989* prouvent à quel point le PCC s'était ainsi laissé surprendre par le social, du fait des dissensions internes quant à la nécessité d'une réforme politique.

Ainsi je ne prétends pas mener ici une étude sur des mouvements ou des tendances déterministes constituant les étapes d'une lente démocratisation ou au contraire d'une fermeture du pays par l'internet, mais plutôt donner les indices d'une évolution politique et sociale remarquable, que j'appellerai « institutionnalisation du changement ». Rejetant également tout déterminisme technique, cette étude ne cherchera pas à poser l'internet comme un facteur principal de changement politique et social en Chine mais plutôt à fournir une grille d'analyse détaillée, rendant les dynamiques de changements plus compréhensibles au lecteur, sinisant ou non. Dans cette optique, l'étude de ces changements sous le prisme de l'internet permettrait d'apporter des éléments de réponses nouveaux à des questions déjà posées ou en devenir par les chercheurs du monde sinologique travaillant sur d'autres terrains.

CHAPITRE I

AMBITION ORWELIENNE DE L'OMNI-CONTROLE DES MOYENS DE COMMUNICATION A L'ERE VIRTUELLE

I.A/ INSTITUTIONNALISATION DU CYBERCONTROLE : LA TECHNOLOGIE DU POUVOIR

Le premier chapitre de cette thèse est le terrain de mon « enquête » - ou « recouplement des sources » - en cela il vise à fournir un état des lieux de l'accaparement institutionnalisé de l'internet par le pouvoir comme nouvel instrument de contrôle de la société. Ce processus descriptif permettra de déterminer les enjeux et les limites de ce contrôle avant d'en étudier les effets sur la population internautes (qui seront évoqués dans le deuxième chapitre). Ce travail exploratoire de l'internet chinois, pratiquement vierge d'analyses en tant que tel au moment où il a été mené, prend sens dans la démarche historique d'identification et de recensement des sources mais aussi dans celle consistant à poser un état de fait - le contexte politique et économique – comme préalable à la problématisation de la thèse soutenue ici.

L'analyse du contexte politique chinois a pour objectif de saisir les motivations et les circonstances qui ont poussé le PCC à prendre ce risque inédit d'ouverture d'un espace public aux citoyens. Je m'interrogerai en outre sur la spécificité chinoise qui la distingue d'autres pays au régime similaire en faisant le choix risqué de le rendre accessible au plus grand nombre. Une fois les motivations posées, il s'agira de décrire l'institutionnalisation du contrôle du réseau relevant de sa gestion structurelle, comme témoin de l'adaptation du régime à l'ère de la « cybergouvernance »⁸⁴. J'étudierai pour cela le niveau technologique réel du pays (et donc ses

⁸⁴ Néologisme définissant la nouvelle « gouvernance » à l'ère des NTIC. Le terme en vogue « gouvernance » est couramment utilisé pour évoquer un type de gouvernement plus moderne et axé sur le dialogue social notamment. En Chine, cette « preuve de modernité » se caractériserait plutôt par la conception de « gouvernance selon la loi » (*yi fa zhi guo*) selon Xi Jinping, lors du 4^{ème} plénum du 18^{ème} Comité central du PCC en 2014 : « Clôture du 4^{ème} plénum du 18^{ème} Comité central du PCC », *china.org*, 23/10/2014, http://m.french.china.org.cn/french/doc_1_26361_99164.htm (consulté le 01/12/2014).

limites) quant à ses aspirations modernisatrices et de contrôle de la société. Enfin j'analyserai d'amont en aval les moyens de contrôle déployés en identifiant quels sont les arsenaux législatifs, exécutifs et judiciaires mis en place pour tenter de contenir l'espace public en ligne. Ceci me permettra d'examiner dans le second chapitre dans quelle mesure ce cybercontrôle est ou non efficace dans la gestion de certains pans de la société et de l'opinion publique en ligne.

A.1. Contextualisation de l'introduction de l'internet en Chine

L'analyse contextuelle de l'apparition de l'internet dans le pays consiste dans un premier temps à décrire les motivations qui ont poussé le gouvernement chinois à introduire cette technologie potentiellement libéralisatrice de la parole publique à un moment où l'espace public venait d'être à nouveau verrouillé après les événements de Tiananmen en 1989. Je montrerai en quoi l'internet portait les espoirs modernisateurs et hégémoniques d'une Chine alors encore en proie au marasme socio-économique hérité de l'ère maoïste.

A.1.1. Sortir du marasme coûte que coûte

Après la mort de Mao Zedong en 1976, Deng Xiaoping s'engage dans la voie des réformes (1978) pour relever le pays du marasme et lui permettre d'entrer dans une ère nouvelle, celle de la modernisation (*xiandaihua* 现代化) - tant économique que technologique. En 1992, cette mutation du régime communiste vers un « socialisme de marché aux couleurs chinoises » fait prendre au pays un virage à 180 degrés, tant au point de vue idéologique que politique, et la fait entrer de plain-pied dans un système capitaliste de type occidental, basé avant tout sur les investissements directs étrangers (IDE) et l'importation de ses techniques. L'introduction de l'internet fait partie du processus d'intégration mondiale de la Chine, d'autant plus que, pour une fois, le pays acquiert cette technologie presque au même moment que les pays dits « développés ». Le président Jiang Zemin⁸⁵ encourage à cette fin la généralisation de l'internet

⁸⁵ Président de la Commission militaire centrale en 1990, Jiang Zemin (江泽民) prend la tête du pays en 1993. Avec la théorie des *Trois Représentations* (*san ge daibiao* 三个代表), il permet d'ouvrir le Parti communiste aux entrepreneurs privés et aux hommes d'affaires.

dans le pays,⁸⁶ qui sera développé selon le nouveau « Plan de Stratégie pour le développement de l'informatisation 2006-2020 » du Conseil des Affaires de l'État.⁸⁷

Les objectifs de ce nouveau Plan sont de renforcer le processus d'informatisation du pays en tant que levier de modernisation et de compétitivité économique, de développer la R&D dans le secteur des NTIC, d'homogénéiser le niveau des infrastructures sur le territoire, de généraliser l'utilisation d'internet à toute la population, de perfectionner l'architecture de «l'administration en ligne» et d'étoffer le panel d'offres de services publics sur l'internet. D'autre part, le Plan suggère que l'internet doit aussi être en mesure de renforcer des secteurs relevant de la responsabilité de l'Etat actuellement défaillants tels que l'éducation (télé-enseignement dans les régions reculées de Chine), l'information sectorielle ou régionale (sites web des gouvernements locaux ou des chambres de commerce) ou encore la gestion administrative et sociale des administrés (secteurs où l'Etat s'est clairement désengagé depuis l'ouverture économique du pays depuis 1978). En dernier lieu, mais non des moindres, la technologie informatique reliée à l'internet est présentée comme pouvant d'une part contribuer à réduire la consommation énergétique et d'autre part à réduire les flux migratoires grâce à la dématérialisation de certains secteurs (tertiaire notamment).

A.1.2. Introduction technique de l'internet sur le territoire : une mise en place calculée

Historique

Bien que l'ancêtre de l'internet, appelé ARPANET, ait été conçu dans le cadre de recherches militaires en 1969 aux Etats-Unis, ce sont les milieux académiques et scientifiques qui furent les pionniers dans la propagation de l'internet dans le monde dès les années 1980⁸⁸.

⁸⁶ « La Chine doit reconnaître le formidable pouvoir des technologies de l'information et promouvoir fortement leur développement » tiré du discours d'inauguration du Président chinois Jiang Zemin au 16ème Congrès Mondial d'informatique de l'IFIP (*International Federation for Information Processing*) du 21 au 25 août 2000 à Pékin. <http://www.wcc2000.org/> (consulté le 24/10/2008) et IFIP Archival Photos, http://www.ifip.or.at/40th_anni/40th_archive.htm (consulté le 01/01/2013).

⁸⁷ *Guowuyuan* 国务院, c'est-à-dire le gouvernement.

En Chine, la première phase d'application de l'internet permise par le gouvernement est d'abord réservée au seul cadre académique à partir de 1986, par la connexion du premier réseau chinois China Academic Network (CANET) aux pays étrangers. Ce n'est qu'en 1987 que l'envoi d'un mail sur ce réseau entre le Beijing Institute of Computing Applications et l'Université de Karlsruhe (Allemagne) est rendu possible. Par la suite, un certain nombre d'universités et de centres de recherche chinois développèrent leur propre plateforme réseau pour communiquer avec les milieux scientifiques étrangers. Le réseau China Education and Research Network (CERNET) est, du reste, créé en 1994 afin de coordonner ces différentes actions ; celui-ci deviendra par la suite l'une des huit dorsales internet de l'architecture réseau du pays (cf.anx.7)⁸⁹, reliée chacune à une ou plusieurs autres dorsales étrangères (France, États-Unis, Allemagne, Royaume-Uni, Russie, Malaisie, Japon et Singapour).

La deuxième phase du développement de l'internet en Chine débuta en 1994 et marqua l'ouverture du réseau au marché et au monde extérieur. L'équipementier américain Cisco devient alors le principal partenaire technique de la mise en place du réseau sur le territoire. Il installe son premier routeur en vue du lancement de l'implantation du protocole TCP/IP en Chine selon le plan China Golden Bridge Network⁹⁰ (ChinaGBN, cf.anx.8). Ce n'est qu'en 1995 que les entreprises de télécommunication chinoises prennent le relais et se lancent dans la création de leurs propres réseaux à des fins commerciales. En 1996, la Shihuakai Corporation ouvre le premier cybercafé de Chine à Pékin⁹¹ tandis que le premier Fournisseur d'Accès

⁸⁸ L'idée d'un réseau informatique permettant aux utilisateurs de différents ordinateurs de communiquer se développa au travers de nombreuses étapes successives. La somme de tous ces développements conduisit au «réseau des réseaux », que nous connaissons aujourd'hui sous le nom de l'internet ; il est le fruit des développements technologiques et du regroupement d'infrastructures réseau et de télécommunications existantes.

⁸⁹ Littéralement « dorsale internet » (Internet backbone en anglais), est un réseau informatique faisant partie des réseaux longue distance de plus haut débit internet. Voir annexe n°7 : « Les dorsales internet chinoises de 2007 à 2013 : réseaux d'entreprises étatiques pour la réalisation du 'Grand pare-feu de Chine».

⁹⁰ En 1993, le Premier Ministre Zhu Rongji , via le Ministère des Industries de l'Électronique, définit une stratégie globale du développement de l'économie de l'information reposant sur une série de « Projets en Or» , en adéquation avec la politique de modernisation économique et technique entreprise depuis les années 1980. Voir annexe n°8 : « Les Projets en Or, le numérique au service de la Chine ».

⁹¹ Jack Linchuan Qiu, *Working-Class Network Society: Communication Technology and the Information Have-Less in Urban China*, MIT Press, 2009, p.28.

Internet (FAI) privé, la China InfoHighway Communications Company, propose ses premiers abonnements de connexion à l'internet une année plus tard.

Sur le web, il faut noter que le gouvernement marque progressivement sa présence de façon caractéristique quant à la nature du régime politique en Chine. Le 1er janvier 1997, le Quotidien du Peuple, premier organe de propagande et d'information du Parti⁹², devient le tout premier site d'information officiel (www.people.com.cn) ; avant même la création du site du gouvernement central chinois (www.gov.cn) créé neuf ans plus tard en 2006⁹³. L'antériorité de la création du site de propagande du régime donne à mon sens un indice des priorités du PCC à vouloir afficher sa présence dans le cyberspace chinois, quand la création du site officiel du gouvernement tarde à voir le jour. On est en droit de se demander si les neuf années nécessaires à son élaboration ne sont pas le reflet d'une absence, voire d'une création de toutes pièces d'un gouvernement presque factice, doté d'une « vitrine virtuelle » normalisée à l'image des sites gouvernementaux du reste du monde. En outre, la création en novembre 1997, soit la même année que celle du Quotidien du peuple en ligne, du centre de production statistique sur l'internet en Chine, le China Internet Network Information Center⁹⁴ (CNNIC) tend à mon sens à confirmer cette hypothèse qui sera développée plus loin. En effet, la production de statistiques est un des nombreux moyens pour le pouvoir (mais pas seulement chinois) de gérer et d'anticiper les évolutions socio-économiques pour mieux les contrôler⁹⁵. L'analyse des données statistiques de l'internet en Chine permettront à présent de saisir les enjeux à venir pour la classe politique quant à l'ampleur du phénomène virtuel en cours pour la population et pour le pays.

⁹² En chinois, *Renmin ribao* 人民日报.

⁹³ « Dossier: site Internet du gouvernement central chinois », *Xinhua*, 27/02/2010, http://french.news.cn/documents/2010-02/27/c_13190531.htm, (consulté le 02/02/2013).

⁹⁴ *Zhongguo hulan wangluo xinxi zhongxin* 中国互联网络信息中心, Centre d'Informations sur le Réseau Internet de Chine. Les données statistiques évoquées dans cette thèse concernant le domaine de l'internet en Chine proviennent principalement de cette instance gouvernementale ou de l'Académie des Sciences Sociales de Chine (ASSC), créée en 1979. Ces deux instances étatiques donnent des statistiques officielles qui sont largement reprises par les organismes internationaux. Cet état de fait ne permet donc pas de présenter des statistiques alternatives qui pourraient confirmer ou infirmer les données publiées par ces deux centres de recherches dépendant directement de l'Etat chinois (le CNICC dépend du Ministère de l'Industrie et de l'Information et l'ASSC du Conseil des Affaires de l'Etat). Les rapports semestriels fournis par le CNNIC se basent sur un grand panel de personnes ainsi que sur des bases de données techniques (60 000 personnes interrogées via des sondages téléphoniques et sur internet mobile dans 31 régions du pays pour le rapport de janvier 2013, par exemple).

⁹⁵ Voir chapitre I/A.3.1 : « Gestion et anticipation des potentialités de la société numérique ou l'identification des polarités ».

A.1.3. L'internet chinois en chiffres : informatisation d'un pays en marche vers le futur

Depuis les années 2000, l'internet chinois a connu une croissance spectaculaire, tant en nombre d'internautes qu'en installations fournies. La Chine est d'ailleurs devenue leader dans le domaine en 2009 et a dépassé le niveau de pénétration mondiale au sein de sa population avec un taux de 28.9%⁹⁶. En 1997, le pays comptait 299 000 ordinateurs hôtes, 620 000 utilisateurs, 1500 sites web, 4066 noms de domaine en .cn et 68 millions d'adresses IP, il compte en 2007 plus de 11 931 277 noms de domaine (dont 9 001 993 noms en .cn) et plus de 1 503 800 sites web. L'année 2008 marque un tournant décisif pour la Chine au niveau de l'internet mondial⁹⁷ puisque sa progression surpasse tous les records : 54,5 millions d'ordinateurs hôtes, 228,5 millions d'utilisateurs, 788 400 sites web et 2 950 500 noms de domaine, 400 millions d'abonnés au téléphone mobile, dont 233 millions accédant à l'internet mobile par la technologie 3G,⁹⁸ faisant du pays le plus grand marché des télécommunications au monde et la plus grande nation en termes d'utilisateurs.⁹⁹ Fin 2013, le nombre d'internautes chinois s'élève à 618 millions de personnes, dont 73,3% de nouveaux utilisateurs qui accèdent au web par le biais de leurs smartphone¹⁰⁰.

⁹⁶ Contre 28,7% au niveau mondial la même année. Voir tableaux et courbes de l'internet chinois et de ses utilisateurs en annexe n°9 : « Evolution de l'internet en Chine ».

⁹⁷ 2008 est une année charnière pour l'internet en Chine, que ce soit en termes de nombre d'utilisateurs mais aussi en libéralisation de la parole publique ; l'actualité mouvementée cette année-là en Chine (manifestations à Lhassa, séismes du Sichuan, scandale du lait contaminé) a sorti les internautes de leur passivité sur les espaces publics en ligne, comme il sera étudié en détail dans le deuxième chapitre de ce travail (voir II/B : Prise de parole dans l'espace public virtuel : potentialités et limites).

⁹⁸ Téléphones mobiles reliés à l'internet. Les trois principaux opérateurs chinois, China Mobile, China Unicom et China Telecom, ont investi 16,5 milliards d'euros dans la construction de leurs réseaux 3G sur le territoire, selon le Ministère de l'Industrie et de l'Informatisation chinois. <http://www.mii.gov.cn/col/col35/index.html> (consulté le 01/04/2008).

⁹⁹ Qiang Weizhen 强祯蔚, *Zhongguo de xinxi geming: tuidong jingji he shehui zhuanxing 中国的信息革命 : 推动经济和社会转型 (Révolution de l'information chinoise : promotion des transformations sociales et économiques)*, shijie yinhang 世界银行 Banque Mondiale, 经济科学出版社 Editions Sciences économiques, Pékin, 2007, p.2.

¹⁰⁰ « La Chine compte 618 millions d'internautes », *Xinhua*, 16 janvier 2014, http://french.xinhuanet.com/science/2014-01/16/c_133051250.htm, (consulté le 21/10/2014).

Ce développement rapide et important de l'internet en Chine s'explique par le nombre croissant d'appareils nécessitant une adresse IP - téléphones et ordinateurs portables, serveurs, routeurs- ainsi que de la volonté gouvernementale de généraliser l'accès au réseau à l'ensemble de la population. L'ascension fulgurante de la Chine en 2008 sur la scène mondiale des NTIC est devenue un symbole fort de l'émergence du pays dans la mondialisation (à l'heure où la Chine accueillait la même année les Jeux Olympiques) et plus généralement de l'Asie, zone de forte croissance en passe de devenir la première zone Internet de la planète, avec 43 % des internautes du globe¹⁰¹. Dans la continuité du Programme Torch initié en 1988¹⁰², le gouvernement n'a cessé d'investir des sommes colossales dans le secteur des hautes technologies. Il s'appuie en particulier sur la création de parcs et incubateurs technologiques comme celui de *Zhongguancun*¹⁰³, ou encore sur son « corridor des télécoms » stratégique reliant Pékin à Shanghai et Canton¹⁰⁴. Ces efforts d'implantations de nouvelles *Silicone Valley* à la chinoise ont pour ambition d'offrir à la Chine l'image d'un pays à la pointe du développement et de l'innovation technologique mondiale¹⁰⁵, rappelé par le Président Hu Jintao¹⁰⁶ lors du 17ème

¹⁰¹ Selon le cabinet Forrester, « Plus de 2 milliards d'internautes en 2013 », *Le Figaro*, 22/07/2009, <http://www.lefigaro.fr/medias/2009/07/22/04002-20090722ARTFIG00281-plus-de-2milliards-d-internautes-en-2013-.php>, (consulté le 15/01/2013).

¹⁰² Le programme Torch sert de soutien à l'innovation du Ministère des Sciences et Technologies (MOST, *Zhonghua renmin gongheguo kexue jishu bu* 中华人民共和国科学技术部). Il a pour objectif de développer l'industrie des produits de hautes technologies, dont l'électronique et l'informatique, la microélectronique, les nouveaux matériaux, les nouvelles sources d'énergies, les biotechnologies, la protection de l'environnement et le développement de nouveaux médicaments. « Le programme TORCH pour l'innovation », *ambafrance-cn.org*, juin 2004, http://www.google.fr/url?sa=t&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=1&ved=0CDAQFjAA&url=http%3A%2F%2Fwww.ambafrance-cn.org%2FIMG%2Fpdf%2Ftorch.pdf&ei=TdB5U63CIIW5O_XzgMAK&usq=AFQjCNEiZfEblI1PYzPvVdVTqnZmFQmng&bvm=bv.66917471,d.ZWU, (consulté le 15/05/2014).

¹⁰³ *Zhongguancun* 中关村 est le premier parc technologique de Chine créé en mai 1988 à l'initiative du Conseil des Affaires de l'Etat. Situé au nord du centre ville de Pékin, il s'étend sur dix zones qui regroupent en 2011 plus de 200 institutions officielles (telles que l'Académie des sciences de Chine), 67 laboratoires d'Etat, 55 centres de recherches en ingénierie et technologies, 40 écoles et universités prestigieuses, 210 instituts de recherches et 20000 entreprises NTIC, aussi bien chinoises qu'étrangères. L'activité économique du parc a généré en 2010 un chiffre d'affaires de 1,59 trillions de Yuans RMB par an. « Zhongguancun Science park », *en.zgc.gov.cn* (site officiel de Zhongguancun), 2011, http://en.zgc.gov.cn/2011-11/14/content_14025989.htm, (consulté le 21/11/2013).

¹⁰⁴ « La régulation des systèmes d'information en Chine », *UnixGarden*, 20/10/2008, <http://www.unixgarden.com/index.php/securite/la-regulation-des-systemes-d%E2%80%99information-en-chine>, (consulté le 07/10/2013).

¹⁰⁵ François Gipouloux, *La Chine du 21^e siècle : une nouvelle superpuissance?*, Paris, Armand Colin, 2005, p.130 : « Jouant de l'énormité de son propre marché, la Chine a pour ambition de devenir aussi un foyer d'élaboration des

congrès national du PCC en octobre 2007 : «*La mission de renforcement de la capacité d'innovation indépendante du pays fera de la Chine un pays innovateur* ».

A.2. L'internet comme outil de rattrapage technologique ou l'ambition d'un renouveau hégémonique

Utiliser les technologies occidentales comme moyen d'émancipation face à l'Occident était un pari risqué pour les dirigeants chinois, qui plus est lorsque ces technologies étaient encore balbutiantes quant à leur utilisations potentielles, voire à leur détournement par les utilisateurs. Mais la Chine, comme pour la course aux nouvelles technologies, n'a pas pris le risque de perdre cette opportunité unique de rattraper son retard sur les autre pays, contrairement à nombre d'autres secteurs où la Chine accuse encore aujourd'hui un retard difficile à rattraper (domaine spatial par exemple). En effet, elle a découvert l'internet presque'en même temps que les autres puissances mondiales ; c'est pourquoi il s'agissait de ne pas répéter les mêmes erreurs du passé (c'est-à-dire disposer de cette technique sans en développer pleinement ses capacités). Ce complexe d'infériorité et de dépendance à l'Occident, ressenti depuis les défaites des guerres de l'Opium du XIX^{ème} siècle, est effectivement encore présent dans les discours politiques pour glorifier l'avenir promis par les dirigeants sur le devenir hégémonique¹⁰⁷. C'est pourquoi il me

normes techniques. Elle développe ainsi sa propre norme en matière d'EVD, au-delà du DVD, ou encore des normes purement chinoises pour les téléphones portables et les puces électroniques d'identification (...). Elle fait de cette question un enjeu national, pour ne pas laisser le succès des industries de l'information aux mains de ses concurrents.»

¹⁰⁶ Secrétaire Général du PCC du 15 novembre 2002 au 15 novembre 2012 et président de la République populaire de Chine du 15 mars 2003 au 14 mars 2013. Hu Jintao marque son mandat de technocrate par les slogans directeurs tels que la « conception scientifique du développement » en 2003, puis celui de la construction de « la société harmonieuse » (*hexie shehui* 和谐社会) en 2004. Pour une vision détaillée des six axes directifs de la politique d'harmonie lancée lors de la 4^{ème} session plénière du XVI^e Comité central du PCC, voir : « Société harmonieuse », *china.org.cn*, 03/09/2007, http://french.china.org.cn/china/archives/congres17/2007-09/03/content_8791172.htm (consulté le 25/06/2014).

¹⁰⁷ Le Président Hu Jintao déclarait par exemple en 2011: « *Après la Guerre de l'Opium, la Chine s'est transformée progressivement en une société semi-coloniale et semi-féodale. Les puissances occidentales n'ont cessé de renforcer leurs agressions (...) il fallait impérativement que le peuple chinois (...) réalisât l'indépendance (...) et la construction d'un pays prospère et puissant* » « Discours prononcé par Hu Jintao à l'occasion de la célébration du 90^e anniversaire de la fondation du PCC », *Xinhua*, 01/07/2011, http://french.news.cn/documents/2011-07/01/c_13960636.html (consulté le 01/03/2013).

faut présenter comment les dirigeants chinois ont réussi à rendre le pays innovateur dans le domaine, notamment grâce à une politique pragmatique d'importation technologique étrangère.

A.2.1. Aide technologique étrangère : utiliser le savoir étranger ... avant de s'en défaire : 中学为体西学为用¹⁰⁸

Dans un premier temps et afin de rattraper le peu de retard qu'elle avait, tant au niveau infrastructurel (mise en place du réseau sur le territoire et de son contrôle technique) qu'au niveau des services en ligne sur le web (moteurs de recherche, discussions électroniques ou téléphonie IP par exemple), la Chine n'a pas hésité à demander de l'aide aux entreprises étrangères pour une rapide mise en place d'un réseau sous contrôle.

La question de leur intervention a soulevé de nombreuses vagues d'indignation au sein de l'opinion publique internationale, notamment à partir des années 2000, lorsque les premiers scandales d'arrestations de cyberdissidents éclatèrent. Les équipementiers américains tels que Cisco Systems et autres fournisseurs de technologie informatique et de l'internet tels que Microsoft, Yahoo et Google font à ce titre régulièrement l'objet de vives critiques. Il leur est reproché non seulement de fournir des équipements permettant au gouvernement de mettre en place une surveillance du réseau, mais aussi de se soumettre sans compromis à la réglementation chinoise régissant les contenus sur le web, participant de facto à la censure et à la répression de la population. Aux accusations dont elles font l'objet, les entreprises étrangères répondent ne pas être au courant de l'utilisation finale faite de leurs technologies ou de ne pas avoir d'autre choix que de se conformer à la législation locale en vigueur, sous peine de se voir écartées du marché au profit d'entreprises de pays concurrents¹⁰⁹. Les principales accusations dont elles sont l'objet pour leur collaboration s'articulent autour des points suivants tels que :

¹⁰⁸ En écho à l'expression : « *Utiliser les techniques occidentales pour sauver l'essence chinoise* » (*Zhongxue wei ti, Xixue wei yong*). Voir Jean-Philippe Bèjà, op.cit.p.21.

¹⁰⁹ Cet exemple renvoie notamment à l'affaire Bull en Libye, où l'entreprise française avait été impliquée dans la vente de logiciels de surveillance. Des opposants au régime de Kadhafi avaient été interpellés et torturés, repérés par ces logiciels de surveillance importés de France : Christophe Auffray, « Bull et l'Etat français impliqués dans une affaire de surveillance d'Internet en Libye ? », *Zdnet*, 02/09/2011, <http://www.zdnet.fr/actualites/bull-et-l-etat-francais-impliques-dans-une-affaire-de-surveillance-d-internet-en-libye-39763517.htm>, (consulté le 01/03/2013).

- Yahoo! est la première société internet américaine à pénétrer le marché chinois en 1999 avec une version chinoise de son portail Yahoo!China. Tout comme les moteurs de recherche nationaux, le moteur de recherche Yahoo!China filtre les requêtes des internautes à partir d'une liste de mots-clés. Selon Human Rights Watch (HRW), la censure exercée par Yahoo!China est plus importante que celle de Google et de MSN et tout à fait comparable à celle des moteurs de recherche nationaux. Yahoo! a été l'une des premières sociétés à signer «l'Engagement public d'autodiscipline » de l'Internet Society of China (ISC) en août 2002. Pour sa défense, l'entreprise n'a eu de cesse de répéter que ce code de bonne conduite concernait toutes les sociétés impliquées dans le secteur de l'internet en Chine et qu'il ne fait que formaliser l'obligation qu'ont celles-ci de se conformer à la législation en vigueur dans le pays pour exercer leur activité commerciale. Mais le plus grand reproche fait à Yahoo! par la communauté internationale concerne le transfert de données sur des utilisateurs de comptes mail du service yahoo.com.cn aux autorités chinoises. Selon l'ONG Human Right Watch (HRW), au moins quatre cyberdissidents (Shi Tao, Li Zhi, Jiang Lijun et Wang Xiaoning) ont été arrêtés et emprisonnés suite aux informations transmises par la société. Les médias occidentaux ont abondamment pointé du doigt la responsabilité de l'entreprise américaine au sujet de ces arrestations ; les organisations de défense des droits de l'Homme ne manquant pas de la fustiger pour son non-respect de la liberté d'expression. En novembre 2007, la polémique enfla à tel point que les deux responsables de Yahoo, Michael Callahan et Jerry Yang, furent entendus par le Congrès américain¹¹⁰, incitant l'entreprise à mettre en place un fonds d'aide et d'assistance juridique aux cyberdissidents emprisonnés (« Yahoo Human Rights Fund »¹¹¹). Malgré ces efforts, la polémique reprit de plus belle lorsqu'on apprit par les médias occidentaux que Yahoo!China et le portail chinois Sina publiaient les portraits des 19 manifestants recherchés par la police chinoise après les émeutes de Lhassa (avril 2008), appelant les internautes à prévenir la police s'ils disposaient d'éléments permettant de les localiser (cf. annexe n°10). Le groupe américain dément avoir lui-même mis en ligne ces photographies, arguant que la marque

¹¹⁰ Pour une description de l'audition des responsables de Yahoo devant le comité de sénateurs américains : Bruno Cormier, « Yahoo impardonnable en Chine, selon le Congrès américain », *Pcimpact*, 07/11/2007, <http://www.pcinpact.com/news/39904-Yahoo-Chine-congres-americaain-comportement.htm>, (consulté le 01/04/2013).

¹¹¹ Voir le site rédempteur de la politique de communication de la firme américaine : « Yahoo Human Rights Fund » <http://www.yhumanrightsblog.com/blog/our-initiatives/business-human-rights-program/>, (consulté le 02/04/2013).

Yahoo!China était « opérée par Alibaba¹¹², société dont Yahoo! détient moins de 40% des parts en 2005 »¹¹³.

- En 2000, la société américaine Google lance la version chinoise de son moteur de recherche sous le nom de *Gu Ge* (谷歌 « chant de la moisson »). L'accès au moteur de recherches est régulièrement bloqué jusqu'au lancement de sa version censurée en 2006 (www.google.cn) et totalement hébergée sur le territoire. Cette initiative suscite un tollé chez les organisations de défense des droits de l'Homme, même si ces dernières reconnaissent qu'il laisse malgré tout passer plus d'informations que ses concurrents chinois et précise sur ses pages si la recherche avait fait l'objet d'une censure¹¹⁴. La société précise d'ailleurs que cette version n'est pas définitive et que si ses objectifs n'étaient pas atteints en Chine, la société n'hésiterait pas à revoir son approche dans ce pays. Google.cn ne représente en effet qu'un pourcent de la fréquentation totale de Google.com, alors que le leader national Baidu accapare plus 77% des recherches lancées sur l'internet chinois.¹¹⁵ En 2010, l'entreprise décide finalement de fermer google.cn et de transférer désormais toutes les demandes sur google.com.hk à Hong Kong, bénéficiant du statut plus souple de la région en matière de censure¹¹⁶.

¹¹² Alibaba.com (en chinois: 阿里巴巴) est un site de commerce en ligne chinois créé par Jack Ma (Ma Yun 马云), numéro 1 mondial des sites de vente en ligne à destination des entreprises en 2011.

¹¹³ En mai 2012, Yahoo tente d'abaisser sa participation à 20% du capital d'Alibaba. En pourparlers depuis plus d'un an, les relations avec l'entreprise de commerce en ligne chinoise s'étaient tendues suite à des différends d'ordre commerciaux et moraux - Yahoo déclarant se joindre officiellement à Google dans sa lutte contre la censure en Chine. « Yahoo vend la moitié de ses parts dans Alibaba », *Strategies.fr*, 22/05/2012, <http://www.strategies.fr/actualites/medias/188433W/yahoo-vend-la-moitie-de-ses-parts-dans-alibaba.html>, (consulté le 28/03/2013).

¹¹⁴ Le moteur de recherches avait mis en place un système de notification de la censure en mai 2012. Les mots susceptibles d'être censurés par le « Great Firewall » (« Grande Muraille numérique ») étaient notifiés aux utilisateurs qui pouvaient choisir de saisir des mots non soumis à la censure afin de pouvoir faire aboutir leurs recherches. Google a néanmoins retiré son système de notification moins d'un an après son application sans évoquer officiellement les raisons de son retrait.

¹¹⁵ « Les bouleversements des moteurs de recherche en Chine », *marketing-chine.com*, 13/11/2012, <http://www.marketing-chine.com/e-marketing/moteurs-recherche-en-ligne-chine>, (consulté le 05/05/2013).

¹¹⁶ Résumé par le président Deng Xiaoping : « *yi guo liang zhi* » (*Un pays, deux systèmes* 一国两制). Deng lance en 1984 le concept « Un pays deux systèmes » pour proposer les modalités de la réunification de Formose, puis celles de la future rétrocession de Hong Kong et de Macao. La rétrocession de l'ancienne colonie britannique à la Chine en 1997 a ainsi laissé à Hong Kong un statut particulier qui permet de ne pas se plier totalement au même système politique et économique que sur le continent chinois. Cet aspect sera étudié plus précisément dans le chapitre III de ce travail, p.267.

- Microsoft lançait en mai 2005 la version chinoise MSN China, une joint-venture entre MSN et Shanghai Alliance Investment Ltd. Très rapidement, Microsoft fut aussi critiqué pour ses méthodes de censure exercées sur les titres des blogs et des posts chinois de MSN Spaces. La fermeture du blog de Zhao Jing,¹¹⁷ collaborateur du New York Times basé à Pékin en décembre 2005 et critique acerbe de la censure, n'a pas manqué d'attiser la colère des médias et des blogueurs contre Microsoft. Suite aux critiques de plus en plus virulentes Microsoft décide fin janvier 2006 d'assouplir la censure exercée sur MSN Spaces et d'héberger son service de messagerie électronique Hotmail sur des serveurs basés hors des frontières, afin d'éviter de se soumettre aux demandes des autorités chinoises concernant des données sur ses utilisateurs et, de ce fait, aux accusations de collaboration avec le régime¹¹⁸.

L'implantation de l'internet en Chine n'aurait pas été envisageable si les entreprises internet étrangères n'avaient pas été en mesure de garantir au pouvoir un niveau de contrôle suffisant des utilisateurs et des flux informationnels. Pourtant sans ces sociétés, force est de constater que la population chinoise aurait sans doute été privée de ce média inespéré¹¹⁹ pendant de nombreuses années (avant que les équipementiers chinois n'aient acquis le savoir-faire nécessaire à l'implantation puis au contrôle du réseau). De même, tout comme les grandes sociétés privées américaines précitées, les sociétés européennes semi-étatiques telles que Wanadoo (filiale de France Telecom), Global One (joint-venture de France Telecom et Deutsche Telekom), Telecom Italia ont été accusées, par le Parlement européen, d'avoir vendu des équipements (routeurs notamment) contribuant directement à l'élaboration de l'architecture de contrôle et de surveillance du web en Chine¹²⁰ puisque ce sont les premières à avoir installé les infrastructures

¹¹⁷ Zhao Jing 赵静, connu sur le web sous le pseudonyme de Michael Anti (An Ti 安替). Il se présente sur son compte Twitter comme un journaliste blogueur indépendant luttant pour la liberté de l'internet en Chine : <http://twitter.com/mranti> (consulté le 03/03/2013).

¹¹⁸ En 2012, Microsoft annonce que le service de messagerie Hotmail est remplacé par Outlook. Le 6 novembre 2012, l'entreprise américaine annonce que Windows Live Messenger sera désactivé au profit de Skype, excepté en Chine.

¹¹⁹ Le Prix Nobel 2010 Liu Xiaobo, condamné à 11 ans de prison pour ses écrits sur le web, compare l'internet en 2006 à « *un don de Dieu, le meilleur outil pour permettre aux Chinois de s'affranchir de leur asservissement et de gagner leur liberté* » : Liu Xiaobo, *Vivre dans la vérité*, Mayenne, Gallimard, 2012, p.119.

¹²⁰ Résolution du Parlement européen sur la liberté d'expression sur Internet, adoptée à Strasbourg le 06 juillet 2006 : « *J. considérant que le gouvernement chinois a réussi à persuader les entreprises comme Yahoo, Google et Microsoft de faciliter la censure de leurs services sur le marché de l'Internet chinois (...)* K. *considérant que des équipements et technologies fournis par des sociétés occidentales telles que Cisco, Telecom Italia et Wanadoo, ont été utilisés par des gouvernements en vue de censurer Internet en empêchant la liberté d'expression (...)* » :

réseau du pays¹²¹. Le groupe français Thalès, même s'il a démenti formellement ces accusations en 2004, aurait également participé à la censure en Chine en vendant des équipements destinés à brouiller la réception d'émissions de plusieurs radios internationales interdites dans le pays (telles que Radio Free Asia)¹²².

Toutefois, les tentatives de contrôle et de surveillance des internautes ne sont pas circonscrites à la parole et l'action publiques sur le web. Comme il en sera question tout au long de cette étude, le PCC a pour ambition de mettre en place une surveillance susceptible de s'étendre jusqu'à la sphère privée, voire confidentielle, des citoyens. La surveillance des conversations en messagerie instantanée est un exemple parmi d'autres de la volonté coercitive gouvernementale : en novembre 2004, l'entreprise Skype lance une version chinoise de son logiciel de téléphonie en ligne avec la collaboration de la société chinoise Tom Online Inc¹²³. En septembre 2005, les deux sociétés créent une joint-venture afin de distribuer le nouveau logiciel Tom-Skype, version chinoise de Skype. Le logiciel chinois Tom exerce en fait un filtrage sur les messages de la discussion en ligne de Tom-Skype à partir d'une liste de mots-clés¹²⁴ sur le contenu même du message, avant qu'il ne soit crypté pour envoi ou après avoir été décrypté pour réception (cf. annexes 11 & 12). Skype, incriminé par les organisations de défense de la liberté d'expression et la dissidence, répond que son partenaire Tom Online ne fait que se

« Liberté d'expression sur Internet. Résolution du Parlement européen sur la liberté d'expression sur Internet », [europarl.europa.eu](http://www.europarl.europa.eu) (site du Parlement européen), 23/07/2007, <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+TA+P6-TA-2006-0324+0+DOC+XML+V0//FR>, (consulté le 10/03/2013).

¹²¹ Ethan Gutman, « Who Lost China's Internet? », *The Standard*, Vol. 7, n° 23, 25/02/2002, cité par Eric Sautédé, « Les leurre de la modernité », *Perspectives chinoises*, 76 | mars - avril 2003, mis en ligne le 06 octobre 2006, <http://perspectiveschinoises.revues.org/81>, (consulté le 01 avril 2013).

¹²² Communiqué du 30 mars 2008 : « *Le groupe Thales tient à préciser que Thales Broadcast Multimedia a vendu fin 2002 à la Chine des équipements de radiodiffusion standard dans les bandes des ondes courtes* », [Thalesgroup.com](http://www.thalesgroup.com), 30/08/2008, <http://www.thalesgroup.com/Espace-Presses/Communiqués-de-Presses-30-08-2008.html>, (consulté le 07/08/2008).

¹²³ Société internet chinoise offrant une palette variée de services en ligne, allant du portail de divertissements à la téléphonie mobile sur IP. Elle est dirigée par le puissant homme d'affaire hongkongais Li Ka-Shing 李嘉誠. Voir le site officiel de l'entreprise : <http://www.tom.com/> (consulté le 01/01/2013).

¹²⁴ « Skype renforce sa coopération en matière de censure de l'Internet avec le régime chinois », *epochtimes.fr* (site du Falun Gong), 19/10/2007, <http://www.epochtimes.fr/front/7/10/19/n3499229.htm> (consulté le 01/04/2013). Pour plus de détails sur ce type de liste par mots-clés, voir « Liste noire des noms censurés : les dirigeants chinois blacklistés ? » en annexes n°11&12 : « Liste noire des mots chinois censurés par Tom Skype ».

conformer à la législation chinoise, tout comme il convient de le faire dans n'importe quel autre pays. Skype ajoute que le filtrage des messages n'affecte en aucun cas les mécanismes de sécurité, de confidentialité et de cryptage et qu'il n'existe aucun filtrage sur les communications vocales. Pourtant, Dynamic Internet Technology Inc. (DIT), société des technologies de l'internet américaine travaillant en collaboration avec le site d'information dissident Epochtimes (appartenant au mouvement spirituel dissident du Falun Gong), confirmerait le fait que Skype.com redirige bien ses utilisateurs provenant d'adresses IP chinoises vers la page d'accueil de Tom-Skype, fonctionnant comme un cheval de Troie. Le magazine Business Week et Radio Free Asia ont par ailleurs affirmé en 2006, puis en 2013¹²⁵, que Tom-Skype filtrait bien les conversations en ligne contenant des mots sensibles tels que « Dalai Lama » et « Falun Gong¹²⁶ ». L'ONG Human Rights Watch a depuis réclamé que Skype publie tous les détails du fonctionnement de ce cheval de Troie et des mots-clés filtrants. Bien que Skype soit à l'origine un moyen de communication privilégié pour sa facilité d'utilisation et un cryptage le rendant difficile à surveiller par rapport aux téléphones traditionnels, il s'est, comme les autres entreprises étrangères, conformé à la même réglementation coercitive en vigueur. Le cas de l'entreprise canadienne Nortel Network est plus emblématique encore puisqu'elle collabore, en toute connaissance de cause, à l'élaboration d'un immense projet de centralisation internet des données électroniques de surveillance du citoyen (et pas seulement internaute) : le projet *Bouclier d'Or*.

En effet en 2000, le Ministère de la Sécurité Publique (MSP, *gong an bu* 公安部) se lance, dans le cadre des *Projets en Or*¹²⁷, dans un vaste projet de surveillance technologique sans précédent appelé *Bouclier d'or* (*jin dun* 金盾). Développé grâce à la coopération entre l'entreprise canadienne Nortel Networks et l'Université Qinghua, ce programme a pour but de centraliser toutes les ressources électroniques disponibles visant à « *défendre l'intérêt du citoyen et*

¹²⁵ Vernon Silver, « Cracking China's Skype Surveillance Software », *businessweek.com*, 08/03/2013, <http://www.businessweek.com/articles/2013-03-08/skypes-been-hijacked-in-china-and-microsoft-is-o-dot-k-dot-with-it#p1>, (consulté le 01/04/2013).

¹²⁶ Le Falun Gong 法轮功 est un mouvement spirituel chinois basé sur des pratiques d'art martial de *qi gong*. Fondé par Li Hongzhi en 1992 (aujourd'hui en exil aux USA), l'organisation compterait en 1999 environ 70 millions de pratiquants. L'ampleur de ce mouvement représentant une menace pour le PCC, ses pratiquants sont activement pourchassés, dans et en dehors des frontières chinoises. Voir chapitre III A.2.3.b), et annexes 13,29, 30, 24.

¹²⁷ Voir chapitre I/A.3.2 et annexe n°8 : « Les 'Projets en or', le numérique au service de la Chine ».

*améliorer le taux de résolution des affaires criminelles*¹²⁸» (cf. annexes 8 & 14). La Chine voyant son taux de criminalité exploser au cours des années 1990 du fait de la hausse des inégalités sociales et de l'accroissement des richesses, la mise en place d'un tel système est on ne peut plus justifiée selon le gouvernement¹²⁹. Le système s'articule en un réseau de surveillance numérique développé à l'échelle du pays, permettant de relier les agences de sécurité locales, régionales et nationales dans un circuit internet de surveillance globale. Ce système de télésurveillance fonctionne à partir de bases de données avec accès immédiat aux dossiers d'enregistrement et d'identification de chaque citoyen et des liens vers les réseaux de caméras visant à améliorer le temps de réponse de la police ; les caméras étant reliées à des systèmes de reconnaissance faciale permettant d'identifier les suspects. En 2009, le MSP déclare avoir déjà installé plus de 2,75 millions de caméras, 268 000 systèmes d'alarme et de surveillance dans les lieux publics, principalement dans les zones urbaines. Pékin compterait à elle seule plus de 265 000 moniteurs de contrôle. Selon les autorités, l'installation future des caméras de sécurité devrait progressivement s'étendre aux zones rurales du pays. La médiatisation faite sur le web chinois de l'élucidation d'un meurtre grâce aux internautes et à la vidéosurveillance, consultable en annexe n°14, sert la communication sécuritaire du gouvernement sur plusieurs plans : d'une part, en valorisant la vigilance populaire et la délation comme actes citoyens et d'autre part en justifiant la présence de près de 3 millions de caméras de surveillance sur le territoire. La publicité qui en est faite tend à afficher la nécessité – officiellement pour la sécurité de tout à chacun – de renforcer cette surveillance panoptique au sens de Foucault (cf. plus loin à ce propos). Enfin, alors que la communauté internationale s'inquiète de cet accroissement de la cybersurveillance des citoyens chinois en pointant la volonté d'omni-contrôle, le gouvernement rappelle, via le web mondial sur les sites des agences de presse officielles en langue étrangère telles que Xinhua¹³⁰, les chiffres impressionnants de la télésurveillance en Grande Bretagne, pays démocratique s'il en est : ce pays posséderait 4,2

¹²⁸ Voir annexe n°14: « Un criminel au tricycle retrouvé grâce aux internautes et aux caméras de surveillance ».

¹²⁹ En 2007, 4,75 millions d'affaires ont été rapportées selon les mêmes sources : « Surveillance Cameras in China: Privacy versus Security », *zoniaeuropa.com* (*EastSouthWestNorth, dong nan xi bei*), août 2009, http://www.zoniaeuropa.com/20090815_1.htm, (consulté le 09/10/2013).

¹³⁰ Agence de presse officielle internationale « Chine Nouvelle » (*Xinhua* 新华).

millions de caméras, soit une pour 14 personnes¹³¹, alors que la Chine ne compterait qu'une caméra pour 472 000 citoyens...

La Chine est donc effectivement aidée depuis ses débuts par les firmes étrangères dans la mise en place de la surveillance du réseau et de ses usagers. Depuis, il apparaît même qu'elle devient un modèle à suivre pour nombre de gouvernements étrangers, qu'ils s'en défendent ou non. Alors que la Chine vend ses programmes d'externalisation de bande passante pour la censure au Vietnam ou à l'Ouzbékistan¹³², on constate que *l'après 11 septembre* a fait émerger une tendance mondiale à l'omni-contrôle technologique qui rejoint celle de la Chine. La mise en place de projets de surveillance automatisée analogues au *Bouclier d'Or* ou au système américain *Echelon*, ne fait que confirmer cette évolution (programme britannique TEMPORA, programme européen INDECT¹³³, affaire PRISM, etc). L'objectif de ces systèmes est la détection automatique des menaces, des comportements anormaux ou de la violence émis sur les nouveaux supports des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC). Nonobstant, le chapitre II démontrera que malgré les moyens colossaux déployés dans l'hyper-contrôle de la toile (qui se voudrait à la fois dissuasif et défensif), des solutions existent pour les internautes qui s'indignent et qui veulent se soustraire à cette surveillance¹³⁴.

¹³¹ Un Anglais est filmé à peu près par 300 caméras dans la journée : Tom Kelly, « Revealed: Big Brother Britain has more CCTV cameras than China », *dailymail.co.uk*, 11/08/2009, <http://www.dailymail.co.uk/news/article-1205607/Shock-figures-reveal-Britain-CCTV-camera-14-people--China.html#ixzz2hi1Qu7Xv>, (consulté le 01/04/2013).

¹³² Council on Foreign Relations, « US Internet providers and the Great Firewall of China », *cfr.org*, 23/02/2011, www.cfr.org/china/us-internet-providers-great-firewal-china/p9856 (consulté le 03/04/2013).

¹³³ Le lancement du projet européen de surveillance automatique des réseaux Indect en 2009 répond à cette même tendance d'hyper-sécurisation issue de « l'après 11 septembre ». Alors que certains y voient déjà la création d'un service de sécurité qui aboutira à des services secrets européens, le *Telegraph* indique que dix pays de l'Union participent déjà au projet, alimenté par des investissements croissants (11 millions d'euros environ en 2009). Vincent Hermann, « Indect : la surveillance automatique des réseaux en Europe », *pcinpact.com*, 24/09/2009, <http://www.pcinpact.com/actu/news/53215-indect-europe-surveillance-internet-cctv.htm>, (consulté le 29/09/2013).

¹³⁴ Le chapitre II montrera que ces stratégies de contournement affaiblissent néanmoins leur portée médiatique, les obligeant à se cacher de la censure (sur des espaces d'échanges privés ou dissimulés) et à ne pas revendiquer ouvertement leur opinion auprès d'un plus large public (forums et sites web publics).

A.2.2. Des ambitions indépendantistes pour une place de leader ?

Comme le confirment les préconisations du Centre d'études stratégiques sur la modernisation de la Chine dans son rapport de recommandation aux pouvoirs publics en 2007 : « *Le but national de la modernisation est d'élever la Chine au niveau des pays développés d'ici à 2050 et de devenir la nation ayant le niveau de modernisation le plus avancé au monde* »¹³⁵. Cette ambition s'explique en partie par le développement exponentiel du secteur IT dans l'économie, rendu possible par les moyens politiques et financiers colossaux déployés par l'Etat et le secteur privé. Je donnerai à présent trois exemples de la volonté indépendantiste et expansionniste de la Chine qui permettront de saisir les processus et l'ampleur des moyens techniques et des stratégies commerciales mises en œuvre pour répondre à ces recommandations.

Le succès au niveau mondial de l'entreprise de technologies d'information et de communication (TIC) Huawei est un exemple illustrant de la « stratégie circulaire » ambitieuse, censée la hisser au plus haut niveau mondial¹³⁶. Sa réussite résulte à la fois d'un soutien politique puissant et d'une stratégie commerciale adaptative. Le fait de se positionner d'abord dans les campagnes chinoises - où ses concurrents étrangers étaient peu présents- pour pénétrer ensuite sur les marchés urbains, a permis à Huawei d'occuper progressivement le pays déjà investi par les géants étrangers des Télécoms (tels qu'Alcatel-Lucent ou Cisco). Parallèlement, Huawei a transposé cette approche graduelle, lui permettant de s'imposer comme un acteur incontournable sur les marchés mondiaux. Alors que les plus grandes entreprises de télécommunications étaient peu ou pas présentes dans les pays en voie de développement - instables politiquement ou peu solvables financièrement (Afrique, Moyen-Orient, Amérique latine, Afghanistan, Asie du Sud-Est) - l'entreprise, aidée par le secteur bancaire chinois (lui-même soutenu par l'Etat), a pu conquérir ces nouveaux marchés :

¹³⁵ *Zhongguo xiandaihua baogao gaiyao (中国现代化报告概要, Rapport de recommandation sur la modernisation de la Chine)* : Zhongguo xiandaihua zhanlüe yanjiu keji zu zhongguo kexueyuan zhongguo xiandaihua yanjiu zhongxin (中国现代化战略研究课题组中国科学院中国现代化研究中心, Groupe d'études stratégique de la modernisation de la Chine du Centre d'études sur la modernisation de la Chine), Pékin, Beijing daxue chubanshe, 2007, p.2.

¹³⁶ Voir chapitre I/ A.2.2. Des ambitions indépendantistes pour une place de leader.

« *La China Development Bank est le bras armé de l'internationalisation des groupes chinois. Elle leur fournit des liquidités sur tous les territoires stratégiques. (...) la CDB est une banque dite 'politique' qui, tout en se fixant pour objectif d'être rentable, a pour mission d'accompagner les grands objectifs stratégiques de la Chine sur son territoire. Mais depuis une petite dizaine d'années, la CDB sert aussi les objectifs de Pékin à l'étranger* »¹³⁷.

Huawei a ensuite développé sa compétitivité sur ceux, plus exigeants car déjà à la pointe de la technologie, jusqu'à arracher 20% du marché européen par exemple¹³⁸.

Cette première description montre ici les capacités du pays à devenir innovant, voire même incontournable sur des marchés et des technologies où la Chine n'était pas pionnière. Pour étayer ces observations en termes de compétitivité technologique, il convient également de montrer le processus de modernisation IT du pays, au regard de sa politique de développement du protocole d'adressage IP, technique cruciale sur le plan national et international.

Rappelons que l'année 2008 a vu la Chine battre tous les records : elle prend la tête du classement mondial en nombre d'internautes devant les Etats-Unis (228,5 millions contre 217,1 millions aux USA) et dépasse le taux de pénétration moyen mondial (28,9% contre 16,9%) alors même que l'importance de sa population et de son territoire constituaient des obstacles difficiles à surmonter¹³⁹. Ce record fut confirmé en 2009 par la détention de plus de 3,23 millions de sites et 230 millions d'adresses IPv4, la hissant au deuxième rang mondial des détenteurs d'adresses IPv4.

Bien que cette augmentation du nombre d'adresses IPv4 apparaisse comme un gage de modernisation, elle n'est pas sans exercer une pression accrue sur le nombre d'adresses IPv4 encore disponibles dans le monde¹⁴⁰. C'est en prévision de cette pénurie d'adresses, survenue en 2012, que le gouvernement chinois a encouragé le secteur de la R&D à trouver de nouvelles

¹³⁷. Gabriel Gresillon, « Une banque 'politique' permet à la Chine d'investir massivement à l'étranger », *Les Echos*, 17 janvier 2013, www.lesechos.fr/economie-politique/monde/actu/0202502515418-une-banque-politique-permet-a-la-chine-d-investir-massivement-a-l-etranger-529416.php, (consulté le 04/04/2013).

¹³⁸ Selon les dires de son concurrent chinois ZTE : François Danjou, « Huawei, le flambeau du succès High Tech, pilier de captation de technologies ? », op.cit.

¹³⁹ 9 600 000 km², soit 17,5 fois la France.

¹⁴⁰ Le réseau IPv6, développé depuis les années 1990, est capable de générer un nombre quasi-illimité d'adresses IP, contrairement à l'IPv4 qui se limite à 4 milliards d'adresses IP environ.

solutions pour un « Internet nouvelle génération »¹⁴¹. En 2001, le premier réseau internet expérimental de nouvelle génération en Chine est d'abord mis en place au niveau local à Pékin, suivi d'un projet pilote dénommé *Internet Nouvelle Génération de Chine* (CNGI¹⁴²) en 2003. Le défi consistait, dans la politique de communication chinoise, à montrer publiquement lors des Jeux Olympiques de 2008 à Pékin, que le pays en pleine modernisation était en mesure de connecter en direct la Chine au monde entier via le CNGI et son protocole IPv6. La mise en œuvre du protocole IPv6¹⁴³ se généralisant parallèlement rapidement à travers le monde (+ 30% en 2009 parmi les cinq Registres Internet Régionaux - RIR)¹⁴⁴, la nécessité de diffuser l'IPv6 se faisait chaque jour plus pressante pour le gouvernement chinois. C'est dans ce contexte de compétitivité technologique entre les Etats qu'une polémique secoua la communauté scientifique internationale en 2004, lorsque la société Shanghai Jiuyao Digital Network, en partenariat avec les quatre opérateurs télécoms historiques déclarait être à l'origine d'un nouveau protocole d'adressage appelé IPv9¹⁴⁵. Cette technologie utiliserait des adresses IP sur 256 bits au lieu de 128 bits en IPv6 et reposerait sur un nouveau système de nommage. Ce protocole, contrairement à l'IPv6, ne fut cependant pas avalisé par l'Internet Engineering Task Force (IETF)¹⁴⁶ qui se charge habituellement de l'adoption des normes mondiales de l'internet. Les experts considérant

¹⁴¹ Vers la fin des années 1990, la Chine, le Japon et la Corée du Sud avaient d'ores et déjà commencé à entreprendre des recherches à ce sujet et avaient mis en place une série de projets scientifiques et techniques importants tels que le « Réseau fiable nouvelle génération ». De la même façon, plusieurs accords de coopération internationale ont été signés tels que le Memorandum of Understanding (MoU) entre le ministre délégué à l'Industrie Patrick Devedjian et Wang Xudong, ministre chinois de l'information de l'industrie en 2004 ou encore l'accord de développement stratégique sur les TIC entre l'Académie des Sciences de Chine (ASC) et la société française spécialiste du marché des logiciels réseau IP, 6WIND en 2005.

¹⁴² China Next Generation Internet (*zhongguo xia yi dai hulianwang* 中国下一代互联网). On note d'ailleurs que plusieurs réseaux chinois intègraient déjà l'IPv6 : 6TNet (plate-forme expérimentale lancée en 2002), CERNET2 et China Next Generation Internet (CNGI, projet de recherche lancé en 2003).

¹⁴³ IPv6 (Internet Protocol version 6) est le successeur du protocole IPv4, qui forme encore (en 2008) la base de l'Internet .

¹⁴⁴ Les RIR se sont regroupés pour former la Number Resource Organisation (NRO) afin de coordonner leurs activités et mieux défendre leurs intérêts auprès des organismes normalisateurs (IETF ou l'ISOC par exemple) ou auprès de l'ICANN notamment.

¹⁴⁵ Richard P. Suttmeier, Xiangkui Yao, Alex Zixiang Tan, *Standards of Power? Technology, Institutions, and Politics in the Development of China's National Standards Strategy: The National Bureau of Asian Research*, 2006, p.5, www.inmetro.gov.br/qualidade/comites/.../china.pdf, (consulté le 15/04/2014).

¹⁴⁶ L'IETF est un groupe informel international qui produit la plupart des nouveaux standards de l'internet.

qu'il s'agirait-là d'une invention marginale, voire d'un simple coup médiatique de la Chine, nul ne sait si l'adoption du nouveau système de nommage chinois aurait pu révolutionner la face du net, ou du moins l'aura technologique du pays. La même année, le pays essayait un nouvel échec dans cette course aux technologies avec les Etats-Unis puisqu'elle prévoyait qu'au 1er juin 2004, tous les vendeurs d'équipements Wifi en Chine intègrent dans leurs produits la norme de sécurité WAPI (Wired Authentication and Privacy Infrastructure), norme contrôlée par des sociétés chinoises. Face aux protestations internationales, l'application de cette règle a été « suspendue indéfiniment » après une visite du vice-Premier ministre chinois Wu Yi à Washington début 2004¹⁴⁷. Protectionnisme américain ou coup de bluff, la Chine, après avoir déployé le protocole IPv6 à « petite échelle » jusqu'à 2013, prévoyait finalement d'achever d'ici 2015 l'interconnexion entre l'ancien et le nouveau protocole (IPv4/ Ipv6)¹⁴⁸, tandis que la norme Wifi se propageait à l'ensemble de la planète.

La description chronologique ci-dessus montre premièrement la volonté de rattrapage technologique assumée, puis de mise en concurrence du pays avec les leaders mondiaux du secteur IT. Devant l'impossibilité de faire changer les normes mondiales (de par son retard en la matière ou par le monopole encore puissant des Etats-Unis¹⁴⁹), il apparaît que le gouvernement ait décidé de changer de stratégie, pour se recentrer sur le contrôle technologique dans le pays.

Depuis le 1er septembre 2006, le nouveau DNS chinois applique en effet une réforme parallèle de son système de gestion des DNS¹⁵⁰ puisqu'il ne passe plus par ceux de l'ICANN. L'objectif officiel est de permettre aux Chinois d'accéder au réseau en écrivant les adresses URL en idéogrammes et non plus en caractères latins. Cette décision, bien qu'initialement encouragée

¹⁴⁷ Richard P. Suttmeier, Xiangkui Yao, Alex Zixiang Tan, *Standards of Power? Technology, Institutions, and Politics in the Development of China's National Standards Strategy* op.cit.

¹⁴⁸ « La Chine va développer un système internet de nouvelle génération », *Quotidien du Peuple en ligne*, 26/12/2011, <http://french.people.com.cn/Sci-Edu/7688106.htm>, (consulté le 06/04/2013).

¹⁴⁹ Le président Hu Jintao, lors du dixième Forum de Bo'ao en 2011, a appelé l'union de l'Asie et des pays émergents des BRICS (Brésil, Russie, Inde et Afrique du Sud) à créer un nouveau monde multipolaire, notamment au sujet de la gouvernance de l'internet mondial. Ces derniers ont répondu très favorablement à cet appel, comme le soulignait Dimitri Medvedev à ce sujet : « *Nos pays veulent une nouvelle architecture multilatérale, qu'un nouveau centre économique et politique développe son influence* ». « La Chine appelle au réveil d'un monde multipolaire », *lepoint.fr*, 18/04/2011, http://www.lepoint.fr/economie/la-chine-appelle-au-reveil-d-un-monde-multipolaire-18-04-2011-1320777_28.php, (consulté le 01/04/2013).

¹⁵⁰ Acronyme de Domain Name System : système permettant de faire la relation entre le nom d'une machine et son adresse IP. Voir glossaire technique.

par l'ICANN dans le processus de développement du multilinguisme des noms de domaines sur l'internet, permet ainsi à la Chine et à d'autres pays n'utilisant pas les caractères latins de s'affranchir de la gestion des noms de domaine internet par l'ICANN américain¹⁵¹. Certains observateurs et défenseurs de la liberté d'expression s'inquiètent d'un « schisme » de l'internet mondial lié à ce nouvel usage, voire d'une « balkanisation »¹⁵² de l'internet en une multitude de sous-réseaux connectés ou non à l'internet mondial. Alors que tous les pays s'accordaient à se féliciter de l'unité mondiale que supposait l'internet, il apparaît déjà que l'unité linguistique et culturelle qu'elle implique ne soit plus désormais souhaitée par certains régimes autoritaires comme la Chine ou l'Iran, préférant rester souverains du contenu de la toile diffusé sur leur territoire. Ainsi, en tapant l'adresse en caractères chinois, l'internaute se retrouve automatiquement redirigé vers le sous-réseau national le faisant accéder à une version du site avalisée par les autorités.¹⁵³

A la lumière de ces trois exemples, il apparaît que la Chine, à partir d'une position de faiblesse, redouble d'efforts pour devenir leader dans le secteur des TIC et garder les rênes sur ses supports technologiques, en tentant de devenir tant bien que mal un nouveau « foyer d'élaboration de normes techniques »¹⁵⁴.

Les résultats déjà ambitieux réalisés sur le plan mondial feraient presque oublier le décalage avec l'état actuel, encore défaillant, de l'homogénéisation du déploiement du réseau internet sur le territoire. Paradoxalement à cette course aux technologies, il s'agit à présent de relativiser la

¹⁵¹ Les Etats-Unis repoussent autant que faire se peut la possibilité d'un mode de gouvernance de l'internet basé sur la coopération internationale. Ainsi, en juin 2005, le Département du commerce américain a signalé vouloir « *garder la main sur les 13 serveurs racines de l'Internet indéfiniment* », avant de se rétracter officiellement peu après. « Les Etats-Unis vont-ils céder le contrôle d'Internet ? », *Neteco.com*, 30/07/2006, <http://www.futura-sciences.com/magazines/high-tech/infos/actu/d/internet-etats-unis-vont-ils-ceder-controle-internet-9410/>, (consulté le 15/05/2014).

¹⁵² Terme utilisé par Bernard Benhamou et Laurent Sorbier, « Souveraineté et réseaux numériques », *Politique Etrangère*, IFRI/ 3, 2006, p.528, http://ifri.org/files/politique_etrangere/PE_3_2006_Benhamou.pdf (consulté le 01/04/2013).

¹⁵³ Hubert Guillaud, « Vers un grand schisme de l'internet ? », *internetactu.net*, 26/01/2010, <http://www.internetactu.net/2010/01/26/le-grand-schisme-de-linternet/>, (consulté le 02/03/2011).

¹⁵⁴ Le phénomène n'est pas nouveau. François Gipouloux constatait par ailleurs les tentatives de la Chine de développer l'EVD au détriment du DVD, à l'époque : François Gipouloux, *La Chine du 21^e siècle : une nouvelle superpuissance?*, op.cit. p. 130. S'agissant de l'internet, il faudra en effet garder à l'esprit cette volonté du pays d'afficher un profil de meneur dans le domaine de l'innovation, voire de figure de proue « indépendantiste ».

formidable volonté de développement d'implantation du réseau par le constat d'une fracture numérique « Nord-Sud » (China Netcom et China Telecom) mais aussi « Est-Ouest » (urbain/rural) encore marquée dans le pays et dont il convient maintenant d'évoquer le déséquilibre et les limites.

A.2.3. Un volontarisme en butte aux contraintes géo-économiques et sociales

Bien que la Chine soit devenue la première nation au monde en termes de nombre d'internautes début 2008, cette image grandiose d'un réseau accessible au plus grand nombre cache une réalité plus contrastée. La fracture numérique¹⁵⁵ existante en Chine s'explique principalement par la différence de niveau de développement économique, d'éducation et d'informatisation qui subsiste entre populations rurales et citadines¹⁵⁶ et qui s'avère analogue aux différences de développement socio-économiques constatées entre l'Est et l'Ouest du pays¹⁵⁷ ou plus généralement dans le monde. Selon le Livre Bleu 2010 sur l'informatisation de la Chine¹⁵⁸, la population rurale chinoise –près de 50% de la population totale¹⁵⁹- ne représenterait qu'un quart des internautes chinois.

¹⁵⁵ La fracture numérique désigne communément l'inégalité d'accessibilité des populations aux technologies numériques.

¹⁵⁶ Selon le Bureau National des statistiques de la République Populaire de Chine (*zhonghua renmin gongheguo guojia tongji ju* 中华人民共和国国家统计局), on comptait 320 ordinateurs individuels pour 1000 foyers ruraux, dont la moitié connectés à internet en 2006. En 2007 et selon le MII, le nombre d'abonnés ruraux s'élevait à 52,62 millions de personnes, soit une hausse annuelle de 127,7%. Malgré cet accroissement d'abonnés ruraux, le nombre d'internautes urbains représentait 72,2% du nombre total d'internautes chinois, contre 27,8% d'internautes ruraux. L'Est du pays concentrerait à lui seul près de 58 % des internautes, 80 % des sites web, 79 % des noms de domaine et 62,4 % des adresses IP. Voir annexe n°15 « Fracture technologique en Chine : un immense territoire à couvrir».

¹⁵⁷ Ces inégalités socio-économiques entre provinces de l'Est urbanisées et celles de l'Ouest rurales sont particulièrement saisissantes. Le gouvernement, pour atténuer ces disparités, a entrepris depuis 1999 un Plan de développement économique de l'Ouest de la Chine (*Xibu da Kaifa* 西部大开发, Grand Développement de l'Ouest) consistant à désenclaver la région (ligne ferroviaire Qinghai-Tibet par exemple) et investir dans un grand nombre de projets de développement (investissements, constructions, éducation, etc.). Voir à ce sujet, Qiu Xiaohui, *Le développement de l'Ouest de la Chine*, Paris, Centre d'Etudes Prospectives et d'Informations Internationales, 2002.

¹⁵⁸ *Xinxihua lan pishu* : zhongguo xinxihua xingshi fenxi yu yuce 2010 (形社 信息化蓝皮书 : 中国信息化形势分析与预测 – 2010 / Livre Bleu 2010 de l'informatisation de la Chine : Analyse de la situation de l'informatisation de la Chine et prévisions) : 社会科学文献 shehui kexue wenxian, août 2010, p.14.

En effet, la carte 1 en annexe n°15 montrait ainsi en 2010 un taux de pénétration très déséquilibré au regard de l'ensemble du territoire : 58% dans les régions côtières, contre 21% dans le reste de la Chine ; les pourcentages allant plutôt décroissant du centre vers l'Ouest. Du point de vue de la disproportion existante entre les villes les campagnes, le constat est similaire puisque le CNNIC dénombre 72,4% d'internautes urbains connectés en 2012, contre 27,6% de ruraux. Pour les autorités, le défi de modernisation de la Chine consiste donc à réduire les inégalités « villes de l'Est connectées / campagnes du centre et de l'ouest non connectées » afin d'atteindre un taux de pénétration national comparable aux pays développés (71.2% aux Etats Unis et 69% en France en 2011 contre 38,3% pour la Chine la même année). Cette fracture s'expliquerait donc par la différence de niveau de développement économique, d'éducation et d'informatisation qui subsiste entre populations rurales et citadines et qui s'avère analogue aux différences de développement socio-économiques constatées entre l'Est et l'Ouest du pays.

Bien que le gouvernement prévoie des investissements conséquents en matière d'infrastructures de télécommunications ainsi qu'une baisse des prix sur le coût de l'accès internet pour les populations rurales aux revenus plus modestes, il doit également effectuer un travail de sensibilisation des populations les plus pauvres et les moins éduquées pour lesquelles l'internet ne constitue pas une priorité. Selon le CNNIC, les principales raisons invoquées par les personnes n'utilisant pas l'internet sont les suivantes : méconnaissance de l'utilisation de l'internet et de l'informatique (38,7 % des personnes interrogées), absence d'équipements ou de connexions (29,3 %), manque de temps (13,2 %) ¹⁶⁰.

De plus, bien que ce phénomène soit méconnu par les internautes chinois eux-mêmes, on peut dire qu'il existe une deuxième fracture numérique liée à l'hétérogénéité technique de la structure du réseau divisé en deux parties, entre le Nord et le Sud. Cette dernière affecte directement les échanges électroniques à l'intérieur du pays. Au commencement de son introduction sur le territoire, les autorités confièrent la gestion du réseau à deux opérateurs d'Etat: China Netcom (*Zhongguo wangtong* 中国网通) au nord et China Telecom au sud (*Zhongguo dianxin* 中国电信). L'interconnexion entre ces deux réseaux s'est avérée très mauvaise, particulièrement avant

¹⁵⁹ Le Bureau national des statistiques de la République Populaire de Chine (*zhonghua renmin gongheguo guojia tongji ju* 中华人民共和国国家统计局) indique en mars 2012 que la population urbaine de Chine vient de dépasser en nombre sa population rurale (690,79 millions d'urbains contre 656,56 millions de ruraux), une première historique. Cet exode rural majeur s'explique par la décollectivisation de l'agriculture et par une industrialisation massive depuis les années 1980. .

¹⁶⁰ 2008 Statistical Survey Report on the Internet Development in China : CNNIC, op.cit. p.28.

1999, du fait que China Telecom refusait d'interconnecter son réseau avec ceux de ses concurrents, les obligeant à faire transiter les échanges par l'international¹⁶¹. De sorte que, lorsqu'un internaute se connectant depuis le nord du pays souhaitait consulter ou utiliser des services en ligne basés dans le sud, il se trouvait confronté à des problèmes de disponibilité et de lenteur. Le graphique n°1 consultable en annexe n°15 démontre ce phénomène, analysé en 2010. Il présente les temps de réponse obtenus par une sonde basée à Pékin (réseau China Netcom) pour accéder à un site web hébergé à Shanghai (réseau China Telecom)¹⁶² : par exemple, un internaute de Canton visitant le site de la Banque de Développement de Canton (Guangdong Development Bank) obtient l'affichage des pages du site en 9 secondes tandis qu'il lui en faudra 14s. s'il se connecte depuis Shanghai, et près de 20 secondes s'il se connecte depuis Pékin.

Enfin, il convient de souligner que la Chine est l'un des seuls pays autoritaires à avoir fait le choix de généraliser l'accès à l'internet à l'ensemble de sa population. Des pays au régime comparable tels que la Syrie¹⁶³, la Corée¹⁶⁴ ou Cuba¹⁶⁵, ont choisi au contraire de n'autoriser

¹⁶¹ « Internet en Chine » In *L'année des TIC 2005*, Observatoire des Stratégies et Technologies de l'Information et de la Communication, 2005, pp.1-7, http://www.ostic.info/docs/05_chine2.pdf, (consulté le 15/10/2013) : « L'opérateur historique China Telecom devance largement ses concurrents sur les différents segments de marché (backbone, accès, hébergement). Il a d'ailleurs longtemps fait usage à leur égard de pratiques anticoncurrentielles. Sous l'influence du régulateur, le MII, son parc d'abonnés Internet s'érode progressivement, essentiellement dans le haut débit. Les nouveaux opérateurs possèdent désormais leurs propres cœurs de réseau IP, mais ils restent contraints d'utiliser la boucle locale gérée par China Telecom. (...) Depuis, des points d'échange Internet ont été créés sous l'impulsion du MII, d'abord à Pékin (le CNIX, China Internet Exchange), puis à Shanghai et Canton ».

¹⁶² Cette analyse des dysfonctionnements entre les réseaux du nord et du sud de la Chine est encore d'actualité en 2010, comme le confirme le rapport d'IP-Label sur les banques en ligne chinoises. *Les performances des banques en ligne chinoises en 2010...* : IP-LABEL, 2011, pp.6-7, <http://ip-label.fr/emailing/newsletter/2011/33/EN/pdf/Chine%20-%20Banques%20en%20ligne.pdf>, (consulté le 03/04/2013). Voir annexe n°15 : « Fracture technologique en Chine : un immense territoire à couvrir ».

¹⁶³ Voir Jean-Pierre Chemaly, *Contenu religieux, stratégie communicationnelle et radicalisme : les sites internet chrétiens et musulmans et le monde arabe. Enquête régionale et étude de cas*, thèse de doctorat soutenue à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes sous la direction de M. Claude Langlois, Paris, p.100.

¹⁶⁴ Selon RSF concernant la Corée du Nord : « L'accès au World Wide Web, dans ce pays coupé du monde, n'est accessible qu'à une faible minorité : quelques membres haut placés du régime et les diplomates étrangers, grâce uniquement, au moins jusqu'à la fin 2010, à une liaison satellite avec des serveurs basés à l'étranger. L'immense majorité de la population est maintenue à l'écart du Web. Une minorité a accès à un intranet comptant une boîte de réception d'emails, quelques sites d'informations relayant la propagande du régime et un navigateur qui donne accès aux pages web des banques de données des trois plus grandes bibliothèques du pays (...) Cet intranet est réservé à des universitaires, des hommes d'affaires et des hauts fonctionnaires qui ont obtenu une autorisation spéciale. » : « Ennemis d'internet : Corée du Nord », Reporters Sans Frontières, s.d., <http://fr.rsf.org/internet-enemie-coree-du-nord,39719.html>, (consulté le 09/04/2013).

l'accès au réseau qu'à une élite minoritaire. En Chine, la politique actuelle de « massification »¹⁶⁶ du réseau par des internautes issus de toutes les catégories sociales sert le gouvernement en ceci qu'elle permet d'accélérer la modernisation du pays, promise au peuple depuis les années 1980 par Deng Xiaoping et ses successeurs. On peut se demander si les dirigeants n'y voient pas aussi une occasion de surveiller d'autant mieux les populations (et les autorités locales) situées aux confins du territoire et difficilement accessibles.

A.3. L'internet comme outil de rationalisation étatique

A.3.1. Gestion et anticipation des potentialités de la société numérique ou l'identification des polarités

La question de la gestion de l'évolution de la société internaute peut s'interpréter au regard des actions du China Internet Network Information Center (CNNIC)¹⁶⁷, qui répond à cette logique d'identification sociologique des polarités. Fondée en tant qu'organisation « non gouvernementale » [sic] sous l'égide du MII, le CNICC est géré administrativement par l'Académie des Sciences de Chine (ACS)¹⁶⁸. Il est composé d'experts, de sociologues et de représentants commerciaux qui supervisent et évaluent l'internet en Chine. Le CNICC donne les noms de domaine (sites web) finissant en « .cn » ainsi que les connexions internet aux utilisateurs (adresses IP). Il est surtout en charge d'évaluer l'usage et le profil sociologique des utilisateurs personnels et professionnels du réseau, grâce à la base de données nationale dont il est responsable. En somme, il répond au besoin croissant d'établissement de structures de

¹⁶⁵ Le régime cubain fait de même puisqu'il continue à maintenir la majorité des citoyens hors de portée du réseau mondial : la vente de matériel informatique est strictement réglementée, l'accès à l'internet est contrôlé et réservé à une élite. L'usage de la messagerie électronique est également surveillé de près. Shanthi Kalathil, Taylor C. Boas, op.cit p.55.

¹⁶⁶ Voir Charlotte Xiaotao, « Approche géopolitique de l'Internet en Chine », *Géostratégiques* n°33, 4^{ème} trimestre 2011, p.30, http://www.strategicsinternational.com/33_13.pdf, (consulté le 09/04/2013).

¹⁶⁷ *Zhongguo hulian wangluo xinxi zhongxin* 中国互联网络信息中心, Centre d'information du réseau internet de Chine, accessible sur : www.cnnic.cn.

¹⁶⁸ <http://www.cnnic.net.cn/en/index/0Q/index.htm>, (consulté février 2012).

recherches organisées par le pouvoir pour produire de la statistique documentaire destinée, non pas seulement à produire une connaissance rationnelle de l'état de l'internet en Chine, mais de comprendre les comportements individuels et prévoir les tendances sociologiques des NTIC à venir, en les corrélant à des données objectives¹⁶⁹. En privilégiant un secteur plutôt qu'un autre (comme le désenclavement numérique des régions rurales), ou en régulant par le droit une tendance qui pourrait lui nuire à court ou moyen terme (tentatives répétées d'obliger les micro-blogueurs à s'enregistrer sous leur véritable identité¹⁷⁰), le Parti-Etat tente de contrôler – ou tout du moins d'encadrer au maximum- l'avenir des technologies de l'information et de la communication en l'accompagnant au plus près. De même, en analysant les profils des utilisateurs, leurs usages du web et leurs attentes par exemple, le régime est en mesure, par les enquêtes statistiques qu'il réalise par le CNNIC ou l'ACS, d'anticiper les besoins futurs des utilisateurs en orientant les nouvelles tendances technologiques à venir : prévoir l'engouement pour les réseaux sociaux afin d'anticiper la R&D des nouveaux moyens de surveillance et de contrôle de ces nouveaux sites (renren, QQ, weibo).

Chaque année, le CNNIC publie un rapport sociologique et économique des utilisateurs de l'internet en Chine. La volonté modernisatrice du gouvernement d'équiper le territoire tout entier par une politique de désenclavement des parties les plus reculées du pays et d'élever le niveau d'éducation des masses porterait ainsi ses fruits, à la fois sur le plan politique et social. Selon ces rapports, l'élévation du niveau de vie des Chinois, grâce à l'élargissement de la classe moyenne aux classes intermédiaires basses, contribuerait à modérer les courants d'opinion dans l'espace public et à pacifier les relations entre les classes sociales. Ainsi, cette politique de « massification » laisse à penser que le flot d'utilisateurs d'opinion modérée permettrait au gouvernement de « noyer » la visibilité d'une minorité polémiste ou dissidente potentielle, grâce à l'accroissement exponentiel du nombre d'internautes. Hu Jintao, avec les théories de *l'aisance modeste* et de *l'Harmonie*, développerait ainsi sur le plan de l'internet, la mue du Parti initiée par les *Trois Représentations*, en voulant incarner non plus seulement l'élite de la nation

¹⁶⁹ Cette hypothèse du rôle du CNNIC peut être confrontée à l'analyse de Lefort sur les enjeux liés à la connaissance de la réalité sociale, op.cit.p.106 : « Dès lors que l'Etat tend à se confondre avec la société, il n'y a plus seulement présomption d'un point de vue de rationalité sur l'ensemble des activités, ce point de vue devient celui du pouvoir qui, par le truchement de ses agents politiques, policiers, planificateurs, possède la connaissance entière de la réalité sociale. (...) Ainsi se développe une intense activité destinée à rendre manifeste les objectifs et les résultats de l'entreprise socialiste. »

¹⁷⁰ Qian Wuping, Shen Ying, « Internaute, vos papiers! », *Nanfang zhoumo* (南方周末), 15/03/2012, <http://www.courrierinternational.com/article/2012/03/15/internautes-vos-papiers>, (consulté le 23/09/2013).

(initialement utilisatrice du réseau), mais aussi la classe moyenne élargie, moteur économique et social du pays.

A.3.2. De la « technologie gouvernementale »¹⁷¹

L'internet apparaît pour le gouvernement chinois comme un auxiliaire technique adéquat à résoudre des défis posés par la « gouvernementalité » au sens de Foucault¹⁷². Par sa capacité à optimiser l'utilisation des statistiques dans le cadre de la planification, l'internet apparaît comme un appui utile à la rationalisation de l'action publique.

Comme déjà évoqué avec le Projet « Bouclier d'Or », qui consiste à centraliser des données numériques pour un meilleur contrôle de la population (par le traçage électronique), le gouvernement a mis en place depuis les années 1990 quatorze « Projets en Or » (*Jin hua* 金划¹⁷³) analogues, répartis dans les domaines sociaux, économiques et politiques du pays. Ces programmes sont présentés par le gouvernement non comme une volonté d'omnicontrôle à l'ère numérique, mais comme un effort de « transparence politique », permettant de supprimer les dysfonctionnements des pratiques sociales ou locales contraires à l'intérêt général. La lutte contre la corruption est en effet un leitmotiv très populaire dans les discours des dirigeants chinois¹⁷⁴, mais apparaît surtout comme une nécessité pour la pérennisation du Parti au pouvoir qui se voit régulièrement menacer par l'ampleur de la corruption ambiante¹⁷⁵.

¹⁷¹ En référence à Michel Foucault, « L'éthique de soi comme pratique de liberté », *Dits et écrits*, T. IV, pp. 728-729.

¹⁷² Voir Pierre Lascoumes, « La Gouvernamentalité : de la critique de l'État aux technologies du pouvoir », *Le Portique*, 13-14 | 2004, <http://leportique.revues.org/index625.html>, (consulté le 17 avril 2013).

¹⁷³ Pour une description détaillée des Projets en Or, voir annexe n°8 : « Les Projets en Or : le numérique au service de la Chine » ; ainsi que Zixue Tai, *The Internet in China – Cyberspace and civil society*, New York, Routledge, 2006, p.126.

¹⁷⁴ La corruption est un fléau qui sévit en Chine dès les époques impériales. Le remplacement du système politique impérial par le communisme n'a pas endigué le problème. De Mao avec la campagne des « cinq anti » (qui consistait à combattre la corruption, la fraude et l'évasion fiscale, ou le détournement des biens publics) jusqu'au président Xi Jinping (习近平) dans son discours d'intronisation en novembre 2012, tous les dirigeants ont pris conscience de la menace que faisait planer sur eux l'ampleur du phénomène ; l'ex-président Hu Jintao résumant ainsi la situation : « Notre Parti affiche depuis toujours une persévérance dans la lutte anti-corruption et la préservation de l'intégrité, qui font partie des questions politiques d'importance majeure auxquelles les masses

Afin d'illustrer l'intérêt de tels programmes sur le plan politique et économique, je vais à présent évoquer en détail certains *Projets en Or*, dont le reste est consultable en annexe¹⁷⁶ : le « Pont en Or », annoncé en mars 1993, vise par exemple à intégrer tous les systèmes d'informations numériques (transferts électroniques de données, tels qu'emails, services en ligne, bases de données ou systèmes d'applications) à travers le pays via les satellites et la fibre optique. Les principaux acteurs de ce projet sont le Ministère des Industries de l'Information (MII, *Zhonghua renmin gongheguo xinxi chanye bu* 中华人民共和国信息产业部.), le Centre National de l'Information (*guojia xiaoxi zhongxin* 国家消息中心¹⁷⁷) et la Ji Tong Communications Co Ltd¹⁷⁸ ainsi que de nombreux partenaires étrangers des NTIC (dont Cisco, IBM, Bell et Intel). Une fois encore, la centralisation s'effectue non seulement sur l'ensemble des données mais aussi par une coopération des acteurs nécessaire à la mise en place du contrôle étatique de l'information. Ainsi, les programmes « Information en Or » (immense base de données en réseau collectant les statistiques des différents organes de tous les secteurs) mais surtout « Mer en Or » (*Jin Hai* 金海) démontrent l'importance d'une telle symbiose¹⁷⁹. Ce dernier connecte en effet les instances dirigeantes aux bases de données de toutes les institutions du Comité Central du Parti.

Sur le plan économique, la centralisation des données consiste à prélever les recettes fiscales et rationaliser les dépenses publiques, tout en institutionnalisant les pratiques informelles (*guanxi*, tontines, shadow banking). Ce travail de recoupement et d'analyse des informations issues des différents organismes publics est effectué grâce au maillage informatique des données en ligne. Le projet le plus important dans la concrétisation des réformes économiques sur le terrain

populaires prêtent une grande attention. A défaut d'un règlement correct de cette question, Le Parti risquerait d'essuyer un coup fatal, voire d'aller vers sa propre perte avec l'Etat qu'il dirige : Rapport d'activité présenté par Hu Jintao le 08/11/2012 au 18ème Congrès national du PCC, p.13, http://fr.cntv.cn/20121119/107043_12.shtml, (consulté le 10/12/2012).

¹⁷⁵ Voir à ce propos I/A.3. Internet comme outil de rationalisation étatique.

¹⁷⁶ Annexe n°8 : « Les Projets en Or : le numérique au service de la Chine ».

¹⁷⁷ Site web du Centre National de l'Information : <http://www.sic.gov.cn/web/index.asp>, (consulté le 16/04/2013).

¹⁷⁸ Ji Tong Communications Co Ltd est un consortium de 26 sociétés actionnaires sous la houlette du Ministère de l'Industrie Electronique : « Ji Tong Communications Co Ltd », *Telecom Info Tech Forum*, 1996, <http://www.docstoc.com/docs/33374167/Ji-Tong-Communications-Co-Ltd>, (consulté le 16/04/2013).

¹⁷⁹ Les principaux instigateurs du programme sont la Banque populaire de Chine (*zhongguo renmin yinhang* 中国人民银行), et le Centre National de l'Information (*guojia xiaoxi zhongxin* 国家消息中心) et le Bureau National des Statistiques (*Guojia tongji ju* 国家统计局).

s'appelle le Projet « Macro en or » (*Jin Hong* 金宏), mis en place par le Ministère des Finances, le Centre National de l'Information (*guojia xiaoxi zhongxin* 国家信息中心) et la Banque d'Import-export de Chine (*Zhongguo Jinchukou Yinhang* 中国进出口银行¹⁸⁰). Ce programme consiste à développer un support technologique à la gestion macro-économique de l'Etat, en créant une base de données en réseau qui regroupe des informations sur les échanges commerciaux, le transport, la production industrielle, les ressources énergétiques, les investissements, les prix et les taxes. Le projet connexe « Taxe en Or » (*Jin shui* 金税) se sert de l'informatisation du système pour le recouvrement de l'impôt à l'échelle nationale - le traitement informatique devant permettre d'optimiser l'efficacité du recensement des contribuables. A l'extérieur des frontières, l'Etat n'est pas en reste puisque le projet « Douanes en Or » (*Jin Guan* 金关) permet de connecter le Ministère du Commerce Extérieur au Bureau des Douanes ainsi que les entreprises d'import/export aux banques. Ce programme consiste à automatiser les contrôles et les taxations douanières afin d'éliminer les transactions en espèces du commerce international et limiter la corruption des fonctionnaires ainsi que la fraude des entreprises. A ce titre, le projet « Entreprise en ligne » vise à encourager leur « transparence » par l'utilisation systématique de l'internet. En interconnectant les grandes et moyennes entreprises, il entend leur donner plus de visibilité commerciale en élargissant leurs cercles d'affaires, mais permettrait aussi d'optimiser les mesures de contrôle des instances gouvernementales sur leurs opérations (et éviter les pratiques coutumières de corruption ou de transactions non déclarées). Enfin le Projet « Carte en Or » (*Jin Ka* 金卡), lancé dès 1995 à l'initiative du Président Jiang Zemin, a pour objectif la création d'un système bancaire et de crédit à l'échelle nationale. Son but est également d'utiliser les réseaux de télécommunications afin de remplacer les transactions en espèces pour l'épargne, les retraits et les paiements (l'usage traditionnel des tontines étant encore largement employé par les Chinois, en Chine comme en outre-mer¹⁸¹). Selon le Conseil des Affaires de l'Etat, la diffusion du programme « Carte en Or » aurait d'ores et déjà permis de dynamiser les flux de capitaux, prévenir la criminalité économique tout en perfectionnant le

¹⁸⁰ Plus connue sous le nom d'Eximbank.

¹⁸¹ Voir à ce propos Thierry Pairault, *Pratiques populaires et microfinancières chinoises*, Paris, EACS/AUF, 2009, 114 pages, qui présente le phénomène tontinier et les tentatives de l'institutionnalisation de la micro-finance par le gouvernement.

contrôle macro-économique, et ainsi contribuer au développement économique et social du pays.¹⁸²

Il est donc clair que la mise en place technique de l'internet dans le pays grâce au recours des entreprises étrangères et le développement fulgurant de la Chine dans le secteur des NTIC¹⁸³ ont reposé sur une conjonction de programmes de grande envergure tant politiques qu'économiques (Projets en Or). Cette nouvelle « technologie gouvernementale » repose sur une politique volontariste répondant au besoin toujours plus pressant de légitimité du PCC - le contrat social liant les dirigeants à la population demeurant pour une majeure partie celui du développement économique, mais aussi celui de la modernisation du pays.

La « technologie gouvernementale » ne suffisant pas à stabiliser une opinion publique de plus en plus présente, celle-ci est soutenue par des moyens de contrôle coercitifs colossaux déployés par les autorités et dont je vais faire à présent l'étude. Il sera question de voir s'ils permettent de restreindre, dans une certaine mesure, une voix dissidente minime mais qui pourrait potentiellement influencer ou faire basculer l'opinion publique si elle n'est pas aussitôt stoppée dès ses balbutiements.

¹⁸² *La gouvernance en Chine* : OCDE, 2006, pp.168-172.

¹⁸³ 40 000 internautes en 1996, 384 millions en 2010.

I.B/ MAILLAGE DU RESEAU SUR LE TERRITOIRE : QUAND LA TOILE SE RESSERRE...

L'étude du maillage du réseau virtuel permettra de saisir concrètement comment le contrôle des internautes est mis en place sur le territoire et d'en mesurer l'étendue. Il s'agira tout d'abord de présenter les acteurs de la surveillance et de la censure, institutionnels ou non, et d'en dévoiler leurs méthodes. Cette présentation exhaustive permettra de montrer en quoi le cadre foucauldien de la surveillance panoptique dont les internautes font l'objet, montre une certaine efficacité à contenir les actions illicites des internautes, des sites protestataires ou des médias par exemple. Il sera également intéressant de remarquer l'évolution, dans sa forme seulement, que revêt la surveillance à l'ère post-totalitaire du régime : sous-traitance, ludicisation et mercantilisation de la dénonciation... sans compter le recours officieux au piratage et aux pressions informelles des structures officielles.

Car, contrairement à un pays tel que la France où le pouvoir juridique est théoriquement indépendant de l'exécutif, en Chine le pouvoir n'est pas limité par le droit ; il le sert en tant qu'outil de gestion de la population. Le gouvernement essaie de quadriller par des arsenaux coercitifs l'usage de l'internet d'amont en aval : légalement par la création d'un appareil législatif visant à légitimer la surveillance des internautes ; par l'exécutif en multipliant les acteurs, institutionnels ou non, du contrôle de l'espace public (cyberpolice, agents de la censure, pirates, mais aussi internautes) et enfin par l'appareil judiciaire, dont les sanctions s'appliquent différemment selon le contexte ou l'importance - médiatique ou politique - des contrevenants. Il s'agit ici de comprendre l'efficacité, mais aussi les limites du contrôle mis en place par le gouvernement qui se donne tous les moyens disponibles pour atteindre ses ambitions « orwelliennes ».

B.1. Les outils techniques « made in China » : la surveillance au service de la censure

Parallèlement au travail d'encadrement législatif et de propagande, la surveillance et la censure sont devenues, dès le début de l'internet, les composantes essentielles du contrôle de la toile - condition sine qua non à son introduction dans le pays. Ce contrôle de l'espace public s'effectue, pour l'essentiel, par une surveillance permanente du réseau par des robots (logiciels), scanners du net. Ces derniers identifient certains mots ou expressions tabous sélectionnés préalablement par les personnels de surveillance officielle, ils sont sans cesse remis à jour selon un certain nombre de critères tant sémantiques que sociologiques. Le processus de contrôle consiste ensuite à censurer l'information proprement dite, manuellement ou automatiquement, aux différents niveaux du réseau.

Un premier niveau de blocage et de filtrage est effectué en amont à partir de logiciels placés au niveau des dorsales internet¹⁸⁴ et des Fournisseurs d'accès internet (FAI). Ce que les médias qualifient de « Grande muraille électronique de Chine » n'est autre qu'un grand pare-feu, sorte de filtre géant de l'internet composé de routeurs internes et externes ainsi que de DNS indépendants. Le filtrage est principalement basé sur l'adresse IP, les mots-clés trouvés dans l'URL ou contenus dans le code HTML, qui sont ensuite redirigés par les serveurs DNS vers d'autres sites web. Le filtrage basé sur l'adresse IP consiste en la tenue d'une liste noire d'adresses IP mise à la disposition des FAI ; celui basé sur la redirection par les DNS consiste à rediriger une requête vers un autre site web agréé par les autorités. Enfin, le filtrage basé sur des mots-clés dans l'URL permet de fermer l'accès à un site web dont l'adresse URL contient un mot-clé interdit. La plupart du temps, l'internaute reçoit un message d'erreur (le fameux « 404 Error »). Ce genre de liste noire des sites web et mots-clés interdits est très régulièrement mis à jour, comme on peut le voir en annexe n°12¹⁸⁵. Du fait de la décentralisation de la responsabilité pénale des acteurs du net concernant la diffusion d'informations (FAI, fournisseurs de contenu, moteurs de recherche, administrateurs de forum, sites d'hébergement de blogs etc.)¹⁸⁶, ceux-ci

¹⁸⁴ Voir annexe n°7 : « Les dorsales internet chinoises de 2007 à 2013 : réseaux d'entreprises étatiques pour la réalisation du 'Grand pare-feu de Chine' »

¹⁸⁵ Voir « Découverte de la liste noire de Tom-Skype » en étude de cas en annexe n°12.

¹⁸⁶ En mars 2002, la Société Internet de Chine publie un code de bonne conduite pour les entreprises dédiées au secteur de l'internet en Chine. Les signataires de « l'Engagement public d'autodiscipline » doivent s'engager à « ne

créent eux-aussi leur propre liste noire afin de ne pas s'exposer à une fermeture ou à des amendes intempestives. En août 2004, un pirate informatique chinois a découvert l'une d'elles, qui comptait pas moins de 987 termes sensibles, en anglais et en chinois, sur le serveur de messagerie instantanée Tencent QQ (la plus célèbre en Chine)¹⁸⁷. A la lecture des extraits de cette liste de mots-clés que j'ai contextualisée en annexe n°12, il apparaît que les termes censurés concernent les individus ou les organisations dissidentes (Liu Xiaobo / Falun Gong), les mouvements de protestation ou à vocation démocratiques (1989, révolution du jasmin, révolution des pivoines), les drames mettant en porte-à-faux les autorités (accident de ferrari d'un fils d'un haut membre du Parti, collusion de deux trains ayant fait 40 morts en 2011), les médias étrangers (BBC), et les jeux de mots destinés à critiquer les dirigeants (comme au sujet de Wen Jiabao (温家宝), le caractère *wēn* (温, doux) ayant été remplacé par un autre *wēn* 瘟 signifiant « peste »).

Ces blocages sont intermittents, voire permanents pour les sites dissidents, mais semblent plus fréquents et étendus à plus de sites (ou à plus de termes¹⁸⁸) à certaines époques jugées particulièrement sensibles du point de vue de la sécurité nationale : anniversaire de la répression du mouvement en faveur de la démocratie de 1989, réunion annuelle de l'Assemblée populaire nationale ou visites de chefs d'État étrangers. Ainsi, à l'approche du 60e anniversaire de la République populaire de Chine, le gouvernement a recommandé aux FAI d'installer deux logiciels supplémentaires de contrôle de la sécurité : le *Landun* (蓝盾) et le *Huadun* (华盾) (le « bouclier bleu » et le « bouclier de Chine ») qui permettent de bloquer les contenus pornographiques - par ailleurs déjà bloqués - afin de « créer un environnement en ligne favorable ». Cette initiative est passée plus inaperçue que celle du *Barrage vert d'escorte pour la*

pas produire, publier ou diffuser des informations pernicieuses, susceptibles de mettre en péril la sécurité de l'État, de perturber la stabilité sociale, d'enfreindre la législation et de répandre la superstition et l'obscénité ». Eric Sautédé, « Une révolution sans illusion - Internet et liberté d'expression en Chine », *La Vie des Idées*, n°mai/juin 2007, p.102.

¹⁸⁷ Voir « Découverte de la liste noire de Tom-Skype » en étude de cas en annexe n°12. Cette liste a ensuite été publiée par Xiao Qiang, directeur du China Internet Project de l'Université de Berkeley sur le site web China Digital Times (www.chinadigitaltimes.net). Une deuxième liste provenant d'un site d'hébergement de blogs fut publiée le 18 février 2006 par le Washington Post.

¹⁸⁸ Voir, en annexe n°12, le nombre de termes ayant trait à l'accident de Ferrari ayant impliqué le fils d'un haut membre du PCC (Ling Jihua) en mars 2012. Les variantes saisies sont multiples et attestent des nombreuses tentatives de Tom-Skype pour déjouer le contournement de la censure par les internautes.

jeunesse qui avait fait polémique en Chine et à l'étranger (cf. annexe n°20). Le logiciel *Landun* consiste à imposer un filtre en amont aux FAI ; conséquence immédiate de cette mesure prise en septembre 2009 – soit avant la date du 60e anniversaire de la RPC - nombre de proxys et de VPN utilisés par les internautes pour contourner la censure sont devenus inopérants. Avec le logiciel *Huadun*, non seulement les sites web ont été bloqués, mais les identifiants et mots de passe des utilisateurs, leurs historiques de conversation sur messagerie instantanée, ont été effacés. Les internautes les plus expérimentés ont trouvé des parades, mais beaucoup d'utilisateurs se sont découragés et se sont vus forcés d'émigrer vers d'autres sites « autorisés ». Toujours à l'approche du 1^{er} octobre par exemple, trois sites mongols basés en Chine ont été bloqués : la Mongol Ger Association (<http://www.mongolger.net/>), Mongol People Chat Room (MGLhun, hébergé sur le portail chinois <http://www.sina.com.cn/>) et Mongolian People (<http://www.mongolhun.com/>). Le site Mongol Ger Association était devenu très actif dans la promotion de la langue mongole, évoquant des sujets sensibles tels que les détentions arbitraires et le droit d'accéder à la terre pour les Mongols ; le propriétaire du site, Sodmongol, a ensuite été emprisonné pour ses activités illicites le 13 juin 2009. Mongol People Chat Room a quant à lui été fermé sans avertissement préalable. Il traitait aussi bien de politique, de culture, d'environnement et organisait des événements sur les droits des Mongols en Chine. Enfin, le site Mongolian People offrait des services aux Mongols de Chine, mettant en relation les gens et organisant des actions de charité. Selon les autorités, ces sites conspiraient avec des forces étrangères hostiles et séparatistes. Ces mêmes motifs ont été invoqués pour censurer des dizaines de sites et forums tibétains.¹⁸⁹ Ainsi, outre la censure technique censée supprimer l'information gênante pour le gouvernement, les outils de surveillance de l'internet permettent également d'identifier les cyberdissidents et les incriminer pénalement.

A partir de ce constat, l'OpenNet Initiative (ONI)¹⁹⁰ a mené une étude en 2008 effectuée à partir de la Chine mais aussi à l'extérieur des frontières, destinée à mesurer la nature ainsi que l'étendue du système de contrôle et de censure sur le web chinois. Concernant la surveillance des emails, le gouvernement n'effectuerait pas leur filtrage au niveau de ses dorsales internet

¹⁸⁹ « Censures et bavures à la veille du 1^{er} Octobre », *tibet.fr* (site national de l'association France-Tibet), 01/10/2009, <http://www.tibet.fr/site/index.php?itemid=8044>, (consulté le 10/10/2013).

¹⁹⁰ L'ONI est une initiative de Citizen Lab (Laboratoire citoyen) de l'Université de Toronto, de l'Université de Cambridge, d'Harvard et d'Oxford, auxquels se sont associées des ONG du monde entier. Le projet de l'ONI est d'établir empiriquement un fichier de données comprenant des exemples de filtrage et de surveillance du contenu de l'internet à l'échelle mondiale.

mais en confierait la tâche aux fournisseurs de services de messagerie (e-mail). En ce qui concerne le filtrage des blogs, non encore optimal, le mécanisme de filtrage chinois était à l'époque spécialement conçu pour cibler la fonction « cache » des moteurs de recherche. Parallèlement et toujours selon l'ONI, le gouvernement utiliserait toujours des moyens détournés pour filtrer et bloquer les informations jugées indésirables via l'illusion d'une panne technique, d'une erreur réseau, d'un temps long pour le chargement d'une page (« Error 404 »). Le blocage des sites, des blogs ou des emails semblerait s'effectuer avec plus ou moins de finesse selon la nature de leur contenu ainsi que la technicité requise pour pouvoir les surveiller. Sur les plateformes de blogs, si l'internaute voulait saisir dans la barre de recherches « Hu Jintao », il obtenait selon l'ONI la réponse suivante : « *Les résultats de votre recherche peuvent contenir des informations contrevenant à la législation et ne peuvent pas être affichés* », alors que le terme donnait un nombre de réponses foisonnantes s'il était demandé sur un moteur de recherches d'informations générales. De même, le site de blogueurs chinois Chinagfw¹⁹¹ a effectué des tests avec les noms des plus hauts dirigeants politiques en septembre 2009 (cf. annexe n°11). La réponse obtenue pour chacun était : « *Les résultats de votre recherche peuvent concerner du contenu non autorisé par la politique, les lois et règlements, il est impossible de les afficher* »¹⁹². L'évaluation du risque subversif par les censeurs consisterait ici, selon toute hypothèse, à penser que les auteurs de propos tendancieux ou interdits seraient plus enclins à être diffusés sur un blog que sur un site d'informations. Concernant les personnalités dissidentes, la réponse était plus tranchée, comme on peut le voir sur la capture d'écran disponible en annexe n°12 : à la requête « Liu Xiaobo », célèbre dissident chinois condamné à 11 ans de prison, le moteur de recherche répondait : « *Recherche interdite* ». Mais si l'item « 11 ans » était tenté, le système répondait de façon plus nuancée: « *Désolé, cette page n'est pas accessible pour le moment en raison de la législation et des directives politiques* ».¹⁹³

¹⁹¹ « Hu Jintao, Wu Bangguo, Wen Jiabao Jia Qinglin deng zhengzhiju weiyuan bei guge boge sousuo pingbi » (胡锦涛、吴邦国、温家宝、贾庆林等政治局委员被谷歌博客搜索屏蔽, Hu Jintao, Wu Bangguo, Wen Jiabao, Jia Qinglin et les autres membres du Politburo sont bloqués par le moteur de recherches de blogs Google), www.chinagfw.org/2009/09/blog-post_5388.html?m=1, (consulté le 14/11/2013).

¹⁹² « *sousuo jieguo keneng sheji bu fuhe xiangguan falü faqui he zhengci de neirong, wufa xianshi* » (搜索结果可能涉及不符合相关法律法规和政策的内容, 无法显示)

¹⁹³ Philippe Cohen, « Liu Xiaobo ou la nouvelle insolence diplomatique chinoise », *marianne2.fr*, 27/12/2009, <http://www.marianne2.fr/Liu-Xiaobo-ou-la-nouvelle-insolence-diplomatique->, (consulté le 01/05/2013).

Les effets pervers de cette tendance massive au blocage automatisé ont par ailleurs été décrits lors d'un sondage en ligne mené auprès de 500 entreprises IT chinoises en 2009. Les résultats de l'enquête montraient que la censure robotisée commettait parfois des erreurs de jugement ayant des conséquences parfois désastreuses pour certaines entreprises pourtant respectueuses de la législation : 40% avaient vu leur site fermé sans infraction connue à la loi et 17 % de ces entreprises avaient été obligées de fermer définitivement leur établissement à cause de ces blocages ¹⁹⁴. Selon les mêmes sources, le préjudice économique pour l'Industrie des Technologies (IT) serait tel qu'un entrepreneur pékinois du secteur, témoignant sous couvert de l'anonymat et gérant un site attirant plus de 30 millions de visiteurs par jour, se serait vu contraint de relocaliser son site sur les serveurs d'un hébergeur d'une autre province, moins stricte du point de vue de la censure qu'à Pékin.

De façon extrême et pour démontrer l'instrumentalisation du droit par le régime, le Xinjiang s'est vu coupé techniquement de l'internet pendant 10 mois après des émeutes survenues entre populations Hans et Ouïghours dans la région et ayant causé la mort de 197 personnes¹⁹⁵. En effet, un mois après les émeutes, une série d'attaque à la seringue avait provoqué une violente psychose parmi la population, poussant la méfiance entre groupes ethniques à leur paroxysme. L'organisation RSF a mené une enquête réalisée en octobre 2009 qui repose sur l'examen d'une centaine de sites web, portails, forums, blogs et autres plateformes ouïghoures. Plusieurs facteurs ont été pris en compte au cours de cette enquête, comme le pays dans lequel le site web était basé, le type de site (forum, blog, etc.), le type de contenu offert par le site (informations, politique, culture, sport, etc.), la langue et les problèmes rencontrés lors de la visite du site (changement d'adresse, délai d'ouverture du site trop long, message d'erreur, etc.). Plus de 85% des sites étaient rendus inaccessibles, parmi les très populaires : <http://www.diyarim.com>, <http://www.xabnam.com> ou <http://www.ulinux.com>, site enregistré au nom de l'université du Xinjiang et faisant office de portail web. Plus de la moitié des sites visités, comme <http://www.uzmakan.com> ou <http://www.uzonline.net>, dont l'adresse fait explicitement référence à la communauté ouïghoure, étaient inaccessibles en raison de délais de connexions dépassés. D'autres sites affichaient des messages d'erreur temporaires depuis plusieurs mois,

¹⁹⁴ Nicolas Sridi « Meilleurs vœux 2010 de la censure chinoise », *pro.01net.com*, 11/01/2010, <http://pro.01net.com/editorial/510909/meilleurs-voeux-2010-de-la-censure-chinoise/>, 11/01/10, (consulté le 02/05/2013).

¹⁹⁵ « Etude sur le blocage des sites Internet ouïghours : le Xinjiang toujours coupé du monde », *RSF*, 29/10/2009, <http://fr.rsf.org/chine-etude-sur-le-blocage-des-sites-29-10-2009,34858>, (consulté le 11/11/2013).

masquant leur fermeture définitive. Les rares sites accessibles, à l'instar de <http://www.uighurbiz.net>, étaient basés à l'étranger, souvent aux Etats-Unis où la diaspora ouïghoure est importante, ou bien en Chine ; mais dans ce cas, leur contenu n'est pas politique et ne traite pas d'informations sensibles (par exemple : <http://www.qutyar.blogbus.com>). Certains sites sont par ailleurs victimes de censures ciblées. Durant l'enquête, la rubrique d'informations du site <http://www.gazina.com> était inaccessible alors que les rubriques de musique et de cinéma fonctionnaient. Les sites <http://www.akburkut.com>, <http://www.bbs.tahdir.com>, <http://www.uyghurum.net> ou <http://karamet.5d6d.com/> ne permettaient pas par exemple de s'enregistrer pour poster des messages.

Fin décembre 2009, les autorités relâchaient peu à peu l'état en rétablissant partiellement l'accès à l'internet : les usagers pouvaient se connecter aux sites d'information officielle de l'agence Xinhua et du Quotidien du Peuple¹⁹⁶. Le 12 janvier 2010, les pages de grands sites web réapparaissaient mais sous une forme quelque peu différente, elles semblaient avoir été « retravaillées » à destination du lectorat du Xinjiang : pas de publicité ou de bannière clignotante ; comme si les sites (tels que Sina ou Sohu) proposaient seulement des versions simplifiées du contenu informationnel accessible dans d'autres régions. En outre, ils n'autorisaient plus l'accès aux e-mails, aux forums ou aux blogs¹⁹⁷. Pékin déclarait à l'époque avoir suspendu la communication (l'internet, les communications téléphoniques internationales ainsi que les textos et messageries vocales) afin d'empêcher les troubles de s'étendre, accusant les « séparatistes » ouïghours, dont l'exilée leader du Congrès Mondial Ouïghour Rebiya Kadeer, de les avoir orchestrés via l'internet et la téléphonie mobile.

¹⁹⁶ « Le Xinjiang interdit toutes revendications séparatistes sur le Web », *Radio 86*, 23/09/2010, <http://www.radio86.fr/la-chine-en-profondeur/lactu-du-jour/9397/le-xinjiang-interdit-toutes-revendications-separatistes-sur-le-web>, (consulté le 11/11/2013).

¹⁹⁷ Cui Jia, « Retour de l'Internet dans le Xinjiang », *China Daily*, 12/01/2010, http://www.chinadaily.com.cn/fr/selection/2010-01/12/content_9309201.htm, consulté le 11/11/2013).

B.2. Acteurs du contrôle au service de la répression

B.2.1. Structures de gestion de l'internet chinois : entre manœuvres formelles et informelles

La gestion de l'internet en Chine est confrontée, depuis son introduction en 1994, aux mêmes dysfonctionnements que ceux de l'administration chinoise¹⁹⁸. Comme le souligne Mireille Delmas-Marty, la Chine, bien qu'elle soit un État unitaire et non fédéral, « *est soumise à un enchevêtrement d'autorités législatives et administratives, à l'échelle nationale et locale, qui semble avoir été renforcé par la décentralisation des pouvoirs en 1979 et le 'protectionnisme local' qui en résulte* »¹⁹⁹. A partir de l'analyse de Lefort, cette superposition des organes de régulation et de contrôle aurait une utilité certaine pour le Parti-Etat, permettant de garder une opacité et une multiplicité des acteurs à toutes fins utiles:

*« L'entreprise totalitaire ne peut se développer qu'en s'acharnant à détruire toute garantie de compétence, dans l'espace même de la bureaucratie, qu'en emmêlant l'écheveau des responsabilités, en maintenant dans les ténèbres le foyer du pouvoir omniscient »*²⁰⁰.

Après la fusion en mars 1998 du Ministère des Industries de l'Électronique et du Ministère de la Poste et des Télécommunications, un nouveau Ministère appelé Ministère de l'Industrie de l'Information (MII), a été créé. Il est chargé de réguler le développement des industries des télécommunications et des technologies de l'information, de planifier la construction et la gestion des réseaux nationaux et de définir les normes applicables aux réseaux de communication. Malgré la supériorité décisionnelle de ce dernier, on constate, grâce au tableau en annexe n°22, pas moins d'une vingtaine d'instances gouvernementales se partageant parallèlement ces prérogatives ; à ces instances nationales s'ajoutent celles des provinces et des municipalités locales. Plusieurs de ces structures gouvernementales ont en charge la gestion des flux d'informations, non sans parfois une certaine cacophonie. Les deux principales agences de censure chargées du contrôle de l'information et de l'espace public virtuel sont l'Administration

¹⁹⁸ Comme en témoigne le tableau en annexe n°23: « Instances gouvernementales en charge de l'internet ».

¹⁹⁹ Mireille Delmas-Marty et Pierre-Étienne Will, *La Chine et la démocratie*, Paris, Fayard, 2007, p.551.

²⁰⁰ Claude Lefort, op.cit.p.107.

Générale de la Presse et des Publications (GAPP²⁰¹) et l'Administration d'Etat de la Radio, Film, et de la télévision (SARFT²⁰²) appelées sous la dénomination commune en chinois *Guojia xinwen chuban guangdian zongju* (国家新闻出版广电总局). La GAPP accorde les licences aux éditeurs de publications en ligne et a le pouvoir de fournir ou de retirer les licences des entreprises IT. La SARFT a quant à elle des pouvoirs similaires sur la radio, la télévision et l'internet. Ces deux instances gouvernementales opèrent toutes deux sous l'égide du Département de la Propagande du PCC. C'est donc le Parti qui donne la liste et l'agenda des sujets délicats à éviter tels que les mouvements sociaux, Taiwan ou le Tibet²⁰³. Lors des évènements de Lhassa en mars 2008, la censure s'était particulièrement durcie : la SARFT avait par exemple fermé 25 forums sur lesquels il était possible de diffuser des vidéos en qualifiant ces sites « *d'obscènes* », de « *violents* » ou « *portant atteinte à la sécurité nationale ou à l'intérêt national* »²⁰⁴ ; 32 autres sites, dont des BBS, auraient également reçu des avertissements²⁰⁵.

A l'heure actuelle, le défi pour le pouvoir central consiste encore à pallier ces lourdeurs administratives et le manque de communication entre les différents acteurs afin de coordonner et de rationaliser le travail et l'efficacité de chacun. Ces problèmes de coordination sont particulièrement gênants lorsque survient un évènement d'une ampleur imprévue par les autorités. Comme évoqué précédemment, les séismes du Sichuan en 2008 avaient laissé s'ouvrir

²⁰¹ General Administration of Press and Publication (Administration Générale de la Presse et des Publications de la République populaire de Chine, *Zhonghua renmin gongheguo xinwen chuban zongshu* 中华人民共和国新闻出版总署). Leur site est accessible sur www.gapp.gov.cn

²⁰² State Administration of Radio, Film and Television (Administration d'Etat de la radio, des Films et de la Télévision, *Guojia guangbo dianying dianshi zongju* 国家广播电影电视总局). Leur site est accessible sur www.sarft.gov.cn

²⁰³ Carin Zisis et Preeti Bhattacharji, « Media Censorship in China », *Council of Foreign Relations*, mars 2008, www.cfr.org/publication/11515/media_censorship_in_china.html, (consulté le 15/10/2013).

²⁰⁴ Mettant en œuvre la première application de la loi adoptée par le gouvernement le 31 janvier 2008 concernant la régulation des fichiers audio et vidéo.

²⁰⁵ Liste des sites contenant les forums qui ont été fermés par la SARFT le 20 mars 2008 : 1. www.mober.cn 2. www.15150.com 3. www.xunleicn.com 4. www.kissdy.com 5. bbs.katinuo.com 6. www.xp90.com 7. myt66.com 8. www.mmnv.cn 9. www.518e.cn 10. www.wingle.cn 11. bbs.duoluojie.com 12. www.fh911.cn 13. www.7xunlei.com 14. www.btttt.com 15. www.mobido.com.cn 16. www.mygmd.com 17. www.rongqiao.net 18. www.skybbs.com 19. bbs.52joy.com 20. www.skyoto.com 21. greatall.com 22. www.tongtong.net 23. www.cycd.net 24. www.pc9g.net 25. www.mopvod.com.

une brèche dangereuse pour le gouvernement qui a vu, pour un temps seulement, ses instances de contrôle dépassées dans leurs prérogatives après que des polémiques aient commencé à enfler²⁰⁶. Celles-ci ont eu tôt fait de reprendre le contrôle de l'information en interdisant aux journalistes chinois de se rendre dans la région pour évoquer les événements, les obligeant à ne rapporter que les faits évoqués par l'agence de presse officielle Xinhua²⁰⁷.

La pression économique sur les médias en ligne exercée par la concurrence les pousse parfois à s'autoriser quelques écarts au regard de la censure dans leur ligne éditoriale (publication de scandales) afin de susciter l'engouement des lecteurs. Pour contrer cette tendance, les agences de censure tentent de reproduire les méthodes singapouriennes pour décourager les organes de presse ou les maisons d'édition en portant systématiquement plainte pour diffamation. Les contraventions infligées en vertu de la « Emergency Response Law »²⁰⁸ édictée en 2007 interdisent de droit la propagation d'informations non vérifiées concernant les manifestations, les désastres et autres états d'urgence²⁰⁹. Les cas incluent ceux du journaliste ayant critiqué des officiels chinois sur des sites web étrangers jusqu'à l'auteur d'un livre divulguant l'extorsion des paysans par les potentats locaux. Ainsi et sans pour autant fermer systématiquement chaque journal en ligne ou maison d'édition désobéissante (en 2005, un rapport du Quotidien du Peuple fait état de la fermeture de 338 publications l'année précédente pour avoir diffusé des

²⁰⁶ Les nombreuses polémiques à l'égard des autorités locales ne tardèrent pas à surgir dans la webosphère chinoise. Outre le mépris des autorités pour les prévisions des sismologues ayant annoncé la catastrophe, des parents en deuil avaient exigé de savoir pourquoi les bâtiments des écoles où se rendaient leurs enfants avaient pu s'effondrer aussi facilement, alors que d'autres bâtiments officiels avaient résisté.

²⁰⁷ Voir Rapport de la Fédération Internationale des Journalistes (FIJ), *China Clings to Control Press Freedom in 2009*: International Federation of Journalists, 2009, p.17.

²⁰⁸ Les lois et réglementations sont consultable sur le site de l'ANP, www.npc.gov.cn : « Databas of laws and regulations », http://www.npc.gov.cn/englishnpc/Law/2009-02/20/content_1471589.htm, (consulté le 01/01/2014).

²⁰⁹ Les entreprises privées reproduisent ces mécanismes en pénalisant les internautes : un système de points (comme le permis à points en France) a également été mis en place pour limiter l'amplification des polémiques sur le microblogging. Le site Weibo, qui compte 300 millions de comptes de microblogging est, du reste, assez difficile à contrôler puisque les messages sont courts et instantanés et se diffusent à la vitesse des SMS sur le réseau. C'est pourquoi Sina Weibo a décidé de lancer un permis à points censé pénaliser les internautes perturbateurs et récompenser les plus dociles. Vincent Pierrot, « En Chine, la censure sur internet s'intensifie avec un permis à points », *zdnet.fr*, 29/05/2012, www.zdnet.fr/actualites/en-chine-la-censure-sur-internet-s-intensifie-avec-un-permis-a-points-39772189.htm, (consulté le 25/05/2013).

« informations internes »), les agences de censure recourent à ces méthodes « légales » lorsque les scandales ne touchent pas directement le pouvoir central.

En outre, le rôle officiel de ces agences de censure ne consiste pas seulement à faire appliquer la loi en fermant ou en bloquant les sites perturbateurs de l'ordre public, elles ont également recours à des manœuvres d'intimidation et de pression officieuses lorsque l'intérêt de l'Etat ou les recours légaux ne suffisent pas à contrôler l'information véhiculée. Bien qu'une baisse des violences contre les reporters étrangers ait été constatée par la Fédération Internationale des Journalistes, celle-ci relève avoir encore été confrontée à beaucoup d'obstacles en 2009 : actes de violences, destruction du matériel et de l'équipement, impossibilité d'accès aux espaces publics, mise sous surveillance et réprimandes. Les autorités exercent également des pressions sur les journalistes chinois en les menaçant de leur retirer leur accréditation ou encore en intimidant leurs sources et collaborateurs (assistants et chauffeurs)²¹⁰. Lorsque ces méthodes ne suffisent pas, elles exigent tout bonnement le renvoi ou l'emprisonnement des rédacteurs en chef ou des journalistes perturbateurs.²¹¹

B.2.2. Les entreprises privées

Comme nous venons de le voir, les autorités décentralisent et délèguent au maximum le contrôle de la toile à tous les acteurs économiques de la toile, notamment au secteur privé : FAI, sites web, entreprises privées de censure.

La publicité de la société privée de censure Xd-Tech, consultable en annexe n°36²¹², s'enorgueillit d'ailleurs de son efficacité au service de la police: « *Grâce à notre technologie, le travail de dix cyberpoliciers peut être fait par un seul* ». Cette entreprise déclare compter parmi sa clientèle les plus grands organismes et entreprises étatiques : « *National People's Congress, State Council, the Ministry of Foreign Affairs, Beijing Municipal People's Government, Xinhua News Agency, China News Agency, China Central Television, Peoples Daily, Nanfang Daily,*

²¹⁰ Rapport de la Fédération Internationale des Journalistes (FIJ) : op.cit. p.4.

²¹¹ Carin Zissis et Preeti Bhattacharji, op.cit.

²¹² Voir annexe n°36 : « Publicité de la société XD-Tech : "*Grâce à notre technologie, le travail de dix cyberpoliciers peut être fait par un seul*" » ; <http://www.trs.com.cn/en/TRS/about/>, (consulté le 13/12/2010)

National Library of China, Chinese Academy of Science, Peking University, China Telecom, China Netcom (CNC), Shanghai Baosteel Group Corporation (Baosteel), China Petroleum & Chemical Corporation (Sinopec)».

L'entreprise vante son système automatisé en arguant qu'il est utile à la surveillance et au contrôle de l'opinion publique, sur les sites et forums de la province du Guangdong. Il détecterait les termes sensibles et informerait le personnel qualifié en temps réel. Voici la traduction de la description du produit sur son site :

« Trois serveurs sont installés pour chercher et contrôler un million de pages par jour, grâce au travail effectué par de multiples utilisateurs. Chaque utilisateur peut installer différentes expressions et mots-clés; les résultats sont présentés sur une feuille de calcul ou par email au personnel qualifié. Le système garde en mémoire l'historique des données pendant deux mois. La capacité actuelle du système peut supporter trente millions de pages et plus d'une centaine d'utilisateurs et peut chercher et produire des données statistiques selon les adresses IP. Actuellement, le système est stabilisé, il génère des tendances d'opinion publique pour les différents départements et personnels concernés ».

Outre l'utilisation de logiciels permettant de repérer les termes à bannir, les sociétés de sites d'informations ou de discussions ont besoin de leurs propres censeurs pour supprimer manuellement les contenus illégaux, afin d'éviter d'éventuelles sanctions (amendes ou fermeture du site). En général, ces sites censurent à l'aide de trois catégories de mots-clés : les « mots masqués » remplacés par un astérisque *, les « mots sensibles » nécessitant un contrôle des modérateurs préalable, les « mots tabous » et enfin les mots qui ne peuvent pas être affichés, ni isolés, ni contenus dans des articles²¹³. RSF explicite en détail ces méthodes :

« Les messages qui ne contiennent pas de mots interdits sont mis en ligne sur un forum de discussion. Ils apparaissent à la vue de tous les internautes connectés. Mais un groupe de 'Ban Zhu' ²¹⁴(webmestres du forum) sont chargés de vérifier leur contenu, on les surnomme 'Big mama' en référence au 'Big Brother' de Georges Orwell. En permanence, deux ou trois webmestres scrutent et animent en même temps les forums. Au-dessus des 'Ban Zhu', on trouve des 'Guan Li Yuan' ²¹⁵(administrateur de forum) qui ont la responsabilité de garantir la bonne

²¹³ CHINE : Voyage au cœur de la censure d'internet : RSF et CHRD, op.cit. p. 12.

²¹⁴ 版主, modérateur en français.

²¹⁵ 管理员, administrateur en français.

tenue des forums. Ils ont également le pouvoir de suspendre ou d'interdire les internautes jugés vulgaires ou politiquement incorrects. Un responsable de sina.com.cn nous a affirmé qu'il préfère d'abord avertir l'internaute avec un message électronique. Si son comportement ne s'améliore pas, celui-ci est suspendu pendant une semaine ».

Un internaute chinois interrogé par Séverine Arsène témoigne de la réalité de la situation :

«J'ai eu des messages effacés, beaucoup, parce que les banzhu trouvent que c'est une menace pour eux, parce que tous les sites sont surveillés par le gouvernement, et c'est pareil pour les administrateurs, si on se rend compte que sur leur site il y a eu beaucoup de choses négatives, y compris des choses défavorables au gouvernement, alors ils peuvent forcer l'administrateur à les effacer, ça m'est arrivé souvent, parce que j'ai dit beaucoup de choses vraies. »²¹⁶

Tout comme les médias, les webmestres de sites ou de forums doivent répondre à deux impératifs antinomiques : l'un économique - en laissant se développer des sujets suffisamment attractifs pour attirer et fidéliser l'internaute- l'autre légal, en surveillant de près le contenu des sujets et commentaires postés afin qu'ils ne menacent pas la pérennité du site ni ses employés (perte de licence, fermeture du site, licenciement ou poursuites des dirigeants ou employés). Ce n'est que lorsque le contrôle s'avère défaillant que la police chargée de l'internet est censée intervenir. Afin de mesurer l'étendue de cette censure, une enquête menée par RSF en avril 2003 montre que 60 % des messages postés sur les forums de discussions avaient été mis en ligne. Ce pourcentage chutait à 55 % quand il s'agissait de messages au contenu polémique. Sur ces 55 %, plus de la moitié furent retirés par les webmestres chargés de surveiller les sites. En résumé, seulement 30 % des messages polémiques avaient été acceptés par les sites²¹⁷. Plus récemment, en 2013, l'analyse conjointe de plusieurs chercheurs spécialistes des techniques informatiques et des sciences politiques et sociales sur la Chine, confirment cette modulation de la censure par les opérateurs, devenus sous-traitant du gouvernement. Les résultats tirés de leur analyse comparative de l'état de la censure entre Sina et Tom-Skype montrent des points de divergence, flagrants dans certains cas, concernant l'application des directives données par les organes de

²¹⁶ Voir Séverine Arsène, interviews Z.Z., op.cit. p.200.

²¹⁷ CHINE : Voyage au cœur de la censure d'internet : RSF et CHRD, op.cit. p.16.

censure. On peut voir dans l'un de leurs tableaux, consultable en annexe n°40²¹⁸, que la mise à jour des mots-clés, censurés selon les évènements sensibles survenant dans l'actualité, sont traités avec autant de rigueur pour l'un comme pour l'autre des portails au sujet d'évènements tels que les Jeux Olympiques en 2008, mais que Tom-Skype est plus méticuleux dans la diversification et la mise à jour des mots-clés concernant l'affaire Bo Xilai, les démolitions forcées, ou la *révolution de Jasmin* par exemple. A contrario, Sina UC s'avère plus pointilleux concernant les mots-clés faisant référence au 4 juin 1989 ou au conflit sino-japonais concernant les îles Diaoyu. L'annexe n°6, intitulée « Pister la censure par des chemins détournés... », montre également d'autres moyens très commodes d'identifier les sujets tabous du moment. Afin de connaître l'actualité des sujets les plus brûlants postés sur les forums chinois (BBS), on peut par exemple saisir en chinois « Commentaires fermés » dans la barre de recherches pour voir apparaître les discussions censurées par les moteurs de recherches. Exemple en mai 2009 relevé par Joel Martinsen²¹⁹ :

- « La province du Sichuan estime le nombre d'étudiants morts ou disparus à 5335 lors du tremblement de terre de Wenchuan » [Discussion fermée]
- « Bureau de la Prévention contre la Corruption : Plusieurs officiels suspectés de prendre des vacances à l'étranger sur les deniers publics » [Discussion fermée]
- « Le Ministère des Affaires Etrangères répond au président américain concernant "le Jour de la liberté de la presse dans le monde" » [Discussion fermée]
- « La mère de Deng Yujiao renvoie soudainement son avocat » [Discussion fermée]

Enfin, on constate que les sites les plus célèbres comme Sina, Netease ou Sohu renforcent le phénomène d'autocensure en demandant régulièrement aux utilisateurs de s'enregistrer sous leur véritable identité et numéro d'identification. Alors que les internautes sont en théorie déjà identifiables via leur adresse IP, cette volonté affichée d'une double

²¹⁸ Voir annexe n°40 : « Modulation technique de la censure des discussions en ligne : une analyse comparée de la mise à jour des listes noires de Tom-Skype et Sina UC ». Les auteurs observent qu'en général, les listes de TOM-Skype contenaient plus de références à des évènements spécifiques, à l'exception de 190 mots pour les listes de Sina UC ayant trait au massacre du 4 juin. Les listes de TOM-Skype incluaient des mots-clés concernant 21 évènements identifiés, tandis que les listes de Sina UC n'avaient que 8 références à ces évènements.

²¹⁹ Joel Martinsen, «How to find important news» *danwei.org*, 25/05/2009, http://www.danwei.org/bbs/how_to_find_important_news.php, (consulté le 20/10/2013)

identification des internautes contribue à renforcer une certaine « domination psychologique » des organes de surveillance sur les utilisateurs, comme il en sera question plus avant.

B.2.3. La cyberpolice, entre censure et pédagogie ?

Au service de la surveillance et du contrôle des flux d'information sur l'internet, une police spécialement dédiée à sa gestion, dotée de moyens techniques et humains colossaux, a été créée, tout comme son site en 2003²²⁰ : www.cyberpolice.cn. Contrairement aux agences de censure qui encadrent les organes de presse et les nouveaux médias en ligne, la police de l'internet cible essentiellement les agissements des individus, tâche pharaonique s'il en est, au vu de l'importance numérique de la population internaute chinoise. C'est dans cette optique d'amélioration de ses capacités de contrôle par les nouvelles technologies que le MSP²²¹ s'est lancé dans le vaste projet appelé *Bouclier d'or* évoqué plus haut, ayant pour but de centraliser toutes les ressources électroniques disponibles pouvant servir à la surveillance de la population. L'objectif est d'intégrer une gigantesque base de données à un réseau de surveillance globale fondé sur la reconnaissance de la parole et des visages, la télévision en circuit fermé et la généralisation de l'utilisation de puces RFID²²². Il est très difficile d'obtenir des informations officielles sur le nombre de fonctionnaires (policiers ou informaticiens). Au nombre de 20 000 à 40 000 selon les sources officielles ou non²²³, cette police de l'internet a été créée pour lutter officiellement contre la cybercriminalité, le terrorisme, le piratage informatique ou la pornographie. Ses forces seraient réparties au sein des départements de police de plus de 700 villes et provinces du pays. Ses cibles seraient essentiellement les outils de conversation (boîtes mail, messagerie instantanée, forums de discussion, BBS). Tout comme les entreprises de l'IT,

²²⁰ Date d'enregistrement du site [cyberpolice.cn](http://www.cyberpolice.cn) : 24/09/2003 selon le site d'identification de sites Whois (<http://whois.net/whois/cyberpolice.cn>).

²²¹ Voir annexe n°33 : « Organigramme du renseignement chinois en 2008 ».

²²² Xiao Neng, *RFID in China 2008-2018* : IDTechEx ad., 2008, p.3

²²³ Entretien avec Frederick Douzet, «Le cyberspace, un territoire sur lequel les Etats cherchent à affirmer leur emprise», *Le Monde*, 4 octobre 2008. He Qinglian estime plutôt ce chiffre à 30 000 cyberpoliciers, se basant sur le rapport de l'Académie de Sciences Sociales de Chine (ASSC) en 2003, intitulé *Surveying Internet Usage and Impact in Twelve Chinese Cities*. He Qinglian 何清涟, « The hijacked potential of China's internet », *China Rights Forum*, n°2, 2006, p.43.

leur but serait de censurer le plus rapidement possible ces espaces de discussion en supprimant les messages «subversifs » ou en remplaçant le mot « illégal » par un astérisque * ou un espace vide par exemple. Pour soutenir les efforts de ces agents de police, des campagnes de recrutement d'agents de sécurité de l'internet (civils) sont lancées depuis 2002. Ces agents travailleraient au service de la police et seraient postés, selon Amnesty International, dans les cybercafés et les centres de contrôle informatique du pays²²⁴.

Parallèlement, il est à noter que cette cybersurveillance policière, invisible pour l'utilisateur, est matérialisée par deux avatars de policiers virtuels, Jingjing 警警 et Chacha 察察. La première syllabe de leurs noms forme le mot « Jingcha » (police). Ceux-ci sont chargés d'expliciter la réglementation relative à l'usage du réseau ou de recueillir les dénonciations de délits en ligne. Une phase test a été lancée à Shenzhen en 2006 et s'avéra des plus concluantes pour les autorités locales puisque celles-ci déclarèrent avoir constaté une baisse des infractions sur le web de 60 % en 4 mois grâce aux 100 000 clics perçus, aux 1600 dénonciations recueillies et aux 600 consultations juridiques données. Le concept devait donc s'étendre à 9 grandes villes de Chine en 2007. Bien que les deux patrouilleurs à l'air jovial et dessinés sous forme de mangas jouent en apparence un rôle « pédagogique » bienveillant et protecteur de la présence policière sur le net, leurs interventions contribuent néanmoins à installer une certaine incertitude auprès des internautes, démontrant que la surveillance policière est bien présente en tous lieux de la toile. Les autorités en charge de la division de surveillance et de sécurité internet du bureau de la sécurité publique de Shenzhen confirment cette intention de contrôle destinée à encourager l'autorégulation des usagers :

« La principale fonction de Jing Jing et Cha Cha est d'intimider, pas de répondre aux questions (...) la signification de leur apparition est de rappeler publiquement aux internautes la nécessité d'être conscients de l'usage sain et sûr d'Internet, d'autoréguler leur comportement en ligne et de maintenir l'ordre harmonieux d'internet ».

Cette présence policière, virtuelle ou non, renforce l'effet de panoptisme au sens de Foucault. L'objectif ultime de ce contrôle visible ou invisible n'est pas la mise en place d'une complexe

²²⁴ L'ONG avance que leur présence se chiffrerait à plus de 800 dans les cybercafés et 3 000 dans les centres de contrôle en 2002, <http://www.amnesty.org/en/library/asset/ASA17/007/2002/fr/u4FfKICRI5EJ>, (consulté le 02 février 2012).

architecture de surveillance, mais bien l'intériorisation de cette surveillance par l'individu, qui s'auto-surveille sans vraiment savoir s'il est ou non surveillé.



Jingjing et Chacha, cyberpatrouilleurs du net chinois

B.2.4. La meilleure défense, c'est l'attaque : les hackers, une milice officieuse au service de l'Etat

孙子曰：兵之情主速，乘人之不及，由不虞之道，攻其所不戒也。

Sunzi dit : La rapidité est l'essence même de la guerre. Profitez du manque de préparation de l'ennemi. Empruntez des itinéraires imprévus et frappez les places sans défense.

Dans une optique encore plus offensive, le recours officieux aux pirates informatiques²²⁵ reste un atout de taille lors de situations risquées, voire incontrôlables pour l'Etat-Parti (cf. an. 24). Il convient à ce titre de distinguer d'abord qui se cache derrière l'appellation de « pirates informatiques » en Chine, notion englobant (surtout dans les médias occidentaux) à la fois les civils patriotes, dénommés « hackers rouges » (ou *honkers*)²²⁶ et les ingénieurs informatiques de l'Armée Populaire de Libération (APL), membres des services de renseignements. Roger Falligot fait l'organigramme de ces derniers (cf. annexe n°33):

« A l'origine des attaques des hackers chinois, devenues de plus en plus médiatisées, l'armée populaire de 'cyberguerriers', est passée très clairement à l'offensive depuis 1999. En effet, la mise en place d'une unité spéciale dédiée à la cyberguerre a été mise en place à la demande de la Commission militaire centrale. Celle-ci est chapeautée par la COSTIND (Commission de la Défense Nationale pour la Science, la Technologie et l'Industrie) et se compose de six services, à savoir : l'APL-2 (Er Bu), le Département des Communications (Tongxin Bu), l'APL-3 (San Bu), le département de renseignement technologique de la Défense, le département des technologies spéciales de l'Institut des Sciences militaires (surnommé 'département 553', les 10^{ème} et 13^{ème} Bureaux (communications) du Ministère de la Sécurité

²²⁵ Voir étude de cas en annexe n°24: « Piratage informatique : la Chine prise la main dans le sac ». De nombreuses accusations d'attaques lancées par des pirates informatiques chinois font régulièrement l'objet de polémiques dans la presse internationale.

²²⁶ *Hong ke* 红客. Pour une description détaillée des différentes organisations de pirates nationalistes chinois, voir Wu Xu, *Chinese cyber nationalism : Evolution, characteristics and implication*, Lanham, Lexington Books, 2007, pp.159-160. Ces pirates informatiques, s'identifient à des civils patriotes, se rassemblent autour d'organisations nationalistes et populaires et s'activent contre les « ennemis de la Chine ». Selon David Bandurski du China Media Project, il y aurait environ 280 000 honkers en Chine : Jeremy Goldkorn, « More on the 50 cent army », *danwei.org*, 14/07/2008, http://www.danwei.org/propaganda/more_on_the_50_cent_army.php, (consulté le 02/06/2013).

*d'Etat (Guo an bu). Le vivier des pirates techniciens de l'informatique est formé directement à l'Université des sciences et techniques de l'APL, formée de plusieurs instituts de recherches en télécommunications. »*²²⁷

Les attaques les plus médiatisées étant évidemment celles perpétrées à l'encontre de gouvernements ou d'agences étrangères, celles-ci frôlent parfois le conflit diplomatique. Le piratage gouvernemental sert d'arme virtuelle puissante dans la lutte et l'oppression de la contestation, en Chine et à l'étranger. Les organisations dissidentes ou les porteurs de cause en Chine déclarent être régulièrement victimes de ce genre d'attaques. La poétesse tibétaine Woerter tenait par exemple un blog à Pékin relatant les événements survenant au Tibet en mars 2008. Son blog fut régulièrement piraté par des hackers se revendiquant de l'Alliance des Hackers Rouges de Chine. Des menaces et des insultes sur fond de drapeau chinois remplaçaient le contenu de son blog telles que : *“Can everybody please remember the stinking face of Tibetan separatist Woerter below. Whoever sees her, beat her hard like a dog in the water (bad person).”*²²⁸ La fermeture de son blog²²⁹, qui fournissait des informations sur la situation au Tibet lors des émeutes dans la région, alors même que les informations étaient distillées au compte-goutte par les médias officiels, témoigne de ce genre de pratiques devenues courantes. « L’Affaire Gmail » de 2010 est également caractéristique de ces méthodes coercitives, même s’il n’existe à ce jour aucune preuve tangible de l’identité et du dessein réel des assaillants. Selon l’association professionnelle de journalistes basée à Pékin «Foreign Correspondents’ Club of China» (FCCC) : *«Les correspondants étrangers de plusieurs bureaux à Pékin ont récemment découvert que leurs comptes Gmail avaient été piratés. Leurs courriers électroniques ont été envoyés à une adresse électronique inconnue »*. RSF exprima aussitôt sa vive inquiétude quant aux pressions ressenties par les journalistes étrangers dans le pays : *«En visant des journalistes étrangers basés à Pékin, les hackers tentaient probablement d’obtenir des contacts et des*

²²⁷ Roger Falligot, *Les services secrets chinois de Mao aux JO*, Ed. Nouveau Monde, Paris, p.527. Voir annexe n°33 : « Organigramme du renseignement chinois en 2008 ».

²²⁸ Xiao Qiang, «Woerter’s Middleway Blog Hacked Again (Updated)», *Chinadigitaltimes*, 27/05/2008, <http://chinadigitaltimes.net/2008/05/woerter-middleway-blog-hacked/>, (consulté le 01/04/2014).

²²⁹ De son nom chinois Wei Se (唯色 Woerter), cette essayiste sino-tibétaine s’exprime via son blog 看不见的西藏 (*Kan bu jian de Xizang*, « Le Tibet qu’on ne voit pas » :<http://woerter.middle-way.net/>) pour alerter l’opinion publique internationale de l’ampleur de la censure et de la répression qui sévit dans la province chinoise tibétaine. Elle déclare avoir dû régulièrement changer d’adresse de site pour contrer les cyberattaques de son blog. « PEN Protests Cyber-Attacks Against Woerter”, *pen.org*, 28/05/2008, <http://www.pen.org/press-release/2008/05/28/pen-protests-cyber-attacks-against-woerter>, (consulté le 21/02/2014)

informations sur ces militants des droits de l'homme en Chine qui acceptent de parler à la presse étrangère»²³⁰. La Chine continua de réfuter ces accusations en les renvoyant à ses détracteurs, déclarant être elle-même régulièrement victime d'attaques informatiques par les pirates informatiques étrangers. Elle promit d'ailleurs officiellement de punir sévèrement les auteurs du piratage de ces messageries.²³¹

Il apparaît donc que ces actions d'intimidation et de violation de la loi concourent à renforcer un climat d'insécurité pour les utilisateurs qui tenteraient de lutter, frontalement ou non, contre le régime politique en place (porteurs de causes, dissidents). Le documentaire consacré à la cyberguerre a révélé, sur la chaîne de télévision CCTV-7 le 16 juillet 2011, que l'Armée Populaire de Libération se servait d'un logiciel destiné à attaquer des sites web ennemis, ici ceux de la secte Falun Gong. La copie d'écran de la vidéo, consultable en annexe n°23, constituerait une preuve des attaques subies par l'organisation dissidente. Apparue comme une maladresse journalistique inattendue, l'hypothèse selon laquelle la censure a intentionnellement laissé filmer ces actes de cyberattaque n'est toutefois pas à exclure dans la politique de communication gouvernementale.

Pour chacune des affaires dévoilées, il n'a jamais été possible d'identifier clairement les auteurs des attaques. S'agissait-il de *hackers rouges*, civils patriotes agissant en électrons libres et se regroupant sous la bannière de clans, ou de pirates informatiques, fonctionnaires chargés de tester ou d'attaquer des cibles choisies par le gouvernement²³² ? Nul ne le sait et les imbroglios diplomatiques tendent régulièrement à étouffer les affaires. Bien que Pékin condamne

²³⁰ « Des comptes Gmail de journalistes étrangers piratés en Chine », *Risques sécuritaires*, 19/01/2010, <http://www.risques-securitaires.fr/article-les-comptes-gmail-de-plusieurs-journalistes-etrangers-en-poste-en-chine-ont-ete-pirates-43248919.html>, (consulté le 09/10/2013).

²³¹ En outre et afin de prouver sa bonne foi dans sa lutte contre les réseaux de hackers, la Chine annonce périodiquement la fermeture d'importants sites de piratage. En février 2010, elle déclare notamment avoir fermé le site Black Hawk Safety Net, connu comme étant « *le plus grand centre d'entraînement pour hackers* ». Le site, actif depuis 2005 selon l'agence Xinhua, comptait plus de 12 000 membres 'VIP' (cotisants) et quelques 170.000 membres bénévoles. « *Je pouvais télécharger des programmes me permettant de prendre le contrôle d'autres ordinateurs, ce qui m'amusait* », déclare par exemple un membre anonyme cité par China Daily, indiquant que pour d'autres pirates, l'intérêt d'attaquer les comptes des internautes est plutôt d'ordre financier. Selon les autorités, cette action « coup de poing » prouve une fois de plus à la communauté internationale que le pays lutte activement contre le piratage et la contrefaçon : « Un cyberdissident chinois déclare avoir eu deux comptes gmail piratés », *silicon.fr*, 10/02/2010, <http://feedproxy.google.com/~r/silicon/feed/rss/~3/liH7i9GZCOc/story01.htm>, (consulté le 01/01/2010).

²³² Voir étude de cas en annexe n°24: « Piratage informatique : la Chine prise la main dans le sac »

officiellement ce genre de procédés, les soupçons selon lesquels ces attaques sont validées, voire orchestrées par le pouvoir, deviennent année après année plus pesants : « *En Chine, il ne faut pas oublier qu'internet ressemble plutôt à un immense réseau intranet, relié à l'extérieur par des passerelles très contrôlées* », explique un spécialiste informatique au sujet de la cyberattaque lancée contre l'ambassade de France en 2009²³³. Pour lui, « *les administrateurs de ce réseau – les autorités chinoises – peuvent parfaitement savoir d'où est partie cette attaque. Au mieux, elles ferment donc les yeux* ». Pour Francis Delon, Secrétaire général de la Défense nationale, l'identification des auteurs de cyberattaques reste donc très problématique : « *Les systèmes d'information (...) qui concernent les services d'Etat français ont été attaqués en 2007. Nous avons la preuve qu'il y a un passage par la Chine. Mais je suis prudent. Quand je dis Chine, cela ne veut pas dire gouvernement chinois. Nous n'avons pas non plus d'indication qu'il s'agisse de l'Armée populaire chinoise* »²³⁴.

B.2.4. Les internautes ... au service de l'Etat

Pour amplifier ce sentiment ambiant de défiance, le gouvernement continue d'encourager les citoyens à se surveiller entre eux, voire à se dénoncer. Il a recours à plusieurs méthodes, tant psychologiques, sociologiques que financières, pour mettre en place la surveillance populaire. Tout d'abord et non des moindres, l'appât du gain. Ce ressort économique est assez efficace car il est couplé au civisme des internautes, que le gouvernement déclare vouloir récompenser. Il ne s'agirait donc plus seulement de délation totalitaire dite « traditionnelle », mais d'un prétexte au soutien de la « juridicisation » d'un pays qui « souhaiterait » développer un Etat de droit²³⁵. L'Etat-Parti assure ainsi que l'identité de ces informateurs faisant preuve de civisme ne sera pas

²³³ Nicolas Sridi, « Cyberdiplomatie et hackers 'rouges' », *01net.com*, 14/01/2009, www.01net.com/editorial/400980/cyberdiplomatie-et-hackers-rouges/ (consulté le 01/06/2013).

²³⁴ Isabelle Mandraud, « La France, cible de hackers chinois », *lemonde.fr*, 08/09/2007, http://www.lemonde.fr/societe/article/2007/09/08/la-france-cible-de-hackers-chinois_952776_3224.html, (consulté le 01/01/2013).

²³⁵ Cette hypothèse est étayée par les objectifs avancés lors du 4^{ème} plenum du 18^{ème} Comité central du PCC en 2014 pour mettre l'Etat de droit au cœur de la gouvernance du pays. « Clôture du 4^{ème} plénium du 18^{ème} Comité central du PCC », op.cit.

divulguée (si tel est leur choix) et que leur aide sera récompensée proportionnellement à la valeur du crime dénoncé (maximum 300 000 yuan en 2010).²³⁶

Pour ce faire, différents sites de dénonciation en ligne ont été créés, selon la nature du délit ou du crime. Cette politique d'incitation a pris de l'ampleur en 2004 lors de « l'appel populaire » de Hu Jintao fait dans le Quotidien du Peuple contre la pornographie, les jeux en ligne et la corruption sur le net. Le président de l'époque demandait aux internautes de dénoncer les sites web en infraction. La même année, la mise en place d'un Centre de Compte-rendu des informations illégales destiné à encourager la participation des internautes à ce contrôle concrétisait cet appel. Quatre mois plus tard, cinquante internautes avaient déjà reçu des sommes allant de 500 à 2 000 yuans RMB pour avoir rapporté des sites liés à la pornographie et 18 autres de 3 000 à 10 000 yuans RMB pour des sites liés au jeu, selon l'agence de presse Xinhua. En décembre 2009, le chiffre s'élevait à 476 bénéficiaires se partageant 395 000 yuans RMB.²³⁷

Cet encouragement à la délation sur le plan virtuel, raffermi par la garantie officielle de protection de l'anonymat, encourage les internautes à devenir ainsi les « yeux et les oreilles » de Pékin. Ici encore, il ne faut pas simplement remarquer la continuité historique de la surveillance populaire, mais aussi l'évolution de sa représentation, analogue dans un certain sens au modèle anglo-saxon du « Community policing »²³⁸, qui consiste à une collaboration des citoyens au travail de sécurisation du pays. Ainsi à l'approche d'évènements importants tels que l'Exposition Universelle en 2010 par exemple, la police de Shanghai avait mis à la disposition des citoyens tous les moyens de communication modernes possibles : ligne téléphonique dédiée (composer le 110), boîte postale et messagerie électronique, etc.

²³⁶ « Exposition universelle 2010 à Shanghai : La délation récompensée », *Globaltimes*, 24/09/2009, <http://fr.gbtimes.com/actualites/exposition-universelle-2010-shanghai-la-delation-recompensee-par-les-autorites> (consulté le 01/01/2013).

²³⁷ « La Chine ferme 16 000 nouveaux sites Internet pornographiques », *Quotidien du peuple en ligne*, 12/02/2010, Le, <http://french.peopledaily.com.cn/Sci-Edu/6894137.html>, (consulté le 01/01/2013).

²³⁸ En français, « police orientée vers la communauté ». Cette approche originaire du Canada se voudrait en rupture avec une image de la police seulement répressive ou préventive. En réalisant qu'elle n'est qu'un maillon de la chaîne de la société, qui se trouve en certains points défailante, la police en appelle au partenariat avec les citoyens, les services communaux, sociaux, les familles ou les écoles pour réussir son entreprise de sécurisation du pays. « Le community policing ou police orientée vers la communauté », *policelocale.be*, s.d., <http://www.policelocale.be/5296/Community%20policing.html#sthash.hX2DcumD.dpuf>, (consulté le 25/02/2014).

Concernant l'édification – toute théorique- de l'Etat de droit, le pouvoir central continue d'intensifier la dénonciation de la corruption grâce aux internautes, en mettant en place différents sites dédiés : en décembre 2007, le gouvernement a notamment créé un site de dénonciation de la corruption (<http://yfj.mos.gov.cn>) après que fut mis en ligne celui du Bureau National de la Prévention de la Corruption en Chine, suite aux nombreux scandales impliquant des personnalités du pays et révélés pour certains grâce aux internautes. Le nouveau président Xi Jinping, qui a fait officiellement de la lutte contre la corruption son cheval de bataille, a encouragé ce processus de médiatisation de ces organes en ligne. L'ouverture du site de la discrète Commission centrale de Contrôle de Discipline du PCC (*zhonggong zhongyang jilü jiancha weiyuan hui* 中央纪律检查委员会) www.ccdi.gov.cn/ en septembre 2013 marque un nouveau signal fort de cet appel des pouvoirs publics à un travail collaboratif de surveillance par les citoyens. Outre celle de « donner des tuyaux », le *Quotidien du Peuple en ligne* rappelle les fonctions visées par la mise en ligne du site (du CCDI), :

« Le site Internet, www.ccdi.gov.cn, est constitué de dix sections, dont un forum en ligne où le public peut faire part de ses opinions et propositions ainsi que poser des questions sur le travail contre la corruption. Le site est également conçu pour recevoir des tuyaux sur des affaires de corruption et publier les dernières informations d'importantes réunions, campagnes et enquêtes sur la corruption. Le public a en outre accès à une base de données des règlements et lois du PCC relatifs à la corruption via le site Internet. »²³⁹.

Enfin, l'appel à la dénonciation citoyenne a, tout comme les formats médiatiques, dévié sur un mode ludique, allant peut-être jusqu'à la banaliser. En effet, on peut voir sur le « site de signalement des noms de domaine servant à des usages illicites » www.jubao.cnnic.cn, que le centre de gestion des plaintes du CNNIC tire 10 plaintes au sort chaque jour afin de récompenser les auteurs des dénonciations par un cadeau²⁴⁰. Autre exemple de la tentative de « ludicisation » virtuelle mais qui, cette fois, n'a pas rencontré l'écho espéré auprès des jeunes fin 2010 : des

²³⁹ « La Commission centrale de contrôle de la discipline du PCC ouvre un site Internet officiel », *Quotidien du Peuple en ligne*, 03/09/2013, (consulté le 04/03/2014).

²⁴⁰ Stéphane Van Gelder « La Chine encourage la délation sur les noms de domaine », *domainesinfo.fr*, 29/12/2009, <http://www.domainesinfo.fr/extension/2069/chine-la-chine-encourage-la-delation-sur-les-noms-de-domaine.php>, 29/12/2009, (consulté le 01/01/2013).

jetons QQ promis en guise de récompense²⁴¹. Ces jetons constituent une sorte de monnaie parallèle, virtuelle, qui permet de régler des achats sur le web, comme des jeux en ligne, des avatars, etc. Bien que ce genre de récompense n'ait été détecté que dans la province du Xinjiang fin 2010, elle mérite qu'on s'y attarde pour y déceler peut-être les tendances émergentes à l'échelle du pays ; à moins que ce ne soit plutôt un moyen d'approcher un public plus jeune, à même de détecter des sites inconnus des policiers (plus âgés que la jeunesse internautes par exemple).

En conclusion de cette sous-partie dédiée à la présentation des acteurs du contrôle par la surveillance du web (institutionnels ou non), il apparaît que les modes opératoires s'avèrent chaque année plus étendus, variés dans leur approche tant coercitive que participative (police réelle et virtuelle, FAI, webmestres, logiciels de surveillance et enfin pirates). Bien qu'il faille se défaire d'une vision franco-centrée propre à l'histoire de l'occupation allemande lors de la seconde guerre mondiale, donnant un caractère négatif à la dénonciation citoyenne ; il faut rappeler que la Chine moderne continue d'utiliser la délation citoyenne à la manière historique des comités de quartier²⁴², grâce aux nouveaux sites proposés à cet effet. La dénonciation est présentée comme un acte citoyen positif et constructif vis-à-vis des efforts des dirigeants et de la nation à combattre ce qui pourrait affaiblir sa puissance de l'intérieur²⁴³ (particulièrement sur les thèmes liés à la pornographie, à la criminalité ou la corruption). Force est donc de constater que le pouvoir, loin d'évoluer vers plus de dialogue avec le peuple (comme il en sera question aux chapitres II & III), l'utilise au contraire pour adapter son contrôle sur la société aux nouveaux

²⁴¹ Dom Bosco, « La police chinoise et la délation en ligne », *dombosco.fr*, 27/12/2010, <http://www.dombosco.fr/article-la-police-chinoise-et-la-delation-en-ligne-63771222.html>, (consulté le 31/05/2013).

²⁴² *Jumin weiyuanhui*. Pour une description détaillée de leur rôle dans la société chinoise actuelle « *en tant qu'organisation périphérique de la Sécurité Publique* », voir Da Fang, Lemoine-Minaudier Françoise, Zhengming, « Les comités de quartier: Pékin relance la dictature des masses populaires », In *Perspectives chinoises* N°4, 1992. pp. 18-21, http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/perch_1021-9013_1992_num_4_1_1496, (consulté le 10 mars 2014).

²⁴³ Le gouvernement chinois, pour lutter contre les vagues d'auto-immolations qui ne cessent de croître année après année, tente par exemple de s'en prémunir en appelant une fois encore les citoyens à dénoncer ces actes séparatistes à grand renfort de récompense : « La Chine propose 8000 dollars aux personnes qui dénonceraient les Tibétains ayant l'intention de s'immoler », *lemonde.fr*, 15/11/2012, <http://bigbrowser.blog.lemonde.fr/2012/11/15/delation-la-Chine-propose-8-000-dollars-aux-personnes-qui-denonceraient-les-tibetains-ayant-lintention-de-simmoler/>, (consulté le 01/06/2013).

outils du XXI^{ème} siècle²⁴⁴. Le maillage tous azimuts de la surveillance des internautes s'effectue donc, comme il vient d'être étudié, par la mise en place de moyens techniques, institutionnels et humains extrêmement importants. Les mailles de cette surveillance virtuelle s'entrecroisent selon une volonté d'omni-contrôle qui vise à ce que les internautes, ayant intériorisé l'immense déploiement de ce contrôle sur la toile, en viennent d'une manière ou d'une autre à s'autocensurer²⁴⁵ selon la logique foucauldienne.

B.3.Arsenal législatif : caractérisation et pratique, des dynamiques imprévisibles

La suite de cette étude exposera le déploiement légal du contrôle de l'internet en étudiant d'une part l'évolution historique et les tendances de la législation relative à l'internet ; d'autre part, en observant l'application du droit afin de comprendre quels sont les facteurs de différenciation de la répression faite sur les « criminels » du web.

En vertu des dispositions du Code pénal et des règlements adoptés depuis 1994 concernant les télécommunications et l'internet, les autorités chinoises sont en mesure de contrôler les flux d'informations virtuelles, de connaître l'identité des internautes, d'imposer des obligations aux opérateurs et de sanctionner ceux qui enfreignent les restrictions en vigueur. La législation a pour but de responsabiliser tous les acteurs du réseau (internautes, FAI, opérateurs, etc.) en décentralisant une partie de la surveillance et du contrôle des contenus circulant sur le web. Cette législation a pour effet de créer un « *environnement adéquat au bon épanouissement de l'internet* » selon les règles de l'Etat-Parti et permet subséquemment de pérenniser l'usage de cet outil initialement si menaçant pour le pouvoir. Il est permis de croire que la jeunesse du système législatif chinois et la précipitation avec laquelle il est mis en place dans le domaine de l'internet

²⁴⁴ Selon un policier chinois interrogé : « *La police doit suivre son époque, et il est à la fois nécessaire et utile de mélanger les méthodes traditionnelles d'enquête avec l'emploi des moyens modernes d'information* ». Dom Bosco, « La police chinoise et la délation en ligne », op.cit.

²⁴⁵ Séverine Arsène constate également ce phénomène: « *Dans une étude détaillée de plus de 600 blogs chinois, Zhang Junhua remarque à juste titre que les prises de position concernant des sujets dans le 'champ de compétences du Parti' sont généralement en accord avec le discours officiel, alors que les sujets concernant de plus près les individus sont plus facilement critiques, car ils ne menacent pas directement les autorités* ». Séverine Arsène cite Junhua Zhang, « Chinese bloggers in the formation of contemporary collective memory », op.cit. p.294.

(du fait des constantes évolutions techniques que son usage suppose) rendent souvent les réglementations imprécises ou difficilement applicables sur le moment - bien que les sanctions à l'encontre des contrevenants soient suffisamment lourdes pour provoquer un effet d'intimidation et d'autocensure générale.

B.3.1.Origines et caractérisation du droit de l'internet en Chine

La question de l'élaboration de la législation de l'internet depuis les premiers textes de 1994 jusqu'à 2013 sera abordée. C'est avec un regard critique que je m'efforcerai de trouver, dans le passé de la Chine mais aussi dans le présent d'un pays qui n'a cessé de s'inspirer des modèles étrangers dans l'édification de son droit, les principes directeurs de la législation relative à l'internet et ses tendances actuelles.

Historiquement, la tradition chinoise avait toujours privilégié, depuis la Chine impériale à celle communiste, le lien social et les devoirs qui s'y rattachent, plutôt qu'un système rigide, abstrait et impersonnel basé sur des textes de lois écrits.²⁴⁶ L'adoption par l'Empereur d'une vision confucianiste de la société comme principe d'harmonie était censée éviter tout recours au droit (*fa* 法), qui apparaissait dès lors comme une preuve tangible de la disparition de l'ordre social ; comme il est écrit dans les *Entretiens* de Confucius : « *Si le prince conduit le peuple au moyen des lois et le retient dans l'unité au moyen des châtiments, le peuple s'abstient de mal faire ; mais il ne connaît aucune honte. Si le prince dirige le peuple par la Vertu et fait régner l'union grâce aux rites, le peuple a honte de mal faire, et devient vertueux.* »²⁴⁷. Il faut pourtant noter que cet attachement à la conciliation amiable, censée décourager tout recours aux tribunaux, concernait principalement les affaires civiles et non celles du pouvoir.

Concernant la législation de l'internet, le recours au droit et à la censure pourrait plutôt faire écho au courant historique légiste, hérité de Han Fei lors de la première dynastie Qin²⁴⁸. En - 221, le premier Empereur Qin réussit à unifier l'Empire par une centralisation des pouvoirs

²⁴⁶ Wanda Capeller, Takanori Kitamura, *Une introduction aux cultures juridiques non occidentales*, Bruxelles, Bruylant, 1998, p.205.

²⁴⁷ Confucius, *Entretiens du Maître avec ses disciples*, Edition Mille et une nuits, édition 1997, p.13.

²⁴⁸ Han Fei Zi, *L'art de gouverner*, Presses du Châtelet, 2010.

édifiés sur des lois sévères, une censure draconienne (qui conduisit notamment à l'autodafé des livres de philosophie non-légistes en 213 av. J.-C.), et une politique économique de grands travaux comme l'édification de la Grande Muraille. Les légistes s'appuyaient largement sur les fonctionnaires pour relayer les décisions du pouvoir vers le peuple. Il s'agissait principalement de contrôler, surveiller et sanctionner la population afin d'assurer la cohésion du système. Les institutions étatiques étaient chargées de faire en sorte que la loi soit intériorisée par les individus selon le principe de la responsabilité collective, au point que le châtement lui-même deviendrait inutile tant la « terreur » qu'elle inspirerait serait grande.

Lors de la Révolution culturelle, l'un des slogans de la campagne anti-Lin Biao et Confucius était de « *critiquer le confucianisme et d'honorer le légisme* »²⁴⁹ ; Mao s'étant publiquement présenté comme héritier idéologique du premier Empereur Qin²⁵⁰, dont les principes de son règne étaient basés sur le légisme. A la mort de Mao, l'importance pour Deng Xiaoping de légiférer s'explique par la double volonté de mettre la législation au service de la conservation du pouvoir ainsi que de moderniser l'appareil juridique obsolète (hérité du système soviétique) censé permettre de développer les échanges commerciaux de la Chine à l'international. Alors que la majeure partie des lois adoptées dans le processus de codification sont apparues dès 1979 avec le Code Pénal chinois, ce n'est qu'à partir des années 1990 que la tendance à légiférer s'est accentuée. Bien qu'en général, le système légal chinois reste incertain du fait de son morcellement (chevauchement ou contradictions entre les lois nationales et locales), d'une absence de jurisprudence ou encore du caractère coutumier de ses improvisations²⁵¹, l'Etat s'attache depuis à fournir un système de réglementations abondantes et constamment actualisées - surtout depuis les années 2000 concernant l'internet.

L'arbitraire et le flou des termes employés sur les interdictions relatives à l'usage du réseau contraignent en effet les utilisateurs à la plus grande prudence. Le texte intitulé « Réglementations relatives aux télécommunications de la République populaire de Chine », publié par le Conseil des Affaires de l'État en 2000, donne une liste non-exhaustive du type

²⁴⁹ Hui Qin, « La culture traditionnelle aujourd'hui : un devoir d'inventaire pour penser le politique », *Extrême-Orient Extrême-Occident* 31 | 2009, 01/10/2012, <http://extremeorient.revues.org/132>, (consulté le 16/05/2014).

²⁵⁰ Simon Leys, *Essais sur la Chine*, Robert Laffont, 1998, p. 517.

²⁵¹ Voir le film de Jie Liu au sujet des juges itinérants : Jie Liu, *Le Dernier voyage du juge Feng*, 2007

d'informations prohibées sur le net²⁵². De par l'imprécision des textes, l'internaute en vient à se demander si ces informations seront jugées légales (ou non) a posteriori par les autorités. Comment savoir en effet si les informations publiées seront considérées ou non comme « *des secrets d'État ou des renseignements d'importance majeure à des groupes, des organisations ou des personnes se trouvant à l'extérieur du pays* »²⁵³? De même, les débats en ligne sur les problèmes politiques et de société porteront-ils « atteinte à la réputation du pays »? La comptabilisation du nombre de morts dans les écoles du Sichuan lors des séismes de 2008, qui n'était pas illégale lors de la survenue de la catastrophe, est devenue interdite par la suite. De même, les interrogations des internautes sur la mauvaise qualité des matériaux de construction de ces écoles, rendue évidente par le seul visionnage des photos de la catastrophe, sont devenues elles aussi illégales par la suite du fait des suspicions de détournements de fonds publics qu'elles pourraient générer. Un enseignant a été ainsi arrêté pour « incitation à la subversion » après avoir diffusé des photos d'écoles effondrées lors du séisme. Cette ambiguïté se confirme dans le cas de l'artiste Ai Weiwei, qui bénéficia pour un temps²⁵⁴ de son statut « protégé » pour établir

²⁵² « Il est prohibé de diffuser des informations qui : violent les principes de base de la Constitution chinoise ; mettent en danger la sécurité nationale, révèlent des secrets d'Etat, incitent à la subversion de l'Etat ou mettent en danger l'unité du pays ; portent atteinte à la réputation du pays ; développent la haine, le racisme et mettent en danger l'harmonie ethnique du pays ; violent les lois nationales sur la religion, ou promeuvent les sectes et les superstitions; propagent des rumeurs, mettent en danger l'ordre et créent une instabilité sociale ; ont un caractère pornographique, violent, ou lié aux jeux de hasard ; diffament ou portent atteinte à la réputation des personnes ; incluent des informations illégales au regard de la loi ou des règlements administratifs ; il est interdit d'encourager les rassemblements illégaux, les grèves, les troubles à l'ordre public ; il est interdit d'organiser des activités illégales ou de créer des associations illégales par le biais d'Internet ». *People's Republic of China: State control of the internet in China: Amnesty International, Nov. 2002, <http://www.amnesty.org/en/library/asset/ASA17/007/2002/fr/u4FfKICRI5EJ>, (consulté le 02 février 2008).*

²⁵³ « Les personnes reconnues coupables d'avoir illégalement divulgué, par le biais d'Internet, des secrets d'État ou des renseignements d'importance majeure à des groupes, des organisations ou des personnes se trouvant à l'extérieur du pays, seront sanctionnées conformément au Code pénal. [...] Dans les cas les plus graves, ceux qui se rendent coupables de vol, de recherche ou d'achat de secrets d'État ou de renseignements nationaux; et qui divulguent illégalement des secrets d'État et des renseignements nationaux à des groupes étrangers seront condamnés à une peine d'emprisonnement à durée fixe de dix ans ou plus ou à l'emprisonnement à vie. Leurs biens pourront être confisqués par l'État. En cas d'infraction flagrante de la loi gravement nuisible à l'État et au peuple, les coupables seront passibles de la peine de mort. Leurs biens seront confisqués par l'État », Ibid.

²⁵⁴ Fils d'un poète et intellectuel connu, conseiller artistique dans la création du stade national chinois en forme de « nid d'oiseau » pour les JO de Pékin en 2008, son aura s'est finalement éteinte auprès du pouvoir chinois après son engagement auprès des familles de victimes de la catastrophe au Sichuan la même année. Bien que son blog ait été fermé en 2009 alors qu'il voulait y poster une liste de noms d'enfants victimes du tremblement de terre, ce n'est qu'au printemps 2011 qu'il est détenu secrètement pendant 81 jours. Finalement accusé de fraude fiscale, il est libéré en juin 2011 mais condamné à verser 15,22 millions de yuans, soit 1,7 millions d'euros. Léa Baron, « Chine : Ai Weiwei, l'artiste activiste gêne-t-il vraiment le pouvoir ? », *TV5MONDE*, 20/03/2012,

un comptage officiel du nombre d'écopliers décédés sur un blog, tandis que l'enseignant avait été condamné à un an de « rééducation par le travail »²⁵⁵.

Outre ces interdictions, l'année 2001 a vu les sanctions se durcir, puisque la Cour populaire suprême décidait que les personnes reconnues coupables d'avoir commis un « acte particulièrement dommageable » en divulguant, par le biais de l'internet, des « secrets d'État » à des organisations et des personnes étrangères, seraient passibles de la peine de mort.²⁵⁶ Il semblerait que cette décision ait été prise en réaction aux révélations contenues dans le livre *The Tiananmen Papers*, dont des extraits ont été traduits et postés sur le web anglophone et sinophone hors de Chine. Cet ensemble de 2000 documents révèle certaines archives confidentielles du Bureau Politique au moment des événements de juin 1989, grâce aux témoignages d'universitaires étrangers et de témoins chinois qui ont fourni certains des documents au péril de leur vie²⁵⁷.

Année après année, la législation s'est étendue à l'espace privé, puisque le contenu des messageries instantanées peut également servir de preuve judiciaire depuis 2006. Les espaces de rumeurs informelles en « clair-obscur » dont parle Séverine Arsène²⁵⁸ et qui permettent aux internautes de trouver un espace de parole libre et intime, propice aux discussions politiques notamment, ne sont depuis plus privés ni protégés en théorie.

<http://www.tv5.org/cms/chaine-francophone/info/Les-dossiers-de-la-redaction/Chine/p-20751-Chine-Ai-Weiwei-l-artiste-activiste-gene-t-il-vraiment-le-pouvoir-.htm>, (consulté le 10/03/2014).

²⁵⁵ « Un enseignant chinois en camp de travail pour diffusion de photos sur le séisme au Sichuan », *AFP*, 30/07/2008, <http://chine.aujourdhuilemonde.com/un-enseignant-chinois-en-camp-de-travail-pour-diffusion-de-photos-sur-le-seisme-au-sichuan>, (consulté le 01/08/2013)

²⁵⁶ Depuis 2000, le flou de la législation a fait place à un texte important qui détaille un peu mieux la nature des activités illicites sur le net. Publié par le Conseil des affaires de l'État, il s'intitule : « Réglementations relatives aux télécommunications de la République populaire de Chine ». L'article 15 donne une liste plus précise du type d'informations interdites sur la toile : « *Il est prohibé de diffuser des informations qui (...) portent atteinte à la réputation du pays ; développent la haine, le racisme et mettent en danger l'harmonie ethnique du pays ; violent les lois nationales sur la religion, ou promeuvent les sectes et les superstitions; propagent des rumeurs, mettent en danger l'ordre et créent une instabilité sociale ; ont un caractère pornographique, violent, ou lié aux jeux de hasard ; diffament ou portent atteinte à la réputation des personnes ; incluent des informations illégales au regard de la loi ou des règlements administratifs ; il est interdit d'encourager les rassemblements illégaux, les grèves, les troubles à l'ordre public ; il est interdit d'organiser des activités illégales ou de créer des associations illégales par le biais d'Internet.* ». *People's Republic of China: State control of the internet in China* : Amnesty International, Nov. 2002.

²⁵⁷ Liang Zhang, *The Tiananmen Papers*, USA, Andrew J. Nathan, 2001.

²⁵⁸ Voir Séverine Arsène, op. cit. chapitre VII : « Les conversations en clair obscur », p.253.

Il faut donc constater que l'imprécision et l'absence de stabilité des textes de loi aux prémisses de l'internet (1994-1999) a permis d'une part, une plus grande liberté d'interprétation dans le recours à la loi par les autorités qui ne savaient pas encore sous quelle forme l'usage de l'internet allait se développer, d'autre part, a contraint l'internaute, à défaut de connaître exactement les limites de la loi, à restreindre lui-même le champ de sa liberté d'expression. Cette incertitude sur les limites à ne pas franchir est l'un des aspects caractéristique des pays autoritaires, puisqu'elle incite les citoyens à se montrer plus prudents que nécessaire²⁵⁹. Bien que, d'un point de vue terminologique, la rhétorique du Parti en matière pénale ait finalement peu changé (exemple : le « crime de subversion de l'Etat », terme emprunté au monde juridique international, remplace aujourd'hui le terme « crime contre-révolutionnaire » employé à l'époque maoïste), il s'avère que les limites fixées par la législation laissent l'internaute chinois perplexe. Chaque usager doit donc s'appuyer sur sa propre observation de la liberté de parole implicitement induite dans les médias, sur les blogs ou dans les forums. Quelques règles émises par les sites web ou les cybercafés précisent les contenus à éviter (chartes d'utilisation des forums de discussion ou pancartes affichées dans les cybercafés stipulant interdire la consultation de sites pornographiques ou ayant trait au Falun Gong par exemple). Des rappels à l'ordre sont également envoyés aux internautes par les modérateurs des forums ou la police de l'internet (comme *Jingjing* et *Chacha* évoqués plus haut) afin que les contrevenants qui n'auraient pas intentionnellement violé la loi retrouvent « le droit chemin ». Néanmoins, ces règles restent très générales et l'autocensure apparaît être encore le moyen le plus sûr de pouvoir continuer à surfer confortablement.

Bien que l'Etat tente de réduire au maximum la liberté d'expression sur le net par le recours à la loi, celui-ci se confronte à de fortes résistances populaires ou techniques qui ne lui permettent pas de la faire appliquer²⁶⁰. C'est pourquoi il procède régulièrement à des expérimentations

²⁵⁹ Voir les réactions analogues observées par Marie-Laure Geoffray dans le contexte cubain : Marie-Laure Geoffray, « Etudier la contestation en contexte autoritaire. Le cas cubain », *Politix* n° 93, juillet 2011, pp. 29-45

²⁶⁰ La levée de bouclier des internautes chinois à propos de l'installation forcée du logiciel de « Barrage vert d'escorte de la jeunesse » à tous les ordinateurs vendus en Chine n'explique pas, à elle seule, l'abandon du projet par le gouvernement. Sa médiatisation sur le web mondial eut pour conséquence, non seulement de scandaliser l'opinion publique internationale, mais surtout d'alerter l'entreprise américaine Solid Oak du piratage qu'elle était en train de subir sans le savoir. Cette dernière affirme que son logiciel de contrôle parental « Cybersitter » a été en partie piraté par l'entreprise chinoise Jinhui Computer System Engineering Inc., qui avait vendu le logiciel au gouvernement : « Logiciel anti-pornographie: la Chine fait marche arrière », *AFP*, 01/07/2009, <http://www.aujourdhuilachine.com/actualites-chine-logiciel-anti-pornographie-la-chine-fait-marche-arriere-11496.asp?1=1>, (consulté le 30/03/2013).

locales, en prévision de changements éventuels futurs de la législation. A titre d'exemple, le gouvernement de Hangzhou déclarait officiellement être devenu la première ville de Chine à demander l'enregistrement des internautes sous leur véritable identité pour participer aux forums de discussions locaux en 2009²⁶¹ ; même si selon Roger Falligot, le Bureau d'information publique du Bureau de la Sécurité Publique de Lhassa aurait déjà mis en place ce système de contrôle d'identité sur le net dès 2004²⁶². L'auteur assure que la province tibétaine aurait d'ailleurs régulièrement servi de « laboratoire » aux manœuvres du Parti pour tenter d'étendre son emprise sur les internautes.

Outre ces expérimentations locales pour tenter de sonder les potentielles résistances des usagers, le recours à la loi s'avère certaines fois infructueux au regard de l'immensité des flux diffusés par les internautes. Bien que depuis le 31 janvier 2008, seuls les sites dûment homologués par l'administration des médias et le MII aient le droit de diffuser des fichiers audio ou vidéo, les habitudes des internautes n'ont pas permis de faire respecter cette nouvelle législation²⁶³. Déjà en 2007, face à l'impossibilité de faire identifier les blogueurs par les sites hébergeurs, l'Etat avait dû abandonner son projet d'interdire le blogging anonyme et s'était résigné à faire signer à une vingtaine d'entreprises hébergeurs de blogs un « Pacte d'autodiscipline » le 21 août 2007²⁶⁴.

C'est pourquoi, même si Takanori Kitamura affirme que le développement de la sphère juridique est dicté du sommet de façon simple et pragmatique et sans aucun esprit de suite, si ce n'est celui du contrôle omnipotent du PCC²⁶⁵, l'étude du cadrage de la cybersociété par la promotion

²⁶¹ David Bandurski, «Xinhua: Hangzhou's 'real-name Web registration system' is 'on the shelf'», *cmp.hku.hk (China Media Project)*, 20/05/2009, cmp.hku.hk/2009/05/20/1632/, (consulté le 03/03/2013).

²⁶² L'expérience consistait à faire s'enregistrer les utilisateurs voulant surfer dans les cybercafés à l'aide d'un numéro et d'un mot de passe. L'internaute devait acheter une « carte de navigation » peu coûteuse en ayant préalablement rempli une « fiche d'éducation citoyenne ». Ces cartes étaient distribuées par le Bureau d'Information publique, responsable entre autres des licences des cybercafés. Roger Falligot, op cit., p.533.

²⁶³ Règlement original disponible sur le site web du MII : <http://www.mii.gov.cn/col/col521/index.html>, (consulté le 01/02/2008).

²⁶⁴ Elaboré par l'ISC, cette charte les engage officiellement à censurer le contenu des blogs jugés « néfastes » et à identifier les blogueurs mis en cause auprès des services de police <http://www.isc.org.cn>

²⁶⁵ « Aux yeux du Parti, la culture juridique est synonyme de culture politique, et la politique du Parti, en la matière, est implacable tout en étant inconstante » : Wanda Capeller et Takanori Kitamura, *Une introduction aux cultures juridiques non occidentales*, op.cit. p.205.

du civisme sur le net (cf. chap. II²⁶⁶) montre une certaine réappropriation des valeurs confucianistes présentées ci-avant, afin de réduire la marge d'échec du recours à la loi. Concernant la législation relative à l'internet, il est donc clair que la tendance actuelle est de tenter de circonscrire au maximum les risques inhérents à cet outil par un va-et-vient entre la doctrine légiste²⁶⁷ et confucianiste. Bien que cette stratégie duale apparaisse au premier abord comme paradoxale, il sera justement question dans cette étude de montrer combien le pragmatisme des autorités s'avère efficace. Celle-ci lui permet ainsi de réduire autant que possible – par le droit et par la contrainte sociale normative– le champ de la contestation dans le cyberspace.

²⁶⁶ Voir II-B.2.1 : De la civilité comme cadre de l'expression populaire.

²⁶⁷ Les campagnes d'arrestations massives illustrent le large champ d'interprétation de la loi, comme la récente vague de répression lancée par le nouveau président Xi Jinping de l'été 2013, où plus de 450 internautes ont été envoyés en prison. Philippe Grangereau, « Pékin veut mater Internet par la terreur », *Libération*, 09/09/2013.

B.3.2. Application judiciaire : de la question de la légitimité

« *En tuer un, pour en terrifier un millier* »

Sunzi 孙子, *L'art de la guerre*

L'exécution judiciaire vaut la peine qu'on s'y arrête puisqu'une grande différence existe entre la législation théorique et la réalité constatée sur le terrain - au vu des sanctions et jugements prononcés. Il s'agit de comprendre si ces pratiques sont diligentées par le pouvoir au plus haut niveau de l'Etat ou s'il y a dichotomie entre la volonté politique du pouvoir central et les agissements des instances locales en matière d'application de la loi. Je montrerai par ailleurs si les infractions commises sur la toile relèvent des mêmes pratiques constatées dans d'autres champs pénaux, à savoir si elles sont considérées ou non comme des délits moins graves du fait de leur virtualité. Enfin, je tâcherai d'évaluer les effets socio-psychologiques de ces sanctions sur les cybercitoyens.

Bien que la Chine ait adopté un système légal digne des pays développés et à présent copié par eux en matière d'internet²⁶⁸, il n'en reste pas moins que le couperet de la justice ne s'abat pas uniformément sur tous les contrevenants à la loi. Comme le constatait déjà en 2006 Tai Zixue au sujet de la prise en compte de l'agenda politique et médiatique²⁶⁹, on constate bien que des paramètres comme la notoriété de la personne ou les réactions qu'une arrestation pourrait susciter (en Chine ou à l'étranger) sont pris en considération dans le processus d'enclenchement arbitraire de la répression (comme la différence de traitement de l'artiste Ai Weiwei et de l'instituteur chinois évoqué précédemment).

²⁶⁸ L'évolution de la loi française LOPSI (2002) démontre non seulement de nombreuses similitudes avec le système légal chinois régissant l'internet, mais révèle une accentuation du contrôle et de la surveillance gouvernementale depuis 2008 (LOPPSI 2).

²⁶⁹ Tai Zixue, *The Internet in China, Cyberspace and civil society*, New York et Londres, Routledge, 2006, p.291: "Although the government has shown a more lenient approach toward behavior on the Internet and has allowed expressive activities that it does not perceived to be a direct threat, it has also from time to time selectively persecuted individual violators, depending on the political tide of the day." (Bien que le gouvernement ait montré une approche plus indulgente envers l'attitude sur l'internet et a autorisé des activités d'expression qu'il ne perçoit pas comme une menace directe, il a aussi persécuté des contrevenants individuels, selon le courant du moment).

Il n'a pas été possible de connaître des chiffres exacts donnés par les autorités concernant le nombre d'emprisonnements directement imputables à la cybercriminalité. RSF compterait 69 cyberdissidents derrière les barreaux jusqu'en 2013²⁷⁰ tandis que Philippe Grangereau en recensait plus de 450 pour le seul été de la même année²⁷¹. Au-delà de ces chiffres hasardeux, on observe que certains individus bénéficient de plus de liberté d'expression que leurs concitoyens : selon l'écrivain Yu Jie, un auteur pékinois semblait moins exposé qu'un auteur de province en 2004²⁷². Les étudiants, quant à eux, auraient une liberté de parole relativement unique à plus d'un titre²⁷³ puisqu'ils dialoguent généralement sur des espaces de discussion fermés au public - les BBS de leur université - avec une liberté de ton des plus inhabituelles comparée aux sujets de discussion sur les forums ordinaires. Toutefois, il est arrivé qu'un de ces BBS prenne trop d'ampleur et devienne par là-même une menace pour le pouvoir. Celui-ci est généralement fermé, comme n'importe quel autre site de la toile : en 2004, l'université de Pékin (*Beida*) a ainsi clôt un BBS de plus de 300 000 utilisateurs après que le Ministère de l'éducation se soit plaint qu'il ne reflétait pas la « vue juste ».²⁷⁴

Parallèlement, on assiste également à un dérèglement de l'application du droit au niveau local. Ainsi, comme le dénonce le film *Le Dernier voyage du juge Feng*²⁷⁵, les magistrats ont recours à une interprétation du droit officiel, où le droit local prime sur le droit national. Bien que l'utilisation du web par les juges pour consulter les décisions de leurs confrères chinois dans le pays et dans le monde crée une influence sensible sur les sentences, la population assiste parfois, impuissante, à l'abus de droit par les potentats locaux qui ne se soumettent pas au regard de la

²⁷⁰ « 2013 : Net-citoyens emprisonnés », *RSF*, 2013, <http://fr.rsf.org/barometre-de-la-liberte-de-la-presse-net-citoyens-emprisonnes.html?annee=2013>, (consulté le 06/05/2013).

²⁷¹ Philippe Grangereau, « Pékin veut mater Internet par la terreur », op.cit.

²⁷² Agnès Gaudu, « En Chine, forces démocratiques et forces totalitaires coexistent », *Courrier International*, nov.2004 ; http://www.courrierinternational.com/article.asp?obj_id=30703#, (consulté le 20/05/2013)

²⁷³ Cette piste sera étudiée en détail dans le chapitre II consacré à l'usage de l'internet par les différents groupes sociaux internautes.

²⁷⁴ Sharon La Franiere, « Tiananmen Now Seems Distant to China's Students », *Newyortimes.com*, 21/05/2013, http://www.nytimes.com/2009/05/22/world/asia/22tiananmen.html?_r=2&ref=asia&pagewanted=all/, 22/05/2009, (consulté le 10/10/2013).

²⁷⁵ Jie Liu, op.cit.

loi. La réalité décrite dans le manifeste de Li Yizhe²⁷⁶ en 1974 a somme toute peu changé, comme le constate les auteurs de la *Charte 08* en 2008 :

*« Alors que les conflits et les crises gagnent en intensité, alors que l'élite au pouvoir continue à écraser et à bafouer en toute impunité les droits des citoyens à la liberté, à la propriété et à la quête du bonheur, nous assistons à une radicalisation de ceux qui n'ont pas de pouvoir au sein de la société : les groupes vulnérables, les groupes qui ont été réprimés, qui ont cruellement souffert, y compris la torture, et qui n'ont aucun espace pour protester, aucun tribunal pour entendre leur plainte ».*²⁷⁷

L'application du droit en Chine, qu'il s'agisse ou non du champ de l'internet, est donc loin de faire du pays un Etat de droit. Le recours à la loi n'est pas fait pour défendre les droits des citoyens mais pour justifier une répression de plus en plus arbitraire. Les intellectuels comme Liu Xiaobo et Ai Weiwei, qui étaient relativement épargnés de par leur notoriété internationale en subissant quelques pressions ponctuelles (« invitation à boire le thé »²⁷⁸, résidence surveillée, etc.), ont fini par être condamnés ou emprisonnés sans jugement ces dernières années.

Les arsenaux déployés par le PCC sur le mode panoptique évoqué par Foucault²⁷⁹ consistent à ce que les sujets intériorisent tout à fait la surveillance jusqu'à s'auto-surveiller²⁸⁰. Ainsi, on

²⁷⁶ Le manifeste a été rédigé par trois anciens gardes rouges sous le pseudonyme collectif Li Yi-Zhe. Placardé dans les rues de Canton en septembre 1974, ce *dazibao* apporte une analyse très critique des problèmes politiques de la Chine : « On voit les bureaucrates qui, tout en connaissant et en appliquant la loi, la violent, inventent des faux procès et utilisent les pouvoirs publics à des fins privées, organisent des procès officieux (commissions dans les *Danwei*), créent des prisons privées, commettent des crimes et où [sic] la police peut condamner elle-même les gens en les envoyant dans les *laojiao* sans passer par le tribunal ». Li Yi Zhi 李一哲, « mai xiang minzhu zui chenshi de yi bu 迈向民主最沉实的一步 », *360doc.com*, septembre 1974, http://www.360doc.com/content/07/0312/10/19446_394182.shtml, (consulté le 15/12/2013).

²⁷⁷ Traduction de la Charte 08 : Pierre Haski, « le texte intégral du manifeste des dissidents chinois, la Charte 08 », *rue89.com*, 14/12/2008, <http://www.rue89.com/chinatown/2008/12/14/le-texte-integral-du-manifeste-des-dissidents-chinois-la-charte-08-html>, (consulté le 13/12/2013).

²⁷⁸ En référence à une délicate tradition, « l'invitation à prendre le thé » est une manière d'avertir l'internaute qu'il vient de franchir une ligne rouge et signifie le début des ennuis. Le blog intitulé « Drinking Tea Chronicles » relate depuis 2010 les témoignages de ces internautes « avertis ». Lors de la session annuelle du Parlement en février 2010, plus de 200 citoyens ont relaté leur « invitation à boire le thé » sur ce blog.

²⁷⁹ D'après les théories de Bentham : Michel Foucault, *Surveiller et punir*, Paris, Gallimard, 1975, p.236.

²⁸⁰ « (...) l'effet majeur du Panoptique : induire chez le détenu un état conscient et permanent de visibilité qui assure le fonctionnement automatique du pouvoir. Faire que la surveillance soit permanente dans ses effets, même si elle est discontinuée dans son action ; que la perfection du pouvoir tende à rendre inutile l'actualité de son

assiste à l'utilisation de méthodes coercitives tous azimuts, légales ou arbitraires, qui concourent à renforcer le contrôle de l'Etat sur l'information véhiculée sur l'internet et notamment les médias. Malgré les moyens démesurés réalisés par le gouvernement en termes d'infrastructures, le ministre de l'Information Wu Jichuan, lorsqu'il annonçait en 1995 : « *l'Internet c'est un peu comme l'eau, il suffit de fermer le robinet pour que ça ne circule plus* »²⁸¹, n'imaginait peut-être pas la tâche aussi ardue et compliquée aujourd'hui, du fait de l'énormité des flux engendrés par la première population internaute au monde et la complexité des entrecroisements des organes de contrôle. Les nombreuses campagnes de « purification du net » lancées par le gouvernement, la surveillance des internautes, la censure et le durcissement de la législation, n'ont jamais totalement raison de certaines tendances ou scandales impossibles à étouffer. C'est pourquoi il faut considérer que lorsque le recours à la loi ne suffit pas à circonscrire un phénomène gravement perturbateur, le pouvoir n'hésite pas à recourir à des méthodes répressives informelles (intimidation), illégales (hacking) et violentes (arrestations et tortures) même lorsqu'il s'inscrit seulement dans la dimension virtuelle.

exercice ; que cet appareil architectural soit une machine à créer et à soutenir un rapport de pouvoir indépendant de celui qui l'exerce ; bref que les détenus soient pris dans une situation de pouvoir dont ils sont eux-mêmes les porteurs. Pour cela, c'est à la fois trop et trop peu que le prisonnier soit sans cesse observé par un surveillant : trop peu, car l'essentiel c'est qu'il se sache surveillé ; trop, parce qu'il n'a pas besoin de l'être effectivement. Pour cela Bentham a posé le principe que le pouvoir devait être visible et invérifiable. Visible : sans cesse le détenu aura devant les yeux la haute silhouette de la tour centrale d'où il est épié. Invérifiable : le détenu ne doit jamais savoir s'il est actuellement regardé ; mais il doit être sûr qu'il peut toujours l'être», Michel Foucault, ibid.

²⁸¹ Eric Sautédé, op.cit. p.3.

Conclusions du chapitre I

Ainsi et pour clore le premier chapitre de cette étude intitulée « Ambition orwellienne de l’omni-contrôle », je tendrais à qualifier le régime politique chinois actuel, au regard de sa gestion de l’internet, comme celui d’un « totalitarisme conscient » tel que formulé par Chen Yan²⁸². Ce concept fait référence à un totalitarisme essoufflé, auquel ni la population ni les dirigeants ne croient plus (idéologiquement parlant) et qui devient seulement un pur instrument de contrôle permettant au pouvoir de garder autant qu’il le peut sa mainmise sur le peuple. Comme j’ai pu le constater dans ce présent chapitre, cette tentative de domination se traduit par la mise en place de moyens de contrôle techniques et humains colossaux, difficiles à surmonter pour les utilisateurs en Chine. Il est donc clair que les internautes sont très conscients de la surveillance visible et invisible dont ils font l’objet. Cette surveillance est présentée par le gouvernement comme une responsabilisation des acteurs dans l’espace public, les incitant à se comporter correctement en ligne tout en dénonçant ceux qui entravent la pérennisation de cet outil (peut-être sur le modèle anglo-saxon de *community policy* décrit plus haut). Il fallait dans ce premier chapitre poser les jalons de l’histoire de l’internet chinois, d’une part en contextualisant les enjeux ayant motivé les dirigeants à son introduction puis à sa généralisation dans le pays. Une fois les motivations posées, il fallait ensuite vérifier si l’importance de ces enjeux était suivie de moyens et de dispositifs à la hauteur du risque encouru évalué par les dirigeants, celui de déstabilisateur politique. La deuxième partie de ce chapitre permet de se rendre compte de la nature coercitive du contrôle de la toile qui aurait pu s’inspirer du modèle orwellien, agissant par « mouvements de balancier » imprédictibles²⁸³. Afin d’évaluer l’étendue et les limites de cette volonté de domination, le deuxième volet de cette étude identifiera les réactions des utilisateurs aux leviers mis en place. En faisant basculer le lecteur de « l’autre côté du miroir », ou plutôt de l’autre côté de l’écran d’ordinateur, je montrerai, par une étude transversale de la société numérique, qui sont les internautes chinois, comment ils se comportent sur la toile, ce qu’ils recherchent et s’ils sont les nouveaux acteurs d’une société civile montante qui œuvre à faire face à un Parti omnipotent.

²⁸² Chen Yan, *L’Éveil de la Chine*, La Tour d’Aigues, L’Aube, 2002, 315 p.

²⁸³ Terme emprunté à Jean-Philippe Bèjà au sujet des campagnes oscillatoires du relâchement de l’expression publique et de sa répression. Jean-Philippe Bèjà, op.cit.p.117.

CHAPITRE II

L'INTERNET, VECTEUR DE LIBERALISATION DE LA PAROLE PUBLIQUE POUR LA SOCIETE?

Après avoir exposé dans le premier chapitre les différents aspects de la volonté de cybercontrôle du gouvernement sur la société chinoise, la question se pose de savoir si la virtualité sert ou non de vecteur d'émancipation de la société vis-à-vis de son gouvernement. Ce deuxième chapitre s'articulera en trois parties qui constitueront les différentes approches propres au caractère transdisciplinaire de cette étude. Il convient de montrer en quoi les mutations sociétales induites par l'usage de la dimension virtuelle modifient l'étude sociologique de la classe numérique chinoise. Une fois ces paradigmes relevant (en partie) des Humanités digitales établis, il s'agit de constater les potentialités et les limites de la prise de parole des internautes chinois dans l'espace public virtuel en Chine d'un point de vue critique, afin de considérer si elle peut se poser comme un véritable enjeu de pouvoir vis-à-vis du gouvernement. L'horizontalité et la multiplicité des interactions entre les différents acteurs du net ont fait évoluer tant l'état d'esprit populaire que les modes de dialogue du peuple avec ses dirigeants. C'est par l'étude du maniement du « cadrage de la parole publique » (étatique et populaire) que j'analyserai la façon dont les acteurs arrivent à mobiliser l'opinion pour accentuer la pression sur les pouvoirs publics et les pousser à agir dans « l'intérêt général ». Il faudra pour cela observer en quoi la stratification sociale existante sur le web constitue à la fois une force et une faiblesse pour l'ensemble de la société virtuelle, au regard de l'engagement de certains acteurs qui s'emploient à améliorer la liberté d'expression en Chine et les droits de la société.

II.A/ QU'APPORTE LA DIMENSION NUMERIQUE A L'ETUDE DE LA SOCIETE CHINOISE ?

A.1. Sociologie de la « virtualité réelle »

Avant d'aborder l'étude de la société chinoise présente sur le net à travers ses pratiques et ses profils sociologiques, il est important de présenter ce que la dimension numérique a apporté en termes de changements sur les plans de l'appréhension spatio-temporelle, des relations entre les individus, de l'accès à l'information et à l'espace public. Ces paradigmes poseront la posture adoptée dans ce travail quant à l'identification des sujets et de leur engagement politique à faire évoluer la « gouvernance » en Chine selon une perspective critique²⁸⁴.

L'Homme suivait originellement le rythme du jour et de la nuit ainsi que des saisons ; son travail étant rythmé par ce que la nature lui permettait de faire : travailler le jour, se reposer et dormir la nuit ; labourer à l'automne, chômer en hiver, semer au printemps et récolter en été. Sa vie, ses activités, son alimentation s'ordonnaient selon ces périodes naturelles. Avec la révolution industrielle du XIXème siècle, ce rapport naturel au temps de l'ancienne société agraire s'est transformé en un rapport artificiel, calqué sur le temps de travail ouvrier et qui consiste à accomplir la même tâche toute l'année, quelle que soit la saison. Ainsi naquit une société vivant au rythme de la synchronisation du travail avec des horaires contrôlés, prévisibles et réguliers. Vers la fin des années 1970 le « temps fordien »²⁸⁵ est confronté à de nouveaux rythmes, moins prévisibles. La flexibilisation du temps de travail se met en place dans un souci de meilleure rentabilité : horaires décalés ou de nuit et travail le week-end se multiplient tandis que l'amplitude des horaires d'activités et du roulement des personnels évolue. Ce dérèglement des activités de l'Homme par rapport au temps donne dès lors un premier écho du bouleversement

²⁸⁴ Considérant que « l'activité sociologique sous un rapport politique » puisse servir à « fournir des appuis pouvant armer les individus pour comprendre et remettre en cause le bien-fondé de leur réalité sociale » : Fabien Granjon, *Reconnaissance et usages d'Internet*, op.cit . p 14.

²⁸⁵ Les théories sur la rationalisation de la productivité par le temps de travail ont largement été inspirées dans le monde occidental par Frederick Taylor et Henry Ford. La conception du « taylorisme » apportait l'idée d'un chronométrage des tâches ouvrières afin d'optimiser la productivité dans un élan toujours plus compétitif.

qui sera produit par les NTIC à la fin du XX^{ème} siècle et au début du XXI^{ème} siècle pour les sociétés modernes. Les individus doivent être branchés, connectés et joignables 24/24h, où qu'ils se trouvent et quelle que soit leur activité. Alors que la localisation de l'individu par la téléphonie fixe et le courrier postal différencie les temps d'activité (travail) et les temps privés (loisir, domicile), la généralisation du smartphone tend à faire disparaître ce rapport géographique au temps. Cette accessibilité tous azimuts, aussi dénommée par l'acronyme ATAWAD dans les milieux informatiques (Any Time Any Where Any Device, n'importe quand n'importe où n'importe quel appareil), résume à quel point l'information et la communication sont maîtrisées par les utilisateurs eux-mêmes, qui exigent d'être en permanence connectés à l'information et à leur réseau social personnel²⁸⁶.

Ainsi avec l'introduction de l'internet, c'est bien un bouleversement sans précédent des réalités et des valeurs qui s'opère dans la vie de chacun des êtres connectés²⁸⁷ : alors que nos cinq sens dictent habituellement la perception de la réalité qui nous entoure, l'ordinateur connecté au réseau mondial offre à l'internaute la possibilité de vivre virtuellement des vies, des événements²⁸⁸, des discussions²⁸⁹ inimaginables jusqu'alors. Cette nouvelle « réalité virtuelle » décrite par Manuel Castells²⁹⁰, se matérialise principalement par des images et des sons diffusés

²⁸⁶ Via des supports informatiques fixes tels que le PC ou la télévision, ou bien mobiles : téléphones intelligents, tablettes numériques.

²⁸⁷ Voir Hubert Guillaud, « Comment Internet modifie-t-il notre rapport au réel ? », *lemonde.fr*, 12/02/2010, http://www.lemonde.fr/technologies/article/2010/02/12/comment-internet-modifie-t-il-notre-rapport-au-reel_1305103_651865_1.html, (consulté le 03/06/2013).

²⁸⁸ Avec les sites de vidéos et de réseaux sociaux en ligne, l'internaute est en mesure de « vivre » par écran interposé une révolution en temps réel (comme celles du Printemps arabe) ou une arrestation par la police. Le « citoyen reporter » Zuola avait alerté le monde entier en août 2008 sur Twitter, via son téléphone mobile, qu'il venait de se faire interpellé (alors même qu'il se trouvait dans la voiture des policiers). Une fois rentré chez lui, Zuola recevait sur son téléphone portable le message suivant, qu'il publia aussitôt sur Twitter : « *Message de la sécurité publique : Cher M. Shuguang, nous avons lu avec beaucoup d'attention le contenu de votre blog. Il est plein de paroles un peu difficiles. Nous ne savons trop comment les comprendre. Monsieur le citoyen journaliste, éclairez-nous !* ». <http://twitter.com/#!/zuola/statuses/887171541>.

²⁸⁹ Le 26 novembre 2007 alors qu'il est placé en résidence surveillée par les autorités, l'intellectuel et cyberdissident Hu Jia condamne publiquement par webcam interposée les violations des Droits de l'Homme faites par le PCC auprès du Parlement européen (à l'occasion d'une audition sur les droits de l'homme en Chine).

²⁹⁰ Manuel Castells, *La société en réseaux*, Paris, Fayard, 2001. Il désigne par « virtualité réelle » le fait que l'internet permet à tout à chacun d'accéder à une nouvelle dimension s'insérant pleinement dans notre monde « réel » et qui peut tout à fait, au même titre que l'Agora grecque, prétendre renouveler le dialogue social et l'action politique, par exemple.

via les appareils multimédias qui entourent l'utilisateur en lui façonnant un nouvel environnement « augmenté »²⁹¹. Sa pensée et ses schèmes d'interprétation sont jour après jour bousculés par une réalité aux limites sans cesse repoussées : le privé devient public²⁹², le lointain devient accessible en tous temps et en tous lieux²⁹³, le local devient global²⁹⁴, l'information devient un produit de divertissement comme un autre²⁹⁵, les consommateurs d'informations deviennent producteurs²⁹⁶, l'accès au savoir n'est plus restreint aux seuls spécialistes et chercheurs scientifiques mais au plus grand nombre²⁹⁷. Le XXI^e siècle s'inscrit en définitive dans une ère nouvelle, celle du « noolithique »²⁹⁸, qui bouleverse une grande part de nos vies

²⁹¹ Le concept et la technicité de la « réalité augmentée » visent à accroître notre perception du monde réel en y incrustant en temps réel des éléments virtuels.

²⁹² Qu'ils s'agissent de blogs (sortes de journaux intimes lisibles par les internautes), de salons de discussions (chatrooms) ou de comptes de type Facebook (vitrine personnelle et réseau social), la notion de vie privée a totalement été bouleversée avec l'internet. Cet aspect sera évoqué plus loin dans cette étude.

²⁹³ Exemples : un courriel est envoyé en seulement quelques secondes à l'autre bout du monde, un internaute peut communiquer de visu et en direct par webcam interposée.

²⁹⁴ Lorsqu'un scandale local ou national émeut la planète du fait de sa médiatisation sur le web mondial, la problématique liée à la souveraineté des Etats se fait chaque jour plus complexe (pression de l'opinion publique internationale, ingérence diplomatique). De même, la création du site du Bureau des Lettres et des Visites (*guojia xinfang ju*) permet aux citoyens, même ceux habitant dans les régions les plus reculées du pays, de se plaindre des agissements illégaux des potentats locaux auprès du pouvoir central à Pékin, voir annexe n° 17 « Etude de sites gouvernementaux : de la nouvelle 'gouvernance' 2.0 » (« Le cas du Bureau Des Lettres et Des Visites, ou la dilution de la contestation grâce à l'internet »).

²⁹⁵ Les chaînes d'information continue sont en cela emblématiques (CNN, BBC, CCTV-News-LCI, etc.). Critiquées comme faisant de « l'info-spectacle », ce concept inventé par la CNN dans les années 1980 a révolutionné le monde audiovisuel journalistique. Voir à ce propos Olivier Ferrand, « la société du divertissement médiatique », In *Le Débat*, n° 138, 2006, http://www.cairn.info/resume.php?ID_ARTICLE=DEBA_138_0046 (consulté le 01/03/2013).

²⁹⁶ C'est le cas des blogueurs cyberjournalistes tels que Zhou Shuguang (周曙光), alias Zuola qui, en sa qualité d'internaute, s'est autoproclamé « cyberjournaliste-citoyen ». Il est devenu célèbre en 2007 par ses reportages diffusés sur son blog www.zuola.com à propos d'un conflit qui opposait des habitants de Chongqing à des promoteurs immobiliers (affaire des « maisons-clous », voir annexe n°25 : « Les 'maisons-clous' : Réappropriation du discours étatique par des citoyens tenaces »). Depuis, Zhou Shuguang sillonne la Chine en rapportant sur le web chinois les injustices faites à ses concitoyens.

²⁹⁷ Wikipédia est emblématique à ce titre, car n'importe quel internaute peut contribuer à écrire la définition d'un mot ou faire la biographie d'une personne célèbre sans être « légitimement » spécialiste du domaine.

²⁹⁸ Pour une description plus complète de la conception de la « noosphère » et du noolithique, issue de la pensée de Pierre Lévy et Joël de Rosnay, voir Roger Bautier, « l'internet comme cerveau mondial », *Esprit critique*, vol. 5, n° 4, 2003, p.6.

inexorablement connectées au niveau mondial. Les changements majeurs issus de cette virtualité sont naturellement intégrés par la nouvelle génération, jeune et « branchée » dès le plus jeune âge, qui conçoit la virtualité comme une dimension intrinsèque de la vie réelle. La société de consommation modernisatrice incite à plonger un peu plus le monde dans cette virtualité, avec la croyance de pouvoir combler la totalité de nos besoins, même les plus primaires et pour autant réels. Outre la consommation superflue usuelle, les internautes peuvent déjà se nourrir et se vêtir en faisant leurs achats sur les sites marchands en ligne, payés avec le salaire de leur cybertravail et se réconfortant auprès de leurs relations virtuelles sur les sites de réseaux sociaux ou sites de rencontres. Ils peuvent agir depuis leur canapé en pétitionnant d'un clic, tout en commentant l'actualité en direct selon la polémique du moment. Il s'agira à présent de constater si les observations décrites par Putman, au sujet du recul de la participation civique imputable à la transformation technologique et à l'individualisation des loisirs, peuvent être transposables au contexte chinois²⁹⁹.

A.1.2. L'internet comme nouvel accès à l'information et à l'espace public

Réflexion vs instantanéité - le cas du microblogging

« Comment penser les relations entre individus dans une société dominée par une panoplie dont l'interactivité est prise pour de la communication ? »

Dominique Wolton³⁰⁰

Sur le plan de l'accessibilité à l'information et à sa diffusion, le rapport médiatique au temps avant l'avènement du web était relativement simple, dans la mesure où les entreprises médiatiques étaient les seules émettrices de l'information qu'elles distillaient selon leur propre

²⁹⁹ Robert D. Putnam, *Bowling Alone : The Collapse and revival of American Community*, New York, Simon & Shuster, 2000, p.170. Fabien Granjon récuse d'ailleurs ce déterminisme technologique par une approche critique de la sociologie des TIC : Fabien Granjon, Benoît Lelong, « Capital social, stratifications et technologies de l'information et de la communication », *Réseaux* 5/ 2006 (n° 139), URL : www.cairn.info/revue-reseaux-2006-5-page-147.htm, (consulté le 4/11/2014).

³⁰⁰ Dominique Wolton, *Penser la communication*, Champs, Flammarion, 1997, .p.11.

rythme de diffusion - particulièrement en Chine où ces organes s'avèrent être sous le contrôle de l'Etat-Parti : publications ou émissions quotidiennes, hebdomadaires, bimensuelles, mensuelles, etc. Avec l'accès aux médias en ligne, ce rapport au temps médiatique a profondément évolué puisque chaque internaute ou organe médiatique peut désormais décider de diffuser des messages ou des informations en continu via des sites web, forums, blogs ou micro-blogs, réseaux sociaux. Ainsi l'internet a renversé la communication verticale (médias vers le public) pour l'étendre au plan horizontal du « tous vers tous ». Ces nouveaux modes de communication et d'information s'opèrent selon un rapport au temps totalement libre, puisque ce sont l'émetteur et le récepteur qui maîtrisent le moment de publier ou d'accéder aux contenus de leur choix. De même, les contraintes horaires se trouvent surmontées par l'information, elle aussi en réseau : les contenus sont non seulement accessibles « en direct » (vidéos en streaming, SMS, « twitts » par Weibo) mais aussi sur des contenus déjà diffusés (visionnage des émissions télévisées ou écoute des programmes radiophoniques en podcast). Alors que chaque minute déverse un flot d'informations continues (sur le modèle historique de la chaîne de télévision CNN) diffusées par les structures médiatiques, le « phénomène Weibo » en Chine, issu du Web 2.0 (dit « collaboratif »), a complexifié ce diktat de l'instantanéité, en les privant de leur monopole de diffusion.

Les réseaux sociaux tels que Weibo ou QQ³⁰¹, calqués sur les sites américains Twitter et Facebook³⁰², sont des sites sociaux qui rencontrent depuis 2010 un succès et une croissance exponentielle³⁰³ auprès du public chinois, avide de sociabilité³⁰⁴. Avec Weibo, la diffusion de l'information devient oralisante, les internautes étant au courant de l'actualité ou de la polémique du moment grâce à leur réseau social en ligne. Grâce à cette plateforme, l'internaute

³⁰¹ Ces deux sociétés détiennent le quasi monopole dans le domaine : en 2013, 90% des internautes chinois ont un microblog Tencent QQ ou Sina Weibo.

³⁰² Weibo a été lancé en Chine un mois après que le site américain Twitter soit interdit sur le web chinois en 2009. La plateforme *Xinlang Weibo* 新浪微博 était accessible à l'adresse : t.sina.com.cn.

³⁰³ La Chine compterait 309 millions de microblogueurs actifs, soit une hausse de 58 millions par an (+23,5%). *2013 Statistical Report on Internet Development in China* : CNNIC, op.cit. p.36.

³⁰⁴ Voir plus loin l'explication de Yao Bo quant aux raisons du succès de Weibo en Chine. L'une des raisons s'avère être un problème de socialisation dans la société chinoise actuelle.

poste à son lectorat d'abonnés des messages courts (moins de 140 caractères³⁰⁵) via son PC, sa tablette et surtout depuis son smartphone relié à l'internet. Le style y est souvent plus oral qu'écrit. Il peut également y joindre une photo ou une vidéo. L'utilisation croissante des smartphones est d'ailleurs particulièrement adaptée à ces sites de microblogging par leur format (brièveté du texte lisible sur un petit écran) et leur facilité d'utilisation (les compétences pour l'écriture ne sont plus requises du fait de la brièveté des messages, a contrario de l'information émise sur un blog ou un site web personnel par exemple³⁰⁶). L'internet mobile s'est, de fait, particulièrement développé en Chine grâce au microblogging en 2009. En effet, la connexion au réseau depuis un mobile a surpassé en 2012 la connexion depuis un PC, soit 74,5% des internautes chinois (équivalent à 422 millions d'internautes mobiles)³⁰⁷. Pour rappel en 2008, ceux-ci se connectaient 16 heures par semaine³⁰⁸, tandis que cette durée tend à augmenter en 2012 du fait de la nomadisation des supports de connexion³⁰⁹ et de l'accroissement des temps de loisirs³¹⁰ (20,5 heures/semaine en 2012³¹¹).

³⁰⁵ Il faut noter que l'écriture chinoise permet d'exprimer beaucoup plus de contenu qu'en français par exemple. La langue chinoise est une langue particulièrement elliptique, les expressions idiomatiques de 4 caractères (*chengyu*) sont particulièrement utilisées pour exprimer avec précision les enjeux ou le contexte d'une situation.

³⁰⁶ Roger Bautier note à ce propos que le web participatif restait finalement réservé à un public plus restreint que l'ensemble de la population internaute au vu des compétences requises : « *la répartition inégale des compétences qui tend à limiter l'intégration à ces formes de communication, étant donné que la formulation d'une argumentation, la participation à un débat, l'élaboration d'une synthèse de diverses positions, etc., sont des activités dont la maîtrise est fortement marquée par le niveau du capital culturel et social des individus et des groupes* ». Roger Bautier, « Les foules selon le web 2.0 : de la folie à la sagesse », op.cit.

³⁰⁷ Parmi eux, 309 millions sont utilisateurs de microblogging se connectant à 65% depuis leur mobile. *2013 Statistical Report on Internet Development in China*: CNNIC, op.cit.p.18. En 2008, 72,2 % se connectaient depuis un PC à leur domicile, mais aussi depuis leur lieu de travail ou un cybercafé mais cette proportion s'est inversée depuis la mise sur le marché de l'internet mobile, puisque 74,5% des internautes déclaraient en 2012 se connecter depuis leur mobile plutôt que d'un PC. *Statistical Survey Report on the Internet Development in China* : CNNIC, Pékin, janvier 2008, p.13.

³⁰⁸ Selon une enquête de l'European Interactive Advertising Association (EIAA), les Européens se connectaient 10 heures par semaine en moyenne en 2008, *eiaa.net*, s.d. <http://www.eiaa.net/news/eiaa-articles-details.asp?lang=2&id=157>, iabeurope.eu, (consulté le 01/04/2008).

³⁰⁹ Smartphones et tablettes notamment.

³¹⁰ Le gouvernement chinois a lancé depuis 1999 une politique de développement des congés payés. Les Chinois bénéficient désormais de deux semaines de vacances annuelles, appelées « Semaines en or » et correspondant à la fête nationale d'octobre et à la fête du Printemps.

³¹¹ *2013 Statistical Report on Internet Development in China*: CNNIC, op.cit. p.29.

Dans cette tendance d'« oralisation de l'écrit », on a déjà assisté à un engouement mondial de l'utilisation des SMS pour communiquer instantanément par court message écrit, d'abord chez les jeunes puis à l'ensemble de la population - du fait des moindres exigences techniques et littéraires requises par ce nouveau format de communication (dont il sera question plus avant). De même que sur Weibo, la nature elliptique de la communication par SMS a transformé peu à peu les relations sociales par la retranscription à l'écrit du dialogue oral matérialisé grâce aux SMS, rapprochant les personnes éloignées physiquement par la proximité ressentie grâce à l'instantanéité de la communication. Ce phénomène de communication et d'information « oralisant » des SMS et du microblogging s'est depuis développé avec une nouvelle plateforme dénommée Weixin (微信)³¹² en 2013, qui consiste en de courts messages vocaux ou écrits transmis sur le web par messagerie instantanée³¹³.

L'éditorialiste et blogueur Yao Bo³¹⁴ explique pourquoi les Chinois se sont littéralement accaparés ce nouveau mode de communication et d'information par micro-message : « *Les Chinois ont un problème de sociabilité, que le web et Weibo aident à régler. Et puis en Chine, les canaux par lesquels nous pouvons obtenir des informations sont trop peu nombreux. Weibo en est un et il est très efficace* »³¹⁵. En effet, le microblogging a permis un meilleur partage de l'information, tant pour les émetteurs que les receveurs. Exemple : les diffuseurs d'informations sont souvent les témoins directs d'un événement qu'ils ont pu avoir photographié et filmé avant d'en retransmettre le contenu par un court message auprès d'un large public. L'information reprise, puis transférée par cercles de réseaux virtuels, devient difficilement censurable du fait de la « viralité »³¹⁶ qu'elle suppose. Pour les receveurs, Renaud de Spens note que le

³¹² Weixin.qq.com/

³¹³ Ce phénomène, non étudié au moment de l'écriture de cette thèse, révèle le besoin de connectivité immédiate du cercle relationnel virtuel des utilisateurs.

³¹⁴ Yao Bo, connu sous son pseudonyme en ligne *Wuyuesanren* 五岳散人, est l'un des candidats indépendants qui s'est présenté aux élections locales pour les Congrès du Peuple des districts municipaux en 2011. Surnommé comme l'un des « candidats Weibo », il a su utiliser ce nouveau média, encore difficilement contrôlable par le régime, pour faire entendre sa voix auprès du grand public: Benjamin Gauducheau, « Weibo, le Twitter chinois, une révolution en marche », *Aujourd'hui la Chine*, 18/12/2011, <http://www.rue89.com/chinatown/2011/08/16/weibo-le-twitter-chinois-une-revolution-en-marche-217502>, (consulté le 11/06/2013).

³¹⁵ Yao Bo, *ibid.*

³¹⁶ Où la transmission de l'information devient « contagieuse », tant la diffusion se propage de manière diffuse et incontrôlée.

microblogging est aussi intéressant d'un point de vue politique car « *même les personnes qui ne s'intéressent a priori pas aux sujets sensibles les verront passer, alors qu'ailleurs, il faut faire l'effort d'aller les chercher* »³¹⁷. C'est sur ces deux aspects que le microblogging constitue, dans le contexte politique chinois, un puissant vecteur de diffusion de l'information et de communication hors des canaux médiatiques habituellement soumis à la censure. Néanmoins, il faut nuancer la portée de ces observations car le format court de ces messages à vocation informative permet difficilement de développer une réflexion globale sur les événements mis en exergue. Le « diktat » de l'instantanéité, décrit plus haut, ne laisse pas non plus le temps aux récepteurs des messages de vérifier la véracité du contenu, ni même l'identité de l'auteur de l'information initiale véhiculée dans la chaîne d'utilisateurs. Les discussions engendrées autour d'une information polémique, par exemple, sont développées par de brefs messages qui ne permettent pas à l'argumentation et à la contextualisation d'être développées pour une appréhension globale réfléchie et circonstanciée³¹⁸. Ces discussions par brefs messages interposés s'apparentent souvent, comme c'est le cas sur les forums de discussion, à des exclamations réactives³¹⁹. La très rapide obsolescence des sujets repris en boucle ne permet qu'une mobilisation assez rapide, quoiqu'intense en nombre de « twitts », avant qu'une nouvelle controverse ne focalise l'attention et les débats du public sur un autre sujet. L'information devient accessible au plus grand nombre mais se trouve parfois banalisée, du fait de l'actualisation incessante inhérente aux nouveaux modes de diffusion en ligne.

Il faut également modérer la portée de l'information entrante auprès du public chinois car l'utilisation du réseau en Chine s'effectue principalement en langue chinoise (85% des sites consultés)³²⁰. Ce phénomène est accentué par l'accroissement des noms de domaines en .cn, au détriment des .com (les sites en .cn bénéficient en 2012 d'une augmentation de 112,8% et

³¹⁷ Benjamin Gauducheau, « Weibo, le Twitter chinois, une révolution en marche », op.cit.

³¹⁸ Cette observation sera étayée plus loin dans ce chapitre : « II-C /3. L'internet a-t-il sonné le glas de la parole publique des intellectuels ».

³¹⁹ Voir l'étude des forums chinois de Séverine Arsène, où elle observe que peu d'internautes s'expriment réellement, la plupart émettant de brefs messages d'assentiment ou de rejet en réaction à un billet émis. Séverine Arsène, op.cit. p.256.

³²⁰ Les moteurs de recherches ne proposent comme réponse aux requêtes que des sites exclusivement rédigés en chinois. Cet aspect sera développé plus loin.

représentent 56% du nombre total des noms de domaines³²¹). La possibilité d'écrire les adresses URL en chinois constituera à terme un obstacle supplémentaire empêchant la population chinoise de dialoguer avec des internautes étrangers ou d'accéder aux sites d'informations dans le monde. C'est sur cet aspect propre à la configuration chinoise qu'il faut distinguer les changements sociaux induits grâce au net dans l'accès à l'information, à la communication et à l'espace public. Nous verrons pourquoi l'augmentation du nombre d'internautes, dans un processus de « massification » de la population connectée, permettra vraisemblablement à l'Etat-Parti de développer une opinion publique plus modérée et peut-être moins engagée politiquement.

A.2. « Massification » de la population internaute : vers une modération de l'opinion en ligne ?

L'accès généralisé de toute la population au réseau comme vecteur de modernisation du pays est l'une des caractéristiques du paradoxe *ouverture/fermeture* d'un régime autoritaire tel que celui de la Chine. Alors que d'autres pays aux systèmes politiques analogues³²² cantonnent son accès à une certaine catégorie de la population (fonctionnaires, élites), ses dirigeants ont fait le pari a priori très risqué de contrer « l'arriération » (*luohou* 落后) économique et culturelle du pays par une accessibilité du plus grand nombre à la modernité dite « branchée » (aux NTIC).

La Chine a une croissance importante et régulière en nombres d'internautes depuis 2006 (+ 6 % par an jusqu'à 2010, puis 4% par an jusqu'à 2012³²³). En 2008, elle est devenue la première nation mondiale en nombre d'utilisateurs, soit 228,5 millions d'internautes (564 millions en

³²¹ Soit 7,51 millions de noms de domaines en.cn sur un total de 13,41 millions noms de domaines chinois. Cette tendance à la « balkanisation » linguistique devrait à long terme se renforcer avec la généralisation, quoiqu'encore timide, de l'adressage en caractères chinois qui s'élève en 2012 à 280 000 noms de domaines en .中国 (.zhongguo, littéralement « .chine »).

³²² Voir Shanthi Kalathil, Taylor C. Boas, *Open Networks, Closed Regimes: The Impact of the Internet on Authoritarian Rule*, op.cit.

³²³ Voir graphique 1 annexe n°9. Le CNNIC interprète le ralentissement de la croissance du nombre d'internautes depuis 2010 au fait que les personnes qui n'utilisent toujours pas l'internet ont encore des problèmes de compréhension d'usage de l'informatique et d'accessibilité (financière et géographique). *Statistical Report on Internet Development in China*: CNNIC, janvier 2013, p.16.

2012)³²⁴. Bien que le taux de pénétration de l'internet au sein de la population³²⁵ connaisse une ascension prometteuse (8,5% en 2005, 22,6% en 2008, 42,1% en 2012³²⁶), il s'avère qu'il n'atteint pas encore ceux des pays développés en termes d'accessibilité (78.6 % en moyenne pour les 50 premiers pays au monde)³²⁷. Sa répartition sur l'ensemble du territoire n'est pas homogène puisque les internautes sont encore principalement concentrés dans les zones urbaines et côtières en 2010 (soit 58%)³²⁸.

En Chine, les internautes utilisent en majorité les mêmes services³²⁹ qu'ailleurs dans le monde : les outils de communication (les mails étant de plus en plus délaissés au profit de la messagerie instantanée, des forums de discussion, des blogs et des micro-blogs), la navigation sur le web (dite surfing et qui concerne la consultation de l'actualité et la recherche d'informations via les moteurs de recherches), les loisirs et les divertissements (écoute de musique en ligne, visionnage de vidéos, jeux vidéos). Les services de type e-commerce³³⁰, e-administration³³¹ ou e-learning³³²

³²⁴ Ibid.

³²⁵ La population chinoise est estimée à 1 324 558 617 d'individus au 18 mars 2008, selon le China Population Information and Research Center (cpirc.com.cn).

³²⁶ Voir graphique 1 en annexe n°09: "Evolution de l'internet en Chine".

³²⁷ "50 countries with the highest internet penetration rate", *Internet World Stats*, 2012, <http://www.internetworldstats.com/top25.htm>, (consulté le 01/11/2013).

³²⁸ Voir carte 1 en annexe n°15 : « Fracture technologique en Chine, un immense territoire à couvrir ».

³²⁹ Voir tableau 2, annexe n°16 : « Analyse des types d'utilisation de l'internet en Chine en 2007 ».

³³⁰ L'achat en ligne est une tendance forte relevée par le CNNIC en 2012 : 242 millions d'acheteurs chinois en ligne en 2012, soit 24% d'augmentation par rapport à 2011. *2013 Statistical Report on Internet Development in China*: CNNIC, op.cit. p.5.

³³¹ Selon le Quotidien du peuple, 12 000 sites web gouvernementaux en .gov.cn ont été créés jusqu'en 2006, représentant 90% des sites gouvernementaux de province, 96% des gouvernements municipaux et 77% des gouvernements de district : « La Chine compte près de 12 000 sites gouvernementaux », *Le Quotidien du peuple*, 26/12/2006, <http://french.peopledaily.com.cn/Sci-Edu/5216451.html>, (consulté le 15/06/2013). Voir également en annexe n°16 : « Typologie des sites web gouvernementaux, une analyse comparative ».

³³² Littéralement « apprentissage en ligne ». Le ministère de l'Education chinois a lancé depuis 1999 un programme de télé-enseignement. Des formations professionnelles et des programmes d'instruction supérieure sont dispensés au sein de 68 écoles du pays (2008) : « L'internet contribue au développement de l'enseignement supérieur en Chine », *Le Quotidien du peuple en ligne*, 07/08/2008, <http://french.peopledaily.com.cn/Sci-Edu/6468649.html>, (consulté le 01/06/2013).

se développent également à grande vitesse pour proposer aux internautes un ensemble de services parallèles et complémentaires aux besoins de la vie réelle.

En Chine, les jeunes sont devenus les moteurs de la consommation des familles. Ils ont le goût de la nouveauté, s'intéressent aux marques et aux nouvelles technologies, dont l'internet fait partie intégrante. 80% des moins de 25 ans disent percevoir le web comme une part essentielle de leur vie et près de deux tiers d'entre eux déclarent avoir une « vie parallèle en ligne ». Cette « vie parallèle en ligne » est d'ailleurs considérée en 2006 comme plus intense que la vie réelle selon presque la moitié du panel : 1100 Chinois âgés de 16 à 25 ans interrogés par le biais d'un sondage en ligne. Dans une enquête plus récente du China Youth Daily, 94,3% des utilisateurs interrogés affirment quant à eux que le microblogging a changé leur vie³³³. L'internet demeure principalement un moyen de divertissement, de communication et d'information pour les jeunes utilisateurs tandis que le reste de la population tend à privilégier encore les relations sociales réelles et les médias traditionnels tels que la télévision et les journaux.

En terme de profil, l'internaute chinois est jeune (69 % des internautes ont jusqu'à 30 ans)³³⁴ et masculin (58,8 %) en 2008, bien que ces proportions concernant le genre tendent à reculer (55,8% d'hommes pour 44,2% de femmes en 2012). En 2012, la majorité des internautes reste plutôt jeune³³⁵, urbaine³³⁶ et éduquée³³⁷. Le niveau d'études des utilisateurs s'avère nettement plus élevé que celui de la population à partir du niveau lycée. Ainsi, il apparaît que seulement 10,9% des internautes aient un niveau d'éducation faible (niveau primaire et moins) tandis que

³³³ L'enquête a interrogé 3282 personnes de 30 provinces, régions autonomes et municipalités de Chine. Congcong Wang, « Microblogging is changing the lives of Chinese youth », *venturedata.org*, 31/08/2010, http://www.venturedata.org/?i207298_Microblogging-is-changing-the-lives-of-Chinese-youth, (consulté le 10/10/2013).

³³⁴ Voir Graphique 6 en annexe n°09 : « Evolution de l'internet en Chine ».

³³⁵ 81,4% des internautes sont âgés de moins de 40 ans en 2012, dont le groupe âgé de 20 à 29 ans représente encore une part majoritaire de 30.4%. Voir graphique 7 annexe n°9: « Répartition par tranche d'âge des internautes chinois en 2011 et 2012 ».

³³⁶ Voir carte 1 et tableau 1 en annexe n°15 : « Fracture technologique en Chine, un immense territoire à couvrir ».

³³⁷ Voir Graphique 8 « Niveau d'éducation en 2012 : une comparaison entre la population totale chinoise et ses internautes » en annexe n°9. Concernant le niveau d'éducation des internautes, le CNNIC le considère comme « élevé » (35% ayant un niveau collège et 42% un niveau lycée) et prévoit que l'augmentation du taux de pénétration internet ira de pair avec l'amélioration du niveau d'éducation et des ressources de la population. *2013 Statistical Report on Internet Development in China*: China Internet Network Information Center (CNNIC), 2013, p.25.

le pourcentage s'élève à 32,2% de l'ensemble de la population. L'écart s'équilibre dans une certaine mesure pour les deux populations de niveau élémentaire et secondaire (35,6% des internautes et 41,1% de la pop. tot.). En revanche, le niveau d'éducation de la population totale est en net décrochage par rapport à celui de la population internaute à partir du niveau lycée (32,3% de la population internaute contre 16,1% de la population tot.) et du niveau universitaire (21,1% de la population internaute contre 10,6% de la pop.tot.). Trois groupes socioprofessionnels se distinguent particulièrement : les étudiants (25,1%), les entrepreneurs privés (18,1%) et les salariés (10,1%)³³⁸. L'évolution du niveau de vie des internautes correspond à la politique socio-économique du gouvernement visant à augmenter le niveau de vie de la population. Les données du Bureau National des Statistiques chinois le prouvent : Le revenu mensuel moyen par foyer passe ainsi, dans la période 2007 à 2012, de 345 à 659 Yuan RMB en zone rurale et de 1148 à 2055 Yuan RMB en zone urbaine³³⁹. Partant de ce constat et prenant en compte le caractère plutôt urbain des internautes (72,4% en 2012³⁴⁰), ainsi que le fait que 25% soient encore étudiants, on peut considérer le profil socio-économique des internautes chinois de la façon suivante le graphique 4 de l'annexe n°9 montre ainsi que la proportion de la tranche des internautes aux revenus de -500 à 2000 Yuan RMB a baissé au sein de la communauté internaute entre 2008 et 2012, tandis que la proportion de la classe « moyenne-haute » et des élites (+ 2000 à + 8000 Yuan RMB) a augmenté sur cette même période. Le CNNIC rejoint ces constatations en notant seulement que les internautes aux revenus mensuels de plus de 3000 Yuan RMB augmentent de manière plutôt stable en 2012, représentant jusqu'à 28,8% de la population internaute³⁴¹. Les internautes de classe moyenne et haute constitueraient donc, début 2013, la base représentative d'une certaine « classe numérique »³⁴². Tai Zixue, même s'il ne la nommait pas comme telle, s'accordait déjà en 2006 à définir la communauté

³³⁸ Voir graphique 5 « Evolution du niveau socioprofessionnel des internautes en Chine en 2008 et 2012 » en annexe n°9.

³³⁹ 2008 *China Statistical Yearbook*: Zhonghua renmin gongheguo guojia tongji ju, 2008, www.stats.gov.cn/tjsj/ndsj/2008/indexeh.htm, (consulté le 02/12/2014) & 2013 *China Statistical Yearbook*: Zhonghua renmin gongheguo guojia tongji ju, 2013, www.stats.gov.cn/tjsj/ndsj/2013/indexeh.htm, (consulté le 02/12/2014)

³⁴⁰ 2013 *Statistical Report on Internet Development in China*: China Internet Network Information Center (CNNIC), 2013, p.23

³⁴¹ Ibid. p.25.

³⁴² Terme emprunté à Maxime Rolandez, *L'impact du micro-blog Sina Weibo en Chine*, op.cit.p.7.

internaute comme une petite partie de la classe moyenne, citadine et éduquée, au comportement politique plutôt conservateur du fait de son intérêt à voir l'envolée économique du pays se pérenniser grâce à une stabilisation du pouvoir³⁴³.

Les graphiques 6 et 7 de l'annexe n°9 montrent enfin que le vieillissement des internautes étendra également le segment croissant des populations moins jeunes (+40 ans) dans la représentation des internautes en Chine (passant de 11,6 à 18,6% de 2008 à 2012), puisque ceux-ci continueront vraisemblablement leur utilisation du réseau. La « classe numérique » continuerait donc à court terme de constituer une « classe moyenne idéalisée »³⁴⁴ extrêmement sensible au discours ambiant sur la modernité (dont l'internet est une composante incontournable), quand bien même cette classe s'étendrait sur un champ plus large de catégories sociales à moyen et long terme. Bien que la communauté internaute ne soit pas encore représentative de l'ensemble de la société chinoise en 2012 (42,1% de la population), la politique de massification progressive annoncée par Charlotte Xiaotao³⁴⁵, au sujet de l'accès du réseau aux populations rurales et à faible niveau d'éducation³⁴⁶ contribuera vraisemblablement à amenuiser progressivement la représentativité des classes moyennes et hautes. Cette vision est partagée par le CNNIC³⁴⁷, qui considère par ailleurs que l'augmentation du taux de pénétration

³⁴³ Tai Zixue, op.cit.p.291 : Tai Zixue donne un début d'explication à la tolérance du gouvernement par rapport aux agissements et à la liberté d'expression de la communauté internaute : « *Internet users are still a small group who tend to be a middle class and well-educated, those are the people who are most likely to align themselves with the government's effort in its economy reform policy* » (les internautes sont encore un petit groupe qui tend à faire partie de la classe moyenne bien éduquée, ceux-là sont plus enclins à s'aligner avec l'effort du gouvernement dans sa politique de réforme économique).

³⁴⁴ David Goodman, « Why China has no new middle class », In GOODMAN David (dir.). *The new rich in China. Future rulers, present lives*, London, Routledge, 2008, p.38.

³⁴⁵ Charlotte Xiaotao, « Approche géopolitique de l'Internet en Chine », *Géostratégiques* n°33, 4^{ème} trimestre 2011, p.30, http://www.strategicsinternational.com/33_13.pdf, (consulté le 09/04/2013) : « *Les indicateurs de ces dernières évolutions prouvent que l'Internet est en train de se massifier en profondeur en atteignant de plus en plus de personnes moins jeunes, moins éduquées et moins riches.* »

³⁴⁶ « *The population with primary school education or below accounted for 11.9% in 2013, slightly rising compared with 2012 and maintaining a growth trend. The Internet users in China continue to cover the population with low levels of education.* » : CNNIC 2014, *Ibid*, p.27

³⁴⁷ « *With the urbanization process in China in recent years, the proportion of the rural population in the total population has dropped continuously, but the proportion of rural Internet users in the total Internet users has kept rising in China, which has reflected the achievement made in the Internet popularization in rural areas. In 2013, the Internet penetration in rural areas in China reached 27.5% and extended the trend of growth since 2012. The gap*

de l'internet ira de pair avec l'amélioration du niveau d'éducation et des ressources de la population toute entière³⁴⁸, prévue par la politique de lissage des inégalités sociales voulue par Hu Jintao.

Le choix stratégique des dirigeants, dans l'accessibilité au réseau des catégories rurales et basses, laisse supposer que la volonté gouvernementale de démocratiser son accès permettra par la même occasion de « noyer » la visibilité d'une minorité polémiste (étudiants, intellectuels) ou dissidente, grâce à l'accroissement important du nombre d'internautes. Cette hypothèse peut notamment être étayée par un faisceau d'indices, observables dans le processus artificiel mis en œuvre par le pouvoir qui recourt depuis 2005 au recrutement massif de *Wumaodang*, faux-commentateurs du net à la solde du Parti. Couplé à une coercition grandissante, la cyberoccupation de l'espace public par ces faux-commentateurs a permis de « diluer » les propos polémistes dans la masse de leurs commentaires, insipides ou conservateurs ; les ôtant de leur visibilité et de leur impact médiatiques. Si la question de l'apport d'internautes ruraux ou à faible revenu à l'ensemble de la cybercommunauté actuelle contribuera à modérer l'opinion publique en ligne (plus qu'à accroître la menace de déstabilisation du pouvoir par l'opinion) mérite d'être posée du fait des inégalités sociales croissantes, la suite de cette étude montrera que le gouvernement a l'air de considérer ce risque comme négligeable, eu égard à l'efficacité des nombreux cadres limitatifs et coercitifs sans cesse déployés.

A.3. Socialisation en ligne : nouveau canal d'expression pour une société informelle invisible ?

Alors que le *guanxi* renvoie traditionnellement aux relations interpersonnelles entre deux individus dans la société chinoise, en désignant à la fois la relation elle-même et la personne à l'origine de la relation, il apparaît qu'avec l'usage du net, ce mode de rencontres et d'échange

between cities and rural areas in terms of Internet popularization has further narrowed, and rural areas are still the important impetus for the growth of Internet users in China at present. ». CNNIC 2014: op.cit, p.25.

³⁴⁸ Les mêmes conclusions ont été observées ailleurs dans le monde. Olivier Donnat, *Pratiques culturelles et usages d'internet*, Paris, Département des études, de la prospective et des statistiques du ministère de la Culture, mars 2007, p.1. L'auteur constate le même phénomène en France.

mutuel évolue au gré de la modernisation de la société. Avant les réformes de 1978, les structures sociales – famille, village, unité de travail³⁴⁹ – prenaient en charge l’individu au sein d’une entité. Depuis la libéralisation économique du pays, le désengagement du champ social de l’Etat a laissé soudainement l’individu seul responsable de son propre destin. Cette atomisation du lien social a poussé les internautes chinois à rapidement s’emparer du web pour renforcer leurs *guanxi* dans la sphère virtuelle, tout en l’étendant à des cercles sociaux à la fois diversifiés et plus étendus. Cette superposition des types de sociabilité est illustrée par la manière dont les internautes chinois catégorisent leur entourage sur le net, les différenciant des « filets de relations » (*guanxi wang*) traditionnellement tissés autour des liens du sang (famille), du sol (localité ou dialecte) puis, par cercles concentriques, aux réseaux d’amitié et professionnels (voire d’appartenance comme membres du Parti). Séverine Arsène, dans les témoignages qu’elle recueille, observe que ces derniers distinguent très clairement la nature de leurs contacts sur la toile, qu’ils discriminent de la façon suivante : « *Il y a les camarades de classe, les collègues, les amis et les amis d'internet* »³⁵⁰. Les internautes apprécient de retrouver leur entourage réel autour de blogs ou d’échanges de mails tandis qu’ils se rassemblent surtout sur les forums³⁵¹ (ou plus récemment sur Weibo) pour échanger avec des usagers inconnus, hors de leur cercle relationnel habituel. L’internet interviendrait d’une certaine manière comme un outil de réappropriation du champ social grâce aux multiples plateformes virtuelles de services, de réseaux sociaux et de communautés informelles.

Les rencontres virtuelles avec des inconnus, lorsqu’elles n’ont pas vocation à se concrétiser dans la vie réelle, sont plutôt « utilisées » pour obtenir des conseils ou un soutien psychologique concernant un problème rencontré dans la vie réelle³⁵². Les forums de discussions servent également d’espace d’échanges entre les citoyens qui tentent de comprendre les transformations des nouveaux codes moraux, sociaux et familiaux issus de ce changement radical de société

³⁴⁹ Appelé en chinois *danwei* (单位).

³⁵⁰ Séverine Arsène, op.cit. p.137.

³⁵¹ Avec le microblogging, cette démarcation apparaît comme atténuée puisque le weibonaute est à la fois « suivi » par son cercle de relations réel (connu) et virtuel (internautes inconnus).

³⁵² W.T interrogé par Séverine Arsène, op.cit. p. 131 : « *Pour prendre un exemple, si tu as un échec en amour, ou dans le travail, et qu'en même temps tu ne veux pas que ta famille ou que tes amis le sachent, mais que tu es très triste, tu peux chercher quelqu'un que tu ne connais pas, et qui ne te connaît pas non plus, et tu lui parles de tout ça sur QQ, et tu lui demandes de te dire ce que tu dois faire dans ce cas-là. Comme ça tu as dit ce que tu avais sur le cœur, mais ta famille et tes amis ne le savent pas, et tu te sens mieux psychologiquement.* »

(chômage, compétitivité au travail, devenir « un bon parti »³⁵³, assumer des frais de santé et de scolarité élevés, continuer de devoir subvenir aux besoins des aînés, etc.). Concernant ces interrogations, les débats sur l'atomisation du lien social par la montée de l'individualisme instillé par le mode de vie moderne ont connu un large écho au détour du scandale du « samaritain solidaire » : une dame ayant trébuché à la sortie d'un bus a été rattrapée dans sa chute par un passant. Celui-ci s'est pourtant vu attaqué en justice par cette dernière, l'accusant d'être la cause de sa blessure afin d'obtenir un dédommagement financier. La morale tirée par les internautes de cette histoire était qu'il valait mieux ne pas aider les inconnus en général ; l'action généreuse et désintéressée étant devenue si rare qu'elle devait être considérée comme suspecte et source de problèmes. A la lumière de ces confrontations des valeurs morales anciennes et actuelles sur les forums, les internautes réalisent que les mutations sociétales induites par la modernisation les laissent bien perplexes quant au monde qui les entoure, sans but ni repères.³⁵⁴

Ce mode de discussions anonyme, rendu possible grâce au recours au pseudonyme, est très apprécié par les utilisateurs du fait du peu d'obligations mutuelles qu'il implique et la facilité avec laquelle les liens sur le réseau se tissent ou se rompent d'un clic de souris. Ainsi sur l'internet, la communauté à laquelle adhère l'utilisateur n'implique pas de réciprocité bilatérale et ce, sans perte de « face » (*lian/mianzi*)³⁵⁵ - si problématique dans la société chinoise. Etendre son « *guanxi* du net » se trouve motivé par les mêmes raisons tout autant « intéressées » que le *guanxi* traditionnel puisqu'il s'agit d'un réseau d'entraide communautaire mis en place afin d'améliorer les conditions de vie des individus. Par les liens qu'ils tissent à mesure des services

³⁵³ Devenir un « *youfang youche* » (有房有车), c'est-à-dire pour un jeune homme d'être propriétaire d'un appartement et d'une voiture pour devenir aux yeux de la gente féminine chinoise, de plus en plus exigeante, « un bon parti ».

³⁵⁴ Voir plus loin dans cette étude le phénomène montant des *Fenqing* « Jeunes en colère » indignés par l'amoralité de la société de consommation actuelle.

³⁵⁵ Alors que la civilisation judéo-chrétienne dicte la morale et les actes des individus selon la notion de péché vis-à-vis de Dieu, la civilisation de l'Est et du Sud-est asiatique contraint l'individu d'interagir convenablement selon l'idée de « honte » (perdre la face) vis-à-vis de la société. L'importance de la « face » englobe deux conceptions voisines mais pourtant bien distinctes : Celle de « *lian* » (脸, visage) et celle de « *mianzi* » (面子 face). Le « *mianzi* » est associé au prestige et au statut social apporté par un haut niveau d'éducation, de richesse et tout ce qui peut apporter des éloges en public (d'où l'importance et l'engouement des Chinois pour le blogging). Le « *lian* » évoque l'intégrité morale et la conduite sociale qui est régie selon des codes de bienséance clairement définis (obligation de rendre des services en retour, politesse, etc.).

rendus, ces « coopérations faibles » décrites par Cardon³⁵⁶ expliquent pour une large part l'engouement mondial pour le web participatif 2.0³⁵⁷, lancé par ces dynamiques d'entraide communautaire dans un contexte de compétitivité individualiste. Contrairement aux réseaux sociaux vécus dans la vie réelle, les membres de la communauté virtuelle se rencontrent autour de centres d'intérêts, d'idées ou de loisirs communs avec une notion de gratuité qui disparaît tôt ou tard dans le système traditionnel de *guanxi*. Bien que Cardon appelle à ne pas concevoir l'individualisme issu de ces « coopérations faibles » comme la preuve d'une « dissolution postmoderne des relations sociales », cette quasi absence d'investissement relationnel avec les « amis de l'internet » libère en un sens l'individu des liens de dépendance devenus oppressants pour les nouvelles générations. Celles-ci tentent en effet de se délivrer de leurs obligations morales traditionnelles vis-à-vis de la société réelle (*guanxi*, famille, *danwei*), tout en s'entraïdant auprès d'autres internautes pour gagner en compétitivité (achat groupé, covoiturage, bons plans etc.). Ainsi ai-je pu observer une posture franche de socialisation de la part des internautes chinois dans le monde virtuel au regard du « capital social », selon le sens décrit par Granjon et Lelong³⁵⁸ : « *Pour certains, il est évident que les technologies de l'internet engendrent ainsi une forme spécifique de capital social qui, d'une part, s'émanciperait des déterminants sociaux les plus traditionnels et, d'autre part, prendrait de la valeur au fur et à mesure que le nombre de personnes connectées irait croissant. Etre connecté revient à avoir potentiellement accès à un stock de capital social* ». Les internautes chinois acceptent très facilement de lier de nouveaux contacts virtuels afin d'élargir leur réseau social traditionnel déjà existant (*guanxi wang*) grâce à des sites tels que souren (www.souren.com.cn), chinawhoswho (<http://chinawhoswho.cn>), chinavitae (www.chinavitae.com) ou encore mingpian (www.mingpian.com). Ces sites proposent des bases de données et parfois des forums de discussions permettant l'échange d'informations entre les personnes. Ils permettent ainsi en théorie d'accroître la compétitivité de l'individu sur le marché de l'emploi par exemple, en

³⁵⁶ Dominique Cardon, Hélène Delaunay-Teterel, «La production de soi comme technique relationnelle. Un essai de typologie des blogs par leurs publics », *Réseaux*, n°138, 2006, pp. 15-72.

³⁵⁷ Le web 2.0 désigne une étape de l'évolution du web où l'utilisateur devient également contributeur dans le partage de l'information. Ce nouveau web est caractérisé par l'apparition de nouveaux supports informatiques (ordinateurs, smartphones) favorisant l'interaction entre les internautes (blogs, réseaux sociaux, partage de photos et de vidéos et de commentaires comme le microblogging) et les informations (RSS, cyberjournalisme citoyen, tags).

³⁵⁸ Fabien Granjon, Benoît Lelong, « Capital social, stratifications et technologies de l'information et de la communication », op.cit.

contactant directement par mail un recruteur qui n'aurait pas été accessible dans la vie réelle sans ce fameux *guanxi wang*.

Pour les anciennes générations qui ont connu la période communiste où la vie des individus était prise en charge par les structures populaires organisées par l'Etat (*danwei*, *zuzhi*³⁵⁹) l'internet constitue pour certains un ultime recours face à la dissolution des relations sociales et à l'individualisme croissant. L'histoire de Madame Wu est à ce titre édifiante : cette dame, vivant à Nankin, était gravement malade. Alertés par le site de son car-club³⁶⁰, les membres du réseau sont venus la chercher en cortège pour l'emmener à l'hôpital de Pékin où ils ont entièrement financé son hospitalisation. Selon ces membres, le sentiment fraternel qui les lie s'apparente à une « amitié authentique ». Les membres des car-clubs comparent d'ailleurs le fonctionnement de leur groupe à celui d'une *danwei* ou d'une *zuzhi* (la pression hiérarchique en moins), organisations sociales qui donnaient naguère à de nombreux Chinois un sentiment d'appartenance aujourd'hui révolu : « *J'entends souvent des membres de car-club me dire : 'Finalement j'ai trouvé ma zuzhi'* » explique Shang Dan, membre d'un car-club de Shanghai³⁶¹. La transposition de l'appartenance à un groupe social dans la dimension virtuelle rappelle la nécessité pour beaucoup d'individus de se regrouper autour d'une « société populaire » (*minjian shehui*), selon la définition de Mayfair Yang³⁶². Ce tissage de liens, transversaux aux hiérarchies sociales établies, permet l'existence d'une « société seconde » où se réfugient les individus dans des liens informels et privés.

Souvent inconsciente de ce qu'elle pourrait représenter en termes d'instance extérieure à la société officielle, ce type de « société populaire »³⁶³ ne s'organise généralement pas pour représenter le peuple (ou une catégorie sociale) vis-à-vis du pouvoir, mais pour rendre l'existence plus « vivable » au sein de la société, qui contraint toujours les individus à vivre selon les règles du système politique officiel. Sur le net, le caractère informel et temporaire de

³⁵⁹ *minjian zuzhi* 民间组织 organisation populaire.

³⁶⁰ Fondés par des conducteurs, ces car-clubs n'ont qu'une exigence pour accepter un nouveau membre : qu'il soit propriétaire d'un certain modèle ou marque de voiture.

³⁶¹ <http://localsite.ccifc.org/fr/publications/connexions.php>, (consulté le 05/02/2008).

³⁶² Michel Bonnin évoque les travaux de la chercheuse américaine d'origine chinoise Mayfair Yang, *Gifts, Favors and Banquets : The Art of Social Relationships in China*, Ithaca, Cornell University Press, 1994. Michel Bonnin, « Les métamorphoses du totalitarisme », *Le Débat*, n°117, 2001, p.133.

³⁶³ Terme emprunté à Michel Bonnin, *Ibid.*

ces liens permet surtout une solidarité parallèle aux pratiques sociales déjà existantes, tout en les allégeant du poids des obligations réciproques liées aux règles sociales établies dans le monde réel. Finalement et comme le constate Roger Bautier, « *les formes de coopération qui en sont issues apparaissent comme fondées bien plus sur l'individualisme que sur une préoccupation pour le collectif. Ce qui signifie qu'elles ne sont pas nécessairement incapables d'intégrer cette dimension, mais que cette intégration ne peut passer ni par le désir des usagers habituels (qui y sont peu enclins), ni par les stratégies des opérateurs de plates-formes relationnelles (dont ce n'est pas l'objectif)* »³⁶⁴. C'est pourquoi l'engouement pour les réseaux sociaux ne constitue pas un vecteur sérieux dans l'identification de groupes sociaux pouvant revendiquer des attentes formelles face au pouvoir.

Bien qu'ils recèlent d'un fort potentiel de résistance à l'hégémonie médiatique du pouvoir, ils ne sont pas en mesure de représenter légitimement de segments reconnus et officialisés de la société. Les liens sociaux virtuels s'avèrent affaiblis par la faible représentativité des groupes sociaux vis-à-vis de l'Etat, mais deviennent un puissant outil d'information pour la société, de par la rapidité de l'information véhiculée entre les individus hors des canaux de diffusion officiels ou proscrite par la censure.

Ces espaces en « clair-obscur », décrits par Séverine Arsène³⁶⁵, permettent à certaines informations et courants d'opinion d'être véhiculés jusqu'au sein de l'opinion publique internationale. La diffusion des photos des « maisons-clous » grâce aux liens sociaux virtuels ont ainsi servi à dénoncer l'omerta sur les expropriations illégales de citoyens dont les habitations gênaient des projets spéculatifs avec des promoteurs immobiliers. L'annexe n°24 montre ces clichés qui ont circulé grâce à une « chaîne » de mails sans être détectées à temps par les autorités. Ne circulant pas dans l'espace public mais sur les boîtes mail privées des utilisateurs, les photographies étaient transférées sans titre et sans commentaire évocateurs qui auraient pu alerter les robots-censeurs. Les images parlant d'elles-mêmes, la critique des graves dysfonctionnements liés à la collusion entre pouvoirs locaux et promoteurs a fini par parvenir hors de Chine et interpeller l'opinion publique internationale.³⁶⁶ Pour autant, ce concours de circonstances apparaît encore comme isolé. L'analyse de l'engouement pour le blogging

³⁶⁴ Roger Bautier, « Les foules selon le web 2.0 : de la folie à la sagesse », op.cit.

³⁶⁵ Séverine Arsène, op.cit. p.253.

³⁶⁶ Annexe n°25 : « Les maisons-clous : réappropriation du discours étatique par des citoyens tenaces ».

rejoignant les constatations venant d'être réalisées au sujet du penchant plus individualiste des usagers.

A.3.1. Blogging : outil de singularisation narcissique au service de l'individualisme

Concernant l'usage du blogging, il semblerait que la Chine rejoigne les pays développés sur la voie d'un post-modernisme où l'expression de l'individualisme, autrefois basé sur des idéaux («génération Tiananmen») cède la place à la subjectivité des goûts personnels («génération internet») dans le phénomène actuel « d'exposition de soi »³⁶⁷. L'individu devient un acteur central et narcissique au sein d'une société qui elle-même valorise la singularité par la compétitivité³⁶⁸.

S'exprimer sur un blog est devenu pour nombre d'internautes une manière de s'offrir une nouvelle identité et de trouver leur place au sein de la société virtuelle en se singularisant par la publicité qu'ils font d'eux-mêmes (*personal branding*). Depuis la création du premier blog chinois sur la technologie et la culture du blog (<http://www.cnblog.org>) en 2002³⁶⁹, le pays connaît une croissance exponentielle du nombre de blogueurs: 5 millions en 2005, 17,5 millions en 2006 pour atteindre deux ans plus tard le chiffre de 47 millions (et 72,82 millions de blogs).³⁷⁰ Fin 2012, le blogging est encore une valeur sûre puisque le CNNIC en dénombre 372 millions³⁷¹. Concernant le profil des utilisateurs, l'étude du CNNIC révèle que 60% des

³⁶⁷ Cf. l'analyse de Fabien Granjon à ce sujet, *Reconnaissance et usages d'Internet- Une sociologie critique des pratiques de l'informatique connectée*, Collection Sciences Sociales, Presses des Mines, p.136 : « C'est par la reconnaissance intersubjective de singularités que les individus entendent obtenir les gratifications qui leur manquent pour asseoir ou confirmer leur identité et ainsi accéder à un rapport positif à soi ».

³⁶⁸ Dans le domaine de la messagerie instantanée en ligne par exemple, le phénomène QQ est à ce titre emblématique : ce service de discussion en ligne est si populaire (812,3 millions de comptes actifs en juin 2011) que les utilisateurs en viennent à identifier « la qualité de l'internaute » (*suzhi* 素质) selon l'ancienneté de son numéro QQ (plus le chiffre est petit, plus l'utilisateur est ancien, donc respectable) ou l'originalité de son avatar (certains avatars sont payants et vendus en séries limitées, garantissant à l'acheteur la rareté de son image).

³⁶⁹ Premier blog connu en Chine, créé par un professeur dénommé Zheng Yunsheng et par un ingénieur d'Intel Shanghai.

³⁷⁰ *2008 Annual Report: CNNIC*, Pékin, 2008, p.26. Les blogueurs ont souvent plus d'un seul blog à leur actif.

³⁷¹ Avec une augmentation de 54 millions de nouveaux blogs entre 2011 et 2012.

blogueurs sont en fait des blogueuses en 2008, car elles sont plus enclines à exprimer leurs opinions et sentiments tandis que les jeunes hommes sont plus souvent occupés à jouer en ligne³⁷². Le niveau d'éducation de ces blogueurs est assez élevé : 70% ont au moins un Master 1³⁷³, soit des pourcentages largement supérieurs à ceux des internautes «ordinaires»³⁷⁴.

La pression sociale oblige l'individu à se distinguer des autres par la création d'une personnalité originale – ici sur un blog - en suscitant l'admiration de tous. Par la reconnaissance induite par l'afflux des visiteurs sur le site, la popularité du blogueur s'accroît ainsi dans un cercle vertueux s'élargissant sans limite. La popularité de celui de Han Han (韩寒), connu pour être le blogueur le plus lu au monde avec plus de 592 296 772 de visites depuis 2006³⁷⁵ incarne en cela l'idée de modernité à laquelle aspire la majorité des *Balinghou* aujourd'hui trentenaires³⁷⁶.

L'étude de son blog est intéressante à plus d'un titre car elle montre l'ambiguïté des sentiments et des paradoxes auxquels sont confrontés la génération qu'il tente d'incarner. Il utilise son image de jeune urbain qui a réussi sa vie³⁷⁷ et se présente comme un libre penseur, représentant de la

³⁷² 2008 Annual Report: CNNIC, Pékin, 2008, p.39.

³⁷³ L'engouement pour ce type d'expression a décliné depuis l'apparition du microblogging. Le recours aux blogs comme plateforme d'expression se révélant de plus en plus réservé à une élite selon les observations du CNNIC en 2013: « *Blogs of some "super-bloggers" and specialized blogs were viewed by many and were influential, while microblogs and social networking websites which were more interactive were chosen by normal users as a way to communicate and reflect on life* ». *Statistical Report on Internet Development in China* : CNNIC, janvier 2013, p.43.

³⁷⁴ L'internaute moyen aurait plutôt un niveau d'éducation secondaire selon le CNNIC, Voir graphique 8 (« Répartition des internautes chinois par niveau d'éducation en 2011 et 2012 ».) de l'annexe n°9: « Evolution de l'internet en Chine ».

³⁷⁵ Au 14 juin 2013 sur son blog : <http://blog.sina.com.cn/twocold>. Voir la traduction de son ouvrage par Hervé Denès : Han Han, *Blogs de Chine*, Paris, Gallimard, 2012, 399 pages.

³⁷⁶ Rui Kunze, *Down with the Commercial Idol? The Controversies over Han Han's Authorship and His 'Three Texts'*, EACS XIXth CONFERENCE, Paris, 5-8 September 2012.

³⁷⁷ Han Han est un personnage médiatique très populaire auprès de la jeunesse chinoise. Ambassadeur de marques prestigieuses, il renvoie aux jeunes classes moyennes une réussite de vie idéalisée par les publicités où il s'affiche (tel que Subaru, partenaire des rallyes automobiles auxquels il participe en tant que coureur, la marque est détentrice de la bannière principale de son blog). De même, la marque chinoise Vancl a choisi le blogueur comme égérie afin d'augmenter ses ventes de vêtements en ligne : « *J'aime Internet, la liberté, la grasse matinée, les bouis-bouis ouverts la nuit, la course automobile et les tee-shirts à 29 yuans [3,5 euros]. Je ne suis pas un porte-drapeau, ni le représentant de qui que soit. Je suis Han Han, je ne représente que moi-même. Tout comme toi, je suis un Vancl* ». Brice Pedroletti, « Han Han : la Chine et moi », *lemonde.fr*, 27/09/2012, http://www.lemonde.fr/culture/article/2012/09/27/han-han-la-chine-et-moi_1766962_3246.html, (consulté le 15/05/2014).

société chinoise en devenir. Son mode de vie et sa liberté de pensée apparente reflètent les aspirations profondes des changements promis par la modernité aux jeunes générations. Écrivain autodidacte, Han Han réagit à l'actualité politique de façon sarcastique sans toutefois s'engager dans le domaine³⁷⁸.

En 2011, il publia une série de trois textes (cf. bibliographie), posant la question de savoir s'il fallait ou non une nouvelle « révolution » en Chine. Son réquisitoire pour une plus grande liberté d'expression au nom de la modernisation laisse néanmoins une certaine amertume auprès du public, par la conclusion franchement conservatiste de ses « Trois Textes » ; il explique en effet qu'une nouvelle révolution en Chine serait inadéquate à la situation actuelle : « *La démocratie parfaite n'émergera pas en Chine. Nous ne pouvons espérer qu'un petit pas à la fois. Il ne sert à rien d'être frustré en rêvant de démocratie et de liberté dans nos chambrées. La réforme est la meilleure solution.* ». Le style détonnait tant du caractère habituellement désinvolte de ses billets que certains blogueurs célèbres, puis des internautes, le soupçonnèrent d'avoir commis un plagiat. La blogueuse Mai Tian s'attaqua la première à la réputation de Han Han en le décrivant comme un auteur ayant une forte conscience citoyenne mais promu par une image commerciale régie par son père³⁷⁹ (intellectuel célèbre), son manager et un groupe d'écrivains fantômes (« nègres »). Les doutes s'installèrent au sein de la communauté lorsque Fang Zhouzi, un autre écrivain et blogueur connu pour combattre la corruption, se rangea à l'avis de la blogueuse tandis que Han Han tentait de garder la face et son crédit début 2012³⁸⁰. Au moment où Ai Weiwei jugeait les « Trois Textes » comme une capitulation de Han Han face au pouvoir, celui-ci fut parallèlement encensé par Hu Xijin³⁸¹, rédacteur en chef du Huanqiu Shibao (Global Times), quotidien proche du Parti s'il en est. Le discrédit engendré à la fois par le discours conservateur de Han Han, le soutien de Hu Xijin et les accusations de plagiat portées contre lui finirent par décevoir une partie de son lectorat pourtant très nombreux (1 million de lecteurs par jour environ). Ces débats ont surtout prouvé que le blog de Han Han, perçu dans les premiers

³⁷⁸ Voir Daria Berg et Mohammed Shafiullah, *The Rhetoric of Cultural Communication in the Works of Chinese Bloggers And Artists*, EACS XIXth CONFERENCE, Paris, 5-8 September 2012. Les auteurs ont étudié la façon dont des artistes ou des écrivains utilisent le web participatif (web 2.0) pour faire de l'activisme social. Ils analysent leur rhétorique de « communication culturelle » face au régime politique actuel et face à la censure.

³⁷⁹ Han Renjun (韩仁均) est éditeur et écrivain.

³⁸⁰ Rui Kunze, *Down with the Commercial Idol? The Controversies over Han Han's Authorship and His 'Three Texts'*, op.cit.

³⁸¹ Sur son compte weibo : <http://www.weibo.com/huxijin>, consulté le 09/07/2013.

temps comme un critique acerbe assez libre vis-à-vis du pouvoir et fédérateur d'un très large public, reflète le comportement d'une majorité d'internautes rêvant d'une Chine plus libre car modernisée. Ces aspirations au changement existent et peuvent être exprimées par le blogueur qui ne franchit tout de même pas la limite d'une remise en question du régime ni des tenants du pouvoir. La pérennisation de ce blog rappelle en outre que la censure laisse un champ de contestation libre, mais néanmoins sous contrôle.

En effet, les blogs de porteurs de causes considérés comme réellement dangereux par les autorités sont généralement supprimés, menacés par la vindicte des *wumaodang* ou hackés par des pirates informatiques nationalistes. Leurs auteurs sont dans un premier temps « invités à prendre le thé » par la police pour les inciter à ne plus s'exprimer, puis parfois enlevés ou emprisonnés lorsqu'ils décident de ne pas se soumettre³⁸². Le témoignage de la blogueuse (et micro-bloggeuse) Su Yutong, journaliste blogueuse exilée en Allemagne résume le quotidien de ces blogueurs :

« Le risque que courent au quotidien de nombreux blogueurs chinois est la suppression soudaine de tout leur contenu. Pire encore, des sites peuvent bloquer des opinions qui sont considérées comme 'sensibles'. (...) En raison de mes activités, en 2010, le ministère de la Sécurité publique à Pékin a demandé à Sina Weibo (l'un des plus grands réseaux sociaux de Chine) de bloquer complètement mon nom, car il était jugé 'sensible'. Les cinq comptes de messagerie Sina Weibo que je possédais ont été supprimés. Une fois, j'ai reçu un message d'un administrateur des microblogs Sina Weibo visant à m'intimider : 'Soyez honnête, sinon votre compte sera supprimé.' (...) La quasi-totalité des blogueurs qui évoquent les difficultés sociales que connaît la Chine auront rencontré les mêmes problèmes que moi. (...) Lorsqu'un événement se produit, par exemple la catastrophe ferroviaire de Wenzhou en 2011, les commentaires et les observations des blogueurs sont supprimés. La société Sina Weibo emploie plus de 1 000 administrateurs chargés de vérifier les blogs et de supprimer ceux jugés sensibles»³⁸³

³⁸² Voir II/B.2.3. Opposition et dissidence : exploration des limites du « cadrage » officiel.

³⁸³ « Pour les militants, utiliser Internet en Chine revient à 'danser enchaînés' », *amnesty.org*, 3 mai 2012, <http://livewire.amnesty.org/fr/2012/05/03/chine-pour-les-militants-utiliser-internet-en-chine-revient-a-danser-enchaines/>, (consulté le 01/04/2014).

En résumé, les blogs, lorsqu'ils sont seulement utilisés en tant que « journal intime » ouvert au public, constituent un espace informel de divertissement et de discussion aut centrée, tout comme le sont les différentes plateformes de réseaux sociaux. L'individualisme est poussé à son paroxysme par cette forme d'expression, la pression sociale exigeant une forme de singularisation et de socialisation poussées à l'extrême grâce à l'acquisition d'un public et d'un réseau social virtuels toujours plus étendus. Quant aux auteurs de blogs engagés, ceux-ci subissent aussitôt les assauts de la police et de la censure dès qu'ils sont considérés comme menaçants pour la « stabilité du pays ». L'utilisation de l'internet, tant qu'elle favorise l'atomisation de la société, semble donc être tolérée par les censeurs qui laissent certaines critiques perdurer dans l'espace public virtuel tant que les revendications diffusées ne sont pas représentatives d'un mouvement social officiel ou fédératrices d'un large public.

Pour autant, les blogs ont permis à de nombreuses idées nouvelles d'être véhiculées au sein de la communauté internaute chinoise, dont la mentalité et la liberté de ton évoluent au gré de la diffusion continue et multiple des opinions publiées.

A.3.2. Dimension virtuelle et repli sur soi : quand l'internet exclut l'individu de la société

Comme généralement constaté, la confusion apportée par l'introduction de la dimension virtuelle dans la vie réelle semble mettre en déroute une minorité de la jeunesse chinoise.

Le phénomène *Second Life* (les versions chinoises de ce jeu vidéo en 3D sont Pacific Epoch, uwo3d.com, UOneNet et HiPiHi) se révèle illustrant à plus d'un titre puisqu'il permet à des millions d'internautes du monde entier de s'inventer une vie parallèle virtuelle aux mêmes caractéristiques que la vie réelle. Ce jeu de rôle à univers persistant en 3D invite le joueur à mener une seconde vie parallèle en ligne. Sous la forme d'un avatar, l'internaute peut vivre à son gré sa vie rêvée en modifiant par exemple son apparence, créer un environnement imaginaire (objets, bâtiments) et même travailler. La monnaie, le Linden pour *Second Life* ou le QQ-coin pour la version chinoise *Hipihi*, permet au joueur d'acquérir des biens mobiliers et immobiliers virtuels ainsi que des services. Le joueur n'a pas de mission à exécuter comme dans un jeu de rôle classique car il est entièrement libre d'aller où bon lui semble, de rencontrer et d'effectuer

ce qu'il veut. Le parallélisme avec la vie réelle va plus loin car des joueurs et des entreprises tirent véritablement partie dans la vie réelle de cet univers persistant : l'allemande d'origine chinoise Ailin Graef, de son nom d'avatar Anshe Chung, est par exemple devenue au bout de 30 mois «d'existence en ligne» la première millionnaire du jeu Second Life. Cette joueuse a réussi à transformer ses 9.95 US\$ (changés en Linden) de mise de départ en 1 million de dollars (d'argent réel) grâce à la revente, parcelle par parcelle virtuelle, d'un complexe immobilier de 36 kilomètres carrés. L'ambiguïté de la prise du monde virtuel sur la vie réelle devient en cela des plus déroutantes.

Cette immersion du monde virtuel dans la vie réelle des internautes apparaît parfois plus menaçante en termes de confusion pour les utilisateurs. Bien que ce phénomène soit marginal, de par sa rareté et des comportements extrêmes des victimes, il mérite néanmoins d'être retenu pour l'analyse sociologique de l'apport de la dimension virtuelle, dans leurs vies, inexorablement connectées aux contraintes sociaux-économiques de la réalité.

En 2006, on comptait 61,4 % de jeunes âgés de 16 à 24 ans surfant depuis des cybercafés et venus là pour tchatter ou jouer à des jeux en réseau à moindre frais. Une étude, menée cette année-là par le Centre national de l'enfance (*zhongguo ertong zhongxin* 中国儿童中心), indiquait que l'état de cyberdépendance touchait plus de 2,5 millions de personnes en Chine (soit 1,82% de la population internaute³⁸⁴), dont 13% de mineurs.³⁸⁵ Soumis à une compétitivité effrénée dans le monde scolaire et professionnel, certains adolescents ou jeunes adultes trouvent sur le web une alternative à la pression sociale et à leur échec. L'avocat pékinois Zhang Chunliang, défenseur des familles de victimes, analyse l'effet pervers du paradoxe, où l'internet devient pour ces jeunes en détresse le seul moyen d'accéder à la réussite : *«Les jeunes ont l'impression de progresser vite et de s'accomplir dans les jeux, alors qu'en société leur vie stagne. L'internet est pour eux comme une drogue.»*³⁸⁶. Se réfugiant dans le monde parallèle en ligne, ils plongent parfois dans la cyberdépendance, essentiellement «accros» aux jeux en ligne

³⁸⁴ La Chine comptant 137 millions d'internautes en 2006, le taux de personnes touchées par la cyberdépendance à l'époque s'élevait donc à 1,82% de la population internaute.

³⁸⁵ Abel Ségrétin, «L'opium électronique du peuple en Chine », *Libération*, 22/10/2006, www.liberation.fr/monde/010158139-l-opium-electronique-du-peuple-en-chine, (consulté le 22 juin 2013).

³⁸⁶ Ibid.

et aux chats³⁸⁷. Dans les cas les plus extrêmes, ce phénomène addictif a des conséquences tragiques malgré les campagnes de sensibilisation et l'encadrement réglementaire des cybercafés concernant les mineurs³⁸⁸ : en 2006, le China Daily rapportait par exemple qu'un jeune homme de 26 ans pesant 150 kilos était mort d'épuisement dans le Liaoning alors qu'il avait participé à un marathon en ligne devant son écran une semaine entière. Un autre, mineur appelé Zhang Xiaoyi, s'est suicidé en décembre 2004 à l'âge de 13 ans après avoir passé trente-six heures dans un cybercafé et perdu une compétition en ligne³⁸⁹. Enfin, un adolescent de 15 ans tuait d'un coup de couteau une fillette de 11 ans pour la racketter et pouvoir terminer sa partie de jeu vidéo.

La diversion exercée par les jeux vidéo et les divertissements offerts par cette vie « branchée » entraînerait, semble-t-il pour les plus fragiles d'entre eux, un sentiment d'indifférence au monde réel se transformant au fur et à mesure en une attitude d'auto-exclusion de la société et de défaitisme face à la pression économique et sociale devenue trop pesante. Sans surprise, une autre étude menée par le Réseau d'études de la Jeunesse chinoise (*zhongguo qingshaonian yanjiu wang*³⁹⁰), montre que l'augmentation de la délinquance juvénile (+ 68% depuis 2003) serait directement liée à l'utilisation excessive du réseau, théorie reprise par l'agence de presse

³⁸⁷ Se définit comme dépendante « *la personne qui passe plus de cinq heures par jour, pendant plus d'un an, devant l'ordinateur pour autre chose que son travail, qui tend à augmenter les durées, et pour cela réduit son temps de travail, de repos et d'alimentation, et se sent mal si elle est privée de l'internet* ».

³⁸⁸ En 2006, le gouvernement lança une production de séries télévisées éducatives et promulgua l'interdiction d'entrée des mineurs dans les cybercafés. « En théorie » et selon la loi, les moins de 16 ans doivent, depuis le 1er mars 2006, être escortés d'un chaperon (parent ou professeur) pour pouvoir entrer dans un cybercafé, tandis que les 16-18 ans ne peuvent légalement y pénétrer que lors des vacances scolaires, et ce, trois heures d'affilée maximum avant 20 heures sous peine de voir la licence des établissements retirée. Ironie du sort, alors que plus de 300 cliniques spécialisées ont été créées jusqu'en 2009 pour combattre cette addiction jugée comme largement responsable de la montée de la délinquance juvénile en Chine, le ministre de la santé déclarait en 2009 interrompre les traitements aux électrochocs comme remèdes à la cyberdépendance, réalisant que ces actes s'apparentaient finalement à de la torture après qu'un étudiant âgé de 16 ans ait été battu à mort dans un centre à Panyu, dans la banlieue de Canton. George Sun, « Chine : Les électrochocs comme remède à la dépendance à Internet enfin suspendus » et Oiwan Lam, « Chine : Battu à mort pour cyberdépendance », *Globalvoices*, 17/08/2009, <http://fr.globalvoicesonline.org/2009/08/17/17338/>, (consulté le 10/03/2014).

³⁸⁹ Shen Ying (沈颖), Song Han (宋涵) and Chen Peng (陈鹏), « The Death of a Young Online Game Player », *Southern Weekend*, 04/03/2006, http://www.zonaeuropa.com/20060304_1.htm, (consulté le 15/05/2014).

³⁹⁰ Huang Zhijian 黄志坚, op.cit.

Xinhua qui précise que 70% du contenu non-éducatif de l'internet contient de la violence³⁹¹. Le médecin militaire Tao Ran, créateur d'un programme spécial de « désintoxication des jeunes à l'internet » analyse à son tour les problèmes de société révélés par ces phénomènes de cyberdépendance :

*« Les raisons sont multiples : enfants uniques manquant de communication avec leurs parents, système éducatif oppressant et manquant cruellement de pédagogie. Pour les plus défavorisés, l'internet est aussi un moyen de s'évader à bon compte quand l'avenir leur semble sans lendemain. Les autorités découvrent le problème maintenant qu'il est déjà trop important. Comme souvent dans cette société qui change vite, on soigne les effets, pas les causes».*³⁹²

En conclusion de cette sous-partie dédiée aux changements induits par l'utilisation de l'internet au sein de la société chinoise en pleine mutation socio-économique, il apparaît que l'idéal de modernité rattaché au modèle de société véhiculé dans les médias en Chine oblige les individus à se singulariser dans un esprit de compétitivité sans fin, incitant la jeune génération à se construire une vie et un réseau social virtuel rêvés, quand les conditions d'y accéder se révèlent impossibles à surmonter pour s'insérer dans la société (chômage, guanxi, etc). L'internet en tant qu'outil de divertissement et de personal branding laisse penser que c'est le monde virtuel qui tendrait à détourner ces citoyens en devenir d'une conscience politique collective, du fait de la censure existante dans l'espace public du net. L'esprit tourné vers leur avenir individuel et matériel, les réseaux sociaux en ligne permettent néanmoins de s'informer hors des canaux de diffusion officiels d'informations et de réagir aux polémiques du moment - dans les limites de la censure et de façon tout à fait informelle.

Après avoir présenté les usages sociaux de la dimension virtuelle, il s'agit de continuer à mesurer les potentialités et les limites de la prise de parole des internautes dans l'espace public comme enjeu de pouvoir vis-à-vis du gouvernement. Par une approche dichotomique, j'aborderai les modes d'appropriation de la parole publique par les internautes, dans le but d'identifier les ressorts de la mobilisation de l'opinion utilisés ; et de constater dans quelles

³⁹¹ « Chinese lawmaker proposes restriction on media violence to immunize youngsters », *xinhuanet*, 06/03/2007, http://news.xinhuanet.com/english/2007-03/06/content_5807185.htm, (consulté le 15/10/2012).

³⁹² Abel Ségrétin, « L'opium électronique du peuple en Chine », op.cit.

mesures l'appropriation de certains « cadrages » permet parfois de contraindre le gouvernement à agir en faveur des intérêts de la société.

II-B/ PRISE DE PAROLE DANS L'ESPACE PUBLIC VIRTUEL : POTENTIALITES ET LIMITES

Avec le développement de l'internet en Chine, de nouvelles formes de pouvoirs et de contre-pouvoirs sont apparues. L'accès à la parole publique des citoyens s'est traduit par une mobilisation politique jamais connue depuis 1989, chaque internaute ayant désormais la possibilité de devenir un acteur à part entière dans l'espace public virtuel. Alors que les responsables politiques semblent devenir plus accessibles aux administrés (comptes weibo de représentants de l'Etat, discussions en ligne avec les internautes comme présenté en annexe 17³⁹³, adresses mails des responsables politiques disponibles), la structure pyramidale du dialogue gouvernants-gouvernés semble peu à peu se déstructurer grâce aux nouveaux usages créés de part et d'autre de la toile. Le pouvoir chinois ferait montre de nouer un dialogue avec la société, en conviant les cybercitoyens à donner leur opinion sur certaines questions politiques devant être débattues à l'Assemblée, exprimer leurs doléances directement auprès des autorités centrales (sans passer par celles locales)³⁹⁴ ou dénoncer les abus de pouvoir dont ils sont victimes pour combattre la corruption.

Cet accès de la population à l'espace public reste cependant soumis à différents cadrages, tant étatiques que populaires, qui affaiblissent pour une grande part la parole d'une majorité d'internautes sur le net. Nous verrons qu'outre la censure gouvernementale, le conservatisme populaire au nom de la « bien-pensance » est ressenti par beaucoup d'internautes comme plus puissant que la censure légale elle-même. J'expliquerai de ce fait pourquoi il ne s'agit la plupart du temps pas d'une masse internaute qui s'exprime, mais de quelques acteurs représentatifs d'une classe sociale ou d'un courant de pensée qui savent manier le cadrage de la parole publique pour obtenir le soutien de la plus large opinion. Ainsi arrivent-ils parfois à pousser, par

³⁹³ Exemple : tchats du président Hu Jintao ou du Premier Ministre Wen Jiabo avec des internautes. Voir annexe n°17 : « Etude de sites gouvernementaux : de la nouvelle 'gouvernance' 2.0 ».

³⁹⁴ Voir étude du site du Bureau des Lettres et des visites, Ibid.

l'argumentaire rhétorique qu'ils déploient, le gouvernement à prendre ses responsabilités face aux problèmes qu'ils rencontrent.

B.1. L'internet comme dazibao virtuel : une opportunité inespérée pour la société ?

Jürgen Habermas définit la sphère publique comme un espace (géographique et symbolique) entre l'Etat et la société civile où les citoyens (« bourgeois ») se rencontrent afin de débattre ensemble librement et sur un pied d'égalité des questions d'intérêt général³⁹⁵. Alors que la parole publique véhiculée par les médias était exclusivement le monopole du Parti en Chine, l'internet est apparu pour les citoyens comme un outil d'expression leur permettant d'acquérir un nouveau rôle dans la société d'après 1989. Un bref rappel sur l'état historique de l'expression publique dans le pays est nécessaire afin de discerner clairement la spécificité des modes d'appropriation de la parole publique par la société virtuelle.

L'expression citoyenne, telle qu'observée aujourd'hui sur les blogs, micro-blogs ou les forums de discussions notamment- pourrait être comparée aujourd'hui à celle qui s'exprimait par les *dazibao*³⁹⁶ depuis l'époque impériale. Certains citoyens placardaient leurs affiches dans la ville pour critiquer l'administration du magistrat impérial. Celles-ci étaient vues par la population qui se rassemblait pour les lire et les commenter publiquement. Par extension, l'expression *dazibao* est classiquement employée pour désigner des publications officieuses visant à divulguer des injustices flagrantes ou des nouvelles susceptibles de susciter la polémique au sein de l'opinion. En 1979, la municipalité de Pékin avait interdit les *dazibao* dont l'affichage sur le mur de *Xidan* avait été un temps autorisé³⁹⁷. Elle leur avait par la suite permis leur affichage dans le parc de

³⁹⁵ Jürgen Habermas, 1ère éd. 1962, *L'espace public – Archéologie de la Publicité comme Dimension Constitutive de la Société Bourgeoise*, Paris, Payot, pp.38-46.

³⁹⁶ Le *dazibao* 大字报, (littéralement « journal à grands caractères ») est une affiche rédigée par un citoyen au sujet d'une question politique ou morale destinée à être lue par le public.

³⁹⁷ Le mouvement de contestation du *Printemps de Pékin* de 1978 découle directement des débats démocratiques issus des *dazibao* affichés sur le mur de *Xidan* à Pékin. Victor Sidane, *Le Printemps de Pékin*, coll. Archives, Gallimard, 1980.

Ritan (日坛公园) à condition que les auteurs s'enregistrent préalablement, devenant dès lors tenus pour responsables des implications politiques et juridiques des messages publiés. De même sur le net, les auteurs d'informations contraires à la censure peuvent être identifiés par les moyens colossaux de surveillance dont ils font l'objet (cf. chap. I) et sont, de façon analogue, tenus responsables devant la loi de leurs actes et de leurs paroles exprimées dans l'espace public virtuel (identifiables par leur adresse IP notamment). Malgré ce cadrage dissuasif, force est de constater que le web chinois continue à produire exponentiellement «de l'expression individuelle et collective » qui outrepassent les limites autorisées par le pouvoir - qui plus est avec les nouveaux modes de communications issus du microblogging et des réseaux sociaux.

B.1.2. La parole comme enjeu de pouvoir

Michel de Certeau analyse la valeur symbolique de la prise de parole comme média d'affirmation identitaire et d'expérience des individus, qui s'approprient des valeurs et des concepts dans leurs échanges, en les définissant eux-mêmes par l'argumentation qu'ils en font. La prise de parole dans l'espace public, ici le web, devient un enjeu de légitimation des individus qui se lancent, selon de Certeau, vers une « modeste prise de pouvoir »³⁹⁸.

Selon l'étude sociologique des internautes chinois réalisée en 2009 par Séverine Arsène (avant la généralisation du micro-blogging), une majorité d'internautes ne se sentait pas suffisamment crédible ou légitime pour prendre la parole sur des questions qu'elle pensait ne pas maîtriser - tant au point de vue de la pensée que de l'expression de cette pensée³⁹⁹. Cette « masse populaire » formait une somme d'individus qui prenaient plutôt la parole pour simplement se confier, se renseigner, se divertir ou se défouler – et ce, à titre tout à fait personnel et à but privé. Elle restait généralement silencieuse et passive en « assistant » aux joutes verbales initiées par

³⁹⁸ Michel de Certeau, « L'ordinaire de la communication » (en collaboration avec Luce Giard), In *La prise de parole et autres écrits politiques*, Paris, 1994, Éditions du Seuil, pp. 165-166 et pp.174-176.

³⁹⁹ Séverine Arsène rapporte le témoignage d'un internaute qui évoque le faible poids de la parole publique individuelle, op.cit. p327 : « *Les individus se sentent exclus des questions politiques. Affirmant 'comprendre de travers', cet internaute se dévalorise, montrant que pour lui, prendre la parole est affaire de compétence et d'éducation. Etant une affaire de spécialistes et d'experts, la politique serait trop complexe pour les simples individus comme lui. (...) Beaucoup pensent par exemple que les questions politiques sont réservées aux experts.* »

les leaders d'opinion qui s'emparent de ces « arènes virtuelles » pour initier et alimenter les débats du moment. Fabien Granjon évoque le potentiel politique de ces arènes 2.0 :

« En dehors des cas de censure les plus explicites, les mobilisations en ligne se construisent (tout) contre l'espace public médiatique dominant, dans une volonté de réarmer l'opinion publique et d'augmenter la capacité de pression des citoyens. Elles s'appuient alors sur la dimension participative du Web afin de faire émerger des arènes publiques où se donnent notamment à voir des expressions alternatives aux formes narratives des médias dominants. On y constate ainsi une part plus grande de subjectivité : énonciation à la première personne, investissement d'affects, détournements ironiques, etc. marquent le ton des informations et des conversations d'Internet. »⁴⁰⁰.

Bien que brouillonne car spontanée, l'expression de zones d'influence, voire de groupes de pression, a commencé à prendre un peu plus d'ampleur. En s'exprimant dans l'espace public (ou semi-public des groupes de discussions thématiques par exemple), les individus ont le sentiment d'exister au sein de la cybersociété, ils s'identifient autour de points d'intérêts communs (car-clubs, forums de mamans, d'étudiants, etc.) jusqu'à nouer une solidarité qui leur permet, parfois, de parler au nom d'un groupe d'individus ; et même dans certains cas d'agir.⁴⁰¹ Ainsi, se forment des communautés qui s'identifient et se regroupent autour de visions ou d'identités communes, ils grossissent les rangs de ce qui pourrait être, si le droit à la représentation de groupes d'intérêts était reconnu en Chine, une société civile naissante.

Alors que l'activisme politique nécessitait de la part des individus des moyens et un engagement extrêmement important en termes de risques, de temps, d'argent et d'énergie (publication et collage des affiches par exemple), l'internet a permis aux citoyens engagés de réduire l'intensité de leurs efforts grâce au confort et la facilité induite par l'utilisation du réseau : le lancement d'une mobilisation virtuelle s'effectue très rapidement par la diffusion en chaîne de SMS, de blogs et de courriels pouvant être émis du bureau, de son domicile ou d'un smartphone⁴⁰². En

⁴⁰⁰ Fabien Granjon, « Le Web fait-il les révolutions ? », 20/07/2011, *scienceshumaines.com*, http://www.scienceshumaines.com/le-web-fait-il-les-revolutions_fr_27535.html, (consulté le 28/08/2014).

⁴⁰¹ Comme les manifestations initiées en ligne par les habitants de Xiamen contre l'implantation d'une usine chimique dans leur ville, voir p.193 et annexe n°26 : « Manifestations des habitants de Xiamen : entre réappropriation du discours de l'Etat et 'concernement' ».

⁴⁰² Voir p.193.

outre, un citoyen ordinaire sera plus enclin à signer une pétition d'un clic qu'à s'afficher dans la rue auprès d'activistes. Le phénomène d'assentiment par un bref acquiescement sur ces sites présente aux yeux des internautes moins d'engagement politique (et donc de risques), leur prise de position se voyant noyée dans la masse des autres commentaires concentrés à la faveur d'un buzz médiatique sur la toile. Certains y voient même le seul intérêt à s'exprimer sur le net, l'ampleur du nombre de réactions populaires devant servir d'alerte aux autorités sans se mettre personnellement en péril : *« l'internaute exprime clairement le sentiment d'être une petite voix parmi d'autres, et qu'ensemble ces voix forment un tribunal public dont le pouvoir est effectif. Elle semble ainsi croire un peu plus que d'autres en la valeur de la parole publique, qui est, certes, très faible à l'échelle individuelle, mais qui devient puissante avec le nombre »*.⁴⁰³

Dans cette volonté populaire d'une meilleure « gouvernance » (de la part des autorités), la possibilité de s'exprimer dans le cyberspace public permet aux citoyens d'affirmer une certaine position dans la société, qui permette de renouer un dialogue gouvernants-gouvernés qui ne soit plus seulement vertical et hiérarchisé, mais horizontal et négocié. Les cybercitoyens qui s'expriment sur le web prennent conscience qu'ils participent désormais activement à l'évolution modernisatrice du pays, par les débats qu'ils apportent sur la place publique⁴⁰⁴. Pour les militants, cette modernisation s'effectue par la construction d'un dialogue avec le pouvoir (et notamment via les organisations sociales de type ONG) ; non plus sous la forme d'un gouvernement (d'un Etat qui administre) mais sur le mode d'une nouvelle « gouvernance », où la prise en compte du contexte local (« terrain ») et le dialogue avec les citoyens permettraient de mettre en œuvre des politiques plus opérantes, dignes d'un « Etat moderne ».

Ailleurs dans le monde, des cyberpopulations issues de pays où la liberté d'expression et le droit de vote ne sont pas garantis, ont vu leur pouvoir politique s'accroître considérablement grâce à ce nouveau « cinquième pouvoir ». Mais en Chine, le gouvernement a su à chaque fois adapter sa stratégie pour parer aux multiples tentatives de débordement du web et récupérer sa mainmise sur l'espace public, tout en concédant çà et là certaines réformes⁴⁰⁵. De nombreux exemples cités plus loin permettront au lecteur de saisir néanmoins l'étendue des progrès réalisés dans la

⁴⁰³ Témoignage d'une internaute interrogée par Séverine Arsène, op.cit. p.339.

⁴⁰⁴ Voir p.187 (concernant « l'affaire BMW ») ou p.166 (esclavagisme d'enfants travaillant dans des briqueteries) concernant les débats entre internautes au détour de ces drames à propos de la modernisation du pays.

⁴⁰⁵ Voir p.325 la réforme du permis de résidence suite à l'affaire Sun Zhigang.

lutte pour la liberté d'expression en tant qu'enjeu de pouvoir, l'internet ayant permis un effacement progressif de la ligne de démarcation de certaines formes d'autorités⁴⁰⁶.

B.1.3. Mutation souterraine de l'état d'esprit populaire grâce à la virtualité

L'internet a ouvert un espace virtuel inédit de communication et d'échange pour les individus dans le monde, d'autant plus pour la population chinoise qui se voyait sévèrement privée de lieu pour s'exprimer depuis 1989⁴⁰⁷. Cet agrandissement du champ d'expression aurait même fait évoluer très rapidement les mentalités au sein de la « classe numérique », un sondage en ligne révélant que « 53% des internautes chinois estiment s'exprimer plus librement sur internet que dans la vie réelle et 50% reconnaissent que l'usage d'internet a modifié leur personnalité »⁴⁰⁸. Les autorités ont conscience de cette transformation de l'opinion et s'inquiètent des mutations souterraines de l'état d'esprit populaire engendrées par les nombreux dysfonctionnements du système politique économique et social, débattus par les citoyens qui s'informent et communiquent entre eux grâce au net. C'est d'ailleurs à ce phénomène que le président Hu Jintao fait allusion dès 2007 dans son rapport au XVIIe congrès du PCC, exhortant les « représentants du peuple » à résoudre ces contradictions (corruption, creusement des écarts de richesses, etc.) qui mettent en péril la stabilité du PCC au pouvoir : « *Nos succès (...) ne répondent pas toujours aux attentes du peuple (...) les gens sont aujourd'hui plus indépendants, plus sélectifs et plus changeants* ». ⁴⁰⁹ Ainsi, le public, en se mobilisant aussi rapidement qu'il se démobilise, construit année après année une « Histoire de l'internet » au travers d'une culture citoyenne forgée par la diffusion horizontale de l'information et la multiplication des liens sociaux. Cette culture citoyenne construit peu à peu une vision du monde de plus en plus indépendante vis-à-vis du discours officiel, grâce aux compétences communicationnelles produites par le recours à la réflexion, l'argumentation et à la délibération

⁴⁰⁶ L'internet permet en effet d'envoyer directement un mail à un représentant de l'Etat, certains internautes ont même eu la possibilité de dialoguer en ligne avec les plus hauts dirigeants comme le président ou son Premier ministre. Pour autant, la prise de décision reste aux mains du pouvoir même s'il se présente comme plus proche et à l'écoute des citoyens, ce qui lui permet d'offrir virtuellement une sorte de proximité.

⁴⁰⁷ Voir p.196 sur l'historique des médias.

⁴⁰⁸ Valérie Niquet, « Le XVII Congrès du Parti communiste chinois : éclairage sur le fonctionnement d'un système, *Asie Vision 2*, Décembre 2007, p.20, www.ifri.org/downloads/Asie_vision2_Niquet.pdf, (consulté le 01/07/2013).

⁴⁰⁹ Ibid.

réflexive dans l'espace public virtuel. De plus, les espaces en « clair-obscur » décrits par Arsène, tels que les blogs intimistes ou les fils de discussions éphémères⁴¹⁰, permettent l'émergence de discussions moins conformistes (bien qu'à grande échelle parfois) qui feraient évoluer de façon latente l'état d'esprit populaire, vis-à-vis de la sphère politique notamment :

*« Si les espaces les plus exposés conduisent à 'l'évaporation' du politique, je suggère que ces espaces en clair-obscur sont propices à son incubation, c'est à dire à une diffusion des idées politiques de manière informelle mais massive. En d'autres termes, beaucoup de choses ne se disent pas publiquement, mais elles se savent, se racontent et se commentent, sur le mode de la rumeur. Peut-on cependant parler de mobilisations publiques pour ce qui n'est encore qu'une somme d'échanges et de conversations informels? ».*⁴¹¹

Le concept habermassien de sphère publique permet en outre une meilleure compréhension de l'autonomisation de la société par rapport à l'Etat dans la prise en compte collective de la morale et du « Bien Commun », ressorts indispensables au soutien et à la mobilisation du public auprès des leaders d'opinion. L'élite des micro-blogueurs est d'ailleurs devenue la force motrice de cette nouvelle forme d'expression populaire, car elle ne se contente pas de commenter l'agenda politique mais tente de formuler sa propre actualité, voire sa propre vision pour la nation⁴¹². Cette prise de parole dans la sphère politique par les blogueurs a été désignée par Rebecca Mc Kinnon en 2008, comme l'avènement de la prise de conscience du droit à la parole par l'opinion publique en Chine⁴¹³. Pour certains observateurs comme François d'Anjou, il serait même question d'un retour du politique dans le pays - celui-ci prédisant une transformation graduelle du régime autoritaire vers un mode de gouvernance plus ouvert grâce, en partie, aux mutations des modes de dialogue entre gouvernants et gouvernés induite par le web :

« On aurait cependant tort de sous estimer ces évolutions qui, à bien des égards, conduiront un jour ou l'autre les dirigeants, puis le Parti, à rendre des comptes. Prenons

⁴¹⁰ Comme sur les services de messagerie instantanée de type QQ et aujourd'hui Weibo.

⁴¹¹ Séverine Arsène, op. cit., p.65.

⁴¹² Voir Rachel Lu et David Wertime « Six reasons why Weibo is powerful, even if it's haunted by zombies », *tealeafnation.com*, 18/03/2013, <http://www.tealeafnation.com/2013/03/six-reasons-why-weibo-is-powerful-even-if-its-haunted-by-zombies/>, (consulté le 07/07/2013).

⁴¹³ Rebecca Mc Kinnon, « Flatter world and thicker walls? Blogs, censorship and civic discourse in China », In Drezner D., H. Freell, eds Special Issue: *Will the revolution be blogged?* Public Choice, Vol. 134, n°1-2, janvier 2008.

l'exemple des sondages sur internet- certains en Chine y voient d'ailleurs un substitut aux élections -. De proche en proche, ils favorisent une liberté de ton qui n'hésite plus à remettre en cause les cadres locaux, jugés par les internautes à l'aune de leur capacité à appliquer les directives du centre. (...) L'affaire est donc à suivre car elle traduit le retour de la politique en Chine. Elle recèle un potentiel de réformes des mentalités et du style de gouvernement, en même temps que des risques de tensions au sein du pouvoir entre ceux qui se contenteraient de l'actuel niveau d'ouverture, qu'ils jugent déjà très risqué et ceux qui, au contraire, estiment que plus les réformes politiques prendront du retard, plus le risque de graves désordres sociaux et de crises politiques inopinées sera élevé »⁴¹⁴.

Alors que les premières utilisations du téléphone étaient destinées à écouter de l'opéra depuis le combiné⁴¹⁵ et que la radio n'avait pour visée initiale que la transmission de la parole⁴¹⁶, il faudra se garder de considérer les mutations induites par le réseau avec une conception trop déterministe, voire « romantique »⁴¹⁷, de la notion d'espace public virtuel et de sa portée en termes d'action. En effet, quand bien même des observateurs comme Yong Hu prédisent au microblogging un destin des plus optimistes : « *il se pourrait que la révolution sociale apportée par le microblogging soit plus importante que la révolution des communications* »⁴¹⁸, la récente étude de Fu et Chau, portée sur plus de 30 000 comptes weibo, donne des conclusions similaires à celles de Yu Jie, qui constatait déjà en 2004 que seuls 10 à 15 % des internautes se

⁴¹⁴ François Danjou, « 17ème Congrès, compromis au sommet pour un développement plus équilibré », *Question Chine*, 11/2007, p.3.

⁴¹⁵ L'invention du téléphone par Clément Ader consistait originellement en un réseau téléphonique permettant à l'utilisateur d'écouter de l'opéra tout en restant chez soi, grâce à un réseau téléphonique relié directement à l'Opéra de Paris entre 1881 et 1932.

⁴¹⁶ En 1877, Thomas Edison inventait le phonographe à feuille d'étain qui consistait à enregistrer mécaniquement les ondes sonores. Cette invention avait pour visée la seule transmission de la parole, non pas de contenus (musicaux, culturels). Ce procédé a inspiré ensuite l'usage fait encore aujourd'hui du téléphone. Comme pour l'invention de l'internet (projet initial appelé Arpanet), son seul usage était à l'origine restreint à l'usage militaire avant sa commercialisation au grand public.

⁴¹⁷ Terme faisant référence à : Fabien Granjon, « Le Web fait-il des révolutions ? », op.cit. : « *les visions déterministes et romantiques de l'action doivent être récusées et ce sont précisément ces utopies technicistes que s'applique par exemple à dénoncer Evgeny Morozov dans The Net Delusion, rappelant que 'ce ne sont pas les tweets qui font tomber les gouvernements, mais bien la population'.* »

⁴¹⁸ Hu Yong 胡泳, « The Revolt of China's Twittering Classes », *project-syndicate.org*, 14/10/2010, <http://www.project-syndicate.org/commentary/the-revolt-of-china-s-twittering-classes>, (consulté le 08/07/2013).

préoccupaient des questions politiques et sociales⁴¹⁹. En effet, Fu et Chau rapportent qu'environ 4,8% des internautes contribuent à 80% du contenu diffusé sur Weibo ; les 95% d'utilisateurs restant ne faisant que retransmettre les informations créées par cette minorité⁴²⁰. Force est donc de convenir que dix années plus tard, la proportion d'internautes actifs et engagés sur l'espace public virtuel reste sensiblement la même - la cyberpopulation ayant quand bien même considérablement augmenté, tout comme les mentalités.

A l'instar de Roger Bautier qui soulignait cet aspect précédemment⁴²¹, il apparaît donc que l'activité des individus sur le net se destine majoritairement à un usage de loisirs et de réseautage privé plutôt qu'à de l'activisme politique ou social⁴²². Bien que les NTIC aient parfois servi de facteur déterminant lors de changements de système politique issus de mouvements populaires protestataires⁴²³, les nombreux éléments qui seront présentés tout au long de cette étude montreront que peu de signaux indiquent à l'heure actuelle que l'ensemble de la « génération internet » chinoise ait l'intention de se servir de cet outil comme d'une « arme de révolution massive » ; l'utilisant plutôt dans le but de faire évoluer le système politique à force de dialogue, quand bien même houleux, avec les autorités.

⁴¹⁹ Agnès Gaudu cite Yu Jie : « En Chine, forces démocratiques et forces totalitaires coexistent », *Courrier International*, nov.2004, http://www.courrierinternational.com/article.asp?obj_id=30703#, (consulté le 09/07/2013). Cette hypothèse se vérifie presque dix années plus tard avec l'étude de Fu K-w et Chau M (2013) sur les micro-blogs (4,8% des internautes contribuent à 80% du contenu diffusé sur Weibo), op.cit.

⁴²⁰ Fu K-w, Chau M, "Reality Check for the Chinese Microblog Space: A Random Sampling Approach", *PloS one Journal*, 2013, <http://www.plosone.org/article/fetchObject.action?uri=info%3Adoi%2F10.1371%2Fjournal.pone.0058356&representation=PDF>, (consulté le 06/07/2013).

⁴²¹ Roger Bautier, « Les foules selon le web 2.0 : de la folie à la sagesse », op.cit : « *les formes de coopération qui en sont issues apparaissent comme fondées bien plus sur l'individualisme que sur une préoccupation pour le collectif.* »

⁴²² Bien que dans certains cas, l'activité de loisirs pourrait s'apparenter à de l'activisme politique. Le gouvernement a pris les devants en 2007 en proposant un jeu, intitulé *Le Combattant incorruptible* (*qing lian zhanshi* 清廉战士) permettant aux internautes de se défouler en pourchassant, torturant et tuant virtuellement les personnalités du monde politique chinois corrompues. D'autres jeux en ligne tel que *Glorieuse Mission* (*guangrong shiming* 光荣使命) ont pour but de défendre les Iles *Diaoyu* contre l'envahisseur japonais. En référence au conflit diplomatique réel qui agite les deux pays, ce type de jeux a également vocation à encourager le nationalisme et obtenir un meilleur soutien de la jeune population internaute à l'action gouvernementale.

⁴²³ On pense notamment à la chute du régime indonésien de Suharto en 1998. Voir Fabien Granjon, « Le Web « Le web fait-il les révolutions ? », *Scienceshumaines*, août-sept. 2011, mis à jour le 20/07/2011, http://www.scienceshumaines.com/le-web-fait-il-les-revolutions_fr_27535.html, (consulté le 20/09/2014)

Il faut rappeler que la mobilisation politique en ligne s'avère en réalité tout à fait inégale, voire désordonnée (cf. les différents courants nationalistes dont je parlerai plus loin). Elle s'apparenterait plus à un catalyseur d'émotions soumis aux aléas de l'actualité qu'à un espace de délibération constructive - bien que ce soit en grande partie parce que le pouvoir détient toujours les moyens de l'empêcher. Cette observation corrobore celle de Maxime Rolandez concernant le microblogging en Chine⁴²⁴, puisqu'il conclut que l'internet n'a pas permis, même avec la transition politique qu'augurait le phénomène Weibo, de politiser l'ensemble de l'opinion mais seulement les couches supérieures de la société en ligne. Le potentiel de politisation de l'espace public grâce au net est donc pour le moins nuancé, bien que le rapport du Sommet des blogueurs chinois⁴²⁵ concède que la « qualité »⁴²⁶ des internautes chinois, et donc la teneur des débats dans l'espace public, se soit tout à fait améliorée depuis 2008 déjà (année charnière dans la libéralisation de la parole populaire concernant l'actualité chinoise⁴²⁷).

Ces nouvelles formes de délibération en ligne restent somme toute à l'état embryonnaire, comparées à la masse que représente les 564 millions de cybercitoyens chinois; les activistes se regroupant encore sur de petites plateformes connues et réservées aux initiés tandis que la majeure partie des discussions publiques s'agrègent autour de l'émotion, de la violence, du divertissement et du défoulement. La communauté internaute forme en cela une agora mosaïque où règne un très grand désordre, la structure-même du réseau reflétant l'usage anarchique qu'il en est fait : infinie et sans point de gravité général, la toile s'occupe et se vide au gré des surfs des internautes. Le phénomène du microblogging tient également de cette nature dissolue en ceci qu'il accroît l'éparpillement de la réflexion par une réactivité liée à l'exigence d'instantanéité de cet outil, raffermissant l'effet pervers de la surinformation (évoquée plus haut) au détriment de la réflexion.

⁴²⁴ Maxime Rolandez, *L'impact du micro-blog Sina Weibo en Chine*, op.cit. pp.123-124, <http://issuu.com/maikeximu/docs/sina-weibo?e=8274921/2486727#search>, (consulté le 08/07/2013).

⁴²⁵ *2008 zhongwen wang zhi nian hui*, (2008 中文网志年会, 4ème Conférence annuelle des blogueurs de Chine), Canton, 2008, <http://tech.sina.com.cn/focus/cnbloggercon2008/>, (consulté le 01/07/2013).

⁴²⁶ Terme fréquemment utilisé en référence à une formule populaire parmi les intellectuels « démocrates » depuis les années 1980 pour justifier leur réticence à faire intervenir trop directement les masses dans le processus politique : « *La qualité du peuple chinois est trop faible* » (*Zhongguo renmin de suzhi tai di* 中国人民的素质太低). Au sujet de l'élitisme du mouvement démocrate des intellectuels, voir Jean-Philippe Bédj, op.cit.p.111.

⁴²⁷ Emeutes de Lhassa en mars, Jeux Olympiques, séismes au Sichuan, empoisonnement de bébés avec du lait enrichi à la mélamine, etc.

Ainsi il s'agira d'analyser plus avant pourquoi l'internet et les nouveaux modes de communication sociale et participative ne sont pas devenus des « armes de libéralisation massive » de l'expression populaire, le cadrage étatique n'étant décidément pas la seule ressource du contrôle de la parole publique. Les témoignages et les observations réalisées permettront de démontrer en quoi le cadrage de cette parole par les internautes au nom de l'idéal de modernité s'avère un moyen de pression bien plus puissant que la censure ou la menace policière.

B.2. Conservatisme et polarisation de l'expression dans l'espace public virtuel

Alors que, selon la théorie du webring, la toile engendrerait un phénomène de polarisation de l'opinion⁴²⁸, les travaux de Gentzkow et Shapiro tendraient à démontrer la plus forte probabilité de rencontrer sur le web des individus ne partageant pas les mêmes idées politiques que dans la vie réelle⁴²⁹. Leur étude révèle que les internautes visitent généralement et de façon régulière de grands sites relativement centristes (comme des plateformes d'actualité par exemple) tout en surfant sur des sites annexes ne reflétant pas nécessairement leurs affinités politiques. Ces comportements de surfing permettraient à l'individu de sortir fréquemment de ses groupes d'appartenance habituels. En Chine, les internautes ont également tendance à se rendre massivement et en priorité sur les grands portails où l'information est constamment remise à jour (minute par minute), pour se regrouper ensuite sur les forums afin de débattre (ou commenter) des nouvelles émises. Cette interaction entre les individus de tous horizons et affinités (politiques, culturelles, etc.) serait particulièrement prégnante lorsque surviennent de grands événements, des catastrophes ou lors de différends diplomatiques. Les grands portails d'informations tels que Sohu ou Sina créent généralement à l'occasion des « sous-sites » et des forums exclusivement dédiés aux événements du moment (boycott anti-Carrefour, forum anti-

⁴²⁸ Dan Bernhardt, Stefan Krasa, Mattias Polborn « Political polarization and the electoral effects of media bias » *Journal of Public Economics*, Vol. 92, Issues 5-6, June 2008, pp. 1092-1104. La toile devenant une « chambre d'écho » pour l'internaute qui chercherait à voir ses préjugés confirmés cliquant de lien en lien sur des sites conformes à ses opinions. Voir p. 79.

⁴²⁹ Matthew Gentzkow Jesse M. Shapiro, "Ideological Segregation Online and Offline", *Chicago Booth and NBER Working Paper n°15916*, Chicago, avril 2010, <http://www.nber.org/papers/w15916.pdf>, (consulté le 05/07/2013).

Japon⁴³⁰, séismes du Sichuan, etc.). Dominique Wolton nuance toutefois les potentialités de ce type de plateformes, en termes de qualité d'échanges et de communication entre les usagers : « Certes les possibilités d'échanges sont décuplées, (...), mais elles se réalisent par le biais d'industries 'culturelles' dont la puissance financière et économique est souvent opposée à toute idée de culture et de communication. »⁴³¹

L'apparition récente du microblogging apporte un nouvel éclairage à ces observations : les weibonautes se connectent toute la journée sur leur compte afin d'être au courant des dernières nouvelles sur le mode de la rumeur, informelle et diffuse, émise sur cette plateforme interactive devenue incontournable. Sans forcément aller chercher eux-mêmes l'information politique ou engagée, ceux-ci la voient circuler au gré des comptes suivis et se retrouvent de fait sensibilisés à des polémiques ou à des opinions divergentes de leurs centres d'intérêts habituels⁴³². Les habitudes de navigation sur le web des internautes chinois rejoindraient donc les observations générales de Gentskew et Shapiro, mais la prise de parole dans l'espace public liée à la confrontation d'opinions divergentes s'avèrerait plus difficile dans le contexte politique et social en Chine. Il s'agira à présent de constater en quoi cette confrontation d'idées ou de valeurs différentes est devenue un vecteur d'affaiblissement de la parole publique, freinant encore une grande partie des utilisateurs dans la participation publique aux débats sur la toile. Il faudra en effet tenir compte de la « bien-pensance » populaire qui opère encore un fort effet de cadrage ; qui plus est sur les grands portails ou plateformes de micro-blogging où ce phénomène s'intensifie en fonction du degré de visibilité médiatique des échanges publiés.

B.2.1. De la civilité comme cadre de l'expression populaire

⁴³⁰ Voir l'étude de cas réalisée par Tai Zixue, concernant les mouvements de protestation en ligne contre l'obtention d'un siège permanent du Japon à l'ONU en 2005 : Tai Zixue, *The Internet in China. Cyberspace and civil society*, op.cit. p.255.

⁴³¹ Dominique Wolton, *Penser la communication*, op.cit.p.13.

⁴³² Un weibonaute suit les informations que publie un autre weibonaute ; celui-ci publie du contenu publié également par une autre weibonaute dont il « suit » l'activité qu'elle publie, telle une chaîne sans fin. C'est de cette manière que l'information circule « viralement », de compte weibo en compte weibo, pour finalement toucher un large public sur des thématiques parfois éloignées de celles habituellement consultées par l'internaute.

Alors que le droit chinois sanctionne la parole publique pour des agissements touchant à la souveraineté de l'Etat, il ignore par contre la notion d'incivilité. Par définition, celle-ci relève d'actes qui perturbent l'ordre social sans pour autant être réprimés légalement, tandis que la civilité permet aux individus de vivre ensemble selon des règles tacites de bonnes manières qui permettent l'expression et la cohabitation apaisée entre les individus en société. L'accès à l'espace public par un nombre croissant d'utilisateurs a immanquablement généré des comportements conflictuels entre les utilisateurs. Des règles de civilité se sont de ce fait progressivement établies, édictées le plus souvent sous la forme de charte des utilisateurs⁴³³ (concomitamment aux règles prescrites par la censure étatique). Pour la majorité des internautes, c'est l'image d'un comportement « civilisé », « civique » et « moderne » qui fixe ces règles de bonne conduite indépendamment de ces chartes. Tout commentaire ne peut donc pas devenir public selon l'opinion publique elle-même. Le « manque de culture civique » décrit par Tai Zixue en 2006⁴³⁴ a ainsi laissé place à un processus de normalisation sociale. Celle-ci opère un fort effet de cadrage sur les internautes, laissant émerger des thématiques s'inscrivant le plus souvent dans une certaine conception du « politiquement correct », voire d'un certain conservatisme.

Bien qu'elles apparaissent comme contre-productives au regard de la démocratisation de la parole publique sur le net, Dominique Wolton rappelle l'importance de ces normes pour accéder à un certain « idéal de communication » :

« Par 'communication normative' il faut comprendre l'idéal de communication, c'est-à-dire la volonté d'échanger, pour partager quelque chose en commun et se comprendre. Le mot 'norme' ne renvoie pas à un impératif, mais plutôt à l'idéal poursuivi par chacun. La volonté de compréhension mutuelle suppose l'exigence de règles, de codes et de symboles. Personne n'aborde 'naturellement' autrui. Le but de l'éducation et de la sociabilisation est de fournir à chacun les règles nécessaires à l'entrée en contact avec autrui »

A partir de ce postulat, il apparaît que l'usage de la parole publique nécessite un bon maniement des normes sociales véhiculées par ces cadrages, voire de soutiens socio-éducatifs solides, qui ne

⁴³³ L'étiquette sur le net existe également sur les forums du monde entier par des chartes, lesquelles font généralement référence au texte émis en 1995 par l'Internet Engineering Task Force, « Netiquette Guidelines », octobre 1995, <https://tools.ietf.org/html/rfc1855>, (consulté le 05/07/2013).

⁴³⁴ « A well-established civic culture is still lacking » : Tai Zixue, op.cit. p.292.

sont pas à la portée du premier internaute venu. En effet, l'expression citoyenne ne va pas de soi car elle nécessite au préalable un parcours individuel et collectif de communication avec autrui tout en portant un regard critique sur la société et sur l'information. Ces dispositions supposent un certain niveau culturel et technique permettant d'accéder aux « arènes » des débats publics. Poster des sujets ou des commentaires sur un forum, envoyer des listes de diffusion par mail, alimenter régulièrement un blog, rédiger des articles sur des sites associatifs ou communautaires, prendre la parole sur un site ou un forum grand public, mettre en ligne une vidéo : cet accès à la parole publique nécessite de multiples conditions difficiles à réunir. De plus, l'internaute doit préalablement prendre en considération le site sur lequel il souhaite s'exprimer, en prenant en compte sa nature (public, semi-public, privé), sa fonction (formelle ou informelle) et le public qu'il s'apprête à rencontrer pour éventuellement débattre du témoignage qu'il apporte (orientations politiques, confessionnelles, nationalistes, etc.). Ce choix préalable lui permet de la sorte d'évaluer ce qu'il va lui être possible ou non d'écrire⁴³⁵.

Les internautes interrogés par Séverine Arsène témoignent des difficultés que rencontrent certains individus qui voudraient s'exprimer mais qui se heurtent à la censure ou la réprobation de leurs compatriotes. D'abord censurés par leur propre timidité puis par l'opinion, ils se découragent finalement à défendre leur point de vue sous couvert de l'indifférence :

« Pour Z.Z., la censure en tant que telle n'est pas un problème. (...) Le frein vient véritablement des autres internautes. En effet, il ne reçoit pas l'accueil escompté, et, après avoir été refoulé par les autres internautes, il montre des signes de repli sur soi, sur le même modèle que les autres internautes désabusés. Cet internaute ressent une colère évidente devant les injustices que représentent la corruption et l'égoïsme généralisés. Il exprime une certaine volonté de se mobiliser, mais de manière assez classique, il se heurte à une résistance très forte de ses propres concitoyens, ce qui le réduit au silence. Découragé, il finit par adopter une attitude et un vocabulaire fatalistes, de manière presque mimétique. Son cas rend très évidente la nécessité du sentiment d'être à l'unisson avec les autres internautes pour prendre la parole et

⁴³⁵ Par exemple, ceux qui s'insurgent sur un forum nationaliste des risques diplomatiques liés à la rudesse de la politique menée par le gouvernement au sujet des îles Diaoyu peuvent être accusés par d'autres utilisateurs d'être des « agents déstabilisateurs du pays », « à la solde de l'impérialisme américain qui tente de saper le développement de la Chine ». Inversement, l'internaute qui défend l'action du gouvernement lors d'un débat sur un forum généraliste peut également se voir rejeté par les autres utilisateurs, l'accusant d'être un *wumao*. Ces expériences tendent à inciter les internautes à la plus grande prudence quant à l'expression de leur point de vue au sein de la cybercommunauté, tel que décrit par Arsène, op.cit. p.65.

pour qu'un mouvement 'prenne'. A l'inverse, quand ce sentiment est absent, c'est le découragement qui prime. La conséquence presque naturelle de ce processus est le passage à l'indifférence, comme une sorte de durcissement face à l'adversité. Un discours formulé de manière relativement contestataire peut être découragé, même sans être formellement interdit, simplement à cause de l'absence d'écho positif de la part des autres internautes. »⁴³⁶ .

L'étude d'Arsène révèle donc que rares sont les internautes qui osent lancer de nouveaux débats ou proposer des idées hétérodoxes du fait du manque de « concernement » ou de soutien rencontré auprès de la cybercommunauté. La peur de représailles judiciaires est également une donnée non négligeable dans cet « à-quoi-bon-isme »⁴³⁷ apparent, qu'ils revendiquent comme un choix pragmatique, préférant consacrer leur énergie à améliorer leur situation individuelle.

Ainsi, l'internaute se doit de considérer la portée de ses propos à la lumière de la civilité et de la « bien-pensance » encouragées dans l'espace public. Ces incitations aux bonnes mœurs sociales se retrouvent également dans les concepts revisités d'un néoconfucianisme où la société appelle l'individu à agir selon les principes du philosophe⁴³⁸. L'individu, en intériorisant cet idéal de société, devient non plus un atome qui doit se soumettre à contrecœur aux règles de la société en refoulant son individualité, mais au contraire devenir un citoyen actif capable de donner un sens à son comportement, à ses choix, à ses connaissances et donc à la société à laquelle il veut appartenir et contribuer à faire progresser. Cet effort s'illustre notamment lorsque certains scandales viennent heurter la sensibilité des internautes en quête d'une certaine conception de la modernité « aux caractéristiques chinoises »⁴³⁹.

En 2008, la succession d'évènements aussi marquants que les Jeux Olympiques, les manifestations à Lhassa ou les séismes du Sichuan ont ainsi engendré des réactions émotionnelles telles que les internautes ne pouvaient plus rester muets ou passifs face à

⁴³⁶ Séverine Arsène, op. cit., p.343

⁴³⁷ Ce terme fait référence aux observations tirées des interviews réalisés auprès d'internautes chinois, déçus de l'opinion publique en ligne et dégoûtés de la politique. Ils préfèrent dès lors s'en tenir à leur intérêt particulier, faute de soutien sur la toile ou de possibilité réelle de changer politiquement le système. Séverine Arsène, op. cit.

⁴³⁸ Confucius, *Entretiens du Maître avec ses disciples*, op.cit.

⁴³⁹ Voir la question de l'émergence en 2008 d'un « modèle chinois » (*zhongguo moshi 中国模式*) selon la vision du politologue Pan Wei : Jilin Xu « Valeurs universelles ou valeurs chinoises ? Le courant de pensée de l'historicisme dans la Chine contemporaine », *Rue Descartes* 2/2011 (n° 72), pp.52-68, www.cairn.info/revue-rue-descartes-2011-2-page-52.htm, (consulté le 08/07/2013).

l'actualité. Ces masses autrefois « silencieuses » ont alors été poussées par ces événements à une interrogation réflexive. Ils se sont exprimés sur ce qu'ils pensaient de leur nation tant au niveau de sa modernisation au niveau mondial (Jeux Olympiques) que de sa souveraineté (émeutes de Lhassa et tentatives d'ingérence des forces internationales) ou de leur compréhension de l'Histoire géopolitique de leur pays (révélations faites dans l'affaire Wikileaks par Julian Assange⁴⁴⁰). Les réactions suscitées par ces événements ont souvent politisé les controverses et ont permis aux internautes de débattre de questions sur lesquelles ils n'auraient pas osé s'exprimer ou penser jusque-là par eux-mêmes. Les débats suscités par les divergences de points de vue sur la définition de la modernité montrent combien les citoyens s'attachent à se l'approprier pour la mettre en actes. Ils prennent ainsi la parole pour débattre de cette notion - issue à la fois du discours gouvernemental, de la publicité, de l'évolution des mœurs et de la société - au détour d'un fait marquant de l'actualité. Les représentations inscrites dans l'imaginaire collectif se confrontent alors à la réalité dans des débats plus ou moins polémiques, selon l'émotion ou la remise en question des valeurs qu'ils suscitent.

A la lumière de ces observations et de ces témoignages, il apparaît que le cadrage de la parole publique par les internautes est vraisemblablement plus contraignant que le contrôle gouvernemental, car recouvrant un champ bien plus vaste que l'interdiction de s'exprimer sur certains sujets ou mots tabous. L'idéal de modernité par le civisme oblige les internautes à plus de prudence dans leur discours pour continuer à faire partie de la cybercommunauté d'un site ou préserver son e-réputation. Ces cadrages les obligent également à mesurer la portée - tant sociale que politique - de leurs propos selon le degré de visibilité du site où ils s'expriment. La formation de l'opinion publique chinoise en ligne est donc à mon sens le produit d'une norme sociale encadrante qui censure de manière bien plus étendue la parole dans l'espace public que la censure étatique elle-même. Ce cadre normatif lié à l'idée de modernité et des pratiques qui lui sont liées (civilité et civisme) a néanmoins laissé certaines causes individuelles émerger, quand d'autres n'ont pas trouvé écho auprès d'un large public. Ainsi analyserai-je le « jeu » des acteurs qui ont compris les mécanismes de cette prise de parole afin de trouver écho auprès de

⁴⁴⁰ « Wikileaks : La Chine moins influente qu'on ne le croyait en Corée du nord », *nouvelobs.com*, 30/11/2010, <http://tempsreel.nouvelobs.com/actualite/monde/20101130.FAP1756/wikileaks-la-chine-moins-influente-qu-on-ne-le-croyait-en-coree-du-nord.html>, (consulté le 05/12/2010).

l'opinion; le cadre normatif devenant pour eux un ressort incontournable et modulable de la médiatisation des causes qui ne pourraient voir le jour autrement⁴⁴¹.

B.2.2. Maniement du cadrage pour une plus grande liberté d'expression : potentialités des limites

Alors que la communauté internationale prédisait, aux débuts de l'introduction de l'internet dans le pays, une explosion de la contestation et de l'expression publique par des citoyens bâillonnés, force est de constater que les revendications - quand elles ne sont pas tout bonnement censurées - ne semblent pas être la motivation principale de l'expression publique des internautes sur la toile. Comme le souligne Eric Sautédé, l'appropriation de cet outil par les cybercitoyens n'a pas permis jusqu'à aujourd'hui de renverser le régime autoritaire, ni d'améliorer de façon significative les droits de l'Homme : « *La multiplication des lieux communs mâtinés de demi-vérités a largement parasité le regard porté sur la dynamique de l'Internet en Chine.* »⁴⁴²

Pour autant, il s'agit néanmoins de cerner les « potentialités des limites » de ces cadrages, gouvernementaux et populaires : Concernant les meneurs d'opinion qui se manifestent sur les blogs, et aujourd'hui les micro-blogs, un moment d'intense polémique est théoriquement capable d'attirer sur leur site un public aussi important qu'un média traditionnel (journal ou radio par exemple). La confrontation des informations et des idées lancées par ce type d'internautes permettrait par exemple d'élaborer collectivement de nouvelles propositions qui peuvent se poser –ou être proposées- comme alternatives aux mesures gouvernementales (polémiques, pétitions en ligne). L'interactivité rendue possible par ce type de sites permettrait en outre, grâce au nombre de visiteurs et aux commentaires postés par les lecteurs, d'assurer une meilleure compréhension de la faisabilité voire du ressenti (feedback) du public quant aux propositions émises. Pour que le gouvernement entende les revendications de ces représentants populaires spontanés, ceux-ci doivent tout d'abord arriver à mobiliser l'opinion par un

⁴⁴¹ Rachel Lu et David Wertime, op.cit. : « *In the West, these people might find outlets for their views in traditional media, but in China, where traditional media is tightly controlled, they often have to log on to Weibo to make themselves heard* ». («A l'Ouest, ces gens-là peuvent trouver des moyens pour exprimer leur point de vue dans les médias traditionnels, mais en Chine, où les médias traditionnels sont étroitement contrôlés, ils doivent souvent se connecter à Weibo pour pouvoir se faire entendre »).

⁴⁴² Eric Sautédé, « Internet et liberté d'expression en Chine », *la Vie des idées*, n° mai-juin 2007, p.27.

manièrement ajusté au cadrage de la parole publique par les internautes (décrit plus haut sous le terme de la « bien-pensance »). A la lumière du faible ratio de commentaires postés comparé au nombre de visiteurs comptabilisés sur les sites étudiés⁴⁴³, il s'avère donc que cette mobilisation n'est pas facile à obtenir du grand public en Chine. C'est pourquoi j'étudierai comment les « porteurs de cause »⁴⁴⁴ utilisent la toile pour gagner en visibilité vis-à-vis du grand public, mais surtout obtenir son appui et le représenter afin de pouvoir accéder à un dialogue avec les représentants de l'Etat.

Comment l'anonymisation sert la polémique

L'emploi récurrent du terme « acteur » pour décrire certains internautes s'exprimant sur la toile, correspond à l'incertitude quant à l'identité, voire aux motifs qui animent ces individus dans l'espace public virtuel. Erving Goffman⁴⁴⁵ envisage ces interactions sociales comme une métaphore théâtrale où les « acteurs » peuvent jouer plusieurs rôles jusqu'à se mettre en scène selon l'image qu'ils souhaitent donner au public. Cette « représentation » se joue d'autant plus facilement sur le web de par l'anonymisation multiple et infinie des identités que peuvent revêtir ces « cyberacteurs » pour agiter ou non l'opinion. La paranoïa grandissante des usagers concernant les *Wumao*, faux commentateurs du net à la solde du Parti, a montré combien il était difficile, à la seule lecture des commentaires ou de la connotation des pseudonymes⁴⁴⁶, de savoir en quoi les opinions sont véridiques et si elles servent un dessein caché (ici la stabilisation de l'opinion).

⁴⁴³ Voir Fu et Chaw, op.cit. Un terme anglais existe pour définir le profil de ces utilisateurs passifs qui commentent le contenu du web sans jamais y participer, on les appelle les « lurkers ».

⁴⁴⁴ Terme emprunté à Séverine Arsène, op.cit.

⁴⁴⁵ Erving Goffman, « La présentation de soi », In *La mise en scène de la vie quotidienne* (tome 1), Éditions de Minuit, 1973.

⁴⁴⁶ Exemple : lorsque l'avatar d'un internaute se présente sous la forme d'une photo d'un lama des andes (symbolisant par homophonie « nique ta m... » pour critiquer la censure dans la culture internaute), celui-ci laisse entendre à la cybercommunauté qu'il condamne la politique gouvernementale de censure. Voir annexe n°20 : « L'humour, la stratégie du faible ».

Habituellement, l'expression publique remplit une fonction identitaire⁴⁴⁷, mobilisable lors d'une revendication précise à l'attention des décideurs politiques par exemple. Sur le web, le recours au pseudonyme annihile de facto cette expression revendicatrice, car les individus qui s'y expriment ou qui revendiquent un appel pour une cause précise, ne peuvent être identifiés comme représentants d'un groupe social en particulier. Pourtant, l'espace public, au sens d'Habermas, permet à des polémiques diffuses d'émerger au sein de l'opinion dans la mesure où seule la pertinence et la force des arguments sont censées compter. Les critères de genre, d'âge, d'activités ou de statut socioprofessionnel ne présentant pas d'intérêt pour les débats formulés au nom du « Bien commun ». C'est ainsi que l'incertitude née de l'invisibilité de l'identité des acteurs du net permet dans un premier temps de favoriser l'expression là où la visibilité identitaire aurait bloqué l'individu qui n'aurait osé s'exprimer (peur d'être reconnu, réprimé, sentiment de honte, confession). Cette anonymisation et le cadrage normatif implicite (évoqué plus haut) permettent de trouver attention et appui auprès d'un large public et aux polémiques diffuses de prendre de l'ampleur, conditions indispensables pour une éventuelle prise en considération des pouvoirs publics.

Pour mobiliser un public habituellement passif (de *lurkers*), la question de la visibilité malgré le cadrage –étatique ou populaire- s'avère cruciale. Il s'agit de trouver tout d'abord un lieu (site ou forum anodin) où le message sera susceptible de ne pas être censuré par les modérateurs⁴⁴⁸, ni refoulé par les internautes susceptibles d'être plus sensibles au contenu soumis. Les internautes, en soutenant publiquement l'auteur d'un message par un bref mot d'assentiment (« Je suis d'accord avec toi » ou « C'est vrai »), sont invités à s'impliquer personnellement en faisant circuler dans leur réseau social virtuel celui ou celle susceptible d'être touché ou intéressé par la question soulevée (chaine de courriels, pps, photos). Luc Boltanski souligne l'importance du cadrage rhétorique et des schèmes d'interprétation dans ce processus de transmission de l'information⁴⁴⁹. Il montre comment faire d'un témoignage une juste cause ou comment pousser la dénonciation à son paroxysme pour forcer les pouvoirs publics à agir. Outre le choix de l'espace public initial à trouver pour ce travail de publicité (choix paradoxal du site en fonction de l'écho et de la liberté de ton que l'instigateur d'une mobilisation compte y trouver), c'est

⁴⁴⁷ Celle de s'affirmer face aux autres.

⁴⁴⁸ C'est-à-dire que les modérateurs soient complaisants, pour les différentes raisons évoquées plus haut, voir témoignage de Z.Z. p.158.

⁴⁴⁹ Luc Boltanski, *La souffrance à distance : morale humanitaire, médias et politique*, op.cit.

l'identification de la sensibilité ou de la probable compassion qui constitue l'un des premiers ressorts à faire sortir l'internaute de sa passivité et le pousser à s'impliquer.

Ce relais de l'information et de la transmission des émotions participe au « concernement »⁴⁵⁰. La question de la transmission des émotions par un tiers serait « inhérente au fonctionnement politique de la pitié »⁴⁵¹ et permettrait de comprendre la formation d'une opinion publique et les ressources des mobilisations utiles à la politisation d'une affaire. Ces petites contributions particulières, bien que négligeables individuellement, prennent alors tout leur sens lorsqu'elles sont regroupées sur un, voire des espaces d'expression virtuels en vue des pouvoirs publics (exemple : grands portails de discussion comme Sohu ou Sina, Weibo plus récemment).⁴⁵² L'expression citoyenne mise en mouvement par les meneurs d'opinion ou les « porteurs de cause » connaît ainsi, année après année, un succès croissant à mesure de sa capacité à mobiliser les masses. Cette mobilisation de l'opinion, bien qu'elle s'inscrive dans la dimension virtuelle, permet de relier des questions locales ou individuelles à un questionnement global, où le calendrier médiatique ne serait plus seulement dicté « d'en haut » (le gouvernement via les médias) mais aussi « d'en bas » (le peuple qui, grâce à la diffusion des mouvements d'opinion publiés sur le web, constituent un moyen de pression sur le gouvernement).

La révélation du scandale des mines et des briqueteries esclavagistes de Hongdong dans le Shanxi, révélé grâce au post anonyme de lixy06 sur le site de dahe.net, illustre bien le processus de relais et d'amplification de l'information pour l'obtention de la mobilisation des pouvoirs publics. Une fois l'information relayée sur le grand portail Tianya.cn en juin 2007⁴⁵³, l'auteur anonyme lixy06 révéla sa véritable identité en expliquant qu'il était en fait le père d'un des enfants enlevés. Il publia cette « lettre ouverte des 400 pères d'enfants disparus » sur ces forums pour alerter l'opinion sur l'indifférence, voire la collusion, des pouvoirs locaux face au drame qui

⁴⁵⁰ Evoquée par Boltanski dans son ouvrage, cette notion fait référence à celle de « *care* », apparu dans les travaux de la psychologue Carol Gilligan dans la seconde vague féministe américaine. Elle propose une nouvelle éthique universelle basée sur l'entraide et la responsabilité, la prévenance et l'attention pour un meilleur *vivre-ensemble*. Carol Gilligan, *In a different voice*, Harvard University Press 1982, trad française chez Flammarion 2008.

⁴⁵¹ Luc Boltanski, op.cit. p.109.

⁴⁵² Rappelons que ces mêmes portails rendent compte quotidiennement aux autorités des tendances d'opinion qu'ils constatent sur leurs sites.

⁴⁵³ Nolwenn Salmon, « Être journaliste en Chine », *La Vie des idées*, 12 octobre 2011, <http://www.laviedesidees.fr/Etre-journaliste-en-Chine.html>, (consulté le 05/07/2013).

pourrait toucher chaque famille de Chine, tant l'ampleur du phénomène était connue. D'après les enquêtes conjointes du MSP, du Ministère du Travail et de la protection sociale et de la Fédération nationale des syndicats, les entreprises impliquées dans l'enlèvement et l'esclavagisme de ces enfants dépassaient le millier dans la seule province du Shanxi, de nombreux cas ayant été également révélés dans la province du Henan. L'enquête a surtout démontré que le propriétaire d'une des briqueteries mise en cause, où un ouvrier avait été tué par son contremaître, n'était autre que le fils du secrétaire du PCC local – d'où l'inaction des autorités sur place⁴⁵⁴. Après l'intervention du président Hu Jintao et du Premier Ministre Wen Jiabao en personnes⁴⁵⁵, le gouverneur du Shanxi, Ju Youjun, a été contraint de faire son autocritique tandis que 28 personnes ont été condamnées à des peines de prison allant de 18 mois à la perpétuité : le contremaître de la briqueterie, Zhao Yanbing, a été condamné à la peine capitale pour avoir battu à mort un ouvrier handicapé mental⁴⁵⁶. Son adjoint, Heng Tinghan, a quant à lui été condamné à la prison à vie tandis que le propriétaire Wang Bingbing, fils du responsable du PCC local, a écopé de neuf ans de prison. Le père d'un des enfants retrouvés, Li Yaokai, se réjouit de la victoire obtenue grâce à la mobilisation de l'opinion publique en ligne, dernier salut lui restant pour retrouver son fils : « *Le gouvernement a fini par s'intéresser au cas de nos enfants et par les retrouver* ».

A la lumière de ce cas, il apparaît que l'importance de la mobilisation par l'opinion publique s'inscrive dans un mouvement de compassion spontanée n'ayant pas subi le cadrage conservatiste évoqué par Arsène précédemment ; le sort de ces enfants ayant choqué l'ensemble des internautes, sans distinction d'appartenance sociale. Il s'est avéré ensuite que, selon l'enquête nationale lancée par les pouvoirs publics, ce fait divers ne relevait pas d'un

⁴⁵⁴ « Enfant esclave en Chine d'aujourd'hui », blog *Jardin de liberté*, 13 juin 2007, <http://quyuan2.canalblog.com/archives/2007/06/13/5293100.html>, (consulté le 06/06/2013).

⁴⁵⁵ Le communiqué de presse de la réunion consacrée à l'affaire et présidée par le Premier ministre Wen Jiabao assure qu'"il a été décidé que dans les meilleurs délais sera menée une grande inspection sur la main d'œuvre au niveau national dans les petites mines, briqueteries et usines, avec pour objectif de lutter contre des comportements criminels et illégaux comme le travail des enfants, le travail forcé et les maltraitances" : « La Chine lance une enquête nationale sur l'exploitation des enfants et des ouvriers », *AFP*, 21/06/2007, <http://chine.aujourdhuilemonde.com/la-chine-lance-une-enquete-nationale-sur-lexploitation-des-enfants-et-des-ouvriers>, (consulté le 06/06/2013).

⁴⁵⁶ « Un contremaître esclavagiste condamné à mort en Chine », *Courrier International*, 18/07/2007, <http://www.courrierinternational.com/breve/2007/07/18/un-contremaitre-esclavagiste-condamne-a-mort-en-chine>, (consulté le 06/06.2012).

dysfonctionnement isolé mais d'un véritable scandale devenu systémique, ayant probablement accentué le degré de « concernement » des internautes (qui ont probablement pensé que ce drame pouvait leur arriver). Même si la résolution de ce scandale s'inscrivait dans la lutte gouvernementale contre la corruption, cette mobilisation a toutefois mis au pied du mur le pouvoir central, qui se voyait doublement responsable de la corruption et des graves délits commis par ses représentants.⁴⁵⁷ Il est à noter que ce scandale aura également eu le mérite de provoquer un vif débat à l'échelle nationale sur le prix à payer pour la modernisation du pays. Les dysfonctionnements internes liés à la corruption des autorités locales et les conditions de travail des travailleurs étant une nouvelle fois pointés du doigt par la classe internautes ; celle-ci se rendant compte plus concrètement des sacrifices payés par la population pour faire de la Chine « l'atelier du monde ».

Détournements de la censure et des cadrages normatifs : la stratégie du « faible »

Le contournement de la censure, étatique et populaire, reste parfois le seul moyen de contestation possible lorsque le sujet est formellement tabou, sans équivoque possible. Ingéniosité technique et finesse rhétorique deviennent alors les deux armes à la disposition des internautes contestataires. Cette stratégie de contournement est réalisée soit par la maîtrise technique de l'internet (véritable course technologique avec les organismes de surveillance tant étatiques que privés), soit par la finesse rhétorique et l'appropriation des discours des différents acteurs de la scène publique (gouvernement et opinion publique). Ces deux tactiques sont utilisées selon les capacités des utilisateurs et concernent en somme deux catégories différentes d'internautes : ceux qui disposent d'une maîtrise technique et ceux qui possèdent une aisance rhétorique.

Voici récapitulées ci-dessous les possibilités techniques de contournement de la censure auxquelles les internautes chinois peuvent avoir recours :

⁴⁵⁷ « La Chine lance une enquête nationale sur l'exploitation des enfants et des ouvriers », *AFP*, 21/06/2007, <http://chine.aujourdhuilemonde.com/la-chine-lance-une-enquete-nationale-sur-lexploitation-des-enfants-et-des-ouvriers>, (consulté le 06/06/2013).

- Utilisation de serveurs proxys permettant de cacher l'adresse IP de l'utilisateur. Différents types de serveurs proxys (HTTP, POP3, FTP, SOCKS...) proposent ce service. Le serveur proxy HTTP est le plus largement utilisé selon le rapport 2007 de l'organisation RSF⁴⁵⁸.
- Utilisation de sites spécialisés permettant l'accès aux sites web bloqués en Chine (principalement étrangers) tels que les sites dongtaiwang.com, wujie.net et huayuannetworks.com, surnommés « Les trois mousquetaires ». Les logiciels ziyoumen (自由门), huofenghuang (火凤凰), shijietong (世界通), wujiewangluo (无界网络) permettent de conserver l'anonymat tout en accédant aux sites censurés.
- Exploitation des inégalités de niveau de contrôle entre les provinces⁴⁵⁹. Le niveau de contrôle des petits sites de médias locaux n'étant pas soumis à une censure et un contrôle aussi stricts que sur les grands sites, l'information à la source de polémiques peut être reprise par la suite à la fois par les médias, en ligne ou non.
- Recours aux nouveaux services technologiques où la censure n'est pas encore présente : micro-blogs, blogs, groupes et forums de discussion aux thèmes anodins⁴⁶⁰, visioconférences, messageries instantanées de jeux vidéos plutôt que sur des grands sites dédiées à la communication instantanée tels que QQ⁴⁶¹, partage de documents en ligne peer to peer (P2P).

L'internaute voulant échapper à la censure doit faire appel à son imagination pour prendre de l'avance sur les censeurs du net. Il dispose également d'une palette d'actions rhétoriques pour alerter ou sensibiliser l'opinion publique de façon détournée⁴⁶² :

⁴⁵⁸ CHINE : *Voyage au cœur de la censure d'Internet* : RSF, op.cit.

⁴⁵⁹ Voir annexe n° 15 : « Fracture technologique en Chine, un immense territoire à couvrir ».

⁴⁶⁰ On pense notamment aux dissidents iraniens qui se retrouvaient secrètement sur Goodreads, un réseau social international réunissant des amateurs de lecture, pour y discuter politique et culture. Jusqu'à ce que le Los Angeles Times publie négligemment un article sur le phénomène, aiguillant involontairement les censeurs sur le dit site. Voir Evgueni Morozov, « Le web au service des dictatures », *Books*, n°12 mars-avril 2010, pp.20-21.

⁴⁶¹ En effet, des services de communication aussi populaires que QQ sont beaucoup plus contrôlés par un maillage à différents niveaux des acteurs de la surveillance tandis que les services de messagerie instantanée de sites anodins de jeux vidéo ne font pas l'objet d'une surveillance particulière de l'ensemble des censeurs.

⁴⁶² Voir étude de cas en annexe n°20 : « L'humour, la stratégie du faible ».

- Utilisation de l'humour par des caricatures. Exemple : de nombreuses caricatures du logiciel de lutte contre la pornographie appelé *Escorte verte de la jeunesse* (*lǚba huaji huhang* 绿坝·花季 护航) ont circulé sur la toile, représenté sous la forme d'une jeune fille en uniforme vert. Sur cette image consultable en annexe n°20, celle-ci est affublée d'accessoires symboliques dénonçant la censure : le crabe d'eau douce (河蟹 *héxiè*) sur sa casquette représentant par homophonie « l'harmonie » (和谐 *hé xié*) des sites prônée par le Président Hu Jintao (on dit d'un site qu'il s'est fait harmoniser lorsqu'il est tombé sous le coup de la censure).
- Recours à l'ironie (sous-titrer par exemple une image révélatrice de la corruption de potentats locaux par la devise du Parti, censée légitimer sa place au pouvoir : « *wei renmin fuwu* », littéralement « servir le peuple ») ;
- ou - pratique ancestrale – utilisation de jeux de mots. Exemple en annexe n°20, avec le lama des Andes qui évoque l'homophonie 草泥马 *cǎo ní mǎ*, « lama des andes » avec l'expression « nique ta mère » 禽你妈 *cào nǐ mā*. Ce jeu de mots a été utilisé par les internautes chinois en 2009 pour exprimer leur colère contre la censure officielle. Certains internautes indignés affichent même la photo de l'animal comme photographie de leur profil ou en font la mascotte de leur site personnel) ;
- Diffusion d'images sans commentaires (comme celles des « maisons-clous »⁴⁶³ ou du film Avatar en annexe n°25). La publication en ligne de photographies de minorités ethniques au moment de la sortie d'Avatar avait soulevé des analogies entre la fiction du film et la réalité socio-économique chinoise qui voit les expropriations forcées se multiplier (« maisons-clous ») et certaines populations minoritaires s'éteindre. Pour le blogueur Han Han, c'est bien le sujet du film qui posait problème aux autorités : « *Pour les spectateurs dans d'autres pays, ce genre d'expulsion brutale est quelque chose qui dépasse l'imagination. Cela pourrait seulement se passer sur une autre planète - ou en Chine* »⁴⁶⁴. Pour éviter la censure et la répression, les photographies de situations condamnables circulent donc sans titre et sans commentaire en pièce jointe des mails ou

⁴⁶³ Voir étude de cas en annexe n°25: « Les 'maisons-clous': Réappropriation du discours étatique par des citoyens tenaces »

⁴⁶⁴ <http://blog.sina.com.cn/twocold>, (consulté le 28/10/2010).

des discussions instantanées. Il devient impossible aux robots-censeurs de les détecter du fait de l'absence de mots-clés⁴⁶⁵).

- Emploi du sous-entendu et de l'humour noir. Autre exemple en annexe n°20 : la censure concernant l'incendie de la Tour de la CCTV au cœur-même de Pékin en février 2009 suscita nombre de sous-entendus sous la forme de plaisanteries telles que : « *La CCTV a réussi à créer l'un des événements de l'année mais a eu du mal à en parler* ». ⁴⁶⁶ Un évènement qui ranime la colère grandissante des citoyens à l'égard de la chaîne qu'ils accusent de passer sous silence des scandales de santé publique comme l'affaire du faux lait maternisé Sanlu. Vingt-deux universitaires avaient d'ailleurs lancé une campagne de boycott de la chaîne, accusant celle-ci de « lavage de cerveau ». Un site anti-CCTV avait été réalisé pour dénoncer les manipulations de l'information effectuées par les médias chinois : www.anti-cctv.com.

L'importance du phénomène est devenue telle que des expressions issues de ces stratégies de contournement sont passées dans le vocabulaire courant et constituent un pan important de la culture du net en Chine et de son Histoire. Le terme « faire des pompes » (*zuo fuwocheng* 做俯卧撑) est devenu une allusion célèbre pour exprimer la colère des internautes contre la censure et plus particulièrement contre les abus et les mensonges des autorités locales. Cette référence populaire est née d'un scandale sur la mort d'une jeune fille de 15 ans ayant provoqué des émeutes (30 000 personnes environ) dans la province de Guizhou. La victime avait été violée puis jetée d'un pont par ses agresseurs avant de se noyer. Trois suspects ont été arrêtés par les forces de police mais ont rapidement été relâchés. L'un des accusés, fils d'un potentat local, argua aux policiers qu'il faisait des pompes sur le pont quand il entendit le cri d'une fille puis le bruit de quelque chose tombant dans l'eau. Depuis, l'expression « faire des pompes » renvoie à la colère provoquée par cette affaire où les autorités locales apparaissent comme complices des criminels. ⁴⁶⁷

⁴⁶⁵ Ibid.

⁴⁶⁶ Voir étude de cas n°20 : « L'humour, la stratégie du faible ».

⁴⁶⁷ Ibid.. Voir également la conférence de presse granguignolesque des pouvoirs locaux sur l'affaire, dénoncée sur le blog du dissident Cai Chongguo : Cai Chongguo, « Faisons des pompes », *caichongguo.blog.lemonde.fr*, 05/07/2008, <http://caichongguo.blog.lemonde.fr/2008/07/05/faisons-des-pompes>, (consulté le 23/06/2011).

Le recours aux « mêmes », mots ou expressions détournés qui permet aux internautes de discuter d'un sujet tabou malgré la censure est également une façon astucieuse de contourner la censure automatisée et diffuser un message au plus grand nombre (avant que les censeurs physiques ne s'en aperçoivent). Le texte intitulé « La guerre des Télétubbies contre Maître Kang » (*tianxian baobao dazhan kang shifu* 天线宝宝大战康师傅), consultable en annexe n°11, évoque de cette manière un combat entre des célèbres marionnettes anglaises (les Télétubbies) contre Maître Kang, (personnage d'une célèbre marque de nouilles instantanées). Ce texte paru sur le web chinois parle en fait à mots couverts des luttes politiques intestines qui divisent la classe dirigeante chinoise, sujet ultrasensible s'il en est. Ainsi, le recours à l'homophonie permet d'identifier dans le texte le Premier ministre Wen Jiabao 温家宝 aux personnages des Télétubbies (*tianxian baobao* 天线宝宝), dont la transcription en chinois utilise le même caractère *bao* 宝 que le deuxième caractère du prénom du Premier ministre (温家宝). De même, le président Hu Jintao 胡锦涛 est identifié au personnage Kumho (*jin hu luntai* 锦湖轮胎), dont les caractères chinois comportent phonétiquement le même *hu* 湖 et le même *jin* 锦 que le président. Ce texte décrit la lutte des clans Hu et Wen contre celui de Zhou Yongkang, chacun défendant leur protégé pour le renouvellement des sièges du 18^e congrès du PCC. L'équipe dirigeante soutenait le futur président chinois Xi Jinping 习近平, surnommé par une double référence « lessive Tide » (*Taizi xiyifen* 汰子洗衣粉) et « prince » (*taizi* 太子) du fait de sa filiation avec Xi Zhongxun, révolutionnaire historique sous Mao puis sous Deng Xiaoping. Zhou Yongkang 周永康, également membre du Comité permanent du PCC (surnommé « Maître Kang » *kang shifu* 康师傅 dans le texte), tentait de son côté d'imposer Bo Xilai 薄熙来 pour une place au Comité permanent du Bureau politique. L'éviction de ce dernier par le double scandale de l'homicide commandité par sa femme et la complicité de son bras droit en fuite Wang Lijun (*Wang Laoji* 王老吉 dans le texte) révèle les dessous du dénouement des luttes internes au Parti : « *La fondue de Chongqing veut de tout cœur entrer sur le marché, mais il n'y a qu'un candidat possible et tout le monde voit bien que c'est la lessive Tide* »⁴⁶⁸.

Parallèlement, un certain nombre de blogueurs (comme Hu Jia, Xu Lai ou Zuola) contournent à leur tour la censure, préférant prendre le gouvernement à son propre jeu. Ils ont recours à une argumentation s'inscrivant presque mot pour mot dans les textes de loi ou de la Constitution

⁴⁶⁸ «重庆火锅一心想上市，可上市的名额只有一个，而且大家更看好汰子洗衣粉能取得这个名额».

chinoise. Ils expliquent que les faits qu'ils soulèvent n'ont pour but que de dénoncer, en leur devoir de citoyen, les contrevenants aux directives politiques ou macro-économiques lancées par l'Etat lui-même. Comme le « traqueur de corruption » Li Xinde, qui déclare n'avoir jamais subi de pressions et avoir pu faire emprisonner des fonctionnaires corrompus très haut placés grâce à la publication de ses investigations sur la toile. Il apparaît selon lui que la critique est encouragée lorsqu'elle s'inscrit dans une volonté de modernisation du système. Ce citoyen déclare espérer un renforcement de l'Etat par un meilleur contrôle des autorités locales : « *Le peuple soutient la lutte du gouvernement central contre la corruption. Il espère qu'après le 17e congrès, la gestion du gouvernement sera plus transparente, qu'il y aura moins de corruption et qu'on puisse avoir une société meilleure, plus libre et plus civilisée* ». Dans les médias, il raconte son parcours de justicier du net : « *En 2001, j'ai écrit un article qui a été publié sur l'internet, puis diffusé sur d'autres sites, c'est alors que j'ai découvert l'immense influence de la Toile* ». Homme d'affaires à la retraite, Mr Li s'est découvert une âme de justicier lors du procès perdu de son frère à l'occasion d'un conflit commercial. L'homme avait été condamné en appel à verser 380 000 yuans RMB à un individu qui avait été condamné en première instance à verser 2,46 millions de yuans. C'est alors au contact des autres internautes et de son article publié sur la toile que Mr Li a créé son « site de contrôle par l'opinion publique chinoise », où le slogan du président Hu Jintao « Construire une société harmonieuse » est affiché en gros titre sur le bandeau d'accueil. Contrairement à certains internautes emprisonnés à cause de leur dénonciation des problèmes politiques rencontrés par leur pays, Mr Li revendique vouloir aider le Parti en identifiant les détracteurs du système. Membre du PCC depuis 1979 et fier de l'être, il avoue que la dénonciation des fonctionnaires locaux corrompus est même dans l'air du temps. Soutenu par un réseau virtuel d'amis et de militants, il alimente ses dossiers grâce aux informations reçues depuis les provinces par les internautes. « *Je vais enquêter sur place, chercher des preuves* » raconte-t-il, dénombrant plusieurs centaines de cas de corruption dont Huang Sheng, vice-gouverneur de la province du Shandong, accusé d'avoir reçu plus de 12,23 millions de yuans RMB de pots-de-vin et emprisonné à vie en 2013⁴⁶⁹. Sur son site était publié un article accompagné de photos du prévenu agenouillé, implorant Li Xinde d'étouffer l'affaire.⁴⁷⁰

⁴⁶⁹ « Chine : ancien vice-gouverneur du Shandong condamné à la prison à vie », *Xinhua*, 03/05/2013.

⁴⁷⁰ François Bougon, « Li Xinde, entre détective et justicier, traque la corruption locale en Chine », *AFP*, 12/10/2007, <http://www.aujourdhuilachine.com/actualites-chine-li-xinde-entre-detective-et-justicier-traque-la-corruption-locale-en-chine-4540.asp?1=1>, (consulté le 09/06/2013).

Régulièrement, ces « porteurs de causes » obligent donc les autorités à agir ou à arbitrer des conflits qui opposent citoyens et autorités (locales). Les cas d'expropriations immobilières constituent un exemple de réappropriation rhétorique du discours étatique. Lorsque des habitants résistent et ne veulent pas céder leur maison malgré la pression, ils sont surnommés par les promoteurs « clous tenaces », en référence à un clou enfoncé dans du bois qui ne peut disparaître qu'à coup de marteau. Une des plus célèbres maisons-clous (钉子户 *dīngzihù*) est celle de Chongqing, en 2007, où le couple résidant est parvenu à un accord avec les promoteurs après deux années de lutte. Les promoteurs immobiliers avaient creusé autour de la maison un trou de dix mètres, coupant l'accès des résidents ainsi que l'eau et l'électricité (cf. photo en annexe n°25). Mais le mari, champion local d'arts martiaux, a réussi à gravir la « falaise » où se trouvait sa maison pour y hisser un drapeau chinois. L'image a fait le tour du monde et n'avait pu être totalement censurée car circulant sous un titre trompeur et sans commentaire l'accompagnant. La photographie n°3 de l'annexe 25, montre que la personne expropriée a affiché une banderole reprenant les slogans des dirigeants : « *'La propriété privée légale du citoyen ne sera pas violée' !!!* ». Sur cette photographie, on peut voir que la stratégie rhétorique de réappropriation du discours patriotique a été réalisée habilement par l'affichage du drapeau chinois ou de slogans officiels, elle s'inscrit clairement dans la volonté officielle de faire respecter l'Etat de droit promue par les dirigeants (notamment au dernier plenum du PCC en 2014, où ceux-ci l'ont affiché comme concept directeur des prochaines réformes).

Bien que la police tente en permanence de trouver la faille juridique qui les fera chuter – leur célébrité, parfois mondiale, ne permettant plus de les faire juger arbitrairement – la réappropriation du discours officiel permet à certains de se soustraire à la répression policière ; comme le décrit le blogueur Zuola, connu pour ses investigations sur le terrain :

« Le 24 juillet 2008, je suis revenu dans la province du Hunan. Et après deux semaines, la police n'a rien pu retenir contre moi : je ne suis pas membre de la Mafia, je n'ai aucune croyance religieuse, je n'ai jamais participé à une mauvaise organisation, mes fonds viennent d'une collecte effectuée par mes cybercopains, eux-mêmes sont très honnêtes, et tout ce que j'ai écrit sur internet correspond à la loi chinoise. Donc, la préfecture n'a rien trouvé sur moi jusqu'à maintenant. Personne ne peut m'arrêter. »⁴⁷¹

⁴⁷¹ « Zola ou les tribulations d'un blogueur chinois en Chine », *Marianne*, 06/08/2008, http://www.marianne2.fr/Zola-ou-les-tribulations-d-un-blogueur-chinois-en-Chine_a90057.html, (consulté le 01/07/2013).

La publication de tels scandales, avec sa dimension d'instantanéité, oblige le gouvernement à être réactif afin de rétablir le calme au sein de l'opinion publique et garder sa légitimité au cœur même des polémiques (même si la critique semble être mieux tolérée lorsqu'elle vise les abus de la bureaucratie ou de la corruption locales⁴⁷², ou encore les atteintes à l'environnement). Bien que les organes de contrôle surveillent étroitement l'internet et censurent infatigablement les appels à manifester et autres forums critiquant le Parti, force est de reconnaître qu'il ne peut empêcher une telle somme d'informations de circuler – en particulier depuis l'apparition des micro-blogs qui n'ont fait qu'accentuer cette impossibilité (certains potentats locaux allant jusqu'à qualifier ce nouveau canal informationnel de «terreur Weibo»). Avec la généralisation de l'internet, le pouvoir a donc laissé s'ouvrir un espace limité mais inédit au mécontentement public...jusqu'à une certaine limite.

B.2.3. Opposition et dissidence : exploration des limites du « cadrage » officiel

Jean-Philippe Bèjà, qui a révélé « l'ombre chinoise » représentée par les acteurs du *Mouvement pour la démocratie*, différencie les opposants des dissidents, qui convergent vers le même but, mais se démarquent dans leur approche du dialogue avec les dirigeants⁴⁷³. De même sur le net, les acteurs engagés dans la lutte pour la démocratie peuvent passer de l'un à l'autre de ces statuts selon l'arbitraire de la censure. C'est sur ce « fil du rasoir » que je vais à présent porter mon analyse afin d'en cerner les contours.

Certains « jouent avec le feu », comme c'est le cas de l'un des sujets interviewé par Arsène qui a, ce qu'on pourrait appeler, les « compétences » requises pour attirer l'affluence d'une foule

⁴⁷² Le 4 janvier 2008 par exemple, des policiers locaux du district Xifen, dans la province de Liaoning, sont arrivés au siège du *Fazhi Ribao*(*法制日报*, Quotidien de la loi à Pékin) pour tenter d'arrêter la journaliste Zhu Wanna, qui avait publié un reportage sur les abus du premier Secrétaire du Parti de district. L'information a provoqué l'indignation des journalistes. Presque tous les grands journaux nationaux, y compris le Quotidien du Peuple, ont accusé fermement la police locale. Le 9 janvier, les représentants de district de Xifen sont revenus à Pékin pour s'excuser en déclarant l'annulation de l'accusation contre la journaliste. Informations consultables sur le blog de Cai Chongguo : « La colère des journalistes chinois, *caichongguo.blog.lemonde.fr*, 11/01/2008, <http://caichongguo.blog.lemonde.fr/2008/01/11/la-colere-des-journalistes-chinois/> (consulté le 02/03/08).

⁴⁷³ Jean-Philippe Bèjà, op.cit.pp.213-224.

d'internautes sur les forums, lui valant une plus grande tolérance du public et des modérateurs au regard des limites imposées par la censure :

« C.H. sait utiliser ces données pour adapter son discours. En même temps, il sait aussi repousser les limites et négocier ses marges de manœuvre avec ses premiers censeurs, les modérateurs des forums. En effet, les personnes comme lui sont des moteurs pour les différentes discussions qui ont lieu sur Internet. En postant des sujets sensibles, ils attirent du trafic sur les plates-formes qui les accueillent. C'est donc sur eux que repose une grande partie du succès des forums et des blogs (et a fortiori de leurs revenus publicitaires). C.H. affirme qu'il en fait un moyen de pression pour repousser sans cesse les limites de l'expression en ligne».

Le cercle vertueux induit par l'aisance rhétorique dont fait preuve ce type d'internautes permet aux leaders d'opinion et à l'ensemble des internautes de repousser progressivement les limites de la liberté d'expression dans l'espace public en Chine. Les journalistes-citoyens blogueurs sont aujourd'hui considérés comme des porte-paroles importants de défense des droits de la population sur la scène publique virtuelle. Leur légitimité à prendre la parole au nom du peuple n'est pas due à leur fonction (experts, juristes, ou intellectuels célèbres), mais à la force de leur argumentation ou l'intérêt de leurs investigations. En transgressant les cadres de la loi et de la bien-pensance populaire, ceux-ci jouent un rôle incontournable dans l'agrandissement du champ de la parole publique, parfois au péril de leur vie⁴⁷⁴. L'exemple de la création du *Parti pour la Démocratie en Chine* (*Zhongguo minzhu dang* 中国民主党) démontre l'ambiguïté de l'attitude du PCC qui manie *la carotte et le bâton* selon les critères du moment.

Ce parti d'opposition, créé au moment de la visite du président Clinton à Pékin en juin 1998, tenta de profiter du peu de marge médiatique du PCC pour faire enregistrer légalement son organisation, tout en diffusant sa charte en ligne afin de toucher le plus grand nombre⁴⁷⁵. Pendant la visite du chef d'Etat américain, le Parti communiste n'engagea pas de poursuite et laissa même ce nouveau parti politique s'enregistrer (laissant quelque espoir aux 200 membres rassemblés). Cependant, dès que les médias internationaux n'eurent plus les yeux rivés sur

⁴⁷⁴ Comme pour Wei Wenhua : celui-ci filmait une altercation entre une cinquantaine de policiers et des manifestants qui protestaient sur la place Tiananmen contre le déversement des ordures dans la ville. Le voyant filmer la scène, les policiers le frappèrent à mort avant d'appeler les secours. Brice Pedroletti, « Emotion après la mort du 'citoyen reporter' chinois Wei », *Le Monde*, 22/01/2008.

⁴⁷⁵ Tandis que l'un de ses leaders, Wu Yilong, fait parallèlement une tournée dans tout le pays pour mobiliser toutes les forces d'opposition dans le mouvement. Jean-Philippe Bèjà, op.cit.pp.221-222

Pékin, la répression s'abattit aussitôt sur eux et tous les dirigeants du *Parti pour la Démocratie en Chine* furent arrêtés, dont 34 d'entre eux condamnés à des peines de prison ferme⁴⁷⁶.

En 2013, 69 internautes et 29 journalistes publiant sur le web sont derrière les barreaux en Chine selon Reporters Sans Frontières (RSF)⁴⁷⁷. L'absence de données officielles de la part des autorités chinoises laisse supposer un plus grand nombre que celui évoqué par RSF. Les chiffres connus sont néanmoins en constante augmentation et reflètent une volonté continue de durcissement du pouvoir chinois. Jugés comme ennemis de la Chine, la *ligne rouge* mouvante de la répression s'abat sur les citoyens selon des critères tant arbitraires qu'imprédictibles. Le régime politique chinois a en cela conservé ses caractéristiques totalitaires telles que décrites par Claude Lefort⁴⁷⁸, empêchant les citoyens de connaître avec certitude les limites de la loi (ou du « supportable » pour les autorités), dans l'espace public sur le net.

L'aspect contextuel (comme certaines périodes sensibles à l'approche de dates comme le 4 juin⁴⁷⁹ ou de visites de dignitaires étrangers) est une des explications de modulation de cette répression. Alors que ces cybercitoyens savent que « *la mobilisation populaire est désormais admissible pour ce qui touche directement la vie quotidienne des habitants et tant que le régime ne se sent pas lui-même menacé* »⁴⁸⁰, il est clair que la loi ne s'abat pas uniformément sur

⁴⁷⁶ Id.

⁴⁷⁷ Ces chiffres font de la Chine un des premiers « ennemis d'internet », condamné par RSF : *Rapport mondial Chine* : RSF, 2013, <http://fr.rsf.org/report-chine,57.html>, (consulté le 31/07/2013). Pour autant et comparé à l'immensité que constitue le nombre d'internautes en Chine (564 millions en 2012), ces chiffres apparaissent faibles quant au taux d'emprisonnement (connu) directement lié à l'usage de l'internet. C'est pourquoi il faut garder à l'esprit que ces données ne reflètent d'une part que les internautes ayant été dénombrés par l'association, de nombreux citoyens chinois étant portés disparus car détenus dans des prisons illégales et secrètes par les forces de police locales. Le célèbre dissident en ligne Ai Weiwei a subi ce type d'enlèvements (retenu 81 jours en avril 2011). Ce cas a été porté à la connaissance des organismes de défense des droits de l'Homme car ce dernier est déjà très connu de l'opinion publique internationale en tant qu'artiste ; sa disparition ne pouvait donc pas passer inaperçue. Voir aussi, Philippe Grangereau, « Ai Weiwei met la Chine à nu », *Libération*, 01/10/2011, <http://next.liberation.fr/monde/01012363053-ai-weiwei-met-la-chine-a-nu>, (consulté le 06/07/2013).

⁴⁷⁸ Claude Lefort, op.cit.p.107 : « *Evoquant les belles analyses d'Hanna Arendt, nous notions l'insécurité, il faut dire à présent l'incertitude, qui s'attache à la position du militant, du bureaucrate dans l'administration, de l'ingénieur ou du directeur d'industrie : une incertitude radicale pour chacun, quel que soit son rang, sur les décisions prises par le sommet et sur les limites de l'autorité dont il dispose.* ».

⁴⁷⁹ Le 4 juin 1989 est la date de l'intervention de l'armée pour évacuer les rassemblements étudiants sur la place Tiananmen à Pékin.

⁴⁸⁰ Agnès Gaudu cite Yu Jie, op .cit.

chacun. Tout comme dans le contexte analogue cubain⁴⁸¹, les critères d'identité, de statut ou de notoriété - et même de localisation géographique – sont pris en considération dans les sanctions prises à leur rencontre. Un internaute de province aura moins de liberté dans sa prise de parole qu'un auteur pékinois, les autorités de surveillance et de répression locales étant moins habituées à ce genre de critiques. L'écrivain pékinois Yu Jie tente de trouver une explication :

« La limite de la liberté d'expression est plutôt floue en Chine. On ne peut pas dire qui sera arrêté, à quelle peine il sera condamné... La dose d'arbitraire est de plus en plus grande. Du Daobin⁴⁸² a écrit beaucoup moins d'articles que moi et ses critiques sont beaucoup moins acerbes. Mais il est en prison, tandis que nous jouissons d'une certaine liberté. Pourquoi ? Il n'y a pas de réponse sûre, mais l'on peut se dire que les autorités tiennent compte de la notoriété des personnes, des réactions qu'une arrestation pourrait susciter en Chine, et de ses éventuelles répercussions à l'étranger. De même, un auteur pékinois semble moins exposé qu'un auteur de province. Les raisons sont multiples.⁴⁸³ ».

La condamnation en 2008 du cyberjournaliste Hu Jia à trois ans et demi de prison pour «subversion» porta un coup à la communauté. Celui-ci avait diffusé à l'étranger, lors de débats par webcam avec le Parlement européen, le résultat de ses enquêtes sur les villages du SIDA au Henan. Ces villageois, conduits à vendre leur sang au gouvernement pour survivre, se sont retrouvés contaminés par le virus du SIDA par l'ignorance des services sanitaires sur les précautions d'hygiène élémentaires à tenir (réutilisation des seringues - sans décontamination préalable - pour les prélèvements sanguins, entre autres). Des villages entiers de la province ont

⁴⁸¹ Bien que Marie-Laure Geoffray démontre dans ses travaux l'importance et la portée, sur le long terme, des actions contestataires menées par le collectif Omni Zona Franca qui jouit depuis d'une certaine aura à l'internationale, elle constate néanmoins l'affaiblissement de ses actions par les nombreuses pressions exercées par les autorités qui finissent par le limiter : « *Les performances de rue se font plus rares et les activités dans des cadres officiels plus nombreuses (...) Mais l'impact de ces politiques a été limité par l'autonomie réelle de ces collectifs (...) Leurs connexions internationales (...) les protègent d'une répression trop vive* ». Marie-Laure Geoffray, « Dynamiques de résistance aux normes révolutionnaires à Cuba », *Cahiers des Amériques latines*, 54-55, 2009, p 10.

⁴⁸² Du Daobin a été arrêté le 28 octobre 2003 pour avoir publié en ligne des articles prônant la démocratie et les droits de l'Homme. Il a été reconnu coupable « *d'incitation à la subversion de l'Etat* » le 11 juin 2004 par le tribunal de Xiaogan (province du Hubei). Condamné à quatre ans de résidence surveillée, ses droits civiques lui ont été retirés pour une période de deux ans : « *La sentence de Du Daobin confirmée en appel* », *RSF*, 11/08/2004, http://archives.rsf.org/imprimer.php3?id_article=10599, (consulté le 08/07/2013).

⁴⁸³ Agnès Gaudu cite Yu Jie, op .cit.

été presque décimés par l'épidémie, montrant combien les manquements de l'Etat, tant économiques que sanitaires envers la population, sont devenus insoutenables.

Paradoxalement, les critiques d'un citoyen, qui plus est prestigieux, sont parfois récupérées par le gouvernement dès lors qu'elles entrent dans le cadre des préoccupations gouvernementales du moment. Sans cette conjonction favorable, l'auteur des critiques serait en toute hypothèse sévèrement sanctionné. L'exemple de Tan Zuoren, militant écologiste, arrêté alors qu'il enquêtait sur les vices de construction des écoles effondrées lors du tremblement de terre au Sichuan en 2008 reflète cette contradiction : le célèbre artiste Ai Weiwei avait effectué la même démarche que lui mais n'a pas subi les mêmes représailles car il est le fils du célèbre poète Ai Qing et l'un des concepteurs du stade national de Pékin appelé « nid d'oiseau » (construit à l'occasion des Jeux Olympiques en 2008). Sa célébrité à l'échelle internationale lui a conféré un statut très particulier qui lui a permis de refuser « les invitations à prendre le thé » de la police alors qu'il recensait les 4383 enfants morts dans ces écoles, chiffre tenu secret par les pouvoirs publics.⁴⁸⁴

D'autres intellectuels ont eux aussi choisi de protester frontalement contre le Parti et réclamé une révolution profonde du système politique de leur pays. Ce fut le cas de Liu Xiaobo qui purge une peine de 11 ans de prison pour « incitation à la subversion du pouvoir de l'Etat » depuis le mois de juin 2009, suite à sa participation à l'élaboration et la diffusion par mail, en Chine et à l'étranger, de la *Charte 08*, ensuite publiée sur le site Boxun.com⁴⁸⁵. Cette charte historique appelait les autorités à une réforme constitutionnelle radicale et profonde, dans le but affiché de changer la nature du régime politique en place vers un système moderne et démocratique⁴⁸⁶. La *Charte 08* a brutalement rappelé aux dirigeants qu'une classe de citoyens contestataire existait et réfléchissait à l'avenir du pays :

⁴⁸⁴ La politique de répression s'est néanmoins durcie depuis. La notoriété dont jouit ce célèbre artiste ne lui permet plus désormais de défier à ce point les autorités. Arrêté le 3 avril 2011 puis relâché, Ai Weiwei a fini par être libéré sous caution et conditions : interdiction de donner des interviews, de se déplacer hors de Pékin sans autorisation et interdiction de poster des commentaires sur le web pendant un an. Ai Weiwei se voit à présent muselé pénalement par la censure.

⁴⁸⁵ La *Charte 08* tire son nom de la *Charte 77* de Václav Havel en Tchécoslovaquie, laquelle fut signée par un nombre finalement restreint d'intellectuels (comme la *Charte 08*), mais qui n'en a pas moins marqué une étape importante dans le développement de la dissidence en Europe de l'Est.

⁴⁸⁶ A la manière du célèbre *dazibao* de Wei Jingsheng (1978), apparu dans le manifeste du groupe *Exploration (tansuo)*, qui appelait le gouvernement à poursuivre ses réformes des Quatre Modernisations lancées par Deng Xiaoping : « *La cinquième modernisation — la démocratie* ». Celui-ci a été condamné en 1979 à 15 ans de prison. Voir Jean-philippe Bèjà, op.cit.p.71.

« Où va la Chine au XXIème siècle? Poursuivra-t-elle sa 'modernisation' autoritaire, ou épousera-t-elle les valeurs universelles, rejoindra-t-elle le lot commun des nations civilisées et bâtira-t-elle un système démocratique ? Il n'est pas possible d'éluder ces questions »⁴⁸⁷ .

Les 300 premiers signataires de la Charte (essentiellement des intellectuels) sont devenus les porte-paroles d'un peuple chaque jour bafoué dans ses droits les plus élémentaires (alors même que les droits de l'Homme sont théoriquement reconnus dans sa Constitution⁴⁸⁸). Dans cette Charte, qui reprend le discours gouvernemental sur la nécessité de faire entrer la Chine au rang des « nations civilisées », l'auteur avertit le pouvoir de la situation politique et sociale actuelle et l'imminence d'une révolution à venir :

« Nous assistons à une radicalisation de ceux qui n'ont pas de pouvoir au sein de la société : les groupes vulnérables, les groupes qui ont été réprimés, qui ont cruellement souffert, y compris de la torture, et qui n'ont aucun espace pour protester, aucun tribunal pour entendre leur plainte. Ces groupes sont de plus en plus militants, et laissent entrevoir la possibilité d'un conflit violent pouvant prendre des proportions désastreuses. Le déclin du système actuel a atteint un niveau auquel le changement ne peut pas être une simple option. ».

L'attribution du prix Nobel de la Paix à Liu Xiaobo, reconnaissance internationale, a tiré un signal d'alarme auprès des dirigeants chinois, montrant que la question de la légitimité du régime politique reste posée, même hors de Chine. La vitesse à laquelle s'est propagée grâce au net la vague de soulèvements populaires du « Printemps arabe » en 2011 a fait également prendre conscience au gouvernement chinois à quel point des flammèches de revendications éparses et spontanées pouvaient brusquement allumer le feu d'un mouvement de révolte populaire difficile à contenir⁴⁸⁹. Aux appels révolutionnaires ou revendicatifs de changement

⁴⁸⁷ Traduction du texte intégral accessible sur : « Document : le texte intégral de la Charte 08 », *Courrier International*, 17 décembre 2008, <http://www.courrierinternational.com/article/2008/12/17/document-le-texte-integral-de-la-charte-08?âge=all>, (consulté el 22/11/2013).

⁴⁸⁸ La Constitution chinoise a subi de nombreuses révisions en 1988, 1993, 1999 et 2004. Il y est clairement écrit que « *l'Etat respecte et protège les droits de l'Homme* » - ajout rédigé dans l'article 33 en 2004.

⁴⁸⁹ Bien que la Chine et les pays du Moyen-Orient connaissent des parcours sociopolitique très différents, il semble pourtant que l'internet, comme dénominateur commun de mobilisation du mécontentement des masses, reste considérée comme une menace importante pour les dirigeants chinois, au vu de l'importance des moyens de coercition déployés (chap. I & III).

profond du système en place⁴⁹⁰, le gouvernement répond invariablement avec brutalité et par la censure⁴⁹¹ (arrestations, emprisonnement) ; mais on observe qu'il tente parallèlement, quoique paradoxalement, d'instiller un discours de séduction corporatiste envers les différentes classes sociales appelées à un certain conservatisme sur le net. C'est par l'étude de la stratification sociale existante en ligne que je vais à présent montrer pourquoi elle engendre un affaiblissement de la mobilisation citoyenne.

II-C/ COMMENT LA STRATIFICATION SOCIALE SUR LE NET AFFAIBLIT LA MOBILISATION

En quoi la stratification sociale, qui existe aussi sur le net, affaiblit la force de l'opinion en la segmentant selon des intérêts et des valeurs divergents ? Les observations réalisées dans le cadre de cette étude montrent que les internautes ne se reconnaissent pas dans une « classe numérique », mais plutôt par segments socio-économiques ou par affinités politiques et idéologiques qui polarisent leurs interactions. C'est pourquoi je parlerai ici des différents groupes sociaux qui prennent la parole, voire qui agissent grâce au net, afin d'analyser leurs attentes vis-à-vis du gouvernement. L'étude du contexte socio-économique dans lequel ils évoluent permettra aussi de comprendre les comportements paradoxaux dont ils font preuve, les mettant dans une position quelque peu inconfortable quant à leur démarche émancipatrice vis-à-vis du pouvoir grâce au net.

⁴⁹⁰ Comme l'appel à la *Révolution du Jasmin* ou celui de la *Charte 08*.

⁴⁹¹ Telles que la mise en place de directives données le 10 décembre 2010 par la SARFT dès la nomination de Liu Xiaobo au Prix Nobel de la Paix : « *Directive urgente de la SARFT : dans les programmes de divertissements hongkongais de ce soir vers 20h00, ordre de censurer totalement le 'bulletin d'informations spéciales' au sujet du Prix Nobel de la Paix. Ordre général : tous les médias sont priés d'examiner scrupuleusement les images, vidéos et pages web pouvant parler de la nomination de Liu Xiabo comme Prix Nobel de la Paix. Veiller à prévenir par la censure toutes les caricatures ou sous-entendus possibles évoquant l'évènement.* ». Ce ministère est surnommé ironiquement par la dissidence « *le Ministère de la Vérité* », en référence au roman de science-fiction d'Orwell (1984) : « *Latest Directives From the Ministry of Truth* », *China Digital Times*, 10/12/2010, <http://chinadigitaltimes.net/2010/12/latest-directives-from-the-ministry-of-truth-december-10-2010/> , (consulté le 03/06/2013).

Il sera aussi question de déterminer dans quelle mesure les jeunes, les étudiants, la classe moyenne « bourgeoise » (appelée « cols blancs »⁴⁹²) et les intellectuels contribuent avec les ONG et les médias à faire du réseau un terrain propice à l'avènement futur d'une société civile ? Mais parler d'une société civile concernant la Chine reste somme toute relatif, car la nature du système politique ne permet pas le droit de réunion ou de représentation sociale qui puisse menacer, d'une façon ou d'une autre, les intérêts de la classe dirigeante en place. Je montrerai ainsi que chaque groupe social a réussi à trouver des moyens, concrets bien que parcellaires, pour faire agrandir le « champ de forces » décrit par Bourdieu, « *irréductibles aux intentions des agents individuels ou même aux interactions directes entre les agents* ». Le but convergent étant, bien qu'ils n'en aient pas conscience comme tel, que leur pays accède à plus de progrès social et politique.

C.1. La jeunesse : une nouvelle forme de « génération perdue »⁴⁹³ ?

Dans le passé, les marxistes considéraient la religion comme l'*opium du peuple* mais, dans la Chine d'aujourd'hui comme en Occident, on pourrait penser que c'est le divertissement qui tendrait à jouer ce rôle, surtout pour les nouvelles générations. L'écrivain Wang Meng confirme l'absence de direction engendrée par l'omnipotence de la société de consommation dans le pays : « *Une culture basée sur le commerce n'a pas de vision ni d'angles et n'est pas ordonnée. Elle n'a pas de croyances, car elle met seulement en relief la puissance du divertissement* »⁴⁹⁴. Aujourd'hui, les jeunes sont devenus les moteurs de la consommation des familles chinoises. Ils sont adolescents ou jeunes majeurs et ont le goût de la nouveauté, des marques commerciales et des nouvelles technologies. Leurs icônes ne sont plus, comme l'étaient pour nombre de leurs aînés, des figures politiques comme Mao ou Marx, mais des millionnaires

⁴⁹² Les *cols blancs* désignent, par opposition aux *cols bleus* (ouvriers) et aux cols gris (classe ouvrière supérieure), les employés de bureau et les preneurs de décisions dans les entreprises.

⁴⁹³ Terme faisant référence à l'ouvrage de Michel Bonnin sur l'envoi à la campagne des jeunes instruits pendant la révolution culturelle : *Génération perdue. Le mouvement d'envoi des jeunes instruits à la campagne en Chine, 1968-1980*, Paris, Éditions de l'École des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 2004.

⁴⁹⁴ Xueying Zhang, « Les jeunes Chinois : tiraillés entre l'individualité et la culture de masse », *La Chine au Présent*, Juin 2005, p.6.

de la nouvelle ère informatique comme Bill Gates ou Robin Li (fondateur de Baidu). Cette idée de modernité se traduit dans leur esprit par une réussite individuelle et matérielle inspirée du « rêve américain » (*American dream*). La montée du chômage et les difficultés pour accéder à l'enseignement supérieur les laissent pourtant perplexes quant à leur avenir, quand ils ne se réfugient pas sur la toile pour y trouver un exutoire aux pressions économiques et sociales de la vie réelle. Leur idéal de réussite s'apparente à des self-made men⁴⁹⁵ ou plus concrètement (pour les jeunes hommes surtout) à devenir un « bon parti » possédant un appartement et une voiture (*you fang you che*).

Comme nous l'avons dit, la jeunesse chinoise en ligne se caractérise par un individualisme flirtant avec le narcissisme ; ainsi que le constate Cass Sunstein :

« *Le culte du 'moi au jour le jour' se transforme bien rarement en 'nous au jour le jour' et le régime semble avoir tout à gagner de cet éparpillement social, surtout quand les masses s'intéressent plus à leur confort personnel et leur pouvoir de consommation qu'à de grandes causes éloignées de leur vie réelle* »⁴⁹⁶.

Le désintérêt, voire l'« aquoibonisme » rencontré chez certains de ces jeunes ne leur permettent pas de rêver d'un autre mode de société idéal, tel que brossé avec force cynisme par Chan Koonchung dans son roman *Les années fastes*⁴⁹⁷. Selon Aurore Merle, cet individualisme s'expliquerait en partie d'un point de vue tant historique que psychologique :

« *Les jeunes se caractérisent à la fois par une méconnaissance du détail des événements de 1989 liée à la censure gouvernementale et par une imprégnation diffuse du traumatisme de la répression. L'échec de leurs aînés sacrifiés au nom de la stabilité du PCC a créé une génération*

⁴⁹⁵ Terme américain désignant un individu qui ne doit sa réussite (économique et sociale) qu'à lui-même.

⁴⁹⁶ Citation du juriste Cass Sunstein par Eric Sautédé, « Internet et liberté d'expression en Chine », op. cit., p.27.

⁴⁹⁷ « *Un mois a disparu. Oui, vous avez bien entendu, un mois entier a disparu, évaporé, introuvable. (...) Mais cette fois, c'est comme si mars arrivait après janvier, ou avril après février. Ce que j'essaye de dire, c'est que l'on a sauté tout un mois. (...) 'Laisse tomber, ne cherchons pas à comprendre, ai-je dit à Fang Caodi. Ca ne vaut pas la peine de s'en soucier, la vie est bien trop courte et pénible, pensons plutôt à profiter de la vie tant que nous le pouvons'.* » Roman d'anticipation politique, *Les années fastes* décrit une Chine endormie où le pouvoir et l'argent sont parvenus à contrôler les esprits. L'ouvrage est interdit à la publication en Chine. Chan Koonchung, *Les Années fastes*, traduit du chinois par Denis Bénéjam, éd. Grasset, 412 p.

cynique vis-à-vis de la politique intérieure quand le mensonge d'Etat qui a suivi les évènements de Tiananmen les a privés de la vérité et du droit à questionner le passé »⁴⁹⁸.

Jean-Philippe Bèjà insiste sur cette « absence de mémoire »⁴⁹⁹ qui tend à affaiblir l'évolution de la réflexion citoyenne et militante. La volonté acharnée du Parti à effacer toutes traces des mouvements de contestation de la mémoire collective met en échec la continuité historique du mouvement de « l'ombre chinoise » qu'il décrit⁵⁰⁰ :

« Aussi, lorsqu'une nouvelle occasion d'exprimer son mécontentement se présentait, ceux qui s'étaient distingués lors du précédent mouvement et étaient encore en liberté préféraient se taire. (...) de nouveaux citoyens se levaient alors pour exprimer leurs critiques. (...) Ne pouvant développer les réflexions qui avaient été entamées auparavant, ils devaient repartir de zéro, et parcourir à nouveau tout le chemin qu'avaient parcouru les animateurs des mouvements précédents. (...) ils restaient confinés dans les limites conceptuelles imposées par le discours officiel »

Cet état de fait est également visible sur le net, où les appareils de censure systématisent, à la manière décrite par Orwell dans *1984*, l'effacement des traces des mouvements contestataires dans l'histoire du web chinois.

Dans ces circonstances, il apparaît que les jeunes les plus carriéristes sont prêts à prendre la carte du Parti, non pas par conviction idéologique mais par pragmatisme réaliste⁵⁰¹. L'internet leur servant en cela de visa vers une ascension sociale, ne nécessitant que peu d'efforts au regard des promesses offertes par le système qu'ils ne s'attachent pas à remettre en cause ; comme en témoigne un étudiant interrogé par Merle au sujet de la dissertation annuelle obligatoire, nécessaire pour adhérer au Parti : « *Il suffit d'aller sur internet. Certains forums permettent de trouver des lettres types comme pour les lettres de motivation. Tout le monde fait ça, moi le*

⁴⁹⁸ Aurore Merle, op.cit. p.86.

⁴⁹⁹ Jean-Philippe Bèjà, op.cit.p.50.

⁵⁰⁰ Ibid.p.48.

⁵⁰¹ Voir l'article sur les nouvelles aspirations professionnelles des jeunes Chinois en 2010 : « Les fonctionnaires dépassent des cols blancs pour devenir le métier le plus apprécié en Chine », *Quotidien du Peuple en ligne*, 03/09/2010, <http://french.people.com.cn/VieSociale/7128720.html>, (consulté le 07/07/2013).

premier.»⁵⁰². Les jeunes, classe moyenne en devenir, sont en effet devenus une cible majeure dans les campagnes d'adhésion au PCC depuis l'accession de Hu Jintao à la présidence : 80 % des nouveaux membres ont moins de 35 ans⁵⁰³. Reste à savoir si ceux-ci constitueront à long terme un socle de stabilité conservatrice pour le Parti⁵⁰⁴ - ses membres ayant la possibilité d'utiliser leur appartenance au PC comme un vecteur d'élévation sociale⁵⁰⁵.

Le pragmatisme et le désintérêt ambiant de la jeunesse pour la politique n'empêchent pas pour autant cette catégorie d'internautes d'agir ponctuellement lors de polémiques ou de mouvements de mobilisations lancés sur la toile. Bien que les pétitions en ligne auxquelles ils adhèrent virtuellement ne débouchent pas nécessairement sur un véritable mouvement d'opinion dans la vie publique, celles-ci servent à soutenir les mouvements lancés par des catégories d'internautes plus engagés et prêts à dialoguer avec le pouvoir (les « porteurs de cause » et leaders d'opinion). L'indignation engendrée par les scandales les plus marquants initie ces jeunes internautes à une réflexion et une prise de parole dans l'espace public, tout en les poussant peu à peu vers plus d'engagement politique et social⁵⁰⁶. Les informations disponibles sur le web leur permettent de contacter directement les organisations relatives à la cause pour laquelle ils comptent s'engager (sachant qu'elle ne peut être que locale ou ciblée du fait des contraintes politiques précitées), comme l'aide aux paysans ou aux travailleurs migrants⁵⁰⁷. Ainsi contribuent-ils, bien que partiellement et à leur échelle, à pallier sur le terrain les manquements de l'Etat alors que leurs

⁵⁰² Aurore Merle, op. cit. p. 55.

⁵⁰³ Ibid. p.57.

⁵⁰⁴ Il faut rappeler que le Parti Communiste Chinois est encore le plus grand parti politique du monde avec 83 millions de membres en 2012.

⁵⁰⁵ Marie-Laure Geoffray constate des paradoxes normatifs similaires au sein du peuple vis-à-vis du pouvoir cubain. Ce « brouillage des lignes » ne permet pas de différencier des citoyens « conformes » à « ceux qui sont dans une démarche de monstration stratégique de leur 'conformité' » : « *on peut être l'archétype du bon révolutionnaire, vigilant sur l'action de ses voisins, et être le premier à partir vers Miami si l'occasion se présente* ». Marie-Laure Geoffray, « Dynamiques de résistance aux normes révolutionnaires à Cuba », op.cit. p.4.

⁵⁰⁶ Notamment lors des séismes au Sichuan en 2008 où de nombreux étudiants s'étaient investis dans le secours aux victimes.

⁵⁰⁷ Voir p.210.

aînés dans les années 1980 prenaient la parole pour demander au gouvernement de prendre ses responsabilités en réglant lui-même les problèmes du pays⁵⁰⁸.

Il est à noter qu'on assiste également à un certain sursaut d'une frange de la jeunesse, quoique minoritaire, qui se trouve scandalisée par la crise morale actuellement ressentie au sein de l'opinion (sur les forums et les blogs notamment). Elle déclare réfléchir sérieusement à la direction dans laquelle s'engage le pays au lieu de s'indigner seulement ponctuellement lors de scandales hétéroclites révélés par la toile. Cette minorité active se fait appeler *Fenqing* (愤青)⁵⁰⁹, littéralement « Jeunes en colère » révoltés devant l'amoralité ambiante de la société. Zhang Huaijiu est l'un d'entre eux, il fustige cet état de fait sur son blog (fenqing.xmquan.com). Agé d'une vingtaine d'années, il critique « *la jeunesse plongée dans la société de consommation avec l'argent de leurs parents et les cols blancs qui se prennent pour des patrons. A cause de l'instabilité sociale, des failles du système juridique, la moralité a laissé la place au profit et, dans les faits, on ne peut pas ne pas être immoral.* ». La faction la plus engagée de ce groupe mène sur le net des campagnes moralisatrices contre la corruption, l'adultère ou la tricherie aux examens universitaires. « *L'internet ne reflète pas toutes les frustrations* », explique Ayawawa, blogueuse de 23 ans, « *les gens trop pauvres n'y ont pas accès, les riches n'ont pas le temps. Finalement, ça concerne les gens entre les deux : jeunes et capables, ils sentent qu'ils ne sont pas employés à bon escient. Ils accumulent les frustrations et crient leur colère. C'est un peu comme la théorie de Freud des désirs primaires, quand c'est trop contrôlé, ça explose* »⁵¹⁰. Un journaliste du China Daily donne une autre explication à ce phénomène de société : « *Cette génération en colère, c'est celle de l'économie de marché et de l'enfant unique. Elle a conscience de ses droits, mais ne sait pas comment s'exprimer de manière politique. Ce sont des pages*

⁵⁰⁸ Concernant l'aspect politique, le chapitre III évoquera comment l'engagement moral des internautes est régulièrement instrumentalisé par le pouvoir sous couvert de patriotisme, à l'occasion de conflits diplomatiques majeurs notamment : mouvements antijaпонais, antioccidentaux (comme les appels au boycott des entreprises françaises suite à l'incident survenu à Paris lors du passage de la flamme olympique par des défenseurs de la cause tibétaine, voir étude de cas en annexe n°22 : « Nationalisme en ligne : JO 2008, les internautes chinois s'emportent contre la France »). Il s'agira de constater comment ces élans politiques populaires permettent de focaliser l'opinion en ligne sur un ennemi extérieur tout en réaffirmant le soutien de la nation à ses dirigeants.

⁵⁰⁹ Le terme de « *fenqing* » (abréviation de *Fennu Qingnian* 愤怒青年, Jeunesse en colère) a d'abord été utilisé pour décrire les mobilisations patriotiques des jeunes Chinois dans les années 1970. Par extension et par le marquage des initiales FQ (dans les pseudonymes par exemple), il fit par la suite référence à tous les motifs d'insatisfaction de la jeunesse.

⁵¹⁰ Bruno Pedrolitti. « Chine, les blogs de la colère », *Le Monde*, 20/09/2006.

blanches idéologiques, ils se sentent capables de tout critiquer mais en fait, ils n'ont pas vraiment conscience qu'au fond ils s'opposent au Parti. Ou alors ils n'osent pas ! »⁵¹¹.

Pragmatique et réaliste, « page blanche idéologique », il apparaît que la jeunesse chinoise n'en a pas moins besoin de trouver une certaine ligne morale qui guide ses opinions et la façon dont elle envisage son avenir. Alors qu'une opposition frontale avec le PCC la mettrait directement en péril - personnellement (par l'emprisonnement) et collectivement (par le chaos économique que les conséquences d'un effondrement politique pourraient engendrer), la « génération internet » préfère pallier les carences de l'Etat en s'engageant personnellement dans des actions sociales ciblées (aider les plus démunis sur le terrain et tenter de mobiliser le « concernement » du public), tout en prenant part aux débats polémiques virtuels pour pousser collectivement le gouvernement à agir. Ces modestes contributions constituent à mon sens le commencement d'un processus de réflexion, voire d'engagement politique, nécessaire à l'élaboration conjointe de la Chine construite par la jeunesse d'aujourd'hui.

C.1.1 Les étudiants : entre indigence et liberté d'expression... cloisonnée

Depuis l'accession au pouvoir du président Hu Jintao en 2003 puis celle du président Xi Jinping en 2013, la politique du contrôle idéologique des étudiants par les campagnes patriotiques n'a cessé de s'accroître. Dans le domaine de l'éducation, la priorité a été donnée au renforcement de la formation politique et morale des élèves de l'école primaire à l'université. En janvier 2005, la commission d'éducation de Shanghai a débloqué un fonds de 2,4 milliards de yuans RMB dans le lancement d'une grande campagne d'éducation patriotique, appelée à créer une « nouvelle génération ». Pour le rédacteur en chef de la célèbre revue dissidente *Printemps de Pékin* Hu Ping, les conséquences sont critiques : «*Depuis le jardin d'enfants jusqu'à l'université, les jeunes sont soumis à des cours de politique, de marxisme. Après 1989, on a*

⁵¹¹ Ibid.

ajouté aux cours de marxisme-léninisme des cours de patriotisme et de nationalisme, matière obligatoire à tous les examens»⁵¹².

Hors des salles de classe et dans le cyberspace, c'est la Ligue de la Jeunesse (*tuanwei* 团委) qui prend le relais dans la vie étudiante depuis 2000 avec le lancement de son site⁵¹³. Cette organisation politique est présente dans tous les établissements du pays, de l'école primaire à l'université et régit l'ensemble de la vie associative étudiante ainsi que certains journaux comme le Quotidien de la jeunesse de Chine (*Zhongguo Qingnian Bao*). Le président Hu Jintao, lui-même diplômé de l'Université Qinghua et ancien Secrétaire Général de la Ligue de la Jeunesse entre 1982 et 1985, a soutenu sans réserve cette organisation qui tenta en 2004 de faire voter par l'ANP un décret visant à intensifier l'enseignement politique et idéologique des étudiants⁵¹⁴. Sur le net, l'encadrement de la Ligue est de la même façon devenu oppressant pour de nombreux étudiants, ces derniers en venant à rejeter violemment ses actions comme les appels aux dons en ligne, lancés en 2004 sur les forums universitaires pour les victimes du Tsunami en Thaïlande. Ouvertement boycottés par les étudiants déjà indignés mais lucides quant à ses motivations sous-jacentes, Hu Ping confirme la validité de leur jugement et de leur indignation exprimés sur les forums : «*Les dons (...) sont un grand show politique de notre gouvernement, une sorte d'opération marketing dont le seul gagnant est notre gouvernement.* »⁵¹⁵.

Ainsi, les étudiants semblent conscients des stratégies de communication paternalistes du gouvernement, tandis que les contingences matérielles auxquelles ils doivent faire face les laissent seuls face à leurs difficultés, présentes et à venir. En effet, à la question de savoir si les

⁵¹² Agnès Gaudu, « En Chine, forces démocratiques et forces totalitaires coexistent », op.cit. Hu Ping est le rédacteur en chef du mensuel chinois dissident basé à New York : Beijing Zhi Chun 北京之春 (Printemps de Pékin). Il s'agit du plus ancien magazine de la dissidence chinoise en exil.

⁵¹³ Quotidien tiré à plus de 600 000 exemplaires en 2002, le journal de la Ligue de la Jeunesse a lancé sa version en ligne en 2000 : le *Zhong qing zai xian* 中青在线 (Jeunesse chinoise en ligne) : <http://www.cyol.net/>.

⁵¹⁴ Michel Bonnin témoigne de l'absorption de la société civile faite par l'Etat au travers d'organisations de masse telles que la Ligue de la Jeunesse : « *Il va de soi que toutes les associations et organisations sociales correspondant à l'ancien système disparaissent et sont remplacées par des organisations de masse (Fédération des syndicats, Fédération des femmes, Ligue de la jeunesse, etc.), toutes entièrement contrôlées par le Parti, selon la théorie léniniste de la 'courroie de transmission'* ». Michel Bonnin, « Comment définir le régime politique chinois aujourd'hui », op.cit.p.223.

⁵¹⁵ Agnès Gaudu cite Hu Ping, « La Chine n'a plus d'idéologie depuis 1989 », *Courrier International*, 02/06/2004, http://www.chine-informations.com/actualite/interview-la-chine-na-plus-dideologie-depuis-1989_2713.html, (consulté le 26/06/2007).

débats auxquels se prêtent les étudiants sur les forums pourraient leur permettre de sensibiliser, voire d'influencer leurs compatriotes à une autre idée de la modernité que celle essentiellement centrée sur la seule réussite économique, il apparaît tout d'abord que les conditions de vie auxquelles ils ont à faire face ne leur permettent pas de développer cette réflexion.

Le dissident Cai Chongguo, lui-même étudiant à l'époque des événements de 1989, témoigne des différences constatées entre les générations étudiantes passées et actuelles : « *Les étudiants n'ont plus le sentiment de responsabilité qui animait leurs aînés. Ils se sont repliés sur eux-mêmes, préoccupés par leurs nombreux soucis* »⁵¹⁶. Les revenus et l'endettement des familles ne suffisant pas à supporter leurs frais de vie et de scolarité, de nombreux étudiants sont obligés de travailler parallèlement à leurs études pour vivre. Cette situation tend à amoindrir leur temps de réflexion individuelle et d'échanges collectifs sur les questions politiques et de société, qui apparaissent théoriques comparés à leurs soucis matériels concrets. Le chômage qui les guette une fois diplômés (30% en 2003)⁵¹⁷ renforce cette pression économique alors qu'il leur faut déjà penser à épargner pour leurs futurs logement, mariage, frais médicaux et retraite. Cai Chongguo plaint d'ailleurs cette jeunesse étudiante qui « *n'a pas les moyens* » de prendre le temps de ses études pour réfléchir sur son rôle à jouer dans l'avenir de la nation et qui se retrouve dès la sortie du *gaokao*⁵¹⁸ pris dans les contraintes matérielles de la réalité.

Pourtant, même s'ils n'en ont pas conscience, les étudiants bénéficient d'une plus grande liberté d'expression sur le web que le reste de la population internautes. Sur les sujets politiques notamment, les universités tolèrent certains sujets jugés sensibles ailleurs (les BBS des universités étant fermés au public). Le forum *YiTaHuTu* 一塌糊涂 était par exemple devenu en 2003 l'un des plus ouverts du pays bien qu'il ait été brusquement fermé en 2004, suite à « l'affaire BMW » : en octobre 2003, Liu Zhongxia, une paysanne de Harbin est tuée par une conductrice roulant en BMW alors qu'elle avait malencontreusement éraflé la voiture avec sa carriole. Lors du procès, l'automobiliste n'a écopé que d'une amende très légère. Ce cas emblématique du fossé grandissant entre riches et pauvres a provoqué la colère de l'opinion sur la toile, mais surtout, a poussé les étudiants à remettre en cause la nature du système politique,

⁵¹⁶ <http://caichongguo.blog.lemonde.fr/>, consulté le 07/08/2010.

⁵¹⁷ Nanping Yu, « les jeunes diplômés chinois en butte au chômage », *Perspectives chinoises*, n°80, nov.déc. 2003, pp.4-12.

⁵¹⁸ Examen national d'entrée à l'université en Chine.

qui protège l'injustice sociale et la corruption, deux gangrènes qui rongent le pays et devenues pour eux intolérables. Les débats, lancés sur les sites universitaires puis fermés du fait de ces polémiques, migrèrent sur les sites publics (commerciaux) qui comptèrent plus de 200 000 messages au plus fort des échanges sur le portail Sina.com. Pour éviter de nouveaux débordements et calmer la gronde sociale, les autorités prirent des mesures en interdisant tout nouveau commentaire sur l'affaire par les médias (en ligne ou non) et en supprimant toutes les pages web concernant le drame. L'affaire fut rejugée un mois plus tard, l'automobiliste fautive écopant cette fois-ci de deux ans de prison avec sursis.

Les risques induits par la migration des étudiants sur les forums ouverts au public (du fait de la fermeture de leur espace dédié sur les BBS universitaires) ont fait prendre conscience aux autorités de la nécessité de cloisonnement des différents profils internautes⁵¹⁹. Les étudiants migrant vers les forums publics constituent en effet une menace potentielle de déstabilisation de l'opinion. Habités à débattre sur les forums universitaires avec une liberté de ton élargie par rapport à leurs concitoyens, leur manière de s'exprimer sur les forums publics a, dans ce cas précis, amplifié les polémiques de par l'impétuosité de leurs propos, plus engagés et idéalistes. Le Ministère de l'Education nationale a d'ailleurs décrété en mars 2005 les forums de discussion de chaque université accessibles uniquement à leurs étudiants et sous réserve que ceux-ci s'y inscrivent sous leur vrai nom. Ce cloisonnement géographique (les étudiants ont accès aux forums de leur université seulement) et l'absence d'anonymat permettraient une plus grande autocensure et un affaiblissement de l'accès à l'information en la réduisant au niveau local. A mon sens, ces dispositions affaiblissent le potentiel d'indignation de la communauté étudiante auprès de l'opinion publique, les capacités réflexives et polémiques des étudiants étant à même de dénoncer l'aspect systémique des dysfonctionnements ou des injustices survenant de façon récurrente à l'échelle nationale.

L'affaire « Face crime », survenue à l'université de Pékin, est un exemple emblématique des tentatives d'affaiblissement de la mobilisation étudiante. En effet, au lendemain de la

⁵¹⁹ Il est à noter que la stratification sociale, également encouragée par le gouvernement sur le web, se reflète sur les sites qui s'adaptent au profil des utilisateurs par souci de fidélisation et de segmentation des différents profils d'internautes : la plateforme de réseau social 51.com est créée en août 2005 à destination des jeunes (130 millions d'utilisateurs en 2009) tandis que Xiaonei se destine à un public étudiant (40 millions) et Kaixin, plus récente plateforme créée en 2009 cible plutôt les cols blancs (60 millions). « Les applications les plus populaires des réseaux sociaux chinois », *Chine Information*, 23/01/2009, [www http://m.e-chine.mobi/news.php?id=12201](http://m.e-chine.mobi/news.php?id=12201), (consulté le 23/01/2013).

nomination de Liu Xiaobo au Prix Nobel de la Paix en 2010, les étudiants de l'université de Pékin qui affichaient un sourire radieux ont été sommés de s'expliquer auprès de leur administration scolaire. A cause de cette directive, également mise en place dans d'autres universités du pays, certains étudiants ont perdu leur droit de scolarité⁵²⁰. Cette dérive a été relevée grâce au témoignage de l'un de ces étudiants sur le site dissident Boxun.com⁵²¹. Il explique que l'absence de communication entre les étudiants des différentes universités a pu laisser penser aux élèves sanctionnés qu'ils étaient victimes d'un abus de pouvoir local (et isolé) ; et non d'une directive générale décidée au plus haut niveau.

En 2014, la volonté de négation du champ politique et l'encouragement à la société de loisirs va plus loin, puisque les forums étudiants ne disposent plus de rubriques dédiées à l'actualité sur les forums BBS de leurs universités, qui ne proposent que des discussions autour de la vie pratique estudiantine (bons plans, divertissements, conseils pour les études, etc.). Après étude des sites et des rubriques des forums universitaires chinois en annexe n°39, il semble qu'il n'existe pas de rubrique dédiée aux discussions concernant l'actualité nationale ou internationale en 2014. Concernant le cas de l'université du Sichuan par exemple, il apparaît que la rubrique la plus populaire auprès des étudiants est celle des divertissements (58 990 commentaires), suivie de celle d'exposition et de sociabilisation de soi (rubrique « présentation des nouveaux étudiants », 11 968 commentaires). Ces sites encourageraient donc les étudiants, de par les rubriques manquantes, à consacrer leur temps de repos et de loisirs en ligne à se divertir tout en alimentant leur réseau social (comme sur Kaixin). Les rubriques « vie pratique » et « recherche d'emploi » arrivant en 3^{ème} et 4^{ème} position. L'absence de rubrique « actualité » témoigne également de la censure politique actuelle (captures d'écran datant de 2014) et de l'uniformité de la charte graphique générale et des rubriques (mêmes logos) qui concourent à formater et restreindre la vision des activités disponibles sur les sites étudiants des universités.

⁵²⁰ Shun Po Wu « Facecrime », *raws.adc.rmit.edu.au* (blog *NelsonLand*), 22/10/2010, <http://raws.adc.rmit.edu.au/~s3260347/blog2/?p=125>, (consulté le 01/08/2013).

⁵²¹ Boxun 博讯 est un site d'informations alternatives créé par Meng Meicun. Le site, localisé aux Etats-Unis depuis 2000, publie des informations sur l'actualité politique internationale et sur les Droits de l'Homme en Chine. Les articles et commentaires sont publiés anonymement sur le site. L'appel à la *Révolution du Jasmin*, publié sur le site en 2011, l'a fait basculer dans l'illégalité en Chine, où il n'est théoriquement plus accessible sur le territoire chinois depuis.

En conclusion, bien que les étudiants bénéficient d'une plus grande liberté d'expression permise par leur cloisonnement sur les forums universitaires, il apparaît qu'ils restent indignés mais loin de revendiquer des actions contre les tenants du pouvoir. Pris dans des contradictions nouvelles liées aux profonds changements de la société moderne, le net sert plutôt d'exutoire à cette partie de la jeunesse, censée devenir la classe moyenne et l'élite de la nation de demain. Même s'ils s'indignent des injustices et des manquements du gouvernement envers la population, ils souhaitent néanmoins que le pays poursuive son développement économique effréné dont ils seront théoriquement les bénéficiaires - leur première préoccupation étant d'entrer sur le marché de l'emploi et de se faire une place dans la société. Une étudiante interrogée par Aurore Merle résume ce dilemme aux allures conservatrices : «*Nous étudiants, devons à la fois profiter de l'élan économique et réfléchir à des solutions pour éviter l'explosion*». ⁵²²

C.2. Classe moyenne sur le net : des réformes dans la stabilité ?

Entre opportunités économiques et expression individuelle narcissique, la toile est devenue une caisse de résonance cathartique des classes moyennes. Parce qu'elles sont considérées comme le moteur du développement économique du pays, le gouvernement prête une oreille attentive aux revendications de cette classe sociale devenue indispensable à son avenir. Ayant conscience de l'importance qu'elle revêt, cette dernière a trouvé sur la toile un espace de dialogue et de revendications inédit pour améliorer ses droits auprès du gouvernement, améliorant par là-même le processus de démocratisation du pays. Pour les *cols blancs*, dont l'ascension et l'assise sociales sont directement liées à la stabilité politique et économique du pays, la collusion plus ou moins affichée avec le PCC apparaît pourtant comme indispensable. Ainsi estiment-ils être en droit de demander des comptes à ses dirigeants, au nom de la modernité qu'elle génère et de l'idée qu'elle s'en fait.

⁵²² Aurore Merle, op.cit. p.73.

Depuis l'ouverture du pays au capitalisme par Deng Xiaoping en 1978, puis l'intégration de nouvelles catégories sociales au sein du PCC (théorie des *Trois représentations* de Jiang Zemin), un nouveau pacte social basé sur le *concept du développement scientifique* (*Kexue Fazhan Guan* 科学发展观,) est redéfini avec l'accession au pouvoir de Hu Jintao en 2003. Il fait ainsi appel aux *cols blancs*⁵²³ pour l'aider à construire une « société harmonieuse »⁵²⁴. Le Parti réalise qu'il doit intégrer ces nouvelles classes sociales émergentes en devenant « le Parti de tout un peuple ». Ainsi, sa volonté de former une société représentée largement par la classe moyenne (dite en « forme d'olive »⁵²⁵) permettra, si elle se concrétise, de tirer la croissance économique vers le haut, tandis que le plus grand nombre pourra accéder à la « petite prospérité » (*xiaokang*)⁵²⁶. L'objectif affiché étant de transformer le PCC en Parti de classes moyennes (*zhongchan jieceng*) composé de citoyens de haut niveau : entrepreneurs, salariés et fonctionnaires, mais aussi travailleurs migrants « qui ont démontré leurs qualités » pour accéder à ce pan de société à un niveau de vie plus confortable⁵²⁷.

Avec la généralisation de l'internet, on observe l'arrivée massive de la classe moyenne dans l'espace public virtuel au point de supplanter les élites et les intellectuels qui lançaient jadis les débats en Chine. Outre les scandales majeurs qui indignent l'ensemble de la cyberpopulation sans distinction sociale⁵²⁸, il est clair que la « société numérique », représentée très largement

⁵²³ Dite l'élite des trois hauts (*san gao* 三高) : hautes études (*gao xuewei* 高学位), haut revenu (*gao shouru* 高收入), haute position [socioprofessionnelle] (*gao diwei* 高地位) : « Ne pas être digne de l'élite » (*bu kan jingying* 不堪精英), *Xinwen Zhoukan* 新闻周刊 (*Infos Hebdo*), Pékin, 27/10/2003.

⁵²⁴ Willy Wo-Lap Lam, « Le dilemme du gouvernement de Hu Jintao: la construction d'une 'société harmonieuse' est-elle possible sans réformes politiques ? », *Perspectives chinoises* n° 100, 2007/3, p.4.

⁵²⁵ Zhou Xiaohong estime que la classe moyenne chinoise ne représenterait que 20 % de la population chinoise et ne correspondrait de fait pas à la société en « forme d'olive » (*ganlan xing*) promue par le gouvernement, mais en « tête d'oignon » (*yang congrou*) (corps et base très importantes) : Jean-Louis Rocca, *La société chinoise vue par ses sociologues*, Presses de Sciences Po, 2008, p.147.

⁵²⁶ Il est à noter qu'Emmanuel Jourda, à propos de la politique du travail de Front Uni, constate une problématique d'intégration des forces extérieures au PCC analogue, où de grandes campagnes d'adhésion sont lancées en direction des nouvelles catégories sociales émergentes : Emmanuel Jourda, *Les usages postrévolutionnaires d'un canon orthodoxe : le Front Uni et l'invention politique de l'après-révolution en Chine (1978-2008)*, thèse de doctorat, Paris, EHESS, 2012, p. 356.

⁵²⁷ Jean-Louis Rocca, « Les communistes vont-ils changer la Chine ? Vers un parti de classes supérieures », *Le Monde diplomatique*, juillet 2008, <http://www.monde-diplomatique.fr/2008/07/ROCCA/16069>, (consulté le 09/03/2013).

⁵²⁸ Comme l'enlèvement et l'esclavagisme d'enfants, voir p.164.

par ce groupe social pluriel, réagit concrètement et arrive à s'organiser collectivement lorsque ses intérêts particuliers sont touchés. Elle manie ainsi le cadrage de la parole publique en prétendant défendre l'intérêt collectif, le « Bien commun » : manifestations de lutte pour l'écologie, défense des plus démunis, lutte contre la corruption, etc. Ce phénomène est particulièrement saisissant dans les différends immobiliers qui opposent citoyens et pouvoirs locaux et porte d'ailleurs un nom évocateur : NIMBY, acronyme de Not In My Backyard (pas dans ma cour). L'arbitrage par le pouvoir central est continuellement sollicité par les activistes qui savent désormais comment agiter les foules sur la toile pour contraindre le gouvernement à dialoguer puis à agir. Ils déclarent ne faire confiance qu'aux plus hauts dirigeants pour faire appliquer le droit promulgué par leurs représentants, au nom de l'Etat moderne qu'ils ne cessent d'invoquer par leur rhétorique.

Hu Ping explique comment ces citoyens urbains en viennent à utiliser la toile pour faire avancer la démocratisation du pays, bien qu'il s'avère que ce soit tout d'abord pour défendre leurs intérêts personnels. Ce processus les amène à s'approprier les mécanismes de lutte démocratique et à réfléchir sur la nécessité de lutter en Chine, pour faire respecter l'Etat de droit :

*« Les jeunes citoyens éduqués, qu'on appelle la classe moyenne ou les cols blancs, les médecins, les journalistes, les entrepreneurs, sont différents de leurs parents. Ils achètent leur logement dans des résidences modernes, en banlieue. Les promoteurs sont tous des cadres importants ou leurs enfants, et ne pensent qu'au profit. Chez moi, il devait y avoir un petit parc, mais le terrain prévu à cet effet a été construit par le promoteur, qui est soutenu par le gouvernement. Les jeunes propriétaires floués s'organisent pour protester. Dans ce but, ils apprennent à utiliser Internet, à organiser des rassemblements, ils élisent des représentants, ce qui constitue une première expérience démocratique. Cette lutte contre les promoteurs et le gouvernement est très dure. Chacun peut toucher du doigt l'absence de liberté de la presse, les problèmes du système juridique, et se forge une conscience de la nécessité de liberté individuelle. C'est là qu'Internet trouve son lien avec la vie réelle. (...). Jusqu'au jour où ces jeunes cols blancs doivent défendre leurs droits face aux promoteurs. Ils découvrent alors les problèmes de la Chine, et cette expérience fait naître chez eux le désir de démocratie. Cela peut aussi arriver à un paysan ordinaire. Un paysan chinois aura certes du mal à parler de la démocratie ».*⁵²⁹

⁵²⁹ Agnès Gaudu cite Hu Ping, « La Chine n'a plus d'idéologie depuis 1989 », op.cit.

Cet état de fait est reconnu par les autorités qui concèdent, selon le Quotidien du Peuple, que ce sentiment d'insécurité au sein des classes moyennes résulte directement du non-respect du droit, de la montée du prix de l'immobilier et de l'inflation qui menacent directement leur stabilité personnelle :

« Ils seront immédiatement éjectés de la catégorie de la classe moyenne s'ils ont le moindre problème avec leur travail, leurs soins de santé ou l'éducation de leurs enfants. (...) Pour Li Shi, universitaire à l'Université Normale de Beijing, l'économie chinoise florissante ne peut apaiser les craintes des personnes à revenus moyens, car la poussée de l'inflation et un système de redistribution des richesses inéquitable rendent encore plus difficile le maintien de leur niveau de vie actuel, sauf à passer dans la classe supérieure. »⁵³⁰

Les manifestations contre l'implantation d'une usine chimique à Xiamen sont représentatives du potentiel de la puissance de l'internet quant à la lutte démocratique et l'action citoyenne : le 1^{er} juin 2007, plus de 7000 citoyens de Xiamen sont parvenus, grâce à l'envoi de dizaines de milliers de SMS (cf. copie d'écran en annexe n° 26) et de commentaires postés sur les forums, à faire annuler le projet d'implantation d'une usine chimique dans leur ville (appelé « projet PX »). Le recours aux NTIC comme techniques de communication et de publicité a été d'un grand secours à la population engagée à défendre la qualité de vie, la valeur immobilière et sanitaire de leur quartier. En convaincant l'opinion et les pouvoirs publics des risques sanitaires liés à l'implantation de cette usine, les citoyens ont réussi à mobiliser, non seulement l'opinion publique en ligne, mais aussi la population (ainsi que certains fonctionnaires de la ville) à manifester dans la rue. Pour y arriver, ils ont expliqué de façon pédagogique au public comment se mobiliser collectivement sans se mettre en péril individuellement. Les habitants ont fait ainsi valoir les risques de pollution environnementale engendrés par ce projet. Aux arguments économiques des promoteurs et de la municipalité selon lesquels l'ensemble de la population bénéficierait de la richesse produite par cette usine, des activistes tels que Lian Yue⁵³¹, blogueur

⁵³⁰ « Où est vraiment la classe moyenne chinoise ? », *le Quotidien du Peuple en ligne*, 10/09/2010, <http://french.peopledaily.com.cn/VieSociale/7136555.html>, (consulté le 01/11/2013)

⁵³¹ Lian Yue 连岳 est le nom de plume de Zhong Xiaoyong, intellectuel, chroniqueur et blogueur réputé très critique du pouvoir. Son blog, « Le huitième continent de Lian Yue » (连岳的第八大洲, <http://blog.sina.com.cn/lyeah>), a été élu « meilleur blog chinois » en 2007 par la radio allemande Deutsche Welle. Il s'exprime sur le micro-blog Tencent depuis 2013 (<http://t.qq.com/lianyue>).

et contributeur régulier du *Nanfang Dushi Bao*⁵³² (南方都市), réussirent à mobiliser les citoyens en alertant des graves risques de santé publique que ce projet risquait d'engendrer. Sur son blog, il appela les habitants de Xiamen à se joindre à la résistance civile :

« 1. D'abord, n'ayez pas peur. Discuter d'une proposition de la Conférence consultative du peuple n'est pas un crime et on ne vous arrêtera pas. 2. Si vous avez un blog, reproduisez l'article du China Business. Ce n'est pas un crime de le faire. 3. Si vous avez peur de le faire, parlez-en à vos amis, vos collègues, vos connaissances. 4. Si vous avez toujours peur, n'en parlez qu'à vos proches. »

Pour augmenter l'écho des appels de certains des habitants de Xiamen publiés sur un blog collectif, des SMS circulèrent sur le mode de la rumeur et eurent pour effet d'augmenter la pression sur la responsabilité des autorités en cas de crise sanitaire mais aussi l'émotion populaire quant à cette implantation :

« Si cette usine chimique est construite, c'est comme si on installait une bombe atomique au cœur de notre ville. Les habitants de Xiamen vivront avec la leucémie et des bébés déformés. Nous voulons vivre, et nous voulons être en bonne santé »⁵³³.

Le projet PX finit par échouer et l'annonce fut médiatisée à travers le monde comme une grande victoire dans l'Histoire de la revendication populaire par le net en Chine. Six mois plus tard en décembre 2007, l'implantation de l'usine sera pourtant délocalisée à quelques kilomètres de Xiamen, sur la péninsule de Gulei⁵³⁴ - sans réaction des médias ni des habitants. La valeur de leurs biens immobiliers et leur qualité de vie n'étant plus touchée à leurs yeux, il semble que le peu d'écho et de mobilisation suscité soit révélateur de l'instrumentalisation de l'espace public faite par les *cols blancs* à des fins privées. Des mouvements populaires analogues, comme celle organisée contre l'extension de la ligne de train magnétique Maglev à Shanghai, confirment ces

⁵³² Quotidien de Canton créé en 1997, les révélations qu'il publie (SRAS, corruption, tortures policières) et qui compromettent tant les autorités locales que nationales sont emblématiques de la problématique censure / loi du marché évoquée plus haut.

⁵³³ Voir annexe n°26: « Manifestations des habitants de Xiamen : entre réappropriation du discours de l'Etat et 'concernement' ».

⁵³⁴ Dans la ville de Zhangzhou. *Revue de presse semaine du 15 au 21 décembre 2007* : Consulat Général de France à Canton, p.4, http://www.ambafrance-cn.org/IMG/pdf/Revue_de_presse_CGF_n24_15-21_dec.pdf, (consulté le 02/08/2013).

observations. Ce projet fut présenté en 2008 par ses habitants avec une argumentation similaire (de prévention de risques pour la santé publique) alors même que leurs préoccupations se portaient sur la dévaluation potentielle du marché immobilier dans la zone⁵³⁵.

En somme, le pacte social entre la classe moyenne chinoise incarnée par les *cols blancs* et le gouvernement apparaît comme stable s'il se porte garant de la pérennité du confort économique et social de la dite classe. Pour elle, la contestation sociale deviendrait un levier incontournable et d'autant plus mobilisable grâce aux NTIC lorsque des conflits d'intérêts se dressent contre elle. Pour autant, cette contestation se circonscrit généralement dans des revendications partielles⁵³⁶, voire locales dans la plupart des cas, puisqu'elle n'envisage pas une remise en cause du système politique actuel ou des dirigeants de la nation. Ceux-ci sont souvent appelés comme « juges » plutôt qu'accusés dans ces réquisitoires faits au nom de l'indignation, de la défense des droits (*weiquan*) et de la modernité nationale. Dans la dimension réelle, Jean-Louis Rocca confirme cette tendance conservatrice des classes moyennes qui œuvrent à une démocratisation « raisonnée » du pays, tant qu'elle défend ses intérêts ou étend leurs droits :

« Dans cette phase de 'demande d'Etat', où le besoin de protection le dispute à l'angoisse de l'instabilité, on voit mal comment un groupe social [la classe moyenne chinoise] aussi attaché à l'ordre pourrait brutalement saper les fondements de sa (petite) prospérité — à moins bien évidemment que la crise dure, s'aggrave et détériore profondément le niveau de vie. (...) Il n'y a néanmoins pas de raison pour que la contestation sociale ne se poursuive pas, et même pour qu'elle ne prenne pas de l'ampleur, au rythme du décalage perçu entre des valeurs consensuelles et la réalité. Comme on l'a vu, contester n'est pas révolutionner... »⁵³⁷.

Pour autant, tout comme les jeunes, étudiants ou non, le système politique tolère cette prise de parole populaire tant qu'elle ne remet pas en cause la légitimité du Parti ou des dirigeants à gouverner le pays. Laissant une marge de manœuvre à ces acteurs qui ne se fédèrent que ponctuellement et sur des aspects parcellaires de sa politique, l'enjeu de pouvoir lié à la prise de

⁵³⁵ Sophie Beach, « China's Middle Class Derails New Link » *CDT*, 16/03/2009, <http://chinadigitaltimes.net/2009/03/chinas-middle-class-derails-new-link/>, (consulté le 09/07/2013).

⁵³⁶ Voir chapitre III concernant la mobilisation des internautes pour la cause de Sun Zhigang, travailleur migrant mort en détention.

⁵³⁷ Jean-Louis Rocca, « Comment naissent les révolutions - Pour la classe moyenne chinoise, la stabilité avant tout », op.cit.

parole publique se révèle déstabilisateur dans une moindre mesure vis-à-vis des plus hauts dirigeants. Ce « laisser-faire » apparent s'avère beaucoup plus serré en ce qui concerne la parole des citoyens-journalistes, à la fois producteurs médiatiques et fédérateurs de l'opinion publique toute entière. C'est sur ce rôle ambivalent que je vais à présent porter mon regard afin de définir les mutations induites par l'internet sur le secteur journalistique à l'ère des NTIC.

C.2.1 Cybermédias et cyberjournalisme : une nouvelle voie contre la voix du Parti?

Le rappel historique qui sera entrepris ici sur l'évolution du rôle des médias, vis-à-vis du pouvoir et de la société, permettra non seulement de poser une vision historicisante de sa mutation grâce à l'internet, mais aussi de comprendre si la prise de parole journalistique par les cybercitoyens pourrait constituer un vecteur alternatif de libéralisation de la parole publique en Chine.

Alors que les premiers médias dits « modernes » apparaissaient en 1890 grâce à l'influence de la présence occidentale dans le pays, leur intervention dans l'avènement du mouvement démocratique du 4 mai 1919 s'est révélée d'une importance remarquable dans la politique de modernisation du pays, initiée à la demande de la « société civile » chinoise de l'époque (incarnée par les seuls intellectuels). Ces appels ont été publiés dans les médias, devenus très critiques à l'endroit du Kuomintang (KMT) alors au pouvoir, abordant des sujets sensibles tels que les réformes administratives et judiciaires comme la peine de mort, le code pénal ou les droits de l'Homme. Ces tensions, conjuguées à la faiblesse d'un régime soumis à l'influence occidentale, permirent à un vent de libéralisation de souffler dans l'espace public.

Sous l'omnipotence du régime communiste de Mao, les médias de masse deviennent un appareil de propagande entièrement dédié à la cause du Parti dès 1949. Bien que la *Campagne des Cent fleurs*⁵³⁸ en 1956 leur redonne le rôle de relais et de porte-parole de la société⁵³⁹, il sera de courte durée puisqu'il aura en fait servi au PCC à mieux identifier ses « ennemis » en leur offrant un espace d'expression où se dévoiler. La répression par le contre-mouvement antidroitier qui s'ensuivit sonna le glas de cette liberté retrouvée, où la société civile incarnée par les intellectuels et les médias tentaient d'aider le pouvoir à se réinventer. La Révolution Culturelle (1966-76) réduisit l'existence des médias à l'expression « deux journaux, un magazine » (*liangbao yikan*) incarnés par le Quotidien du Peuple, le Quotidien de l'Armée Populaire de Libération (*renmin jiefang jun ribao*) et la revue Drapeau Rouge (*Hongqi*). L'appareil

⁵³⁸ En réaction à la vague de mécontentement général populaire à l'égard du PCC, Mao Zedong, pour se rapprocher des masses, lance en mai 1956 la célèbre formule en écho au philosophe Zhuangzi du III^e siècle : «*Que cent fleurs s'épanouissent, que cent écoles rivalisent* ».

⁵³⁹ Invités à débattre et porter des critiques constructives à l'endroit du Parti.

médiatique redevint alors exclusivement la voix du Parti en direction des masses. Ce n'est qu'en 1978 qu'un renouveau démocratique agite la société et les médias, le contrôle se relâchant peu à peu (*fang*)⁵⁴⁰. A mots couverts mais hardis, de nombreux messages à l'égard du PCC sont diffusés tels que le documentaire en six parties *He Shang* (L'Elégie du Fleuve), qui critique subtilement la sclérose du Parti et son manque d'ouverture sur le monde extérieur.⁵⁴¹ Le massacre de Tiananmen en 1989 annihile une nouvelle fois ces courants de démocratisation et d'ouverture. La censure verrouille les médias et de nombreuses revues disparaissent ; seule la revue *Dushu* (读书) témoigne de cette époque révolue.

Historiquement et avant même l'irruption de l'internet dans l'espace public, il apparaît donc que le rôle des médias s'inverse en fonction du degré de force ou de faiblesse du régime politique. Les médias servant plutôt de relais au pouvoir lorsque celui-ci est fort, tandis que ce rôle s'inverse lorsqu'il est faible en faisant remonter aux dirigeants les doléances et les problèmes rencontrés par la société. C'est dans ce va-et-vient permanent que le secteur médiatique tente de trouver sa place entre le pouvoir et la société. Il s'agira à présent de constater en quoi la dimension virtuelle et l'ouverture économique du pays sur le monde ont engendré plus de confusion dans cette « lutte » pour la prise de parole publique ; et de constater si l'accès à l'espace médiatique grâce la dimension virtuelle permet à la société de mieux faire entendre sa voix auprès de ses dirigeants.

⁵⁴⁰ Michel Bonnin insiste sur cette « *incessante oscillation* » qui met en exergue les contradictions auxquelles fait face le Parti pour contrôler à la fois la société et le Parti lui-même : « *A partir de 1987, le rejet par Deng Xiaoping, après une certaine hésitation, de toute réforme politique et le renvoi du secrétaire général libéral, Hu Yaobang, vont accentuer des conflits au sein du Parti et entre le Parti et la société. La contradiction éclatera pendant le printemps de Pékin de 1989 qui voit l'éclosion en quelques semaines d'innombrables associations d'étudiants, d'intellectuels mais aussi d'ouvriers, se qualifiant elles-mêmes d'autonomes* ». Michel, Bonnin, « Comment définir le régime politique chinois aujourd'hui », op.cit.p.226.

⁵⁴¹ Cette série télévisée opposait la « Chine jaune », centrée sur elle-même à la « Chine bleue » des régions côtières, ouvertes aux influences occidentales et prometteuses de progrès. Le message de ce programme véhiculait l'idée que si la Chine accusait un retard considérable, ce n'était pas à cause de l'invasion impérialiste étrangère mais de l'incapacité du pays à s'ouvrir à l'international et aux nouvelles techniques. Le scénariste de la série, Su Xiaokang, a dû s'exiler tandis que certains membres de l'équipe ont été emprisonnés. Voir ses mémoires : Su Xiaokang Zhu Hong, *A memoir of Misfortune*, Broché, 2001 ; ainsi que les critiques de *Beijing Information* en août 1989, dont le lecteur pourra trouver des extraits dans : François Gipouloux, Jorge Svartzman, *Chine, l'ouverture sans les réformes*, Paris, La documentation française, 1990, pp.48-49.

Depuis 2003, la quasi-disparition du soutien financier gouvernemental aux journaux et aux magazines a obligé les médias traditionnels à recourir à un autofinancement destiné à combler les déficits grandissants de l'industrie, via la publicité et la publication de sujets suffisamment attractifs pour un public en quête de sensationnalisme, d'autant plus depuis l'arrivée des médias virtuels dans le secteur médiatique. Les médias « traditionnels » se multiplient jusqu'à compter en 2009 plus de 2000 journaux, 10 000 magazines et 3000 chaînes de télévision⁵⁴². Les impératifs économiques liés à la concurrence commerciale entre médias, traditionnels et virtuels, poussent l'émergence d'une information un peu plus indépendante et contestataire, en l'occurrence pour la presse qui voyait ses lecteurs se tourner vers les médias du net. Cette conjoncture explique qu'aujourd'hui, un certain nombre de journaux chinois ne se contentent plus d'être la « voix du Parti » - exigence répétée par le Président Hu Jintao dans ses discours sur le rôle de médias⁵⁴³ - et se montrent beaucoup plus audacieux en révélant des scandales, en menant des enquêtes chocs ou en abordant des sujets dits « sensibles ». En effet et alors que le gouvernement tente parfois d'adapter son agenda médiatique aux mouvements d'opinion en ligne du moment, il s'avère que les médias traditionnels, y compris parfois les médias officiels, sont devenus paradoxalement moins soumis à la censure que les sites des médias en ligne qui, pour les nombreuses raisons explicitées dans le chapitre I, sont devenus des vecteurs de propagande bien plus puissants sur l'opinion que les médias traditionnels. La question étant pour le pouvoir d'arriver une nouvelle fois à cloisonner ces deux espaces publics, afin que les internautes ne reprennent pas sur la toile les débats instillés auprès du public des magazines, de la radio et de la télévision et vice-versa. La polémique concernant l'esclavagisme des enfants dans les briqueteries avait surgi, il faut le rappeler, d'un documentaire télévisuel repris par les

⁵⁴² Paul Charon, « Réforme des médias et espace public en Chine », *Alternatives Internationales*, 5/10/2009, <http://alternatives-economiques.fr/blogs/chine/2009/10/05/reforme-des-medias-et-espace-public-en-chine/>, (consulté le 28/07/2013).

⁵⁴³ Le président chinois appela notamment les médias à « *contribuer à un monde harmonieux* » dans son discours prononcé lors de la cérémonie d'ouverture du Sommet mondial des médias, qui a réuni environ 300 représentants de plus de 170 organisations médiatiques du monde: « Le président chinois appelle les médias à contribuer à un monde harmonieux », *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 09/10/2009, <http://french.peopledaily.com.cn/Chine/6778529.html>, (consulté le 09/07/2013).

internauts sur les grands forums de discussion, en réaction à la lettre ouverte publiée en ligne par l'un des pères des enfants disparus⁵⁴⁴.

Le décloisonnement permis par l'internet a également vu évoluer le rôle des journalistes au sein de l'appareil médiatique. En effet, il ressort qu'une partie d'entre eux n'acceptent pas ce rôle propagandiste œuvrant pour le Parti et trouvent sur la toile un espace d'expression et de relais d'informations loin des directives d'autocensure existantes dans les rédactions des journaux télévisés et des revues papiers⁵⁴⁵ (même si celles-ci bénéficient parfois d'une plus grande tolérance quant au contenu éditorial, comme évoqué plus haut). Leurs voix s'élèvent pour des raisons civiques et morales, loin des aspirations d'ordre lucratives. Les conséquences de leur engagement se traduisent néanmoins pour certains par un licenciement, quand d'autres risquent l'emprisonnement. Il faut rappeler qu'en 2013, l'association RSF dénombre l'emprisonnement de 29 journalistes⁵⁴⁶ ayant publié sur le net, pour avoir désobéi à la loi interdisant de propager des informations allant à l'encontre des intérêts de l'Etat⁵⁴⁷. Cai Chonguo dénonce sur son blog, le 30 août 2007, d'autres moyens de pression exercés par la censure pour intimider ces journalistes qui voudraient jouer les Dons Quichottes :

« Vous savez, pour faire taire les journalistes, le gouvernement a mis en place une mesure inédite: le [sic] examen annuel sur le travaille [sic] de journaux et de journalistes,

⁵⁴⁴ « Shei lai jiujiu women de haizi ? – 400 wei fuqin qixue hujiu » (谁来救救我们的孩子? 400 位父亲 泣血呼救, Qui viendra sauver nos enfants ? _ 400 pères appellent au secours), *Forum Tianya*, <http://bbs.tianya.cn/post-free-926643-1.shtml>, (consulté le 03/05/2012).

⁵⁴⁵ Au sujet de ces directives, voir le livre-témoignage de la journaliste française ayant travaillé pour la CCTV : Anne Soëtémont, *J'ai travaillé pour la propagande chinoise*, Paris, Les Ed. du Moment, 2011.

⁵⁴⁶ *Rapport mondial Chine* : RSF, 2013, op.cit.

⁵⁴⁷ Article 15 de la « Réglementation relative aux télécommunications de la République populaire de Chine » publié en septembre 2000 par le Conseil des affaires de l'État : « Il est prohibé de diffuser des informations qui : violent les principes de base de la Constitution chinoise ; mettent en danger la sécurité nationale, révèlent des secrets d'Etat, incitent à la subversion de l'Etat ou mettent en danger l'unité du pays ; portent atteinte à la réputation du pays ; développent la haine, le racisme et mettent en danger l'harmonie ethnique du pays ; violent les lois nationales sur la religion, ou promeuvent les sectes et les superstitions; propagent des rumeurs, mettent en danger l'ordre et créent une instabilité sociale ; ont un caractère pornographique, violent, ou lié aux jeux de hasard ; diffament ou portent atteinte à la réputation des personnes ; incluent des informations illégales au regard de la loi ou des règlements administratifs ; il est interdit d'encourager les rassemblements illégaux, les grèves, les troubles à l'ordre public ; il est interdit d'organiser des activités illégales ou de créer des associations illégales par le biais d'Internet ». Olivier Arifon, « Les diverses facettes du contrôle d'Internet en Chine », *Hermès*, La Revue 3/2009 (n°55), pp.155-158 [en ligne]

procédé par les autorités locales qui ont la compétence désormais de décider le sorte [sic] d'un journaliste qui travaille dans leur province ou leur ville. Avec cela, qui oserait dévoiler le scandale de corruption ou l'explosion de mine de charbon sans autorisation de responsables de celles-ci ? C'est très efficace, on ne voit plus les nouvelles dans les journaux ou sur les sites importants de 182 mineurs bloqués dans une mine le 17 août! »⁵⁴⁸.

C'est pourquoi la plupart de ces journalistes, qui ne voudraient pas être pénalisés dans leur carrière, préfèrent publier, via leur blog ou site web personnel, certaines informations qu'ils jugent nécessaires de porter à la connaissance du public mais qui pourraient leur porter préjudice⁵⁴⁹. Ne pouvant pas faire état de leurs réflexions ou des résultats de leurs enquêtes menées dans le cadre de leur travail, ils expriment souvent sous pseudonyme les messages et témoignages qu'ils désirent relayer publiquement⁵⁵⁰. Le journaliste pékinois Zhao Jing (赵静), connu sous son nom de blogueur Michael Anti, dénonce les nouvelles contraintes du métier à l'Ecole de Journalisme et des médias de Chang Jiang⁵⁵¹ (à l'université de Shantou dans la province du Guangdong). Son séminaire, issu d'un billet devenu célèbre en 2002 intitulé « Manuel pour des nouveaux journalistes »⁵⁵², explique « *comment survivre en tant que journaliste en Chine* » en respectant les limites imposées par « *la propagande et le professionnalisme* ». La confusion dans laquelle se trouvent les journalistes chinois aujourd'hui pose un certain nombre de difficultés quant à leur devenir professionnel.

⁵⁴⁸ <http://caichongguo.blog.lemonde.fr/2007/08/>, (consulté le 15/01/2008).

⁵⁴⁹ Zan Aizong a été arrêté en 2006 après la publication sur le net d'un article au sujet de la répression des Chrétiens en Chine. Il a ensuite été licencié par le journal qui l'employait, le Haiyang Bao (海阳报). « 记者因为发布关于镇压基督教文章而被捕 » (*Jizhe yinwei fabu guanyu zhenya jidujiao wenzhang er bei bu*, Un journaliste arrêté pour ses articles sur la répression des Chrétiens), *RSF*, 21/08/2006, http://archives.rsf.org/article.php?id_article=18617, (consulté le 01/06/08).

⁵⁵⁰ Le journaliste Zhao Jing, connu sous son nom de blogueur Michael Anti, a trouvé son profil Facebook supprimé en janvier 2011. L'entreprise Facebook lui faisant savoir qu'il était interdit de s'exprimer sur sa plateforme en Chine sous pseudonyme. Le journaliste s'insurgea en expliquant que Michael Anti est en fait son nom de plume utilisé dans le cadre de sa profession de journaliste, les liens professionnels et académiques tissés sur le site à l'occasion de ses activités ne le connaissant d'ailleurs que sous cette identité occidentalisée (et non sous son nom chinois). Tini Tran, « Activist Michael Anti Furious He Lost Facebook Account--While Zuckerberg's Dog Has Own Page », *AP*, 03/08/2011, http://www.huffingtonpost.com/2011/03/08/michael-anti-facebook_n_832771.html, (consulté le 01/08/2013).

⁵⁵¹ *Shantou daxue Chang Jiang Xinwen yu Chuanbo Xueyuan* 汕头大学长江新闻与传播学院.

⁵⁵² *Xin xinwenren zixue shouce* 新新闻人自学手册. Accessible en chinois et en ligne sur : <http://bbs.ywms.net/space/batch.viewlink.php?itemid=23144>, (consulté le 01/08/2013).

Ces interrogations morales, où l'engagement civique devient un enjeu de pouvoir vis-à-vis du gouvernement, poussent certains citoyens blogueurs à s'improviser cyberjournalistes (comme Zuola⁵⁵³ ou Wei Wenhua) ; la plupart des médias ne permettant plus de servir de porte-voix de la société. Ils n'ont pas suivi de formation en école de journalisme, n'ont pas d'accréditation officielle mais se lancent individuellement, à leur propre compte ou grâce aux dons des internautes ou de la publicité de leur site (blog), dans des activités de « journalisme-citoyen » en partant enquêter sur le terrain, interrogeant la population sur le lieu des événements qui font l'actualité. A la différence d'internautes qui publient ponctuellement sur la toile un fait dont ils sont les témoins, ces journalistes improvisés deviennent pour certains, à l'aune de leur nouvelle célébrité sur le net, de véritables leaders d'opinion. Ils s'investissent « justiciers du net » comme Li Xinde⁵⁵⁴ ou Zuola, qui déclare n'avoir été qu'un vendeur de légumes ambulancier originaire du Hunan avant que la fièvre du journalisme ne le gagne en 2007. A la fois porte-voix de la population et relais des états d'âme des citoyens, ils sont aussi ceux qui bousculent l'agenda médiatique du moment par les polémiques directement issues de leurs reportages publiés en ligne. Leurs vidéos, photos et articles leur permettent de relayer une réalité du terrain parfois bien éloignée des faits rapportés par les médias officiels, comme ce fut le cas dans les reportages réalisés au sujet des matériaux de construction dans les séismes du Sichuan⁵⁵⁵. L'introduction du microblogging a élargi encore l'espace médiatique au grand public qui s'improvise, ponctuellement ou dans la durée, producteur d'informations et commentateur de l'actualité à une vitesse difficilement censurable du fait de son instantanéité et du peu de compétences littéraires et techniques qu'il implique, notamment avec le micro-blogging. Cette amplification de l'accès à la parole publique - sans précédent - à un nombre sans cesse croissant de citoyens, réussit quelques fois à submerger les organismes de contrôle et de censure de l'information (lors de *l'ouverture du 12 mai* par exemple); et à la « terreur » peut-être de changer de camp⁵⁵⁶.

⁵⁵³ Zuola affirme qu'il n'était qu'un marchand de légumes avant de connaître le succès apporté grâce à ses reportages sur le net. Il en fait désormais son unique activité.

⁵⁵⁴ Voir p.171.

⁵⁵⁵ « Un enseignant chinois en camp de travail pour diffusion de photos sur le séisme au Sichuan », *AFP*, 30/07/2008, <http://chine.aujourdhuilemonde.com/un-enseignant-chinois-en-camp-de-travail-pour-diffusion-de-photos-sur-le-seisme-au-sichuan>, (consulté le 01/08/2013).

⁵⁵⁶ Sylvie Kauffmann, « Weibo, la terreur internet des dirigeants chinois », *Le Monde*, 11/09/2012, (consulté le 12/05/2013).

Bien que le constat d'une évidente mutation de l'appareil médiatique - et donc de l'agrandissement de l'espace public au profit des internautes qui deviennent des acteurs à part entière du nouveau monde médiatique - se confirme chaque jour comme un «prélude à la libéralisation»⁵⁵⁷, d'aucuns affirment que cette évolution inexorable n'est pas un aveu de faiblesse du Parti qui userait là d'une stratégie de conservation du contrôle déguisée.⁵⁵⁸ La « terreur weibo » qui ronge actuellement les potentats locaux ne fait que confirmer cette analyse de consolidation du contrôle du pouvoir central grâce à l'internet. Internaute et responsables locaux se surveillent et se dénoncent mutuellement : les internautes en utilisant les médias pour faire remonter les réalités de la société au pouvoir, les dirigeants pour asseoir leur légitimité dans leur politique de communication basée sur un nouveau dialogue avec la société. Michel Bonnin résume cet opportunisme du PCC qui utilise l'appareil médiatique, professionnel ou non, à ses fins :

« Le pouvoir sait quel rôle peut jouer une presse libre pour réduire la corruption, et il peut lui arriver d'encourager certains médias à dénoncer tel ou tel corrompu local, mais il ne veut pas de la liberté de la presse en règle générale, car il estime qu'elle est contraire à sa logique de gouvernement et à ses intérêts »⁵⁵⁹.

Cet élargissement de l'espace public, grâce au net et au profit des masses, s'est parallèlement réduit pour les intellectuels, qui ont vu leur aura médiatique finalement s'affaiblir. Ainsi s'agit-il de constater comment ils tentent de porter l'état de leur pensée à la connaissance de la société et du pouvoir dans l'espace public virtuel ; et de déterminer si l'internet peut leur permettre encore de jouer un rôle pour l'émergence d'une société civile à venir.

⁵⁵⁷ Selon les termes de Richard Baum, "China's information revolution: prelude to liberalization?", intervention lors du colloque *Politics in the Hu Jintao Era : CCP's Adaptation to Domestic and Foreign Challenges*, Sciences Po, 2007.

⁵⁵⁸ Paul Charon, « Réforme des médias et espace public en Chine », op.cit.

⁵⁵⁹ Michel Bonnin, « Les métamorphoses du totalitarisme », op.cit. p.130.

C.3. L'internet a-t-il sonné le glas de la parole publique des intellectuels?

La tribune publique que constituaient les revues et les journaux pour l'intelligentsia chinoise a brusquement disparu après juin 1989 au profit d'un nouvel espace public mais désormais accessible au plus grand nombre : l'internet. Bien que ces deux phénomènes majeurs dans l'histoire de l'espace public en Chine ne soient pas encore clairement mis en relation dans les études menées sur l'évolution de l'intelligentsia chinoise au XXI^{ème} siècle⁵⁶⁰, il semble que l'ouverture de l'espace médiatique au grand public grâce au net est l'un des facteurs déterminants de l'affaiblissement de la parole publique des intellectuels aujourd'hui.

Pour étayer cette hypothèse, il est nécessaire d'effectuer un bref retour historique afin de comprendre comment les intellectuels chinois d'avant 1989 ont été réprimés par la censure, affaiblis par l'économie de marché et exclus par la mass-médiatisation. La question sera aussi de savoir si l'introduction des mécanismes de marché dans le monde intellectuel a-t-il ou non affaibli leur engagement civique, moral et éthique qui constituait le ciment d'une future société civile? Cette variation relationnelle avec le pouvoir a-t-elle permis à cette élite d'acquérir une plus grande autonomie ou l'a-t-elle au contraire corrompue vers une plus grande dépendance ? L'internet permettrait-il aux intellectuels de jouer le rôle de « conseillers du prince » ou les réduit-il à défendre (seulement et) par eux-mêmes les catégories les plus faibles de la société.

Dans les années 1980, les intellectuels engagés (ceux qu'on appelle aujourd'hui *gonggong zhishi fenzi*) avaient peu de contact avec le peuple et n'étaient pas censés le représenter. Néanmoins, ils prenaient la parole dans l'espace public pour défendre l'intérêt général ; leur engagement moral reflétant leur aspiration à une relation idéalisée entre le pouvoir et la société. Cette vision s'exprimait au travers de la presse florissante des années 1980. La légitimité des intervenants dans les débats de société ne limitait pas les auteurs à leur seul domaine de compétence, mais à leur inclination générale pour les affaires publiques. On trouvait parmi eux des écrivains, des philosophes et autres chercheurs en sciences humaines, autant que des scientifiques ou même de

⁵⁶⁰ Marianne Bastid-Bruguière parle plutôt d'un élargissement de leur parole au profit d'un public plus éduqué (120 millions ayant réalisé un cursus universitaire) et actif dans le débat public : « *Le paysage évoque plutôt celui de la France des années 1780 où des hommes de pouvoir et d'influence partageaient l'esprit critique et les goûts de la république des lettres, tout comme un assez vaste public.* » Marianne Bastid-Bruguière, *Le débat intellectuel aujourd'hui en Chine*, séance du lundi 30 mai 2011, Académie des Sciences morales et politiques, Paris, http://www.asmp.fr/travaux/communications/2011_05_30_batsidbruguiere.htm, (consulté le 09/07/2013).

hauts fonctionnaires, idéologues du régime⁵⁶¹. Pour Xu Jilin, ceux-ci étaient dotés d'un esprit critique désintéressé de la valeur marchande de leur pensée, ils constituaient cet espace public décrit par Jürgen Habermas⁵⁶² et remplis de ce que Max Weber qualifiait de « grâce » à secourir la nation⁵⁶³.

En 1989, le massacre de Tiananmen a sonné le glas de l'intelligentsia chinoise qui ne peut plus lui venir en aide. Une ère nouvelle s'ouvre avec les nouveaux moyens de communication et l'accélération de la modernisation du pays : « *Spécialisation des connaissances, commercialisation de la culture et apparition du post-modernisme caractérisent la Chine des années 1990* »⁵⁶⁴. Les intellectuels, optimistes avant 1989, estiment que la réforme de modernisation du pays engagée par l'Etat reste périlleuse quant à sa réussite, l'idéal démocratique devenant même aux yeux de certains d'entre eux une menace pour la stabilité du pays. Ce changement d'approche les amène, pour une grande partie d'entre eux, à « signer un pacte des élites » avec le Parti⁵⁶⁵. Jean-Philippe Béja note à ce propos que le nouveau modèle de gouvernance, où les intellectuels sont conviés par l'Etat à travailler de concert à la modernisation du pays, leur permet de « *s'émanciper du modèle traditionnel de l'intelligentsia confucéenne ou démocrate dont l'action est fondée sur la morale, et de participer à l'œuvre modernisatrice du gouvernement* »⁵⁶⁶. Ainsi, le désenchantement brutal de la répression a laissé la « grâce » faire place à la « vocation », unique alternative à la menace de paupérisation qui guettait les intellectuels en Chine, selon Teresa Wright⁵⁶⁷. Celle-ci a suivi le parcours d'intellectuels engagés qui se sont peu à peu marginalisés au cours des années 1990, pour se

⁵⁶¹ Pour une vision des différents mouvements démocratiques survenus en Chine de 1919 à 2004, voir Jean-Philippe Béja, op.cit.p.266.

⁵⁶² Jürgen Habermas, *L'espace public. Archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, op.cit.

⁵⁶³ Voir la description faite par Xu Jilin, « Quelles possibilités pour les intellectuels engagés ? », *Perspectives chinoises*, 81 | janvier-février 2004, <http://perspectiveschinoises.revues.org/1182>, consulté le 31 juillet 2013.

⁵⁶⁴ Xu Jilin, *Ibid.*

⁵⁶⁵ Jean-Philippe Béja (citant Adam Michnik), op.cit. p.212.

⁵⁶⁶ *Ibid.* p.244.

⁵⁶⁷ Travaux rapports par Suzanne Ogden, "From patronage to profits: The changing relationship of Chinese intellectuals with the Party-state", In Edward Gu et Merle Goldman, *Chinese Intellectual between State and market*, Londres et New York, Routledge, 2004, p.113.

retrouver reclus dans des mouvements d'opposition mineurs et tolérés par le gouvernement (défense du mouvement féministe, écologiste, homosexuel, etc.) - quand ils n'ont pas été contraints à l'exil. Ils cantonnent généralement leur réflexion à un problème de société, ne remettant pas en cause la nature même du pouvoir mais désirant contribuer, bien qu'à petite échelle, à sa progression dans la réalisation d'un modèle de société plus moderne et civilisée ; vision idéalisée car partielle s'il en est⁵⁶⁸.

Quant aux intellectuels universitaires, ils ont été en quelque sorte épargnés de la paupérisation ou de l'exil, mais leur dépendance en termes de normalisation du discours n'en a été que plus accrue. Les exigences de production culturelle à fournir, afin d'obtenir les financements nécessaires à la poursuite de leurs recherches, les ont bien souvent obligés à suivre un axe de réflexion recommandé par le Parti (comme en témoignent la vague de travaux sur la nouvelle pensée confucianiste dans le monde universitaire constaté par Anne Cheng⁵⁶⁹). Le recadrage des recherches universitaires de ces élites (et leur cloisonnement à des sujets spécifiques) a en outre été renforcé par une remise en question de leur légitimité à prendre la parole dans l'espace public, les « réduisant » à n'être reconnus qu'en tant qu'« intellectuels spécialisés » (*zhuan ye zhishi fenzi*). Leur pertinence à intervenir publiquement est désormais cantonnée à leur seul domaine de compétence scientifique. C'est à cette condition qu'ils sont régulièrement appelés à débattre dans l'espace public, virtuel ou non, traitant un problème d'un point de vue seulement technique et spécialisé ; leur capacité à débattre des questions de la vie publique n'étant plus sollicitée par l'opinion ou les appareils culturels et médiatiques. Ainsi, leur silence sur les débats d'idées généraux est devenu la base d'un pacte passé malgré eux avec le pouvoir, qui leur offre travail et sécurité.

Jean-Louis Rocca insiste pour sa part sur la lassitude de l'engagement de ces élites quinquagénaires qui, ayant connu le militantisme des grands mouvements politiques de l'Histoire contemporaine chinoise (périodes maoïstes et périodes contestataires de 1989), ont décidé de tirer un trait sur la vision d'une société idéale pour proposer des solutions concrètes et réalistes, bien que parcellaires au niveau macro-politique : «*Nous sommes beaucoup à être revenus à la fois du mythe révolutionnaire et de la croyance dans la démocratie et les élections,*

⁵⁶⁸ Ce repli vers des actions concrètes et locales rejoint d'ailleurs l'attitude de la jeunesse décrite plus haut.

⁵⁶⁹ Anne Cheng, *Confucius ressuscité ? Quelques hypothèses*, Collège de France, 24/01/2013, <http://www.college-de-france.fr/site/anne-cheng/course-2012-2013.html>, (consulté le 15/04/2014)

*dit un intellectuel de renom. Tout cela est dangereux, il faut trouver une voie moyenne. »*⁵⁷⁰. D'ailleurs, il estimerait à plus de 80 % les professeurs communistes dans des grandes universités du pays. La collusion avec le Parti deviendrait donc affichée, bien que les motivations soient loin d'être idéologiques : « *Si je veux monter en grade, il faut que je passe par cette formalité*», explique un professeur. Pour un autre, « *être au Parti permet une plus grande liberté de parole*» tandis que certains dans le milieu intellectuel considèrent qu'adhérer au Parti garantirait « *une certaine tranquillité d'esprit.* »⁵⁷¹.

Liu Xiaobo déclarait quelques années avant son incarcération en 2008 que les intellectuels, jusqu'en 1989, se faisaient un devoir de signer pamphlets et pétitions, qu'il en allait de leur honneur. Aujourd'hui, la peur de la répression et la paupérisation les a conduit à se disperser pour disparaître peu à peu dans le silence des prisons ou de l'exil, faisant la part belle aux nouvelles stars de la mass-médiatisation, particulièrement sur le net⁵⁷². C'est ainsi que ceux qui sont surnommés « intellectuels médiatiques » (*meiti zhishi fenzi*) sont apparus sur la scène publique virtuelle, le public étant particulièrement demandeur de ces nouveaux « produits de consommation culturels », intellectuellement plus accessibles. Avec le net, certains sont même devenus des stars médiatiques, polémiquant autant sur les plateaux de télévision que sur le réseau en ligne. Xu Jilin les décrit sans les nommer :

« Ecrivains, experts, professeurs en sciences humaines, etc. En apparence, ils ne se distinguent guère des intellectuels publics d'autrefois : tournés vers le grand public. (...). Lors des débats publics, les premiers se conforment non pas à ce qu'ils pensent personnellement être une position publique, mais à la logique cachée du marché. Lorsqu'ils ont recours à la critique, ils agissent en réalité sous l'impulsion d'intérêts commerciaux, anticipant les désirs du marché. (...). Ils demandent à la télévision de leur donner une notoriété que seule, autrefois, une vie, souvent obscure, de recherche et de travail pouvait donner. Ils ne gardent du rôle de l'intellectuel que les signes extérieurs [...]. Comme ils prennent position sur tous les problèmes

⁵⁷⁰ Jean-Louis Rocca, « L'empire du Milieu sous le feu des mouvements sociaux - Les communistes vont-ils changer la Chine ? », *Le Monde diplomatique*, 2008.

⁵⁷¹ Ibid.

⁵⁷² Xu Jilin, op.cit.

*du moment sans conscience critique, sans compétence technique et sans conviction éthique, ils vont à peu près toujours dans le sens de l'ordre établi.»*⁵⁷³

Pour ces nouveaux intellectuels médiatiques, l'appât du gain, généré par la popularité engendrée par le lancement d'une polémique, l'emporterait bien souvent sur l'esprit critique ou la respectabilité de l'orateur. Cette transition postmoderniste se caractériserait donc clairement par un chevauchement des propagandes politiques et des logiques commerciales actuelles, l'explosion continue de scandales dévoilés jour après jour sur le net devenant un moyen commode de faire de ces polémiques des instruments de renforcement de la « bien-pensance » politique et populaire.⁵⁷⁴

A la lecture de ce constat quelque peu alarmant de l'affaiblissement, voire de l'usurpation du rôle des intellectuels pour la société, on ne peut que s'interroger sur les dérives à venir dans l'espace public, en particulier sur la toile, où l'appropriation de la parole publique dépend, non pas seulement du pouvoir, mais aussi de la demande du public à la fois consommateur et producteur de cette parole. Xu s'inquiète de cette surenchère qui pourrait laisser place aux plus démagogues, si l'intelligentsia ne se bat pas pour retrouver une place déjà usurpée :

« L'espace public est un champ hautement concurrentiel. Si les intellectuels ne s'engagent pas, s'ils sont écartés des débats publics, ils seront remplacés par une multitude de journalistes, de bureaucrates techniques, de sondeurs d'opinion et de consultants en marketing qui se conféreront l'autorité 'd'intellectuels', et s'activeront au sein de l'espace public. »

La polémique des « Trois Textes »⁵⁷⁵ publiés fin 2011 par le célèbre blogueur Hanhan (présentée plus haut) fait en ceci écho à la problématique évoquée par Xu.

⁵⁷³ Ibid.

⁵⁷⁴ Néanmoins, l'influence de la mondialisation est peut-être à chercher dans ce phénomène de disparition de l'élite intellectuelle « traditionnelle », comme l'affirment Geremie R. Barmé et Gloria Davis. Ils avancent l'hypothèse que ces nouvelles formes de controverses intellectuelles foisonnant sur le net ne sont pas le résultat des possibilités technologiques offertes par l'internet mais traduisent plutôt l'influence économique et culturelle mondialiste, notamment celle provenant de Hong Kong et de Taiwan. Cette piste sera évoquée dans le troisième chapitre de ce travail.

⁵⁷⁵ Han Han 韓寒, « 谈革命 » (*tan geming*, parler de révolution), 23/12/2011, http://blog.sina.com.cn/s/blog_4701280b0102dz5s.html, (consulté le 03/07/2013); Han Han 韓寒, « 说民主 » (*shuo minzhu*, Dire la démocratie), http://blog.sina.com.cn/s/blog_4701280b0102dz84.html, 24/12/2011, (consulté le 03/07/2013); Han Han 韓寒, « 要自由 » (*yao ziyou*, Vouloir la liberté), 26/12/2011, http://blog.sina.com.cn/s/blog_4701280b0102dz9f.html, (consulté le 03/07/2013).

Parallèlement, alors que l'influence de la mondialisation est un facteur dans ce phénomène de disparition de l'élite intellectuelle « traditionnelle » (comme l'affirment Geremie R. Barmé et Gloria Davis), des intellectuels chinois, de RPC ou d'outre-mer, appellent néanmoins la population à agir pour défendre leurs droits et réfléchir à un nouveau système politique pour le pays. Ils deviennent la cible d'attaques tant virtuelles (censure de leurs billets, ouvrages ou articles, cyberattaques de leur site comme celui de la poétesse tibétaine Wooser⁵⁷⁶) que réelles (« invitations à boire le thé » avec la police, emprisonnement, assignations à résidence, etc.) ; contraignant ceux qui voudraient rejoindre la lutte à s'exiler et assister, impuissants, à l'endormissement des consciences issu de la « société de divertissement »⁵⁷⁷. En témoigne l'appel en ligne à une *Révolution du Jasmin*, lancé en écho à la déferlante révolutionnaire du Maghreb et du Moyen-Orient en 2011⁵⁷⁸. Cet appel incitait à des rassemblements chaque dimanche dans les treize plus grandes villes de Chine pour protester contre le régime en place et réclamer « *de la nourriture, du travail, des logements, de l'équité* ». Vu l'ampleur des moyens coercitifs déployés pour intimider et étouffer dans l'œuf la participation des manifestants (forces de police en uniforme et en civil disséminés dans toutes les grandes villes du pays, arrestations d'une centaine d'activistes et blocage du site web Boxun à l'origine de l'appel), le mouvement a très peu été suivi et a essuyé un nouvel échec. Un utilisateur de Weibo sous pseudonyme exprime sa déception quant à l'ampleur attendue de la mobilisation :

*«La fleur de jasmin n'a pas fleuri, il aurait fallu un élément déclencheur, un slogan mobilisateur, une revendication et un objectif clair. J'espère que la fleur de jasmin éclora la prochaine fois.»*⁵⁷⁹

Les nombreuses difficultés et obstacles rencontrés par le milieu intellectuel dans l'accession à l'espace public, même virtuel, ont amené certains d'entre eux à agir en se reliant sur des causes parcellaires et au sein de structures avalisées par l'Etat pour le guider et l'aider concrètement à

⁵⁷⁶ Voir p.98.

⁵⁷⁷ Tel que décrit par Chan Koonchung dans *Les Années fastes*, op.cit.

⁵⁷⁸ « Zhongguo 'molihua geming' faqizhe de hua » (中国“茉莉花革命”发起者的话 Paroles des déclencheurs de la « Révolution du Jasmin » chinoise), 27/02/2011, texte issu du site boxun.com repris sur le blog : <http://cnjasmine.blogspot.fr/2011/02/3635-228.html>, (consulté le 13/12/2013).

⁵⁷⁹ Philippe Grangereau, « La Chine a besoin, elle aussi, d'une révolution du jasmin », *Libération.fr*, 20/02/2011, <http://www.liberation.fr/monde/01012321127-la-chine-a-besoin-elle-aussi-d-une-revolution-du-jasmin>, (consulté le 01/08/2013).

agir pour le « Bien commun ». Bien que l'on puisse considérer leur rôle de « conseillers du prince » comme « révisionnistes » (puisqu'ils s'adressent au pouvoir plutôt qu'à la société)⁵⁸⁰, l'impossibilité de s'opposer frontalement au pouvoir politique et la forte résistance du public en quête de sensationnalisme sur le net ne leur laissent finalement que peu d'espace de parole et de champ d'action possibles dans la réalisation de projets politiques alternatifs à ceux du Parti. En mettant à profit leurs capacités de réflexion, au service du pouvoir mais pour le bien de la société, les intellectuels chinois estiment contribuer, aussi faiblement soit-il, à un processus de maturation pérenne de la société civile chinoise à venir. Cette posture permettra peut-être de contre-carrer les obstacles de l'absence de continuité réflexive des mouvements de démocratisation du pays.

C.4. L'internet aide-t-il les organisations sociales à former une future société civile ?

Alors que l'étude des différents groupes sociaux sur le net en Chine montre un cloisonnement des intérêts et des usages et de l'information ne permettant pas d'organiser un mouvement de cohésion des forces sociales grâce au web, je rechercherai le rôle joué par l'internet pour les organisations sociales qui, bien qu'elles soient chapeautées par des organes étatiques, pourraient peut-être représenter un moyen de démocratisation et de soutien des intérêts de la société chinoise. Il est intéressant de comprendre en quoi la dimension virtuelle et mondialisante a eu des effets positifs sur l'évolution de leurs modes de fonctionnement et sur leurs actions, tant au niveau de leur portée politique que sociétale (par les changements de mentalité et de réaction qu'elles produisent notamment). Il faut ensuite déterminer si elles seront en mesure de constituer une représentation organisée d'une société civile future, grâce à l'apprentissage des mécanismes de lobbying et de négociation qu'elles mettent en place progressivement avec les tenants du pouvoir. Ces postulats permettront de constater si l'internet se révèle être un atout pour le processus de concertation et d'autonomisation de la société vis-à-vis du pouvoir, ou s'il ne sert finalement que d'alibi aux dirigeants par l'apparente communication triangulaire qu'il permet.

⁵⁸⁰ Voir réflexion de Jean-Philippe Bèjà au sujet du rôle des jeunes cadres et intellectuels, animateurs de « salons », dans les années 1980, op.cit.p.91.

En Chine, le rôle des ONG diffère sensiblement de celui connu dans les pays démocratiques. Alors que ces organisations sont théoriquement affranchies de toute ingérence gouvernementale (comme le définit leur appellation habituelle, ONG : « Organisation Non Gouvernementale »), cette indépendance statutaire n'est pas envisageable dans le contexte politique chinois. C'est pourquoi le terme couramment admis de GONGO⁵⁸¹ (« ONG gouvernementale ») dans les travaux académiques sur la Chine décrit mieux leur statut, qui n'autorise leur exercice que sous l'autorité de l'Etat, via le Ministère des Affaires Civiles. Les difficultés rencontrées par les activistes pour faire valider leur organisation par des agences du Parti ou de l'Etat poussent nombre d'entre eux à ne pas l'enregistrer auprès du Ministère des Affaires civiles. Selon le rapport statistique sur le développement national des services sociaux en 2010, ce secteur social, à la fois formel et informel⁵⁸², regrouperait plus de 245 000 organisations sociales en 2010, 198 000 entités privées non-commerciales, 2200 fondations et 11 bureaux de représentation de fondations étrangères⁵⁸³. Leur champ d'action se limite essentiellement aux services socio-économiques et à la défense des droits des plus démunis (travailleurs migrants, femmes, enfants, malades, victimes de catastrophes par ex.) ainsi qu'à la protection de l'environnement ; les ONG de type syndical ou politique étant pour la plupart proscrites ou dans l'impossibilité d'être reconnues officiellement comme telles⁵⁸⁴.

⁵⁸¹ De l'appellation anglophone Government Organised Non Governmental Organisation.

⁵⁸² Shaoguang Wang et Jianyu He discriminent les différents types d'ONG existant en Chine, selon qu'elles aient été constituées de manière volontaire ou involontaire et leur organisation formelle ou informelle. Wang Shaoguang et He Jianyu, « Associational Revolution in China: Mapping the Landscapes » *Korea Observer*, Vol.35, n°3 – 2004, p.486. Voir tableau récapitulatif des organisations sociales en Chine en annexe n°38 : « Typologie des organisations sociales en Chine ».

⁵⁸³ Jianyu He reprenant les chiffres du *China Statistical Yearbook of Civil Affairs*, 2011. Jianyu He, « Comprendre les ONG chinoises », *La Vie des Idées*, 23/05/2013, <http://www.laviedesidees.fr/Comprendre-les-ONG-chinoises-2302.html>, (consulté le 15/04/2014).

⁵⁸⁴ Excepté quelques organisations telles que la Société chinoise pour l'étude des droits de l'Homme (*zhongguo renquan yanjiu hui* 中国人权研究会), créée par le gouvernement en 1993 afin de crédibiliser, vraisemblablement au niveau diplomatique, son action en faveur des droits de l'Homme (voir leur site bilingue en anglais et chinois : www.humanrights.cn). Les organisations plus indépendantes se réfugient pour la plupart à Hong Kong ou aux Etats-Unis, où elles bénéficient d'aides financières substantielles ; notamment de la part de la Fondation National Endowment for Democracy (NED) fondée par le Congrès américain (www.ned.org). L'ONG syndicaliste China Labour Bulletin, qui promeut la défense des travailleurs chinois (<http://www.clb.org.hk>), travaille par exemple de manière clandestine sur le territoire chinois pour réunir des preuves et des témoignages avant de poursuivre en justice les sociétés responsables. L'ensemble des matériaux est également rapporté sous la forme de rapports publiés sur leur site chinalaborwatch.org.

Le recours à l'internet comme structure virtuelle de communautés bénévoles apparaît comme l'une des conséquences des nombreux obstacles administratifs, politiques et socio-économiques rencontrés par les individus dans la création de ces structures⁵⁸⁵, tout comme l'atomisation de la société qui les fait se sentir d'autant plus isolés⁵⁸⁶. Les forums de discussions sont généralement un premier lieu d'échanges où les internautes se retrouvent pour interagir au gré de l'actualité. Ils se révèlent comme un outil de communication socialisant particulièrement adapté dans la mise en place du « concernement » décrit plus haut. En mobilisant un public a priori indifférent à la participation politique ou sociale par des discussions informelles (sur un fait divers par exemple⁵⁸⁷), certaines « associations virtuelles » arrivent à obtenir une grande visibilité dans l'espace médiatique (le club Tianya comptabilisait plus d'un million d'internautes simultanément en 2003⁵⁸⁸), démontrant un fort potentiel de réactivité et de mobilisation des citoyens⁵⁸⁹. Bien que le passage de la mobilisation du public dans l'espace virtuel à la vie réelle ne soit pas possible à quantifier - de par les manœuvres d'intimidation policières⁵⁹⁰ ou par l'impossibilité d'identifier les internautes qui passent à l'action dans la vie réelle- le parcours de la « Cornfield Education Foundation » ([www.mowo .cn](http://www.mowo.cn), *maijian jihua* 麦田计划, Projet Champ de blé) montre que la dimension virtuelle peut devenir une étape préliminaire à la concrétisation de projets communs de la société informelle. Créée en 2005 à l'initiative d'internautes qui ne se connaissaient pas physiquement, elle est devenue une association réelle fonctionnant avec un budget de 17 millions de yuans RMB de dons et tenue par 6 000 bénévoles répartis dans 21

⁵⁸⁵ Jianyu He décrit ces difficultés, relevant principalement des obligations réglementaires difficiles à remplir: « *les associations civiles doivent d'abord obtenir une permission officielle d'une agence du Parti ou de l'Etat qui accepte de devenir leur agence de tutelle administrative, avant de pouvoir réaliser l'enregistrement légal auprès du ministère des Affaires civiles ou de ses bureaux locaux. Ces deux étapes composent le système de gestion duelle (shuangchong guanli 双重管理)* » Jianyu He, « Comprendre les ONG chinoises », op.cit. p.3.

⁵⁸⁶ Voir les débats tenus entre les internautes sur l'atomisation de la société au détour du scandale du « samaritain solidaire » p.133.

⁵⁸⁷ Voir les conséquences politiques issues de certaines mobilisations de l'opinion publique sur le net : p.164 (lettre ouverte des 400 pères des enfants disparus dans les briqueteries), p.325 (affaire de la mort du migrant Sun Zhigang).

⁵⁸⁸ Jianyu He, « Comprendre les ONG chinoises », op.cit.p.10.

⁵⁸⁹ Voir p.121.

⁵⁹⁰ Voir par exemple l'échec de l'appel à la *Révolution de Jasmin*, qui a vu des moyens coercitifs de grande ampleur déployés sur l'ensemble du territoire, réel et virtuel : forces de police en uniforme et en civil disséminées dans toutes les grandes villes du pays, arrestations d'une centaine d'activistes et censure du site web Boxun à l'origine de l'appel.

bureaux provinciaux. Cet exemple, même s'il est anecdotique en termes de succès humain et financier (l'association est reconnue comme l'une des plus actives du pays dans le milieu para-éducatif⁵⁹¹), permet néanmoins de prendre conscience de l'impact que peut revêtir le web pour la société. L'internet apparaît alors comme un « *facilitateur du développement de la société civile dans la vie réelle* »⁵⁹², favorisant la mobilisation, la visibilité et l'affranchissement des contraintes géographiques en termes de communication et d'information sur des questions laissées en suspens par le pouvoir et la société.

Les conséquences de l'accélération de la modernisation du pays ont entraîné des dommages collatéraux, pour le pouvoir comme pour la société, qui se retrouvent dos à dos sur des questions socio-économiques sur lesquelles ils n'ont pas entièrement prise (telles que les conditions de travail des ouvriers d'entreprises étrangères en Chine par exemple⁵⁹³). L'ONG China Labour Bulletin (CLB), basée à HongKong, forme ainsi les nouvelles générations d'ouvriers au « dialogue social » avec les autorités, prenant à témoin l'opinion publique internationale pour faire pression conjointement sur les entreprises étrangères en Chine. Via son site web (chinalaborwatch.org) disponible en anglais et en chinois, l'organisation syndicale parvient à obtenir une grande visibilité pour mobiliser l'opinion internaute nationale et internationale et dénoncer les irrégularités dont les travailleurs chinois sont victimes (travail des mineurs, maltraitements morales et physiques, accidents de travail, conditions sanitaires, etc). Exemple dans les usines de Samsung, suspectées de faire travailler des enfants en Chine : certains membres du CLB se sont fait employer par l'une des usines afin de pouvoir interroger les victimes et rassembler les preuves des accusations portées à l'encontre de la marque. Ils ont ensuite publié leurs rapports, photos et témoignages à l'appui, sur le site du CLB en anglais et en chinois pour alerter l'opinion. Les informations mises en ligne ont pu déclencher le processus de « concernement » précédemment décrit (notamment au sujet des maltraitements et du travail des enfants), leur permettant d'accéder à une meilleure visibilité en étant relayées par les plus grands médias étrangers. Ces derniers, dans un ultime assaut non pas politique mais économique, ont

⁵⁹¹ Selon Jianyu He, « Comprendre les ONG chinoises », op.cit. p.5.

⁵⁹² Tai Zixue, op.cit.p.292: « *However, there is a hope the Internet promises to be a facilitator of the growth of civil society in the physical world* ».

⁵⁹³ Voir à ce propos le site de CLB : www.chinalaborwatch.org/index.html. Laure Beaulieu, « Samsung accusé de faire travailler des enfants en Chine », *lemonde.fr*, 10/08/2012, [en ligne], (consulté le 12/04/2014).

largement contribué à faire pression sur les entreprises incriminées par la « mauvaise publicité » portée à la connaissance de la clientèle internationale.

Ainsi faut-il prendre en considération l'influence et la portée non négligeables de Hong Kong ou de Taiwan, ajoutée à la mondialisation des échanges (de la communication et de l'information), sur les mentalités et les pratiques en cours en Chine. Elle permet d'éroder de manière progressive et pacifique la culture politique traditionnellement autoritaire basée sur l'Etat et la famille en posant les fondations d'une société plus cohérente, plus civile et plus dynamique, et donc mieux préparée à la démocratisation⁵⁹⁴. Jie note par ailleurs que la mondialisation des échanges - réels et virtuels- entre les ONG nationales et internationales (OING), initialement destinée à récolter des fonds pour pallier le désengagement du champ social de l'Etat depuis les années 1980, a permis à ces OING de transmettre aux GONGO chinoises partenaires de nouvelles valeurs et codes de conduite caractéristiques des ONG de type occidental et des pratiques sociales dans l'espace virtuel: l'égalité et la fraternité entre les membres, l'activisme et la participation dans l'espace public, l'engagement dans l'action et le lobbying. L'organisation démocratique du Lions Club⁵⁹⁵ par exemple, loin d'avoir une portée politique puisqu'à visée exclusivement caritative, enseigne indirectement un certain apprentissage de ces valeurs : son association jumelle de Chine⁵⁹⁶ (<http://www.lionsclubs.org/TC/index.php>) s'inspire en effet directement des mécanismes démocratiques du Lions Club occidental, notamment pour l'élection annuelle du Bureau où l'égalité entre les dirigeants et les membres est de fait instituée par le dévouement et l'efficacité des membres. Alors que l'influence d'une certaine « conscience collective mondiale »⁵⁹⁷ reste amoindrie en Chine par les efforts coercitifs de contention de l'information et de la communication avec l'étranger par les autorités, il apparaît que dans le cas du jumelage du Lions Club par exemple, l'influence de la forme institutionnelle étrangère ainsi que le recours aux outils de communication et d'information du web, contribueraient à faire évoluer les mentalités chinoises vers plus d'égalité et d'humanisme, signaux importants d'espoirs dans l'avenir de l'engagement moral et politique des citoyens chinois.

⁵⁹⁴ Ibid.

⁵⁹⁵ www.lionsclub.org/.

⁵⁹⁶ Le Lions Clubs existe en Chine depuis 1926 à Tianjin mais fut reconnue officiellement par les autorités depuis 2005. L'organisation compte plus d'un million de membres dans le monde, dont 400 environ en Chine.

⁵⁹⁷ S'apparentant au « cerveau mondial » décrit par Roger Bautier, à la lumière des différents courants de pensée depuis Teilhard de Chardin. Roger Bautier, « L'internet comme cerveau mondial », op.cit.

En réaction à l'accroissement de cette influence démocratique et face à la montée inexorable de la gronde sociale, l'Etat-Parti a une fois encore réagi de façon pragmatique pour contenir les potentiels de contestation de ces organisations. Après des décennies de défiance à leur égard, les dirigeants décident finalement en 2011 de coopérer avec les organisations sociales, en les considérant officiellement comme participantes à la nouvelle politique de gestion sociale (*shehui guanli* 社会管理⁵⁹⁸). Le 19 février 2011, le Président Hu Jintao encourage ses cadres à prendre appui sur elles pour continuer les réformes en cours sur « *la gestion sociale et son caractère innovant* »⁵⁹⁹, notamment dans l'externalisation des services sociaux étatiques, grâce à la mise en place d'aides substantielles (200 millions de yuans de budgets fiscaux pour l'externalisation des services sociaux pris en charge par les ONG en 2012)⁶⁰⁰. De fait, les organisations sociales chinoises s'éloignent de leurs fonctions connues dans les pays démocratiques puisqu'elles s'apparenteraient moins à un contre-pouvoir qu'à un relais idéologique du PC dans l'encadrement et la gestion des catégories sociales les plus problématiques pour le maintien de l'ordre (*weiwen* 维稳). En aplanissant les contradictions et en endossant le rôle de représentant des catégories sociales protestataires ou désespérées, elles serviraient ainsi de médiateur dans des négociations et des débats politiquement acceptables, dits « constructifs » pour le pouvoir et la société selon une nouvelle morale, civique et apolitique promue par le gouvernement (comme celle de la « société harmonieuse »). Ce revirement permettrait à l'Etat-parti d'évoluer en un pouvoir social ancré au cœur de ces groupes, militant pour la société⁶⁰¹. Cette transformation,

⁵⁹⁸ Initiée depuis la fin des années 1980, la question de la gestion de la société (*shehui guanli*) s'est posée pour l'Etat-Parti afin de réaliser sa politique de « maintien de la stabilité » (*weiwen* 维稳) : d'abord par une volonté d'omni-contrôle (via les NTIC notamment), mais aussi par la coopération, bon gré mal gré, avec les organisations sociales. David Péneau rappelle les recommandations de Zhou Ruijin, directeur de recherches à l'ASSC, qui préconise que « *les organisations sociales peuvent et doivent participer aux côtés de l'Etat au shehuiguanli* » en jouant le rôle de médiateur en première instance lors des conflits sociaux de plus en plus récurrents : « *Zhou Ruijin explique que le shehuiguanli n'a de sens que s'il est placé 'sous le patronage de la réforme'* 在改革精神统领下 *zai gaige jingshen tongling xia— par opposition au shehui guanli actuel, statique car dominé par le paradigme du maintien de la stabilité* ». David Péneau, « De la gestion de la société au maintien de l'ordre », *Revue China Analysis* n°38, février 2012, p.5, faisant référence à Zhou Ruijin, « Histoire du shehui guanli, situation actuelle et innovations », *Yanhuang Chunqiu*, avril 2012.

⁵⁹⁹ A l'occasion de « la séance d'ouverture d'un Séminaire exceptionnel sur la gestion sociale et son caractère innovant à destination des principaux cadres de direction au niveau provincial et ministériel ». Jianyu He, « Comprendre les ONG chinoises », op.cit. p.1.

⁶⁰⁰ Id.

⁶⁰¹ Marie-Laure Geoffray remarque une stratégie similaire des autorités cubaines depuis les années 2000 à l'égard de certains collectifs contestataires. En les intégrant partiellement à des institutions locales chargées de les

décrite dans les théories de Lefort, pourrait révéler une nouvelle montée en puissance de l'appareil totalitaire, qui tente de se confondre avec les défenseurs de la société : « *En premier lieu, le pouvoir s'affirme comme le pouvoir social, il figure en quelque sorte la Société elle-même en tant que puissance consciente et agissante : entre l'Etat et la société civile, la ligne de clivage se fait invisible.* »⁶⁰² Lefort note d'ailleurs l'inéluctabilité d'une telle évolution dans la pérennisation du Parti au pouvoir:

« [Le Parti], après avoir été le moule de l'entreprise totalitaire, devient, une fois le régime établi, l'agent privilégié du processus d'identification entre le pouvoir et le peuple et du processus d'homogénéisation du champ social. Mais ces fonctions, il ne les remplit qu'en se combinant avec d'innombrables organismes de masse. Ainsi, tandis que d'un côté, il pénètre partout dans l'édifice de l'Etat, (...), de l'autre côté il fait surgir par dizaines, par centaines, des micro-corps, dont il est essentiel que la nature paraisse distincte de la sienne, de manière à simuler la spécificité et l'autonomie de rapports purement sociaux, c'est-à-dire non politiques, mais qui lui sont consubstantiels. (...) organisations de jeunes, d'enfants, de femmes, cercles d'écrivains, d'artistes, de savants, d'académies, tout un réseau de collectifs se voit mis en place dans lequel circulent les normes communistes ».

Sur le net, on observe le prolongement de ces pratiques sur les sites de certaines de ces organisations qui sortent de l'ombre, de par les moyens substantiels et l'accréditation qu'elles semblent avoir obtenus. La cybercommunauté est en mesure de constater, par exemple sur le site de Beijing Facilitator (www.facilitator.ngo.cn), la réalisation de tables rondes, où représentants de l'Etat et GONGO (représentées par des scientifiques, intellectuels et travailleurs sociaux) se rassemblent pour discuter et tenter de résoudre concrètement un problème de société. Chaque table ronde fait ensuite l'objet de publications, version papier ou virtuelle (via une newsletter), remise aux plus hautes instances dirigeantes et disponible au public en chinois et en anglais. Ce dialogue habermassien constructif, presque idéalisé, est rapporté sur ces sites avec tous les détails de transparence et de bonne foi demandés par le public internaute : photos, rapports intégraux et commentaires des interlocuteurs, bilan des progrès et des actions accomplies, le tout étant compilé sous forme de « Livre Blanc » annuel et disponible à la vente (en ligne). Chloé Froissart

« canaliser », les autorités les circonscrivent à certains espaces politiques (ici le champ artistique), où les collectifs peuvent s'investir de façon pérenne dans l'action collective protestataire mais non dissidente. Marie-Laure Geoffray, « Etudier la contestation en contexte autoritaire. Le cas cubain », op.cit. p.31.

⁶⁰² Claude Lefort, op.cit p.101.

doute toutefois de la concrétisation de ces échanges sur le plan politique, ici dans le cas de la défense des travailleurs migrants :

« Ces réunions servent la volonté du Parti d'améliorer le fonctionnement du système sans remettre en cause sa nature. Elles permettent par ailleurs de rallier les élites qui sont fières de pouvoir être consultées en tant qu'experts, mais ne constituent pas un contre-pouvoir dans la mesure où les décisions restent de manière incontestée dans les mains des dirigeants. Elles visent également à donner aux migrants qui y participent l'impression qu'ils ont accès à une certaine forme de représentation »⁶⁰³.

Contrairement à Tai Zixue qui conclut son étude par une vision optimiste du potentiel de la société civile qu'il affirme naissante⁶⁰⁴, l'apport de l'internet à la formation d'une société civile en devenir apparaît encore illusoire à la lumière des éléments ici rassemblés ; même si on constate l'importance, non négligeable sur la durée, des progrès obtenus par ce pan de société active et engagée pour faire évoluer les mentalités de la population comme de ses dirigeants (dans une certaine mesure). Mon propos rejoint celui de Jean-Philippe Bèjà, qui observe une « convergence d'intérêts » entre les pouvoirs publics et ces élites porte-paroles des laissés-pour-compte de la société, et qui se résume par la vision pragmatique de celles-ci : « avoir "deux ailes", c'est-à-dire (...) avoir une main dans le système et une dans le mouvement démocratique »⁶⁰⁵. Bien que la virtualité offre une portée internationale à la transmission de l'information et à la mobilisation de l'opinion, les actions des GONGO en Chine portent encore pour la plupart, du fait de la nature autoritaire du régime, sur des causes somme toutes mineures car parcellaires. Il leur est toujours impossible de s'identifier comme représentantes d'une société civile ou d'un contre-pouvoir et se cantonnent à être les relais des catégories sociales les plus défavorisées. Enfin, loin d'être des voix discordantes et autonomes vis-à-vis de l'Etat, les

⁶⁰³ Chloé Froissart, « Quelles possibilités pour négocier un nouveau contrat social en Chine : l'exemple des ONG au service des travailleurs migrants », *Journal des anthropologues* n° 106-107, 2006, pp.309-336.

⁶⁰⁴ Tai Zixue, op.cit.p.80, conclut en 2006 que : « la société civile est encore à son état naissant », quand bien même il étudie tout un chapitre sur les débats, en Occident comme en Asie sur l'existence (ou non) du concept de société civile. Ce terme peut s'appliquer selon lui au contexte chinois bien que les différences en termes d'automatisation et de potentiels contre-pouvoirs s'avèrent bien en dessous de la définition habituellement acceptée en Occident. : « Alors qu'il n'existe pas d'équivalent exact au concept de société civile dans la langue chinoise vis-à-vis de la langue anglaise, des éléments fonctionnels comparables ont existé en tant que constituant intégral de la société et ont évolué durant différentes ères de l'histoire chinoise, et ses relations avec l'individu et l'Etat sont parties selon différentes configurations ».

⁶⁰⁵ Jean-Philippe Bèjà, op.cit.pp.107-108.

GONGO et leur vitrine virtuelle sur le net servent désormais d'instrument de communication visant à pacifier le dialogue des masses avec le pouvoir. Leur rôle et les débats qu'elles proposent dans des cadres de discussions normalisés étant devenus indispensables aux efforts de communication de l'Etat-parti aux yeux du public, ses dirigeants s'étant fait forts de les inclure officiellement à leur politique de gestion de la société.

Conclusions du chapitre II

En conclusion de ce deuxième chapitre, il apparaît que-la « classe numérique » ne peut s'identifier ni à la société en général, ni à une catégorie sociale simple. Bien qu'il ait été démontré ici que la parole sur le net soit devenue un réel enjeu de pouvoir de la société vis-à-vis du gouvernement (au vu de l'importance des dispositifs de surveillance et de répression mis en place), la stratification des groupes sociaux divers (jeunes, étudiants, élites, journalistes, classe moyenne plurielle) sur différents espaces du web les a pourtant chacune isolée au point de faire diverger leurs intérêts et d'empêcher une certaine coalition, affaiblissant d'autant leurs revendications vis-à-vis du pouvoir. Corroborant les travaux de Jean-Philippe Bèjà sur les difficultés rencontrées par les différents acteurs de la contestation sociale, l'absence de mémoire collective liée à la réflexion politique affaiblit grandement le travail de dépassement du carcan idéologique du Parti⁶⁰⁶, celui-ci faisant disparaître inlassablement les traces de contestation (cf. chap.I). Pour autant, la plupart des internautes considèrent que le réseau leur a apporté plus de liberté de parole et plus de participation politique, bien que cette liberté soit cantonnée à des sujets mineurs ou ne remettant pas en question la légitimité du Parti au pouvoir (écologie, droits des plus démunis, etc.). David Bandurski confirme cette hypothèse où l'illusion, tout virtuelle, de partage du pouvoir avec la population, permet aux dirigeants d'augmenter leur contrôle sur la société à l'ère des NTIC : « *Nourrir un sentiment de participation au pouvoir du public et de réceptivité du gouvernement est désormais devenu une question urgente pour les dirigeants chinois. Le contrôle 2.0, c'est tout à fait cela* »⁶⁰⁷.

Ce processus d'affaiblissement de la parole et des forces sociales⁶⁰⁸ ne doit pourtant pas annihiler l'importance du libre-arbitre et de la capacité critique des individus, qui continueront de résister aux manœuvres de domination du pouvoir⁶⁰⁹. La « créativité » développée par chacun

⁶⁰⁶ Jean-Philippe Bèjà, op.cit.p.48.

⁶⁰⁷ Harold Thibault, « Le Parti Communiste Chinois s'essaye aux 'chats' sur le web », *aujourdhuilemonde.com*, 07/03/2009, <http://chine.aujourdhuilemonde.com/le-parti-communiste-chinois-sessaye-aux-chats-sur-le-web>, (consulté le 02/08/2013).

⁶⁰⁸ Michel Bonnin décrit la faiblesse et l'impossibilité de ces catégories sociales à s'imposer face au Parti, contraintes de vivre dans « *l'en-soi, mais toujours pas dans le pour-soi* ». Michel Bonnin, « Les métamorphoses du totalitarisme », *Ibid.* p.132.

⁶⁰⁹ Dominique Wolton, *Penser la communication*, p.19 : « *Et même si les progrès techniques et les besoins de la communication sociale renforcent aujourd'hui les dimensions de la communication fonctionnelle, par rapport à la*

de ces acteurs, soulignée par Ai Weiwei⁶¹⁰, a permis au pays de se démocratiser un peu plus chaque jour ; les internautes apprenant à manier à leur tour les rouages de la communication dans l'espace public virtuel. C'est à partir de cette souplesse feinte de l'Etat face à la pression populaire que j'étudierai dans le chapitre suivant comment l'hégémonisme du PCC s'appuie sur une politique de communication des plus pragmatique et adaptée à cette stratification de la société. L'instrumentalisation du réseau, des différents courants d'opinion ou la récupération des acteurs militants, démontrera comment le Parti-Etat s'efforce d'évoluer avec la société dans le seul but de sa pérennisation à la tête du pays.

communication normative, il n'y a pas de recouvrement de la seconde par la première. (..) il peut y avoir, avec la communication, de la domination, mais pas d'aliénation. L'aliénation supposerait la disparition du libre-arbitre, donc de cette fameuse capacité critique liée au statut du citoyen. La domination renvoie en revanche à l'expérience de chacun (...) »

⁶¹⁰ Il souligne que pour les internautes en Chine, « la censure est un formidable stimulant à la créativité » : François Bougon, « Le net, c'est du chinois », *Le Monde*, 13/05/2012, http://www.lemonde.fr/technologies/article/2012/05/13/le-net-c-est-du-chinois_1699432_651865.html, (consulté le 02/08/2013).

CHAPITRE III :

INSTRUMENTALISATION DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION PAR LE PARTI-ETAT

L'hégémonisme 3.0

L'étude de la communication politique sur l'internet peut-elle aider à caractériser les desseins et les modes opératoires des dirigeants chinois ? Dominique Wolton la considère comme un révélateur précieux des relations entre le pouvoir et la société : « *La communication mêle de manière inextricable valeurs et intérêts, idéaux et idéologies.* »⁶¹¹ Ce Chapitre démontrera dans quelle mesure la communication par l'internet sert la transformation post-totalitaire du système politique chinois. Selon la définition de Juan Linz, la « mutation post-totalitaire » s'applique à des régimes totalitaires qui ont su évoluer pour conserver le pouvoir tout en gardant certaines particularités importantes de leur ancien système⁶¹². Les événements de Tiananmen et la chute du bloc soviétique ont convaincu les dirigeants chinois de la nécessité de faire évoluer le système politique pour préserver la place du PCC au pouvoir - ou selon la formule de Lampedusa dans *Le Guépard* : « *Si nous voulons que tout reste tel que c'est, il faut que tout change* »⁶¹³.

Il est nécessaire d'évoquer les caractéristiques totalitaires conservées par le PCC. Pour Claude Lefort, un système totalitaire a d'abord besoin d'ennemis (« l'Autre »⁶¹⁴) pour fédérer l'union du peuple avec le pouvoir (« le Peuple-Un ») car « *la constitution du Peuple-un exige la production incessante d'ennemis* »⁶¹⁵. Tout au long de l'histoire du PCC, le Parti a continuellement identifié

⁶¹¹ Dominique Wolton, *Penser la communication*, op.cit., p.13.

⁶¹² Juan J. Linz Alfred C. Stepan, *Problems of Democratic Transition and Consolidation: Southern Europe, South America, and Post-Communist Europe*, Baltimore, MD: Johns Hopkins University Press, 1996.

⁶¹³ Antiphrase du jeune Tancredi, prêt à rejoindre les partisans dans le roman de Tomasi di Lampedusa, *Le Guépard*, Paris, Seuil, 2007 (1958), p.32.

⁶¹⁴ « L'Autre maléfique » selon Claude Lefort, op.cit, p.176.

⁶¹⁵ Ibid. p.173.

des ennemis, justifiant le combat qu'il mène au nom du peuple contre les « Trois Montagnes » (*san zuo dashan* 三座大山) que sont l'impérialisme, le féodalisme et le capitalisme bureaucratique⁶¹⁶. Dans la Chine d'aujourd'hui, il ne s'agit plus de lutte entre classes sociales, mais d'un combat contre les séparatistes ou l'impérialisme étranger, perçus comme tentant d'affaiblir le développement et l'unité de la nation.

Alors que le chapitre II a montré les potentiels et les limites de la libéralisation de la parole publique de la société, je montrerai que, malgré la « résistance »⁶¹⁷ du public capable d'identifier les messages de communication gouvernementaux (propagande, désinformation), la parole des dirigeants trouve néanmoins un certain écho auprès de l'ensemble de la « classe numérique »⁶¹⁸. Chaque groupe de la cybersociété se sent lié d'une certaine manière à l'Etat dans l'intérêt commun à moderniser le pays. L'enjeu actuel du processus historique en cours pour la RPC apparaissant, au prisme de cette étude, comme celui d'une stabilisation des acquis apportés par la modernisation autour d'une identité politique évolutive du Parti : celui-ci doit s'adapter aux mutations sociales qu'il a lui-même produites, ou tout du moins favorisées.

Dans la dernière partie, je m'attacherai à mettre en évidence le caractère adaptatif du PCC dans sa mue post-totalitaire. Il s'agira de comprendre comment le contrôle de la narration diffère des méthodes propagandistes traditionnelles, décrites dans la première partie du chapitre et quel est le nouveau positionnement que le Parti se donne face à la population : il communique sur la transparence mais s'avère plus opaque qu'il ne l'a jamais été (cf. l'étude de cas du procès de Bo Xilai notamment). Dévoiler ces détournements de la communication au profit de la stabilisation du régime politique permettra enfin d'expliquer en quoi le développement de l'internet et des NTIC est devenu un argument capital pour les tenants du pouvoir, qui proposent finalement un

⁶¹⁶ Ces termes sont comparables à ceux de Lefort, qui décrit le système totalitaire dans le combat mené par l'appareil politique contre ses ennemis : « *le représentant des forces de l'ancienne société, (koulaks, bourgeoisie), [...] l'émissaire de l'étranger, du monde impérialiste. Comprendons que la constitution du peuple-Un exige la production incessante d'ennemis.* », Ibid. p. 173.

⁶¹⁷ Terme faisant référence aux propos de Dominique Wolton, op.cit.p.13 : « *On réalise que les récepteurs de l'information résistent. Ainsi, nos récepteurs, à vous et moi, par exemple, résistent l'un à l'autre du fait que nous avons des valeurs différentes [...] et une vision des choses distincte.* ».

⁶¹⁸ Il ne s'agit évidemment pas d'une véritable classe sociale à part entière, car la population internaute englobe plusieurs groupes sociaux (voir chapitre II et annexes n°9 et 15), mais étant donné leur surreprésentation, j'appelle « classe numérique » l'ensemble des sous-catégories sociales qui constituent la classe moyenne citadine en Chine aujourd'hui.

nouveau pacte social aux élites : accéder aux réformes proposées par elles dans l'intérêt d'une consolidation des dirigeants au pouvoir.

La question de Taiwan ou des communautés diasporiques à haute valeur ajoutée mettra en évidence l'évolution du système politique vers un « totalitarisme réaliste », du fait de la complexification des enjeux liés à la mondialisation et à l'économie. Cette tactique du PCC consiste en une stratégie de séduction⁶¹⁹, s'incarnant de façon emblématique dans la mission de Front Uni (rallier pacifiquement les entités potentiellement ennemies du Parti par des mesures et des discours incitatifs).

La prise en compte politique de l'altérité, incarnée ou non par « les ennemis de la nation », sera donc étudiée dans ce chapitre sous l'angle de l'efficacité des différentes politiques de communication mises en œuvre, pour fédérer la nation vers l'idéal fantasmé du « peuple-Un » décrit par Claude Lefort⁶²⁰.

⁶¹⁹ Appelée en chinois *lalong* 拉拢 (amadouer), en référence aux manœuvres de promotion du Front Uni dans sa lutte menée contre les USA et l'URSS. Voir à ce propos, Emmanuel Jourda, op.cit. p.70.

⁶²⁰ Claude Lefort, op.cit. p.104.

III- A/ GUERRE DE L'INFORMATION OU GUERRE CONTRE L'AUTRE : A LA CONQUETE DU PEUPLE- UN

L'analyse portée dans cette première partie de chapitre s'attachera à constater comment le totalitarisme chinois se « replie »⁶²¹, pour se concentrer sur ses « ennemis de premier rang »⁶²² qu'il doit combattre de front. Pour ce faire, une première stratégie tient à envahir le cyberspace chinois. Cette cyberoccupation vise à recruter massivement des *wumaodang*, à fausser les résultats des moteurs de recherches et à clôner les sites à succès étrangers pour ne proposer subrepticement que des sites et des propos d'internautes « conformes » à la « vision » du Parti. L'étude consistera ensuite à analyser comment la communication réalisée autour de la lutte contre le séparatisme et la dissidence, a pour but de légitimer la coercition, la menace et la répression tous azimuts en ralliant les potentiels alliés de ses ennemis par une stratégie de communication en perpétuelle perfectionnement. J'exposerai à cette occasion comment le réseau a contribué à consolider l'espace souverain de la RPC vis-à-vis de ses adversaires *de l'intérieur*, mais aussi étrangers. Les tentatives d'ingérence lancées par les diverses forces internationales à l'occasion d'évènements historiques dont la toile s'est fait l'écho obligeant le gouvernement à œuvrer par une rhétorique duale, destinée au public de Chine et de l'étranger.

⁶²¹ En référence à la définition de Michel Bonnin qui qualifie le système politique chinois de « *totalitarisme replié* » : Michel Bonnin, « Comment définir le régime politique chinois », op.cit.

⁶²² Selon Emmanuel Jourda, la classification des ennemis du Parti selon la définition du Front Uni est catégorisée de la façon suivante : « *Ennemis de premier rang, de second rang, celui qui doit être combattu, celui avec qui l'on peut s'allier avant de le combattre, parents des ennemis, amis, alliés, alliés fondamentaux, cibles fiables, cibles de Front Uni* ». Emmanuel Jourda, op.cit. p225. Le but étant pour le Parti de marginaliser ses « *ennemis de premier rang* » afin de « *gagner la majorité et susciter la division* ». Emmanuel Jourda, op.cit.p.412.

A.1. Affirmer sa présence et continuer le travail d'idéologie et de propagande

孙子曰：是故百战百胜，非善之善也；不战而屈人之兵，善之善者也。

Gagner toutes vos batailles n'est pas la meilleure chose; l'excellence suprême consiste à gagner sans combattre.

Sunzi

L'internet n'est pas seulement un média permettant aux individus de communiquer indépendamment du lieu où ils se trouvent, c'est aussi un espace public d'échanges entre les citoyens. Cette dimension n'échappe pas à l'Etat-parti, qui tente de garder son emprise idéologique sur cette agora virtuelle. Depuis le verrouillage des espaces d'expression publique consécutif aux événements de Tiananmen en 1989, l'internet, même s'il apparaît comme un lieu alternatif d'expression inespéré pour les citoyens, subit néanmoins les affres de l'empreinte idéologique du Parti. En effet, alors que Deng Xiaoping affirmait s'écarter de l'idéologie (« *la pratique est le seul critère de la vérité* »⁶²³), le web chinois a progressivement été cyberoccupé par les différents gouvernements successifs, dont le nouveau président Xi Jinping tente d'étendre davantage son emprise. Observons comment le pouvoir ambitionne de cadrer la cyberopinion publique par des stratégies d'instrumentalisation modernisées dignes du roman orwellien *1984*⁶²⁴ : il tente infatigablement de s'immiscer en tous lieux de l'agora virtuelle afin de prévenir ou de contrecarrer les tentatives d'actions à son encontre et fédérer l'opinion autour de lui grâce à de nouveaux ressorts idéologiques.

⁶²³ De nombreux articles ont été publiés en 1978 sur ce sujet dans les médias officiels tels que le Quotidien du Peuple ou le Journal de l'APL. Voir Jean-Philippe Béjà, op.cit. p55.

⁶²⁴ George Orwell, *1984*, Gallimard, 1972.

Le Parti des 50 cents ou l'astrosurfing⁶²⁵ au service du PCC

« Sur les fronts idéologiques et de propagande de l'Internet, si tu n'occupes pas le terrain, ce sont les ennemis qui le feront »

Li Congjun, directeur de l'agence de presse officielle Xinhua⁶²⁶

Les cadres du Parti, en réponse aux demandes du président Hu Jintao qui les exhortait à prendre une longueur d'avance sur les évolutions rapides de la société en ligne⁶²⁷, ont tâché de « faire en sorte de résoudre les ambiguïtés soulevées par l'opinion publique et clarifier la confusion, réconcilier les avis contradictoires »⁶²⁸. Parallèlement aux démarches idéologiques officiellement lancées, le gouvernement a franchi un cap supplémentaire en 2005 en s'immiscant au cœur des discussions privées et informelles des internautes sur les forums et salles de discussion en ligne. Cette démarche, tout d'abord officieuse, a finalement été découverte par les internautes scandalisés⁶²⁹, avant d'être finalement revendiquée par les autorités⁶³⁰.

⁶²⁵ Voir glossaire technique.

⁶²⁶ Li Congjun 李从军, « Xin tiaozhan xin kaoyan » (新挑战新考验, Nouveaux défis et tests), *Quotidien du peuple en ligne*, 04/09/2013, <http://media.people.com.cn/n/2013/0904/c40606-22798147.html>, (consulté le 16/05/2014).

⁶²⁷ Le Chef du Parti et président de la RPC Hu Jintao, dans son discours au Congrès du PCC du 23 janvier 2007, encourageait le recours aux nouvelles technologies pour « accroître la force de la propagande positive » et en appelait à : « une nouvelle force de chefs de propagande, choisis sur la base de leur loyauté au marxisme, au Parti et au peuple – ceux-ci doivent être capables d'adapter de nouvelles méthodes pour guider l'opinion publique. » : Mathilde Bonnassieux, « En Chine, la propagande a encore de beaux jours devant elle », op.cit.

⁶²⁸ Directives de la propagande édictées par Li Changchun en 2011, voir en annexe n°19 : « Calendrier de la censure : un agenda chargé ! »

⁶²⁹ Voir étude de cas en annexe n°21 : « Le 'Parti des 50 cents' à la solde du Parti : l'arroseur arrosé »

⁶³⁰ Comme en témoignent les différents discours des responsables de la propagande tels que Liu Yunshan 刘云山, membre du Bureau politique du Comité central du PCC et chef du Département central de propagande en 2008 : « Grâce aux batailles de propagande menées cette année, plus de gens ont pu sentir l'avantage unique et la puissance de la propagande et du travail idéologique ». « Eloge du contrôle des médias par le chef de la propagande chinoise », *Aujourd'hui le monde* 06/10/2008, <http://chine.aujourdhui.lemonde.com/le-chef-de-la-propagande-chinoise-fait-lelogu-du-controle-des-medias>, consulté le 11/11/2013).

En effet, les tentatives des censeurs de supprimer un message posté par un blogueur hostile risquent parfois de produire l'effet inverse à celui recherché, car les alliés du blogueur en cause diffusent son message sur leurs propres réseaux (sociaux, blogs, forums). Cette perte de maîtrise de la diffusion de l'information ouvre une faille dans le processus de contrôle du web et démontre combien sa censure est malaisée. Alors que les sites jugés dangereux par le pouvoir étaient et sont toujours rapidement censurés, l'ampleur des billets et des commentaires à contrôler sur les blogs et forums constituent une difficulté supplémentaire difficile à surmonter. Selon David Bandurski, l'idée de rémunérer des internautes serait née en 2005, alors que le Ministère de l'éducation tenter d'assainir les forums de discussion étudiants de plus en plus polémiques. Des responsables de l'université de Nankin avaient recruté une dizaine d'étudiants pour rapporter les commentaires « inappropriés » et en rédiger d'autres plus adaptés, notamment sur le forum très connu à l'époque « Little Lily » (fermé depuis). La mesure est ensuite étendue à l'échelle de la province (Jiangsu), puis du pays et compte selon l'auteur 280 000 faux commentateurs en 2008⁶³¹. La conséquence de cette cyberoccupation du web par cette masse de commentaires anodins, injurieux ou propagandistes, a tôt fait de rendre les espaces de discussion insipides pour les utilisateurs. Lorsque la supercherie fut découverte par les blogueurs, ceux-ci surnommèrent ces faux internautes les *Wumaodang* (Parti des cinq maos), du nom de la rétribution qui leur était promise en échange de chaque message posté en faveur du gouvernement.

Ce phénomène, bien que démasqué par la cybercommunauté, n'a pas cessé de croître au point de conduire les internautes à désertier certains forums connus pour leur intérêt polémique ou leur relative liberté d'expression. La photographie d'un jeune homme jetant une liasse de billets de 50 cents au visage d'un responsable de la propagande qui avait tenté de manipuler l'opinion à l'aide de *wumao*, est révélatrice de l'indignation et de la colère de nombre d'internautes (cf.annexe n°21)⁶³². Alors que Wu Hao, numéro deux du Bureau de la propagande de la province du Yunnan allait commencer son intervention devant des étudiants en journalisme de l'université de Renmin (au Yunnan) le 22 avril 2010, un jeune homme s'approcha de lui en lui criant « Wu Hao, Wu Mao ! » (Wu Hao, 50 cents !). Ce responsable de la propagande était

⁶³¹ Harold Thibault, « Le 'Parti des 5 maos' : quand la propagande chinoise passe au web version 2.0 », *aujourd'hui le monde.com*, 19/12/2008, chine.aujourd'hui le monde.com/le-parti-des5-maos-quand-la-propagande-chinoise-passe-web-version-20, consulté le 11/11/2013).

⁶³² Voir annexe n°21 : « Le 'Parti des 50 cents' à la solde du Parti : l'arroseur arrosé ».

devenu la cible des critiques depuis la mort suspecte de plusieurs prisonniers en février 2009. Face aux suspicions des internautes au sujet des circonstances du drame, Wu Hao avait proposé à certains d'entre eux de se rendre au pénitencier où s'était déroulé le drame pour y mener leur enquête. La cybercommunauté s'était alors rapidement rendu compte que les deux internautes choisis étaient en fait des *wumao*, de faux internautes à la solde du Parti.

En 2013 avec le nouveau Président Xi Jinping⁶³³, la stratégie de lutte « invisible » des autorités pour s'emparer de l'opinion a pris des allures guerrières. Les déclarations du directeur de l'agence de presse *Xinhua* Li Congjun, dans sa tribune « Prendre fermement l'initiative dans le travail d'opinion publique », confirment cette volonté de cyberoccupation de l'espace public : « *Occuper les nouveaux fronts de l'idéologie est la priorité absolue. (...) guider de manière active les internautes pour qu'ils contribuent raisonnablement aux contenus.* »⁶³⁴.

Cette volonté de contre-attaque offensive est réaffirmée le même jour dans le Quotidien de l'Armée populaire de libération sur « la bataille destinée à s'emparer de l'opinion publique sur l'Internet »:

*« Notre armée n'a jamais eu peur d'affronter les "ennemis visibles", désormais il nous faut apprendre à combattre les "ennemis invisibles". Face à ceux qui discréditent, diffament et calomnient l'image des forces armées, il faut non seulement répondre immédiatement, mais aussi contre-attaquer rapidement et engager résolument la bataille avec la mauvaise idéologie et la culture et la pensée décadentes »*⁶³⁵.

La campagne d'intimidation des « grands V »⁶³⁶ à l'occasion de l'arrestation du sino-américain et millionnaire Xue Manzi, contribuent à cerner les espaces d'expression des leaders d'opinion

⁶³³ Rival de Bo Xilai dans la course à la présidence, Xi Jinping 习近平 accède à la tête du Parti en novembre 2012, puis du pays en mars 2013.

⁶³⁴ Li Congjun 李从军, « Xin tiaozhan xin kaoyan » (新挑战新考验, Nouveaux défis et tests), op.cit.

⁶³⁵ Chen Hua 陈华, « duiqu wangluo yulun douzheng de zhudongquan » (夺取网络舆论斗争的主动权, Pouvoir d'initiative pour la bataille destinée à s'emparer de l'opinion publique sur l'Internet), *Quotidien de l'Armée populaire de libération*, 04/09/2013, http://www.chinamil.com.cn/jfjbmap/content/2013-09/04/content_50049.htm, (consulté le 16/05/2014).

⁶³⁶ Appellation des personnalités influentes de la plateforme de microblogging Weibo. Les « grands V » sont l'abréviation de « Verified », qui signifie que l'identité du détenteur du compte s'exprime sous son nom véritable.

et par extension, l'opinion internaute en général. D'ailleurs, les commentaires de nombreux internautes supposent que le motif de sa détention interviendrait comme un prétexte pour le faire taire⁶³⁷, tout en permettant de ternir son aura de leader au sein de l'opinion publique chinoise son compte Weibo étant suivi à l'époque par plus de 12 millions d'abonnés. En effet, celui-ci a été arrêté pour avoir fréquenté des prostitués et confessé qu'il s'adonnait à ce genre de pratiques régulièrement. Il a présenté publiquement ses excuses en vidéo, retransmises sur le net, en appelant officiellement les internautes chinois à contrôler eux-mêmes leur liberté d'expression : « *Le web n'est pas un lieu sans foi ni loi. Un cyberspace mature est un espace encadré par des règles, un espace où la loi prime sur la liberté* »⁶³⁸.

Cette mainmise sur ces derniers espaces publics d'expression constitue donc une véritable « tentative d'antisepsie » de la parole publique, où le régime politique tente encore d'effectuer une de ses « campagnes de purification », insidieuse cette fois-ci⁶³⁹. Découragés ou intimidés, les internautes sont désormais contraints de se réfugier sur des espaces de discussion privés comme Weixin, s'ils veulent pouvoir débattre à l'abri des regards et du grand public. Force est donc de constater que les autorités n'ont en aucun cas une attitude passive sur le net concernant le « front de l'opinion publique », considérant le réseau et le téléphone mobile comme des nouvelles armes de déstabilisation massive⁶⁴⁰. Le Parti-Etat n'adopte pas une position figée et

⁶³⁷ François Bougon, « L'appel aux armes de Pékin pour contrôler le Net », *lemonde.fr*, 04/09/2013, <http://weibo.blog.lemonde.fr/2013/09/04/lappel-aux-armes-de-pek-in-pour-controler-le-net/>, (consulté le 16/09/2014).

⁶³⁸ Vidéo de l'interview de Xue lors de sa détention, diffusée sur CCTV et consultable sur : Anthony Tao, « Charles Xue Apologizes On National TV For Being An Internet Celebrity », *Beijingcream*, 17/09/2013, <http://beijingcream.com/2013/09/charles-xue-apologizes-on-national-tv-for-something/>, (consulté le 16/05/2014)

⁶³⁹ « Internet et démocratie: la foire aux idées reçues », *Booksmag Revue* n°12, mars-avril 2010, <http://bibliobs.nouvelobs.com/20100223/17925/internet-et-democratie-la-foire-aux-idees-recues>, (consulté le 23/02/2010). L'article évoque les stratégies similaires employées par des régimes analogues à celui du Parti Communiste chinois : « *La Russie charge certaines start-ups de produire les commentaires flatteurs pour le régime: ainsi Newmedia Stars, dirigée par Constantin Rykov, député à la Douma. Le ministère des Communications fait des appels à propositions pour 'faire avancer les intérêts russes sur les réseaux sociaux'. Un think-tank a monté une 'école du Kremlin pour les blogueurs'. Les milices iraniennes bassidjis ont lancé des blogs chiïtes conservateurs et parlent d'en lancer 10.000 autres. (...) Et quand les manifestations ont pris de l'ampleur à Téhéran, on a vu jusqu'à cent messages progouvernementaux par heure sur Twitter. Le Nigeria, de son côté, met en œuvre un 'projet anti-blogs' qui servira à former et financer des centaines de blogueurs favorables au gouvernement.* »

⁶⁴⁰ « Certains hommes politiques occidentaux ont déclaré avec enthousiasme : 'Avec l'Internet, il y a un moyen de s'occuper de la Chine', 'les pays socialistes vont tomber dans les bras des Occidentaux, cela va commencer par

seulement représentative du pouvoir. Celui-ci tente au contraire d'occuper tactiquement tout l'espace public disponible : sites d'informations⁶⁴¹, forums de discussion⁶⁴² et micro-blogs⁶⁴³. Si l'importance de la propagande a culminé à l'époque de Mao, cette étude montre qu'elle existe bel et bien encore dans la Chine actuelle, mais en évoluant constamment dans sa forme et en s'adaptant perpétuellement aux nouveaux objectifs des dirigeants face aux évolutions des modes de communication de la société. Le travail de propagande actuel vise à empêcher la prise de parole dans l'espace public en ligne grâce à une véritable politique d'occupation de l'espace virtuel et de cadrage rhétorique.

A.1. 1. La cyberoccupation technique du web : un nouvel Eldorado pour l'emprise idéologique et politique?

Le PCC affirme sa présence sur le web de multiples façons, à la fois par une occupation officielle du cyberspace, mais aussi de façon officieuse et détournée, voire invisible pour l'utilisateur. Il s'agit de fait d'une politique de « cyberinvasion » et « d'occupation » de l'internet, étant donné les stratégies de type militaires déployées par le PCC visant à conquérir un « territoire » hostile à son action.

l'Internet' ». Chen Hua, « duiqu wangluo yulun douzheng de zhudongquan » (夺取网络舆论斗争的主动权, Pouvoir d'initiative pour la bataille destinée à s'emparer de l'opinion publique sur l'Internet), op.cit.

⁶⁴¹ Un site d'information doit, s'il veut être référencé sur les moteurs de recherches en Chine, pointer des liens URL vers les sites d'informations officiels (tels que Xinhua).

⁶⁴² Par le recours aux faux commentateurs (*Wumaodang*)

⁶⁴³ Les sites institutionnels ont compris l'intérêt de rendre leur communication plus abordable auprès du public. Ils disposent également de micro-blogs dédiés (60 000 comptes weibo gouvernementaux en 2013, voir plus loin). Voir également le compte Weibo de la Cour intermédiaire de Jinan (Shandong) créé à l'occasion du procès de Bo Xilai : e.weibo.com/jinanzhongyuan présenté en annexe n°32 : « Retransmission du procès de Bo Xilai sur Weibo : propos filtrés sur fond de transparence »

Indexation des moteurs de recherches : un référencement des plus artificiels

La navigation sur le web s'effectue en général à l'aide d'un moteur de recherches qui indique à l'internaute le lien exact (l'url) du site recherché. En Chine, Baidu a éclipsé le géant américain Google (transféré à Hong Kong) en atteignant 77% des recherches effectuées. Ses concurrents détiennent chacun 10% mais ne constituent pas aujourd'hui une menace sérieuse pour le leader⁶⁴⁴. C'est pourquoi il faut comprendre tout l'enjeu que constitue le référencement des sites web par ce moteur de recherches qui opère en amont - de par les contraintes qu'il exige auprès des sites web - un contrôle politique des plus fidèles à l'idéologie du Parti. En l'absence de travaux académiques sur le sujet, l'analyse d'Olivier Vérot, directeur d'une agence de référencement de sites français sur le web chinois, révèle en partie les arcanes du référencement artificiel des sites web par Baidu⁶⁴⁵ : contrairement à Google qui référence informatiquement les sites grâce à des algorithmes évaluant leur popularité et leur e-réputation, Baidu ferait appel à son personnel pour auditer chaque site lors de sa première inscription sur le moteur de recherches et avaliser la conformité des dits sites aux exigences du moteur. Ces sites doivent répondre à de multiples critères aussi contraignants que coûteux comme afficher des liens url depuis leur page d'accueil vers les plus gros sites fournisseurs de contenus officiels tels que Xinhua ou Sina, sites fidèles au gouvernement s'il en est. En d'autres termes, les sites qui souhaitent être référencés en première page du moteur de recherches n'ont d'autre solution que de se plier à ces règles à visée propagandiste, qui les obligent à mettre en ligne depuis leur page d'accueil, des liens renvoyant à des sites d'informations officiels (cf. anx.18)⁶⁴⁶. Les dix

⁶⁴⁴ Les concurrents de Baidu sont en 2013 : Qihoo 360, qui passe à près de 10 % des parts de marchés. Sogou le talonne en 3e position avec environ 8% de part de marché tandis que Google tombe à 4,7% alors qu'il était à 12% un an auparavant : « Les bouleversements des moteurs de recherche en Chine », *marketing-chine.com*, 13/11/2012, <http://www.marketing-chine.com/e-marketing/moteurs-recherche-en-ligne-chine>, (consulté le 05/05/2013).

⁶⁴⁵ « Le Référencement Baidu », *marketing-chine.com*, 19/05/2011, <http://www.marketing-chine.com/conseils-marketing/le-referencement-baidu> (consulté le 10/10/2013) et « Les 10 techniques de séduction pour Baidu », *marketing-chine.com*, 08/03/2013, <http://www.marketing-chine.com/conseils-marketing/techniques-baidu>, (consulté le 25/04/2013).

⁶⁴⁶ Les sites chinois ont la particularité d'avoir une page d'accueil surchargée d'informations et de liens pointant vers d'autres sites. Voir la comparaison de la charte graphique d'une page d'accueil d'un portail d'information chinois et français en annexe n°18 : « La surinformation remplacerait-elle la désinformation ? Ou comment la forêt tente de cacher l'arbre... », « Référencement des moteurs de recherches et politique d'occupation de la toile : 'Diffuser la vue juste' ».

premiers sites affichés sur la première page de Baidu ne seraient d'ailleurs pas les sites les plus populaires plébiscités par les internautes mais des sites sponsorisés, qui, en plus de répondre aux critères ci-dessus, paieraient le moteur de recherches pour être mieux référencés que leurs concurrents. Pour preuve, Baidu a dû présenter publiquement ses excuses auprès des internautes chinois en 2009, car le moteur de recherches proposait aux sites un bon référencement en échange d'un paiement sans avertir les internautes que les liens proposés étaient en fait de la publicité. La mascarade fut découverte après que des distributeurs illégaux de médicaments furent référencés en tête de classement du moteur, qui se trouva alors décrédibilisé auprès du public chinois (qui continue néanmoins de l'utiliser majoritairement)⁶⁴⁷.

Les sources d'informations se recouperaient donc les unes aux autres sans regard alternatif ou dissonant, contribuant à l'objectif de propagande idéologique traditionnelle du Parti, qui opère évidemment de manière invisible. La *théorie du Webring*⁶⁴⁸ se confirme dans les procédés de cyberoccupation réalisés grâce aux moteurs de recherches, mais aussi par les sites web. L'internaute croyant surfer de site en site au hasard des liens est en fait téléguidé dans une boucle de sites (webring), conformes d'une manière ou d'une autre à la ligne officielle (sites propagandistes ou ne relayant pas d'information « illégale » pour pouvoir être indexés par Baidu). L'annexe n°4, intitulée « Théorie du webring ou quand l'information tourne en rond... » illustre d'ailleurs ce phénomène, où l'information de groupes sociaux diasporiques se trouve, même en dehors des frontières chinoises, contenue dans un cercle restreint de sites étudiants avalisés par le département de l'Education de l'ambassade de Chine en France : Les cercles rouges, sur les copies d'écran, entourent les liens URL communs à ces sites : Union des Chercheurs et des Etudiants chinois en France (www.ucecf.fr/), UCECF de Toulouse (ucecf.st.free.fr/), Association des Etudiants et Chercheurs Chinois de Lyon (www.acecl.fr/), Association des Scientifiques et des Ingénieurs Chinois en France (www.asicef.org/), Association des Ingénieurs Chinois en France (fr.aicf.eu/). De façon analogue, le formatage des sites étudiants en annexe n°39 contraint à influencer la navigation de l'utilisateur qui, par l'absence de rubriques dédiées (à l'actualité, à la politique, etc), tend à surfer sur le mode du divertissement, du réseautage social et des petites annonces.

⁶⁴⁷ « La Chine, l'autre pays d'internet », *Micro Hedbo*, N°700, 15 -21 septembre 2011, p.26.

⁶⁴⁸ Voir annexe n°4 : « Théorie du webring ou quand l'information tourne en rond... ».

Olivier Vérot évoque également l'importance du *guanxi* des propriétaires de sites avec les autorités chinoises. Ceux-ci seraient en mesure d'accroître la visibilité d'un site en pointant des liens depuis les grands sites gouvernementaux vers le site en question. Pour preuve, il faut noter que Baidu a non seulement la particularité d'indexer principalement les sites en chinois (occultant de fait l'information potentiellement dangereuse venant de l'étranger), mais aussi d'accorder une plus grande « confiance » aux sites hébergés sur le territoire chinois. Cette confiance repose sur un système de points « bonus/malus » qui correspondent au respect de la charte graphique évoquée plus haut (liens vers des sites institutionnels depuis la page d'accueil des sites) et de la réglementation nationale (sujets proscrits par la censure). Ainsi, Baidu pénaliserait dans son référencement (par un « malus ») les sites basés à l'étranger car leur domiciliation en dehors du territoire leur donne la possibilité de se soustraire, par leur contenu ou leurs agissements, à la loi en vigueur en Chine. Cette notation « bonus/malus » inciterait les sites, qui visent à toucher le marché sinophone, à s'établir en Chine pour les obliger à se conformer strictement aux critères légaux de la censure⁶⁴⁹.

Le contrôle du référencement des sites web par les moteurs de recherches (ici Baidu) permettrait donc de guider en amont la navigation des internautes chinois sur un web infini en théorie, mais qui se restreint en réalité à des territoires beaucoup plus circonscrits. Force est de reconnaître qu'il n'y a pas de visibilité « naturelle » pour les sites web de Chine en raison du mode de référencement propre aux moteurs de recherches nationaux. D'autres stratégies telles que le foisonnement de sites gouvernementaux, affichés ou non comme tels, concourent à renforcer cette politique de cyberoccupation, rendue presque invisible pour les usagers.

⁶⁴⁹ D'ailleurs, les administrateurs de sites web en Chine font eux-mêmes appels à des modérateurs afin de supprimer en amont les commentaires ou discussions qui pourraient être préjudiciables au référencement du site, voire à sa pérennité légale sur le territoire.

Dans sa politique proactive de visibilité sur le net, l'Etat a choisi de développer massivement la création de sites web institutionnels (affichés ou non comme tels), afin d'asseoir plus encore sa présence et éclipser les sites qui propageraient des idées contraires à l'idéologie du Parti. Ce foisonnement de sites permet d'occuper le cyberspace tout en proposant plusieurs visions susceptibles de répondre aux différentes attentes et profils des internautes et ce, dans une forme « acceptable » pour le PCC. Le cas des sites web de l'Eglise catholique en Chine est illustrant à cet égard. Il est emblématique car il démontre comment la censure, par le référencement et le foisonnement de sites, arrive à faire disparaître de la toile les sites gênants pour l'idéologie du pouvoir, qui les remplace par des sites respectueux de la doctrine officielle.

La politique du PCC à l'égard des religions est marquée de va-et-vient entre une tolérance sous contrôle et des campagnes de répression. Alors que la liberté de culte est inscrite dans l'article 36 de la Constitution, elle n'est autorisée qu'à condition d'être encadrée par les Associations patriotiques relatives aux différents courants religieux. Ces Associations sont dirigées par les différentes organisations liées au Front Uni (*tongyi zhanxian*) telles que le Bureau National des Affaires religieuses (*guojia zongjiao shiwu ju*) ou la Conférence consultative politique du peuple chinois (CCPPC, *Zhongguo renmin zhengzhi xieshang huiyi*). Très méfiantes s'agissant de ces questions, les autorités ont confié au Bureau National des Affaires religieuses le soin de fixer des « normes » dans le domaine, conformément à la ligne politique dictée par le Département du Front Uni (*tongzhanbu*)⁶⁵⁰. En Chine, les religions évoluant sur le territoire doivent accepter officiellement la domination du Parti (par le biais des différentes Associations Patriotiques) et ne revendiquer aucun chef religieux qui pourrait remettre en cause l'autorité suprême du Parti⁶⁵¹. De ce fait, deux Eglises catholiques coexistent en Chine⁶⁵² : l'Eglise officielle (dite « patriotique »)

⁶⁵⁰ 统战部. A propos de la question du traitement de la sphère religieuse par le Front Uni, voir Emmanuel Jourda, op.cit., p.375.

⁶⁵¹ Les relations entre la Chine et le Vatican sont pour le moins assez houleuses. Le Vatican refuse l'ordination unilatérale d'évêques par la Chine tandis que cette dernière réclame au Vatican de rompre ses relations diplomatiques avec Taiwan. « Le Pape réaffirme son autorité sur les catholiques chinois », *lefigaro.fr*, 14/10/2007, http://www.lefigaro.fr/international/2007/07/02/01003-20070702ARTFIG90294-le_pape_reaffirme_son_autorite_sur_les_catholiques_chinois.php, (consulté le 01/05/2013).

⁶⁵² Les statistiques sur le sujet sont difficilement vérifiables, du fait de la clandestinité de l'Eglise catholique fidèle au Vatican. Selon le site officiel de l'Eglise catholique en France, la population catholique chinoise totale oscillait

reconnue par l'Etat chinois et l'Eglise « clandestine » fidèle au Vatican (qui reconnaît le Pape comme seule autorité religieuse). Les pratiquants de cette dernière sont surveillés, voire pourchassés⁶⁵³ par les autorités qui tentent d'affaiblir, avec plus ou moins de virulence selon les périodes, les courants religieux dans le pays. Alors que le début des années 2000 a vu une grande effervescence de sites des deux Eglises apparaître sur le web chinois⁶⁵⁴, on constate au fur et à mesure des années un affaiblissement, voire une disparition des sites fidèles au Vatican sur les moteurs de recherches (ici Baidu, qui référence exclusivement les sites de l'Eglise officielle en anx. n°18)⁶⁵⁵; les sites de l'Eglise clandestine n'étant accessibles que depuis l'étranger ou la région de Hong Kong par exemple⁶⁵⁶.

L'annexe n°18 relative au référencement des sites catholiques par les moteurs de recherches est illustrant à plusieurs titres. A la requête « 天主教 » (*tianzhujiao*, catholicisme), la première page du moteur de recherches chinois Baidu référence les résultats suivants (cf. capture d'écran n°1): en place 1 / 3 / 5, des informations de type collaborative (similaires à Wikipédia ou Google Answers), mais qui respectent la législation chinoise en termes de politique éditoriale (sur l'Eglise clandestine notamment). En 4^{ème} position, le site chinacatholic.cn qui se conforme, tout comme les autres sites, aux règlements en vigueur sur les religions en Chine. Les sites ccccn.org et chinacath.org listés en 2^{ème} et 6^{ème} position sur la première page de réponses du moteur de

en 2007 entre 10 et 12 millions de pratiquants, répartis entre les deux Eglises (60% de pratiquants de l'Eglise patriotique contre 40% de l'Eglise clandestine), « La lettre de Benoît XVI à l'Eglise catholique en Chine », *eglisecatholique.fr*, s.d., www.eglise.catholique.fr/benoit-xvi-en-France-/benoit-xvi/les-ecrits-du-pape-benoit-xvi/lettre-de-benoit-xvi-a-leglise-catholique-en-chine.html, (consulté le 03/05/2013).

⁶⁵³ Le site « Aide à l'Eglise en Détresse » recense la recrudescence, depuis 2011, des violations faites à la liberté religieuse en Chine : arrestations, tortures et condamnations. *CHINE* : AED, 17/10/2012, <http://www.aed-france.org/pays/chine/>, (consulté le 01/05/2013).

⁶⁵⁴ « Chine: les sites catholiques sur Internet en plein essor », *religioscope.info*, déc. 2003, http://religioscope.info/article_247.shtml, (consulté le 02/05/2013).

⁶⁵⁵ Voir copie d'écran de la première page de référencement du moteur de recherches Baidu en annexe n° 18 : « Référencement des moteurs de recherches et politique d'occupation de la toile – ' Diffuser la vue juste' ». Seuls les sites de l'Eglise officielle apparaissent de façon récurrente ou déguisée (un site est référencé sous plusieurs adresses différentes, comme le site chinacath.org, également référencé sous le lien ccccn.org).

⁶⁵⁶ On comprend donc que sur le web chinois, les sites des deux Eglises cohabitent mais leur accessibilité diffère selon l'endroit d'où on se connecte. Pour plus de précisions, voir « Chine : la lettre du pape interdite sur les sites catholiques. Instructions des autorités aux gestionnaires des sites », *zenith.org*, 02/07/2007, <http://www.zenith.org/fr/articles/chine-la-lettre-du-pape-interdite-sur-les-sites-catholiques>, (consulté le 02/05/2013).

recherches sont en fait un seul et même site : chinacath.org (cf. captures d'écran 2 et 3). La rubrique « Politique et règlements » (*zhengce fagui* 政策法规) rappelle sur tous ces sites le cadre légal de l'exercice des religions en Chine (entourés en noir en capture d'écran 3 et 4).

D'après la vision « darwiniste » de Roger Bautier au sujet des évolutions pérennes de l'internet⁶⁵⁷, la brève durée de vie des sites catholiques s'explique donc par un référencement instrumentalisé par les moteurs de recherches, mais aussi par un manque de soutien financier, logistique ou humain, qui amoindrit rapidement leur portée médiatique en Chine et à l'international. De plus, les serveurs, gratuits aux débuts de l'internet, sont devenus payants, entraînant la clôture des nombreux petits sites, représentatifs des diverses communautés locales de croyants. Leur « disparition programmée », tels « des espèces en voie d'extinction », laisse les sites de l'Eglise officielle renforcer leur visibilité sur le web et pérenniser leur référencement par les moteurs de recherches. Les ressorts financiers colossaux dont disposent les autorités pour « prendre la place » de ces sites « artisanaux » sur la toile permettent dès lors à l'Eglise officielle d'occuper le cyberspace de manière plus présente que jamais et de faire disparaître ces sites « partiellement conformes ». Dans cette « guerre d'occupation » du cyberspace, le Vatican tente pour sa part de contre-attaquer en lançant par exemple des canaux sinophones (vidéos, textes) sur Youtube et Twitter. Mais ces sites étant devenus (partiellement ou totalement) inaccessibles en RPC, la chaîne « Radio Vatican » envisageait, fin 2012, une seconde tentative de « survie médiatique », avec l'ouverture d'un compte de microblogging sur Weibo en 2013⁶⁵⁸.

Après analyse des contenus de ces sites, l'apparente ouverture du PCC par la publication sur les sites (de l'Eglise officielle) de photos du Pape ou son actualité médiatique (lorsqu'elle ne véhicule aucune information allant à l'encontre des intérêts du PC) ne laisse finalement aucun doute sur les limites de la ligne éditoriale de ces sites. La rubrique « politique et règlements »

⁶⁵⁷ Bien que Roger Bautier parle en fait du développement de l'internet et du web dans son entièreté, la vision darwinienne peut également s'appliquer à la survie des sites sur le web en Chine, victimes de multiples agressions et stratégies d'affaiblissement de la part des autorités chinoises. « *Parmi les nouveaux logiciels qui sont testés et modifiés par les utilisateurs, ne survivent que ceux qui ont réussi à s'adapter à leur environnement, suivant un processus engendrant plus de complexité* ». En Chine, la complexité provient non pas seulement de l'engouement du public pour ces sites, mais de la manne financière, technologique et humaine que les autorités mettent à disposition des sites officiels qu'ils s'emploient à promouvoir. Roger Bautier, « Les foules selon le web 2.0 : de la folie à la sagesse », *Deuxièmes Journées d'étude TIC, information et stratégies*, Bordeaux, 2009, Mica – Gresic.

⁶⁵⁸ « Le Saint-Siège renforce sa présence en langue chinoise au sein des nouveaux médias », *eglasie.org*, 04/12/2012, <http://eglasie.mepasie.org/asia-du-nord-est/chine/2012-12-04-le-saint-siege-renforce-sa-presence-en-langue-chinoise-au-sein-des-nouveaux-medias?SearchableText=site>, (consulté le 04/05/2013).

accessible sur chacun des sites regroupe, à peu de différences près, les mêmes documents sur le strict encadrement de la pratique du christianisme en Chine et sur le net : « Réglementation et gestion des activités des pratiquants dans et hors de Chine », « Article 36 de la Constitution chinoise » ou encore « Règlements relatifs à la gestion et l'utilisation d'internet »⁶⁵⁹. Cette rubrique m'a d'ailleurs permis d'identifier si un site faisait partie de l'Eglise officielle ou non. Les autorités ordonnent régulièrement de censurer certaines informations concernant la papauté ou l'Eglise clandestine. La lettre du pape publiée le 30 juin 2007 aux catholiques de Chine a ainsi dû être retirée de tous les sites web catholiques de Chine, y compris les sites affiliés à l'Eglise officielle qui désiraient la mettre en ligne. Le site Zenith.org⁶⁶⁰ révèle qu'en surfant sur les sites catholiques accessibles depuis Hong Kong, seuls cinq sites catholiques, gérés presque tous par des catholiques «clandestins», reproduisaient encore le texte de Benoît XVI. Selon un prêtre de l'Eglise officielle interviewé par le site, le respect de la censure reste le seul moyen de ne pas subir une fermeture d'un site, voire de représailles : « *En réalité, ce n'est pas la première fois que nous recevons des instructions de ne pas publier telles ou telles nouvelles ou tels ou tels documents sur internet, notamment en ce qui concerne les relations sino-vaticanes ou les déclarations du cardinal Zen de Hong Kong*⁶⁶¹ ». Les fluctuations et autres revirements idéologiques du Parti à l'égard des religions font planer un sentiment d'insécurité sur les pratiquants chinois qui déclarent préférer ne pas se connecter à ces sites (même officiels) depuis leur ordinateur personnel ou professionnel (quand bien même ils adhèrent à l'Eglise catholique patriotique), mais plutôt depuis les cybercafés « illégaux »⁶⁶² pour échapper à la surveillance policière. La navigation depuis ces cafés non enregistrés leur permet d'accéder aux sites

⁶⁵⁹ Voir en annexe n°18.

⁶⁶⁰ « Chine : la lettre du pape interdite sur les sites catholiques », op.cit.

⁶⁶¹ Le Cardinal émérite Joseph Zen est un personnage médiatique à Hong Kong, connu pour être un fervent défenseur de la démocratie. Soutenu par le Vatican (il fut ordonné par Benoît XVI), il ne cesse de mobiliser régulièrement l'opinion publique pour s'opposer au PCC. Il a été contraint de prendre sa retraite en 2009, officiellement pour des raisons de santé.

⁶⁶² Bien que ces sites subissent une censure significative, les internautes catholiques admettent qu'ils permettent toutefois une meilleure consultation de l'actualité de la communauté et de l'Eglise catholique. « Chine: les sites catholiques sur Internet en plein essor », op.cit.

clandestins grâce à des proxys, mais surtout leur évite de s'exposer à d'éventuelles représailles en cas de nouveaux revirements politiques du Parti à l'égard des religions.⁶⁶³

Conformément à ses ambitions d'omni-contrôle hégémonique de l'internet, le gouvernement n'entend donc pas, à la lumière des éléments évoqués plus haut, laisser d'espace de visibilité et d'échanges sur la toile à des courants d'opinion (ici religieux) qui pourraient revendiquer une autorité supérieure⁶⁶⁴ ou alternative au Parti-Etat. A une politique de « fauteuil vide », le PCC a préféré développer un large panel de sites religieux répondant à « l'orthodoxie » communiste du moment. Ce foisonnement de sites et leur traduction en langues étrangères (pour certains d'entre eux) permet au gouvernement d'afficher une tolérance de façade aux religions, bien que les organisations de Défense des Droits de l'Homme dénoncent une recrudescence de la répression à l'égard des pratiquants, toutes religions confondues.

Le clonage des sites

Les nouveaux sites de réseaux sociaux ont véritablement pris de l'ampleur à partir des années 2000. Les Chinois, déjà adeptes du *guanxi*, ne pouvaient que suivre la tendance mondiale du réseautage social virtuel. Le rapport du CNNIC en 2012 évoque un ratio de 47,6% d'internautes chinois ayant recours à ce type de sites⁶⁶⁵ qui proposent différents services : réseaux sociaux, messagerie instantanée, jeux et vidéos, e-commerce, musique, etc... Cette tendance évolue parallèlement à l'usage croissant des téléphones mobiles comme moyen d'accès à la toile pour communiquer en temps réel et par géolocalisation.

⁶⁶³ Comme la nouvelle Campagne « Frapper fort » de 2011. L'arrivée du nouveau Président Xi Jinping au pouvoir laisse de nouveau planer l'incertitude quant à l'attitude future du PCC à l'égard des religions.

⁶⁶⁴ Des messages circulant sur Weibo s'étonnaient du serment prêté par Barack Obama sur la Bible lors de la cérémonie d'investiture en 2013. 25 millions de messages ont été postés sur le site de microblogging à ce sujet. L'un des commentaires les plus retransmis s'interroge: « *Des Chinois trouvent incroyables que le président démocratiquement élu d'un pays laïc prête serment sur la Bible, et non sur la Constitution (...). Mais en réalité, c'est bien là que réside le secret de la démocratie constitutionnelle américaine (...) il réside dans le fait qu'au dessus de tous se trouve la loi naturelle, dont le gardien est un juge suprême. En dessous, on trouve une communauté de Chrétiens, unis par leur croyance* » : « Sur la blogosphère, des internautes chinois se demandent si la religion n'est pas à la base de la force de la démocratie américaine », *eglasie.org*, 22/01/2013, <http://eglasie.mepasie.org/asiе-du-nord-est/chine/2013-01-22-sur-la-blogosphere-des-internautes-chinois-se-demandent-si-la-religion-n2019est-pas-a-la-base-de-la-force-de-la-democratie-americaine?SearchableText=site>, (consulté le 02/05/2013).

⁶⁶⁵ *Statistical Report on Internet Development in China*: CNNIC, Pékin, janvier 2012, p.44.

Les principaux sites référents en la matière tels que Twitter et Facebook sont des concepts étrangers développés par des sites étrangers se trouvant hors de portée de la réglementation chinoise. A défaut de les censurer totalement, les autorités ont rapidement réagi en bloquant régulièrement leur accès, les rendant peu fiables et inconfortables d'utilisation. Parallèlement, des versions jumelles « made in China » ont été mises en ligne sur le web chinois, bien entendu contrôlables car localisées à l'intérieur du pays. Ces sites imitent en tous points les sites étrangers initiaux : Facebook trouve son jumeau sur renren.com⁶⁶⁶, Twitter sur Weibo, MSN sur QQ, etc. (mêmes fonctionnalités, mêmes couleurs, avec des utilitaires spécialement adaptés à la clientèle chinoise). Cette tendance à copier les modèles étrangers est en passe de disparaître au profit de modèles innovants chinois, qui tentent d'envahir à leur tour le marché mondial et d'imposer leur monopole technologique. La première étape a été le lancement de la plateforme Kaixin, puis celle de Weixin.

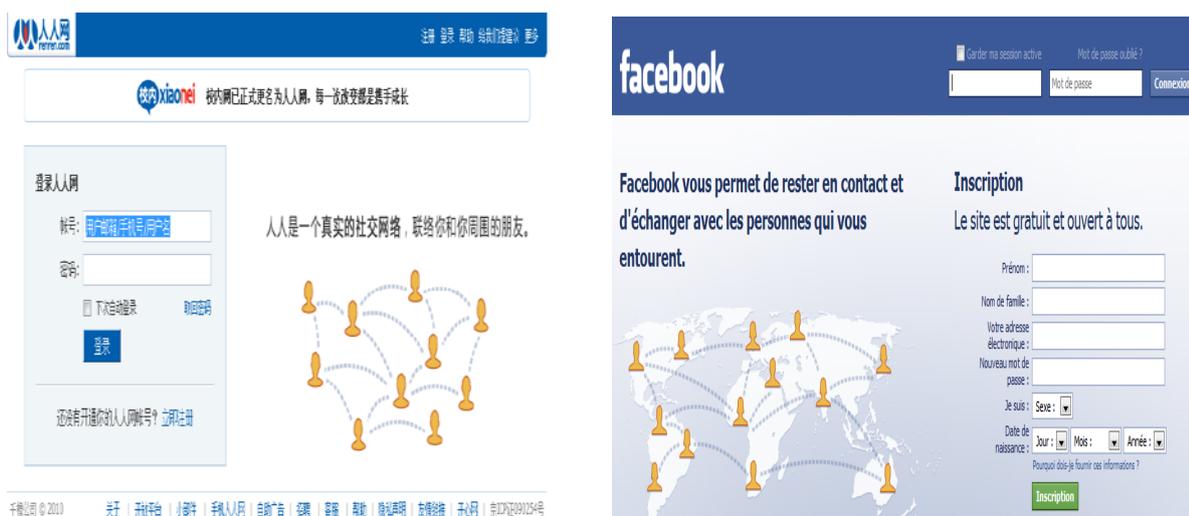
Pour concurrencer Facebook (et renren), Basile Zimmerman explique que l'entreprise Kaixin001.com (kaixin wang 开心网 signifiant "Réseau heureux") a proposé un nouveau site de réseau social devenu très populaire en Chine en 2008⁶⁶⁷. Ce site ressemble en de nombreux points à Facebook mais a su adapter son design et ses fonctionnalités aux attentes des utilisateurs chinois : Kaixin001 est totalement ouvert aux utilisateurs qui peuvent avoir accès à toutes les informations du site et des utilisateurs, à l'inverse de Facebook qui n'autorise l'accès aux informations personnelles des autres utilisateurs qu'à condition que ceux-ci l'acceptent et fassent partie de leur « réseau » (« amis »). Sur Kaixin001, la publicité est intégrée aux jeux ou aux cadeaux du site, à la différence de Facebook qui sépare les publicités des services proposés. L'application plus récente de Weixin (微信) a marqué un bond en avant dans le champ concurrentiel, commençant déjà à supplanter en 2013 des utilitaires inexistants ailleurs dans le monde. Ce service de messagerie instantanée ne s'est pas contenté d'améliorer, voire d'adapter les fonctionnalités d'un service ayant déjà du succès auprès des utilisateurs (comme Kaixin ou Weibo) ; il permet d'envoyer à ses correspondants des courts messages vocaux (SMS audio). Alors que les SMS sont souvent payants en Chine et que cette approche oralisante de l'écrit est

⁶⁶⁶ Thomas Baïto, « Censure, contrefaçon : en Chine, Facebook n'est pas le bienvenu », *rue89.com*, 27 octobre 2009, <http://blogs.rue89.com/chinamerique/2009/10/27/censure-contrefacon-les-mesaventures-de-facebook-en-chine>, (consulté le 03/05/2013).

⁶⁶⁷ Basile Zimmerman, "Analyzing Social Networking Web Sites: The Design of *Happy Network* 开心网 in China" In *Global Design History*, edited by Glenn Adamson, Giorgio Riello, and Sarah Teasley, 153-62. New York: Routledge, 2011.

déjà largement appréciée de par le monde, ce mode de messagerie instantanée rencontre d'ores et déjà un franc succès auprès de la jeunesse chinoise depuis 2011 (500 millions d'utilisateurs attendus d'ici fin 2013).

Le jeu des 7 erreurs...



Ci-dessus deux copies d'écran du site Renren et Facebook, datant de 2009. Les similarités entre les deux sites sont flagrantes. La violation des droits d'auteur n'étant pas un problème majeur pour les sites qui profitent du laxisme gouvernemental en la matière, surtout lorsque ceux-ci servent l'intérêt supérieur de l'Etat : créer l'engouement des internautes pour des sites chinois basés en Chine ; et donc soumis à la réglementation nationale.

La contrefaçon des sites étrangers à succès, rendue possible par le laxisme des autorités en matière de copyright, renforce donc la tendance à utiliser sans vergogne les technologies et marques étrangères à leurs dépens. L'objectif de ces « clones » est vraisemblablement économique pour les entreprises, mais surtout politique pour le gouvernement, puisque ce dernier peut ainsi être en mesure de contrôler les conversations publiques (pour censurer les plus gênantes grâce à l'hébergement des sites sur le territoire) et connaître les adresses IP des éventuels dissidents ou agitateurs d'esprits qui posteraient des messages « inappropriés ». Bloquer des sites aussi populaires que Facebook permettrait au gouvernement, selon toute hypothèse, d'annihiler la concurrence au profit des entreprises nationales et leur assurer un juteux monopole économique. Enfin, le blocage de sites étrangers, délaissés par les utilisateurs

chinois du fait des pratiques anticoncurrentielles réalisées par le gouvernement en faveur des sites nationaux, permet d'éviter de susciter une vague d'hostilité lors des blocages récurrents de Facebook, puisqu'ils ne mécontentent finalement plus qu'une minorité de personnes, expatriés étrangers ou Chinois d'outremer de passage dans le pays. Ainsi, l'internaute chinois ne se heurte pas à des cas de flagrants délits de censure mais accepte de subir, bon gré mal gré et pour certains de ses propos seulement, la modération des contenus sur les sites sociaux chinois. Même s'il est toujours possible d'accéder à Facebook par des moyens techniques détournés (proxy), la facilité linguistique (navigation dans sa langue natale) et le confort d'utilisation (moins de problèmes de blocages sur les sites chinois) augmentent la fréquentation des internautes sur les sites nationaux, sûrs de pouvoir retrouver leurs compatriotes sur les sites les plus populaires du pays. Deux raisons qui comptent d'autant plus que l'intérêt d'un réseau social réside précisément dans l'accessibilité, le nombre et l'assiduité de ses utilisateurs.

Trop d'informations tuent l'information

Alors que les questions de l'accès et de la rareté de l'information étaient des problèmes difficiles à résoudre pour le citoyen chinois ou le chercheur, c'est aujourd'hui la surabondance qui pose peut-être le plus d'obstacles au raisonnement et à la pensée. En effet, l'abondance d'informations ne signifie pas nécessairement plus de progrès, mais amène parfois davantage de confusion. Ainsi, la centralisation des informations sur de grands portails tels que Sohu ou Sina permet dans un premier temps à l'internaute de « survoler » d'un coup d'œil l'ensemble de l'information en direct, mise à jour d'heure en heure, minute par minute⁶⁶⁸ ; mais cette masse d'informations la rend finalement difficile à traiter par les utilisateurs, submergés par ce flot continu d'informations nouvelles. L'approche comparative de deux portails d'informations en annexe n°18, l'un chinois, l'autre français, montre de grandes différences en termes de contenus: la page d'accueil du portail chinois surabonde en informations comparée à celle du portail français. Ainsi qu'évoqué précédemment, le référencement des moteurs de recherches en Chine oblige les sites à enrichir leur page d'accueil de multiples liens tant informationnels qu'url qui tendent à brouiller la vue d'ensemble des sites, l'œil de l'internaute étant constamment happé par les multiples bandeaux d'annonces, images, vidéos et liens changeants et multicolores.

⁶⁶⁸ Voir la comparaison de deux sites d'informations et de divertissement, Msn en France et Sohu en Chine : « La surinformation remplacerait-elle la désinformation ? Ou comment la forêt tente de cacher l'arbre... » en annexe n°18 : « Référencement des moteurs de recherches et politique d'occupation de la toile ».

Cette « surcharge cognitive » évoquée par Roger Bautier⁶⁶⁹ engendre un rapport des internautes à « l'information fast-food », dans lequel le temps de la réflexion et du débat devient impossible en raison des contraintes évidentes de la surinformation et de ce nouveau rapport au temps basé sur l'instantanéité. David Shenk s'alarme de ses effets pervers : « *Le Dow Jones a grimpé de 13 points et demi; le décollage de la navette spatiale a été remis; le jury d'O.J. Simpson a été choisi; le président Clinton déclare que les élections bosniaques devront avoir lieu. Ce ne sont en aucun cas des sujets triviaux, mais présentés de cette façon, ils n'ont aucune valeur éducative... Pour comprendre véritablement un sujet, nous n'avons pas besoin de remises à jour régulières, mais d'une analyse soignée et réfléchie de la situation* »⁶⁷⁰. Si le citoyen moyen a de moins en moins de temps pour réfléchir et faire le tri entre les multiples informations qu'il reçoit, il y a de fortes chances pour qu'il soit influencé par toute forme de démagogie visible sur la toile. Le phénomène ambiant de microblogging (Twitter, Weibo) est symptomatique de cette « dictature de l'instantanéité » chronophage, où l'internaute est sommé de « réagir » en direct par de courts commentaires à un flot d'informations en constante actualisation. Le gouvernement chinois a rebondi sur cette tendance en demandant aux instances officielles d'ouvrir chacune leur compte weibo afin d'ouvrir un dialogue moins formel et plus proche des internautes. La tenue du compte Weibo de la Cour intermédiaire du Jinan lors du procès en temps réel de Bo Xilai en 2013 (cf. annexe n°32), illustre en quoi le flot d'informations continu, d'autant plus lorsqu'il est soigneusement filtré, joue un rôle de propagande de premier ordre dans cette nouvelle dimension où l'information en temps réel prime sur le temps de la réflexion au sujet de l'évènementiel⁶⁷¹.

⁶⁶⁹ Terme emprunté à Roger Bautier au sujet des questions de « l'accessibilité des hypertextes au plus grand nombre ». Roger Bautier, « L'hypertexte pour rassembler ou pour disjoindre », in : *Téléservices publics : usages et citoyenneté*, Paris, Centre de coordination pour la recherche et l'enseignement en informatique et société (CREIS), 2001

⁶⁷⁰ Pascal Lapointe cite David Shenk, « Y a-t-il des solutions à la surabondance d'information? », *La Presse* (Montréal), 6 août 1997, <http://www.sciencepresse.qc.ca/abondance3.html>, (consulté le 03/05/2013).

⁶⁷¹ Voir p.277 ainsi que l'étude de cas n°32 : « Retransmission du procès de Bo Xilai sur Weibo : propos filtrés sur fond de transparence »

La stratégie linguistique comme stratégie de cyberinvasion de la toile

L'utilisation de l'internet par les utilisateurs chinois s'effectue principalement en chinois (85% des sites consultés⁶⁷²) ; ce qui n'est pas sans déplaire au gouvernement qui contribue pour une majeure partie à l'occupation du cyberspace dans cette langue. A la censure technique (référencement de sites exclusivement chinois par Baidu) et politique (blocage des sites étrangers d'informations « nuisibles » comme la BBC), s'ajoutent la méconnaissance ou le confort linguistiques qui détournent l'internaute chinois du web mondial en langue étrangère. Ainsi se constituerait donc une sorte de « barrière naturelle »⁶⁷³ aux ressources webographiques étrangères, soupçonnées à leur tour de publier une autre « propagande » visant à déstabiliser l'opinion publique chinoise pour mieux affaiblir la cohésion nationale⁶⁷⁴. Le Vice-président du Bureau de l'Information du Conseil des Affaires d'Etat, Wang Guoqin, dénonce à ce titre le monopole de l'information, voire de la propagande négative à l'encontre de la Chine, des agences de presse mondiales telles que « *l'Afp, l'Agence des Etats-Unis et Reuters, ce sont trois agences qui ne sont pas tendres avec la Chine, et pas très objectifs, mais qui propagent 90% des informations dans le monde* ». ⁶⁷⁵ Les annexes 5 et 22, au sujet des révoltes tibétaines en 2008, illustrent l'indignation et la méfiance des internautes envers les médias internationaux, rejoignant les autorités au sujet de leur crédibilité perdue. Sur le site participatif anti-cnn.com, le logo barré de la chaîne de télévision américaine CNN, sous-titré : « *CNN, Les plus grands menteurs du monde* », pose une question rhétorique aux internautes venus vérifier par eux-mêmes l'exactitude des informations émises par les médias occidentaux au sujet de la Chine :

⁶⁷² Candice Tran Dai, *L'Internet en République populaire de Chine : vers un outil de démocratisation ou de renforcement de l'État-parti*, Paris, Fondation pour la Recherche Stratégique, 2007, p.12.

⁶⁷³ Terme empruntée à Candice Tran Dai, Ibid. p.12.

⁶⁷⁴ Le Quotidien de l'armée de Libération dénonce la menace occidentale anti-chinoise, dont la force serait décuplée grâce aux NTIC : « *Dans le passé, les forces antichinoises occidentales mettaient une radio dans les mains du peuple chinois, ce qu'on pouvait considérer comme une 'grenade' dans le combat idéologique, 'le grand frère modèle' étant Voice of America. Mais en 2012, Voice of America a cessé d'émettre en chinois, suivi par Deutsche Welle et la BBC. Pourquoi? Parce la radio est 'out'. La 'fusée' aujourd'hui est l'Internet, les internautes chinois sont près de 600 millions; la 'grenade' dernier modèle est le téléphone portable, les utilisateurs chinois sont plus de 460 millions.* » François Bougon, « L'appel aux armes de Pékin pour contrôler le Net », *lemonde.fr*, 04/09/2013, <http://weibo.blog.lemonde.fr/2013/09/04/lappel-aux-armes-de-pekin-pour-controler-le-net/>, (consulté le 16/09/2014)

⁶⁷⁵ Wang Guoqin, vice-président du Bureau de l'Information du Conseil des Affaires de l'Etat : « Notre mission, c'est l'information objective et correcte », *Maliweb.net*, 14 septembre 2012, <http://www.maliweb.net/news/pressejournalisme/2012/09/14/article,91621.html>, (consulté le 08/05/2013).

« *Liberté de l'information ou diffamation ?!* ». Sur ce site, les internautes tentent de confondre les journalistes étrangers peu scrupuleux, qui véhiculent des photos ou des informations mensongères pour diaboliser le gouvernement chinois. Comme illustré en annexe 5, la photo de l'article de CNN montre des camions militaires s'approchant de deux émeutiers désarmés. Les internautes chinois ont retrouvé l'image originale et dénoncent le détournement réalisé par la chaîne américaine, qui a recadré la photo censée représenter les émeutiers tibétains comme non-violents et minoritaires face aux troupes armées chinoises. La photo originale montre en fait une bande d'émeutiers attaquant les camions de l'armée chinoise dans la rue, tandis que la photographie publiée par CNN a isolé les deux individus au premier plan face aux camions militaires. L'annexe n°22 montre également les propos des internautes qui convergent vers un nationalisme en butte aux critiques de la diplomatie étrangère (cf. capture d'écran de l'appel aux commentaires de l'article : « Questions-réponses du porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères au sujet de la déclaration des représentants officiels du ministère des Affaires Etrangères français sur le problème tibétain ») ainsi qu'à l'instrumentalisation des médias - non pas chinois mais internationaux : « *Les forces antichinoises sont à nouveau à l'œuvre, à travers leurs médias. Il faut répliquer coup pour coup. La Chine vaincra !* ».

Concernant l'actualité étrangère, on peut avancer que le gouvernement utilise encore la ruse pour paraître ouvert à l'actualité internationale tout en contrôlant la teneur des informations distillées. Il s'avère que la censure a, là encore, recours à la traduction lacunaire des faits pour en orienter la teneur. La censure partielle du discours d'investiture de Barack Obama en 2008 est un exemple symptomatique de ces manoeuvres. Invoquant leurs droits éditoriaux⁶⁷⁶, les autorités chinoises justifient la censure des passages litigieux du discours du président américain alors qu'il évoquait la lutte contre le communisme et la répression de la dissidence (: « *A ceux qui s'accrochent au pouvoir par la corruption et la fraude, et en bâillonnant la dissidence, sachez que vous êtes du mauvais côté de l'Histoire mais que nous vous tendrons la main si vous êtes prêts à desserrer votre poing* »⁶⁷⁷). Autre exemple représentatif de la censure sur la sphère de la traduction des ressources étrangères : la fermeture de la plateforme de traductions collaboratives

⁶⁷⁶ Déclaration de Jiang Yu, porte-parole du Ministère des Affaires Etrangères chinois, pour justifier la censure parcellaire du discours du président américain : « *Je pense que les médias chinois, comme tous les médias présents ici, ont leurs propres droits éditoriaux* » : « La Chine justifie la censure du discours d'Obama par ses médias », Reuters, 22/01/2009, <http://fr.reuters.com/article/idFRPAE50L06020090122>, (consulté le 07/05/2013).

⁶⁷⁷ Ibid.

Yeeyan.com en décembre 2009 ; ce site traduisait en chinois des articles issus de la presse anglophone et contrecarrait cette stratégie de contrôle de l'information grâce à la barrière de la langue. Le site a dû « faire son autocritique » pour reprendre de nouveau ses activités⁶⁷⁸ : « *Nous avons commis des erreurs dans le traitement de certains articles sur le site, nous avons violé les règlements ; de ce fait, Yeeyan doit temporairement fermer son serveur, et amender les articles en question* »⁶⁷⁹.

En tout état de cause, le gouvernement chinois compte bien continuer à inciter intellectuellement les internautes à faire d'une part, plus confiance aux sites web chinois qu'aux sites étrangers⁶⁸⁰, d'autre part à ne pas chercher de sources alternatives d'informations, présentées comme nuisibles à la cohésion nationale. La facilité et la richesse apparente d'informations accessibles sur les portails tels que Sina ou Sohu permettent d'ancrer les habitudes de navigation des internautes chinois vers les sites « appropriés », c'est-à-dire chinois, et des mieux mis à jour (par l'information officielle diffusée en continu). La stratégie de cyberoccupation du web s'inscrit dans un premier temps de façon technique : indexation de sites exclusivement nationaux par les moteurs de recherches, copies et blocage des sites sociaux étrangers, foisonnement de sites « officiels » pour masquer les sites gênants, mainmise de la censure sur la traduction et enfin surinformation au service de la désinformation. Mais cet investissement massif dans la présence et la visibilité du gouvernement chinois sur le web ne saurait se maintenir sans un véritable travail de fond idéologique, soutenu par une propagande multiforme et en constante actualisation.

⁶⁷⁸ La fermeture a eu lieu alors que le site était en train d'établir une collaboration avec le quotidien britannique The Guardian.

⁶⁷⁹ « Chine : Le site de traductions Yeeyan fermé par les autorités », *globalvoicesonline.org*, 11/12/2009, <http://fr.globalvoicesonline.org/2009/12/11/25129/>, (consulté le 07/05/2013).

⁶⁸⁰ Yang Guobin, « Between Democracy and Development: the Impact of New Information Technologies », *China Review International* Vol. 9, No. 1, 2002, p.4.

A.2. La guerre contre l'Autre : Idéologie traditionnelle & propagande 2.0

Le préalable à la diffusion idéologique du Parti est traditionnellement le contrôle des médias. Ils propagent les différentes tendances et courants de pensée qui doivent se distiller dans l'esprit des masses. Avec l'introduction du web comme nouvel espace médiatique, la formation idéologique des entreprises de médias en ligne a rapidement été encadrée par les autorités. Reporters Sans Frontières décrit le déroulement de ces formations⁶⁸¹ :

*« Le Bureau de l'Information organise régulièrement des stages afin d'exercer un contrôle idéologique sur les sociétés de médias en ligne et les inciter à mieux pratiquer la censure et l'autocensure. Ces stages ont généralement lieu à Pékin, sont composés d'une cinquantaine de personnes et durent environ cinq jours. A la fin de chaque stage, un certificat est délivré aux participants. (...) Les cadres des sociétés en ligne sont ainsi soumis à ce type de 'formation'. Une fois par an depuis 2004, un 'voyage des médias en ligne au pays natal du communisme' est organisé. Les plus grandes sociétés de l'internet chinois y participent : Sohu, Sina, Netease, Tom, Zhonghua, Baidu, Beiqing, Zhongguo Sousuo, Xilu, Xici, Yahoo !, Hexun, Daqi, Qihu, Bokee, Soufang, Qianxiang Hudong, Kongzhong. A leur retour, les sites sont priés de publier des articles relatant leur voyage : le portail Netease, (...) a affiché en page d'accueil de son site en 2007 un article intitulé : 'Une vingtaine de médias électroniques de Pékin se rendent au Guangxi à la recherche des traces de la révolution' ».*⁶⁸²

Selon les autorités, les médias, tout comme les fonctionnaires, se doivent de représenter la voix officielle et ce, dans l'intérêt du pays. Le Vice-président du Bureau de l'Information du Conseil des Affaires de l'Etat Wang Guoqin dénonce la responsabilité des médias dans le traitement de l'information, entraînant des conséquences parfois néfastes voire désastreuses pour la stabilité politique et pour le développement des pays⁶⁸³. Toute information, qui pourrait procurer un

⁶⁸¹ CHINE : Voyage au cœur de la censure d'internet : Chinese Human Rights Defenders et Reporters Sans Frontières, oct. 2007, pp.5-6.

⁶⁸² Che Dongzhe 车东哲 «ershi yu beijing wangluo meititi guangxi xunfang geming zuji » (20 余家北京网络媒体 广西寻访革命足迹, vingt médias électroniques de Pékin se rendent au Guangxi à la recherche des traces de la révolution), *sohu.com*, 25/06/2007, <http://news.sohu.com/20070625/n250746604.shtml> (consulté le 25/10/2007). Le portail Sohu a affiché un article semblable.

⁶⁸³ «Wang Guoqin, Vice président du Bureau de l'information du Conseil des Affaires d'Etat : 'Notre mission, c'est l'information objective et correcte' », op.cit.

sentiment d'insécurité parmi le peuple ou attiser des tensions entre le pouvoir et ses administrés, doit donc officiellement être prohibée (cf. anx.19)⁶⁸⁴. Le rôle des médias, insufflé par le Parti concernant le guidage de l'opinion sur le net, se résumerait en trois points : « *promouvoir l'unité politique, la stabilité sociale et soutenir le moral* »⁶⁸⁵. Ainsi, le président Hu Jintao appelait ses cadres en 2007 « *à exercer leur suprématie sur l'opinion publique en ligne, à élever le niveau et l'étude du guidage en ligne et à exploiter les nouvelles technologies pour disséminer une propagande positive* »⁶⁸⁶. L'année suivante, celui-ci demandait aux médias de se joindre à ce travail de propagande et de censure pour assurer la cohésion de la société avec le gouvernement : « *Nous devons maintenir une discipline de propagande stricte (...), contrôler avec soin la limite et gérer l'étendue de la couverture des sujets majeurs, sensibles et brûlants* »⁶⁸⁷. En avril 2010, le New York Times révélait qu'un nouveau bureau avait de plus été créé au sein du Bureau de l'Information du Conseil des Affaires de l'Etat afin de mieux gérer l'idéologie propagée sur les réseaux sociaux et les forums, plus complexes à contrôler que les portails d'information classiques : le « Bureau 9 » aurait ainsi été chargé par le gouvernement « *du guidage, de la coordination et autres tâches liées à la construction et à la gestion de la culture web* ».⁶⁸⁸

Le paradoxe entre impératifs économiques et obligations politiques pousse les autorités à vouloir contrôler année après année un peu plus le secteur médiatique, étatique ou non. La réunion annuelle des directives de la propagande par le Secrétaire du Département de la Propagande du Parti Li Changchun listait les mesures à prendre en 2011 pour « *resserrer la tension sur les médias et l'opinion publique en vue de la période sensible de la 18^{ème} session plénière du Parti en 2012* » :

⁶⁸⁴ Voir en annexe n°19: « Calendrier de la censure : un agenda chargé ! »

⁶⁸⁵ Alex Chan, op.cit.p.547: « *The media need to guide public opinion 'correctly', so as to promote political unity, social stability, and boost morale* ».

⁶⁸⁶ Brice Pedroletti, « Chine : les bons petits soldats d'Internet », *lemonde.fr*, 06/08/2008, http://www.lemonde.fr/asi-pacifique/article/2008/08/06/chine-les-bons-petits-soldats-d-internet_1080724_3216.html, (consulté le 15/05/2013).

⁶⁸⁷ Hu Jintao, discours du 20 juin 2008 commenté par Mathilde Bonnassieux, « En Chine, la propagande a encore de beaux jours devant elle », *chine.aujourdhuilemonde.com*, 26/06/2008, <http://chine.aujourdhuilemonde.com/en-chine-la-propagande-encore-de-beaux-jours-devant-elle>, (consulté le 15/05/2013).

⁶⁸⁸ Harold Thibault, « Renforçant leur contrôle du web, les censeurs chinois tentés par l'intranet », *Aujourdhuillachine.com*, 05/05/2010, <http://www.aujourdhuillachine.com/actualites-chine-renforcant-leur-contrrole-du-web-les-censeurs-chinois-tentes-par-l-intranet-14159.asp?1=1>, (consulté le 01/04/2013).

« Nous devons durcir la canalisation des medias urbains, censurer les reportages sur les actions collectives contre le Parti ou les intérêts de l'Etat. (...) Il est absolument interdit de tenir une position opposée au gouvernement et il n'est pas permis de laisser une organisation médiatique interférer avec le rôle des médias accrédités par le gouvernement pour guider l'opinion publique »⁶⁸⁹.

Le contrôle des médias par la censure ainsi posé m'amène à rechercher par quels contenus idéologiques les nouveaux modes de propagande tentent d'influencer l'opinion publique en ligne.

Le « cadrage » sur le web : un nouvel outil idéologique de persuasion

Théoriquement, la propagande consiste à influencer une population dans le but de faire évoluer sa pensée ou son comportement dans une optique donnée. Dans les années 1980, il s'agissait avant tout de développement économique, l'idéologie devant laisser place au pragmatisme pour relever le pays du marasme. Aujourd'hui et pour éviter que la Chine n'évolue vers un système démocratique libéral, la propagande veut avant tout stabiliser l'opinion, arguant que le mécontentement social⁶⁹⁰ doit pouvoir s'exprimer (notamment via le net) mais ce, sans mettre en péril le développement du pays. Cette idée de stabilité s'incarne, bien entendu, dans la non-remise en cause du PCC au pouvoir et dans la volonté de créer « une société harmonieuse » telle que préconisée par Hu Jintao depuis 2003 (et implicitement aux préceptes de Confucius⁶⁹¹).

⁶⁸⁹ Voir l'ensemble des directives en annexe n°19, Ibid.

⁶⁹⁰ Directement lié au creusement des inégalités engendrées par le développement de l'économie de marché lancé par Deng Xiaoping en 1978.

⁶⁹¹ Voir à ce sujet les questions posées par Ji Zhe, « Le slogan 'harmonie' est-il confucéen ? », *IRIS*, 8 juin 2011, <http://www.iris-france.org/analyse/geopolitique-religieux-article.php?numeroGR=30>, (consulté le 01/05/2013). Selon le journal *Dangjian*, publié par le Département de la propagande, Hu Jintao, à chacun de ses discours de 2004 à 2005 lorsqu'il évoque le principe d'harmonie, ne fait pourtant pas une seule fois référence à Confucius mais à l'idéologie marxiste-léniniste, à Mao Zedong ou même à Deng Xiaoping. Voir « Hu Jintao zongshuji guanyu goujian shehui zhuyi hexie shehui de youguan lunshu, 胡锦涛总书记关于构建社会主义和谐社会的有关论述 » (Discours du secrétaire général Hu Jintao concernant la construction idéologique d'une société socialiste et d'une société harmonieuse), *Dang Jian 党建 (Construction du Parti)*, 3-4 2005, theory.people.com.cn/GB/40557/42475/3263993.html, (consulté le 05/05/2013).

Pour conforter son idéologie de stabilisation du pays, le gouvernement utilise les mêmes méthodes de cadrage que dans le reste du monde. Selon Tversky et Kahneman⁶⁹², cette notion, en psychologie sociale, est la façon de présenter un « cadre cognitif » approprié pour réfléchir sur un sujet ou un problème donné⁶⁹³. Il consiste à influencer le raisonnement du récepteur du message et conduire son jugement à des choix différents en fonction de la description qui lui en est faite. Cette méthode est largement employée par les dirigeants politiques, les instituts de sondage et les médias du monde entier dans l'argumentation de leur prise de position ou de leurs actions, projetées ou entreprises. La manipulation psychologique donne ainsi à l'expéditeur du message un pouvoir d'influence et de persuasion sur la façon dont les récepteurs interpréteront le message. Sur le net, on assiste à des méthodes de cadrage de l'opinion publique en ligne des plus multiformes par le PCC, s'adaptant très rapidement au contexte médiatique du moment et selon le but de l'influence (psychologique ou sociale) recherchée.

Lors des révoltes de Lhassa en mars 2008 et alors que le gouvernement se sentait en situation de danger⁶⁹⁴, j'ai constaté un repliement des médias sur les techniques de propagande passées, caractérisées par le recours à une symbolique et une rhétorique idéologiques digne de la période révolutionnaire la plus « rouge » ; celle d'un combat manichéen de la nation chinoise contre « le mal ». Sur les sites web et dans les journaux chinois, une nouvelle « guerre populaire » est déclarée contre les sécessionnistes tibétains, les expressions rappelant l'ère maoïste évoquant un « *combat à la vie à la mort contre la clique du Dalai Lama* », décrit comme un « *loup enveloppé d'une bure de moine* » ou encore d'un « *monstre à face humaine mais au cœur animal (...) qui*

⁶⁹² Amos Tversky et Daniel Kahneman, « The Framing of Decisions and the Psychology of Choice », *Science*, 211, 1981, pp. 453-458.

⁶⁹³ Tversky et Kahneman présentent une expérience à plusieurs groupes d'étudiants. Le premier groupe doit choisir entre deux solutions lors d'une épidémie fictive : Soit sauver 200 personnes sur 600, soit avoir une chance sur trois de sauver les 600 personnes. L'autre groupe doit faire le même choix mais la situation leur est présentée de manière différente, celle de « laisser mourir » ou non les personnes contaminées. Quand il s'agit de « sauver » des vies, le 1^{er} groupe choisit la sécurité en sauvant à coup sûr les 200 personnes, tandis que le deuxième groupe préfère prendre le risque de laisser 600 personnes mourir s'il lui reste une chance sur trois de les sauver toutes.

⁶⁹⁴ Menace intérieure par les « sécessionnistes » tibétains, et extérieure par les tentatives d'ingérence de la communauté internationale prête à envoyer une mission d'observation de l'ONU sur le terrain ou à boycotter les JO prévus quelques mois plus tard. Voir Annexe n°22 : « Nationalisme en ligne : JO 2008, les internautes chinois s'emparent contre la France »

ne renoncera pas à ses intentions diaboliques»⁶⁹⁵. Des chasses à l'homme virtuelles sont lancées avec la publication d'avis de recherches et de photographies des 19 auteurs de troubles présumés et recherchés par la police (cf.anx.10), en page d'accueil des grands portails chinois (Sohu, etc.) et étrangers (Yahoo⁶⁹⁶). Ici se pose la question du choix de cette rhétorique rétrograde. S'agit-il d'un réflexe de repli dans la lutte communiste contre le sécessionnisme religieux hérité de l'époque maoïste ? Ou plutôt d'un cadrage psychologique consistant à utiliser un vocabulaire suranné pour décrire la menace que ferait planer le peuple tibétain arriéré (*luohou* 落后) sur une Chine communiste moderne et unie ? Alors que le Premier Ministre Wen Jiabao accusait au même moment le Dalai Lama de vouloir saboter les Jeux Olympiques prévus en Chine quelques mois plus tard⁶⁹⁷, cette dernière hypothèse paraît plausible.⁶⁹⁸

Parallèlement à ce regain rhétorique communiste, le cadrage psychologique employé lors des grandes campagnes de « purification du net » (*wangluo jinghua* 网络净化) confère une image presque paternaliste au gouvernement, qui se présente comme garant de la « salubrité » morale du web. L'analogie entre la « prophylaxie » évoquée par Lefort et ces campagnes de « purification » révèle encore l'importance métaphorique des slogans lancés par le PCC⁶⁹⁹, qui s'efforce de créer un nouveau champ lexical idéologique propre au cyberspace. Ces campagnes sont généralement menées suite à la médiatisation de faits divers choquant la morale ou la sensibilité de l'opinion. Celle-ci en appelle alors aux pouvoirs publics afin de régler ces

⁶⁹⁵ Propos tenus par le gouverneur Zhang Qili, successeur de Hu Jintao à la tête du Tibet, dans une conférence audiovisuelle pendant les événements : « Escalade verbale contre le Dalai Lama », *Aujourd'hui la Chine*, 19/03/2008, <http://chine.aujourdhuilemonde.com/escalade-verbale-contre-le-dalai-lama>, (consulté le 05/05/2013).

⁶⁹⁶ Bien que ces sites étrangers nient avoir collaboré de la sorte avec le gouvernement chinois : « Yahoo! dément avoir mis en ligne des photos des émeutiers de Lhasa », *journaux.ma*, 22/03/2008, <http://www.journaux.ma/maroc/actualite-internationale/yahoo-dement-avoir-mis-en-ligne-des-photos-des-emeutiers-de-lhasa>, (consulté le 05/05/2013).

⁶⁹⁷ Alain Renon, « Propagande chinoise, mode d'emploi », *RFI*, 19/03/2008, http://www.rfi.fr/actufr/articles/099/article_64089.asp, (consulté le 09/05/2013).

⁶⁹⁸ Voir chapitre III de cette étude pour une argumentation plus détaillée ainsi que le témoignage d'un étudiant chinois sur la question : « *Il suffit de regarder la démographie, l'espérance de vie et le type de société du Tibet avant 1951 et ceux de maintenant, vous allez comprendre l'évident progrès social qu'il y a eu au Tibet.* » : Gumma, « Le point de vue d'un étudiant chinois sur le Tibet, les JO de Beijing... », *agoravox.fr*, 31/03/2008, <http://www.agoravox.fr/tribune-libre/article/le-point-de-vue-d-un-etudiant-38065> (consulté le 07/10/2013).

⁶⁹⁹ Claude Lefort, op.cit.p.105 « *La campagne contre les ennemis du peuple se voit placée sous le signe de la prophylaxie sociale : l'intégrité du corps dépendant de l'élimination de ses parasites* ».

nouveaux phénomènes sociétaux nuisibles au sain épanouissement du public. L'agenda médiatique servant l'idéologie, une vaste campagne de vérification des cybercafés illégaux a par exemple été lancée en 2001 après l'incendie d'un de ces établissements faisant 24 morts. L'absence de normes de sécurité de ces lieux illicites légitimait officiellement une action de telle ampleur (150 000 cybercafés illégaux furent fermés cette même année)⁷⁰⁰. Le but officieux étant, en toute hypothèse, de saisir l'opportunité médiatique qu'apportait ce drame pour obliger les cybercafés à s'enregistrer auprès de l'administration, mais surtout de leur faire installer des logiciels de censure capables de bloquer l'accès aux sites interdits. L'exemple de Zhang Xiaoyi, suicidé en décembre 2004 à l'âge de 13 ans après avoir passé trente-six heures dans un cybercafé fut l'un des nombreux drames exploités par le gouvernement pour dénoncer via les médias - ironiquement et à bon compte - l'internet comme « *nouvel opium électronique du peuple* »⁷⁰¹. Ce phénomène d'extension du contrôle sous couvert de défense de l'intérêt général tend année après année à s'amplifier, car ces campagnes de purification se multiplient dans des domaines constamment élargis : pornographie, criminalité, violence des jeux vidéo, fausses rumeurs ou calomnies.

Pourtant, les internautes ne sont pas dupes et dénoncent la récupération idéologique de ces campagnes lorsqu'elles menacent de mettre à mal leur confort de navigation en ligne et violer une fois de plus leur vie privée. En 2009, le gouvernement a provoqué un tollé national et international lorsqu'il prévoyait que tout ordinateur vendu en Chine soit équipé d'un logiciel filtrant les contenus pornographiques ; ce logiciel était appelé le *Barrage vert d'escorte de la jeunesse* (*lüba huaji huhang* 绿坝花季护航). Prétextant vouloir protéger la jeunesse de la violence et de la pornographie présentes sur le net, les autorités avaient en fait dissimulé dans ce logiciel un système de repérage de mots-clés empêchant toute connexion à des sites dits « politiquement sensibles ». Selon un sondage du célèbre portail Sina.com, 81 % des internautes chinois estimaient que le *Barrage vert* allait de nouveau les empêcher d'accéder à leurs sites

⁷⁰⁰ Frédérique Douzet, « Les frontières chinoises de l'Internet », dans *Chine, nouveaux enjeux géopolitiques*, second trimestre 2007, <http://www.herodote.org/spip.php?article282>, (consulté le 09/05/2013).

⁷⁰¹ Ici, le terme « Opium du peuple » fait référence non pas à la religion comme Marx l'entendait, mais plutôt à l'Opium comme fléau de la « drogue venue de l'étranger » et importé d'Inde par les Britanniques en Chine à la fin du XIX^{ème} siècle. L'analyse de Xavier Paulès réfute pourtant cet a priori tant chinois qu'occidental, puisqu'il évoque le formidable potentiel de modernisation et de renforcement de l'Etat qu'a représenté le commerce de l'opium pour le gouvernement de l'époque. Xavier Paulès « La lutte contre l'opium, Panacée politique pour le Guomindang ? », *Vingtième siècle, revue d'histoire*, 96, juillet-septembre 2007, Sciences Po University Press, pp.193-213.

web préférés tout en violant une fois de plus leur vie privée. Leur mécontentement quant au blocage de sites populaires comme Twitter ou Flickr à l'occasion du 20e anniversaire de Tiananmen fut d'ailleurs largement illustré par les nombreux pieds de nez humoristiques faits à la censure : il n'était plus question du « 4 juin » mais bien du « 35 mai », « l'escorte de la jeunesse » étant çà et là caricaturée comme une jeune fille des plus frivoles (cf. annexe n°20)⁷⁰². Finalement, le projet d'installation forcée sur tous les ordinateurs de Chine du logiciel *Barrage vert* fut abandonné. Pékin préféra calmer la polémique étant donné l'éventail assez fourni de logiciels déjà à sa disposition et n'ayant pas soulevé de protestations outre mesure.⁷⁰³

L'idéologie par le cadrage permet au gouvernement de se présenter comme l'unique « sauveur » héroïque de la nation dans un combat manichéen contre « le mal ». Qu'il s'agisse d'une lutte physique violente (chasse à l'homme virtuelle, répression policière et dénonciation en ligne des sécessionnistes tibétains par exemple) ou morale (campagnes de dénonciation en ligne des sites de pornographie, de cybercriminalité, etc.), le slogan de Mao encore usité : « servir le peuple »⁷⁰⁴ permet au gouvernement d'éradiquer légitimement chaque nouveau phénomène susceptible d'affaiblir son contrôle sur la société. La résolution d'un problème technique, ici l'absence de logiciels de contrôle sur les ordinateurs des cybercafés illégaux, s'apparente dès lors à un phénomène que le PCC qualifie d'« idéologique » pour légitimer son action (« campagne de purification » via l'installation obligatoire de logiciels de contrôle parental pour la jeunesse, ici le *Barrage vert*). La question est de savoir si ces tenants doctrinaires sont ou non assumés par un PCC qui peine à combler le vide idéologique laissé depuis le virage économique de la Chine de Deng Xiaoping et la mort de Mao.

Dans le contexte politique et économique mondial actuel, il est également intéressant d'étudier la façon dont la démocratie est présentée au public chinois par la propagande du PCC. Le terme de « démocratie » renvoie souvent au peuple chinois, l'idée de désordre, de déstabilisation du pays ou de révolution anarchique et violente. Historiquement, la démocratie a régulièrement été

⁷⁰² Voir en annexe n°20 : « L'humour, la stratégie du faible ».

⁷⁰³ En outre, un petit fabricant de logiciel californien appelé Cybersitter a attaqué Pékin pour contrefaçon devant un tribunal fédéral de Los Angeles. Celui-ci reproche aux autorités chinoises, à sept fabricants de PC et à deux concepteurs locaux, d'avoir piraté l'un de ses programmes de contrôle parental pour concevoir le « Barrage vert » : « La société américaine Cybersitter accuse Pékin de contrefaçon », *Les Echos* n° 20589, 08/10/2010, p.24, <http://www.lesechos.fr/info/hightec/020301148189.htm>, (consulté le 11/01/2010).

⁷⁰⁴ *Wei renmin fuwu*, (为人民服务) est le titre d'un discours de Mao Zedong prononcé le 08 septembre 1944 au sujet du rôle et des devoirs du PCC envers le peuple.

instrumentalisée par le Parti au détriment des masses populaires⁷⁰⁵. Mao accorde la « Grande démocratie »⁷⁰⁶ au peuple lors de la Révolution culturelle pour lancer des campagnes violentes d’anarchisme⁷⁰⁷ destinées à le faire revenir à la tête du Parti suite au désastre causé par le Grand Bond en avant⁷⁰⁸. En 1980, Deng Xiaoping supprime les « quatre grandes libertés » de la Constitution en assimilant la démocratie au chaos (*luan 乱*) et à l’anarchie engendrés par la Révolution culturelle⁷⁰⁹. Cette vision négative du concept démocratique n’a cessé d’être véhiculée par la propagande officielle jusqu’à nos jours⁷¹⁰. Lors des révolutions démocratiques du Printemps arabe en 2010 par exemple, les médias chinois ont présenté ces événements en mettant en avant la violence des désordres (nombre de morts et de blessés) et dénoncé ensuite la faillite économique et l’islamisme radical comme conséquences directes de ces changements politiques. Dans ce contexte d’instabilité et de crise économique mondiale, le repli sur les valeurs chinoises tente d’apparaître comme un refuge permettant de garder le cap de l’envolée économique du pays. La proposition d’un renouveau du système sino-centré s’apparente alors à

⁷⁰⁵ Les représailles brutales de la Révolution culturelle sur les mouvements démocratiques - pourtant encouragés par Mao lorsque la « Grande Démocratie » (*da minzhu 大民主*) lui servait - ont définitivement marqué les citoyens, en particulier les citoyens. Voir Michel Bonnin, « Servante, épouvantail ou déesse : la démocratie dans le discours du pouvoir et dans celui de la dissidence en Chine », In *La Chine et la démocratie*, Paris, Fayard, 2007, p.502.

⁷⁰⁶ La « Grande Démocratie » se caractérise selon Mao par les « Quatre grandes libertés » : « Libre expression d’opinion, large exposé d’idées, affiche à grands caractères, grand débat ».

⁷⁰⁷ Michel Bonnin décrit cette instrumentalisation violente des masses sous couvert de la Révolution culturelle portée par la « Grande Démocratie » : « envois de groupes de fanatiques autorisés à voler, frapper et terroriser un certain type de population, totale impunité de ces ‘nervis’ même en cas de décès de leur victimes, recours systématique à l’humiliation publique, dictature absolue de la pensée (...) », op.cit.

⁷⁰⁸ *Le Grand Bond en Avant* lancé en 1958 par Mao a causé l’effondrement économique du pays et se solda par une Grande Famine. Marie-Claire Bergère, *La Chine de 1949 à nos jours*, op.cit. p.99 & Jisheng Yang, *Stèles : la grande famine en Chine 1958-1961*, Paris, Seuil, 2012.

⁷⁰⁹ Pour une analyse descriptive détaillée de la vision du système démocratique par Deng, voir Jean-Philippe Bèjà, op.cit.p.80 : « Comme la plupart des membres de sa génération, il est convaincu que, pour un pays comme la Chine, la démocratie ne peut que conduire au mieux au chaos, au pire à la guerre civile ».

⁷¹⁰ On notera qu’à Cuba, où la nature du régime autoritaire est analogue au contexte chinois, certaines notions telles que le terme « politique » ou « les droits humains » ne peuvent constituer des slogans mobilisateurs auprès du public. Ces termes ayant été pendant longtemps connotés négativement par les médias officiels et le gouvernement, Marie-Laure Geoffray montre combien les « cadres cognitifs » de la population cubaine deviennent eux-mêmes contraignants pour les porteurs de cause face au pouvoir en place. Marie-Laure Geoffray, « Etudier la contestation en contexte autoritaire. Le cas cubain », *Politix* n° 93, juillet 2011, p.42.

un néo-autoritarisme à peine masqué⁷¹¹, où les dirigeants n'ont pas à être élus démocratiquement grâce à une démagogie propre aux périodes électorales, mais où ils sont choisis pour leur compétence à gouverner le pays⁷¹². Malgré ces efforts de persuasion, les internautes n'ont pas tardé à faire tomber le masque de cette idéologie qu'ils qualifient de creuse et ne servant qu'à accroître plus durement la censure de la propagande « harmonieuse ». Cette critique du slogan de « l'harmonie » déguisant la censure est devenue telle, que les internautes, outrés par cette rhétorique du mensonge, se la sont réappropriée pour critiquer les fermetures arbitraires de sites web - commentant de façon ironique la manière dont ces sites se sont fait « harmoniser »⁷¹³. L'ambiguïté de la référence politique au confucianisme atteint ses limites auprès des internautes, alors même que de nombreux plans de la vie publique (politique, éducatif, médiatique, intellectuel) s'approprient cette doctrine. En témoigne la prolifération de projets confucéens au sein même des universités, où les élites intellectuelles ont pour mission de fournir au slogan officiel de « société harmonieuse » des références idéologiques tirées des classiques confucéens. Cette réappropriation, quand elle s'inscrit dans l'identité du PCC lui-même, atteint ses limites puisqu'elle ne semble pas totalement assumée : une statue de Confucius érigée sur la place Tiananmen en 2012 est subitement retirée, dans la nuit et sans autre explication, lorsque le débat sur le web, y compris au sein de la communauté intellectuelle, commence à y voir un signal d'un nouveau virage idéologique des dirigeants. Assumé ou pas, selon Anne Cheng⁷¹⁴, il y a tout de même là un véritable phénomène médiatique, voire de société, qui touche aussi bien les classes moyennes au moyen de séries télévisées que les milieux intellectuels élitistes. Confucius semble être en train de devenir une « marque déposée »⁷¹⁵ instrumentalisée par le PCC certes⁷¹⁶, même si non reconnue par ce dernier comme ligne directrice idéologique du pouvoir.

⁷¹¹ Au sujet du courant néo-autoritariste, partagé au sein de l'intelligentsia, voir Jean-Philippe Bèjè, *ibid.* p.17 : « Le concept d' "une personne, une voix", élément essentiel de la définition d'un régime politique démocratique, est tout à fait marginal, lorsqu'il n'est pas complètement étranger à leur pensée [aux intellectuels chinois]. Cela explique pourquoi les idées de mise en tutelle de la population en attendant de voir instaurer la démocratie (...) restent encore aujourd'hui, très influentes ».

⁷¹² Guillaume Dutournier et Paul Charon, « Le confucianisme, un modèle politique ? Une réponse à Daniel A. Bell », *La Vie des Idées*, 15 juin 2010, www.laviedesidees.fr/Le-confucianisme-un-modele.html, (consulté le 05/05/2013).

⁷¹³ Voir en annexe n°20 : « Humour, la stratégie du faible »

⁷¹⁴ Anne Cheng, « Histoire intellectuelle de la Chine », In *L'annuaire du Collège de France*, Paris, mars 2010, paragraphe 23 dans la version en ligne <http://annuaire-cdf.revues.org/201>, (consulté le 15/10/2013).

⁷¹⁵ Comme le démontre encore le foisonnement d'Instituts Confucius (IC, *Kongzi xueyuan* 孔子学院) à travers le monde, gage de la qualité de « l'idéologie ancestrale » qui pourra guider la Chine vers le plus bel avenir.

Etudes de cas et analyses tactiques de la question de la souveraineté à l'ère de l'information mondiale

Les ambitions de grandeur et de puissance de la Chine dépendent avant tout de son unité. La diversité ethnique de la nation chinoise, comprenant 56 ethnies et dont les Han (汉) représentent à eux seuls 92% de la population⁷¹⁷, soulève des enjeux multiples pour le pouvoir qui tente à travers l'histoire de créer une unité nationale depuis l'unification de la Chine par le 1^{er} Empereur Qin en 221 avant JC. Les révoltes ouïghoures et tibétaines, récurrentes ces dernières années et rapportées sur le web mondial, ont plusieurs fois mis à mal les relations diplomatiques de la Chine. Celle-ci se déclare en effet victime des tentatives, de l'Occident et de l'islamisme, de saper la stabilité économique et politique du pays. Dans un contexte où les Han se voient comme les héritiers d'une histoire linéaire pluriséculaire⁷¹⁸, la question de la gestion des minorités ethniques et religieuses apparaît comme une manne pour la politique de communication de l'Etat-Parti : les provinces sécessionnistes représentant « l'Autre » selon les critères de Lefort, que le « Parti-Un » doit combattre pour se sauver lui-même⁷¹⁹.

⁷¹⁶ Les références au philosophe lors de la cérémonie d'ouverture des Jeux Olympiques en 2008 exhibaient d'ailleurs sans complexe certains aphorismes tirés des *Entretiens*, scandés à la manière de slogans par les figurants déguisés en lettrés.

⁷¹⁷ Voir « Carte des familles ethnolinguistiques de Chine » en annexe n°27.

⁷¹⁸ L'Histoire de Chine fait remonter les racines culturelles du peuple chinois aux dynasties antiques des Xia, des Shang et des Zhou (2200 à 481 avant J.C), puis au premier Empire Qin suivi par les Han, à l'origine de la première expansion chinoise en Asie. Il faut néanmoins rappeler que la dernière dynastie Qing n'était pas d'origine han, mais mandchoue.

⁷¹⁹ Tout comme à Cuba où Marie-Laure Geoffray note le champ lexical usité par le gouvernement pour non pas seulement « rappeler des valeurs et des combats fondateurs mais imposer les normes du 'devoir-être' révolutionnaire et les catégories acceptées du comportement et de la pensée. L'existence de ces signes dans le paysage crée immédiatement une intériorité et une extériorité aux normes ou comme le dit Ortega un 'nous' et un 'eux' : ceux qui s'y conforment, et les autres, les 'dissidents', les 'non-conformes' (...) termes couramment employés dans les conversations de tous les jours ». Marie-Laure Geoffray, « Dynamiques de résistance aux normes révolutionnaires à Cuba », op.cit. p.3.

A.2.1. La question tibétaine : l'internet au secours de la politique de communication du Parti

Cette première étude de cas illustre l'ensemble des moyens mis en œuvre par le pouvoir afin de conserver sa souveraineté dans les provinces tibétaines reculées : d'une part, en déployant une forte présence chinoise sur le terrain, d'autre part, en mettant en place des stratégies de communication adaptées au public chinois et étranger.

Outre les ressources naturelles de la région, les raisons pour lesquelles Mao Zedong décide, rapidement après son accession au pouvoir, d'envahir le Tibet apparaissent avant tout géostratégiques, puisqu'elles permettent à la Chine d'étendre son influence jusqu'aux frontières indiennes et népalaises. La présence britannique au Tibet présente un risque supplémentaire d'affaiblissement de la domination communiste par les forces occidentales en pleine période de guerre froide. Le 7 octobre 1950, Mao Zedong ordonne l'invasion militaire du Tibet qui prend fin le 23 mai 1951 par la signature d'un traité sino-tibétain⁷²⁰ intégrant officiellement le Tibet à la RPC tout en garantissant le respect de la religion bouddhiste (dont l'autorité symbolique du Dalai-lama). La fuite du 14ème Dalai-lama en 1959 marque le début d'une période d'intense répression de la résistance tibétaine par le PCC, qui tente de supplanter l'autorité religieuse de ses représentants⁷²¹. L'abolition du servage, laissée en suspens par le Parti qui acceptait jusqu'alors de cohabiter avec le système clérical tibétain, devient ensuite effective.

Alors qu'au milieu des années 1980, le Secrétaire Général du PCC de sensibilité libérale Hu Yaobang se distingue par ses idées très à contre-courant sur la question tibétaine (ordonnant de réduire le nombre de fonctionnaires Han dans la province et obligeant ceux qui restaient à

⁷²⁰ Cet accord en 17 points a été dénoncé par la suite par le Dalai-lama en exil en Inde en 1959.

⁷²¹ La controverse existante au sujet de la nomination du 11ème panchen-lama soulève la problématique politico-religieuse de la représentation tibétaine vis-à-vis du pouvoir chinois. Alors que le Dalai-lama désigne en 1995 Gendhun Choekyi Nyima comme la réincarnation du 10ème Panchen-lama (après que l'enfant ait reconnu les objets ayant appartenu au défunt Panchen-lama selon la tradition tibétaine), la RPC soutient au contraire que la nomination du 11ème Panchen-lama doit être effectuée par un tirage au sort dans une urne d'or, selon la tradition dynastique Qing (d'origine mandchoue). La reconnaissance de Gyancaïn Norbu par la RPC comme 11ème Panchen-lama selon le rite de l'urne d'or n'est pas acceptée par les fidèles tibétains, qui considèrent Gendhun Choekyi Nyima comme la véritable réincarnation du 10ème Panchen-lama. Trois jours après sa désignation par le Dalai-lama en 1995, Gendhun Choekyi Nyima et ses parents sont enlevés par les autorités chinoises qui affirment les avoir mis en sécurité à Pékin où ils désireraient rester dans l'anonymat.

apprendre la langue tibétaine⁷²²), l'écrasement des émeutes tibétaines par le gouverneur de l'époque Hu Jintao en 1989 marque un nouvel élan dans les politiques de domination des provinces à populations composites. Ces politiques reposent avant tout sur trois axes majeurs : un fort contrôle coercitif associé à un développement socio-économique, suivi d'une intense politique de peuplement ethnique han. L'aménagement du réseau routier, ferroviaire et internet dans des parties aussi reculées du pays répond à cet impératif de désenclavement⁷²³ et d'unification dans le cadre de la politique de modernisation lancée depuis Deng Xiaoping. Néanmoins, il faut comprendre que la question du séparatisme tibétain pose celle d'un malaise identitaire profond que les dirigeants tentent d'instrumentaliser lorsqu'ils ne peuvent plus l'étouffer. Les émeutes meurtrières survenues à Lhassa en mars 2008 et le nombre croissant d'auto-immolations de moines tibétains pour alerter l'opinion et le gouvernement posent les limites de la politique chinoise dans la région.

Le 10 mars 2008, des manifestations tibétaines débutent à Lhassa le jour anniversaire de la révolte antichinoise de 1959⁷²⁴, avant de dégénérer et de s'étendre le 14 mars à d'autres régions (où vivent des minorités tibétaines dans l'ouest de la Chine). Les émeutiers tibétains sont accusés par les autorités d'avoir tué 18 civils, 1 policier, et blessé 382 civils, 241 policiers. De plus, 7 écoles, 5 hôpitaux et 120 habitations auraient été incendiées ainsi que 908 magasins pillés ; les dégâts totaux sont évalués à plus de 244 millions de yuans RMB⁷²⁵. Sur le net et à la télévision, les manifestants sont présentés comme des pilleurs violents, meurtriers de civils han et ouïghours innocents (le malaise religieux et identitaire de ces minorités n'étant pas évoqué). Les grands portails d'informations en ligne tels que Sina.com, Yahoo!Chine ou MSN Chine publient pendant plusieurs jours en page d'accueil les portraits de 19 des individus les plus recherchés. Les photographies sont accompagnées d'une notice appelant le public à contacter la police s'il

⁷²² Pour lui, l'amélioration de la situation au Tibet passerait par l'augmentation des budgets dédiés à la province, l'amélioration du niveau d'éducation et - contrairement à la politique mise en place par la suite - au renouveau de la culture tibétaine. Démis de ses fonctions en janvier 1987 suite aux agitations estudiantines de l'hiver 1986, Hu Yaobang avait néanmoins conservé son siège au sein du comité permanent du bureau politique. L'hommage qui lui fut rendu par les étudiants chinois, pour ses funérailles le 22 avril, marqua le début du mouvement démocratique de 1989, écrasé le 4 juin par l'Armée.

⁷²³ La nouvelle ligne de chemin de fer Pékin-Lhassa s'inscrit notamment dans le cadre du *Programme Ouverture de l'Ouest de la Chine (Xibu da Kaifa 西部大开发)* lancé en 2000.

⁷²⁴ Qui marque le début de l'exil du Dalai-lama en Inde.

⁷²⁵ Soit plus de 22 millions d'euros.

dispose d'éléments pouvant conduire à la localisation des individus. Sur le web, une véritable chasse à l'Homme virtuelle est menée par les internautes grâce aux « moteurs de recherches de chair humaine »⁷²⁶ pour « pister » les Tibétains recherchés (cf. copies d'écran en annexe 10).

Parallèlement, l'accès au réseau dans les provinces concernées est particulièrement restreint, voire totalement impossible. Le bouclage terrestre et virtuel de la région inquiète la communauté internationale qui prend fait et cause pour les manifestants tibétains⁷²⁷. Les réactions sur les forums de discussion chinois ne tardent pas à enfler, car les tentatives d'ingérence de la diplomatie et de l'opinion publique étrangères n'ont pas pour effet de sensibiliser la population chinoise aux questions du respect des Droits de l'Homme, mais au contraire de la souder à ses dirigeants qui dénoncent la violence des émeutiers et l'ingérence de la communauté internationale. La création du blog anti-cnn.com apparaît comme le déclencheur de la deuxième phase de la politique de communication du gouvernement contre la communauté internationale. Ce mouvement « populaire » est des plus emblématiques, car il marque le début d'un processus de riposte dans la communication politique réalisée sur le net par les autorités chinoises, pour dénoncer la politique de désinformation étrangère et la stigmatisation du PCC dans le monde. Ce site, apparu dans un contexte de guerre de l'information, aurait été créé, non pas par le gouvernement, mais par un internaute chinois de 23 ans dénommé Jin Rao.

Cet étudiant explique sur sa page d'accueil qu'il a décidé de créer ce site collaboratif (60% du contenu produit par les internautes) pour dénoncer « *les mensonges et les distorsions de faits de la presse occidentale* » sur les émeutes tibétaines, « *consistant à briser l'unité nationale de la Chine* ». La page d'accueil déclare ainsi « *collecter, classifier et exposer la mauvaise conduite des médias occidentaux qui contribuent à renforcer les préjugés de la société occidentale* »⁷²⁸.

⁷²⁶ Voir glossaire technique. En avril 2008, une étudiante chinoise résidant aux Etats-Unis a été la cible d'une dénonciation sur ces *moteurs de recherches de chair humaine*, après s'être interposée entre ses camarades chinois et des étudiants tibétains. Depuis, elle a reçu de nombreuses menaces telles que celle-ci : « *Si tu reviens en Chine, ton corps sera découpé en 10 000 morceaux* » : Bruno Philip, « Un tribunal chinois condamne les justiciers de l'internet », *lemonde.fr*, 23/12/2008, http://www.lemonde.fr/asi-pacifique/article/2008/12/23/un-tribunal-chinois-condamne-les-justiciers-de-l-internet_1134403_3216.html&cid=0&ei=lvNQSyf4GpWkQ5C-wYcC&usg=AFQjCNFaAAwL7EpAtbxspLC0xYbS-D7yUg, (consulté le 25/11/2013).

⁷²⁷ Voir les réactions de certains internautes chinois en étude de cas, annexe n°22 : « Nationalisme en ligne : JO 2008, les internautes chinois s'emporent contre la France ».

⁷²⁸ « Wangmin zifa fan ji wai meiti xia bao lasa shijian 網民自發反擊外媒瞎報拉薩事件 », (« Les internautes contre-attaquent spontanément les médias étrangers rapportant aveuglément les événements de Lhasa »), *大公報 Takungpao*, 26 mars 2008, (consulté le 08/08/2013).

Selon le site, l'expression «*anti-cnn*» ne se réfère pas exclusivement à la chaîne de télévision américaine CNN, mais également aux autres médias occidentaux, comme la BBC, Der Spiegel, La Repubblica, N-TV, Bild, Fox News Channel ou RTL. Suite à la conférence de presse du porte-parole du Ministère chinois des Affaires étrangères (MAE) Qin Gang le 27 mars 2008 (consultable en annexe n°5), le site jouit d'une popularité fulgurante puisqu'il comptabilise au plus fort de la polémique quelque 500 000 visites quotidiennes⁷²⁹. Le ministre chinois reprend alors à bon compte les motivations, le sentiment d'injustice et de colère du peuple chinois face à ces tentatives de diabolisation par la presse étrangère :

«C'est la condamnation et la critique purement spontanées du peuple chinois envers les informations irresponsables de certains médias occidentaux qui ont enfreint l'éthique professionnelle»⁷³⁰.

La plupart des médias étrangers accusés répondent aux critiques portées par les internautes. CNN fait un communiqué officiel sur l'affaire des photographies recadrées, voire retouchées et des légendes erronées (photos de la police népalaise réprimant des moines tibétains pour une majorité de photos) en expliquant que le choix de la chaîne était «*approprié pour le contexte éditorial et n'a provoqué aucune confusion*»⁷³¹ alors que Der Spiegel refuse de répondre aux accusations estimant que le site relève de la «propagande chinoise».

Cette riposte médiatique contribue à perfectionner les stratégies de communication du régime dans sa mue post-totalitaire. Les polémiques sur la répression tibétaine se reportant au niveau diplomatique, nous verrons comment le gouvernement a su utiliser la mondialisation de l'information pour légitimer son action dans la province tibétaine, relevant selon lui uniquement des affaires intérieures du pays. C'est pourquoi, en témoignage de bonne foi vis-à-vis de l'opinion publique internationale, 19 organes médiatiques chinois et étrangers sont invités par les autorités chinoises, dès le 26 mars, à se rendre à Lhasa pour témoigner de la situation et de

⁷²⁹ Voir annexe n°5 : « Les internautes chinois dénoncent la propagande occidentale sur anti-cnn.com »

⁷³⁰ « Dongfang shikong zhenggao CNN : wangmin weishenme fennü » (东方时空 正告 CNN: 网民为什么愤怒 Horizon oriental prévient CNN : pourquoi les internautes sont en colère), *Xinhua*, 01/04/2008, http://news.xinhuanet.com/video/2008-04/01/content_7899284.htm, (consulté le 08/08/2013).

⁷³¹ « CNN statement on Tibet coverage », *CNN*, 28/03/2008, <http://edition.cnn.com/2008/US/03/28/tibet.statement>, (consulté le 08/08/2013).

la liberté religieuse des habitants de la province⁷³². Le même jour et alors que les polémiques s'intensifient en France, le numéro deux de l'ambassade de Chine à Paris Qu Xing compare de façon ironique sur *Europe 1* les arrestations effectuées par les forces de police de Lhassa à la série d'arrestations menée en février de la même année par la police française à Villiers-le-Bel⁷³³ : « *Il y a quelques mois à Villiers-le-Bel il y a eu des émeutes. 1000 policiers ont été envoyés à Villiers-le-Bel pour une petite ville de 26 000 habitants* ». Interrogé par les journalistes pour savoir si la Chine accepterait l'envoi éventuel d'une mission de l'ONU afin d'enquêter à Lhassa, celui-ci répond : « *Est-ce que vous laisseriez une mission des Nations Unies voir ce qui s'est passé à Villiers-le-Bel ?* »⁷³⁴. Dès lors, les polémiques dans les médias français et sur le web s'évanouissent comme neige au soleil et ne sont agitées que par les derniers intellectuels et activistes, qui ne trouvent plus de nouveaux soutiens politiques à la cause du Dalaï-lama⁷³⁵.

Un mois après, le 17 avril 2008, la cause tibétaine rebondit dans un ultime sursaut : l'athlète handicapée en fauteuil roulant Jing Jing, relais de la torche olympique à Paris, se fait brutalement bousculer par des activistes pro-tibétains qui tentent de lui voler la torche. Les images font le tour du web chinois et connaissent des retentissements d'autant plus grands que les réactions des personnalités politiques françaises multiplient déjà les « impairs » diplomatiques : alors que le président Sarkozy (soumis à la pression médiatique française

⁷³² « 19 médias chinois et étrangers se rendent à Lhassa pour couvrir les récentes émeutes », *Quotidien du peuple en ligne*, 27/03/2008, french.peopledaily.com.cn/Chine/63822070.html., (consulté le 08/08/2013).

⁷³³ Le 18 février 2008, une vaste opération de police avait mobilisé un millier d'hommes dans cette commune du Val-d'Oise, où des policiers avaient été visés par des armes à feu en novembre 2007.

⁷³⁴ A la protestation immédiate du ministre de l'Intérieur Michèle Alliot-Marie qui a proposé à l'ambassadeur de la République populaire de Chine de retirer toutes les forces de police qui gardent son ambassade puisqu'elles étaient comparées aux forces chinoises au Tibet, l'ambassadeur de Chine en France présenta immédiatement ses excuses en expliquant qu'il souhaitait naturellement que les forces de police françaises restent à proximité de son ambassade.

⁷³⁵ Ainsi et en dépit des dénégations de Pékin sur le fossé devenu abyssal entre Han et Tibétains (depuis les vagues d'auto-immolations politiques et religieuses survenues dans les années 2000), l'espoir d'une reprise de dialogue entre le chef spirituel tibétain, le XIVème Dalaï-lama et les autorités chinoises devient de plus en plus ténu selon Du Qinglin, Président de la Commission du Front Uni au Comité Central du Parti en 2010 : « *Les idées de 'Grand Tibet' et de 'large autonomie' sont contraires à la Constitution. Les négociations ne pourront reprendre que si le Dalaï Lama les abandonnait complètement* ». Jean-Paul Yacine cite Du Qinglin, « Le Tibet brûle-t-il ? », *Questionchine.net*, 10/11/2011, <http://www.questionchine.net/le-tibet-brule-t-il?partpage=3-3>, (consulté le 12/06/2014)

favorable à la cause tibétaine) laisse supposer vouloir recevoir le Dalai-lama et boycotter la cérémonie d'ouverture des Jeux Olympiques de Pékin⁷³⁶, le maire de Paris Bertrand Delanoë, opposant politique du président français, aggrave le malaise en élevant le représentant du peuple tibétain en exil au rang de citoyen d'honneur de la capitale, suivi par plusieurs maires de France qui élèvent le drapeau tibétain dans 439 mairies en signe de protestation⁷³⁷.

La presse officielle chinoise se saisit de l'affaire et réutilise à bon compte les principes fondamentaux des pays détracteurs sur leur espace médiatique virtuel, ici le web français. On peut lire sur les médias officiels Xinhua ou du Quotidien du peuple en ligne, versions françaises, la réponse chinoise : l'attaque violente et illégale de la sportive chinoise handicapée par des membres de soutien « à la clique du Dalai-lama » bafouent les principes fondamentaux de liberté pour lesquels ces organisations déclarent lutter. L'article fonde son plaidoyer sur les principes de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de l'ONU en 1948 et de celle, française, des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789. Il dénonce par la même occasion le servage féodal de la théocratie à laquelle le peuple tibétain était soumis jusqu'à ce que le PCC « libère »⁷³⁸ le Tibet pour le faire bénéficier de la modernisation apportée par la Chine⁷³⁹.

Ce qui est présenté comme l'indignation et l'humiliation ressenties par le peuple chinois à l'égard de la France enflamme pendant ce temps-là le web chinois d'une fièvre nationaliste. En quelques jours, 8 millions d'internautes signent sur le forum Tianya une pétition pour défendre « l'appartenance du Tibet à la Chine » et la « protection de la flamme olympique » à travers le

⁷³⁶ Au cœur de la polémique, le chef de l'Etat français, en proie aux pressions de Pékin, a préféré finalement ne pas rencontrer le Dalai-lama lors de sa visite en août 2008. Son épouse et le ministre des Affaires étrangères Bernard Kouchner avaient alors reçu le représentant des Tibétains en exil à l'occasion d'une cérémonie religieuse. La visite avec le président s'est toutefois produite en décembre, en marge de la cérémonie d'anniversaire de la remise du Prix Nobel à Lech Walesa.

⁷³⁷ Liste des mairies ayant participé à la campagne de soutien à la cause tibétaine consultable sur le site Tibet-info.net : <http://www.tibet-info.net/www/Drapeaux-tibétains-sur-les-mairies.html>, (consulté le 08/09/2013).

⁷³⁸ Bien que l'opération militaire chinoise de 1950 au Tibet s'intitule « Libération du Chamdo » (*changdou zhanyi* 昌都战役), le terme fait plutôt référence à la libération de la Chine du féodalisme et du semi-colonialisme occidental apportée par l'Armée Populaire de Libération chinoise.

⁷³⁹ Jusque-là, la Chine n'avait pas fait de la réforme sociale sa politique prioritaire au Tibet et avait laissé le système féodal inchangé. Ce n'est qu'en 1958, suite aux révoltes tibétaines de 1959 et l'exil en Inde du Dalai-lama que le PCC s'impose avec force contre toutes les représentations tibétaines alternatives (seigneuriales, religieuses).

monde⁷⁴⁰. La polémique s'intensifie encore suite aux traductions de la presse étrangère publiées sur le web par la diaspora étudiante chinoise, jusqu'à aboutir au lancement d'un boycott populaire des produits français (dont l'enseigne Carrefour très implantée en Chine). Cette vague d'indignation prend une telle ampleur que le gouvernement fait machine arrière et tente de minimiser l'amplification de la polémique en censurant finalement les débats autour du boycott sur le net et dans les médias traditionnels.

Enfin, les articles sus-mentionnés des médias officiels chinois n'ayant pas été repris par les médias français, le Parti a eu recours à une autre stratégie de communication visant à décrédibiliser le mouvement de soutien au 14^{ème} Dalai-lama à l'étranger. Cette politique de *soft power* s'inscrit dans des actions d'influence et de contre-influence afin de réfuter la légitimité du Dalai-lama à représenter le peuple tibétain et proposer une alternative religieuse à la mouvance spirituelle des *Bonnets Jaunes*⁷⁴¹ dirigée par le XIV^{ème} Dalai-lama. Pour ce faire, le PCC, via le Département du Travail de Front Uni, instrumentalise un courant spirituel tibétain opposé à celui du Dalai-lama, appelé Dordjé Shugden, du nom de l'ancienne divinité bouddhiste vénérée par ses pratiquants⁷⁴². Cette scission interne au monde religieux bouddhiste tibétain se trouve prise dans les mêmes contradictions que celles existantes entre la PCC et les instances religieuses tibétaines. Les accusations portées de part et d'autre relèvent d'une intense guerre de communication sur les exactions commises, notamment par des manifestations organisées à travers le monde (via l'internet) ou par les témoignages et argumentaires publiés par sites web interposés (cf. annexe n°28).

Les sites des mouvances tibétaines opposées, celle vénérant le culte Shugden et celle du Dalai-lama, comportent, au regard de l'analyse en annexe 28, de nombreuses similitudes quant aux stratégies de communication employées. Chacun des sites comporte des articles attestant

⁷⁴⁰ Bruno Philip et Brice Pedroletti, « Comment les étudiants chinois jugent la France », *lemonde.fr*, 24/04/2008, http://www.lemonde.fr/asia-pacifique/article/2008/04/24/comment-les-etudiants-chinois-jugent-la-france_1037955_3216.html, (consulté le 05/09/2013).

⁷⁴¹ Ecole bouddhiste dominante au Tibet depuis le XVII^{ème} siècle, la tradition des Gelugpa est l'école monastique dont sont issus le Dalai-lama et le Panchen-lama. Surnommés la secte des « Bonnets jaunes » en raison de leurs coiffes jaunes, ils se distinguent d'une école plus ancienne appelée Karma-pa, dits des « Bonnets rouges ». « DGE-LUGS-PA ou SECTE DES BONNETS JAUNES », *Encyclopaedia Universalis* [en ligne].

⁷⁴² Voir étude de cas en annexe n°28: « Guerre de la communication au sein de la mouvance tibétaine : Dalai-lama contre Dordjé Shugden » et note de bas de page p.255.

l'historicité de la mouvance ou les persécutions subies⁷⁴³ par des témoignages multimédias (écrits, audios ou vidéos). Les accusations se renvoient l'une l'autre : Le Dalaï-lama serait instrumentalisé par la CIA tandis que le culte Shugden serait chapeauté par le PCC (via le Département du Front Uni). Le site du culte Shugden s'insurge sur la non-validité du mode de réincarnation proposé par le XIV^{ème} Dalaï-lama (choix du prochain Dalaï-lama de son vivant⁷⁴⁴), tandis que la mouvance des Bonnets Rouges alerte l'opinion publique internationale de la disparition du Panchen-lama depuis 1995 au profit d'un « pantin » à la solde du Parti, Gyaincain Norbu⁷⁴⁵.

Dans cette guerre de l'information, le développement des Instituts Confucius (IC) apparaît comme plus lisible dans la politique d'influence chinoise, censée propager « la juste vision » du PCC dans le monde, ou du moins, obtenir un avis plus nuancé de l'opinion publique étrangère sur la question tibétaine. La politique d'implantation des IC dans le monde (387 dans 108 pays depuis leur création en 2004) répond à cet impératif de lobbying où le manque d'indépendance, tant politique que financier, est régulièrement dénoncé par certaines universités des pays hôtes. Leur gestion dépend directement du *Hanban* (汉办)⁷⁴⁶ qui tente de les implanter au sein des universités étrangères pour se substituer, à terme, aux départements d'enseignement du chinois dans les facultés. Ainsi, la culture et la civilisation chinoises enseignées par des professeurs issus exclusivement de RPC et triés sur le volet par le Parti permettrait de propager cette « vue juste » d'un Tibet libéré de l'obscurantisme et du servage par le Parti, auprès du public étranger.

Deux ans après les émeutes, alors que l'espoir de reprise de négociations entre le pouvoir chinois et le Dalaï-lama s'évanouit, le Parti nomme finalement au poste de gouverneur de la province un

⁷⁴³ Le Dalaï-lama dénonce la persécution du PCC sur les moines tibétains par l'invasion Han. Les pratiquants du culte de Shugden dénoncent les mêmes discriminations de la part du Dalaï-lama car celui-ci a excommunié les moines tibétains continuant de vouer un culte à Shugden.

⁷⁴⁴ Vidéo : "The Next Dalai Lama", Shugdensociety.com, 26/06/2012, <http://shugdensociety.wordpress.com/2011/08/05/the-next-dalai-lama/>, consulté le 13/12/2013.

⁷⁴⁵ Gyaincain Norbu est nommé 11^{ème} Panchen Lama par le PCC en 1995 alors que le Dalaï-lama avait choisi un autre enfant Choekyi Nyima, âgé de six ans à l'époque et qui a disparu trois jours après sa désignation. Gyaincain Norbu n'est pas reconnu par le peuple tibétain.

⁷⁴⁶ Le *Hanban* coordonne la politique d'implantation des IC dans le monde et dépend directement du Ministère de l'Éducation chinois, et donc du PCC. Voir à ce sujet Philippe Dorbaire « Le contrôle stratégique des Instituts Confucius », In *Cahier : Autonomie, responsabilité et management public des établissements éducatifs*. pp. 272-290.

ancien militaire de haut rang issu de l'ethnie tibétaine - Padma Choling - bien connu du président Hu Jintao⁷⁴⁷. Le régime coordonne de fait sa politique de gestion des minorités ethniques selon son slogan modernisateur, adapté au contexte tibétain : « *Développer selon les caractéristiques chinoises, mais en tenant compte des particularités du Tibet* » (*Zhonguo Tese, Xizang Tedian* 中国特色西藏特点). En conclusion de l'étude du cas tibétain, l'analyse des différentes stratégies de communication mises en place par le pouvoir pour justifier sa souveraineté sur la province montre les différentes tactiques de consolidation de l'union nationale utilisées contre les ennemis de l'intérieur de la Chine et de l'étranger. Cette politique d'influence sera étudiée dans la lutte contre le séparatisme musulman en Chine, afin de démontrer comment la stratégie de communication de l'Etat-Parti sur le web a réussi à se perfectionner dans l'instrumentalisation de l'information et dans la riposte médiatique à l'heure de la mondialisation.

A.2.2. Les musulmans chinois du Xinjiang et l'après 11 septembre

Amalgames et lobbying - pour une marginalisation de la cause ouïghoure

Contrairement à l'engouement occidental pour la cause tibétaine qui bénéficie de l'aura de son chef spirituel et médiatique le XIV^{ème} Dalai-lama, le séparatisme ouïghour, qui revendique son appartenance historique au Turkestan oriental (actuelle région du Xinjiang), a subi les affres de *l'après 11 septembre* du fait de la religion pratiquée par cette minorité, l'islam.

La répression du séparatisme ouïghour, qui relève comme pour le peuple tibétain de la question de la souveraineté nationale, s'inscrit pour le gouvernement chinois dans une dynamique de lutte internationale contre le terrorisme islamiste - cause supranationale s'il en est dans le contexte de *l'après 11 septembre*. Alors que le Conseil des Affaires de l'Etat chinois suppose des liens entre le mouvement terroriste Al-Qaïda et l'opposition ouïghoure en 2002, le ministre des Affaires étrangères chinois affirme officiellement au Conseil de l'ONU que les forces terroristes du Turkestan Oriental sont entraînées, équipées et financées par des organisations terroristes

⁷⁴⁷ Il faut rappeler que Hu Jintao était secrétaire du PCC de la région autonome du Tibet de 1988 à 1992.

internationales. Ainsi la Chine, à force d'amalgames et de lobbying, réussit à obtenir du gouvernement américain puis du Conseil de Sécurité de l'ONU l'inscription du Mouvement Islamique du Turkestan Oriental (MITO) sur la liste noire des organisations terroristes liées à Al-Qaïda en 2002 et légitimer sa lutte contre le séparatisme au nom de la lutte internationale contre le terrorisme⁷⁴⁸. Le mouvement indépendantiste ouïghour en Chine n'apparaît dès lors plus comme un problème régionaliste propre à la Chine, mais comme faisant partie de la mouvance terroriste mondiale d'Al-Qaïda.

Les événements du 5 juillet 2009 et le rôle de l'internet : entre récupération et ingérence

Un peu plus d'un an après les émeutes de Lhassa, les affrontements violents entre Ouïghours et Han ont été gérés par le gouvernement chinois, sur les plans médiatique et policier, de façon à ne pas répéter les impairs de 2008 au Tibet, où la communauté internationale s'était mobilisée pour la cause des émeutiers (notamment lors du passage de la flamme des JO à travers le monde). La souveraineté nationale avait alors été mise en danger à l'intérieur des frontières (par les émeutes) tout comme la légitimité du Parti par les pressions émises par la communauté internationale (dont la France).

Ainsi le 25 juin 2009, une rixe éclate entre ouvriers han et ouïghours à Shaoguan (dans la province du Guangdong), où 800 ouvriers ouïghours venaient d'être employés. Une fausse rumeur, lancée par un ouvrier han, prétend qu'une ouvrière han de cette usine a été violée par plusieurs de ses collègues ouïghours. Une expédition punitive d'une centaine d'ouvriers han est conduite au dortoir des Ouïghours, se soldant par deux morts⁷⁴⁹. Une vidéo postée sur le web montrant le lynchage de l'un d'eux met le feu aux poudres, expliquant que seul un ouvrier han avait été arrêté par les forces de police pourtant nombreuses (400 policiers) qui avaient tardé à intervenir (3 heures) pour porter secours aux victimes. Dans la nuit du 5 juillet, de violentes

⁷⁴⁸ « Attaquer la force terroriste du Turkestan oriental est une partie composante de la lutte anti-terroriste internationale », *Quotidien du peuple en ligne*, 29/03/2002, http://french.people.com.cn/french/200203/29/fra20020329_53409.html. Néanmoins, il est à noter la position inconfortable des Etats-Unis sur la question du terrorisme et de la Chine : en 2001, 22 Chinois d'origine ouïghours avaient été capturés par les forces américaines dans la région afghane. La plupart d'entre eux, détenus au camp de Guantanamo, ont été pourtant relâchés et exilés en Suisse, en Albanie, aux Bermudes et sur l'île Palau quelques années plus tard. Les Etats-Unis ayant refusé de les extraditer vers la Chine où ils devaient être jugés par la justice chinoise.

⁷⁴⁹ Caroline Puel, « Ce qui s'est vraiment passé au Xinjiang », *Le Point*, jeudi 16 juillet 2009, n°1922.

émeutes éclatent à Urumqi (capitale de la province autonome du Xinjiang) entre Ouïghours et Han, suite à une manifestation pacifique rassemblant 1000 à 3000 personnes. Le bilan des morts diffère également : les autorités chinoises comptabilisent 197 morts⁷⁵⁰ et 1680 blessés le 21 juillet⁷⁵¹ tandis que le Congrès Mondial des Ouïghours exilés parle de 800 morts⁷⁵². Contrairement à ce qui s'était passé au Tibet l'année précédente, le gouvernement invite dès le lendemain la presse étrangère à se rendre sur place pour témoigner de la situation⁷⁵³. Il met à disposition un centre de presse doté de techniciens ainsi qu'une cinquantaine de postes de connexion internet. Selon le correspondant d'ABC News, les reporters, libres d'interviewer les habitants sans subir d'entrave, tentent d'estimer le nombre de morts sans réussir à corroborer les chiffres donnés par Rebiya Kadeer, leader exilée de la cause ouïghoure.

Les autorités chinoises déclarent alors sur le site web de Xinhua que ces émeutes relèvent « d'une action criminelle violente et préméditée, pensée et dirigée depuis l'étranger et commise par des hors-la-loi dans le pays ». Dans ce communiqué, les autorités accusent directement Rebiya Kadeer d'être l'instigatrice de ces violences orchestrées. Le 7 juillet, elles déclarent être en mesure de prouver que l'internet et d'autres moyens de communications, tels que des SMS ou des appels téléphoniques, ont été employés par le Congrès Ouïghour mondial en exil pour inciter ses partisans à être « plus courageux » et « faire un coup d'éclat ». Ces accusations sont étayées deux jours plus tard par la publication en ligne de nouvelles preuves de l'implication du Congrès Mondial des Ouïghours, qui aurait tenu une réunion spéciale par messagerie instantanée et par téléphone mobile le 1^{er} juillet afin d'ordonner l'orchestration des troubles⁷⁵⁴. Toujours selon les autorités chinoises, Rebiya Kadeer aurait appelé son frère à Urumqi la veille des émeutes (le 5 juillet) pour lui dire : « Un tas de choses se sont produites, nous savons quelque chose qui pourrait bien se produire à Urumqi demain soir ». Le 6 juillet, elle aurait tenu une nouvelle

⁷⁵⁰ « Official: real purpose of Urumqi riot 'Xinjiang's independence' », *Chinaview.cn*, 21 juillet 2009, http://news.xinhuanet.com/english/2009-07/21/content_11743948.htm, (consulté le 13/05/2014).

⁷⁵¹ « Xinjiang: 1.680 blessés dans les émeutes », *AFP*, 12 juillet 2009, <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2009/07/12/01011-20090712FILWWW00057-xinjiang-1680-blesses-dans-les-emeutes.php>, (consulté le 13/05/2014).

⁷⁵² Caroline Puel, op.cit.

⁷⁵³ «From riot in Tibet to Xinjiang: Western media's bias against China continues», *China Tibet Online*, 10/07/2009, <http://chinatibet.people.com.cn/6698033.html>, (consulté le 13/05/2014).

⁷⁵⁴ «FM Spokesman: Violence in Urumqi not a peaceful protest», *Chinaview.cn*, 07/07/2009, news.xinhuanet.com/English/2009-07/07/content_11667949.html, (consulté le 09/09/2013).

réunion d'urgence avec des dirigeants du Congrès pour organiser les manifestations et mobiliser l'opinion publique et les ONG à l'étranger⁷⁵⁵. Le 7 juillet, la leader dissidente interrogée sur la chaîne Al-Jazeera dévoile une photo montrant des « *Chinois déployant sur place des troupes tabassant les manifestants à Urumqi* ». Or cette photo retrouvée par des internautes Han prouve de nouveau, comme dans le cas des émeutes tibétaines, qu'il s'agit en réalité d'une photo d'autres émeutes survenues à Shishou la même année. Le 10 juillet, le représentant de la Uyghur American Association (UAA) Alim Seytoff doit présenter sur le web ses excuses pour l'erreur commise, la photo ayant été diffusée à tort par l'agence de presse Reuters.⁷⁵⁶ Le 29 juillet, China Radio International finit par décrédibiliser le Congrès Mondial Ouïghour en Allemagne et le rendre responsable des émeutes survenues, car il aurait également mis en ligne sur son site QQ la vidéo d'une lapidation de jeune fille à Mossoul en Iraq (datant de 2007) pour la présenter de façon mensongère comme celle d'une lapidation mortelle d'une jeune ouïghoure par des Han (appelant une fois encore la vengeance ouïghoure contre la population han⁷⁵⁷).

Par ailleurs, le Numéro trois d'Al-Qaeda Abu Yahia al-Libi publie une vidéo de lui-même en octobre de la même année. Il demande au monde musulman de prendre conscience de « *l'injustice et de l'oppression* » subie par le peuple ouïghour et appelle à « *la guerre sainte* » contre le PCC⁷⁵⁸. Ainsi, l'amalgame réalisé par le pouvoir chinois contre les forces indépendantistes ouïghoures s'est révélé être à son tour instrumentalisé par le réseau islamiste d'Al-Qaeda⁷⁵⁹. Les déclarations de l'organisation terroriste ont alors sonné le glas de la défense de la cause ouïghoure dans le monde occidental. La situation est finalement entérinée par le non-

⁷⁵⁵ «Evidence shows Rebiya Kadeer behind Urumqi riot: Chinese gov't», *Chinaview.cn*, 09/07/2009, http://news.xinhuanet.com/english/2009-07/09/content_11676293.htm, (consulté le 13/05/2014).

⁷⁵⁶ « Uighur group 'regrets' photo error », *Aljazeera*, 10/07/2009, <http://www.aljazeera.com/news/asia-pacific/2009/07/200971052926395491.html>, (consulté le 6/5/2012).

⁷⁵⁷ « Violence video about Urumqi Riot is Fake », *China Radio International*, 29/07/2013, English.cri.cn/6909/2009/07/29/1221s504925.html, (consulté le 05/09/2013).

⁷⁵⁸ Vidéo en arabe consultable sur : <http://www.youtube.com/watch?v=3cuXQDjSCXs>, (consulté le 09/09/2013).

⁷⁵⁹ Le politologue F. William Engdahl y voit quant à lui la main des Etats-Unis dans les émeutes d'Urumqi : l'UAA et le Congrès Mondial des Ouïghours étant tous deux financés par la *National Endowment for Democracy (NED)*, elle-même financée par le Congrès américain. Selon lui, les troubles causés par les émeutes auraient servi à déstabiliser le Xinjiang, où la construction d'un gazoduc et d'un oléoduc visant à autonomiser l'approvisionnement de la Chine, lui permettant ainsi d'être moins vulnérable énergétiquement en cas de conflit avec les Etats-Unis.

agir des instances internationales et le communiqué officiel de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS)⁷⁶⁰, qui condamne juridiquement la cause indépendantiste dans son ensemble :

« Les Etats membres considèrent que le Xinjiang fait partie de façon inaliénable de la République populaire de Chine, la situation dans la région relevant uniquement des affaires intérieures de la Chine. Les mesures prises par le gouvernement chinois conformément aux lois du pays sont à même de rétablir l'ordre public. »⁷⁶¹

Il s'avère que le gouvernement chinois a donc maîtrisé les événements du 5 juillet et le séparatisme ouïghour d'une main de maître, ayant appris de ses erreurs passées avec les Tibétains : d'une part en diabolisant la cause ouïghoure par l'amalgame réalisé entre le mouvement indépendantiste et l'islamisme terroriste, d'autre part en laissant la région ouverte aux observateurs étrangers qui n'ont pu prendre fait et cause pour les manifestants - faute de preuves. La révélation des tentatives d'instrumentalisation de l'opinion sur le net (photos et vidéos truquées diffusées sur le web) par le Congrès mondial des Ouïghours en exil et la défense du mouvement ouïghour par la mouvance d'Al-Qaeda ont fini par délégitimer la cause indépendantiste auprès de l'opinion et des instances supranationales qui auraient pu s'opposer à la politique de répression chinoise, avalisée notamment par l'OCS.

Outre la répression vigoureuse des « ennemis de premier rang » réalisée grâce à une politique de communication agressive, le PCC a paradoxalement recours à une politique d'influence pacifique envers les « ennemis de second rang » qui pourraient lui servir. C'est ce que je vais à présent démontrer en étudiant le travail ambigu de Front Uni que le Parti a engagé lors de la rétrocession de Hong Kong, ainsi que dans sa politique de rapprochement avec l'île de Formose.

⁷⁶⁰ L'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) est une organisation intergouvernementale asiatique regroupant la Russie, la Chine, le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan créée à Shanghai le 14 et 15 juin 2001. Cette organisation visait dans un premier temps à stabiliser la paix aux frontières des pays suite à la disparition de l'URSS et la création des nouveaux Etats. Après la conférence d'Astana en 2005, outre la lutte contre le séparatisme, le terrorisme et l'islamisme, le but avoué de cette organisation semble être de s'opposer à l'impérialisme américain dans la zone.

⁷⁶¹ « SCO expresses condolence to families of victims in Xinjiang riot », *Chinaview.cn*, 11/07/2009, http://news.xinhuanet.com/english/2009-07/11/content_11693625.htm, (consulté le 09/09/2013).

La constatation qui ressort de ces études de cas est que sur l'internet, les mesures coercitives (censure du web, inaccessibilité au réseau dans certaines provinces) visent des populations minoritaires (tibétaines, ouïghours, etc.) qui ont peu de moyens défensifs (appui politique international, blogueurs dissidents influents, piratage informatique) et peu à offrir à la Chine, si ce n'est la richesse de leurs terres qu'ils ne peuvent à eux seuls défendre (on connaît l'intérêt stratégique des terres de l'Ouest et du Tibet pour les minerais et l'eau qu'elles recèlent). A contrario et comme il en sera question dans la deuxième partie de ce chapitre, le gouvernement a bien conscience que la menace de coercition n'est pas une solution tenable concernant les populations à haute valeur ajoutée pour le pays - et qui s'avère parfois contre-productive pour pouvoir les rallier durablement. Le concept dérogatoire « d'un pays deux systèmes » (qui existe à Hong Kong) se reflète de la même manière sur la toile, le gouvernement laissant un espace de liberté plus grand aux différentes élites nécessaires au développement du pays.

A.2.3. Négation des croyances : le Parti au dessus de tout

A.2.3.a) Discours et posture des représentants de l'Etat-parti face à la religion

La première sous-partie de ce chapitre montre que la politique de communication de l'Etat-parti sur l'internet tente de présenter le « Parti-un » comme la seule entité capable de défendre les intérêts du « peuple-Un » contre ses ennemis⁷⁶². Cette cohésion politique et sociale, basée sur la stabilité du Parti au pouvoir, est présentée comme le seul moyen de conduire la nation chinoise vers « son destin »⁷⁶³. Je vais à présent aborder la manière dont l'Etat-parti communique autour du rôle que doivent jouer les membres du PCC dans ce travail de cohésion avec la société, tout en les positionnant au dessus d'elle. Bien que Jean-Philippe Bèjà considère que l'étude du contrôle social du PCC ne concerne pas le champ religieux sur le plan

⁷⁶² Tel que décrit par Claude Lefort, op.cit. p.105 : « *Car le peuple-Un ne peut être à la fois figuré et énoncé que par un grand Autre ; dans la première période, il ne peut l'être que par ce grand individu que Soljenitsyne a si bien nommé l'Egocrate. (...) La définition de l'ennemi est constitutive de l'identité du peuple* »

⁷⁶³ « IX. La démocratie administrative », op.cit. : « *Le gouvernement chinois est un gouvernement du peuple. Servir le peuple, être responsable devant le peuple, soutenir et garantir le droit du peuple d'être maître de son propre destin constituent l'objectif essentiel du travail global du gouvernement chinois* »

politique⁷⁶⁴, il me semble néanmoins pertinent de considérer ici le positionnement du Parti-Etat vis-à-vis des croyances et des religions, afin de pouvoir étayer cette étude transdisciplinaire du contrôle hégémonique du Parti sur la société grâce au net.

Comme évoqué précédemment, le Parti a assoupli son attitude envers la population croyante tant que la religion ne menaçait pas son autorité⁷⁶⁵. Interdite sous l'ère maoïste, la religion est tolérée en Chine si elle permet de combler le vide idéologique et spirituel laissé depuis la mort de Mao⁷⁶⁶. Pour autant, l'Etat-Parti, qui considère ces croyances comme des culturalismes archaïques, est beaucoup moins tolérant à l'égard de ses fonctionnaires qui, même s'ils sont issus des différentes strates de la société, se placent au-dessus d'elle dès lors qu'ils représentent l'Etat, et par extension le Parti. L'article diffusé en ligne « Les fonctionnaires ne peuvent pas croire aux religions »⁷⁶⁷ confirme cette idéologie hégémoniste, où la population a le droit de croire en une divinité spirituelle (la liberté religieuse est inscrite dans la Constitution), mais où les membres du Parti, seuls garants et responsables de l'avenir du pays, ne peuvent s'abaisser sous peine de détourner la Chine de son véritable avenir, promis dans l'avènement de la future « *civilisation culturelle et technique* ». Extraits choisis :

« Ces dernières années, les croyants de la société sont de plus en plus nombreux à croire en des religions, dont des membres du Parti qui développent des relations étroites avec des personnes du monde religieux ou qui deviennent même pratiquants. Pour certains, il y a de nombreux avantages d'un tel phénomène car la liberté religieuse est inscrite dans la Constitution. En fait, il est important de comprendre que les membres du PCC ne peuvent pas se

⁷⁶⁴ Jean-Philippe Bèjà, op.cit.p.12 : « Je me limiterai dans ma quête à l'étude du champ politique, et je m'abstiendrai d'aborder le champ religieux. Je reconnais que la pratique religieuse constitue un élément important de la vie sociale et que, (...) le comportement des adeptes du Falungong (...) a montré qu'elle peut se transformer en mouvement de résistance au totalitarisme. La réaction des autorités, qui ont mobilisé toutes les ressources du contrôle social dont dispose le régime communiste, montre qu'elles se senties menacées ».

⁷⁶⁵ Comme expliqué précédemment, l'Eglise catholique « souterraine », qui reconnaît le Pape comme autorité supérieure, est de ce fait officiellement prohibée en Chine. « L'Eglise patriotique », chapeauté officiellement par les instances du Parti, est quant à elle autorisée sur le territoire.

⁷⁶⁶ Comme décrit par Michel Bonnin dans « Les métamorphoses du totalitarisme », op.cit. p.118 : « Chaque individu est ainsi seul face à Mao comme on est seul face à Dieu. On lui voue d'ailleurs un culte: devant son icône, on danse la 'danse de la fidélité', on lui fait des 'rapports' ou on lui 'ouvre son cœur', et cela plusieurs fois par jour ».

⁷⁶⁷ Zhu Weiqun 朱维群, « Les membres du PCC ne peuvent pas croire dans une religion (gongchan dangyuan bu neng xinyang zongjiao 共产党员不能信仰宗教) », *Qiushi 求是*, 16/12/2011, <http://cppcc.people.com.cn/GB/49056/16630610.html>, (consulté le 12/09/2013).

baser sur de tels principes antimarxistes. (...) En effet, les membres du PCC ne peuvent pas se mettre au même niveau que les masses pour la politique ou l'idéologie. C'est pourquoi les membres du PCC ne doivent pas croire aux religions, mais à la conception matérialiste émise sur le plan historique où le PCC doit guider les masses vers la civilisation culturelle et technique, ayant la responsabilité de faire progresser la société. ».

Cette déclaration a été diffusée dans tous les médias (papiers et virtuels) en 2010 dans un contexte très tendu avec le Tibet, marqué par les nombreuses immolations de moines bouddhistes relayées à travers le monde par l'internet. L'auteur de cet article, le vice-président du Front Uni Zhu Weiqun (朱维群), appuie son argumentation sur les écrits de *La Nouvelle démocratie* de Mao Zedong de 1940 et la déclaration de Deng Xiaoping de 1982, textes incontournables dans l'histoire de l'institutionnalisation du PCC. Il fait également référence aux écrits de Jiang Zemin en 1990 et de Hu Jintao en 2002. Il est clair qu'en termes de communication, cette énumération établit une continuité historique de l'évolution du Parti comme principe fondateur auquel ses membres doivent allégeance. Le principe d'élévation du PCC et de ses représentants au-dessus des « masses », est donc considéré comme supérieur à la liberté religieuse garantie au peuple par le Parti et la Constitution. En rendant les membres du Parti garants de celui-ci, le pouvoir les érige au-dessus de la loi qu'il édicte, mais aussi au dessus de la société qu'ils sont censés guider selon ses directives éclairées. Ce discours serait donc destiné à maintenir la bonne conduite de ses représentants à tous niveaux de l'échelle hiérarchique et les obligerait à garder une certaine distance vis-à-vis des croyances ou des intérêts des masses.

A.2.3.b) Li Hongzhi : un surhomme au dessus du Parti ?

La lutte sans merci lancée par le Parti contre le Falun Gong, groupe de gymnastique traditionnelle méditative au succès sans précédent, interpelle sur la politique hégémoniste du PCC, voué à diriger seul la nation. Ici, le Parti ne lutte pas contre des ennemis minoritaires (Oùïghours, Tibétains, Taiwanais) qui revendiquent leur autonomie vis-à-vis-de la Chine ; mais combat un mouvement ayant prise sur l'ensemble de la société chinoise, y compris parmi ses élites les plus stratégiques (administration, police, armée), et qui appelle à l'anéantissement du PCC. En plus de sa dimension politique, le mouvement revêt une dimension messianique pour

ses adeptes qui considèrent Li Hongzhi comme un guide spirituel et un surhomme supérieur (au Parti), grâce aux pouvoirs surnaturels dont il se dit doté⁷⁶⁸. Même si le concept reste farfelu⁷⁶⁹, il n'en reste pas moins que le gouvernement ne peut se permettre de voir son projet de société rationnel, basé sur la modernisation du pays, être menacé par un guide spirituel se présentant comme un dieu incarné et dont l'influence rayonne à travers le monde. L'intérêt d'étudier cette lutte politique du PCC contre le Falun Gong via le prisme de l'internet tient au fait qu'il s'agit ici, non seulement d'une guerre de l'information par nouveaux médias interposés (Li Hongzhi s'étant exilé aux USA), mais de découvrir les enjeux cruciaux révélés par l'argumentaire du PCC sur sa légitimité politique à diriger le pays. La dissidence du mouvement spirituel Falun Gong répond donc à la problématique de la dimension politique et spirituelle que représente la religion pour le Parti.

En Chine, les groupes de qigong se sont particulièrement développés dans les années 1990, encouragés par le gouvernement qui préférait voir sa population se recentrer vers des activités traditionnelles chinoises plutôt que se laisser tenter par d'autres à caractère politique ou d'influence occidentale. Alors que ce mouvement était initialement un groupe de gymnastique méditative membre de l'Association officielle de recherche sur le qigong, il devint progressivement illégal au vu de l'ampleur obtenue : 80 millions de pratiquants (dont 20 millions en Chine⁷⁷⁰) alors que le PCC comptait 70 millions de membres en 1999⁷⁷¹. Le maître Li Hongzhi, sentant le vent tourner, se réfugia aux Etats-Unis d'où il téléguida via l'internet une manifestation pacifique et silencieuse visant à réclamer la reconnaissance officielle de l'organisation devenue illégale⁷⁷². Pour le gouvernement, le fait qu'une dizaine de milliers de pratiquants aient réussi à entourer le 25 avril 1999 Zhongnanhai⁷⁷³ sans que la police secrète

⁷⁶⁸ David Palmer, « La doctrine de Li Hongzhi – Le Falun Gong, entre sectarisme et salut universel », *Perspectives chinoises*, n°64, mars-avril 2001, pp.14-24.

⁷⁶⁹ L'adepte, en pratiquant ces exercices de qigong et de méditation, est censé améliorer son état de santé jusqu'à l'obtention de pouvoirs surnaturels tels que la lévitation ou la télékinésie.

⁷⁷⁰ Selon le site du Falun Gong : <http://fr.minghui.org/articles/2013/7/13/44420.html>, (consulté le 23/09/2013).

⁷⁷¹ Michel Bonnin, « Comment définir le régime politique chinois », op.cit. p.237.

⁷⁷² Parti en 1996 alors que les menaces gouvernementales à son encontre commençaient à se faire sentir, Li Hongzhi s'est réfugié aux Etats-Unis où il bénéficie du soutien de la NED, tout comme le Dalai-lama ou l'UAA – personnalités ou organisations dissidentes en Chine.

⁷⁷³ Domaine situé près de la place Tiananmen où siège le gouvernement central de la République populaire de Chine (*Zhonghua renmin gongheguo guowuyuan* 中华人民共和国国务院), le secrétariat général du parti

n'en ait eu vent⁷⁷⁴ est une manœuvre d'intimidation intolérable pour les dirigeants, qui le considèrent alors comme l'ennemi n°1 du Parti. Ses capacités organisationnelles, mais aussi l'appartenance de certains pratiquants aux plus hautes sphères de l'Etat, constituent en effet une menace sérieuse pour le président de l'époque Jiang Zemin, qui décide de créer le Bureau 610 (*610 bangongshi* 610 办公室) afin d'anéantir cette menace pesante. A partir du 22 juillet 1999, une campagne officielle de lutte et de répression sans précédent depuis 1989 a lieu. En octobre 1999, le Congrès National du Peuple vote une loi rétroactive ayant pour but d'éradiquer les « milliers de religions hétérodoxes » et ordonne de pourchasser les groupes spirituels jugés « dangereux pour l'Etat ». L'ampleur et la violence des moyens mis en œuvre tient évidemment à la capacité organisationnelle et médiatique de ce groupe, qui dispose d'une visibilité étendue, tant au niveau national qu'international⁷⁷⁵.

L'analyse d'une pancarte de dénonciation du Falun Gong placardée à Tianjin, consultable en annexe 30⁷⁷⁶ résume la politique de communication du PCC à destination du public pour le convaincre :

« Les cinq impératifs pour se protéger du culte diabolique : Ne pas écouter, ne pas croire, ne pas transmettre / Rapporter et montrer au grand jour les activités illégales du culte

communiste chinois (*zhongguo gongchandang zhongyang shujichu* 中国共产党中央书记处) et le Bureau du Comité central du parti communiste (*zhonggong zhongyang bangongting* 中共中央办公厅).

⁷⁷⁴ Cette manifestation pacifique et silencieuse visait initialement à réclamer officiellement par ses pratiquants la reconnaissance de l'organisation devenue illégale.

⁷⁷⁵ Les membres du Falun Gong réclament aux instances supranationales de reconnaître les persécutions mises en place par le gouvernement chinois et vont même jusqu'à poursuivre pénalement ses plus hauts dirigeants dans les pays étrangers (Allemagne, Espagne, France). Le gouvernement chinois a ainsi été condamné par le Parlement Européen, les Nations Unies, ainsi que par le gouvernement américain. Le 16 mars 2010, la Chambre des représentants des États-Unis a également voté la Résolution 605 demandant d'arrêter immédiatement la persécution du Falun Gong en Chine. « H. RES. 605 », govtrack.us, 16/03/2010, <http://www.govtrack.us/congress/bills/111/hres605/text>, (consulté le 18/09/2013). Le 7 septembre 2006, le Parlement européen a adopté une résolution parlementaire sur les relations UE-Chine où il « *condamne vivement la détention et les tortures infligées aux adeptes de Falun Gong dans les prisons, les camps de rééducation par le travail, les hôpitaux psychiatriques et les établissements légaux d'éducation* »; *s'inquiète des informations selon lesquelles des organes d'adeptes de Falun Gong ont été prélevés et vendus à des hôpitaux; demande instamment au gouvernement chinois de mettre fin à la détention et aux tortures d'adeptes de Falun Gong et de libérer ces derniers immédiatement.* ». « Résolution du Parlement européen sur les relations UE-Chine (2005/2161(INI)) », Parlement européen, 07/09/2006, <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+TA+P6-TA-2006-0346+0+DOC+XML+V0//FR>, (consulté le 09/09/2013).

⁷⁷⁶ Voir photo en annexe n°30 : « Dénoncer le Falun Gong : suivre la voie des sciences et de technologie ».

diabolique / Eliminer toutes les croyances superstitieuses et s'occuper plutôt des 'quatre misères de la vie humaine' (la naissance, la vieillesse, la maladie et la mort) / Avoir confiance dans la possibilité d'une vie heureuse / Devenir riche de science et de technologie et riche de vos propres pensées : Bâtir sa vie avec ses seules mains ».

Le message est à la fois directif (« *ne pas..ne pas...* »), incitatif (« *Rapporter (...)* ») et porteur d'espoir (« *avoir confiance (...)* *vie heureuse* »). Mais surtout et ce qui paraît intéressant au regard de l'étude menée ici, c'est la manière dont le gouvernement essaie de recentrer le public sur des valeurs essentielles de la vie (« *naissance (...)* *mort* ») tout en lui offrant un projet de civilisation moderniste et fédérateur : « *Devenir riche de science et de technologie* ».

La stratégie de communication du gouvernement ne s'en tient pas aux seules tentatives de convaincre l'opinion. La persécution des membres du Falun Gong a par conséquent politisé leur lutte. On peut lire, sur certains billets de banque circulant dans le pays, des appels à la révolution du mouvement Falun Gong « *pour en finir avec le régime* ». ⁷⁷⁷ Sur le web, une véritable guerre de l'information a lieu entre le Falun Gong et le Parti qui se dénoncent l'un l'autre.

Le site « Quitter le Parti » (*tuidang*, en annexe n°29) invite les internautes à se retirer du Parti Communiste chinois en remplissant un formulaire en ligne (en bas à droite de l'écran). L'étude de la charte graphique du bandeau d'accueil est intéressante à plusieurs titres. Les photos représentent quelques-uns des pires moments de l'histoire du PCC : les chars sur la place Tiananmen en 1989, les tortures et humiliations actuelles et passées (lors de la Révolution culturelle sur la photo en noir & blanc). Un compteur (encadré sous le bandeau) fait état du nombre de membres qui auraient démissionné du Parti, de la Ligue de la jeunesse communiste et des équipes de petits pionniers (deux organisations dépendant du Parti) depuis l'appel de Li

⁷⁷⁷ Comme le témoigne un adepte sur le site officiel du Falun Gong : « *Maintenant même les billets de banque ont des messages avisant les gens de quitter le PCC.* » : « Des fonctionnaires de l'agglomération de Daqing commencent à comprendre la vérité à propos du Falun Gong », *clearharmony*, 22/01/2009, <http://fr.clearharmony.net/cat/c114/c114-12.html>, (consulté le 23/09/2013). Ce témoignage est confirmé par la dénonciation anonyme de la secte : « Un harcèlement omniprésent - La question de l'intérêt public évoquée par le Falun Gong », accessible sur www.facts.org.cn/krs/cacs/Updated/.../P020080516603893477003.doc : « *Le 25 février 2006, Li Hongzhi a déclaré à ses adeptes : " Ecrire sur les billets de banque 'Vive le grand Falun Gong', 'Quitter le Parti communiste chinois' constitue, selon moi, une excellente méthode de diffusion de nos idées dans la mesure où les billets ne peuvent être ni jetés, ni détruits."* ». Voir l'étude du site du Falun Gong *Tuidang* (Quitter le Parti, Tuidang.dajiyuan.com) en annexe n°29 : « Quitter le Parti communiste d'un clic ! Le Falun Gong vous y aide! ».

Hongzhi le 03 décembre 2004. En février 2006, il revendiquerait 8 millions de démissions⁷⁷⁸ contre 140 millions en 2013, (ce qui est toutefois invérifiable et très douteux dans la mesure où il n'y a jamais eu autant de membres du Parti⁷⁷⁹).

Le Falun Gong déploie, concomitamment à son arsenal médiatique pour convaincre de nouveaux adeptes (sites web multilingues, journaux, radio et chaîne de télévision⁷⁸⁰) et obtenir le soutien de l'opinion publique internationale, des recours légaux internationaux afin d'obtenir la reconnaissance des instances supranationales sur les crimes subis (Nations Unies, Parlement Européen, Tribunal de La Haye, etc.). Parallèlement à cette riposte pénale, le texte de source anonyme « Un harcèlement omniprésent - La question de l'intérêt public évoquée par le Falun Gong »⁷⁸¹ dénonce les pratiques offensives de l'organisation qui utilise des tactiques clandestines afin de propager son idéologie en utilisant les canaux gouvernementaux⁷⁸² : envois massifs de messages électroniques (spams), campagnes de démarchage téléphonique, mais surtout actions de piratage satellitaires⁷⁸³. En mars 2002, plusieurs chaînes de télévision de la ville de

⁷⁷⁸ Selon le site Tuidang.dajiyuan.com. Un compteur (encadré sous le bandeau) fait état du nombre de membres qui ont démissionné du Parti, de la Ligue de la jeunesse communiste et des équipes de petits pionniers (deux organisations dépendant du Parti) depuis l'appel de Li Hongzhi le 03 décembre 2004. Voir annexes n°29 « Quitter le Parti communiste d'un clic ! Le Falun Gong vous y aide ! » & n°30: « Dénoncer le Falun Gong et suivre la voie des sciences et de technologie »

⁷⁷⁹ « More Than 140 Million Chinese Have Quit the Chinese Communist Party Organizations » (Plus de 140 millions de Chinois ont quitté le Parti communiste chinois), *minghui.org* (site du Falun Gong), 04/07/2013, <http://en.minghui.org/html/articles/2013/7/4/140815.html>, (consulté le 23/08/2013).

⁷⁸⁰ Epoch Times (La Grande Epoque, en version française) est un journal bimensuel édité en 10 langues version papier, 17 langues sur le web. Distribué gratuitement, son financement laisse des doutes quant à la participation de la CIA via le soutien de la NED. La radio Sound of Hope émet en huit langues tandis que la chaîne de télévision New Tang Dynasty (NTDTV) est diffusée par satellite en trois langues (mandarin, cantonais et anglais).

⁷⁸¹ Le texte « Un harcèlement omniprésent - La question de l'intérêt public évoquée par le Falun Gong » n'a pas d'auteur identifié et n'est pas daté. Le contenu des critiques portées à l'endroit du Falun Gong et l'absence de références bibliographiques laisse à penser qu'il s'agit d'un document produit par le PCC : www.facts.org.cn/krs/cacs/Updated/.../P020080516603893477003.doc, (consulté le 29/09/2013).

⁷⁸² Celle-ci considère au contraire que le hacking est le seul moyen de faire valoir le droit d'information prévu par la Constitution.

⁷⁸³ Le 29 septembre 2003, l'un des sites du Falun Gong, *minghui.org*, a diffusé un article intitulé « Appel au piratage » afin d'encourager les actions contre les satellites chinois de communication : « *Je suis ravi d'apprendre que nos adeptes sont parvenus à diffuser, les 12 et 13 août aux alentours de 21h, des vidéos promotionnelles de la Grande Loi sur les chaînes de télévisions nationales telles que CETV et CCTV ainsi que sur une dizaine de chaînes provinciales. Nous motivons et encourageons l'ensemble des adeptes du Falun Gong à suivre cette voie.* » : « Appel

Changchun sont ainsi piratées par l'organisation dissidente qui diffuse des slogans « Le Falun Gong est bon » (« *Falun Gong hao !* » « 法论功好 ! »), tout en révélant des informations sur la persécution subie par ses membres. Enfin, le Falun Gong a développé l'un des logiciels de détournement de la censure sur le web (cité plus haut), permettant aux internautes de surfer anonymement depuis la Chine sur les sites du web mondial.

En réponse, le gouvernement utilise à son tour l'internet pour contrer ces attaques et la propagation des idées du mouvement en Chine et à travers le monde. Les documents révélés en ligne par un ancien diplomate du consulat chinois de Sydney en Australie, Chen Yonglin, confirmeraient la vision du mouvement sur les stratégies à la fois répressives et de communication mises en œuvre par le PCC pour lutter contre l'organisation par delà ses frontières. Ces documents secrets (consultables en annexe n°13), bien qu'il soit impossible à ce jour de déterminer s'ils sont vrais ou faux⁷⁸⁴, détaillent la manière dont les personnels du consulat devaient agir pour marginaliser et saper le travail de médiatisation et d'influence des membres du Falun Gong à l'étranger. Mis en ligne en 2007, le document avait été rédigé début 2001 lorsqu'avait eu lieu « l'immolation de Tiananmen », où cinq membres du Falun Gong s'étaient immolés pour faire entendre leur cause⁷⁸⁵. L'auteur des révélations précise que cette note aurait été transmise à tous les consulats et ambassades du monde. A la lecture du document, on observe que la menace joue toujours un rôle de premier ordre dans la politique de répression totalitaire et qu'elle s'étend à tout le cercle relationnel des personnes visées par le régime : « *leur démontrer qu'ils violent la loi et mettent en péril leur famille s'ils coopèrent avec le Falun Gong* ». Selon Ian Johnson, chaque aspect de la société chinoise est mobilisé dans cette lutte : système éducatif, médiatique, entrepreneurial et cercle familial⁷⁸⁶. Parallèlement aux mesures

au piratage », [sap], www.facts.org.cn/krs/cacs/Updated/.../P020080516603893477003.doc, (consulté le 29/09/2013).

⁷⁸⁴ Ces documents ayant seulement été publiés sur les sites du Falun Gong. Voir annexe n°13 : « Liste de travail de lutte des services consulaires chinois contre le Falun Gong »

⁷⁸⁵ Selon l'un des sites du Falun Gong, Clearharmony : « *L'immolation de Tiananmen a eu lieu le 23 janvier 2001 et a été filmée par la Télévision Centrale Chinoise (CCTV). Selon les pratiquants les cinq auto-immolés ne peuvent être des adeptes de cette pratique spirituelle, qui interdit le suicide. Le centre d'information du Falun Dafa estime que cet incident a été orchestré par le PCC pour tenter de justifier aux yeux du public la persécution du groupe en Chine* » : Wan Ping, « Baidu lève l'interdiction sur le documentaire concernant la 'Fausse immolation à Tiananmen' », clearharmony.org, 09/06/2012, <http://fr.clearharmony.net/articles/201206/61276.html>, (consulté le 23 /09/2013).

⁷⁸⁶ Ian Johnson, « Wild Grass: three portraits of change in modern China », *Vintage*, 8 mars 2005, pp.138-140.

coercitives déployées, le Parti tenterait de diaboliser la secte au travers d'actions de communication et d'informations : « *Promouvoir la lutte des étudiants contre le Falun Gong (par des actions diffamatoires par exemple) (...) Collecter, en coordination avec les autres bureaux tous les documents et matériaux pouvant être utilisés contre le Falun Gong (...) Comprendre l'attitude des médias. Comprendre leur analyse du problème* ». Il utiliserait tous les médias, formels ou informels, pour étendre sa propagande négative sur le sujet : « *Présenter toutes formes de documents critiquant le Falun Gong existant dans les programmes TV, radio, BBS chinois* ». Enfin, le gouvernement chinois profite de sa puissance politique et financière pour influencer les instances gouvernementales étrangères et les élites économiques chinoises d'outre-mer : « *Diffuser les informations critiquant le Falun Gong auprès des groupes en visite en Chine.* ».

A la lecture de ces études de cas consultables en annexes, il semble que le gouvernement chinois tente de mettre en commun toutes ses ressources disponibles (économiques, sociales, médiatiques, etc.) pour anéantir et décrédibiliser le mouvement dissident, notamment grâce à l'internet lorsqu'il s'agit de lutter contre ses ennemis à l'étranger. Ces mesures permettraient ainsi de poursuivre sa stratégie d'hégémonie, y compris sur sa diaspora. Pourtant, il faut également constater que le Falun Gong, tout comme le PCC, organise à travers le net une vaste guerre de communication en publiant nombre d'articles et de témoignages accablants. Il faut d'ailleurs considérer ces matériaux avec la plus grande prudence car rien ne permet de vérifier la véracité des documents publiés. En effet, des membres de l'organisation dissidente se disent par exemple victimes de discrimination à l'emploi pour des postes de professeur de chinois dans les Instituts Confucius à l'étranger : « *D'autres établissements canadiens ne semblaient également pas au courant de la politique d'embauche discriminatoire des Instituts Confucius, bien qu'elle soit affichée en anglais sur le site web du siège social <www.chinese.cn/hanban_en/node_9806.html>* ». ⁷⁸⁷ Or, après vérification sur le lien donné ci-dessus et sur les autres annonces d'emploi publiées par le Hanban, il n'a pu être trouvé de mention explicite spécifiant *l'interdiction d'appartenir au Falun Gong*. La secte étant interdite en Chine, l'obligation des candidats de se conformer à la législation chinoise les excluent néanmoins de ce fait à candidater, quand bien même ils résident à l'étranger : « *Exigences requises pour le poste : 1. Respecter les règlements et les lois nationales, avoir une pensée*

⁷⁸⁷ Omid Ghoreishi, « Politique d'embauche discriminatoire dans les Instituts Confucius », (site du falun Gong) *La Grande Époque*, 06/09/2011, (consulté le 23/11/2013) .

*correcte. Ceux qui sont soupçonnés de violer la loi et la discipline, ou toute autre condition qui ne correspond pas au profil du poste verront leur candidature refusée »*⁷⁸⁸.

Comme le constate Michel Bonnin au regard de la théorie de Lefort, cette lutte incessante du Parti contre des ennemis démontre encore une fois que « *le régime possède toujours non seulement la volonté, mais aussi les moyens d'éradiquer l'Autre au sein de la société. (...) toutes les institutions de contrôle et de répression héritées de Mao (et de Staline) ainsi que le 'savoir-faire' qui va avec sont toujours présents, et toujours efficaces, dans la Chine d'aujourd'hui. Simplement, leur activation est moins fréquente, et leurs objectifs plus ciblés qu'à l'époque maoïste* »⁷⁸⁹. Cet « aspect négatif »⁷⁹⁰ mais modulable, caractérise à mon sens le régime politique actuel dans sa mue vers un post-totalitarisme souple et adaptatif, celui-ci laissant des courants dissonants subsister tant qu'ils ne deviennent pas potentiellement une alternative au PCC. On comprend donc que la stratégie de prise en compte de l'altérité sociale et de sa représentation dans le paysage virtuel posent incontestablement la question de l'efficacité des politiques d'influence et de communication mises en place par le gouvernement pour diaboliser « l'Autre » et fédérer une population aussi hétérogène que la nation chinoise. Pour réaliser cet idéal-fantasmé du « peuple-Un », le Parti doit donc arriver à moduler sa communication selon le but recherché, ici en politisant ou en dépolitisant l'actualité sur le net, instrumentalisant autant qu'il le peut la force politique de l'opinion.

⁷⁸⁸ « 任职要求1. 遵守国家各项法律法规, 思想端正。涉嫌违法违纪, 或有其它不符合事业单位招聘条件的人员, 不接受其报名 » Source : « 国家汉办/孔子学院总部2012年公开招聘工作人员公告 » (« guojia hanban/kongzi xueyuan zongbu 2012 nian gongkai zhaopin gongzuo ren yuan gonggao », Le Bureau national pour l'enseignement du chinois langue étrangère/ le Département général des Instituts Confucius publie une offre d'emploi pour l'année 2012), (site de recherche d'emploi pour les étudiants et personnes diplômées chinoises) [yingjiesheng.com](http://www.yingjiesheng.com), 23/03/2012, <http://www.yingjiesheng.com/job-001-302-550.html>, (consulté le 16/11/2013).

⁷⁸⁹ Michel Bonnin, « Comment définir le régime politique chinois aujourd'hui ? », op.cit. p.237.

⁷⁹⁰ Terme emprunté à Michel Bonnin, « Les métamorphoses du totalitarisme », op.cit. p.129.

En conclusion, le chapitre II et les études de cas analysées dans cette première partie de chapitre permettent de rejoindre les observations de Wang Hui sur la communication réalisée autour de la sphère politique en Chine. Celui-ci constate que les orientations ou les valeurs politiques ont disparu de l'espace public ces dernières années, car ces débats interviennent désormais à l'extérieur des organes internes au Parti, c'est-à-dire dans la sphère médiatique⁷⁹¹. L'instrumentalisation de l'internet s'inscrirait dans cette logique de pouvoir, où la communication par la « transparence » ne servirait qu'à masquer un processus de reféodalisation de l'élite sur les masses depuis la mise en place des *Trois Représentations* lancée par Jiang Zemin⁷⁹². Ce revirement idéologique a non seulement ouvert le Parti à la classe capitaliste mais a séparé l'économie de la politique - né d'un besoin réciproque entre la bourgeoisie et la nomenklatura - de gagner pour l'une, de conserver pour l'autre - le plus de pouvoir possible dans un contrat tacite et concerté. C'est de cette « nomenklatura de bureaucrates-entrepreneurs »⁷⁹³ qu'il sera ensuite question, afin de comprendre en quoi la communication contribue également à servir l'hégémonisme de cette classe au pouvoir, rassemblée sous la bannière du Parti.

⁷⁹¹ Wang Hui, op.cit.p.158. De plus, ces débats théoriques au sujet des orientations politiques entre intellectuels et les organes du parti ont fait dégénérer selon lui les controverses en divergences purement techniques depuis la fin des années 1980 : « *Non que les débats idéologiques aient disparu ; mais, premièrement, ces débats ne surviennent plus essentiellement à l'intérieur des organes du parti ; deuxièmement, avec l'influence grandissante des débats théoriques entre intellectuels sur les politiques publiques, les controverses elles-mêmes se sont muées en de simples divergences à caractère technique sur des questions de gouvernance* ».

⁷⁹² Jiang parle pour la première fois de la théorie des *Trois représentations* en février 2000 puis en 2001, lors du 80^e anniversaire de la fondation du PCC. La théorie est ensuite inscrite dans les statuts du PCC lors du 16^e Congrès en novembre 2002 et dans la Constitution nationale en mars 2003. Le XVI Congrès de novembre 2002 clarifie quelque peu l'interprétation de cette théorie en déclarant que le PCC doit : 1/ Représenter les forces productives les plus avancées (dont le secteur privé, capitaliste), 2/ Représenter la culture la plus avancée (soit l'élite culturelle, intellectuelle, technique et scientifique), 3/ Représenter les intérêts fondamentaux du peuple tout entier (et non pas ceux du seul prolétariat). La lutte des classes connue sous Mao est donc abandonnée pour permettre au PCC de défendre non pas l'intérêt d'un pan de la nation (le prolétariat), mais la nation toute entière.

⁷⁹³ Expression empruntée à Michel Bonnin, « Les métamorphoses du totalitarisme », op.cit. p.135.

III-B/ L'INTERNET COMME INSTRUMENT D'HEGEMONIE : LE FANTASME DU PEUPLE-UN

La recherche d'hégémonie par le PCC pourrait être qualifiée selon plusieurs théories, à commencer par celle d'Antonio Gramsci⁷⁹⁴, qui la caractérise de deux manières : d'abord définie par une alliance stratégique de type léniniste entre la paysannerie et le prolétariat pour la prise de pouvoir, Gramsci la définit ensuite comme la domination culturelle de la classe bourgeoise au pouvoir, qui inculque par différents outils culturels « une fausse conscience » aux travailleurs du pays. En mettant en place une idéologie dominante telle que l'école obligatoire, les médias de masse et la culture populaire, les « travailleurs des sociétés avancées » oublieraient de mener la révolution qui servirait leurs besoins collectifs (selon l'idéologie marxiste), pour céder aux sirènes du consumérisme, de l'ascension sociale et du nationalisme⁷⁹⁵. Ici, la théorie gramscienne rejoint la réalité historique chinoise : l'internet devient un outil culturel pour le Parti dans l'accomplissement économique de sa « phase primaire du socialisme » (*shehui zhuyi chuji jieduan* 社会主义初级阶段)⁷⁹⁶. Basée sur la modernisation du pays au travers de trois étapes, la stratégie de développement de la Chine a besoin des nouvelles technologies pour assurer sa transition vers le XXI^{ème} siècle⁷⁹⁷. A la fois média de masse et relais de la culture consumériste et narcissique populaire (blogs, forums, plateformes multimédias), les effets

⁷⁹⁴ Antonio Gramsci, *Textes*, Paris, Messidor Ed. Sociales, 1983, p.81 et p.107.

⁷⁹⁵ Comme présenté précédemment dans le chapitre II et III/A notamment.

⁷⁹⁶ Secrétaire général par intérim du PCC, Zhao Ziyang fait appel au concept de « l'étape primaire du socialisme » lors du XIII^{ème} Congrès du PCC le 25 octobre 1987, afin de permettre au Parti d'avoir recours temporairement au capitalisme pour rattraper le retard économique du pays - sans toutefois renier le dogme idéologique maoïste: « 1987 No.44 – Le congrès du Parti : pleins feux sur la réforme », *Beijing Information*, 27/06/2011, http://french.beijingreview.com.cn/zt/txt/2011-06/27/content_373383.html, (consulté le 05/05/2014).

⁷⁹⁷ « Depuis la troisième session plénière du XI^{ème} Comité central du Parti en 1978, la Chine a réalisé un programme stratégique de développement économique, qui comprend trois étapes. La première, c'est de faire doubler le PNB de 1980 et d'assurer aux Chinois le nécessaire en matière d'alimentation et d'habillement. Cette tâche a été en gros réalisée. La seconde étape, c'est de faire à nouveau doubler ce PNB d'ici la fin du siècle, pour permettre aux Chinois de mener une vie relativement confortable. La troisième étape, c'est de rattraper le PNB des pays moyennement développés d'ici le milieu du siècle prochain. Cela signifiera que la modernisation sera alors pour l'essentiel achevée (...) donner la priorité à l'expansion des entreprises scientifiques et technologiques et éducatives, de façon à faire progresser le développement économique par le biais des progrès scientifiques et technologiques et d'une amélioration de la qualité de la main-d'œuvre. » Propos tenus par Zhao Ziyang, Ibid.

escomptés du mécanisme hégémonique en cours semblent remplir leurs prérogatives. La *génération internet*, pensant s'affranchir de toute doctrine idéologique et politique (car considérée comme dépolitisée par les médias et les générations antérieures), se trouverait dominée selon la volonté « bourgeoise » du Parti, qui conserve sur elle son pouvoir de manière invisible mais pourtant omniprésente.

B.1. Agenda de l'actualité, ou actualité pour un agenda

Alors que chaque année apporte au gouvernement son lot de scandales, plus difficiles à étouffer les uns que les autres (épidémies du Sida dans le Henan et du SRAS en 2003, du lait factice en 2004⁷⁹⁸ - puis enrichi à la mélamine en 2008⁷⁹⁹), le traitement médiatique des tremblements de terre au Sichuan en mai 2008 est à ce jour⁸⁰⁰ l'une des seules périodes où le système de contrôle de l'information a été mis en défaut par l'ampleur de la catastrophe.

Acculées par la centaine de journalistes dépêchés sur les lieux dès le premier jour, les autorités se sont révélées incapables d'appliquer leurs schémas habituels de contrôle de l'information tels que l'interdiction de reportages en dehors des organes de presse officiels ou sur des sujets polémiques tels que la mauvaise qualité des matériaux utilisés pour la construction des écoles, la gestion douteuse des dons ou encore la menace pesant sur les installations nucléaires présentes

⁷⁹⁸ En 2004, plus de 200 nourrissons avaient souffert de malnutrition et 12 étaient morts après avoir été nourris avec du lait en poudre factice ne contenant aucun nutriment. Quarante-sept personnes avaient été arrêtées et 40 entreprises ont été reconnues coupables de fabriquer cette poudre factice.

⁷⁹⁹ En 2008, quatre nourrissons chinois sont décédés après avoir consommé du lait artificiel enrichi à trop haute dose de mélamine. Des dizaines de milliers d'autres nouveau-nés sont également tombés malades (la mélamine est une substance chimique toxique utilisée par les sociétés de l'industrie agro-alimentaire pour simuler un apport en protéines). Ce scandale a marqué la communauté internaute car les résultats des tests incriminant les produits de la marque avaient été dissimulés au public pendant plus d'un mois dans le but de conserver « *l'esprit harmonieux des Jeux olympiques* ». Deux ans plus tard, le Premier ministre chinois Wen Jiabao a solennellement demandé aux entrepreneurs, lors d'un dialogue en ligne avec les internautes chinois, « *d'être plus éthiques et de ne pas porter atteinte aux intérêts du public en cherchant des gains personnels* ». Il s'est également engagé à ce que les sociétés incriminées soient sévèrement sanctionnées: « *Il est misérable d'abandonner le bien pour l'or ou les gains personnels sur la base de la souffrance ou même de la perte de la vie d'autrui. (...) Cela viole également les lois et les règlements de notre pays.* » « Wen Jiabao demande aux entrepreneurs d'être plus éthiques », *Quotidien du peuple en ligne*, 01/03/2010, <http://french.peopledaily.com.cn/Chine/6904656.html>, (consulté le 21/11/2013) http://french.china.org.cn/archives/lianghui2010/2010-02/28/content_19487466.htm, consulté le 13/11/2013).

⁸⁰⁰ En 2013.

dans la zone du séisme. « *On sentait bien depuis le début que les autorités n'arriveraient pas à appliquer ces ordres. Pas parce qu'elles ne voulaient pas garder les médias sous contrôle mais parce qu'elles ne pouvaient pas* », confiait à Newsweek un journaliste d'un quotidien du Parti⁸⁰¹. Les autorités ont toutefois rapidement repris le dessus en verrouillant tous les sujets qui pourraient porter à polémique et en réaffirmant l'importance du rôle des médias dans la politique communicationnelle d'« harmonie » - le discours présidentiel sur le rôle des médias le 20 juin 2008⁸⁰² ne faisant qu'ôter les derniers espoirs de ceux qui pensaient encore que *l'ouverture du 12 mai*⁸⁰³ pourrait s'ancrer dans la durée.

Afin de pallier ce type de dysfonctionnements liés à une actualité médiatique trop importante, ou à des problèmes d'ajustement de la propagande entre grands sites commerciaux et autorités, de nouveaux moyens de communication en temps réel ont été mis en place : téléphone, courriers électroniques, SMS, messageries instantanées (MSN, QQ, RTX). Leur but : diligenter l'agenda médiatique de la façon la plus réactive possible par la mise en place de réunions permettant de faire l'état des lieux de l'opinion publique en ligne tout en préparant le traitement des sujets d'actualité à venir⁸⁰⁴ (quand ils ne s'imposent pas d'eux-mêmes⁸⁰⁵). Ces techniques sont évidemment parallèles à la censure pure et simple, qui seule, ne suffirait pas à enrayer la gronde sociale et qui risquerait même de générer un « effet de serre » des mécontentements ne pouvant s'exprimer.

Johan Lagerkvist définit à ce propos « l'ideotainment »⁸⁰⁶ comme la transformation de ces techniques de propagande vers une tendance plus informative et/ou ludique⁸⁰⁷, permettant au

⁸⁰¹ Mathilde Bonnassieux, « En Chine, la propagande a encore de beaux jours devant elle », op.cit.

⁸⁰² Hu Jintao, discours du 20 juin 2008 : Mathilde Bonnassieux, « En Chine, la propagande a encore de beaux jours devant elle », op.cit.

⁸⁰³ Date des séismes et de la libéralisation provisoire des médias du fait de l'incapacité des autorités à contrôler le contenu informationnel relaté par les journalistes et internautes sur place.

⁸⁰⁴ Voir étude de cas en annexe n°19: « Calendrier de la censure : un agenda chargé ! ».

⁸⁰⁵ Voir *l'ouverture du 12 mai* évoquée plus haut lors des séismes de 2008.

⁸⁰⁶ Johan Lagerkvist, « Internet ideotainment in the RPC: National responses to cultural globalization », *Journal of Contemporary China*, vol.17 n°54, février 2008, p.138 : « *J'ai nommé cet élément ideotainment, qui signifie que les images, les représentations symboliques, les sons et jingles du web populaire ainsi que la culture des téléphones mobiles se juxtaposent à des constructions idéologiques subtiles et à de la propagande aux inclinations nationalistes* ».

gouvernement, via les nouveaux formats médiatiques des NTIC, d'influencer « subtilement » l'opinion publique. Il note d'ailleurs la pression mise par le Parti sur les portails d'informations gouvernementaux, qui doivent également moderniser leurs modes de diffusion : « *les portails web gouvernementaux et municipaux subissent une certaine pression, du fait de leurs obligations administratives et de leur support financier, de servir les unités de propagande du Parti en diffusant les nouveaux designs de produits d'ideotainment sur leurs sites* »⁸⁰⁸. Alex Chan confirme cette évolution du contenu médiatique, le Parti ayant officiellement demandé aux médias de s'éloigner des contenus traditionnels de propagande pour « *être au plus près des masses et de leur vie quotidienne* » (*tiejin qunzhong, tiejin shenghuo*)⁸⁰⁹. Ces nouvelles techniques, nécessaires à la conquête ou à la conservation du pouvoir, sembleraient ainsi se fonder sur la persuasion médiatique et une certaine séduction démagogique.

Il faut remarquer néanmoins que cette évolution des formats de l'information médiatique n'est pas l'apanage de la Chine, puisqu'on la trouve également dans tous types de pays (démocratiques ou non) sous le nom de « communication politique » : que ce soit en période électorale ou pour calmer une polémique qui enfle (exemple en France : le président de la République reçoit une famille de victimes à l'occasion d'un fait marquant et dénonce un aspect du système politique qu'il veut depuis longtemps réformer mais qui nécessite l'assentiment des médias et de la population pour faire passer sa réforme auprès de l'Assemblée).

Pour autant, Alex Chan relève qu'en Chine, l'agenda gouvernemental ne s'adapte pas à l'agenda médiatique car il le domine tout à fait, du fait de la nature même du régime politique spécifique au pays : « *la mise à l'agenda par l'Etat-parti en Chine est catégoriquement différent de la mise à l'agenda du gouvernement dans les pays développés. Il n'y a pas d'interaction entre l'agenda du gouvernement d'un côté, et l'agenda médiatique et l'agenda public de l'autre côté. Dans une*

⁸⁰⁷ Tels que l'ouverture croissante de comptes weibo par les instances officielles. Voir annexe n°32 : « Retransmission du procès de Bo Xilai sur Weibo – propos filtrés sur fond de transparence »

⁸⁰⁸ Ibid.p.139: « *state-owned and municipal web-portals are under certain pressure, due to financial support and administrative obligations, to serve the Party's propaganda units in funneling out newly design ideotainment products on their websites*»

⁸⁰⁹ Alex Chan, op.cit.p.554. L'auteur cite un article de Shi Tong au sujet des discussions en vogue fin des années 1980 sur le nouveau rôle à jouer pour les médias : Shi Tong, « Tiejing shenhuo de maobo » (être proche de la vie quotidienne), *Journalism Frontline*, fév. 1988, p.20.

dictature du parti unique, l'agenda du gouvernement est prédominant. La voix de l'Etat-parti prévaut toujours »⁸¹⁰.

Les propos du Secrétaire du Département de la Propagande du Parti, Li Changchun, traduits en annexe n°19, confirment cet état de domination. Le 4 janvier 2011 a eu lieu à Pékin la réunion annuelle des directives de la propagande destinées à « resserrer la tension sur les médias et l'opinion publique en vue de la période sensible du 18^{ème} Congrès du Parti en 2012 ». Li Changchun listait un à un, à cette occasion, les sujets de fond à censurer et ceux à promouvoir⁸¹¹. Extrait choisi :

«Pour les deux périodes de vacances (Nouvel an chinois et occidental) et lors des deux grands Sommets du Parti⁸¹², il faudra créer une atmosphère favorable pour stabiliser l'opinion publique en ligne. Il faudra modérer les sujets de polémiques comme le marché de l'immobilier, le taux de chômage et la sécurité sociale, l'éducation et la santé, la sécurité industrielle (surtout alimentaire). »

Le bousculement de l'agenda politique par les aléas de l'actualité oblige donc les autorités à instrumentaliser autant que possible l'agenda médiatique à leur avantage, afin de parer à toutes conséquences désastreuses pour le gouvernement.

Politisation et dépolitisation de l'information : la communication manipulatrice de l'opinion

Dominique Wolton souligne l'effet pervers et anti-démocratisant de l'instrumentalisation de la communication⁸¹³, notamment via l'internet où les acteurs ne sont pas toujours clairement définis. Afin de démontrer ces tentatives de manipulation de la communication sur le web par le PCC, j'évoquerai plusieurs études de cas de sites web ou de documents publiés en ligne qui

⁸¹⁰ Ibid.p.559.

⁸¹¹ Voir étude de cas en annexe n°19: « Calendrier de la censure : un agenda chargé ! ».

⁸¹² La Conférence consultative politique du peuple chinois (*Zhongguo renmin zhengzhi xieshang huiyi* 中国人民政治协商会议) et l'Assemblée Nationale populaire (ANP, *quanguo renmin daibiao dahui* 全国人民代表大会).

⁸¹³ Dominique Wolton cité par Karine Hyek Germani, « Il ne suffit pas d'informer pour communiquer » op. cit.

permettront d'étayer ces hypothèses. Il s'agira de montrer tout d'abord les tactiques de politisation du discours par les autorités sur des problèmes dits « de forme » (diplomatie par exemple), puis celles de « dépolitisation » constatées dans la rhétorique du régime et des médias au sujet de problèmes sociopolitiques dits « de fond » (ici l'intégration des minorités ethniques ou les maux systémiques du Parti).

B.1. 2. Politisation du discours nationaliste

Le nationalisme chinois a évolué depuis l'époque maoïste. Loin d'être doctrinaire, il est aujourd'hui essentiellement pragmatique, car évoluant à travers l'interaction avec la communauté internationale. Il semble bien - et plus encore dans le cadre de la mondialisation actuelle - qu'une politique étrangère ne s'élabore pas hors de tout contexte mais en fonction de l'attitude, des intérêts et des ambitions des autres acteurs du système.

Mao Zedong utilisait la mobilisation des masses pour défendre ses desseins politiques au nom de l'idéologie révolutionnaire⁸¹⁴. Depuis sa mort, le PCC s'est de facto émancipé du dogme communiste pour proposer un idéal fédérateur à la nation : la « renaissance » de la Chine au niveau mondial grâce à la modernisation du pays. Toutes les forces étrangères qui tentent de s'opposer à la destinée de la Chine doivent être combattues conjointement par la population et ses représentants. L'étude du recours à l'internet pour encourager le nationalisme consistera à vérifier le caractère instrumental de ces mouvements par le gouvernement, qui utilise le sentiment patriotique pour rassembler l'opinion chinoise à ses côtés⁸¹⁵, dans et hors de ses frontières. Cet aspect a largement été traité par nombre d'observateurs, chercheurs ou journalistes, tant chinois qu'étrangers. C'est pourquoi mon choix s'est spécifiquement porté sur l'étude d'évènements initialement orchestrés par le gouvernement, mais qui ont dégénéré sur la toile jusqu'à menacer sa crédibilité à défendre l'intérêt de la nation. Relater ces faits permettra de montrer le caractère instrumental de la communication faite par l'internet.

⁸¹⁴ A commencer par les Gardes Rouges, qu'il a su manipuler pour revenir sur le devant de la scène politique après sa disgrâce liée à l'échec du *Grand Bond en avant*. Voir Marie-Claire Bergère, *La Chine de 1949 à nos jours*, op.cit.p.115.

⁸¹⁵ Voir annexe n°22: « Nationalisme en ligne : JO 2008, les internautes chinois s'emportent contre la France ».

« *La montée du nationalisme en Chine a trouvé un certain écho sur internet, défouloir inespéré des humiliations passées.* »

Zhang Jun, doctorant, Université de Qinghua (*qinghua daxue* 清华大学)⁸¹⁶

Depuis la fin des années 1990, l'engouement populaire pour la messagerie électronique et les forums de discussion a favorisé une plus large expression des internautes à tous les niveaux de la société sur les questions politiques et en particulier le nationalisme. Ces forums, dont certains se sont spécialisés dans ces formes de critiques tels que *Qiang Guo* (强国, pays fort), sont utilisés par le pouvoir autant pour conserver sa légitimité que pour mobiliser l'opinion publique lors de conflits diplomatiques⁸¹⁷. Mais les autorités restent particulièrement vigilantes quant à l'utilisation subversive que certains internautes, ou groupes d'internautes, pourraient faire du sentiment nationaliste ; parfois, les effets escomptés de certaines de ces tentatives d'instrumentalisation ont des conséquences inverses aux effets attendus. Il faut également garder à l'esprit que la virulence et le caractère relativement unanime des mobilisations nationalistes sur le net ne doivent pas donner l'illusion d'une unité parfaite des internautes dans leurs mobilisations, ni d'un alignement sur la position des autorités ; car il existe en réalité plusieurs mouvances et courants d'opinion différents - divergents parfois - qui s'animent alternativement selon les sujets qui les motivent.

Lorsque l'ambassade de Chine à Belgrade est gravement touchée par des missiles de l'OTAN le 8 mai 1999, les autorités pékinoises, outre le fait qu'elles font affréter spécialement des bus pour conduire les étudiants en colère devant les ambassades occidentales (qu'ils finissent par saccager, comme la résidence du consul général américain à Chengdu⁸¹⁸), ont aussitôt créé un

⁸¹⁶ Aurore Merle, op.cit. p. 106

⁸¹⁷ Comme l'illustre le message d'un internaute chinois lors de la polémique concernant l'agression de l'athlète chinoise, porteuse de la flamme : « *La France, qui fut l'un des huit envahisseurs de la Chine, parle à tort et à travers. (...) L'Occident dévoile son vrai visage. Les droits de l'homme et la démocratie ne sont que des outils pour accabler la Chine et la dépecer. Chinois, unissons-nous derrière nos dirigeants pour en finir avec le Dalaï-lama et la main noire de l'Occident !* » : annexe n°22 : « Nationalisme en ligne : JO 2008, les internautes chinois s'emparent contre la France »

⁸¹⁸ « L'OTAN sème la tempête », *Vent de la Chine* n°19, 10/05/1999, <http://www.leventdelachine.com/blog/posts/l-otan-seme-la-tempete>, (consulté le 15/05/2014).

site web intitulé « Souveraineté sacrée »⁸¹⁹. Ce site, où les internautes pouvaient exprimer leur indignation sur des forums de discussion dédiés, mettait en ligne des logiciels de piraterie informatique que pouvaient télécharger les internautes pour attaquer les Etats membres de l'OTAN grâce aux adresses électroniques mises à disposition sur le site. Les médias traditionnels reprirent ensuite les informations pour relater fièrement les attaques commises par les « cybercompatriotes ». Depuis, des vagues d'actes de cyberpiraterie sont lancées régulièrement et selon les remous de l'actualité à l'encontre des ennemis traditionnels du pays. De même, en août 1999 ont été recensées plus de 7000 cyberattaques perpétrées contre des sites publics taiwanais, suite aux propos du président de l'île rebelle Chen Shuibian, perçus par les autorités et l'opinion chinoise comme une déclaration d'indépendance. Une véritable cyberguerre a alors eu lieu, les sites gouvernementaux chinois ayant été pris huit fois d'assaut par les cyberpirates taiwanais, jusqu'à ce qu'interviennent de part et d'autre du détroit des appels officiels au cessez-le-feu. En 2000, des pirates chinois s'en sont également pris à des sites web japonais comme celui de la Banque du Japon, alors que la conférence d'Osaka s'apprêtait à annoncer que le massacre de Nankin en 1937 n'avait été que pure invention (1600 cyberattaques auraient été commises en l'espace de 7 minutes à titre d'exemple)⁸²⁰. Le site www.china918.net (*9.18 aiguo wang*, 9.18 爱国网), créé par un manager d'usine à la retraite Wu Zukang en mars 2000, a parallèlement compilé des milliers de matériaux historiques relatant l'invasion japonaise de la Chine de 1931 à 1945. Sous forme de vidéos, photos, films, témoignages écrits et audios et publications académiques, ce site est devenu une référence dans l'édification de courants nationalistes à l'encontre du Japon dans la cybersphère chinoise afin que « l'on se souvienne de l'humiliation nationale ». En 2005, le site www.china9.18 organisa une pétition en ligne de

⁸¹⁹ Christopher R. Hughes, « Pourquoi l'internet ne démocratisera pas la Chine ? », *Critique internationale*, 2002/2, n°15, pp.85-104, www.cairn.info/revue-critique-internationale-2002-2-page-85.htm, (consulté le 19/09/2013). Le caractère sacré de la souveraineté est continuellement évoqué par l'APL qui « se consacre résolument à la tâche sacrée de sauvegarder la souveraineté, la sécurité et l'intégrité territoriale » : « Tibet, Xinjiang, Taiwan : 3 'menaces majeures' pour la Chine », op.cit.

⁸²⁰ Roger Falligot, *Les services secrets chinois de Mao aux JO*, op.cit. p. 526. Les vagues d'attaques successives ont été lancées contre des sites américains un mois après qu'un avion de chasse chinois eut obligé l'avion espion américain EP-3E à se poser sur l'île de Hainan le 1er avril 2001. Voir annexe n°33 : « Organigramme de la communauté du renseignement chinois en 2008 ».

grande ampleur (40 millions de signatures en 4 mois) contre la candidature du Japon au Conseil de sécurité de l'ONU⁸²¹.

Pourtant, la stratégie d'utilisation du nationalisme⁸²², même si elle reste basique et commune à nombre de pays, s'est avérée pour un temps délicate après l'entrée de la Chine à l'OMC en 2001, phase transitoire de pleine immersion du pays dans la mondialisation⁸²³. En effet, les ultranationalistes reprochaient au pouvoir de ne pas défendre les intérêts du pays en adhérant au pacte mondialiste. La nouvelle gauche (*xinzuopai* 新左派) tend régulièrement à critiquer cette politique d'ouverture qui laisserait la porte ouverte à l'impérialisme étranger : « *L'ultralibéralisme pourrait notre économie et freine le développement des entreprises. A favoriser l'implantation d'entreprises étrangères sur notre sol, nous devenons victimes de notre ouverture économique* ». ⁸²⁴. La capture d'écran n°2 d'une fausse *Une* du Quotidien du Peuple en annexe n°22, montre l'esprit revancharde des ces ultranationalistes : « *La Chine teste avec succès une bombe nucléaire d'un nouveau type sur San Francisco* », « *Le quartier général des Nations Unies s'installe à Pékin* », « *Le premier ministre Wen Jiabao visite Taiwan accompagné du gouverneur Ma Yingjiu* ». Plus bas sur la page, on peut lire : « *le gouvernement chinois s'excuse d'avoir accidentellement bombardé le Pentagone* », « *Le Dalai Lama abattu* », « *Tremblement de terre majeur au Japon : la Chine envoie une équipe de sauvetage, aucun survivant n'a pour l'instant été trouvé* », « *la Chine va construire une seconde base militaire sur la Lune* ». Des titres qui, non seulement flattent l'orgueil national et célèbrent la puissance de la

⁸²¹ Jean-Pierre Cabestan, « Les multiples facettes du nationalisme chinois », *Perspectives chinoises*, 88, mars-avril 2005, <http://perspectiveschinoises.revue.org/739>, (consulté le 19/09/2013)

⁸²² Voir annexe n°22 : « Nationalisme en ligne : JO 2008, les internautes chinois s'emparent contre la France ».

⁸²³ Aurore Merle rapporte que la haine nationaliste contre l'Occident n'est pas incompatible avec le désir paradoxal de vivre « à l'occidentale », op.cit. p.76 : « *Après le 11 septembre cris de joie et bravo ben Laden en Chine. Sur les forums de discussions intra universitaires, les étudiants n'ont pas cessé de déverser les pires injures à l'encontre des Américains, fustigeant la politique du président Bush. Ces messages postés le jour suivant n'ont fait l'objet d'aucune censure même si le gouvernement a vite réagi pour apporter officiellement son soutien à la politique anti-terroriste américaine mondiale. Quelques jours plus tard, les étudiants projetaient de constituer des dossiers de candidature pour partir étudier aux USA, allant même jusqu'à protester contre les délais d'attente et les restrictions de délivrance de visas américains qui résultaient des attentats. La réaction du 11 septembre 2001 illustre à elle seule l'ambivalence (...) : une fascination entremêlée de répulsion. Etre opposé à la politique américaine n'entrave en rien le désir d'y faire des études. (..) »*

⁸²⁴ Aurore Merle, op.cit. p.71.

Chine, mais mettent l'accent sur les sanctions qui auraient dû s'abattre sur ses adversaires, l'auteur faisant référence aux incidents diplomatiques qui se sont réellement passés.

De même sur le plan diplomatique, l'instrumentalisation du nationalisme s'avère parfois difficile à doser dans la politique de communication du gouvernement. En 1998 par exemple, le réseau avait été utilisé pour alerter les internautes en Chine des atrocités commises en Indonésie contre la communauté ethnique chinoise⁸²⁵. Un mouvement étudiant patriotique s'était aussitôt constitué pour médiatiser les crimes commis, en parallèle des actions réalisées par l'organisation virtuelle nationaliste « Corps d'armée vert » (*lüse bingtuan* 綠色兵团)⁸²⁶. C'est alors que la situation se retourna contre le gouvernement lorsque les internautes apprirent que le MAE chinois adoptait une attitude souple vis-à-vis de Jakarta au sujet des exactions commises (craignant de susciter des représailles contre les Sino-indonésiens). Des explosions de colère éclatèrent dans les groupes de discussion en ligne contre l'incapacité du gouvernement à protéger leurs compatriotes chinois d'outre-mer. Puis, quand la municipalité de Pékin refusa d'autoriser une manifestation devant l'ambassade indonésienne, organisée en partie sur le web, la déception des internautes fit place à l'écœurement et les autorités furent critiquées sévèrement au nom du patriotisme⁸²⁷.

Toute la difficulté pour le pouvoir central consiste donc à « doser » le nationalisme, de manière à pouvoir le contrôler. Cette idée est défendue par Shanthi Kalathil et Taylor C. Boas⁸²⁸ qui indiquent que les autorités ont dû se décider à supprimer un certain nombre de commentaires jugés trop extrémistes sur les forums lors des attaques terroristes du 11 septembre 2001 aux

⁸²⁵ Pour rappel, les émeutes antichinoises en Indonésie ont causé la mort de 1200 Indonésiens d'origine chinoise. Le chaos suscité par ces violences poussa le Président Suharto à la démission en 1998.

⁸²⁶ Le *Corps d'armée vert* est l'un des plus anciens groupes de pirates nationalistes sur le web chinois fondé en 1997 par un certain Gongwei (« Goodwell ») et d'autres pirates informatiques chinois. Avec plus de 3000 membres enregistrés, cette organisation virtuelle s'est fait remarquer auprès de la communauté internaute lors de ces incidents avec le gouvernement indonésien. Wu Xu, *Chinese cyber nationalism*, op.cit. p.159.

⁸²⁷ De même selon les observations du net par Christopher R. Hughes, lorsque le site du Quotidien du Peuple ouvrit un « forum Chine-Japon » dans le but d'améliorer les exécrables relations sino-japonaises, le résultat fut pour le moins contre-productif : de nombreuses invectives antijaponaises et même anti-gouvernementales furent produites à l'endroit de certains membres éminents du gouvernement, tels que le ministre des Affaires étrangères Tang Jiaxuan, considéré par certains internautes comme un traître pro-japonais (ce qui est à peu près la pire insulte possible pour un citoyen chinois, qui plus est représentant de l'Etat). Christopher R. Hughes, « Pourquoi Internet ne démocratisera pas la Chine », op.cit.

⁸²⁸ Shanthi Kalathil et Taylor C. Boas, op.cit.pp.245-248.

Etats-Unis. Dans l'annexe n°12⁸²⁹, on constate une censure similaire sur la messagerie instantanée et la VoIp de Tom-Skype : le terme 保钓 (*bao diao*, conserver les Diao) ayant été censuré. Il faisait référence au conflit territorial divisant le Japon et la Chine sur les Iles Diaoyu en 2012, au plus fort de la polémique nationaliste instillée par le gouvernement.

Conscient de sa nouvelle place dans le monde et des effets de la mondialisation de l'information, le gouvernement chinois tente donc de moduler sa politique de communication lorsque les événements l'y obligent ; la Chine tenant à s'imposer comme un acteur responsable et respectable au sein de la communauté internationale - au risque de se placer en porte-à-faux avec l'opinion chinoise⁸³⁰. Le phénomène de « nationalisme en ligne » conduit à plusieurs observations : l'internet apparaît comme un outil particulièrement réactif d'instrumentalisation du nationalisme, en particulier de sa composante populiste, lorsque les enjeux politiques et diplomatiques concernent ses relations avec les Etats-Unis (anti-impérialisme) et le Japon (ennemi historique), mais aussi avec Taiwan (indépendantisme), dont les relations avec les Etats-Unis sont particulièrement problématiques pour la Chine⁸³¹. Pourtant, il faut garder à l'esprit que cette politique de communication reste une tactique à double tranchant pour le PCC qui tente de manier autant qu'il le peut les différentes mouvances au sein de l'opinion internaute chinoise (diaspora y compris), au risque parfois d'être désavoué par sa propre population ou mis en porte-à-faux avec les instances diplomatiques étrangères. Ce choix n'est pas sans risque car il laisse apparaître une face peu amène et plutôt xénophobe de la société chinoise⁸³² qui n'hésite pas à recourir à des actes de piraterie informatique graves à l'encontre d'instances internationales (OTAN) ou d'Etats étrangers (Japon), à lancer publiquement des slogans racistes (comparant par exemple les Japonais à des cochons), voire à des violences physiques et

⁸²⁹ Voir Annexe n°12 : Exemple de la « liste noire » de Tom Skype.

⁸³⁰ « La répression des revendications nationalistes légitimes font perdre la face et l'autorité du pouvoir vis-à-vis du peuple chinois » : Peter Hays Gries, op.cit. p. 120.

⁸³¹ En effet, le rôle stratégique joué par les USA auprès de Formose démontre, selon le gouvernement et l'opinion publique chinoise, une volonté hostile perçue comme impérialiste. Un internaute commente : « *L'invasion du système politique américain à Taiwan, ses valeurs et sa culture de masse agissent comme un venin sournois dans le pays* ». Voir étude de cas du site de blogging Faydao : « Fausse 'Une' du Quotidien du peuple » en annexe n°22 : « Nationalisme en ligne : JO 2008, les internautes chinois s'emparent contre la France ».

⁸³² La traduction du nom du site web dédié à la diaspora chinoise de France (xineurope.com) est représentative de cet esprit belliqueux: 战斗在法国 (*zhandou zai faguo*), littéralement: Combattre en France (date de consultation du site : 01/02/2011). La version française du site s'intitule en revanche « Revefrance », soit une traduction bien éloignée du nom du site en langue chinoise.

matérielles graves (manifestations violentes). Cette instrumentalisation a laissé par ailleurs ouvert un espace de contestation dans l'espace public virtuel parfois risqué pour le pouvoir, permettant à certains courants plus virulents (comme ceux de la nouvelle gauche), de s'exprimer dans des termes contestataires et parfois antigouvernementaux.

Ces études de cas montrent donc, sans présenter dans le détail les différents courants nationalistes existant en Chine et sur le web chinois, qu'il s'agit - selon l'actualité - de mouvements intermittents qui se mobilisent alternativement selon la nature de leurs motivations (nationalisme historique antijaponais, protectionnisme économique de la nouvelle gauche, anti-impérialisme américain, etc.). C'est pourquoi le Parti tente de plus en plus souvent d'avoir recours à une autre parade d'instrumentalisation de l'évènementiel dans la sphère médiatique, celle de la dépolitisation de faits ou de polémiques qui pourraient être repris par des courants contraires à ses intérêts et dérapé vers des situations ingérables, voire déstabilisatrices.

B.1.3. Une communication dépolitisée

Comme il vient d'être observé, la politisation de l'information par le gouvernement a parfois dérapé, jusqu'à mettre à mal la légitimité des plus hauts dirigeants lorsque leur politique de double discours est dévoilée par le net. Nous verrons donc si les autorités n'avaient pas paradoxalement recours à une stratégie de « dépolitisation » de l'actualité, sur des problèmes économiques, politiques ou sociétaux susceptibles de fragiliser le régime si les débats venaient à focaliser leur attention sur des contradictions majeures ou des impasses systémiques importantes. Car, contrairement à l'idée répandue dans les médias occidentaux, la censure chinoise tente régulièrement de calmer certaines explosions de colère lancées sur la toile, jugées trop extrémistes sur les forums et révélatrices de la perte de contrôle du Parti sur le discours populaire (bien qu'il en soit lui-même souvent à l'origine). Ainsi, les grands portails d'informations qui censuraient dans les années 1990 à 2000 l'actualité devenue trop gênante deviennent à présent les premiers relais d'information en temps réel, afin de pouvoir mieux en contrôler ses développements.

En effet, la censure a pris conscience de la menace qu'une perte de contrôle de la communication, engendrée par un fait divers marquant dont s'empareraient les internautes – ou des groupes d'internautes- pour faire valoir une cause ou lancer une polémique, pourrait faire

peser sur la stabilité politique. La communication du PCC apparaît donc œuvrer désormais, non plus seulement à censurer ou à désinformer (au risque d'être piégée par les témoignages ou des preuves contraires publiées en ligne), mais à rapporter les faits en temps réel sur les plus grands portails d'informations ou de microblogging. Cette stratégie est corroborée par l'analyse d'Alex Chan, qui confirme cette évolution du contrôle de la narration lors de buzz, en parlant plus d'un sujet que d'un autre par exemple, dans le but d'affaiblir les problématiques soulevées en termes d'éventuels débats : « *il [le Parti] a développé un nouvel intérêt à gérer l'attention, incluant l'utilisation des médias contrôlés par l'Etat pour attirer l'attention des gens sur une question et détourner son attention d'une autre* »⁸³³. Le cas de l'auto-immolation de trois Ouïghours, près de la place Tiananmen⁸³⁴ à l'approche de la session plénière annuelle de l'Assemblée Nationale Populaire⁸³⁵, apparaît particulièrement significatif. Sur le web, l'agence de presse officielle Xinhua a immédiatement rapporté ce « fait divers » de manière anodine pour en affaiblir sa portée politique et sociale ; elle titrait : « Pékin : Deux personnes blessées après un incendie de voiture ». ⁸³⁶ Les trois personnes, membres d'une même famille, s'étaient en fait aspergées d'essence lorsqu'elles se sont fait arrêter par la police alors qu'elles essayaient de s'engager dans la rue piétonne de Wangfujing⁸³⁷ (proche de la place Tiananmen). Le père et son épouse, âgés de 59 et 58 ans, auraient été amenés à l'hôpital tandis que leur fils de 28 ans, n'ayant pas été blessé, aurait immédiatement été arrêté par la police⁸³⁸. Dans les articles en chinois sur le web, il n'est fait aucune mention de leurs noms (à consonance ouïghoure ?), de leur appartenance ethnique (la

⁸³³ Alex Chan, op.cit. p.554 : «*It began to realize that without adequate responses to these 'hot spots', the guidance of public opinion would be impossible*», puis p.548 : «*it has developed a new interest in attention management, including how to use the state-controlled media to draw people's attention to one issue and divert their attention to another*»

⁸³⁴ A l'intersection de la Chang'an Avenue et la rue commerçante Wangfujin, toute proche de la place Tiananmen (1km) : « China fire protesters were Uighurs », *uyghuramerican.org*, 26/02/2009, <http://uyghuramerican.org/old/articles/2606/1/China-fire-protesters-were-Uighurs/index.html>, (consulté le 19/09/2013).

⁸³⁵ L'auto-immolation a eu lieu le 25 février 2009, l'ouverture de la session annuelle de l'ANP a débuté le 5 mars.

⁸³⁶ « 北京 车起火致 2 人烧伤 » (*Beijing : che qihuo zhi 2 ren shaoshang* Pékin : Deux personnes blessées après un incendie de voiture), *Xinhuanet*, 25/02/2009, http://www.xinhuanet.com/local/2009-02/25/c_1110651650.htm, (consulté le 10/03/2010).

⁸³⁷ « China fire protesters were Uighurs », op.cit.

⁸³⁸ «Beijing: police covering up news about three people setting themselves on fire», *Asianews*, 26/02/2009, <http://www.asianews.it/news-en/Beijing:-police-covering-up-news-about-three-people-setting-themselves-on-fire-14585.html>, (consulté le 17/09/2013).

voiture serait immatriculée au Xinjiang⁸³⁹), de la date et du lieu choisis pour leur auto-immolation (« *au centre-ville* »), tandis que leur motivation politique est vaguement évoquée dans le corps de l'article (« *les personnes sont venues à Pékin pour une pétition personnelle* »). L'approche de la session annuelle de l'ANP étant souvent l'occasion symbolique, pour les personnes ayant usé tous les recours légaux, de faire remonter les doléances populaires au pouvoir central⁸⁴⁰ en prenant à témoin le public, grâce à l'attention médiatique portée à Pékin en cette période politiquement sensible. Alors que le gouvernement de Hu Jintao prêchait l'harmonie sociale, ces actes d'auto-immolation désespérés pourraient apparaître comme un aveu d'impuissance du gouvernement à résoudre ses problèmes avec la société.

Concernant la gestion de crise entre les factions internes au Parti, un processus de « dépolitisation » du discours médiatique semble également être en cours sur le web, phénomène également constaté par Wang Hui sur l'ensemble des médias⁸⁴¹. Il observe que :

*« Dans ce contexte de 'dépolitisation', l'Etat chinois invoque le 'développement' pour faire de la stabilité sociale son principe ultime, ce qui entraîne dans une large mesure la disparition du modèle de la 'lutte entre les lignes' qui avait dominé la politique du Parti au XXème siècle, ainsi que la fin des controverses de théorie politique qui lui étaient associées »*⁸⁴².

Le récent procès de Bo Xilai⁸⁴³ est illustrant à plusieurs titres : étoile montante du Parti, ce « Prince rouge » faisait partie des 25 hommes les plus puissants du pays. Premier Secrétaire du PC de la ville de Chongqing, la plus grande ville du pays (30 millions d'habitants), Bo avait été

⁸³⁹ Ibid.

⁸⁴⁰ Le groupe « Tiananmen Mothers », lancé par Mme Ding Zilin, professeur d'université ayant perdu son fils lors du massacre de Tiananmen, avait également profité de l'occasion pour présenter officiellement à l'ANP une pétition sous forme de lettre ouverte demandant aux députés de l'ANP l'ouverture d'une enquête au sujet des 127 personnes disparues lors des événements du 04 juin 1989 place Tiananmen. La lettre ouverte a également été mise en ligne sur le site des Droits de l'Homme en Chine (*renmin renquan* 人民人权), « '天安门母亲' 呼吁 '两会' 对 '六四' 进行调查 » (*Tiananmen muqin huyu liang hui dui liusi jinxing diaocha*, Les « mères de Tiananmen » appellent les deux Assemblées à faire une enquête sur le « 4 juin »), *Zhongguo Renquan* (中国人权 Droits de l'Homme en Chine), 26/02/2009, www.hrichina.org/cn/content/721, (consulté le 18/09/2013).

⁸⁴¹ Le terme de « dépolitisation » est explicitement emprunté à Carl Schmitt par Wang Hui, « 'Politique de dépolitisation' et 'caractère public' des médias de masse », *Revue Extrême-Orient Extrême Occident*, p.175.

⁸⁴² Wang Hui, *ibid.* pp.157-158.

⁸⁴³ Voir annexe n°32 : « Retransmission du procès de Bo Xilai sur Weibo : propos filtrés sur fond de transparence ».

nommé « Homme de l'année 2009 » par le Quotidien du Peuple pour sa campagne néo-maoïste d'anti-criminalité (9000 arrestations, dont de nombreux fonctionnaires, policiers et magistrats) et pour sa politique sociale (constructions de HLM, politique de réduction des inégalités). Son procès en août 2013 fait suite à celui de son épouse, Gu Kailai, condamnée en 2012 à perpétuité pour l'assassinat d'un homme d'affaire anglais proche de la famille, Neil Heywood ; mais surtout à la fuite de son bras droit Wang Lijun, chef de la police de Chongqing, parti se réfugier à l'ambassade des Etats-Unis le 6 février 2012 avec des dossiers compromettants pour le couple, jusqu'à ce qu'il se rende aux autorités chinoises. Alors que Bo Xilai était pressenti pour entrer au Comité permanent du Bureau Politique du Parti⁸⁴⁴, son arrestation marque le glas de sa montée en puissance au sein de l'appareil politique et de sa popularité auprès de la population. De plus, ce procès montre là encore les caractéristiques totalitaires que l'appareil politique a conservé dans sa logique de pouvoir : « *[la bureaucratie] offrait un contraste remarquable entre la solidité de sa constitution en tant que classe et la fragilité de la position de ses membres, lesquels se montraient toujours menacés d'être anéantis, quels que fussent leur rang et leur autorité, en raison de leur sujétion au pouvoir politique.* »⁸⁴⁵

Alors que le premier réflexe avait été de censurer le site américain Twitter, puis ses clones chinois (tels que Fanfou.com) par peur de ne pouvoir contenir les flux de communication véhiculés sur ces nouveaux formats, le gouvernement a rapidement saisi l'intérêt de s'appropriier lui aussi ce nouvel outil de communication en vogue. Conséquences : 60 000 comptes Weibo gouvernementaux en 2013, destinés principalement à l'information et la gestion de crise. Contrairement au procès de « la Bande des Quatre » (*si ren bang* 四人帮) qui fut intégralement retransmis à la télévision en 1976⁸⁴⁶, le gouvernement a préféré faire le choix de retranscrire en

⁸⁴⁴ Voir l'explication de texte intitulé « La guerre des Télétubbies contre Maître Kang » (*tianxian baobao dazhan kang shifu* 天线宝宝大战康师傅), qui parle à mots couverts sur le net des luttes internes au Parti, en annexe n°11 : « Liste noire des noms censurés : Les dirigeants chinois blacklistés ? »

⁸⁴⁵ Claude Lefort, op.cit.p.108.

⁸⁴⁶ *La Bande des Quatre* désigne le nom d'un groupe de quatre dirigeants chinois qui ont tenté de reprendre le pouvoir peu après la mort de Mao Zedong et qui furent arrêtés en 1976. Le procès leur fit également porter la responsabilité de l'échec de la Révolution culturelle. Les quatre personnes incriminées ne sont autres que Jiang Qing, la femme de Mao, ainsi que trois de ses proches : Zhang Chunqiao (membre du Comité permanent du Bureau politique), Yao Wenyuan (membre du Comité central) et Wang Hongwen (vice-président du PCC). Le PCC s'était servi de ce procès pour dénoncer l'ancienne ligne politique du Parti, sans remettre directement en cause l'héritage de Mao. La politisation de ce procès avait également permis au PCC d'effectuer un revirement idéologique lancé deux ans plus tard par Deng Xiaoping.

temps réel, sur la plateforme de microblogging Weibo, la teneur des débats de l'audience tenue à huis clos⁸⁴⁷. En se réappropriant ces nouveaux modes d'expression populaire, le Parti entend créer (artificiellement) un sentiment de proximité avec les citoyens, en évitant le ton neutre et formel habituel⁸⁴⁸. De plus, la retransmission du procès, sous une apparente « volonté de transparence » aux allures modernisées, a permis de garder toute l'opacité désirée⁸⁴⁹ dans ce procès potentiellement explosif pour l'image du Parti. En effet, le fait de retranscrire lui-même la tenue du procès a offert en réalité au Parti un meilleur contrôle de la narration des faits relatés, lui permettant d'omettre certains propos compromettants sur le plan politique, tenus par l'accusé. Les mentions répétées de Bo Xilai aux « ordres des supérieurs » concernant la falsification d'un certificat médical visant à congédier son bras droit Wang Lijun⁸⁵⁰ en février 2012, n'ont par exemple pas été retranscrits sur le compte Weibo de la cour intermédiaire de Jinan⁸⁵¹. De même, les propos du procureur, retranscrits d'abord sur Weibo, puis effacés au cinquième jour du procès, laissaient vraisemblablement présager de la sévérité du verdict, probablement déjà décidé par le PCC : « *Bo Xilai plaide non coupable des charges à son encontre et aucune circonstance atténuante ne permet d'envisager pour lui une peine allégée* »⁸⁵². En revanche, les messages publiés sur la plateforme au sujet de l'intimité et de la vie dorée de Bo Xilai sont pléthore et assouvissent la curiosité des 536 371 internautes « suiveurs » (wumao ou non) du compte Weibo de la Cour de justice (cf. certains de leurs

⁸⁴⁷ Adresse du compte Weibo de la Cour intermédiaire de Jinan créé à l'occasion du procès de Bo Xilai : e.weibo.com/jinanzhongyuan, (consulté le 19/09/2013)

⁸⁴⁸ « Weibo, un porte-voix politique », *ChinePlus*, 10/01/2013, <http://www.chine-plus.com/opinions/2013/0110/1232.shtml>, (consulté le 03/07/2013).

⁸⁴⁹ Ou, pour reprendre les termes de Lefort : « *la visée de la transparence s'avère contradictoirement celle de l'opacité.* ». Claude Lefort, op.cit.p.106.

⁸⁵⁰ Bras droit de Bo Xilai en tant que chef de la police et maire adjoint de la ville de Chongqing, Wang Lijun était devenu l'amant de la femme de Bo Xilai et couvrit le meurtre de Neil Heywood. L'homme d'affaires anglais, également amant de Gu Kailai, aurait été assassiné par celle-ci par peur de représailles sur son fils à la suite d'un désaccord immobilier où Heywood jouait le rôle de prête-nom. Brice Pedroletti, « Affaire Bo Xilai : la villa cannoise qui pousse au meurtre », *Le Monde*, 24/08/2013 [en ligne].

⁸⁵¹ Les propos de Bo Xilai, repris par le procureur, ont été retranscrits sur weibo avant d'être effacés : « *Bo Xilai a de façon répétée insisté que [ce certificat avait été publié] sur des instructions de ses supérieurs hiérarchiques* » : « Chine : Bo Xilai a commis des faits 'extrêmement graves' », *AFP*, 26/08/2013, http://mobile.lepoint.fr/monde/chine-bo-xilai-a-commis-des-faits-extremement-graves-26-08-2013_1717285.php, (consulté le 19/09/2013).

⁸⁵² Ibid.

propos en annexe n°32)⁸⁵³. Les rebondissements de l'affaire pour le grand public apparaissant plus liés au train de vie et aux mœurs licencieuses de la famille qu'aux dysfonctionnements internes de l'appareil du Parti.

Ainsi, le PCC a tenté vraisemblablement de dépolitiser le caractère ultra-sensible de la situation, au vu de la position charismatique que tenait l'accusé au sein du Politburo et auprès de l'opinion publique chinoise (cf. texte en annexe n°11 : « La guerre des Télétubbies contre Maître Kang »). Les faits qui lui sont reprochés par la Cour se cantonnent en effet à des délits de corruption, de détournements de fonds publics et d'abus de pouvoir, et non à des fautes morales ou idéologiques vis-à-vis du Parti. Comme le souligne Jean-Paul Yacine⁸⁵⁴, le PCC tenterait de cette manière de banaliser les crimes hors normes commis par Bo pour les recadrer dans une « routine » des destitutions pour corruption qui émaillent régulièrement la vie du Parti depuis de nombreuses années (comme celle du maire de Pékin Chen Xitong en 1995 et Chen Liangyu n°1 du PCC à Shanghai). La préoccupation première étant vraisemblablement de minimiser les conséquences et les remises en question des us et coutumes des apparatchiks du Parti. Le choix du tribunal au Shandong⁸⁵⁵ aurait d'ailleurs vraisemblablement été motivé par l'absence de soutiens loyaux à Bo Xilai dans la région⁸⁵⁶. Selon Yassine, l'arrestation de Zhou Yongkang, n°9 du Comité Permanent du Bureau politique du PCC (*zhongguo gongchandang zhongyang zhengzhiju changwei* 中国共产党中央政治局常委), tendrait en outre à amoindrir médiatiquement la portée politique de l'affaire Bo, tout en apportant un crédit considérable au combat contre la corruption que déclare mener le nouveau président Xi Jinping⁸⁵⁷. La gestion communicationnelle du cas Bo Xilai révélerait donc ce que tente de cacher le Parti sur les pratiques internes scandaleuses d'une oligarchie qui se place au dessus des lois, qu'elles soient nationales ou internationales⁸⁵⁸. La « dépolitisation » au sens de Wang Hui servirait alors les

⁸⁵³ Chiffre retenu à la consultation du compte Weibo de la Cour intermédiaire de Jinan le 19/09/2013.

⁸⁵⁴ Jean-Paul Yacine, « Le sens caché du procès édulcoré de Bo Xilai », *Questionchine.net*, 31/08/2013, www.questionchine.net/le-sens-caché-du-proces-edulcore-de-bo-xilai, (consulté le 18/09/2013).

⁸⁵⁵ La Cour intermédiaire populaire de Jinan dépend de la province du Shandong (*jinanshi zhongji renmin fayuan*, 济南市中级人民法院)

⁸⁵⁶ Selon Philippe Grangereau, « L'ascension de Bo Xilai se termine devant le tribunal », *Libération*, 21/08/2013, [en ligne].

⁸⁵⁷ Jean-Paul Yacine, op.cit.

nouveaux modes opératoires de contrôle du PCC sur les médias, « où la stabilité commande tout »⁸⁵⁹.

B.2. Dialogue et transparence du pouvoir central : vers une « démocratie administrative » rationaliste ?

Sous le gouvernement de Hu Jintao, ce travail de « partage démocratique du pouvoir » se met en place à travers des discours de transparence émis en résonance des modèles de gouvernance actuels ; ce postulat suppose un droit de regard des citoyens sur le pouvoir décisionnel de l'Etat. Le texte officiel « La démocratie administrative »⁸⁶⁰ reprend une à une les réformes entreprises par le gouvernement dans la démocratisation du pouvoir social au sein de l'administration et sa participation à la prise de décision, notamment grâce à l'internet. Le gouvernement s'engage à « *garantir à l'ensemble de la population les droits d'information, de participation et de supervision* » quant aux activités de l'Etat afin « *d'élever la transparence* » à tous les échelons administratifs du pouvoir : « *Grâce au développement de l'administration électronique ayant comme vitrine les portails d'accès public, la mise en place et le perfectionnement du système de porte-parole du gouvernement ainsi que du système de rapports sur les affaires imprévues, le gouvernement a intensifié sans cesse la transparence de son travail* ». ⁸⁶¹

⁸⁵⁸ Les affaires criminelles relevées autour de Bo Xilai révèlent un sentiment d'impunité tout puissant, tant en Chine qu'à l'étranger. Alors que Gu Kailai assassinait son amant Neil Heywood avec la complicité de Wang Lijun (son nouvel amant), ce dernier a rassemblé des preuves (publiées en ligne) contre Bo Xilai, l'accusant de crimes contre l'Humanité et son implication dans l'acquisition d'une villa cannoise par deux prête-noms étrangers : Neil Heywood et Patrick Devillers. Brice Pedroletti, « Affaire Bo Xilai : la villa cannoise qui pousse au meurtre », *Le Monde*, 24/08/2013 [en ligne].

⁸⁵⁹ Wang Hui, op.cit.p.158 : « *Autrement dit, le pouvoir exerce là un mode de contrôle qu'on peut dire 'dépolitisé', où la 'stabilité commande tout'* »

⁸⁶⁰ « IX. La démocratie administrative », *china.org.cn*, mis en ligne le 19/10/2005, <http://french.china.org.cn/french/200733.htm>, (consulté le 1^{er} mars 2012). Le site china.org est un site d'information et de diffusion des archives gouvernementales, dépendant directement du Bureau d'information du Conseil d'Etat chinois.

⁸⁶¹ Ibid.

Dans cette volonté apparente de dialogue et de transparence, on trouve de plus en plus souvent sur les sites web locaux, provinciaux ou gouvernementaux, des plateformes d'échanges (tchats, sondages, plaintes) et d'informations (interviews, communiqués) dédiées à la communication entre pouvoirs publics et administrés. En 2005, 96% des ministères, 81,3% des gouvernements locaux et 90,3% des gouvernements provinciaux avaient déjà créé leur propre site web. Aujourd'hui, la question serait plutôt de savoir combien disposent d'un compte weibo (60 000 comptes weibo gouvernementaux en 2013). Alors que le tableau 1 de Xiao Li Lollar en annexe n°16 recense seulement 5 services en ligne et dix documentations accessibles sur le site du gouvernement de Pékin en 2005, la capture d'écran en 2013 montre combien ce site a pris de l'ampleur année après année (cf. annexe 16). Concernant la rubrique documentation par exemple, on peut consulter plus de dix rubriques de rapports avec des dizaines de sous-rubriques dédiées. Un moteur de recherches de la documentation archivée est également mis à disposition par le site. Les informations administratives sur ces sites sont très diversifiées et les services multiples, même si la plupart des sites gouvernementaux manquent encore souvent d'informations sur les budgets, les nominations ou les révocations officielles⁸⁶². Les sites se divisent généralement en trois parties : informations, résolution des problèmes et participation publique⁸⁶³. Les sujets de discussion abordent des questions d'ordres divers, tant en amont du système politique (sondage sur le vote prochain d'une loi) qu'en aval (enquête d'opinion sur une mesure déjà lancée ou une situation donnée⁸⁶⁴).

L'étude de leurs chartes graphique constitue un élément non négligeable dans l'analyse de la communication gouvernementale. Outre l'annexe n°16, l'annexe n°17 apporte un éclairage comparatiste entre le site du gouvernement central et celui du Bureau des Lettres et des Visites.

⁸⁶² Voir Tableaux en annexe 16 : « Typologie des sites web gouvernementaux, une analyse comparative ».

⁸⁶³ *Zhongguo zhengfu wangzhan jixiao pinggu 中国政府网站绩效评 (Evaluation des performances des sites web du gouvernement chinois)* : CCIDConsulting, Pékin, 2006, p.4.

⁸⁶⁴ Les enquêtes d'opinion ont le plus souvent trait à une question touchant la vie quotidienne des internautes au niveau local. Exemple : une enquête en ligne a été lancée conjointement par l'Institut de recherche sur le développement des villes internationales, l'agence de presse officielle Xinhua et www.ccgov.org.cn (service de communication du gouvernement central) dans le but d'évaluer et d'étudier la qualité de vie des 287 villes chinoises. Les citoyens chinois étaient invités à répondre à un certain nombre de questions sur une durée d'un mois (10 juillet-10 août 2006). Les données recueillies et analysées figurent dans le *2006 nian zhongguo chengshi shenghuo zhiliang bao 2006 年中国城市生活质量报告 (Rapport 2006 sur la qualité de vie urbaine en Chine)* : Guoji chengshi luntan 国际城市论坛 (Forum des villes internationales), <http://www.ccgov.net.cn/cityforum/html01/yjbg/06shzl/shzlmor.htm>, (consulté le 17/04/2013).

Tout comme le marketing d'un produit, les sites web gouvernementaux servent de « vitrines » adaptées à l'identité symbolique grâce à une stratégie communicationnelle réfléchie. Sur la capture d'écran n°1 consacrée à l'étude du site du gouvernement central de la République Populaire de Chine (www.gov.cn), on constate que la couleur rouge est associée au bandeau principal d'identification du détenteur du site : le gouvernement central de la République Populaire de Chine. Cette couleur rappelle évidemment la couleur du drapeau chinois, mais aussi celle du drapeau du Parti communiste. Ici, la fusion entre le gouvernement et le Parti Communiste Chinois est claire dans la hiérarchisation graphique des éléments qui composent la page d'accueil : le bandeau rouge surplombe le reste du site, la police de caractères et le fond, bleus, sont utilisés pour les rubriques invitant au dialogue social (« conciergerie », « rediffusions en ligne », « interviews en ligne »). Les liens en noir véhiculent le contenu informatif (nouvelles du jour, etc.). Sur le site du Bureau des Lettres et des Visites (capture d'écran n°2), organisme servant de médiateur entre le peuple et le pouvoir, on constate au contraire que la couleur de fond pour cet organisme de représentation de l'Etat est orangée, médiane en quelque sorte.

En reconsidérant la capture d'écran n°3 du site du gouvernement central, l'onglet du deuxième bandeau le plus important de la page d'accueil (« Interviews en ligne ») affiche une liste de liens sur les échanges réalisés entre les dirigeants (à différents niveaux, étatiques, provinciaux, locaux) et les internautes. On remarque que celle du Premier Ministre Wen Jiabao est titrée en rouge et s'intitule « Le Premier Ministre Wen Jiabao échange en ligne avec le peuple internaute ». Pourtant à y regarder de plus près sur la capture d'écran n°3, alors que ce site affiche une page d'accueil sans cesse remise à jour (comme on peut le constater par les dates mises entre parenthèses sur la capture d'écran n°1), le « produit d'appel » que constitue ce dialogue en ligne entre Wen Jiabao et les internautes n'est pas un évènement récent mais s'avère plutôt être une rétrospective des archives des dialogues en ligne effectués par le Premier Ministre en 2009, 2010 et 2011.

La capture d'écran n°4 étaye cette analyse symbolique des couleurs dans la politique de communication gouvernementale : rouge pour l'ordinateur portable du Premier Ministre et bleu pour celui de la journaliste. Les couleurs deviennent aussi déterminantes que pour une charte graphique publicitaire de site puisqu'il s'agit d'identifier la nature des protagonistes : rouge pour le pouvoir communiste et bleu pour le « dialogue social » ; on peut donc se demander si la stratégie de communication du pouvoir n'est pas de présenter la presse non plus comme seul organe de propagande mais plutôt comme un média qui ferait remonter la parole du peuple vers

ses dirigeants. Ces « chats » médiatisés sur la toile serviraient donc d'instrument politique à la fois symbolique et palliatif au manque de dialogue social reproché au pouvoir par les citoyens.

Concernant le dialogue social, le « Programme d'application pour promouvoir l'exercice du pouvoir exécutif selon la loi » déclare à ce titre « *garantir que la législation du gouvernement reflète réellement les différentes idées rationnelles et la volonté du peuple* » tout en précisant que « *pour les décisions importantes, seuls les avis des différents spécialistes représentant la société comptent. (...) Au moment de prendre une décision politique importante, les gouvernements aux divers échelons écoutent consciencieusement et adoptent les avis des spécialistes* »⁸⁶⁵. Les rapports d'études remis par l'élite intellectuelle constituée par les spécialistes ont permis, selon le gouvernement, de lancer les grands programmes de développement du pays dans une optique stratégique ordonnée par l'Etat⁸⁶⁶. Les médias officiels rapportent quant à eux, en chinois et en anglais, ces efforts « démocratiques » d'écoute du public rendus possibles grâce à l'internet: « *Depuis trois ans, le site internet de l'Assemblée populaire nationale (APN) tenu par la Direction générale du Comité permanent de l'APN, est un moyen important de collecte de l'opinion publique et de participation des masses populaires au travail législatif. Par exemple, 4 713 suggestions ont déferlé au Comité permanent de l'APN via internet depuis que le public a été invité le 25 mars [2007] à commenter le projet de loi sur la promotion de l'emploi.* »⁸⁶⁷. Les séances de discussion en ligne entre les internautes et les plus hauts dirigeants du pays (comme l'ex-président Hu Jintao ou son Premier Ministre Wen Jiabao) renforcent cette apparente horizontalité du dialogue social grâce aux plateformes en ligne⁸⁶⁸.

Ces espaces de « débats pacifiques » virtuels avec les administrés sont présentés par les médias officiels comme une première étape dans la création d'un nouvel espace public idéalisé et plus démocratique. Ils n'exercent encore aujourd'hui aucune influence effective sur les prises de décision majeures (à moins que l'opinion ne serve politiquement une faction de la classe

⁸⁶⁵ Ibid.

⁸⁶⁶ Notamment le programme national à long et moyen terme pour le développement scientifique et technologique, le programme pour le développement agricole, la stratégie du développement durable pour les ressources en eau de la Chine et le programme pour la construction de la santé publique.

⁸⁶⁷ « L'APN reçoit une avalanche de suggestions à propos du projet de loi sur l'emploi », *china.org.cn (zhongguo wang)*, 05/04/2007, http://french.china.org.cn/china/txt/2007-04/05/content_8073380.htm, (consulté le 03/04/2013).

⁸⁶⁸ Voir en annexe n°17: « Etude de sites gouvernementaux : de la nouvelle gouvernance 2.0 ».

dirigeante par exemple)⁸⁶⁹. L'illusion d'une prise en compte de l'opinion publique grâce au web réside finalement dans la volonté de légitimer des décisions prises en amont par le gouvernement dans un processus de transition « démocratique aux caractéristiques chinoises ». L'« assentiment plébiscitaire d'un public vassalisé »⁸⁷⁰, évoqué par Jürgen Habermas au sujet de l'instrumentalisation du dialogue social par le pouvoir, permet ainsi d'assujettir le peuple en lui faisant penser qu'il est l'élément déclencheur ou participatif de l'action publique.

Bien que le CNNIC se félicite en 2007 de compter 25,4% d'internautes accédant aux sites gouvernementaux⁸⁷¹, les utilisateurs n'en apparaissent pas pour autant dupes quant à leur portée démocratique : 30% d'entre eux considèrent que l'internet ne peut pas réellement leur apporter plus de pouvoir politique⁸⁷² tandis que 63% estiment que le gouvernement central pourrait mieux servir le peuple en montrant plus d'ouverture à la critique citoyenne sur le service public⁸⁷³. Parallèlement, 75% des cybercitoyens déclarent que les ressources médiatiques non officielles et alternatives (blogs et micro-blogs, forums ou sites web privés) leur permettent d'avoir une meilleure connaissance des affaires politiques du pays en fournissant un bon canal d'informations sur ces sujets⁸⁷⁴.

Ayant montré les limites de la portée politique et social de ce nouveau mode de communication des dirigeants envers leurs administrés, je vais évaluer l'effectivité de cette politique de « transparence » et de dialogue dans le renforcement du contrôle du pouvoir central sur les

⁸⁶⁹ Les mesures - voire les réformes- lancées par le gouvernement suite à des scandales divulgués sur le web correspondraient plus à des luttes de factions entre les instances dirigeantes (réformistes vs conservatrices) qu'à une réelle volonté d'assentiment de l'opinion publique. Voir p.325.

⁸⁷⁰ Jürgen Habermas, *L'espace public*, Paris, Payot, 1992, p.186.

⁸⁷¹ Voir annexe n°16 : « Typologie des sites web gouvernementaux, une analyse comparative ».

⁸⁷² De 2003 à 2007, la perception de la population quant au potentiel d'accroissement du pouvoir politique grâce à l'internet a décliné significativement, passant de 65 à 30% : Liang Guo, *Surveying Internet Usage and Impact in Five Chinese Cities*, Pékin, Research Center for social development, 2005, p.86, http://www.worldinternetproject.com/_files/_Published/_oldis/_China%20Internet%20Project%20Survey%20Report%202007.pdf, (consulté le 18/04/2013). Les nombreux scandales, dont la révélation des faux internautes payés par le PCC (*wumao dang*), ont contribué en grande partie à bouleverser cette perception favorable de la démocratisation de l'espace public grâce à l'internet.

⁸⁷³ Ibid. pp.85-87

⁸⁷⁴ Ibid. p.87

provinces. La parole populaire joue cette fois-ci un rôle de premier rang dans le processus de contrôle des autorités locales récalcitrantes aux macropolitiques instituées par le pouvoir central.

B.2.1. Supervision du dialogue social pour lutter contre la corruption, le peuple au service du pouvoir

Les dirigeants chinois, devenus au fil des années des « techno-cadres »⁸⁷⁵ aguerris, ont compris les multiples avantages que pourrait tirer l'Etat-Parti de la réforme numérique dans leur quête de légitimité et de contrôle social. La multiplication des scandales révélés sur le web sont l'occasion d'adapter le calendrier politique à l'agenda social, notamment dans le rétablissement de l'autorité du pouvoir central sur les instances provinciales et le guidage de l'opinion en ligne par les médias. Les travaux d'Alex Chan corroborent cette hypothèse, puisqu'il observe que l'échec du guidage de l'opinion publique (*yulun daoxiang* 舆论导向) ayant pour une partie conduit aux manifestations étudiantes et ouvrières de 1989, a obligé le Parti à reconsidérer ses méthodes de contrôle : « *l'Etat-parti a réalisé que s'il ne pratiquait pas la supervision par l'opinion publique (yulun jiandu), le guidage de l'opinion publique serait impossible* »⁸⁷⁶. En appelant les citoyens à travailler ensemble à l'édification –toute théorique- d'un Etat de droit basé sur la morale civique et la justice, le pouvoir chinois en appelle à la participation des « cybercitoyens » qui deviennent « la bouche et l'oreille » de Pékin pour critiquer, dans l'espace médiatique du web, les manquements des appareils du Parti au niveau local. Cette amélioration des relations entre le gouvernement central et ses administrés n'a pas seulement vocation à ouvrir un dialogue horizontal - non plus seulement vertical et hiérarchisé qui rendait le pouvoir central sourd et aveugle à la réalité du terrain- mais bel et bien à renforcer sa crédibilité et sa légitimité aux yeux de de l'opinion publique, tout en augmentant sa surveillance des pouvoirs locaux. Le président Hu Jintao rappelle en 2011 le grand danger que représente la corruption pour le PCC au pouvoir :

⁸⁷⁵ Expression de Johan Lagerkvist, «In the crossfire of demands. Chinese news portals between propaganda and the public», In Jens Damm, Simona Thomas, *Chinese Cyberspaces, Technological changes and political Effects*, Londres, New York, Routledge, 2006, pp.42-63.

⁸⁷⁶ Alex Chan, « Guiding Public Opinion through Social Agenda-Setting : China's media policy since the 1990's », *Journal of Contemporary China*, n°16 (53), nov 2007, p.554: « *Also, the party state realized that without practicing supervision by public opinion (yulun jiandu), guidance of public opinion would be impossible*».

« Notre Parti s'expose d'une façon grave aux risques de céder par lassitude, de se couper des masses populaires, de se corrompre, ainsi qu'à celui d'insuffisance de capacité de gouverner. Pour le Parti, la tâche est plus lourde et plus urgente qu'à aucun moment par le passé en ce qui concerne l'application d'un contrôle rigoureux de ses organisations et de ses membres. (...) Si la corruption n'est pas punie efficacement, le Parti perdra la confiance et le soutien que le peuple lui a accordés. »⁸⁷⁷.

Il se félicite d'ailleurs des résultats obtenus grâce à ces nouveaux médias tels que l'internet : « A travers les rapports et les critiques des fautes du gouvernement, les médias sous contrôle étatique ont fait d'un gouvernement négligeant un gouvernement responsable »⁸⁷⁸. La création en 2005⁸⁷⁹ du site du Bureau des Lettres et des Visites (*guojia xinfang ju* 国家信访局)⁸⁸⁰ fait par exemple suite au pic du nombre de plaintes reçues en 2004 (plus de 13 millions de plaintes adressées)⁸⁸¹. Comme il en est question tout au long de ce chapitre, l'intérêt d'une politique de communication réside dans le cadrage consistant à savoir présenter une situation pour susciter une réaction préalablement souhaitée par l'émetteur : Le Livre blanc 2009 sur les droits de l'Homme en Chine constatait par exemple une diminution des plaintes envoyée au Bureau des Lettres et des visites depuis 5 ans. Ce constat serait on ne peut plus optimiste si on ne savait pas que ces résultats correspondaient en fait à la période qui suivit le pic du nombre de plaintes atteint en 2004 et la possibilité de se plaindre en ligne via le site créé la même année : « -2,7% par rapport à l'année précédente, suivant une baisse constatée depuis 5 ans. (...) En 2009, 303 000 plaintes écrites émanant de la population ont été réglées, et 1 055 000 visites ont été accordées aux citoyens venus déposer une plainte. »⁸⁸²

⁸⁷⁷ Discours prononcé par Hu Jintao à l'occasion de la célébration du 90e anniversaire de la fondation du PCC en 2011 », *Xinhua*, 01/07/2011, http://french.news.cn/documents/2011-07/01/c_13960636_10.htm, (consulté le 01/06/2013).

⁸⁷⁸ Alex Chan, op.cit. p.555: « *Though reporting and criticizing the government's faults, the state controlled media turned a negligent government into a responsible one* ».

⁸⁷⁹ Selon les données établies par un *traceroute* effectué sur Whois : <http://www.whois.net/whois/gjxfj.cn>, (consulté le 15/03/2010).

⁸⁸⁰ www.gjxfj.gov.cn. Créé en 1951, cette administration s'apparente à un interlocuteur de l'Etat pour répondre à un appel populaire au dialogue entre gouvernants et gouvernés. Voir à ce sujet, Hua Linshan et Isabelle Thireau, *Les Ruses de la démocratie. Protester en Chine*, Seuil, 2010.

⁸⁸¹ Isabelle Thireau, entretiens du CECMC : <http://cecmc.hypotheses.org/2410>, (consulté le 01/11/2013).

⁸⁸² Id.

Les captures d'écran de ce site, consultables en annexe n°17, illustrent la politique d'apaisement social par le net employée par le gouvernement dans un contexte politique et social de plus en plus difficile à gérer pour les dirigeants. La destruction du « village des plaignants »⁸⁸³ et le déménagement des locaux du Bureau des lettres et des visites apparaissent comme un aveu supplémentaire de la volonté de dématérialiser la contestation pour la faire disparaître. Ainsi, le site permet en apparence de s'en remettre directement à des responsables étatiques pour arbitrer des conflits survenus avec les autorités locales. De grands onglets clignotants à droite de la page : « Porter plainte en ligne », « Faire une proposition en ligne » et « annuaire national des Bureaux des Lettres et des Visites » témoignent de la possibilité offerte aux citoyens d'outrepasser la hiérarchie provinciale pour se faire entendre directement des instances nationales dans leur demande d'arbitrage, voire de sanction. La première visite historique de Wen Jiabao aux plaignants le 24 janvier 2011 (cf. photo en annexe 17), médiatisée sur le site du gouvernement, tend à confirmer cette volonté affichée des dirigeants de dialoguer directement avec le peuple.

A l'instar du Bureau des Lettres et des Visites créé en 1951 par Mao et destiné à entendre les souffrances et les remontrances du peuple envers les potentats locaux⁸⁸⁴, les sites de délation en ligne se multiplient année après année sur la toile chinoise. Le Parquet populaire suprême (*zuigao renmin jiancha yuan* 最高人民检察院) a par exemple ouvert un nouveau site web au public (www.12309.gov.cn) et un numéro vert destinés à encourager la dénonciation des pratiques frauduleuses sous couvert de l'anonymat (le site en question a été pris d'assaut dès les

⁸⁸³ Le long métrage « Pétition, la cour des plaignants » réalisé par Zhao Liang après une enquête solitaire de douze ans, dévoile grâce à sa caméra cachée une réalité poignante, où le gouvernement (central, local) tente par tous les moyens (légaux ou non) de camoufler la vérité. Il révèle en effet l'extrême précarité et le désespoir de ces plaignants venus des quatre coins du pays et regroupés dans un village situé non loin du Bureau des Lettres et des Visites de Pékin. Certains ont attendu jusqu'à 10 ans, dans des conditions de précarité extrême, que le Bureau des Lettres et des Visites veuille bien les entendre, ou que le procès ait lieu. On voit dans ce film des scènes de vie d'une violence poignante, où des plaignants sont expulsés par la force du Bureau des plaintes par des policiers ou des hommes de main appelés « rabatteurs », payés par des autorités locales qui viennent sur place empêcher les citoyens de déposer plainte contre les potentats locaux. Beaucoup sont battus, certains sont enlevés, selon les témoignages recueillis par le réalisateur.

⁸⁸⁴ Le Bureau des Lettres et des Visites créé par Mao Zedong - et aujourd'hui sa version moderne en ligne - sert de courroie de transmission entre les plus hautes instances du pouvoir et la société, permettant d'identifier les dysfonctionnements intermédiaires du système administratif. Voir à ce sujet, Linshan Hua et Isabelle Thireau, *Les Ruses de la démocratie. Protester en Chine*, Seuil, 2010.

premiers jours de sa mise en ligne en le rendant indisponible)⁸⁸⁵. Il a permis notamment de dénoncer Zhou Jiugeng, ancien directeur du Bureau de la gestion de la propriété d'Etat du district de Nankin, condamné à onze ans de réclusion, avec la confiscation de biens personnels d'un montant de 1,2 million de yuans, après que les internautes aient posté des photos de lui portant une montre d'une valeur de plus de 100 000 yuans à bord d'une voiture de luxe.⁸⁸⁶

Les citoyens sont donc invités par les autorités centrales à participer, via le net, à la configuration d'une société normative qui s'engage politiquement dans la modernisation du pays. Ils interpellent directement les plus hautes instances dirigeantes sur les dysfonctionnements des politiques nationales entreprises, rencontrés sur le terrain⁸⁸⁷ tout en palliant l'absence d'informations, voire la désinformation véhiculée par certaines autorités provinciales qui apparaissent, dès lors, court-circuitées par les internautes grâce au net⁸⁸⁸.

On peut avancer que cette surveillance populaire s'avère pour le moins efficace en termes de contrôle, puisque certains potentats locaux utilisent à leur tour des agences de communication privées pour censurer officieusement les informations véhiculées sur leur compte par les internautes. N'entendant pas laisser réutiliser ses propres méthodes de censure contre lui-même, le pouvoir central a contrecarré les pratiques officieuses de ces potentats, en lançant en avril 2012 une campagne nationale de répression de la censure illégale, organisée conjointement par le Bureau de la Communication Internationale du Comité central du PCC, le MII, le MSP et

⁸⁸⁵ Le Numéro vert anti-corruption (12309) a reçu plus de 11 000 appels de son lancement le 22 juin 2009 au mois de novembre de la même année. Environ 6000 internautes ont également dénoncé des cas de corruption ou d'abus de pouvoir sur le site web du Parquet populaire suprême : www.12309.gov.cn. *La Chine et le Droit : Service Juridique de l'Ambassade de France en Chine*, Numéro 6, avril – novembre 2009, p.3, http://www.ambafrance-cn.org/imprimer.html?id_article=10828&lang=fr&cs=print, (consulté le 17/04/2014).

⁸⁸⁶ Yu Xie, « Net's role in fighting corruption praised », *China Daily (Zhongguo Ribao)*, 20/11/2009, http://www.chinadaily.com.cn/china/2009-11/20/content_9007934.htm, (consulté le 17/04/2013). Il faut néanmoins relativiser les conditions de détention de ces potentats, qui purgent leur peine de prison dans des prisons...de luxe. Voir « Prisons de luxe pour officiels corrompus...Les internautes ne sont pas dupes... » en annexe n°32 : « Retransmission du procès de Bo Xilai sur Weibo : propos filtrés sur fond de transparence »

⁸⁸⁷ Comme les problèmes d'expulsion et de chômage suite à la construction du Barrage des trois Gorges par exemple.

⁸⁸⁸ Historiquement, la désinformation statistique sur l'état réel de la production agricole des provinces par les responsables locaux, lors du *Grand Bond en Avant (Da Yuejin 大跃进)*, causa la mort de plus de 15 millions de Chinois selon les estimations de Marie-Claire Bergère, *La Chine de 1949 à nos jours*, Armand Colin, Paris, 1987, p.99. L'ampleur du désastre fut telle qu'elle contraignit Mao à quitter une partie de ses fonctions et laisser la gestion du pays à Liu Shaoqi.

l'Administration d'Etat et du Commerce⁸⁸⁹. A titre d'exemple en juillet 2012, la société Yage Shidai a dû mettre un terme à ses activités pour cause de « suppression illégale d'informations en ligne ». Les principaux clients de l'entreprise incriminée se révèlent être des cadres locaux, des chefs de préfecture ou de districts qui constituent 60% du chiffre d'affaire de l'entreprise, soit 50 millions de yuans pour l'année 2011 (le reste étant principalement des dirigeants de grandes entreprises)⁸⁹⁰. On constate que la réactivité du pouvoir central, face aux effets pervers de ses méthodes, est toujours en alerte même lorsqu'il s'agit de ses propres cadres.

Le citoyen se trouve placé au cœur des tensions entre le pouvoir central et local. Bien que le volet « consultation et participation » repose sur la production et la transmission d'informations utiles aux internautes dans une logique - toute théorique - de « démocratisation aux caractéristiques chinoises », l'aspect « ouverture et transparence » réfère quant à lui aux dispositifs visant à placer les citoyens dans une position somme toutes inconfortable qui les fait participer au contrôle et à la surveillance des structures locales. Le dessein de ces deux volets apparaît en théorie comme une manière d'obtenir une société entièrement « vassalisée », où la population et les fonctionnaires locaux se surveillent mutuellement pour en référer au pouvoir central le cas échéant.

B. 3. L'industrie des NTIC au service de la société bourgeoise : une Révolution des intérêts⁸⁹¹

La mise en place des *Trois Représentations* lance le début d'une ère nouvelle pour le PCC, qui devient le représentant des intérêts multiples de la nation, en mettant fin à la lutte des classes. Hu Jintao garantit cette transition en l'inscrivant dans la Constitution en 2003 puis en reconnaissant la propriété privée en 2004. Désormais, les relations politiques entre le pouvoir et

⁸⁸⁹ « Le business florissant de la censure en ligne », *ambafrance-cn.org* (ambassade de France en Chine), 06/03/2013, www.ambafrance-cn.org/Le-business-florissant-de-la-censure-en-ligne.html, (consulté le 20/04/2013).

⁸⁹⁰ Une dizaine d'employés de la société ainsi que d'autres sociétés internet ont été arrêtés, des agents du Service de la Supervision de l'Internet de la police pékinoise y compris.

⁸⁹¹ Terme emprunté à François Furet, *Penser la Révolution française*, Paris, Gallimard, 1978, p.124.

la société sont officiellement basées sur des relations d'intérêts (*liyi guanxi 利益关系*)⁸⁹², faisant de la politique du Parti celle d'un commerce, où les sociétaires chercheraient à défendre la « raison d'Etat » dans leur propre intérêt. Il nous faut comprendre comment le Parti s'appuie en amont sur cette nouvelle bourgeoisie de « bureaucrates-entrepreneurs », qui ont tout intérêt à maintenir le PC au pouvoir car il leur garantit, année après année, une stabilisation juridique de leurs acquis et un enrichissement matériel sans précédent. L'encadrement de la diaspora a également été essentiel dans cette campagne d'adhésion des élites au dessein des dirigeants, puisqu'il permet de tirer le développement économique et technologique vers le haut tout en minimisant les risques de formation d'un contre-pouvoir à l'étranger. C'est sur ces deux aspects que j'exposerai la nature des liens que le Parti entretient avec ses élites et qui lui garantissent une certaine stabilité politique, basée sur le développement économique qu'elles génèrent. L'étude de ces différents aspects de la communication permettra de poser une analyse de son utilisation comme outil de *gestion de la société (shehui guanli)* par le Parti-Etat.

B.3.1. Les « Bureaucrates Entrepreneurs » : le secteur des NTIC étroitement lié à la Nomenklatura

La détermination des dirigeants à doter le pays d'une véritable industrie de l'informatique a débuté dès la politique d'ouverture en 1978, grâce à la levée d'importants fonds pour le développement du secteur des NTIC et l'importation massive de matériels et logiciels américains et japonais. Le « Plan de Stratégie pour le développement de l'informatisation 2006-2020 » détermine plus tard les moyens à mettre en œuvre pour développer pleinement le potentiel économique de l'internet dans le cadre de la politique de modernisation du pays, objectif prioritaire encore aujourd'hui. Le vice-ministre de l'Office d'Information du Conseil des

⁸⁹² « Les relations politiques sont par essence des relations d'intérêt, les sources de l'intégration politique sont par essence l'intégration des relations d'intérêts » (*zhengzhi guanxi shizhi shi liyi guanxi, zhengzhi ziyuan zhenghe shizhi shi liyi guanxi zhenghe 政治关系实质是利益关系, 政治资源整合实质是利益关系整合*), Li Jingyuan 李景源 (dir), Zhang Shutong 张树桐, Wang Zhanyang 王占阳, In : *Tongyi zhanxian jichu lilun yanjiu 统一战线基础理论研究 (Recherche sur la théorie fondamentale de Front Uni)*, Huawen, Pékin, 2002, p.275.

affaires de l'Etat⁸⁹³ Cai Mingzhao confirme dès 2008 l'importance de ce secteur stratégique à la croissance exponentielle :

« *Le secteur de l'internet est devenu en 2008 l'un des piliers de notre économie nationale. Avec une hausse du taux de pénétration d'internet et le succès croissant du commerce électronique, sa part dans le PIB devrait passer de 7,2% aujourd'hui à plus de 10% en 2010 et 15% d'ici quatre ans*⁸⁹⁴ ».

En effet en 2013, la Chine, qui représente le premier marché mondial de l'internet avec ses 560 millions d'internautes, concentre 250 millions d'e-clients⁸⁹⁵ et emploie 10 millions de travailleurs⁸⁹⁶. Le secteur regroupe de très grandes entreprises devenues pour certaines leaders mondiales : fabricants d'ordinateurs (Lenovo 联想⁸⁹⁷), équipementiers constructeurs d'infrastructures réseau (Huawei 华为⁸⁹⁸, ZTE中兴), fournisseurs d'accès internet (China

⁸⁹³ Le rôle de l'Office d'information du Conseil des affaires de l'Etat (*guowuyuan xinxi bangongshi* 国务院信息办公室) est de : « *promouvoir les médias chinois servant à faire la publicité de la Chine dans le monde, en présentant les politiques engagées, les positions diplomatiques du gouvernement, le développement économique du pays, l'histoire de la culture chinoise. Il est aussi responsable de l'agrément des publications d'informations mises en ligne sur internet* » : www.cecc.gov/pages/virtualAcad/exp/expcensors.php (consulté le 01/01/2009).

⁸⁹⁴ « Internet pèsera 15% du PIB chinois d'ici 4 ans », *L'atelier BNP Paribas*, 28/03/2008, <http://asie.atelier.fr/e-commerce/article/internet-pesera-15-du-pib-chinois-dici-4-ans?p=2332?XTOR=RSS-12>, (consulté le 29 mars 2013).

⁸⁹⁵ En 2010, une « flambée des consommateurs en ligne » a commencé grâce à la connexion des téléphones mobiles à l'internet (142 millions de personnes ont effectué des achats en ligne selon le China Daily). L'e-commerce représenterait selon ces mêmes sources 2 250 milliards de yuans RMB (257 milliards d'euros) au premier semestre 2010, soit une augmentation de 60 % par rapport à 2009 : « Internet en Chine : un taux de pénétration comparable à celui des pays développés », *AFP*, 20/08/2010, http://www.lemonde.fr/technologies/article/2010/08/20/internet-en-chine-un-taux-de-penetration-comparable-a-celui-des-pays-developpes_1400847_651865.html, (consulté le 03/04/2013).

⁸⁹⁶ Christophe Stener, « L'internet sera-t-il chinois ? », *Les Echos*, 05/07/2013, lecercle.lesechos.fr/economie-societe/international/asie/221175670/internet-ser-t-il-chinois, (consulté le 25/09/2013).

⁸⁹⁷ N° 3 mondial des fabricants d'ordinateurs après avoir acquis la branche PC de la firme américaine IBM. Pour plus de détails quant à ce rachat, cf. François Gipouloux, *La Chine du 21^e siècle : une nouvelle superpuissance?*, op.cit. p. 134.

⁸⁹⁸ N°2 mondial des équipementiers de télécommunications en 2011 après Ericsson. L'entreprise emploie 100 000 personnes dans le monde : François Danjou, « Huawei, le flambeau du succès High Tech, pilier de captation de technologies ? », *Questionchine.net*, 7 juillet 2011, www.questionchine.net/huawei-le-flambeau-du-succes-high-tech-pilier-de-la-captation-de-technologies, (consulté le 25/03/2013).

Telecom 中国电信⁸⁹⁹, China Netcom 中国网通, China Unicom 中国联通, etc.), sociétés internet (Baidu, Alibaba, etc). La création du premier parc technologique de *Zhongguancun* 中关村 en mai 1988 à l'initiative du Conseil des Affaires de l'Etat montre le volontarisme, à la fois économique et technologique, du gouvernement : l'activité économique du parc ayant généré en 2010 un chiffre d'affaires de 1,59 trillions de Yuans RMB par an. Situé au nord du centre ville de Pékin, il s'étend sur dix zones qui regroupent en 2011 plus de 200 institutions officielles (telles que l'Académie des sciences de Chine), 67 laboratoires d'Etat, 55 centres de recherches en ingénierie et technologies, 40 écoles et universités prestigieuses, 210 instituts de recherches et 20000 entreprises NTIC, aussi bien chinoises qu'étrangères.

Sur le plan national, il s'agit de comprendre la nature des liens existant entre les autorités et le secteur IT. En quoi l'économie sert le politique ? Et si la politique servait l'intérêt privé ? Cette nouvelle couche d'entrepreneurs, acceptée et reconnue officiellement depuis la théorie des *Trois Représentations*, dispose-t-elle d'un pouvoir économique suffisant pour faire fléchir le pouvoir si ses intérêts venaient à diverger de la ligne de l'Etat-Parti ?

En ce qui concerne le secteur des NTIC, la réponse apparaît comme négative au vu des liens de dépendance réciproque existant entre les acteurs de NTIC et le PCC. En effet, le secteur des télécommunications, ici l'internet, sert la politique hégémoniste du Parti puisqu'il se plie à ses exigences de censure et de propagande. En contrepartie, les acteurs IT bénéficient d'un large soutien étatique, voire d'un protectionnisme économique des plus compétitifs. Les entreprises privées ont besoin d'appuis politiques pour obtenir les autorisations administratives nécessaires afin d'exercer leurs activités ou répondre aux appels d'offres nationaux (infrastructures réseau, FAI, fabricants d'ordinateurs etc.). Elles bénéficient également de solutions de financements avantageuses pour décrocher les appels d'offres à l'international⁹⁰⁰. Parallèlement, elles profitent de la complicité du gouvernement pour écarter du marché chinois les entreprises étrangères concurrentes (Google, Facebook, Twitter etc.) et encourager passivement, par le laxisme ambiant concernant le respect de la propriété intellectuelle comme la copie illégale des sites étrangers à succès (Facebook et Renren, Google et Baidu, etc). Des réunions au sommet ont

⁸⁹⁹ 1er Fournisseur d'accès internet mondial.

⁹⁰⁰ Notamment grâce à la Banque de Développement de Chine (*guojia kaifa yinhang* 国家开发银行) qui est l'une des banques étatiques qui contribue à avantager la compétitivité des entreprises chinoises sur les marchés mondiaux en octroyant des prêts à long terme et à faible intérêt.

régulièrement lieu entre les plus grandes entreprises du secteur et les autorités, qui travaillent de concert à atteindre les mêmes objectifs en termes de contrôle et de développement économique⁹⁰¹.

Au niveau international et depuis 2005 avec le rachat de la division PC d'IBM par Lenovo, le gouvernement n'a de cesse de faire croître ses entreprises de télécommunication, au point de les faire devenir des géants incontournables au niveau mondial. Cette compétitivité fulgurante soulève la défiance de certains Etats tels que la France, les Etats-Unis, ou l'Australie quant à l'ambiguïté des liens politiques de ces entreprises avec le pouvoir. La commission du renseignement de la chambre des représentants américaine, la mission parlementaire française sur la cyberdéfense⁹⁰² et d'autres rapports émanant de représentants politiques d'Australie, d'Inde ou du Canada s'emploient d'ailleurs à alerter leurs gouvernements respectifs en dénonçant le risque d'omni-contrôle des flux d'information et de communication au niveau mondial par ces entreprises privées étroitement liées au PCC⁹⁰³. La société Huawei est à ce titre régulièrement pointée du doigt comme étant « toujours sous la coupe des militaires »⁹⁰⁴, car son fondateur, Ren Zhengfei, n'est autre qu'un ancien ingénieur issu de l'Armée Populaire de Libération. L'opacité sur la structure du capital de la société alimente d'autant plus les soupçons à son égard qu'elle refuse d'être cotée en bourse⁹⁰⁵. Ren Zhengfei déclare ne posséder que 1,42% des parts du capital, partagé avec le groupement des actionnaires dont on ne connaît pas

⁹⁰¹ « Les dirigeants des entreprises de technologies et télécommunication ont été invités par le Bureau d'information et d'internet à se réunir avec les responsables du gouvernement, lors d'une rencontre de trois jours qui s'est achevée le 06 novembre 2011. Les entreprises Sina Corp (qui détient le site de microblogging Weibo), Baidu (moteur de recherches) et Tencent (propriétaire du service de messagerie QQ) étaient représentées, parmi une quarantaine de sociétés » : « Les leaders de l'internet chinois collaborent avec le gouvernement pour renforcer le contrôle du net », *RSF*, 9/11/11, fr.rsf.org/chine-les-leaders-de-l-internet-chinois-collaborent-avec-le-gouvernement-pour-renforcer-le-contrôle-du-net, (consulté le 11/10/2013).

⁹⁰² Jean-Marie Bockel, *Rapport d'information n°681 2011-2012* : Sénat, Sénat.fr, 18/07/2012, <http://www.senat.fr/rap/r11-681/r11-681.html> (consulté le 25/03/2013).

⁹⁰³ En particulier les routeurs et d'autres équipements infrastructurels du réseau internet tels que les cartes réseau, antennes-relais et clés 3G par exemple.

⁹⁰⁴ François Gipouloux, *La Chine du 21^e siècle : une nouvelle superpuissance?*, op.cit. p. 128.

⁹⁰⁵ Ibid. : « à l'ombre de solides protections étatiques (...). C'est en apparence une compagnie privée (...) présente dans 70 pays et réalisant deux cinquièmes de ses revenus (5 milliards de dollars) à l'international, [et] n'est toujours pas cotée en bourse »

l'identité, si ce n'est qu'ils seraient employés de la dite société⁹⁰⁶. Le fait que Huawei soit l'équipementier attitré de la sécurité informatique des ambassades chinoises redouble la suspicion de ces agences de renseignements du fait de l'étriqueté des liens supposés entre l'entreprise et le 3^{ème} Département de l'APL (responsable de la guerre de communication⁹⁰⁷) et plusieurs ministères tels que le MOST et le Ministère de la Sécurité d'Etat (MSE, *guo an bu* 国安部)⁹⁰⁸. Au niveau diplomatique, ces querelles complexifient les négociations commerciales, dans lesquelles la défense des intérêts stratégiques en matière de télécommunication devient un argument de poids dans le protectionnisme économique des Etats en période de crise économique mondiale⁹⁰⁹.

B.3.2 Quand l'intérêt d'Etat sert l'intérêt privé...et vice-versa

Michel Bonnin identifie cette nouvelle couche d'entrepreneurs appelée à faire partie du dessein gouvernemental et qui se trouve être précisément issue de l'ancienne nomenclatura politique :

« Il est évident, ces dernières années, que le Parti ne s'intéresse plus guère aux ' masses ' ouvrières et paysannes, mais que l'élite politique qu'il représente cherche à s'allier avec l'élite économique des entrepreneurs et avec l'élite intellectuelle des divers 'spécialistes' pour tirer au mieux profit des avantages apportés par la transformation capitaliste de l'économie. Cette alliance est d'autant plus facile et naturelle que, dans une large mesure, elle correspond à une diversification de la même classe, les entrepreneurs étant eux-mêmes d'anciens bureaucrates ou

⁹⁰⁶ François Danjou, « Huawei, le flambeau du succès High Tech, pilier de captation de technologies ? », op.cit.

⁹⁰⁷ Voir en annexe n°33 : « Organigramme du renseignement chinois en 2008 : Infoguerre et guerre électronique »

⁹⁰⁸ Roger Falligot, op.cit. p.416.

⁹⁰⁹ En 2005, Huawei s'est vu refuser deux rachats par des vétos gouvernementaux (l'un par la Grande-Bretagne dans le rachat de la société Marconi au profit d'Ericsson, l'autre par le gouvernement indien dans la vente d'équipements d'infrastructures à la société nationale des télécoms indiens BSNL). Le représentant de l'entreprise Huawei aux Etats-Unis a, pour prouver sa bonne foi et contrer le protectionnisme stratégique dont elle se dit victime, appelé dans une lettre ouverte à la Maison Blanche les agents de sécurité américains à contrôler sa société : François Danjou, « Huawei, le flambeau du succès High Tech, pilier de captation de technologies ? », op.cit.

*des enfants de bureaucrates, et les diplômés d'université étant majoritairement des enfants de l'élite politique ou de l'ancienne élite intellectuelle. »*⁹¹⁰

L'intérêt de développer l'internet dans le pays s'explique, non pas seulement par un souci de légitimité politique généré par l'essor économique du pays, mais aussi par les liens étroits, voire de parentèle, entretenus entre la classe dirigeante et les promoteurs du secteur des NTIC. Jiang Mianheng⁹¹¹, fils de l'ex-président chinois Jiang Zemin, de retour en Chine après une décennie passée dans la Silicon Valley américaine en 1993, aurait ainsi réussi à convaincre son père et le cercle de la classe dirigeante de créer une société dédiée à la construction d'un réseau internet rapide⁹¹². Cette société, appelée China Netcom, n'est autre que le numéro deux des télécommunications en Chine (et a acquis notamment 20% du capital du principal opérateur de téléphonie fixe de Hong Kong PCCW en 2005⁹¹³). Actuellement PDG de Shanghai Alliance, il garde la mainmise sur d'importantes sociétés chinoises de l'internet (MSN China, Grace Semiconductor Manufacturing Corp.) et n'a cessé d'encourager la contribution des entreprises étrangères au service du développement des infrastructures réseau du pays (Nortel Networks, Sun Microsystems, 3COM). En 2007 par exemple, la majorité des connexions internet du pays transitaient via les deux dorsales Chinanet et China169 (cf. annexe n°7). China169, géré par l'entreprise China Netcom de Jiang Mianheng, fusionne en octobre 2008 avec China Unicom avant de se faire racheter un mois plus tard par l'opérateur historique China Telecom. En 2013, les dorsales leaders sont toutes étatiques ou entre les mains de cette nomenclatura : China Telecom, China Unicom et China Mobile. Il est à noter, en termes de contrôle, que le « Grand pare-feu de Chine » s'effectue en amont de la chaîne de censure à partir de logiciels placés au niveau de ces dorsales.

Le successeur du Président Jiang Zemin, Hu Jintao, n'est pas en reste, puisque sa famille est également fortement impliquée dans le domaine des NTIC. Sa fille Hu Haiqing est l'épouse de

⁹¹⁰ Michel Bonnin, « Comment définir le régime politique chinois ? », op.cit. p.241.

⁹¹¹ Ce cas « filial » nous rappelle un autre fils de dirigeant célèbre, Bachar Al Hassad qui, revenu de Londres où il faisait ses études, s'est empressé de proposer à son père le développement d'internet en Syrie. A la mort de son père, le fils essaie de mettre en application ce projet de développement technologique mais vite limité aux arcanes du pouvoir et à quelques universités - toutes proportions gardées. Voir à ce sujet, Jean-Pierre Chemaly, op.cit. p.100.

⁹¹² « Les Fils de... », *Chineplus*, n°9, décembre 2008-février 2009, p.44

⁹¹³ François Gipouloux, *La Chine du 21^e siècle : une nouvelle superpuissance?*, op.cit. p. 131.

Donald Mao (Mao Daolin), PDG de Sina Corp (*Xinlang*新浪), dont le portail Sina est le plus grand portail internet en Chine. Coté au Nasdaq, ses quartiers généraux ont été déplacés en 2001 de la Silicon Valley à Shanghai. Enfin, la fortune de l'ex-Premier ministre Wen Jiabao (estimée à 2,7 milliards de dollars en 2012) est attribuée en partie à son actionnariat dans le secteur des NTIC⁹¹⁴(compagnies de télécommunications et contrats d'infrastructures), domaine également investi par son fils Wen Yunsong, vice-président de l'entreprise de communication satellite SATCOM⁹¹⁵ et président de la société internet Unihub Global Networks.

Force est donc de constater l'étroitesse des rapports existant entre la classe dirigeante et les entreprises des NTIC. Ce népotisme autour des membres du Parti (issu d'un processus historique hérité des valeurs confucéennes) n'a d'ailleurs jamais cessé de se développer au sein de tous les secteurs, privés ou non⁹¹⁶.

Le développement du secteur de l'internet sert à sa manière les dirigeants puisqu'il contribue à leur garantir une certaine légitimité politique basée sur l'essor économique du pays, tout en permettant à l'Etat-Parti d'adapter son contrôle sur la société en pleine mutation. La collusion entre le secteur privé et l'Etat-Parti apparaît alors profitable à tous : le pouvoir permet aux entreprises de gagner plus d'argent et les entreprises collaborent avec le système politique afin de disséminer le contrôle de la censure et la propagande de manière homogène sur l'ensemble des matériels de communication en ligne. Il faut admettre que la convergence des intérêts du Parti et de cette nouvelle couche de « bureaucrates-entrepreneurs » peut permettre aux dirigeants de faire évoluer l'ambition totalitaire du PCC, en ramenant à lui une diversité croissante des

⁹¹⁴ « La famille du premier ministre a amassé une fortune », *lemonde.fr*, 26/10/2012, lemonde.fr/asiе-pacifique/article/2012/10/26/la-famille-du-premier-ministre-chinois-a-amasse-une-fortune_1781402_3216.html, (consulté le 26/10/2013).

⁹¹⁵ « China Satcom Holds 2011 Work Meeting Implement the Spirit of CASC Work Conference and Deploy Major Tasks in 2011 », *China Satellite Communication Co. Ltd.*, http://www.chinasatcom.com/en/News_Info_pp.aspx?m=20110329130217857145&n=20110329134211530212, (consulté le 23/10/2013).

⁹¹⁶ Comme constaté par François Gipouloux et Jorge Svartzman, *Chine : l'ouverture sans les réformes*, op.cit.pp.43-44. Ils dressent un tableau des plus emblématiques, listant les postes occupés par certains descendants du Bureau politique. Ce constat est corroboré par les analyses rapportées par Zhu Weiqing, Zhao Dongqi, Zhang Jialin, dans le Quotidien du peuple du 28 octobre 1989, p.44 : « *Au cours de ces dernières années, on a vu se multiplier (...) les exemples de relations familiales entre fonctionnaires d'un même organisme ou service dans les unités de travail du parti et de l'administration de notre province (...). Les relations familiales nuisent considérablement au travail de ces organismes (...). Si l'on veut sanctionner plus efficacement la corruption et favoriser l'instauration d'une administration intègre, il faut résoudre la question du népotisme dans les organismes publics* »

élites. Michel Bonnin prévient cependant des éventuelles divisions que cette évolution socio-économique peut faire éclore :

« L'évolution de cette grande conversion est intéressante à suivre. En effet, il n'est pas exclu qu'après la période actuelle d'accumulation primitive du capital et par suite de l'approfondissement de la réforme économique, la division des fonctions n'entraîne des divergences claires d'intérêt et, de là, une véritable division au sein de la nomenklatura. »⁹¹⁷

Mais le PCC, conscient des risques que la diversité des parcours individuels des élites peuvent poser, ne cesse d'adapter sa politique de communication à leur égard, notamment à destination de la diaspora, moins soumise aux menaces de coercition (car résidant à l'étranger) et moins dépendante *théoriquement* du Parti.

B.3.3. Intéressement de la diaspora à la stabilité politique en Chine ou le « pacte des élites »

Contrairement à l'URSS ou aux pays de l'ancien bloc soviétique, la sortie de l'économie planifiée par Deng Xiaoping en 1978 n'a pas entraîné la chute du Parti et l'aurait même renforcé. Bien que les raisons de cette réussite soient nombreuses, le fait que le gouvernement ait misé sur son milliard de consommateurs potentiels, pour attirer les investissements directs étrangers (IDE) tout en important leurs technologies, a été un atout décisif dans la sortie du marasme économique⁹¹⁸. La diaspora chinoise a également joué un rôle de premier ordre dans la reconfiguration économique du pays⁹¹⁹. De 1979 à 1990, la Chine aurait reçu d'elle 25 milliards de dollars sous forme d'investissements industriels, immobiliers et infrastructurels ; Hong Kong et Taiwan étant les deux plus gros contributeurs⁹²⁰.

⁹¹⁷ Michel Bonnin, « Les métamorphoses du totalitarisme », op.cit.p.132.

⁹¹⁸ Pour une analyse complète du processus, voir l'ouvrage de François Gipouloux, *La Chine du 21^e siècle : une nouvelle superpuissance?*, op.cit.

⁹¹⁹ Il faut noter que ce qui est considéré comme la diaspora chinoise ne tient pas compte de la nationalité des individus, mais de leur sinité. La Chine n'acceptant pas la double nationalité, les Chinois naturalisés à l'étranger ne sont plus chinois mais font seulement partie de la diaspora.

⁹²⁰ Leurs investissements se concentrant principalement sur les provinces de Canton et du Fujian (dont sont issus la plupart des émigrés).

Représentant un potentiel de richesses considérable par-delà les frontières (environ 30 millions de Chinois⁹²¹), les Chinois d'outre-mer s'imposent également comme une réalité géopolitique et économique incontournable⁹²² que le Parti a su saisir à temps. Depuis les années 2000, les importants flux d'investissement des Chinois de la diaspora (*Huaqiao* 华侨) ainsi que le retour au pays des « personnes talentueuses » (*Haigui* 海归)⁹²³ sont devenus des indicateurs particulièrement significatifs du pacte économique proposé par le gouvernement à ces élites⁹²⁴. Encore une fois, le PCC, dans sa politique de réseaux d'influence, a réussi à renverser la tendance. Ce qui aurait pu devenir une véritable « fuite des cerveaux »⁹²⁵ et des capitaux, ainsi qu'une dissidence diasporique organisée d'autant plus réactive et insaisissable grâce à l'internet, est devenu une ressource à part entière dans le programme de développement stratégique mondial du pays.

Dès les années 1980, le gouvernement envoie plusieurs dizaines de milliers d'étudiants dans les universités des pays occidentaux⁹²⁶. Bénéficiant depuis quelques années de mesures destinées à favoriser leur retour, les *Haigui*, ces anciens étudiants revenus au pays, sont de plus en plus

⁹²¹ Chinois originaires de Chine populaire ; si on inclut dans cette population les Chinois de Hong Kong et de Taiwan, l'effectif s'élève à 55 millions de personnes. La répartition géographique de la diaspora chinoise se caractérise à la fois par une très large dispersion dans le monde et par une énorme concentration en Asie du Sud-est (plus de 80% de la diaspora, soit 22,5 millions de personnes). Pierre Trollet, *La diaspora chinoise*, Presses universitaires de France, Paris, 1999 p.125.

⁹²² Selon Pierre Trollet, ce sont d'ailleurs les catégories sociales de niveau social plus élevé (en particulier le commerçant et l'intellectuel/scientifique) qui disposent des moyens matériels et intellectuels suffisants pour garder le contact avec la mère patrie et maintenir leur identité et leurs pratiques diasporiques. Ibid.p126.

⁹²³ Il s'agit principalement de personnel scientifique et technique.

⁹²⁴ François Gipouloux relativise néanmoins l'importance de ces IDE (rapportés à la population), indiquant qu'une grande partie proviendrait plutôt d'investissements sino-chinois, réalisés sur la base d'un « investissement circulaire » avec Hong Kong, et qui permettrait aux capitaux de bénéficier d'avantages fiscaux confortables sans être, en réalité, de véritables IDE. Les 5 premiers investisseurs en Chine en 2003 étant (en MdS US dollars) : Hong Kong (19,5), Japon (5,93), Îles vierges (5,77), Corée du Sud (4,48), Etats-Unis (4,36). François Gipouloux, *La Chine du 21^e siècle : une nouvelle superpuissance?*, op.cit. p. 179.

⁹²⁵ Si les années 1980 et 1990 ont été les décennies de l'exil et de l'installation à l'étranger (260 000 personnes estimées être parties à Hong Kong au cours de cette période), on observe depuis 1999 une tendance progressive au retour. Voir annexe n°34 : « Chinaql, un site dédié à la diaspora de retour au pays ». Voir également, à ce propos, François Gipouloux, Jorge Svartzman, *Chine, l'ouverture sans les réformes*, op.cit.p.45 ; Hélène Le Bail, Wei Shen, « Le retour des 'cerveaux' en Chine : quel impact sociopolitique ? », *Asie. Visions 11*, IFRI, oct. 2008.

⁹²⁶ Jean-Philippe Bèjà, op.cit.p.57.

attirés par les perspectives de carrière qui leur sont offertes⁹²⁷. Comme l'explique Hong Rui, jeune doctorante en anthropologie à Harvard, « *mieux vaut faire partie de l'élite en Chine que rester marginale aux Etats-Unis* »⁹²⁸. En 2004, le Ministère de l'Éducation s'engageait publiquement à faciliter les démarches d'entrée et de sortie de Chine des étudiants chinois à l'étranger et exhortait les employeurs de ces diplômés à leur fournir un logement. Pour les inciter à revenir au pays créer leur entreprise, le gouvernement a également mis sur pied 60 zones réservées aux futurs jeunes entrepreneurs de retour en Chine⁹²⁹.

L'analyse des sites web de ces communautés diasporiques permet de saisir le rôle fédérateur qu'ils jouent dans la politique de communication gouvernementale par delà les frontières. En réalisant une politique d'occupation du cyberspace sinophone à l'étranger par un foisonnement de sites web dédiés, tentant de répondre aux différentes questions identitaires soulevées par la déterritorialisation de la communauté chinoise outre-mer, le gouvernement adapte son discours de séduction à l'égard des publics concernés (diaspora jeune, étudiante, chercheurs, investisseurs, etc). L'identification de la provenance des sites a permis en outre d'observer qu'ils sont pour la plupart pris en charge, entièrement ou conjointement, par le gouvernement chinois de manière affichée ou dissimulée⁹³⁰. Je montrerai à présent comment ces manœuvres de communication ont un impact sur l'attitude de la communauté chinoise à l'étranger.

L'étude du site web de la « Fédération chinoise des Chinois à l'étranger retournant au pays » (*Zhongguo Quanguo Huiguo Huaqiao Lianhehui* 中国全国回国联合会) permet d'entrevoir cette prise en compte de l'altérité sociale par le PCC. Créée en 1950, la fédération se définit elle-même comme « une organisation non gouvernementale chapeauté par le PCC »⁹³¹, qui a pour but « *de promouvoir le retour des Chinois résidant à l'étranger en Chine accompagnés par leur famille ; dans le but de participer à l'édification et à la modernisation du pays et contribuer à*

⁹²⁷ Voir traduction du discours du Ministre conseiller du département de l'éducation de l'ambassade de Chine en France Bai Zhangde, lors de la réunion de travail des étudiants chinois à l'étranger en annexe n°37 : « Discours de la réunion de travail des étudiants chinois à l'étranger en 2005 ».

⁹²⁸ Aurore Merle, op cit. p.49.

⁹²⁹ Ibid.

⁹³⁰ Voir annexe n°4 : « Théorie du webring ou quand l'information tourne en rond... ».

⁹³¹ Il faut noter dans cette description que le PCC n'est pas assimilé à l'Etat ; observation particulièrement récurrente sur les sites web du tissu associatif chinois à l'étranger. Voir annexe n°4 : « Théorie du webring ou quand l'information tourne en rond... ».

l'unification de la population dans un monde socialiste prospère, démocratique et civilisé ». Elle développe des échanges, des activités amicales entre les compatriotes chinois à l'étranger. La fédération contrôle la Fondation culturelle et économique des Chinois d'outre-mer, qui gère les donations de Chine et de l'étranger (possibles en ligne) ; elle offre également « des services » à sa diaspora. En aidant le gouvernement à lever des fonds, à accéder aux nouvelles technologies et à recruter des personnes « *aux compétences les plus talentueuses* » de la communauté chinoise à l'étranger, la fédération étend son aura sur toutes les strates de la société chinoise à l'étranger : « *La fédération soutient les Chinois résidant à l'étranger, les citoyens étrangers et les Chinois d'outre-mer revenant au pays qui apportent une large contribution à la culture, au développement, aux sciences et techniques, à l'éducation et la santé publique du pays* ». Elle met en ligne sur son site plusieurs liens URL de 83 associations de « Chinois résidant à l'étranger » ainsi qu'une base de données où l'on peut rechercher les biographies des individus qui ont « glorieusement contribué à l'essor du pays » (plus d'un millier de Chinois résidant à l'étranger seraient retournés vivre en Chine selon le site). Comme sur les autres plateformes communautaires, l'étude des rubriques ainsi que la charte graphique, consultables en étude de cas (annexe n°34), permet de comprendre quelles sont les « cibles » de la fédération et quel rôle elle entend leur conférer⁹³². Ainsi peut-on s'attarder sur la charte graphique du site qui, comme celles du gouvernement ou du Bureau des Lettres et des visites, apparaît comme étant réfléchi en termes d'impact visuel : seuls, le logo du site et le bandeau consacré à l'actualité, comportent du rouge, en référence à la Chine et/ou au Parti. La photographie d'arrière-plan avec la grande muraille de Chine sur fond bleu ainsi que le nom de la fédération couleur or, tendraient à évoquer chez les utilisateurs du site, Chinois d'outre-mer, un retour au pays sous les meilleurs auspices : le ciel bleu évoquant une vision radieuse du pays et l'or des inscriptions et du logo la symbolique de la fortune, comme les très bonnes conditions de vie promises à ces *Haigui*. On peut s'attarder sur ce logo qui symbolise les liens de ces communautés d'outre mer avec l'étoile communiste du drapeau chinois.

Le discours de Bai Zhangde, Ministre conseiller du département de l'éducation de l'ambassade de Chine en France, mis en ligne sur le site de L'Union des Chercheurs et des Etudiants Chinois en France (*Quan fa zhongguo xuezhe xuesheng lianheguo* 全法中国学者学生联合

⁹³² Voir étude de cas en annexe n°34 : « Chinaql, un site dédié à la diaspora de retour au pays »

会)⁹³³ et consultable sur tous les sites chinois d'associations étudiantes en France⁹³⁴, tend à confirmer l'hypothèse du caractère hégémoniste de la politique de communication du PC sur ses élites d'outre-mer. De même, les activités de ces associations chapeautées par son département (cf. annexe n°35), montrent qu'il s'agit pour le ministre, par un discours paternaliste et patriote, de créer un fort sentiment fraternel entre les membres de la diaspora et vis-à-vis de la Chine. Sur le site de l'Union des Etudiants Chinois en France (UCECF) de Lyon, le calendrier des activités réalisées à Toulouse en 2008 donne un aperçu de ces actions à caractère patriotique. Les séismes au Sichuan ont permis aux compatriotes en France de témoigner leur solidarité avec les victimes de la catastrophe tandis que la gloire de la Chine a été encensée à l'occasion des Jeux olympiques et du lancement du vaisseau spatial Shenzhou-7. Des manifestations et des conférences ont été organisées pour lutter contre la « propagande occidentale » qui prend fait et cause pour les rebelles tibétains. Enfin, des actions plus pragmatiques tels que l'octroi de conditions privilégiées de prêts bancaires, l'organisation de sorties amicales (canoë, match de basket) et de festivités traditionnelles (Nouvel an chinois, fête de la Lune) renforcent la cohésion de cette diaspora d'étudiants et de chercheurs chinois en France.

Cet accompagnement sur le terrain, réel ou virtuel, fait d'ailleurs partie de l'argumentaire du ministre conseiller :

« Nous rendons souvent visite à leurs familles, participons aux activités des fédérations d'amitié entre chercheurs, échangeons des emails, etc. Nous parlons avec eux de leurs aspirations, de leur déroulement de carrière, de leur vie quotidienne. (...) Nous encourageons

⁹³³ L'UCECF est la principale organisation des étudiants et chercheurs chinois en France. Il s'agit d'une association soutenue par le service de l'éducation de l'ambassade de Chine en France. Ses activités sont diverses : organisation d'événements traditionnels (Nouvel An chinois), de séminaires doctoraux, levées de fonds pour la Chine et salons de l'emploi pour les étudiants chinois (« forum Horizon Chine »). Grâce au partenariat avec l'ambassade de Chine, l'UCECF travaille activement à faire du lobbying et de la diplomatie. Voir étude de cas en annexe n°35 : « Passage de la flamme des JO à Paris : l'UCECF aide les étudiants chinois à soutenir le gouvernement ».

⁹³⁴ L'UCECF a des antennes locales à Tours (tousxuelian.com), Toulouse (tlse-xuelian.com) ou Lyon (acecl.fr) par exemple. Chacune des associations dispose d'un site web mettant en ligne les informations du Département de l'Éducation de l'ambassade de Chine en France et renvoie sur les sites des autres associations étudiantes chinoises (association des ingénieurs chinois en France 工程师协会 <http://cn.aicf.eu>, association des personnels scientifiques et techniques chinois en France 全法中国科技者协会 asicef.org, etc). Voir annexe n°4 : « Théorie du webring ou quand l'information tourne en rond... ».

fortement ces hommes de talent à retourner au pays (...) afin d'améliorer les capacités scolaires et scientifiques du pays. ».

Protéger les compatriotes est aussi l'une des composantes de la rhétorique du gouvernement, réalisable grâce à l'accessibilité et l'interactivité permise par l'internet : « *Nous étions en alerte maximum, nous avons établi en coopération avec toutes les associations et fédérations chinoises en France un dispositif d'urgence, créé une rubrique sur l'internet pour expliquer l'attitude à adopter en cas de danger et comment s'en prémunir* ». La portée de la narration, axée sur la psychologie des élites, est renforcée par des mesures financières concrètes (« *plusieurs étudiants chercheurs en doctorat qui subvenaient eux même à leurs études ont obtenu des bourses pour revenir au pays* ») ayant le double bénéfice de leur offrir une meilleure reconnaissance sociale que celle dont elles pourraient rêver à l'étranger : « *L'Europe est riche de Chinois talentueux, notre pays en est pleinement conscient et met tout en œuvre pour attirer ces honorables chercheurs à rentrer au pays afin de construire la Chine moderne de demain. Mais surtout, le gouvernement leur garantit une brillante carrière une fois revenus au pays.* ». Cet accompagnement se réalise dès les premières années d'études sous des formes amicales et économiques (protection des élèves à l'étranger, bourses d'études, sorties touristiques et spectacles à l'occasion des fêtes nationales). A mesure qu'un étudiant-chercheur se distingue par l'excellence de son parcours académique, la phase de séduction s'accroît au point d'offrir des perspectives socioprofessionnelles inespérées s'il se décide à rentrer en Chine, une fois son parcours académique accompli. Ces propositions sont d'autant plus attrayantes que les étudiants et chercheurs chinois ont conscience de la difficulté d'obtenir un tel niveau de reconnaissance et de débouchés professionnels dans des pays tels que la France. Cette politique d'incitation porte ses fruits, puisque le nombre de retours s'est accéléré depuis les années 2000 selon le Ministère de l'Education, avec près de 18 000 retours en 2002, 30 000 en 2005 et 42 000 en 2006⁹³⁵. Le gouvernement s'enorgueillit de cette croissance, en soulignant que la proportion de retour des étudiants chinois diplômés en 2008 a augmenté de 58% par rapport à 2007⁹³⁶ - même si, en termes de proportion générale, le taux de retour des étudiants ne s'élève en vérité qu'à 36,5% en

⁹³⁵ Hélène Le Bail, Wei Shen, « Le retour des 'cerveaux' en Chine : quel impact sociopolitique ? », op.cit. p.18.

⁹³⁶ Jean-Paul Yacine, « Accélération de l'immigration et retour des cerveaux expatriés », *questionchine.net*, 01/09/2010, <http://www.questionchine.net/acceleration-de-l-immigration-et-retour-des-cerveaux-expatries>, (consulté le 03/10/2013).

2011⁹³⁷. Ainsi, le PCC, même s'il n'a obtenu qu'un succès mitigé concernant le taux de retour global des étudiants au pays, a néanmoins réussi à inverser le processus de « fuite des cerveaux » mais surtout, a empêché que sa diaspora ne se rassemble pour former un contre-pouvoir organisé contre lui. L'éventail des contre-parties socio-économiques promises finissant de renforcer la loyauté, voir la dépendance, de cette élite sociale ouverte sur le monde.

Taiwan : l'internet comme nouvelle arme de Front Uni : vers une réunification avec la province perdue ?

Une dernière étude de cas sur la défense de la souveraineté chinoise renforcera les hypothèses émises dans ce travail quant à la stratégie hégémoniste de communication du Parti par l'instrumentalisation faite du réseau. Historiquement, la question de la réunification est devenue épineuse pour le PCC lorsque le *Guomindang* (*guomin dang* 國民黨), vaincu par les Communistes de Mao en 1949, décide de se replier sur l'île. Depuis, Taiwan est défendue militairement contre la menace d'invasion chinoise et se considère comme la République de Chine - bien qu'elle ait perdu la quasi-totalité de ses soutiens quant à une reconnaissance internationale de ce statut. Malgré les tentatives d'intimidation militaire de l'armée chinoise dans le détroit, la stratégie actuelle visant à récupérer l'île pacifiquement est plus que jamais d'actualité. A l'heure de la mondialisation où intérêts géostratégiques et ingérence médiatique se mêlent aux questions politiques, le recours à des tactiques plus nuancées apparaît comme l'alternative la plus probable pour la réalisation d'un futur rapprochement sino-taiwanais. La mission du Département de travail de Front Uni, qui sera étudiée au travers de l'analyse de son site web dans cette étude, répond en cela à la mission de réunification pacifique de Taiwan à la Chine ; celle-ci ne brandit la menace d'attaque armée de l'île que lorsque les velléités indépendantistes se font plus présentes.

⁹³⁷ 1,09 millions de jeunes Chinois sont retournés au pays depuis 1978 (sur un total de 2,64 millions d'étudiants chinois partis à l'étranger) : « Le retour des étudiants chinois de l'étranger à la hausse », *le Quotidien du Peuple en ligne*, 01/03/2013, <http://french.people.com.cn/Sci-Edu/8149750.html>, (consulté le 03/10/2013).

Bref rappel du travail de Front Uni

Créé en 1922, le travail de Front Uni visait initialement à étendre l'influence du Parti communiste chinois en ralliant à lui son rival, le Guomindang, dans le but d'évincer les dirigeants impérialistes et plus tard l'envahisseur japonais. Bien que cette alliance se solde par une guerre civile - repoussant le Guomindang hors du continent sur l'île de Taiwan- la stratégie de ralliement des entités extérieures au sein du PCC (susceptibles de se retourner contre lui) reste de mise. En effet, les actions d'influence de Front Uni, relayées à travers le monde, ont pour principales missions de réintégrer pacifiquement Taiwan au giron chinois et d'utiliser toutes les catégories sociales utiles de la diaspora dans le but de « *gagner la majorité et susciter la division* »⁹³⁸. L'étude préalable de la stratégie mise en place dans l'ancienne colonie britannique de Hong Kong jusqu'à sa rétrocession en 1997 permettra de mettre en lumière les stratégies de communication du Parti envers ces sociétés chinoises devenues démocratiques, censées permettre d'aider à « convaincre » les Taiwanais de rejoindre la mère-patrie.

Dès les années 1980, la politique de Front uni permet à la RPC de bâtir une large coalition d'appui, de limiter l'impact de l'opposition des mouvements politiques pro-démocratiques, mais surtout de s'assurer que la rétrocession de Hong Kong se réaliserait sans heurts (sous peine de faire fuir les investisseurs et les futurs partisans de la réunification taiwanaise). Les craintes de la disparition de la primauté du droit (ayant fait la réussite économique de Hong Kong) et de son respect des libertés sont surmontées par la promesse que la péninsule bénéficierait d'un statut exclusif - dit d'« un pays, deux systèmes »⁹³⁹. Ce statut d'exception garantit ainsi aux habitants de Hong Kong la préservation du « capital » économique et juridique de la ville, à condition qu'elle se rallie pacifiquement à la Chine.

A Hong Kong, les cibles du Département de travail de Front Uni sont d'abord l'élite de la société : fonctionnaires, journalistes⁹⁴⁰ et universitaires. Le Département s'attire la sympathie de la jeunesse étudiante de gauche et des syndicats. En revanche, les dirigeants d'entreprises et

⁹³⁸ Emmanuel Jourda, op.cit.p. 412.

⁹³⁹ Voir Béja (dir.), *Hong Kong 1997, Fin de siècle, fin d'un monde*, Editions Complexe, 1993.

⁹⁴⁰ L'une des missions de l'Agence de presse Xinhua était d'évaluer le degré de sympathie ou d'opposition des journalistes et des groupes médiatiques hongkongais. Au sujet de la corruption liant les journalistes au Front Uni qui étaient rétribués pour leurs articles en faveur du PCC, voir James E. Scitutto, « China's Muffling of the Hong Kong Media », *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 547, The Future of Hong Kong, 1996, pp.135-137.

investisseurs n'ont été réceptifs à ce discours de séduction que lorsque le pouvoir leur a garanti leur pérennité sur le marché⁹⁴¹, promesse également tenue auprès des Triades⁹⁴².

La stratégie du Front Uni a consisté à agir par une politique de communication très souple, adaptée aux exigences de ses cibles. Des alliances temporaires et de commodité avec des entités non communistes ont permis au Parti, depuis ses débuts en 1922, de gagner puis de conserver sa mainmise sur le pouvoir en Chine. En recensant les catégories non communistes de la société chinoise avec lesquelles il peut s'allier pour marginaliser et détruire les opposants « purs et durs », le PCC – via le Front Uni- a réussi à réduire systématiquement au silence (médiatique et politique) ses adversaires. L'analyse des neuf rubriques de son site permet de saisir les enjeux liés à cette structure et les groupes sociaux qu'elle cible : la première rubrique présente en détail le travail du Département : « *Présentation du Front Uni* », « *Centre d'informations du Front Uni* », « *Théorie du Front Uni* ». La deuxième rubrique catégorise les cibles potentielles : « *Coopération politique multipartite / Minorités ethniques / Les religions au sein du Front Uni / Les Chinois d'outre-mer, de Hong Kong, de Taiwan et de Macao / Personnes du secteur économique privé / Intellectuels non membres du PCC/ Partis politiques extérieurs au PCC/ Des nouvelles classes sociales* »⁹⁴³.

Les menaces d'ostracisme ou les promesses d'accès au pouvoir apparaissent comme les ressorts essentiels de sa stratégie sur la diaspora. Tout comme pour les élites conviées par les autorités dans les organisations sociales (cf. les propos de Chloé Froissart plus haut), le prestige lié à la nomination à un poste consultatif dans l'élaboration des politiques est l'une des incitations les plus efficaces dans l'adhésion de nouveaux membres, quand bien même l'influence réelle de

⁹⁴¹ Deng Xiaoping déclarant que les hommes d'affaires pouvaient avoir « le cœur tranquille ». Michel Bonnin, « L'avant et l'après 1997 : Hong Kong est-il toujours Hong Kong ? », *La journée du 100^e numéro de la revue Perspectives chinoises*, CNRS, Campus Géréard Mégie, 5 mars 2008, p.2.

⁹⁴² En effet, l'ancien sous-secrétaire de l'Agence de presse Xinhua, Wong Man-fong – en fait la représentation officielle du PC à Hong Kong avant la rétrocession – confia, lors d'une conférence en 1997, qu'il avait reçu l'ordre de s'offrir les bonnes grâces des « têtes de dragon » dans les années 1980 en leur proposant un marché : Pékin s'engageait à fermer les yeux sur les activités illégales des Triades si elles promettaient de ne pas perturber l'ordre public à Hong Kong lors de sa rétrocession. Les propos du Ministre de la Sécurité Publique Tao Siju (陶驷驹) confirment la démarche souterraine du Parti, déclarant en 1993 : « Il y a aussi des patriotes dans la Mafia » ; des propos analogues avaient été prononcés par Deng Xiaoping en octobre 1984 au Palais de l'Assemblée du Peuple. Stephen Vines, « Triads and China do Hong Kong deal », *The Independent*, 12/05/1997, www.independant.co.uk/news/triads-and-china-do-hong-kong-deal-1261085.html, (consulté le 05/08/2013).

⁹⁴³ Voir page d'accueil du site du Front Uni: www.zytzb.org.cn, (consulté le 12/12/2013).

cette consultation reste limitée, voire théorique⁹⁴⁴. La stratégie actuelle du Front Uni repose donc sur une politique de séduction économique et sociale qui permet au PCC d'asseoir son pouvoir sur l'ensemble de la société chinoise, quand bien même celle-ci réside à l'étranger hors du champ autoritaire du Parti.

Enfin, le gouvernement prépare déjà l'avenir au sujet du retour de Taiwan dans le giron chinois. L'étude du site du *Mouvement de rencontre amicale de la jeunesse* (chinetaiwan.org en annexe n°31) illustre sa politique de communication en faveur des étudiants taiwanais résidant à l'étranger. Cette approche pacifiste apparaît comme plus détendue dans le contexte actuel que dans les années 1970⁹⁴⁵, où la méfiance affaiblissait la teneur des échanges de ce type avec les Taiwanais. Sur la page d'accueil du site, on constate au contraire le ton cordial et chaleureux de l'invitation des étudiants taiwanais à :

*« Rencontrer les étudiants chinois pour découvrir leur patrimoine et leur culture commune, découvrir touristiquement les richesses fabuleuses du pays, échanger avec les enseignants et les chercheurs de Chine à l'occasion de colloques, se rendre compte des efforts et des réalisations faites par la Chine moderne ; tout ceci dans un climat de sagesse et d'amour fraternel. Jeunes amis, nous sommes impatients de votre arrivée »*⁹⁴⁶.

Le site explique que plusieurs universités prestigieuses telles que Beida ou Fudan accueillent désormais des programmes d'échanges où les jeunes sont hébergés en famille d'accueil tandis que des activités touristiques et académiques (colloques, séminaires) concourent à renforcer les liens amicaux entre les jeunes des deux rives. Ces programmes leur permettent de découvrir le

⁹⁴⁴ Tout comme les élites dans les organisations de masse, voir chap. II.

⁹⁴⁵ Voir les directives méfiantes du Front Uni au sujet de l'accueil des étrangers et des Chinois d'outre-mer : « Directive concernant l'accueil des étrangers, des Chinois d'outremer de nationalité étrangère, des étudiants chinois d'outremer et des Chinois d'outremer en général », 21 mai 1972, cité dans Emmanuel Jourda, op.cit. p.400 : « Les départements du Front Uni peuvent sélectionner certains de leurs éléments représentatifs pour les inviter en Chine afin de créer parmi les étudiants taiwanais de l'étranger une situation de 'un se divise en deux', mais leur nombre doit être strictement limité. Quand cette catégorie d'individus séjourne en Chine, les départements de la Sécurité doivent les surveiller avec sévérité et leur interdire absolument de rencontrer de leur propre chef des parents ou de vieux amis, et d'approcher des documents à caractère secret.[...] Quand ils demandent à rester travailler en Chine, il faut répondre sans exception par la négative et les encourager à rentrer dans le pays de leurs études, afin d'y entreprendre des activités patriotiques et de lutter contre la clique réactionnaire du [KMT]. »

⁹⁴⁶ Voir traduction de la page de présentation du site en étude de cas annexe n°31 : « Le Mouvement de rencontre amicale de la jeunesse : vers un idéal de fraternité entre les deux rives ? »

patrimoine commun (visites de monuments dédiés à Sun Yat-sen par exemple) et la culture ancestrale chinoise qui les unit. Tous les frais de transport et d'hébergement sont pris en charge par le Mouvement, soutenu conjointement par le Bureau des Affaires d'Etat de Taiwan et par le gouvernement chinois. La visite d'entreprises travaillant déjà avec Formose ou y investissant (pour la réalisation de projets de collaboration dans des domaines neutres tels que l'écologie ou la culture) amènent ces étudiants à imaginer des perspectives nouvelles quant à leur avenir professionnel et économique avec la Chine⁹⁴⁷.

Le cadre théorique de Lefort au sujet du « Parti-Un » prend ici tout son sens dans la politique de cohésion des entités diasporiques non soumises au PCC. Les études de cas du site web du Front Uni et celui du *Mouvement de rencontre amicale de la Jeunesse* permettent de juger de l'importance de cette politique de « séduction plurielle » à l'égard des groupes sociaux utiles à l'essor du pays. Le web devient une vitrine supplémentaire de représentation, de communication et de « rassemblement » de la communauté chinoise par-delà les frontières. Je n'évoquerai pas ici les tenants et aboutissants du statu quo entre Taiwan et la Chine. Néanmoins, les messages gouvernementaux véhiculés grâce au net peuvent laisser penser au public taiwanais que le scénario de consensus qui s'est réalisé à Hong Kong est envisageable à Formose, où les relations politiques⁹⁴⁸ et commerciales⁹⁴⁹ s'intensifient d'année en année avec la Chine⁹⁵⁰.

⁹⁴⁷ Il est à noter que cette politique d'influence ne s'adresse pas seulement aux élites diasporiques convoitées mais aussi aux Etats qui les accueillent : en Afrique tout particulièrement, une véritable guerre des dollars a lieu pour empêcher les Etats africains de reconnaître officiellement Taiwan comme Etat à part entière. La Chine surenchérissant le montant de ses investissements sur ceux faits par Taiwan, à condition que l'Etat bénéficiaire abandonne sa reconnaissance de Taiwan comme Etat souverain. Concrètement et depuis l'abandon de la politique de soutien américain du gouvernement Clinton, Taiwan n'est plus reconnu officiellement que par 23 pays à travers le monde (bien que davantage entretiennent avec l'île des relations non-officielles). Il s'agit essentiellement de petites nations d'Amérique centrale, d'Afrique et d'Océanie tandis que plus de 170 pays reconnaissent uniquement la Chine. L'abandon de Taiwan par le Costa Rica en 2007 est emblématique de cette politique de lobbying économique sur ces petits Etats. Le président du Costa Rica, Oscar Arias, explique sa volte-face vis-à-vis de Taiwan par le « réalisme économique élémentaire » dont il faut faire preuve dans le contexte économique mondial actuel : « Le Costa Rica abandonne Taiwan et reconnaît la Chine », *Le Point*, 07/06/2007, www.lepoint.fr/actualites-monde/2007-06-07/le-corsta-rica-abandonne-taiwan-et-reconnait-la-chine/924/0/186558, (consulté le 09/09/2013).

⁹⁴⁸ En 2008, la victoire de Ma Yingjiu, favorable (dans une certaine mesure) au rapprochement avec la Chine, aux élections présidentielles à Taiwan peut en partie s'expliquer par la peur de la population d'une attaque armée de la Chine après les velléités indépendantistes du président sortant Chen Shuibian.

⁹⁴⁹ Depuis les années 2000, Taiwan est devenu le 1^{er} investisseur étranger en Chine, notamment dans le secteur des NTIC. Bien que l'estimation du volume des transactions reste difficile à établir, les investissements taiwanais sur le continent s'élevaient officiellement à 51,4 milliards de dollars en 2008 (200 milliards selon des estimations

B.4. Reconnaissance symbolique de la classe numérique

Après la mort de Mao Zedong en 1976, Deng Xiaoping entreprend en 1978 sa politique de *Réforme et d'Ouverture* en se basant sur les forces sociales pour ouvrir économiquement le pays. Le revirement idéologique est total : le Parti doit créer de nouvelles institutions pour sortir du cadre révolutionnaire, il doit offrir une reconnaissance légale de la société non-communiste à hauteur de la promesse économique attendue et créer de nouvelles valeurs communes à la société qu'il compte mettre en place. Pourtant en 1989, le soulèvement populaire de Tiananmen, où les travailleurs rejoignent le mouvement de contestation étudiant, atteste de l'absence de reconnaissance de la société par le pouvoir, avec les conséquences dramatiques que l'on connaît. Son successeur, Jiang Zemin, voulant éviter d'être à son tour dépassé par la société, lance la théorie des *Trois Représentations*. Ce concept permet au Parti d'absorber les forces non communistes de l'avant-garde de la société, c'est-à-dire l'élite de la nation, potentiellement dangereuse pour le pouvoir mais utile à son développement économique, culturel et social. Par ce bouleversement idéologique, Jiang Zemin tente de garder coûte que coûte le Parti à la tête de l'élite sociale - comme à l'époque révolutionnaire- en incarnant ses aspects les plus avancés. Parallèlement, les tensions sociales⁹⁵¹ découlant du creusement des inégalités liées à la fulgurante croissance économique du pays⁹⁵² poussent le président Hu Jintao à lancer plusieurs

officieuses). Cette intensification du volume financier de l'île s'est accentué avec l'immigration d'un à deux millions de Taiwanais en Chine et l'ouverture progressive des liaisons commerciales aériennes et maritimes. Françoise Mengin, « La frontière sino-taiwanaise », *Ceriscop*, 2011, <http://ceriscope.science-po.fr/contenty/part3/la-frontiere-sino-taiwanaise>, consulté le 05/05/2014.

⁹⁵⁰ Le retour des concubines (surnommées *ernai* 二奶 second sein) en Chine a pris une telle ampleur (plus de 100 000 estimées dans la seule province du Guangdong) que le gouvernement chinois a demandé à ses fonctionnaires de quitter leur « seconde femme », dont l'entretien était soupçonné de faciliter le blanchiment d'argent. Ce phénomène avait commencé à apparaître parmi les entrepreneurs hongkongais et taiwanais qui profitaient de la séparation territoriale avec la RPC, leur permettant de mener aisément une double vie, voire d'entretenir une seconde famille sur le continent. Ces liens conjugaux, voire filiaux dans certains cas contribueraient dans une certaine mesure à renforcer ces liens de dépendance réciproques.

⁹⁵¹ Le dernier chiffre annuel des manifestations recensées que le gouvernement chinois accepta de publier remonte à 1999 et a été estimé à 100 000. Toutefois, en 2001, un rapport interne du MSP concédait que les chiffres « avaient commencé à monter comme un vent violent » depuis 1997, année où le PCC appela, lors du XIVème congrès, aux licenciements dans les usines au nom de « l'efficacité ».

⁹⁵² Les riches Chinois deviennent si fortunés qu'ils surpassent en nombre les millionnaires des pays dits « capitalistes ». En Chine en 2011, on compte 146 milliardaires en dollars en 2011 et 1,11 million de millionnaires : « Le nombre de milliardaires ne cesse d'augmenter en Chine », *La Tribune*, 08/09/2011,

réformes sociales à partir de 2008⁹⁵³ afin de répondre à la demande croissante d'aides et de justice, questions devenues vitales pour une partie de la population ; mais aussi pour le Parti qui pourrait craindre la menace d'un renversement s'il continuait à nier la détresse de certaines catégories. Afin d'éviter que le gouvernement ne soit trop clairement identifié aux intérêts des élites, l'ex-président Hu Jintao décide de montrer plus d'intérêt pour la réussite matérielle des classes basses et moyennes en insistant sur le projet mis en avant par Deng Xiaoping au début des réformes, avec la création d'une « société d'aisance modeste » (*xiaokang shehui* 小康社会)⁹⁵⁴. Dans une apparente volonté de redistribution des richesses, il tente de pacifier les tensions sociales existantes entre les différentes classes selon le principe « d'Harmonie » érigé en slogan directeur dans la démarche gouvernementale de pacification des relations pouvoir-société. Il s'agit à présent de constater comment ces concepts fédérateurs constituent le prétexte de l'union supposée du pouvoir avec la société, ici la classe numérique, à travers l'étude de *l'affaire Sun Zhigang* initiée par l'internet.

L'affaire Sun Zhigang ou la prise en compte symbolique des revendications de la classe numérique

L'émotion en ligne (reprise dans les médias traditionnels) suscitée par *l'affaire Sun Zhigang*, jeune migrant mort en centre de détention, pourrait constituer un exemple significatif de la stratégie duale de communication de l'Etat-parti, qui cède partiellement aux revendications sociales tout en réprimant les instigateurs des mouvements contestataires. Comme le souligne Jean-Philippe Béjà au sujet de la force politique de la société, la question est de savoir si les catégories sociales représentées au sein de la classe numérique ont « profité des interstices apparus chaque fois que la lutte de faction s'intensifiait au sommet du Parti pour exprimer leurs

<http://www.latribune.fr/actualites/economie/international/20110908trib000647779/le-nombre-de-milliardaires-ne-cesse-d-augmenter-en-chine.html>, (consulté le 02/01/2013).

⁹⁵³ D'importantes mesures ont été prises depuis 2008 comme la réforme de la sécurité sociale ou de la retraite.

⁹⁵⁴ Cette conception s'applique selon le but visé par les différents discours du Président. Ici, concernant l'avenir de la classe paysanne : « *Le rapport du XVIème Congrès du PCC présenté par Hu Jintao a fixé l'objectif d'édification d'une société où le peuple vit dans une modeste aisance pour les vingt premières années du XXIème siècle. Pour réaliser cet objectif, il faut que les fermiers puissent s'enrichir. (...) Si les fermiers ne mènent pas une vie relativement aisée, la vie aisée du peuple chinois n'existe pas ; si la campagne ne réalise pas la modernisation, la modernisation du pays n'existe pas* » : Lan Xinzhen, « La fortune du fermier chinois », *Beijing Review*, 2002, www.bjreview.cn/Fawen/fawen-2002/pic-2003-11/03-11-china3.htm, consulté le 15/10/2013).

revendications » ?⁹⁵⁵ Il sera question, dans cette étude de cas, de constater qu'en dépit des apparences, le fléchissement des autorités face à la pression médiatique et sociale ne s'est effectué que parce que les doléances de la classe numérique au sujet de la cause de classes sociales plus défavorisées (travailleurs migrants) servaient vraisemblablement l'intérêt et les desseins des dirigeants : l'avancée des réformes économiques voulue par le clan Hu et Wen.

A première vue et comme le constatait en 2004 l'historien Chen Yan, le dénouement de cette affaire a été vécu comme une victoire de la parole publique des internautes chinois, relayée par l'ensemble de la société. Il relate les faits :

*« Le jeune Sun Zhigang, après avoir terminé ses études universitaires, avait rejoint, comme de nombreux diplômés sans emploi, les troupes de travailleurs migrants dans la province de Guangdong et s'était fait arrêter en mars 2003 par la police locale parce qu'il ne possédait pas de carte de résidence provisoire. Cette arrestation banale, appuyée sur une loi administrative, a provoqué une contestation d'ampleur nationale entre avril et juin, à la suite de la mort de Sun pendant sa détention provisoire. Dès la mi-avril, les médias de Canton se sont emparés de l'affaire. Le Quotidien Métropolis du Sud avait, le premier, révélé l'affaire sur la place publique. Des campagnes de pétition lancées par les internautes ont ensuite collecté des milliers de signatures ; des centaines d'articles ont dénoncé le caractère criminel du système. Des intellectuels, des juristes et même des fonctionnaires ont publié des lettres ouvertes pour réclamer l'abolition de cette loi arbitraire. Sous la pression, mi-juin, le Premier ministre Wen Jiabao annonça l'abolition de la loi sur le traitement des migrants destiné à remplacer les textes de 1982 qui permettaient aux policiers locaux de mettre en centre de détention tout 'migrant' démuné des papiers nécessaires. Cette affaire s'était déroulée hors du regard des médias internationaux. Si le gouvernement s'est vu contraint de céder à la pression de l'opinion publique, c'est grâce à une alliance triangulaire entre les médias-Internet, les intellectuels et les révoltes quotidiennes et individuelles des ouvriers migrants. »*⁹⁵⁶

Les conclusions tirées par l'historien laissent pourtant des questions en suspens. Quelle était la motivation du gouvernement à réformer un système qui renforçait sa domination sur la société

⁹⁵⁵ Jean-Philippe Bèjà, op.cit.p36.

⁹⁵⁶ Chen Yan, « Les médias chinois, entre le marché et la censure », *Revue Etudes*, Tome 401, oct.2004, p.310.

par le contrôle de la circulation de sa population ?⁹⁵⁷ De même peut-on s'interroger sur les véritables intentions de l'appareil médiatique et des internautes à se mobiliser pour la seule défense de la condition des travailleurs migrants. Des précédents à la mort de ce travailleur migrant avaient déjà eu lieu dans d'autres centres de rétention, sans que l'opinion publique ne s'en émeuve, ni même ne s'en préoccupe. Une première piste pourrait expliquer l'ampleur de cette mobilisation internaute au regard des origines sociales de la victime, issue de la classe moyenne, non pas d'une famille de simples ouvriers migrants. A partir du profil des internautes analysé dans le chapitre II, qui les caractérise comme faisant partie d'une classe moyenne urbaine, il semble que le cas de ce jeune homme, étudiant en ingénierie (dessinateur industriel), ait interpellé l'opinion publique en ligne car il représentait clairement la catégorie montante dont une majorité des internautes font partie. Non seulement ce fait divers leur prouve que ce travailleur aurait pu être l'un d'eux, mais aussi que cette régulation sur les mouvements de population va à l'encontre de leurs intérêts quant au développement économique du pays. Dans ce contexte de domination de l'idéologie marchande, la question de la faillite des campagnes n'a pas été posée tout au long des débats dans les médias traditionnels ou virtuels. Au contraire, l'appareil médiatique a défendu, sous couvert de vouloir faire progresser la justice sociale, la libéralisation des flux migratoires de travailleurs afin de permettre au pays de gagner en compétitivité (et non pas en acquis sociaux). En effet, la libéralisation des mouvements de population permise par la réforme du permis de résidence (*hukou*) consécutive à l'affaire, aurait été influencée par la nécessité d'une « émergence d'un véritable marché du travail »⁹⁵⁸, les besoins en travailleurs dans le secteur industriel et commercial s'étant considérablement accrus dans les régions côtières. L'approche sociale de cette réforme consiste donc, du point de vue de l'opinion et des médias, en une réaffirmation des objectifs de libération économique sous couvert de justice sociale ; la réalité sociale de la Chine, face à un système devenu totalement archaïque, n'échappe plus aujourd'hui à personne.

D'un point de vue politique, Henri Eyraud affirme même que le président Hu Jintao, arrivé au pouvoir la même année, a profité de cette affaire pour affirmer sa place de leader alors que son

⁹⁵⁷ Le système de *Hukou*, mis en place dans les années 1950, est un permis de résidence qui nécessite une autorisation administrative préalable, comme un visa, pour pouvoir travailler et vivre dans une province extérieure au lieu de naissance d'un habitant en Chine.

⁹⁵⁸ François Gipouloux, *La Chine du 21^e siècle : une nouvelle superpuissance?*, op.cit. p. 202 : « le *hukou* entrave des facteurs de production entre ville et campagne, restreint les possibilités d'augmentation des revenus dans les régions rurales. Il bloque l'émergence d'un véritable marché du travail. »

prédécesseur, Jiang Zemin était toujours Président de la Commission militaire Centrale. L'actualité lancée par l'opinion publique, ici sur le net, aurait permis au président progressiste de tirer son épingle du jeu au sein des tensions internes existantes entre les clans réformateurs et conservateurs, tout en lançant un signal fort auprès des classes moyennes et populaires⁹⁵⁹. En effet, dès les premières années de son mandat, la nouvelle équipe de Hu Jintao et de Wen Jiabao ont affiché leur souci du peuple chinois, lançant les slogans « d'harmonisation de la société » et de « petite prospérité », en invitant les catégories sociales basses à rejoindre la classe moyenne - quitte à ce que celle-ci leur fasse une place en nivelant son niveau de vie et d'éducation vers le bas. Le respect de la Constitution et le soutien des médias ont continué de forger cette image plutôt positive de l'évolution du système politique aux yeux des Chinois et de la communauté internationale. *L'affaire Sun Zhigang* a également permis de crédibiliser la lutte du Parti contre la corruption par les sévères sanctions pénales tombées sur les représentants de l'Etat⁹⁶⁰. Le PCC reconnaît seulement -lorsque cela lui sert- la responsabilité de ses cadres et les remontrances de la société⁹⁶¹. Son apparente volonté de réformer l'appareil juridique, devenu obsolète voire tout à fait sclérosant pour l'évolution économique du pays, lui permet de gérer de façon rationalisée les attentes des différentes catégories sociales tout en surmontant, à l'occasion d'une polémique intense au sein de l'opinion, les divisions internes jusque-là insurmontables au sein de la classe dirigeante.

⁹⁵⁹ Henri Eyraud, « Escarmouches », *Questionchine.net*, 10/07/2003, www.questionchine.net/escarmouches, (consulté le 01/05/2013).

⁹⁶⁰ La justice locale a rapidement condamné une vingtaine de coupables : Qiao Yanqin, la fonctionnaire responsable du tragique passage à tabac est condamnée à mort tout comme Li Haiying, qui a dirigé l'équipe d'exécution. Dix exécutants et six fonctionnaires écopent de peines de prison allant de trois ans à perpétuité. L'ampleur de cette affaire pourrait étonner car le passage à tabac entre codétenus fait partie des habitudes bien connues des centres carcéraux chinois.

⁹⁶¹ La même année en mai 2003, l'accident du sous-marin n°361 qui avait coûté la vie à 70 membres de l'équipage avait également fait l'objet de deux communiqués publics où le haut-commandement de la Marine avait été rendu responsable du drame.

Conclusions du chapitre III :

« Tout changer pour que rien ne change »

A la lumière de ce dernier chapitre, plusieurs conclusions peuvent être tirées au sujet de la mue post-totalitaire du Parti au prisme de sa politique de communication sur le net.

La première sous-partie a tenté de démontrer les caractéristiques totalitaires que le PCC a conservées dans sa guerre de l'information en ligne. Cette stratégie de communication répond aux théories de Lefort selon lesquelles le système politique a d'abord besoin d'ennemis (« l'Autre ») pour fédérer l'union du peuple avec le pouvoir (le « Peuple-Un »)⁹⁶². L'espace public constitué par le web semble ainsi être utilisé pour marginaliser les ennemis du Parti en les décrédibilisant, en les diabolisant et en récupérant les polémiques soulevées pour stimuler l'adhésion de l'opinion avec le pouvoir. Parallèlement à cette politisation des sujets d'actualité liés à « l'Autre », le Parti a su évoluer pour adapter plus finement sa stratégie de communication à l'ère de la mondialisation de l'information : sur les problèmes de fond qu'il ne peut ou ne veut pas résoudre, il tâche, non plus seulement de censurer, mais de désamorcer les sujets sensibles par un contrôle de la narration visant à dénaturer le caractère politique de l'information.

Le PCC, face à une société qu'il a complexifiée pour sortir du marasme économique qui menaçait sa légitimité au pouvoir, propose également un discours de séduction pluriel, où l'intérêt de chaque acteur de la société, y compris potentiellement nuisible mais utile au développement économique du pays, se confond avec celui de l'Etat : faire accéder la Chine au rang de grande puissance mondiale⁹⁶³. C'est par cette évolution pragmatique, légitimée par une communication réactive et une anticipation des évolutions sociales du secteur IT, que les élites du Parti sont sans doute restées jusqu'à présent au pouvoir. Ces mutations sont, à ce titre, révélatrices de l'adaptation dont a su faire preuve le Parti pour évoluer dans la modernité, sans perdre son pouvoir sur le système politique et social :

⁹⁶² Claude Lefort, op.cit., p176.

⁹⁶³ Cette hypothèse est partagée par Jean-Philippe Bèjà, au sujet des animateurs du mouvement démocratique au sein de l'intelligentsia, qui note la façon dont le Parti a su les convaincre de « *la nécessité de collaborer avec le pouvoir qu'ils créditent de la capacité de faire de la Chine une grande puissance.* » Cette crédibilité ayant été apportée par les succès économiques remportés depuis les réformes économiques audacieuses entreprises par Deng Xiaoping. Bèjà, op.cit.p.206.

« Les contrôles n'ont pas disparu, ils ont changé de nature, ils se sont adaptés à un nouveau contexte, et profitent eux-aussi en somme de la modernité. (../..) Le changement peut aussi être impulsé par l'Etat tout simplement parce que le changement peut le servir. 'Tout changer, pour que rien ne change' en somme, pour citer Lampedusa. Tout se passe donc parfois comme si le Parti affectait de tenir compte des demandes sociales en conduisant certaines mutations, tout en s'assurant qu'elles n'auront aucune prise réelle sur le pouvoir lui-même. L'Etat s'institutionnalise mais au profit du Parti. »⁹⁶⁴

⁹⁶⁴ Paul Charon, « Réforme des médias et espace public en Chine », op.cit.

CONCLUSION ET PERSPECTIVES : L'INTERNET, INSTRUMENT POLITIQUE DE COMMUNICATION POUR UNE CHINE EN DEVENIR

In fine, il importe de revenir sur le cheminement qui a mené cette réflexion jusqu'à ses conclusions et montrer les limites qui ont vocation à être dépassées par les chercheurs futurs. L'internet apparaît comme un marqueur permettant de caractériser le dialogue qui s'écrit entre le gouvernement et la « société numérique » en Chine. Ainsi ai-je tenté de répondre au devoir de l'historien qui, selon Veyne, ne doit pas seulement traiter son sujet mais l'inventer en toute liberté, « débarrassé de ses limites conventionnelles » par l'emprunt « d'itinéraires »⁹⁶⁵ dessinant au fil des recherches une intrigue, celle destinée à en faire une « *histoire complète* ».⁹⁶⁶

CHEMINEMENT DE LA THESE

La problématisation de cette étude s'est effectuée non pas a priori sur un postulat que je cherchais à démontrer par des preuves trouvées çà et là sur le web pour étayer mes hypothèses, mais au contraire a posteriori, une hypothèse menant à une autre, qui se confirmait ou s'infirmais au gré des observations réalisées et des « itinéraires » choisis. Les conclusions de tels travaux posant de nouvelles questions, il me faut conclure cette étude en l'état actuel de mes connaissances car l'évolution rapide de l'objet pourrait récuser d'un jour à l'autre mes dires, tant la dynamique temporelle de l'appropriation du réseau et de sa diffusion évolue par ses tenants (le gouvernement) ou ses aboutissants (la société internaute). L'importance de continuer l'étude

⁹⁶⁵ Terme emprunté à Paul Veyne, Ibid, p.403

⁹⁶⁶ Ibid. p.348 : « *L'histoire et la sociologie sont condamnées à demeurer des descriptions compréhensives (...) l'histoire n'en fait pas assez (les unités de temps et de lieu limitent sa vision (...)) la sociologie en fait trop (...) elle se croit tenue de chercher à faire de la science (...) Devenir une histoire complète est la vraie vocation de l'histoire, qui a devant elle un avenir inépuisable, puisque décrire le concret est une tâche infinie.* »

du champ non-événementiel⁹⁶⁷ s'avère des plus cruciales. Hormis les données sur les moyens coercitifs déployés par l'Etat chinois en termes d'infrastructures ou de répression (sur le nombre d'emprisonnements par exemple), j'ai recueilli les données en surfant sur le web chinois comme un internaute ordinaire, d'où l'importance des sources primaires présentées en études de cas en annexes. Ces « matériaux de l'observation »⁹⁶⁸ pourraient avoir valeur d'indices pour des recherches futures.

Retours aux hypothèses et conclusions de l'étude

Les bouleversements induits par l'internet tels que l'abolition des limites spatio-temporelles ou les nouveaux rapports de l'individu à l'anonymat ou à la mondialisation de l'information ont obligé le PCC à évoluer avec son temps pour ne pas se trouver dans une position de faiblesse, qui risquait de poser le réseau en un outil fédérateur de l'opposition. Ce défi posé, le pouvoir chinois a fait de cette menace un atout dans sa politique de communication opaque, lui permettant d'asseoir son emprise sur la société. La nouvelle horizontalité du dialogue entre le pouvoir et elle, ainsi que la formidable agora engendrée sur le web, ont finalement permis au Parti de se réinventer en proposant un nouveau pacte de stabilité politique aux différentes strates de la cybersociété par les différentes stratégies de communication émises.

Comme constaté dans le chapitre I, la domination étatique sur le net s'est traduite par la mise en place de moyens de contrôle techniques et humains colossaux, impossibles à surmonter pour une majorité d'utilisateurs en Chine - même si l'internet apparaît encore comme un vecteur d'équilibrage entre les potentiels de contrôle et de contestation. En l'absence de travaux sur cet objet à l'époque de la réalisation de mes recherches, il fallait d'abord poser les jalons de l'histoire de l'internet chinois en contextualisant les enjeux ayant motivé les dirigeants à accepter son introduction, puis sa généralisation dans le pays. Une fois les motivations posées, j'ai constaté l'importance des dispositifs déployés à la hauteur du risque encouru par les

⁹⁶⁷ Veyne le définit notamment comme suit, op.cit. p.34 : « *Ce sont des événements non encore salués comme tels : histoire des terroirs, des mentalités, de la folie ou de la recherche de la sécurité à travers les âges. On appellera non-événementiel l'historicité dont nous n'avons pas conscience comme telle* ».

⁹⁶⁸ Terme emprunté à François Simian, « Méthode historique et science sociale », *In* Pierre Bourdieu, Jean-Claude Chamboredon, Jean-Claude Passeron, *Le métier de sociologue*, Paris, Mouton, 1983, 4^{ème} édition, p.159.

dirigeants et inhérent à l'internet, celui de déstabilisateur politique. Nous avons présenté la cartographie des différents arsenaux coercitifs (législatif, exécutif, judiciaire), en notant que les internautes semblent très conscients de la surveillance visible ou non dont ils font l'objet. Le développement de cette politique protéiforme de « maintien de la stabilité »⁹⁶⁹ se reflète dans la croissance rapide de son budget (notamment dédié aux NTIC), dépassant depuis 2012 celui de la défense nationale⁹⁷⁰. Face à un totalitarisme essoufflé auquel ni la population ni les dirigeants ne croient plus (idéologiquement parlant), l'internet deviendrait seulement un instrument de contrôle de la population : la nouvelle campagne d'arrestations massives (450 cyberdissidents pendant l'été 2013) lancée par le Président Xi Jinping⁹⁷¹ confirme cette fuite en avant du Parti, prêt à dépenser l'argent public sans limite pour pérenniser son pouvoir.

Dans le second chapitre, afin de mettre en relief la compréhension des discours gouvernementaux par les internautes, j'ai observé sur le net chinois les réactions populaires et celles de la société civile en devenir, afin de cerner certains courants non-événementiels aujourd'hui en cours, selon une méthodologie axée sur la sociologie critique. Il m'a fallu pour cela étudier la société en ligne chinoise par « coupe transversale », afin de pouvoir observer des mécanismes de stratification sociale latents, encouragés ou non par les différents acteurs de la toile (gouvernement et société). Face à l'ampleur des moyens coercitifs déployés par l'Etat, qui offre toutefois en apparence une main tendue au dialogue social, la position des internautes s'est peu à peu adaptée aux postures gouvernementales pour tenter de faire évoluer le système politique vers une nouvelle « gouvernance ». Il s'agissait d'observer par effet miroir les modes d'appropriation de la parole publique par les internautes comme enjeu de pouvoir vis-à-vis du gouvernement. Le fait de relever que la « classe numérique » représente différentes strates sociales composant une classe moyenne élargie, montre que celle-ci, tout en voulant préserver cet espace de liberté inespéré qu'est le web, fait finalement preuve d'un conservatisme bien plus

⁹⁶⁹ La radicalisation de la tendance sécuritaire s'inscrit depuis 2008 dans un débat s'interrogeant sur la nouvelle gestion de la société (*shehui guanli chuangxin* 社会管理创新), qui s'organise notamment par un contrôle plus strict des NTIC. David Péneau : « De la gestion de la société au maintien de l'ordre », *Revue China Analysis* n°38, février 2012, [en ligne], consulté le 01/02/2014.

⁹⁷⁰ Même si le flou entretenu par le gouvernement sur la répartition des dépenses publiques explique les raisons d'une possible surévaluation du budget de la politique de *maintien de la stabilité* (abrégiée en chinois *weiwen* 维稳) en lui substituant celui de la sécurité publique, celui-ci est évalué à 624 milliards de yuans RMB tandis que celui de la Défense nationale est estimé à 601 milliards de yuans. David Péneau, *Ibid.*

⁹⁷¹ Philippe Grangereau, « Pékin veut mater Internet par la terreur », *Libération*, 9/09/2013, [en ligne], consulté le 01/02/2014.

contraignant que la censure étatique elle-même. De même, la volonté gouvernementale d'élargir cette « classe numérique », urbaine et éduquée, à celle rurale ou défavorisée, devrait contribuer dans l'avenir à modérer l'opinion et « noyer » par le nombre la visibilité médiatique des acteurs engagés sur la toile⁹⁷². Les groupes sociaux décrits dans le second chapitre témoignent d'un éclatement de la société, à la fois réel et virtuel, qui ne permet pas une coalition des intérêts dans leurs revendications. Jean-Philippe Béjà explique que le principal obstacle au changement démocratique initié par la société provient d'abord d'une absence de conscience d'une communauté d'intérêts de ces différents groupes sociaux⁹⁷³. En effet, les conclusions du second chapitre démontrent que les catégories sociales présentes sur le net doivent faire face à des contradictions qui les mettent chacune dans une posture (économique et sociale) inconfortable quant à leur émancipation vis-à-vis du pouvoir. Cet inconfort est accentué par cette stratification sociale, dont le Parti profite par un discours de séduction et des contre-parties offertes à chacune d'elles, ayant pour conséquences d'affaiblir plus encore la parole sociale dans son ensemble⁹⁷⁴.

En filigrane, il semblerait qu'il subsiste néanmoins quelques interstices pour la contestation, qui arrive peu à peu à instrumentaliser à son tour la communication comme levier politique sur le net. Le mouvement emblématique des NIMBY montre que les différents acteurs de la contestation – non pas seulement les dissidents⁹⁷⁵ - savent à présent mobiliser l'opinion pour pousser les pouvoirs publics à agir et faire évoluer ponctuellement le système politique, économique et social du pays. Cette nouvelle déclinaison du contrôle de la société par la société pousse finalement tous les acteurs du net, l'Etat comme les citoyens, à penser la communication virtuelle comme levier incontournable du dialogue social.

⁹⁷² Voir en annexe n°9, graphique n°5 : « Evolution du niveau socioprofessionnel des internautes en Chine en 2008, 2011 et 2012 ».

⁹⁷³ Jean-Philippe Béjà, op.cit.p.228 : « *La construction d'une telle coalition est rendue extrêmement problématique par la difficulté pour les multiples groupes de prendre simplement conscience de la communauté de leurs intérêts* »

⁹⁷⁴ Michel Bonnin décrit la faiblesse et l'impossibilité de ces catégories sociales à s'imposer face au Parti, contraintes de vivre dans « *l'en-soi, mais toujours pas dans le pour-soi* ». Michel Bonnin, « Les métamorphoses du totalitarisme », Ibid. p.132.

⁹⁷⁵ Marie-Laure Geoffray rappelle l'importance non négligeable des répercussions des actions menées par l'ensemble des acteurs protestataires dans l'étude de l'évolution historique de la relation pouvoir/société : « *La reprise à leur compte, par les chercheurs, des catégories indigènes d'appréhension de la réalité mobilisées par les dissidents (...) tend à réifier les modes de compréhension de la société cubaine et à surévaluer le rôle des dissidents, envisagés d'un point de vue normatif comme les nécessaires vecteurs d'une démocratisation du régime* ». Marie-Laure Geoffray, « Etudier la contestation en contexte autoritaire. Le cas cubain », op.cit. p.32.

La caractérisation du régime politique au prisme de sa communication dans le troisième chapitre a été la dernière piste de cette étude basée avant tout sur la pratique⁹⁷⁶. L'effet pervers décrit par Wolton à propos du détournement de la communication au service de la conservation du pouvoir a permis de mettre en relief la mue post-totalitaire du Parti à l'ère virtuelle. A la lumière d'analyses de la communication médiatique comme celles d'Alex Chan, il est devenu clair que le régime chinois a su évoluer avec son temps jusqu'à exceller dans l'« art de la propagande » (*xuanchuan yishu* 宣传艺术). Sans forcer le public à penser de façon conforme à la ligne du Parti (ce que le Parti n'avait pas su faire dans les années 1980, selon Jiang Zemin⁹⁷⁷), le PCC guide « subtilement » l'opinion publique en ligne, la laissant croire qu'elle peut influencer l'agenda médiatique⁹⁷⁸, en focalisant son attention sur des sujets d'actualité « brûlants » (*redian* 热点) tout en la divertissant par une industrie médiatique colossale. La première sous-partie tend à démontrer les caractéristiques totalitaires que le PCC a conservées dans sa guerre de l'information en ligne. L'espace public constitué par le web aurait ainsi permis au régime de marginaliser ceux que le Parti considère comme ses ennemis en les décrédibilisant, en les diabolisant et en récupérant les polémiques soulevées pour stimuler l'adhésion de l'opinion avec le pouvoir. Parallèlement, le Parti a su évoluer pour adapter plus finement sa stratégie de communication à l'ère de la mondialisation de l'information : sur les problèmes de fond qu'il ne peut ou ne veut pas résoudre, il tâche, non plus seulement de censurer, mais de désamorcer les sujets sensibles par un contrôle de la narration dépolitisant ou technicisant⁹⁷⁹. Le Parti

⁹⁷⁶ Encouragée par Veyne dans cette prise de posture épistémologique : « *C'est pourquoi il n'y a pas d'inconvénient trop grave à appeler provisoirement cette pratique 'partie cachée de l'iceberg', pour dire qu'elle ne se présente pas à nous de façon spontanée que sous de trop amples draperies et qu'elle est largement préconçue ; car la partie cachée d'un iceberg n'est pas une instance différente de la partie émergée (...) elle est au dessous de la ligne de visibilité, et voilà tout. Elle s'explique de la même manière que le reste de l'iceberg.* » Paul Veyne, op.cit. pp.397-398.

⁹⁷⁷ Alex Chan, op.cit.p.548, fait référence à la réunion du Département de Propagande qui s'est tenue en novembre 1989 suite aux événements du 4 juin, où Jiang Zemin, l'ancien secrétaire du Parti et Li Ruihuan, ancien chef de la propagande tiennent l'Etat-parti comme responsable de l'échec du guidage de l'opinion publique dans les tumultes politiques qui ont eu lieu : Jiang Zemin, « Guanyu dang de xinwen gongzuo de jige wenti » (Questions concernant le travail du journalisme du parti), *Shisanda Yilai Zhongyao Wenxian Xuanbian* (sélection de documents importants depuis le 13^{ème} Congrès du Parti), Renmin Chubanshe, 1991.

⁹⁷⁸ Ibid.pp.555-556: « *Si le modèle de propagande a essayé de manipuler ce que les gens pensaient, le guidage de l'opinion publique essaie d'influencer à quoi pensent les gens (...) l'Etat-parti a développé un intérêt pour gérer l'attention des gens en répondant aux sujets brûlants de l'agenda social.* »

⁹⁷⁹ Voir l'analyse de Wang Hui sur ces deux caractéristiques des débats politiques dans la sphère médiatique, op.cit. p.158.

communiste chinois, face à une société qu'il a lui-même complexifiée⁹⁸⁰ pour sortir du marasme économique qui menaçait sa légitimité au pouvoir, propose finalement un discours de séduction pluriel sur la toile, où l'intérêt de chaque acteur de la société, y compris potentiellement nuisible mais utile au développement économique du pays, se confond avec celui de l'Etat : faire accéder la Chine au rang de grande puissance mondiale. C'est par cette mue idéologique, légitimée par une communication hégémoniste selon la définition gramscienne, que les élites du Parti ont maintenu leur pouvoir et ont réussi, selon la formule de Lampedusa, à « *tout changer pour que rien ne change* ».

En conclusion, une hypothèse paraît émerger quant à la caractérisation du régime politique chinois au travers de sa politique de communication en ligne. L'internet a offert des opportunités inespérées au pouvoir comme à la population de dialoguer ensemble, non pas seulement en vue d'atteindre un but prédéfini, mais au gré des aléas de la vie médiatique qui les font réagir, agir et évoluer ensemble : pour l'Etat, le réseau a permis non seulement de moderniser le contrôle de sa population, mais surtout de poursuivre son envolée économique qui lui donne la légitimité nécessaire pour continuer à diriger le pays. Pour la population, l'accès à la parole publique a été l'occasion unique de réinventer un dialogue social avec le pouvoir, rompu depuis les événements de Tiananmen en 1989, et réinitier des courants politiques épars, à la manière de l'« ombre chinoise » décrite par Béjà⁹⁸¹.

La thèse selon laquelle l'internet a gravement affaibli les capacités de contrôle social de l'Etat-parti chinois pour mener inévitablement la Chine sur la voie de la démocratie doit, au vu de notre étude, être sérieusement nuancée par la capacité du pouvoir à contrôler et à manipuler à son avantage cet outil aux possibilités prometteuses bien qu'ambivalentes. L'analyse de Lefort démontre l'enjeu des mécanismes utilisés par l'appareil totalitaire, subsistant toujours à l'ère de l'internet : « *avec le totalitarisme se met en place un dispositif qui tend à conjurer cette menace,*

⁹⁸⁰ Voir propos du chapitre III sur les réformes successives du Parti à l'égard de la société ; notamment depuis les *Trois Représentations* de Jiang Zemin en 2000.

⁹⁸¹ Jean-Philippe Béjà souligne que c'est là la spécificité de l'histoire contemporaine de Chine, qui voit les diverses forces politiques échouer tour à tour sans jamais disparaître totalement, op.cit.p.10 : « *Pour qu'il [courant politique] puisse apparaître au grand jour, il doit se transformer en force politique, ce qui signifie qu'il faut qu'un groupe social, un acteur politique, s'en empare. Mais c'est précisément cela qui est problématique dans l'histoire contemporaine de la Chine, ce courant n'a pas été l'apanage d'un seul acteur. Au cours des années, diverses catégories sociales l'ont porté, cherchant à le transformer en force, échouant souvent, sans qu'il disparaisse jamais.* »

qui tend à ressouder le pouvoir et la société, à effacer tous les signes de la division sociale, à bannir l'indétermination qui hante l'expérience démocratique»⁹⁸². Bien que la démocratisation de l'accès à l'administration et la libéralisation économique laissent espérer à la population la possibilité d'une certaine ascension économique et sociale, le défi des dirigeants sera probablement d'empêcher l'élite populaire montante d'aspirer à la liberté d'expression et à la participation politique. On peut imaginer que la force de cette aspiration mènera un jour cette « classe numérique » - devenue puissante et sachant mobiliser le droit, les foules et la communauté internationale grâce au net - à exiger des dirigeants qu'ils fassent évoluer encore davantage le système politique et social du pays, et que ceux-ci y soient contraints dans un souci de conservation de leur légitimité. Mais, on est loin de ce rapport de forces aujourd'hui.

⁹⁸² Claude Lefort, op.cit.p.183.

LIMITES DE L'ETUDE

Limites de la démarche critique et analytique

La démarche critique a consisté à poser l'analyse au prisme d'un outil particulier, celui de l'internet, à la fois comme terrain et outil ambivalent de contrôle et de contestation pour le gouvernement et la société. Le choix d'étudier dans les deux premiers chapitres deux champs interdépendants, ici le contrôle gouvernemental de la société en ligne et les internautes, paraîtrait trop arbitraire au regard de Latour⁹⁸³, puisque celui-ci considère que « *le social ne peut être pris comme un matériel ou comme un domaine particulier* ». Mon champ d'analyse de la société chinoise des réseaux n'aurait donc pas vocation à exister, même si j'ai tenté néanmoins de caractériser les « assemblages de liens » qui définissent précisément le social en collectifs « connecteurs »⁹⁸⁴ de citoyens. Ainsi, les interactions mises en évidence dans le troisième volet de cette étude constituent le collectif que je souhaitais décrypter : la société de l'information chinoise au prisme de sa communication. Bien que Dominique Wolton prévienne des implications et des difficultés tendues par ce champ d'étude⁹⁸⁵, j'ai réalisé cette séparation, bien qu'artificielle et convenue, dans le but de mettre en relief les réactions des sujets à la politique de coercition ; tout en me demandant si, de leurs discours et de leurs actions, découlait un processus de stratification sociale ayant pour conséquence d'affaiblir les potentiels de contestation. Cette séparation est atténuée par la tension d'une même problématique qui sous-tend les trois chapitres : celle des pratiques de l'internet comme outil ambivalent de contrôle et de contestation. Le dernier chapitre cherche en cela à observer les modes d'appropriation par les uns et les autres (dirigeants/internautes) au travers des pratiques de communication employées visant à imposer la volonté hégémoniste du Parti et à créer une cohésion sociale avec le pouvoir.

⁹⁸³ Bruno Latour, *Changer la Société – Refaire de la Sociologie*, Paris, La Découverte, p.8.

⁹⁸⁴ Selon les termes de Latour, Id.

⁹⁸⁵ Dominique Wolton, *Penser la communication*, op.cit.p.21 : « *On préfère 'utiliser' la communication pour faire passer un message que réfléchir sur elle, car elle se transforme vite en miroir de soi-même. C'est pourquoi tout le monde, y compris dans les milieux culturels et académiques, entretient des rapports ambigus avec la communication. Elle n'est jamais un objet neutre de connaissance. (...) en un mot, il demeure difficile d'être entendu quand l'objet de recherche concerne la communication.* »

Limites problématiques

Le champ analytique se limitait à un territoire spécifique, la Chine. Si le but de cette étude tendait à apporter une focale originale, l'internet, pour porter un complément d'informations sur le pays, manque d'une perspective comparative. En quoi les politiques et modes d'appropriation déployés en Chine sont-ils différents de ceux que l'on peut trouver dans d'autres pays au régime politique analogue (tels que rassemblés par Kalathil et Boas⁹⁸⁶)? En quoi les politiques de contrôle de l'internet chinois rejoignent-elles celles des Etats dits « démocratiques » ? Telles sont les problématiques entraperçues au cours de ce travail qui auraient mérité d'être développées, pour permettre au chercheur d'échapper à l'optique des sources et de sortir de l'objectivation sino-centrée que j'ai tenté d'éviter en rappelant la tendance non seulement chinoise mais mondiale vers l'omni-contrôle technologique, ou encore au sujet de la mondialisation de la société du divertissement par exemple.

La problématique, soit le rôle joué par l'internet comme outil de contrôle et de contestation tel qu'il est développé dans les stratégies de communication des différents acteurs du net, place le principe de l'ambivalence au cœur du raisonnement et ne peut permettre d'échafauder une théorisation des dynamiques constatées. Cette thèse d'histoire politique permet, grâce à une problématique tendue selon des axes transdisciplinaires, de révéler un état des lieux des pratiques gouvernementales et sociales des modes d'appropriation de l'internet. En fait, on ne peut trancher clairement si l'internet tend à être plus un outil de contrôle que de contestation, même si les conclusions montrent que les potentiels servent plus le premier que la seconde, compte tenu de l'état de diffusion de ces techniques début 2014.

⁹⁸⁶ Voir bibliographie.

PERSPECTIVES DE RECHERCHES

La cartographie de mes recherches s'étant limitée exclusivement à l'internet chinois, l'étendue du terrain s'est néanmoins avérée aussi large qu'on peut l'imaginer : impossible d'en sonder les confins, tant ils apparaissent infinis et en constante évolution. En complément de ce que ce travail a pu apporter au corpus des études ayant trait au domaine, il me semble utile d'indiquer certaines pistes de recherches qui pourraient faire l'objet d'études approfondies, afin de tenter d'apporter des éléments de compréhension complémentaires à l'édification d'une « histoire complète » de l'internet en Chine.

En premier lieu, ouvrir le champ aux questions relatives à la gestion de l'internet par les différents types de régimes politiques dans le monde apporterait de nouvelles perspectives quant aux modes d'appropriation des différents acteurs, tant sociaux qu'étatiques face à l'internet. Cette mise en perspective pourrait apporter une vision mieux objectivée de la question concernant la Chine. Veyne ne conçoit d'ailleurs pas d'histoire complète sans ce travail d'ouverture: « *il faut par conséquent sortir de sa période, ne plus tenir compte des unités de temps et de lieu. Seule l'histoire comparée permet d'échapper à l'optique des sources et expliquer le non-événementiel* ». ⁹⁸⁷

De plus, l'hypothèse selon laquelle la Chine tente de mettre en place une politique hégémoniste des NTIC, à savoir, comment la Chine tente de s'imposer technologiquement au niveau de la gouvernance mondiale de l'internet, pourrait également être étudiée dans une optique comparative. Outre sa tentative de mainmise sur les normes informatiques de l'internet mondial (IPV9), la Chine implante les infrastructures réseau lui permettant de contrôler matériellement les connexions et leur contenu dans les pays en voie de développement (Afrique, Amérique latine), tout comme dans les pays où l'internet est déjà bien implanté (Europe, USA). Cette problématique est au cœur des discussions lors de chaque Sommet Mondial sur la Société de l'Information ⁹⁸⁸ concernant la future gouvernance de la société numérique mondiale. Elle pourrait confirmer (ou infirmer) les hypothèses retenues ici concernant la double stratégie de

⁹⁸⁷ Veyne, op.cit. p.376.

⁹⁸⁸ Depuis 2003, les questions relatives aux enjeux de la gouvernance de l'internet au niveau mondial sont débattues lors des Sommets Mondiaux sur la Société de l'Information (SMSI) et plus récemment lors du Forum sur la Gouvernance de l'Internet le 10 mars 2014. Le fait que l'autorité de régulation au niveau mondial soit détenue par les Etats Unis constitue un point de friction majeur pour les Etats souverains.

séduction et de censure développée par la Chine destinée à étendre son leadership au plus haut niveau⁹⁸⁹. Ces recherches permettraient peut-être de trouver des analogies sur les pratiques du PCC observées ici au niveau de l'internet chinois, dont les indicateurs recueillis au long de mes recherches pourraient fournir une grille d'analyse comparative en termes de politique hégémoniste au niveau cette fois-ci mondial, sous le prisme des NTIC⁹⁹⁰.

Enfin, la vague des révolutions colorées en Europe de l'Est ou les Printemps arabes qui ont secoué le Moyen-Orient confirmeraient, à la lueur d'une analyse du champ historique non-événementiel, la non pertinence d'un déterminisme technologique encore en vogue aujourd'hui. Alors qu'une partie de l'opinion, publique et académique, tente de prédire depuis les années 1990 la date de la prochaine *Révolution de jasmin* en Chine fomentée grâce à l'internet, une étude centrée sur l'observation suivie de ce champ non-événementiel pourrait infirmer l'idée que cet outil est un déclencheur incontournable de changement de régime politique au XXIème siècle, et précisément en Chine. En posant l'idéologie au sens de la pratique (et non au sens de la doctrine), il serait intéressant de suivre les avancées accomplies par certains acteurs de la contestation chinoise et leur utilisation des TIC à cette fin. Cette méthodologie de recueil des ressources permettrait sans doute de percevoir « la face cachée de l'iceberg »⁹⁹¹ du travail sous-marin de blogueurs engagés comme Lian Yue, Zhao Jing, Hu Jia, Xu Lai ou Zuola ; ou d'organisations sociales telles que Beijing Facilitator ou le China Labour Bulletin. Il serait sans doute pertinent d'observer les modes d'appropriation de l'internet par ces acteurs d'une société civile naissante, qui l'utilisent tant pour produire de l'information alternative que pour se coordonner entre eux, ou avec des structures similaires agissant dans d'autres pays. L'observation suivie de leurs sites web ou des billets publiés sur leurs plateformes de diffusion personnelle (blog/micro-blog) constituerait un matériau d'analyse selon les différentes problématiques évoquées et permettrait surtout de tracer de façon historicisante leur contribution

⁹⁸⁹ Revoir chapitre I de cette étude : « I/A.2.2. Des ambitions hégémoniques au niveau mondial »

⁹⁹⁰ La Chine, via ses grandes entreprises comme HUAWEI ou ZTE, s'est imposée sur le marché des Télécommunications mondial, et notamment sur celui des pays africains et sud-américains. Outre sa tentative infructueuse de mainmise sur les normes informatiques de l'internet mondial (IPV9), la Chine implante les infrastructures réseau lui permettant de contrôler matériellement les connexions et le contenu du réseau internet dans ces pays en voie de développement. Cette stratégie commerciale, renforcée par une politique de non-ingérence diplomatique, permet de la poser en leader des revendications des Etats non-occidentaux qui réclament expressément à l'ICANN (américaine) une gouvernance mondiale multipolaire.

⁹⁹¹ Terme emprunté à P. Veyne, pp.397-398 (cf. citation suscitée).

à l'éclosion d'une société civile en Chine. Ainsi, plutôt que préjuger des buts des acteurs sociaux par une vision idéologique biaisée par des attentes pro-démocratiques (en observateurs extérieurs que nous sommes⁹⁹²), il serait souhaitable de continuer ces travaux depuis l'étude de la pratique de ces acteurs, ceux-là mêmes qui créent jour après jour, avec leur gouvernement, la future Chine de demain.

⁹⁹² Veyne avertit des pièges tendus par l'idéologie, op.cit. p.403 : « *Tout le malheur vient de l'illusion par laquelle nous 'réifions' les objectivations en un objet naturel : nous prenons l'aboutissement pour un but, nous prenons l'endroit où va de lui-même s'écraser un projectile pour une cible intentionnellement visée* »

GLOSSAIRES

Glossaire des sigles & acronymes

N.B. : Les acronymes des sigles techniques sont consultables dans le glossaire technique.

ANP : Assemblée Nationale Populaire (*Quanguo renmin daibiao dahui* 全国人民代表大会)

APL : Armée Populaire de Libération (*Renmin jiefang jun* 人民解放军)

ASC: Académie des Sciences de Chine (*Zhongguo kexue yuan* 中国科学院)

ASSC : Académie des Sciences Sociales de Chine, *Zhongguo shehui kexue yuan*, (中国社会科学院)

CANET : China Academic NETwork (Réseau Académique de Chine, *Zhongguo xueshu wang* 中国学术网)

CCPPC: The Chinese People's Political Consultative Conference (Conférence consultative politique du peuple chinois, *Zhongguo renmin zhengzhi xieshang huiyi* 中国人民政治协商会议)

CERNET: China Education and Research Network (Réseau d'Education et de recherches scientifiques de Chine, *Zhongguo jiaoyu he keyan jisuanji wang* 中国教育和 科研计算机网)

ChinaGBN: China Golden Bridge Network (Réseau du Pont en Or de Chine, *Zhongguo jinqiao xinxi wang* 中国金桥信息网)

CNGI : China Next Generation Internet (Internet Nouvelle Génération de Chine, *Zhongguo xia yi dai hulianwang* 中国下一代互联网)

CNNIC: China Internet Network Information Center (Centre d'Informations sur le Réseau Internet de Chine, *Zhongguo hulian wangluo xinxi zhongxin* 中国互联网络信息中心).

GAPP: General Administration of Press and Publication (Administration Générale de la Presse et des Publications de la République populaire de Chine, *Zhonghua renmin gongheguo xinwen chuban zongshu* 中华人民共和国新闻出版总署)

IC : Instituts Confucius (*Kongzi xueyuan*)

IDE: Investissements Directs Etrangers

ISC: Internet Society of China

MAE: Ministère des Affaires Etrangères (*Waijiao bu* 外交部)

MII: Ministry of Information Industry (Ministère de l'Industrie de l'Information, *Zhonghua renmin gongheguo xinxi chanye bu* 中华人民共和国信息产业部)

MITO : Mouvement Islamique du Turkestan Oriental

MOFCOM: Ministry of Commerce People's Republic of China (Ministère du Commerce de la république populaire de Chine, *Zhonghua renmin gongheguo shangwu bu* 中华人民共和国商务部)

MOST: Ministry Of Science and Technology (Ministère de la Science et la Technologie, *Zhonghua renmin gongheguo kexue jishu bu* 中华人民共和国科学技术部)

MSE : Ministère de la Sécurité d'Etat (*Guojia Anquan Bu* 国家安全部)

MSP: Ministère de la Sécurité Publique (*Gong an bu* 公安部)

NED: *National Endowment for Democracy*

NIMBY: Acronyme de “*Not In My Backyard*”, (« pas dans ma cour »)

NRO: Number Resource Organisation

OCS : Organisation de Coopération de Shanghai

ONI: OpenNet Initiative

RIR: Registres Internet Régionaux

SARFT: State Administration of Radio, Film and Television (Administration d'Etat de la radio, des Films et de la Télévision, *Guojia guangbo dianying dianshi zongju* 国家广播电影电视总局)

UAA: Uyghur American Association

UCECF: Union des Chercheurs et des Etudiants Chinois en France (*Quan fa zhongguo xuezhe xuesheng lianhehui* 全法中国学者学生联合会)

Glossaire technique

A

Accueil (page d') :

Première page affichée lors de la connexion à un site Web. C'est normalement la page par défaut du site. Elle est d'une certaine manière, la page de « couverture » du site. D'où l'importance de sa configuration.

Adresse :

Il existe différents types d'adresses sur l'internet permettant d'identifier les machines connectées à un réseau : adresse électronique, adresse URL, adresse IP, etc.

Adresse électronique :

Cf. Email

Adresse IP (IPV4/IPV6) :

Adresse de type IPV4 formée de 4 nombres décimaux séparés par un point, ou IPV6 formée d'un groupe de 8 chiffres hexadécimaux séparés par un point. Elle est affectée à tout matériel informatique utilisant une carte réseau et le protocole TCP/IP. Il existe des sites permettant de remonter une adresse IP jusqu'à son destinataire (WhoIs). Certains logiciels permettent également de masquer cette adresse, notamment pour déjouer la censure ou pour pratiquer le piratage informatique.

Adresse URL:

Il s'agit de l'adresse du site web en version littérale plus facilement mémorisable par l'utilisateur. Des serveurs, appelés « serveurs DNS » se chargent de convertir ce nom en adresse IP compréhensible par les machines (IPV4/ IPV6)

ADSL (Asymetric Digital Subscriber Line):

Technologie à débit asymétrique permettant le haut-débit. Le débit descendant (réception) est plus élevé que le débit montant (envoi)

Agrégateur de flux :

Logiciel permettant d'effectuer une compilation de flux RSS venant de sources diverses en un seul mode d'utilisation.

Alerte (par mot-clé) :

Permet d'être averti par email lorsque de nouveaux résultats correspondent aux termes enregistrés sur le site ou le moteur de recherches sélectionné et qui viennent d'être publiés. La surveillance de l'actualité du thème devient automatisée de façon à ne manquer aucune nouveauté s'inscrivant dans le champ de sites mis en surveillance.

Annuaire :

Un annuaire fournit la liste de sites classés par thème ou catégorie. Pour chaque site sont indiqués le titre, le descriptif du contenu et un lien vers l'URL du site.

Antivirus :

Logiciel qui permet de reconnaître et détruire les virus qui menacent une machine connectée à l'internet.

Arpanet :

Acronyme anglais de *Advanced Research Projects Agency NETwork*. Arpanet est le premier réseau à transfert de paquets développé aux États-Unis par la DARPA (Defense Advanced

Research Projects Agency). Le projet fut lancé en 1967, on peut dire qu'il est le prédécesseur de l'internet.

Astrosurfing :

L'astroturfing désigne une technique de propagande utilisée par les sociétés de communication lors de campagnes de relation publiques (politiques, publicitaires, etc.) consistant à donner l'impression d'un comportement social ou d'un courant de pensée spontanés qui sont en fait artificiels car créés de toutes pièces.

B

Backbone :

Littéralement « dorsale internet » (*Internet backbone* en anglais), est un réseau informatique faisant partie des réseaux longue distance de plus haut débit internet. Il s'agit en quelque sorte du cœur du réseau.

Baidu :

Principal moteur de recherches en Chine (équivalent à Google)

Bande passante :

Mesure du débit d'émission et de réception de données sur un réseau.

BBS (*Bulletin Board System*) :

Traduit par babillard électronique, le BBS est en réalité l'ancêtre des forums de discussion sur l'internet. Le principe est simple : l'internaute se connecte à une machine hôte par son modem et après avoir accédé à l'application gérant les échanges, il peut lire les messages des membres du forum et déposer sa réaction. Le BBS est géré par un Sysop (System Operator), généralement possesseur de la machine qui peut autant jouer le rôle de modérateur que de technicien de support.

Billet :

Article publié sur un blog ou un forum (aussi appelé *post* en anglais)

Blog :

Un blog ou blogue (mot-valise de « web log ») est un site web constitué par la réunion de billets écrits. Les blogs se distinguent d'autres systèmes de publication sur le web par des auteurs non institutionnels. Chaque billet est, à l'image d'un journal de bord ou d'un journal intime, un ajout au blog ; le blogueur y délivre un contenu souvent textuel, enrichi d'hyperliens et d'éléments multimédias, sur lequel chaque lecteur peut généralement apporter des commentaires ou opinions personnelles.

Blogueur :

Auteur d'un blog

Buzz :

Se dit de ce qui fait *la une* de l'actualité sur le web.

C

Cache :

Copie d'une page web telle qu'elle a été indexée et stockée en archive par le moteur de recherches (Google cache par exemple)

Capture d'écran :

Sorte de cliché photographique de l'écran d'ordinateur. Aide à l'archivage des données dans l'état où elles sont affichées à l'écran.

Censure automatisée :

Censure effectuée à l'aide de mots-clés indexés dans un pare-feu par exemple, qui bloque l'accessibilité aux sites et aux informations censurées (ici le « grand pare-feu de Chine »)

Chatroom :

Littéralement « salle de discussion » en ligne où les internautes parlent entre eux dans un « salon virtuel ». Cf. forums de discussion.

ChinaChannel :

Logiciel en ligne qui permet aux utilisateurs de Firefox de naviguer sur le web comme un internaute en Chine. L'adresse IP de l'utilisateur devient alors momentanément chinoise car elle est reliée à un serveur proxy chinois.

Connexion :

Procédure permettant à un utilisateur de se mettre en relation avec un système d'information et, si nécessaire, de se faire reconnaître de celui-ci, ici, la connexion à l'internet.

Cookie :

Petit fichier enregistré par une page web sur le disque dur de l'utilisateur. Le cookie contient des informations sur l'utilisateur (tel la date de connexion, les pages visitées, son identification, etc.)

Courriel :

Appellation française depuis 2003 du courrier électronique.

Crawler :

Logiciel d'indexation permettant d'explorer le réseau internet et les sites web de lien en lien afin d'archiver les pages web en les référençant. Il est généralement utilisé par les moteurs de recherches pour proposer des sites en réponses aux requêtes des utilisateurs.

Cryptage :

Méthode qui assure la confidentialité et la sécurité de l'information véhiculée sur l'internet. Les données sont brouillées, et donc illisibles pendant le transport, puis décodées à l'aide de la même méthode sur la machine du destinataire.

Cyber :

Préfixe servant à former de nombreux mots relatifs à l'utilisation de l'internet, permettant de désigner la dimension virtuelle ou multimédia relevant de son usage.

D**Débit :**

Vitesse de transfert de données en kilobits par seconde (Kbit/s ou Kbps). Plus le fichier est « gros » et plus la durée de son téléchargement est longue.

DNS (Acronyme de *Domain Name System*) :

Système permettant de faire la relation entre le nom d'une machine et son adresse IP.

Domaine (nom de) :

Un nom de domaine identifie de manière unique un site web. Il est composé d'au moins deux parties : le nom de l'entreprise, organisation ou association propriétaire du site, et un suffixe (dont le nombre est limité représentant soit le type d'activité (.com, .org, .gouv.) soit le pays (.fr pour France, .cn pour la Chine, etc.).

E**Email :**

Courrier électronique envoyé *via* l'internet.

En ligne :

Matériel informatique fonctionnant directement avec un autre (sur un réseau interne par exemple), ou système informatique accessible par le réseau internet.

Erreur 404 :

Code d'erreur renvoyé par le navigateur lorsque la page demandée n'est pas disponible (techniquement ou du fait de la censure par exemple).

F

Fournisseur d'accès Internet (FAI) :

Société fournissant les moyens techniques de connexion à l'internet.

Firewall :

Cf. Pare-feu

Forum de discussion :

Espace de rencontre et de dialogue sur le web où chacun peut venir déposer des informations, poser des questions ou y répondre. Le contenu des forums est géré par des modérateurs (administrateurs du forum). Les interventions des abonnés sont évaluées et déposées sur le forum uniquement si elles sont effectivement en rapport avec le thème de celui-ci et si elles respectent les règlements internes du site et la législation nationale (charte).

Fracture numérique :

Terme désignant généralement la séparation de la population en deux catégories sociales ou socio-économiques, l'une équipée de matériels et d'infrastructure réseau informatique lui permettant d'accéder à l'internet, et l'autre non.

FTP (File Transfert Protocol) :

Protocole spécifique au transfert de fichiers sur l'internet.

G

Google Scholar :

Moteur de recherches de documents académiques publiés sur le web (*Guge xueshu sousuo* 谷歌学术搜索 est son équivalent chinois)

Google Actualité :

Référence les sites web d'informations journalistiques.

H

Hacking :

Mot anglais couramment utilisé pour désigner les actes de piratage informatique (cf. piratage informatique)

Hébergeur :

Société fournissant un espace de stockage pour les sites web.

HTML (Hypertext Markup Langage) :

Langage de description et de mise en forme des pages web.

HTTP (Hypertext Transfert Protocol) :

Protocole de transfert des pages web.

I

ICANN (Internet Corporation for Assigned Names and Numbers) :

Organisme américain créé en octobre 1998, sa mission est de gérer les noms de domaines et les adresses IP dans le monde.

Internaute :

Utilisateur du réseau internet. Le terme internaute est de forme métaphorique, construit à partir de Internet et du suffixe -naute (Du grec ancien ναύτης, nautês signifiant « marin, matelot »). La notion d'internaute a une certaine connotation dynamique et de voyage par rapport à l'utilisation de médias plus passifs comme « le téléspectateur ».

Intranet :

Réseau informatique interne semblable à l'internet mais propre à une structure (pays, entreprise) et non relié directement à l'internet mondial.

IP (Internet Protocol) :

La suite TCP/IP est l'ensemble des protocoles utilisés pour le transfert des données sur Internet.

IPV6 (Internet Protocol version 6) :

Successeur du protocole IPv4, qui forme encore (en 2013) la base de l'internet mondial.

IT:

Industrie des Technologies.

L

Lien (ou lien hypertexte) :

Désigne dans un document hypertexte, un mot, un groupe de mots ou une image, qui permettent d'accéder à une autre partie de la page en cours de lecture, à une autre page du site ou à un autre site. Il s'agit en quelque sorte d'un raccourci pointant vers un autre document ou une autre page.

Logiciel :

Ensemble de programmes relatifs au fonctionnement d'un ensemble de traitement de données informatiques automatisées.

M

Messagerie électronique :

Service géré informatiquement qui fournit aux utilisateurs les fonctions de saisie, de distribution et de consultation différée de messages, notamment écrits, graphiques ou sonores, via l'utilisation d'une adresse mail.

Messagerie instantanée :

Deux internautes échangent en direct dans une salle de discussion privée, leurs échanges s'effectuent instantanément (QQ). Ils peuvent partager tous types de fichiers multimédias et peuvent aussi convier d'autres utilisateurs à leur discussion privée en ligne.

Microblogging :

Désigne la création et la publication en ligne de contenus courts sur des réseaux sociaux de type Weibo 微博 ou Twitter.

Mo (Méga Octet) :

Unité d'espace informatique correspondant à 1024 ko.

Moteur de recherche :

Outil de recherche d'informations sur l'internet. Exemples : google.fr, baidu.com (百度). Des sites peuvent également être équipés de moteurs de recherche (internes au site).

Moteur de recherches à chair humaine :

Littéralement *Renrou sousuo yinqing* (人肉搜索引擎), cette expression désigne des groupes d'internautes qui recherchent collectivement des informations personnelles sur des individus dans le but de faire pression sur eux (dénoncer une personne infidèle ou corrompue, retrouver un

ami perdu de longue date, etc.). Cette pratique était initialement destinée à recueillir des informations concernant le monde télévisuel et des jeux vidéo en 1997.

Multimédia :

Application qui permet de déchiffrer des fichiers de plusieurs natures différentes : documents, audios, vidéos.

N

Navigateur

Logiciel qui permet de consulter des pages web (Firefox ou Internet Explorer par exemple).

Newsletter

En français « Lettre d'informations ». Résumé des nouvelles d'un site envoyé régulièrement à ses abonnés.

NTIC :

Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication

O

Octet

Ensemble ordonné de huit éléments binaires traités comme un tout. Un *octet* est souvent utilisé pour représenter un caractère alphanumérique. Lorsqu'une grandeur est exprimée en multiples de l'*octet*, on utilise les symboles Ko, Mo et Go représentant respectivement le kilo-octet, le mégaoctet et le gigaoctet.

P

Pare-feu

Programme ou équipement matériel permettant de filtrer les informations échangées entre un réseau intranet et l'internet dans le but de contrer des pirates informatiques ou de censurer l'information entrante dans un pays (ici le « grand pare-feu de Chine »).

Portail

Page d'entrée d'un site web offrant le maximum de liens vers les différentes parties de ce site ou d'autres sites.

Piratage informatique

Actions informatiques sournoises et illégales visant à s'introduire, détruire ou endommager d'autres ordinateurs, logiciels ou systèmes informatiques.

Popularité

La popularité d'une page se détermine par le nombre de liens qui pointent vers cette page. C'est son IPP : Indice de Popularité d'une Page. C'est l'un des critères primordial pour le classement d'un site sur un moteur de recherche. D'où l'importance de trouver des partenaires. Il est possible d'interroger les principaux moteurs de recherche pour connaître ce nombre.

Proxy

Dispositif de passerelle sécurisée servant à isoler un réseau interne à l'entreprise du réseau internet. L'administrateur du réseau gère le proxy et se charge de limiter ou non l'accès au réseau de certaines personnes et de limiter ou non le type de contenu accessible.

R

Réseau

Connexion matérielle et logicielle d'un ensemble d'ordinateurs et de périphériques dans le but d'assurer la transmission de tous types de données, sous forme numérique et exploitable par l'ensemble du système relié en réseau. Un réseau peut désigner un ensemble d'ordinateurs reliés entre eux au sein d'une structure fermée (une entreprise par exemple) ou ouverte à tous (réseau internet mondial)

RFID:

Radio Frequency Identification

Robot : Programme conçu pour naviguer automatiquement sur l'internet et collecter des certaines informations. Les moteurs de recherche utilisent ces robots (appelés « spiders » en anglais) pour mettre à jour leurs bases de données. Par une programmation adaptée, on peut configurer au mieux les pages d'un site afin d'améliorer sa position dans la liste des résultats des moteurs de recherche.

Routeur

Dispositif assurant la connexion physique entre deux réseaux utilisant ou non le même protocole (réseaux locaux, réseaux reliés à l'internet, etc.).

RSS :

Abréviation anglaise de *Rich Site Summary*. Désigne la compilation des titres d'un site web sous la forme d'une liste en langage XML (format sans image donc plus léger pour ne pas encombrer la bande passante du réseau).

S

Service en ligne

Service permettant d'accéder, par abonnement et à partir d'un ordinateur connecté à un réseau, à une information ou de réaliser une transaction à distance. Un service en ligne peut être accessible pour le particulier par l'intermédiaire de sa ligne téléphonique. Ces services offrent le plus souvent une passerelle vers l'internet.

Site (site web)

Serveur ou pages web mises en ligne.

Skype:

Logiciel qui permet aux utilisateurs de passer des appels téléphoniques *via* l'internet.

Spam

Envoi de courrier (souvent publicitaire) non sollicité.

Surfer

Désigne le fait de naviguer sur le web, sans but particulier, en naviguant de lien en lien par exemple.

Système d'exploitation

Logiciel permettant l'exploitation par ordinateur de programmes d'application indispensable à leur mise en œuvre (Windows ou Linux par exemple). Il fait office d'interface entre le langage machine utilisé par l'ordinateur et un langage compréhensible par l'utilisateur.

T

TCP/IP (*Transmission Control Protocol/Internet Protocol*)

Norme de télécommunications entre ordinateurs.

Téléchargement

Transfert de fichiers sur le réseau internet. Le téléchargement peut être légal ou illégal.

Téléphone intelligent

Littéralement du mot anglais *smartphone*. L'usage de ces téléphones permet à l'utilisateur d'avoir accès à une ligne téléphonique et à l'internet.

Traceroute

Logiciel qui permet de tracer le chemin qu'un paquet de données (paquet IP) emprunte pour aller d'une machine A à une machine B.

U

URL (*Uniform Resource Locator* : adresse unique d'un fichier)

Permet à l'interface de navigation de localiser une page web ou un fichier sur un serveur FTP. Un URL indique à l'interface de navigation comment accéder aux informations souhaitées, le nom du site web, le code du domaine et éventuellement, le répertoire ou l'emplacement sur ce site, du fichier à consulter.

V

Virus

Petit programme qui vise à se reproduire vers d'autres machines. Des applications néfastes sont communément attachées à un virus.

VoIP

Acronyme de Voix sur réseau IP, est une technique qui permet de communiquer par la voix *via* l'internet ou tout autre réseau acceptant le protocole TCP/IP. Cette technologie est notamment utilisée pour supporter le service de téléphonie IP (« ToIP » pour Telephony over Internet Protocol comme Skype notamment)

W

Web

Le Web, développé au CERN en Suisse en 1989, est l'abréviation de *World Wide Web*. Littéralement, l'expression signifie « Toile d'araignée mondiale ». C'est un maillage de serveurs d'informations qui permet de naviguer par simples clics de liens en liens sur environ 700 millions de pages : Actualité, recherche, informatique, loisirs, art, vie pratique ...

Web 1.0

Site unidirectionnel dont le contenu est mis en ligne de manière informative sans interaction avec les internautes

Web 2.0 dits « collaboratifs »

Sites web multidirectionnels et multiformes puisque les diffuseurs d'information et ceux qui les reçoivent sont les mêmes. Ils interagissent sur des lieux, ici les sites web 2.0, qui leur permettent de communiquer de part et d'autre de l'écran en créant du contenu sur le site.

Web 3.0

Concept évoquant la version future du web.

Web Invisible (dénommé aussi « web profond »)

Désigne le web non indexé par la plupart des moteurs de recherches ordinaires (qui crawlent généralement les sites sur les liens depuis leur page d'accueil).

Webmaster (ou *webmestre* en français) :

Personne chargée de la maintenance et du suivi d'un site web.

Webosphère

Ensemble des sites web mis en ligne sur le réseau internet.

Webring

Ensemble de sites qui se renvoient les uns aux autres par des liens hypertextes de façon circulaire.

WhoIs

Est un service de recherches public qui permet l'identification du titulaire d'un site web.

WiFi (*Wireless Fidelity*)

Technologie sans fil permettant de se connecter au réseau internet.

BIBLIOGRAPHIE

SOURCES EN LANGUE CHINOISE

OUVRAGES

BI Jianwu 毕监武, *Shetuan geming : Zhongguo shetuan fazhan de jingjixue fenxi* (社团革命, 中国社团发展的经济学分析, *Révolution des organisations sociales : Analyse économique du développement des organisations sociales de Chine*), Shandong renmin chubanshe (山东人民出版社), Jinan, 2003, 335 pages

LI Jingyuan 李景源 (dir), ZHANG Shutong 张树桐, WANG Zhanyang 王占阳, *zhengzhi guanxi shizhi shi liyi guanxi, zhengzhi ziyuan zhenghe shizhi shi liyi guanxi zhenghe* (政治关系实质是利益关系, 政治资源整合实质是利益关系整合, *L'essence de la relation politique est une relation d'intérêt, l'essence de l'intégration des principes politiques est l'intégration des relations d'intérêt*), Tongyi zhanxian jichu lilun yanjiu (统一战线基础理论研究, Recherche sur la théorie fondamentale de Front Uni), Huawen chubanshe (华文出版社), Pékin, 2002

QIANG Weizhen 强蔚祯, *Zhongguo de xinxi geming: tuidong jingji he shehui zhuanxing* (中国的信息革命 : 推动经济和社会转型, *Révolution de l'information chinoise : promotion des transformations sociales et économiques*), Shijie Yinghang (Banque Mondiale), Editions Sciences Economiques, Pékin, 2007, 156 pages

ARTICLES et CONTRIBUTIONS A OUVRAGES

CHEN Hsiung Hsu, « Wangluo jingji quanqiuha, wangluo lifa yu zhongguo tese shehui zhuyi faxue zhi tantao » (网络经济全球化, 网络立法中国特色社会主义法学之探讨, Globalisation de l'économie internet, la législation internet du socialisme aux caractéristiques chinoises), *Zhongguo dalu yanjiu* (中国大陆研究, *Recherches Chine continentale*), N°49, juin 1995

CHEN Dingjia 陈定家, « 'Chaowenben' de xingqi yu wangluo shidai de wenxue » (超文本'的兴起与网络时代的文学, Vogue de 'l'hypertexte' et littérature contemporaine chinoise), *zhongguo shehui kexue* 中国社会科学 *Etude de la société chinoise*, n°3, zhongguoshehui kexue zazhishe 中国社会科学杂志社 *Revue des sciences sociales de Chine*, 2007, pp172-175

HE Mei 何眉, « Hou zhimin wenhua pipan de sanzhu eryuan duili moshi 后殖民批判的三组二元对立模式 » (Trois groupes de deux modèles antagonistes sur la critique de la culture post-coloniale), *Xibeishi Daxuebao (Journal des sciences sociales de l'Ecole Normale du Nord-ouest)*, N°6, vol. 44, Nov. 2007, pp.33-39

LI Ping 李平 LIU Jian 刘健 CUI Xijun 崔喜君, «Zhongguo zizhu chuangxin zhong – yanfa ziben touru chanchu jixiao fenxi» (中国自主创新中 研发资本投入产出绩效分析, L'indépendance innovationniste de la Chine – Analyse de la performance des investissements en Recherche & Développement), *Zhongguo shehuikexue (Sciences sociales de Chine)*, zhongguo shehuikexue zazhi she, n°2, 2007, 208 p. N°2 mai/juin 2007, pp.32-42

OUYANG Youquan 欧阳友权, « Shuzi meijie yu zhongguo wenxue de zhuanxing » (数字媒介与中国文学的转型, Cybermédias et transformation de la littérature chinoise), *Zhongguo shehuikexue (中国社会科学, Etude de la société chinoise)*, Zhongguo shehui kexue zazhi she 中国社会科学杂志 (Revue des sciences sociales de Chine), n° 1, 2007, pp.143-208

WU Ouyang 武欧阳, KUANG Ye 旷野, « Wo guo xinxihua falü jianshe de xianzhuang yu jianyi » (我国信息化法制建设的现状与建议, Situation et propositions d'une législation de l'informatique en Chine), *zhongguoshihui kexueyuan yanjiushengyuan xuebao (中国社会科学院研究生院学报, Journal de l'Académie des Doctorants en sciences sociales de Chine)*, n°3, Mai 2007, pp. 84-89

YANG Gaixue 杨改学 ZHANG Binglin 张炳林, « Xixi shidai jiaoyu de sikao » (信息时代的思考, Pensée à l'ère de l'information), *xibei shi daxue bao (西北师大学报 Journal de l'Université de l'Ecole normale du Nord Ouest)*, shehuikexueban 社会科学版 Edition des Sciences sociales, Lanzhou (Gansu) vol. 44 n°6, nov.2007, pp.76-78

YUAN Jingang 袁金刚, « Quanqiuhua de jiben yuanze he er butong yanjiu fansi » (全球化的基本原则和而不同研究反思, Réflexions sur les principes de base de la globalisation – L'harmonie dans la diversité), *xibei shi daxue bao (西北师大学报 Journal de l'Ecole normale de sciences sociales du Nord-Ouest)*, N°6, vol.44, Nov. 2007, pp.29-33

ZHENG Zeshan 郑泽善, « Wangluo fazui yu xingfa de kongjian xiaoli yuanze » (网络犯罪与刑法的空间效力原则, Cybercriminalité et principes de validité de la loi pénale), *Faxue yanjiu (法学研究 Journal des études de droit)*, Académie en Sciences Sociales de Chine, n°5, 2006, pp.71- 81

ZHOU Hanhua 周汉花, « Dianzi zhengfu fayanzhi 电子政府法研究 » (Recherches juridiques sur l'e-gouvernement), *faxue yanjiu 法学研究 Journal des études de droit*, n°3, 2007, pp.3-19

ZHOU Hong 周红, « Zhengfu gongxinli : fuwu zhengfu de jichu 政府公信力: 服务政府的基础 » (Bases des services gouvernementaux : la crédibilité du gouvernement), *Journal de l'Ecole normale du Nord-ouest*, n°6, vol.44, Nov. 2007, pp.58-69

RAPPORTS

2006 nian Zhongguo chengshi shenghuo zhiliang baogao 2006 年中国城市生活质量报告 (Rapport 2006 sur la qualité de vie urbaine en Chine) : Guoji chengshi luntan 国际城市论坛 (Forum des villes internationales), <http://www.ccgov.net.cn/cityforum/html01/yjbg/06shzl/shzlmore.htm>, (consulté le 17/04/2013).

2006 nian Zhongguo zhengfu wangzhan jixiao pinggu jieguo fabu jingyan jiaoliuhui 2006 年中国政府网站绩效评估结果发布经验交流会 (Conférence et débats sur l'évaluation des performances des sites web du gouvernement chinois 2006): MOFCOM, 11/01/2007, www.mofcom.gov.cn/article/zt_jxpg/subjecto/200701/20070104254823.shtml, (consulté le 05/02/2013)

2008 nian Zhongguo nongcun hulianwang diaocha baogao (2008 年中国农村互联网调查报告, Rapport d'enquête 2008 sur l'internet rural de Chine): zhongguo hulian wangluo xinxi zhongxin (中国互联网络信息中心, Centre d'Informations sur le Réseau Internet de Chine : CNNIC), Pékin, 2008, http://www.cnnic.net.cn/hlwfzyj/hlwzxbg/index_2.html, (consulté le 01/01/2013)

2008-2009 Zhongguo qingshaonian shangwang xingwei diaocha baogao (2008-2009 中国青少年上网行为调查报告, Rapport d'enquête 2008-2009 sur le comportement de la jeunesse internaute chinoise): zhongguo hulian wangluo xinxi zhongxin (中国互联网络信息中心, Centre d'Informations sur le Réseau Internet de Chine : CNNIC), Pékin, 2008, http://www.cnnic.net.cn/hlwfzyj/hlwzxbg/index_2.html, (consulté le 01/01/2013)

Di 21 ci Zhongguo hulian wangluo fazhan zhuangkuang tongji baogao (第 21 次中国互联网络发展状况统计报告, 21^{ème} rapport statistique de la situation et du développement de l'internet en Chine) : zhongguo hulian wangluo xinxi zhongxin 中国互联网络信息中心 (Centre d'Informations sur le Réseau Internet de Chine : CNNIC), Pékin, 2008, 117 pages

Xinxihua lan pishu : Zhongguo xinxihua xingshi fenxi yu yuce 2010(形社信息化蓝皮书 : 中国信息化形势分析与预测 2010, Livre Bleu 2010 de l'informatisation de la Chine : Analyse de la situation de l'informatisation de la Chine et prévisions) : shehui kexue wenxian (Académie des Sciences Sociales), août 2010, 380 pages

Zhongguo hulianwang diaocha baogao 中国互联网调查报告 (Rapport d'enquête sur l'internet en Chine) : zhongguo hulianwang xiehui 中国互联网协会 (Association de l'internet de Chine), 2008, 146 pages

Zhongguo xiandaihua baogao gaiyao 中国现代化报告概要 (Résumé du rapport sur la modernisation de la Chine) : zhongguo xiandaihua zhanlüe yanjiu keji zu zhongguo kexueyuan zhongguo xiandaihua yanjiu zhongxin 中国现代化战略研究课题组中国科学院中国现代化研究中心 (Groupe d'études stratégiques de la modernisation de la Chine du Centre d'études sur la modernisation de la Chine), Pékin, Beijing daxue chubanshe, 2007, 138 pages

Zhongguo zhengfu wangzhan jixiao pinggu 中国政府网站绩效评估 (Evaluation des performances des sites web du gouvernement chinois) : CCIDConsulting, Pékin, 2006, [en ligne]

ARTICLES DE PRESSE

« 2010 nian Wen Jiabao zongli yu wangmin zai xian jiaoliu » (2010 年温家宝总理与网民在线交流, Le Premier ministre Wen Jiabao échange en ligne avec les internautes en 2010), Site officiel du gouvernement de RPC *Gov.cn*, <http://www.gov.cn/zlft2011/>, (consulté le 15/11/2013)

« 'Aoluguya' kanbi zhongguo ban 'Afanda' zaixian yuan shengtai chuanqi » (« '熬鲁古雅' 堪比中国版 '啊凡达' 再现原生态传奇 », «Aoluguya» comparé à la légende écologiste originale « Avatar»), *Zhongguo jingji wang* (中国经济网 réseau de l'économie chinoise), 30/07/2010, http://ent.ce.cn/main/news/201007/30/t20100730_21673613.shtml, consulté le 01/12/2013.

«Bu kan jingying» (不堪精英, Ne pas être digne de l'élite), *Xinwen Zhoukan* (新闻周刊 *Infos Hebdo*), Pékin, 27/10/2003

CAO Guo Xing 曹国星 « Quanmian shoujin : zhongxuanbu jinling diao 2011 nian zhongguo xinwen guan zhi » (全面收紧: 中宣部禁令调 2011 年中国新闻官制, Resserrement général : le département de la propagande chinoise prévient les médias pour 2011) *ChineseRFI*, 12/06/2009, [en ligne]

CHE Dongzhe 车东哲 « Ershi yu Beijing wangluo meiti guangxi xunfang geming zuji » (20 余家北京网络媒体广西寻访革命足迹, 20 médias électroniques de Pékin se rendent au Guangxi, [en ligne]

Chen Hua 陈华, « duoqu wangluo yulun douzheng de zhudongquan » (夺取网络舆论斗争的主动权, Pouvoir d'initiative pour la bataille destinée à s'emparer de l'opinion publique sur l'internet), *Quotidien de l'Armée populaire de libération*, 04/09/2013, http://www.chinamil.com.cn/jfjbmap/content/2013-09/04/content_50049.htm, (consulté le 16/05/2014)

« Dongfang shikong zhenggao CNN : wangmin weishenme fennü » (东方时空 正告 CNN : 网民为什么愤怒, Horizon oriental prévient CNN : Pourquoi les internautes sont en colère), *Xinhua 新花 (agence de presse Chine Nouvelle)*, 1er avril 2008, http://news.xinhuanet.com/video/2008-04/01/content_7899284.htm, (consulté le 08/08/2013)

« Fan ' falungong' shewai douzheng zhuanmen xiaozu fengong biao » (反法论功涉外斗争专门小组分工表, Tableau de répartition du travail des services pour la lutte contre le Falun Gong), *minghui.org*, 07/02/2001, http://www.minghui.org/mh/article_images/2007-8-1-baoguang-01.jpg, (consulté le 13/11/2013)

« Guojia hanban/kongzi xueyuan zongbu 2012 nian gongkai zhaopin gongzuo renyuan gonggao » (国家汉办/孔子学院总部 2012 年公开招聘工作人员公告, Le Bureau national pour l'enseignement du chinois langue étrangère/ le Département général des Instituts Confucius publient une offre d'emploi pour l'année 2012), *yingjiesheng.com*, 23/03/2012, <http://www.yingjiesheng.com/job-001-302-550.html>, (consulté le 16/11/2013)

HAN Han 韓寒, « Tan geming » (谈革命, Parler de révolution), *Blog de Han Han*, 23/12/2011, http://blog.sina.com.cn/s/blog_4701280b0102dz5s.html, (consulté le 03/07/2013).

_, « Yao ziyou » (要自由, Vouloir la liberté), *Blog de Han Han*, 26/12/2011, http://blog.sina.com.cn/s/blog_4701280b0102dz9f.html, (consulté le 03/07/2013).

_, « Shuo minzhu » (说民主, Dire la démocratie), *Blog de Han Han*, http://blog.sina.com.cn/s/blog_4701280b0102dz84.html, 24/12/2011, (consulté le 03/07/2013)

HUANG Zhijian 黄志坚, « Qingnian xue zai zhongguo de fazhan » (青年学在中国的发展 Développement des études sur la jeunesse en Chine), *site du Réseau de la Recherche sur la Jeunesse de Chine*, 09/03/2005, <http://www.cycs.org/Article.asp?Category=1&Column=96&ID=674>, (consulté le 03/02/2013)

« Hu Jintao, Wu Bangguo, Wen Jiabao Jia Qinglin deng zhengzhiju weiyuan bei guge boke sousuo pingbi » (胡锦涛、吴邦国、温家宝、贾庆林等政治局委员被谷歌博客搜索屏蔽, Hu Jintao, Wu Bangguo, Wen Jiabao, Jia Qinglin et les autres membres du Politburo sont bloqués par le moteur de recherches de blogs Google), *chinagfw.org*, www.chinagfw.org/2009/09/blog-post_5388.html?m=1, (consulté le 14/11/2013)

« Hu Jintao zongshuji guanyu goujian shehui zhuyi hexie shehui de youguan lunshu, 胡锦涛总书记关于构建社会主义和谐社会的有关论述 » (Discours du secrétaire général Hu Jintao concernant la construction d'une société harmonieuse socialiste), *Dang Jian (党建 Construction du Parti)*, 3-4 2005, theory.people.com.cn/GB/40557/42475/3263993.html, (consulté le 05/05/2013)

« Jizhe yinwei fabu guanyu zhenya jidujiao wenzhang er bei bu » (记者因为发布关于镇压基督教文章而被捕 Un journaliste arrêté pour ses articles sur la répression des Chrétiens), *Reporters Sans Frontières*, 21/08/2006, http://archives.rsf.org/article.php3?id_article=18617, (consulté le 01/06/08)

Li Congjun 李从军, « Xin tiaozhan xin kaoyan » (新挑战新考验, Nouveaux défis et tests), *Quotidien du peuple en ligne*, 04/09/2013, <http://media.people.com.cn/n/2013/0904/c40606-22798147.html>, (consulté le 16/05/2014).

« Liang an xuezi yantao hui » (两岸学子研讨会, Séminaire Intellectuels et Etudiants des deux rives), *taiwan.cn*, <http://www.taiwan.cn/fd/pengyou/pengyou10/>, (consulté le 12/12/2013)

« Meng Jianzhu : zhao liqianghua wu ge nengli jianshe quanmian tisheng weihu wending shuiping » (孟建柱：着力强化五个能力建设；全面提升维护稳定水平, Intensifier la construction des cinq capacités, élever le niveau du maintien de la stabilité), *Xinhua*, 01/12/2009, http://news.xinhuanet.com/legal/2009-12/01/content_12569519_3.htm, (consulté le 05/02/2013)

« Quan Fa Zhongguo liuxue renyuan gongzuo huiyi zhaokai » (全法中国留学人员工作会议召开, Ouverture de la conférence de travail des membres de l'UCECF), *Xinhua*, 22/12/2005, http://news.xinhuanet.com/overseas/2005-12/22/content_3956756.htm, consulté le 13/12/2013

« Tianxian baobao dazhan kang shifu » (天线宝宝大战康师傅, La guerre des Télétubbies contre Maître Kang), *Forum falanxi 360*, 23/03/2012, <http://forum.falanxi360.com/show.jsp?id=13325100473850524&cid=11987479305081137>, (consulté le 13/11/2013)

« 'Tiananmen Muqin' huyu 'liang hui' dui 'liusi' jinxing diaocha » (« '天安门母亲' 呼吁 '两会' 对 '六四' 进行调查 », Les « mères de Tiananmen » appellent « les deux Assemblées » à mener une enquête sur le '4 juin' »), 26/02/2009, *Zhongguo Renquan (Droits de l'Homme en Chine)*, www.hrichina.org/cn/content/721, (consulté le 18/09/2013)

« Shei lai jiujiu women de haizi ? 400 wei fuqin qixue hujiu » (谁来救救我们的孩子? 400 位父亲 泣血呼救, Qui viendra sauver nos enfants ? 400 pères appellent au secours), *Forum Tianya*, <http://bbs.tianya.cn/post-free-926643-1.shtml>, (consulté le 03/05/2012)

« Waijiaobu jiu faguo waijiaobu guanyuan youguan xizang wenti yanlun dawen » (外交部就法国外交部官员有关西藏问题言论答问 Questions-réponses sur l'opinion du porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères au sujet de la déclaration des représentants officiels du ministère des Affaires Etrangères français sur le problème tibétain), *Xinhua (Chine nouvelle)*, 26/03/2008, news-sohu.com/20080326/, (consulté le 13/11/2013)

« Wangmin zifa fanji wai meiti xia bao lasa shijian » (網民自發反擊外媒瞎報拉薩事件, Les internautes contre-attaquent spontanément les médias étrangers rapportant aveuglément les évènements de Lhassa), *Takungpao (大公报)*, 26 mars 2008, (consulté le 08/08/2013)

« Wangyou bao zhongguo haohua jianyu, kan bi 'bai gong' » (网友曝中国豪华监狱, 堪比 '白宫' Les amis internautes exposent la prison somptueuse digne de la 'Maison Blanche'), *ifeng.com*, 25/11/2009, <http://bbs.ifeng.com/viewthread.php?tid=4109251>, (consulté le 12/12/2013)

« Wen Jiabao dao guojia xinfangju jiu zhengfu gongzuo jingqu laifang qunzhong yijian » (温家宝到国家信访局就政府工作听取来访群众意见, Wen Jiabao vient au Bureau des Lettres et des visites écouter le point de vue des masses sur le travail du gouvernement), *site du gouvernement central www.gov.cn*, 25/01/2011, http://www.gov.cn/ldhd/2011-01/25/content_1792332.htm (consulté le 06/11/2013)

« Zhongguo 'molihua geming' faqizhe de hua » (中国“茉莉花革命”发起者的话, La voix des déclencheurs de la « révolution de Jasmin » de Chine), 27/02/2011, *site Boxun repris sur le blog cnjasmine*, <http://cnjasmine.blogspot.fr/2011/02/3635-228.html>, (consulté le 12/12/2013)

ZHU Weiqun 朱维群, «gongchan dangyuan bu neng xinyang zongjiao » (共产党员不能信仰宗教, Les membres du PCC ne peuvent pas croire en une religion), *Revue Qiushi 求是*, 16/12/2011, www.cppcc.people.com.cn/GB/49056/16630610.html, (consulté le 01/01/2012)

DOCUMENTS VIDEOS

2008 zhongwen wang zhi nian hui, 2008 中文网志年会 (4ème Conférence annuelle des blogueurs de Chine), 2008, Canton [en ligne]

CCTV-7, junshi keji : wangluo fengbao lai le / wangluo zhanzheng 2/2 军事科技 : 网络风暴来了 / 网络战争 2/2 (Technologie militaire : Une tempête est arrivée / La guerre de l'internet 2/2), 17 juillet 2011,
m.youtube.com/?reload=9&rdm=mhtrs63rxdiese/watch?t=36s&v=L_Wu1HIZbBk&feature=youtu.be&destop_uri=%2Fwatch%3Fv%3DL_Wu1HIZbBk%26feature%3Dyoutu.be%26t%3D36s&gl=FR, (consulté Le 02/02/2013)

SOURCES EN LANGUES OCCIDENTALES (françaises et anglophones)

OUVRAGES

ARSENE Séverine, *La prise de parole des internautes chinois. Normes sociales et naissance des mobilisations*, thèse de doctorat, Paris, IEP, 2009, 515 pages

Internet et politique en Chine, Paris, Khartala, 2011, 420 pages

BAUTIER Roger, *De la rhétorique à la communication*, Grenoble, Presses de l'université de Grenoble, 1994, 320 pages

BEJA Jean-Philippe, *A la recherche d'une ombre chinoise. Le mouvement pour la démocratie en Chine (1919-2004)*, Paris, Le Seuil, 2004, 266 pages

(dir.) *Hong Kong 1997, Fin de siècle, fin d'un monde*, Editions Complexe, 1993

BENTHAM Jeremy. *Le Panoptique*, précédé de FOUCAULT Michel, *L'œil du pouvoir*, Paris, Belfond, 1977, 221 pages

BERGERE Marie-Claire, *La République Populaire de Chine de 1949 à nos jours*, Paris, Armand Colin, réédition 2000, 380 pages

BILLETTER Jean François, *Contre François Jullien*, Paris, Allia, 2006, 122 pages

BOLTANSKI Luc, *La souffrance à distance : morale humanitaire, médias et politique*, Paris, Métailié, 1993, 287 pages

BOLTANSKI Luc, CLAVERIE Elisabeth, OFFENSTADT Nicolas, Van DAMME Stéphane (dir.). *Affaires, scandales et grandes causes, de Socrate à Pinochet*, Paris, Stock, 2007, 457 pages

BONNIN Michel, *Génération perdue, le mouvement d'envoi des jeunes instruits à la campagne en Chine, 1968-1980*, Paris, EHESS, 2004, 491 pages

BOURDIEU Pierre, *Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Points, 2010, 419 pages

BRADY Anne-Mary, *Marketing dictatorship: propaganda and thought work in contemporary China*, Etats-Unis, Rowman & Littlefield, 2008, 231 pages

CAPELLER Wanda, KITAMUNRA Takanori, *Une introduction aux cultures juridiques non occidentales*, Bruxelles, Bruylant, 1998, 289 pages

CASTELLS Manuel, *The rise of the network society*, Oxford, Blackwell, 1996, 613 pages

_, *La société en réseaux*, Paris, Fayard, 2001, 671 pages

CEFAI Daniel, TROM Danny (dir.), *Les formes de l'action collective. Mobilisations dans des arènes publiques*, Paris, Ed. de l'EHESS (Raisons Pratiques, 12), 2001, 322 pages

CHEN Yan, *L'Eveil de la Chine*, La Tour d'Aigues, L'Aube, 2002, 315 p.

CHAN Koonchung, *Les Années fastes*, traduit du chinois par Denis Bénéjam, éd. Grasset, 416 pages

CHASE Michael, *You've got Dissent! : Chinese dissident use of the internet and Beijing's counter strategies*, Santa Monica, Rand Publishing, 2002, 114 pages

CHEE-BENG Tan, *Chinese Transnational Networks*, Oxon, Routledge, 2007, 214 pages

CHEMALY Jean-Pierre, *Contenu religieux, stratégie communicationnelle et radicalisme : les sites internet chrétiens et musulmans et le monde arabe. Enquête régionale et étude de cas*, thèse de doctorat, Paris, Ecole Pratique des Hautes Etudes, 394 pages

CHENG Yingxiang, *Dégel de l'intelligence en Chine*, Paris, Gallimard, 2004, 560 pages

CHOUKROUNE Leïla, *L'accession de la République populaire de Chine à l'Organisation mondiale du commerce, instrument de la construction d'un État de droit par l'internationalisation*, Paris, Université Sorbonne, 2004, 480 pages

CONFUCIUS, *Entretiens du Maître avec ses disciples*, traduction de Séraphin Couvreur, Edition Mille et une nuits, rééd.1997, 199 pages

DELMAS-MARTY Mireille et WILL Pierre-Étienne, *La Chine et la démocratie*, Paris, Fayard, 2007, 893 pages

DOMENACH Jean-Luc, *La Chine m'inquiète*, Paris, Ed. Perrin, 2008, 228 pages

FALLIGOT Roger, *Les services secrets chinois : De Mao aux JO*, Paris, Nouveau Monde Edition, 2008, 605 pages

FOUCAULT Michel, *Sécurité, Territoire, Population : Cours au Collège de France, (1977-1978)*, édité par François Ewald, Alessandro Fontana et Michel Senellart, coll. Hautes Etudes, Paris, Seuil, 2004, 435 pages

_, *Surveiller et punir*, Paris, Gallimard, 1975, 328 pages

FOSTER William, GOODMAN Seymour E., *The Diffusion of the Internet in China, Center for International Security and Cooperation*, Stanford, Stanford University, 2000, 142 pages

GERNET Jacques, *L'intelligence de la Chine - le social et le mental*, Paris, Gallimard, 1994, 395 pages

GIDDENS Anthony. *Modernity and self-identity: self and society in the late modern age*, Stanford University Press, 1991, 256 pages

GIPOULOUX François, *La Chine du 21^o siècle : une nouvelle superpuissance?*, Paris, Armand Colin, 2005, 240 pages

GIPOULOUX François, SVARTZMAN Jorge, *Chine, l'ouverture sans les réformes*, Paris, La documentation française, 1990, 60 pages

GOFFMAN Erving, *La mise en scène de la vie quotidienne (tome 1)*, Éditions de Minuit, 1973, 256 pages

GOLD, Thomas, *Social connections in China*, Cambridge University Press, 2002, 272 pages

GRAMSCI Antonio, *Textes*, Paris, Messidor Ed. Sociales, 1983, 388 pages

GRANJON Fabien, *Reconnaissance et usages d'Internet- Une sociologie critique des pratiques de l'information connectée*, Presses des Mines, 2012, 215 pages

GRANJON Fabien CARDON Dominique, *Médiactivistes*, Presses de Sciences Po, 2010, 152 pages

GRIES Heys Peter, *China's New Nationalism: Pride, Politics, and Diplomacy*, Londres, University of California Press, 2004, 215 pages

GRIGNON Claude & PASSERON Jean-Claude, *Le Savant et le populaire : Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, 1989, Seuil, 260p.

GU Edward et GOLDMAN Merle, *Chinese Intellectual between State and market*, Londres et New York, Routledge, 2004, 298 pages

HABERMAS, Jürgen, 1ère éd. 1962, *L'espace public – Archéologie de la Publicité comme Dimension Constitutive de la Société Bourgeoise*, Paris, Payot, rééd. 1988, 322 pages

HAN FEI ZI, *L'art de gouverner*, Paris, Presses du Châtelet, rééd. 2010, 146 pages

HAN Han, *Blogs de Chine*, traduit par Hervé Denès, Paris, Gallimard, 2012, 399 pages

HILLA David T. & SENB Krishna, *The Internet in Indonesia's new democracy*, Londres, New York, Routledge, 2005, 18 pages

HORKHEIMER, *Théorie Traditionnelle et Théorie Critique*, Paris, NRF-Gallimard, 1974, 315 pages

HUA Linshan et THIREAU Isabelle, *Les Ruses de la démocratie. Protester en Chine*, Paris, Seuil, 2010, 450 pages

JOURDA Emmanuel, *Les usages postrévolutionnaires d'un canon orthodoxe : le Front Uni et l'invention politique de l'après-révolution en Chine (1978-2008)*, thèse de doctorat, Paris, EHESS, 2012, 446 pages

KALATHIL Shanthi, BOAS Taylor C., *Open Networks, Closed Regimes: The Impact of the Internet on Authoritarian Rule*, Washington, Carnegie Endowment, 2003, 217 pages

LATOUR Bruno, *Changer la Société – Refaire de la Sociologie*, Paris, La Découverte, 2006

LEFORT Claude, *L'invention démocratique*, Fayard, 1981, 348 pages

LIANG Guo, *Surveying Internet Usage and Impact in Five Chinese Cities*, Chinese Academy of Social Sciences, Pékin, 2005, 71 pages

LIANG Zhang, *Les Archives de Tiananmen*, Paris, Editions du Félin, 2004, traduction de Jean-Philippe Bèjà, Raphaël Jacquet et Jade Orwell

LINZ Juan J. STEPAN Alfred C., *Problems of Democratic Transition and Consolidation: Southern Europe, South America, and Post-Communist Europe*. Baltimore, MD: Johns Hopkins University Press, 1996

LIU Xiaobo, *Vivre dans la vérité*, Mayenne, Gallimard, 2012, 343 pages, traduction de Jean-Philippe Bèjà, Jérôme Bonnin, H. Denès, G. Fabre, M. Holzman, G. Imbot-Bichet et J. Lévi

LOKMAN Tsui, *Internet in China: Big Mama is Watching You, Internet Control and the Chinese Government*, MA thesis, Leiden, University of Leiden, 2001, 63 pages

MANZONI Sébastien, *L'infrastructure nationale de l'information en République populaire de Chine – une illusion de liberté*, mémoire de fin d'études ESM, juin 2003, [en ligne]

MERLE Aurore, SZTANKE Michael, *Etudiants chinois, qui sont les élites de demain ?*, Autrement, Paris, 2006, 109 pages

MOROZOV Evgeny, *The Net Delusion: The Dark Side of Internet Freedom*, Public Affairs, New York, 2011, 449 pages

PAIRAULT Thierry, *Pratiques populaires et microfinancières chinoises*, Paris, EACS/AUF, 2009, 114 pages

PUTNAM Robert D., *Bowling Alone: The Collapse and revival of American Community*, New York, Simon & Shuster, 2000

QIU Jack Linchuan, *Working-Class Network Society: Communication Technology and the Information Have-Less in Urban China*, MIT Press, 2009, 303 pages

QIU Xiaohui. *Le développement de l'Ouest de la Chine. Une politique régionale de long terme dans une conception globale du développement national*, mémoire de DEA, Paris, IEP, 2002, 99 pages

ROCCA Jean-Louis (dir), *La société chinoise vue par ses sociologues*, Paris, Les Presses de SciencesPo., 2008, 300 pages

..., *Une sociologie de la Chine*, La Découverte, Paris, 2010

ROLANDEZ Maxime, *L'impact du micro-blog Sina Weibo en Chine*, mémoire de Master 2, Lyon, ENS Lyon, 2012, 167 pages

ROUSSEAU Jean-Jacques, *Du contrat social*, 1^{ère} éd. 1762, (précédé de J.P.SIMEON, *La Démocratie selon Rousseau*), Paris, Seuil, rééd.1977, 313 pages

SIDANE Victor, *Le Printemps de Pékin*, Paris, Gallimard/Julliard, 1980, 249 pages

SOËTEMONDT Anne, *J'ai travaillé pour la propagande chinoise*, Paris, Les Ed. du Moment, 2011, 253 pages

TAI Zixue. *The Internet in China. Cyberspace and civil society*, New York et Londres, Routledge, 2006, 365 pages

TOCQUEVILLE Alexis de, *De la démocratie en Amérique*, 1840, tome II, chapitre IV [en ligne : classiques.uqac.ca/classiques/De_tocqueville_alexis/democratie_2/democratie_tome2.html, consulté le 15/09/2013]

TRAN DAI Candice, *L'Internet en République populaire de Chine : vers un outil de démocratisation ou de renforcement de l'État-parti*, Paris, Fondation pour la Recherche Stratégique, 2007, 59 pages

TROLLIET Pierre, *La diaspora chinoise*, Paris, Presses universitaires de France, 1999, 126 pages

TUR Jean-Jacques, *La Chine : Trois révolutions pour une renaissance : de Sun Yat-sen à Xi Jinping*, Paris, L'Harmattan, 2013, 183 pages

VEYNE Paul, *Comment on écrit l'histoire*, Paris, Seuil, 1978, rééd.1996, 438 pages

WALTON Greg, *China's Golden Shield: Corporation and the Development of Surveillance Technology in the People's Republic of China*, Rights & Democracy, 2001, 39 pages [en ligne]

WOLTON Dominique, *Penser la communication*, Champs, Flammarion, 1997, 402 pages

WRIGHT Teresa, *Accepting Authoritarianism. State-society relations in China's reform era*, Stanford, Stanford University Press, 2010, 254 pages

XU Wu, *Chinese cyber nationalism : Evolution, characteristics and implication*, Lanham, Lexington Books, 2007, 265 pages

YANG Jisheng, *Stèles : la grande famine en Chine 1958-1961*, Paris, Seuil, 2012

YAU Shun-chiu, *Pour une société harmonieuse et démocratique*, Paris, Apriego Association, 2009, 171 pages

ARTICLES et CONTRIBUTIONS A OUVRAGES

ARIFON Olivier, « Les diverses facettes du contrôle d'Internet en Chine », In : *Hermès, La Revue* 3/2009 (n°55), pp.155-158

BASLE Maurice, « Evaluation des politiques publiques et gouvernance à différents niveaux de gouvernement », In : *Cahiers Economiques de Bretagne* n°2/2000 [en ligne]

BAUTIER Roger, « Une blogosphère démocratique ? » In : *La démocratie à l'épreuve de la société numérique* (Dahmani A., Do-Nascimento J., Ledjou J.-M., Gabas J.-J., dir.), Paris, 2007, Karthala, pp.252-262

_ « Les foules selon le web 2.0 : de la folie à la sagesse », In : *Deuxièmes Journées d'étude TIC, Information et stratégies*, Bordeaux, 2009, Mica – Gresic

_ « L'hypertexte pour rassembler ou pour disjoindre » In : *Téléservices publics : usages et citoyenneté*, Paris, Centre de coordination pour la recherche et l'enseignement en informatique et société (CREIS), 2001

_ « L'internet comme cerveau mondial », In : *Esprit critique*, vol. 5, n° 4, 2003, [en ligne]

_ « La Télé-démocratie », In : *Études de communication*, 12 | 1991, mis en ligne le 15 janvier, 2012, URL:<http://edc.revues.org/2793>

BENHAMOU Bernard et SORBIER Laurent, « Souveraineté et réseaux numériques », In : *Politique étrangère*, n°3, 2006, pp.519-530

BENHAMOU Bernard, « Politique et architecture de l'internet : Les enjeux de la gouvernance mondiale de l'internet », In : *Revue Esprit*, Mai 2006, pp. 1-15 [en ligne]

BERNHARDT Dan, KRASA Stefan, POLBORN Mattias « Political polarization and the electoral effects of media bias » In : *Journal of Public Economics*, Vol. 92 (5-6), Juin 2008, pp.1092-1104 [en ligne]

BIDET Jacques, « Hégémonie, intellectuels et communisme : pour une refondation méta/structurelle au delà de Bourdieu et de Gramsci », In : *Intellectuels et communisme*, Les cahiers de la Fondation Gabriel Péri, n°2, 2006 [en ligne]

BILLIoud, Sébastien, « 'Confucianisme', 'tradition culturelle' et discours officiels dans la Chine des années 2000 », In : *Perspectives chinoises*, n°100, 3/2007, pp.53-68

BONNIN Michel, « Comment définir le régime politique chinois aujourd'hui », In : *La Chine aujourd'hui*, Paris, Université de tous les savoirs, 2003, pp. 219-243

_, « Les métamorphoses du totalitarisme », In : *Le Débat*, n°117, 2001, pp. 114-135.

_, « Servante, épouvantail ou déesse : la démocratie dans le discours du pouvoir et dans celui de la dissidence en Chine », In : *La Chine et la démocratie*, Paris, Fayard, 2007

BOLTANSKI Luc, « La Souffrance à distance (morale humanitaire, médias et politique) », In : *Genèses*, 1994, vol. 16, n° 1, pp. 159-161

CABESTAN Jean-Pierre, « Les multiples facettes du nationalisme chinois », In : *Perspectives chinoises* 88, mars-avril 2005, [en ligne]

CARDON Dominique et DELAUNAY-TETEREL Hélène, « La production de soi comme technique relationnelle. Un essai de typologie des blogs par leurs publics », In : *Réseaux*, n°138, 2006, pp. 15-72

CAI Yongshun. «China's moderate middle class», In : *Asian Survey*, vol.45, n°5, 2005, pp.777-799

CERTEAU Michel de (en collaboration avec Luce Giard), « L'ordinaire de la communication », In : *La prise de parole et autres écrits politiques*, Paris, 1994, Éditions du Seuil, pp. 165-166

CHAN Alex, « Guiding Public Opinion through Social Agenda-Setting : China's media policy since the 1990's », In : *Journal of Contemporary China*, n°16 (53), nov 2007, pp.547-559

CHARON Paul, «Réforme des médias et espace public en Chine», *Alternatives internationales, Blog du Milieu*, Octobre 2009, [en ligne]

CHEN Jie, « ONG chinoises, société civile transnationale et pratiques démocratiques », In : *Perspectives chinoises*, 97 | septembre-décembre 2006 [en ligne]

CHEN Yan, « Les médias chinois, entre le marché et la censure », In : *Revue Etudes*, Tome 401, oct.2004, pp.309-319

CHENG Anne, « Histoire intellectuelle de la Chine », In : *L'annuaire du Collège de France*, Paris, mars 2010, pp. 771-790

CHEVRIER Yves, « La question de la société civile, la Chine et le chat du Cheshire », In : *Études chinoises*, volume XIV, n°2, automne 1995, pp. 154-251

CONINCK Frédéric, GUILLOT Caroline, « L'individualisation du rapport au temps, marqueur d'une évolution sociale », In : *Interrogation ?*, 2007, n°5, pp.22-42

CRANDALL Jedidiah R., CRETE-NISHIHATA Masashi, KNOCKEL Jeffrey, MCKUNE Sarah, SENFT Adam, TSENG Diana, WISEMAN Greg, « Chat program censorship and surveillance in China : Tracking TOM-Skype and Sina UC », In : *First Monday*, Vol. 18 n°7, 1^{er} juillet 2013, [en ligne]

DA Fang, LEMOINE-MINAUDIER Françoise, ZHENG Ming, «Les comités de quartier: Pékin relance la dictature des masses populaires », In *Perspectives chinoises*. N°4, 1992. pp. 18-21

DORBAIRE Philippe « Le contrôle stratégique des Instituts Confucius », In : *Cahier : Autonomie, responsabilité et management public des établissements éducatifs*. pp. 272-290

DOUZET Frédéric, « Les frontières chinoises de l'Internet », In : *Revue Herodote*, n°125, second trimestre 2007 [en ligne]

DUTOURNIER Guillaume et CHARON Paul, « Le confucianisme, un modèle politique ? Une réponse à Daniel A. Bell », In : *La Vie des Idées*, 15 juin 2010 [en ligne]

FERRAND Olivier, « La société du divertissement médiatique », In : *Le Débat*, n° 138, 2006, pp.46-64

FOSTER William, GOODMAN Seymour E., « The Diffusion of the Internet in China », *Center for International Security and Cooperation*, Stanford University, Nov. 2000 [en ligne]

FOUCAULT Michel, « L'éthique de soi comme pratique de liberté », *Dits et écrits*, T. IV, pp. 728-729

FROISSART Chloé, «Quelles possibilités pour négocier un nouveau contrat social en Chine : l'exemple des ONG au service des travailleurs migrants», In : *Journal des anthropologues* n°106-107, 2006, pp.309-336

FU King-wa, CHAU Michael, «Reality Check for the Chinese Microblog Space: A Random Sampling Approach», In : *PLoS ONE* vol. 8, n°3, 2013, [en ligne]

GADET Françoise, « Derrière les problèmes méthodologiques du recueil des données », In : *Revue Texto !*, juin-septembre 2003, [en ligne]

GEOFFRAY Marie-Laure, « Etudier la contestation en contexte autoritaire. Le cas cubain », In : *Politix* n° 93, juillet 2011, pp. 29-45

_ « Dynamiques de résistance aux normes révolutionnaires à Cuba », In : *Cahiers des Amériques latines*, 54-55, 2009, 221-227

GEOFFRAY Marie-Laure *et al.*, « Comparer *a posteriori* : retour sur une expérience collective de recherche », In : *Terrains & travaux* 2/ 2012 (N° 21), p. 165-180, [en ligne]

GENTZKOW Matthew, SHAPIRO Jesse M., « Ideological Segregation Online and Offline », In: *Chicago Booth and NBER Working Paper n°15916*, Chicago, avril 2010 [en ligne]

GONG Shaopeng, « La Chine dans le monde », In : *Revue stratégique Agir* n° 26, 27 mai 2006, pp. 6-13

GOODMAN David. « Why China has no new middle class », In : *The new rich in China. Future rulers, present lives*, London, Routledge, 2008 [en ligne]

GRANJON Fabien, LELONG Benoît, « Capital social, stratifications et technologies de l'information et de la communication », *Réseaux* 5/ 2006 (n° 139), www.cairn.info/revue-reseaux-2006-5-page-147.htm, (consulté le 4/11/2014).

GRANOVETTER Mark S., « The Strength of Weak Ties » (La force des liens faibles), In: *American journal of Sociology*, Vol.78, Issue 6, May 1973, pp.1360-1380

HAMEL Jacques, « Qu'est-ce que l'objectivation participante ? Pierre Bourdieu et les problèmes méthodologiques de l'objectivation en sociologie », In : *Socio-logos Revue de l'association française de sociologie* 3 | 2008 [en ligne]

HE Jianyu, « Comprendre les ONG chinoises », In : *La Vie des Idées*, 23/05/2013, [en ligne]

HUGHES Christopher R., « Pourquoi internet ne démocratisera pas la Chine », In : *Critique internationale*, n°15, avril 2002, pp. 85-104

HUNG Ching-Fu. « Public discourse and 'virtual' political participation in the PRC: the impact of the Internet », In : *Issues & Studies*, n° 39, 2003, pp.1-38

« Internet contre la démocratie », In : *Books*, n°12, mars-avril 2010, pp.18-34

JI Zhe, « Tianxia, retour en force d'un concept oublié – Portrait des nouveaux penseurs confucianistes », In : *La Vie des Idées*, décembre 2008, [en ligne]

_ , « Le slogan 'harmonie' de Hu Jintao est-il confucéen ? », *Iris*, 08 juin 2011, [en ligne]

LASCOURMES Pierre, « La Gouvernamentalité : de la critique de l'État aux technologies du pouvoir », In : *Le Portique*, 13-14 | 2004 [en ligne]

LAGERKVIST Johan, «Internet ideotainment in the RPC: National responses to cultural globalization», In : *Journal of Contemporary China*, vol.17 n°54, février 2008, pp. 121-140

_ «In the crossfire of demands. Chinese news portals between propaganda and the public», In : *Chinese Cyberspaces, Technological changes and political Effects*, Londres, New York, Routledge, 2006, pp.42-63

LAM Willy WO-Lap , « Le dilemme du gouvernement de Hu Jintao: la construction d'une 'société harmonieuse' est-elle possible sans réformes politiques ? », In : *Perspectives chinoises* n° 100, 2007/3[en ligne]

LEIBOLD James, « Blogging Alone: China, the Internet, and the Democratic Illusion? », In : *The Journal of Asian Studies* 70, 2011, pp.1023–41

MCKINNON Rebecca. « Flatter world and thicker walls ? Blogs, censorship and civic discourse in China », in Drezner D., H. Freell, In : eds *Special Issue : Will the revolution be blogged? Public Choice*, Vol. 134, n°1-2, janvier 2008 [en ligne]

MENGIN Françoise, « La frontière sino-taïwanaise », *Ceriscop*, 2011, [en ligne]

MOROZOV Evgueni, « Le web au service des dictatures », In : *revue Books*, n°12 mars-avril 2010, pp.20-21

NELSEN Harvey, « Chinese Governance : Problems and Prospects », In : *Journal of Developing Societies*, n°17, 2001, pp. 130-143

OGDEN Suzanne, «From patronage to profits - The changing relationship of Chinese intellectuals with the Party-state», In : Edward Gu et Merle Goldman, *Chinese Intellectual between State and market*, Londres et New York, Routledge, 2004

PALMER David, « La doctrine de Li Hongzhi – Le Falun Gong, entre sectarisme et salut universel », In : *Perspectives chinoises*, n°64, mars-avril2001, pp.14-24.

PAULES Xavier, « La lutte contre l'opium, Panacée politique pour le Guomindang ? », In : *Vingtième siècle, revue d'histoire*, 96, juillet-septembre 2007, Sciences Po University Press, pp.193-213

PENEAU David: « De la gestion de la société au maintien de l'ordre », *China Analysis* n°38, février 2012, [en ligne]

PROUX Serge, « Penser les usages des technologies de l'information et de la communication aujourd'hui : enjeux-modèles-tendances », In : *Enjeux et usages des TIC : aspects sociaux et culturels*, Tome 1, 2005, pp. 7-20

PYE Lucian W., « Civility, Social Capital, and Civil Society: Three Powerful Concepts for Explaining Asia », In : *Journal of Interdisciplinary History*, XXIX: 41999, pp. 763-782.

SAICH Tony, « Negotiating the State: The Development of Social Organizations in China », In : *The China Quarterly*, n°109, March 2000, pp.124-141

SALMON Nolwenn, « Être journaliste en Chine », In : *La Vie des idées*, 12 octobre 2011 [en ligne]

SAUTEDE Eric, « Les leures de la modernité Internet, information et crise du SRAS en Chine », In : *Perspectives chinoises*, n°47, 2003, [en ligne]

_, « Une révolution sans illusion - Internet et liberté d'expression en Chine », In : *La Vie des Idées*, n° mai-juin 2007, [en ligne]

SAUTMAN Bary, « Protests in Tibet and Separatism : the Olympics and Beyond », *China Left Review*, n°1, 2008 [en ligne]

SCIUTTO James E., « China's Muffling of the Hong Kong Media », In : *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 547, The Future of Hong Kong, 1996, pp.135-137

SIMIAN François, « Méthode historique et science sociale », In : Pierre Bourdieu, Jean-Claude Chamboredon, Jean-Claude Passeron, *Le métier de sociologue*, Paris, Mouton, 1983, 4^{ème} édition

TVERSKY Amos et KAHNEMAN Daniel, « The Framing of Decisions and the Psychology of Choice », In : *Science*, 211, 1981, pp. 453-458

THORAVAL Joël, « Les conditions intellectuelles de la nouvelle réflexion politique », *Les Cahiers de Mars*, n°183, 2005, [en ligne]

WANG Hui, « 'Politique de dépolitisation' et 'caractère public' des médias de masse », In : *Revue Extrême-Orient Extrême Occident*, 31, 2009, pp. 155-177

WANG Zhengxu, « Public support for democracy in China », In : *Journal of Contemporary China*, 16 (53), nov. 2007, pp.561-579

WU Guoguang, « Identity, Sovereignty and Economic Penetration: Beijing's responses to offshore Chinese democracies », In : *Journal of Contemporary China*, N°16 (51), 2007, pp.295-313

XIA Li Lollar, « Assessing China's E-Government: information, service, transparency and citizen outreach of government websites », In: *Journal of Contemporary China*, Fév. 2006, n°15, pp. 31-41

XIAOTAO Charlotte, « Approche géopolitique de l'Internet en Chine », In : *Géostratégiques* n°33, 4^{ème} trimestre 2011, pp.27-42

XU Jilin, « Quelles possibilités pour les intellectuels engagés ? », In : *Perspectives chinoises*, 81 | janvier-février 2004, [en ligne]

_, « Valeurs universelles ou valeurs chinoises ? Le courant de pensée de l'historicisme dans la Chine contemporaine », In : *Rue Descartes* 2/2011, n° 72, pp. 52-68

YANG Guobin , « Between Democracy and Development: the Impact of New Information Technologies on Civil Society in China », *Social Science Research Council (SSRC)*, 2002, [en ligne]

_, “Respond to the Internet? Findings from a survey”, In : *The China Quarterly*, 189, mars 2007, pp.122-143

YU Nanping, « les jeunes diplômés chinois en butte au chômage », In : *Perspectives chinoises*, n°80, nov.déc. 2003, pp. 4-12

ZHOU Yongming. «Living on the cyber border. Minjian political writers in Chinese cyberspace», In : *Current Anthropology*, 46 (5), 2005, p.779-803

ZIMMERMAN Basile, «Analyzing Social Networking Web Sites: The Design of *Happy Network* 开心网 in China» In : *Global Design History*, edited by Glenn Adamson, Giorgio Riello, and Sarah Teasley, 153-62. New York, Routledge, 2011

RAPPORTS

2008 Statistical Survey Report on the Internet Development in China: China Internet Network Information Center (CNNIC), Pékin, 2008, 41 pages

2013 Statistical Report on Internet Development in China: China Internet Network Information Center (CNNIC), 2013, 89 pages

QIU Jack Linchuan, *Working-Class Network Society: Communication Technology and the Information Have-Less in Urban China*: MIT Press, Cambridge, Londres, 2009, 20 pages

L'année des TIC 2005 : Observatoire des Stratégies et Technologies de l'Information et de la Communication, 2005, http://www.ostic.info/docs/05_chine2.pdf, (consulté le 12/12/2012)

US Internet providers and the Great Firewall of China: Council on Foreign Relations, 23/02/2011, www.cfr.org/china/us-internet-providers-great-firewal-china/p9856 (consulté le 03/04/2013)

DONNAT Olivier, *Pratiques culturelles et usages d'internet* : Département des études, de la prospective et des statistiques du ministère de la Culture, mars 2007, 10 pages

La gouvernance en Chine : OCDE, 2006, 645 pages

Kit de survie numérique – nous luttons contre la censure: Reporters Sans Frontières, s.d. <https://www.wefightcensorship.org/zh-hans/online-survival-kithtml.html>, (consulté le 01/08/2013)

CHINE : AED, 17/10/2012, <http://www.aed-france.org/pays/chine/>, (consulté le 01/05/2013)

China Clings to Control Press Freedom in 2009: International Federation of Journalists, 2009, 18 pages

CHINE : Voyage au cœur de la censure d'Internet: RSF et Chinese Human Rights Defenders, 2007, 17 pages

Commentaire 72 : La stratégie du Front Uni de Beijing à Hong Kong : Service Canadien du Renseignement de Sécurité (rapport non classifié), 1998, 12 pages

LE BAIL Hélène, SHEN Wei, *Le retour des 'cerveaux' en Chine : quel impact sociopolitique ?* : Asie Visions 11, IFRI, oct. 2008, 38 pages

RFID in China 2008-2018 : IDTechEx, 2008, [en ligne]

NIQUET Valérie, *Le XVII Congrès du Parti communiste chinois : éclairage sur le fonctionnement d'un système* : Asie Vision 2, Décembre 2007, 44 pages

Measuring the Information Society: International Telecommunication Union, ONU, 2012, 25 pages

People's Republic of China: State control of the internet in China: Amnesty International, Nov. 2002, 12 pages

Les performances des banques en ligne chinoises en 2010 : Asia Pacific Area & Benchmarks & Etudes, 2011, <http://ip-label.fr/emailing/newsletter/2011/33/EN/pdf/Chine%20-%20Banques%20en%20ligne.pdf>,

Rapport d'information n°681 2011-201 : Sénat, 18 juillet 2012, 158 pages

Rapport mondial Chine : RSF, 2013, <http://fr.rsf.org/report-chine,57.html>, (consulté le 31/07/2013)

Revue de presse semaine du 15 au 21 décembre 2007 : Consulat Général de France à Canton, p.4, http://www.ambafrance-cn.org/IMG/pdf/Revue_de_presse_CGF_n24_15-21_dec.pdf, (consulté le 02/08/2013)

La situation des droits humains en Chine : République populaire de Chine : Amnesty International, 2008, [en ligne]

Statistical Survey Report on the Internet Development in China : CNNIC, Pékin, janvier 2010, [en ligne]

Statistical Report on Internet Development in China: CNNIC, Pékin, janvier 2012, 82 pages

Statistical Report on Internet Development in China : CNNIC, janvier 2013, 89 pages

CONFERENCES

BARNETT Robie, *The Protests : Conflicting Chronologies, Explanations and Excuses* In Workshop Les manifestations tibétaines de 2008 et les réactions politiques officielles tibétaines et chinoises, 2008, EHESS, Paris

BAUM Richard, *China's information revolution: prelude to liberalization?* Colloque Politics in the Hu Jintao Era : CCP's Adaptation to Domestic and Foreign Challenges, 2007, Sciences Po, Paris

—, *The Political Impact of China's Information Revolution*, 20 septembre 2007, US-China Institute [en ligne]

BASTID-BRUGUIERE Marianne, *Le débat intellectuel aujourd'hui en Chine*, 30 mai 2011, Académie des Sciences morales et politiques, Paris

BERG Daria et SHAFIULLAH Mohammed, *The Rhetoric of Cultural Communication in the Works of Chinese Bloggers And Artists*, 5-8 September 2012, EACS XIXth CONFERENCE, Paris

BONNIN Michel, *Gestion de la crise par les autorités chinoises* In Workshop Les manifestations tibétaines de 2008 et les réactions politiques officielles tibétaines et chinoises, 2008, EHESS, Paris

BREDIMAS-ASSIMOPOULOS Nadia, *La langue, moteur et plus-value de la société de l'information* In Colloque Internet, nouvel espace public mondialisé, 28 novembre 2003, Maison de la Recherche, Paris

CHATILLON Georges, *Souveraineté et conventions dans le monde numérique* In Colloque Internet, nouvel espace public mondialisé, 2003, Paris, [en ligne]

GODEMENT François, *La Chine puissance revendicatrice ou intégrée*, 30/12/2002, le Monde.fr, [en ligne]

MACONI Lara, *Les réactions chinoises et tibétaines à travers des blogs sinophones* In Workshop Points de vue chinois et tibétains dans la « société civile », 3 novembre 2008, EHESS Paris

MEYER Eric, *Le contrôle de l'information en Chine* In Ecoles d'été Cérium 2006, 6 juillet 2006, Centre d'Etudes et de Recherches Internationales de l'Université de Montréal

RUI Kunze, *Down with the Commercial Idol? The Controversies over Han Han's Authorship and His "Three Texts"*, 7 September 2012, EACS XIXth CONFERENCE, Paris

SANGAY Lobsang, *Sino-tibetan Talks after March 2008* In Workshop Les manifestations tibétaines de 2008 et les réactions politiques officielles tibétaines et chinoises, 2008, EHESS Paris

YU Wenlie. *L'économie socialiste de marché chinoise* In conférence Marxisme 2000, 21-24 septembre 2000, Université du Massachusset, Amherst [en ligne]

DOCUMENTS VIDEOS

CHENG Anne, *Confucius ressuscité ? Quelques hypothèses*, Collège de France, 24/01/2013, <http://www.college-de-france.fr/site/anne-cheng/course-2012-2013.html>, (consulté le 15/04/2014)

LIU Jie, *Le Dernier voyage du juge Feng*, 2007

ZHAO Liang, *La cour des plaignants*, INA, 2010

The Next Dalai Lama, Shugdensociety, 26/06/2012,
<http://shugdensociety.wordpress.com/2011/08/05/the-next-dalai-lama/>, (consulté le 13/12/2013).

ARTICLES DE PRESSE

« IX. La démocratie administrative », *China.org.cn*, mis en ligne le 19/10/2005,
<http://french.china.org.cn/french/200733.htm>, (consulté le 1^{er} mars 2012)

« 50 countries with the highest internet penetration rate », *Internet World Stats*, 2012,
<http://www.internetworldstats.com/top25.htm>, (consulté le 01/11/2013)

« Les 10 techniques de séduction pour Baidu », *Marketing-chine.com*, 08/03/2013,
<http://www.marketing-chine.com/conseils-marketing/techniques-baidu>, (consulté le 25/04/2013)

« 19 médias chinois et étrangers se rendent à Lhassa pour couvrir les récentes émeutes »,
Quotidien du peuple en ligne, 27/03/2008, [french .peopledaily.com.cn/Chine/63822070.html](http://french.peopledaily.com.cn/Chine/63822070.html),
(consulté le 08/08/2013)

« 2013 : Net-citoyens emprisonnés », *RSF*, 2013, <http://fr.rsf.org/barometre-de-la-liberte-de-la-presse-net-citoyens-emprisonnes.html?annee=2013>, (consulté le 06/05/2013)

« L'APN reçoit une avalanche de suggestions à propos du projet de loi sur l'emploi »,
china.org.cn (zhongguo wang), 05/04/2007, http://french.china.org.cn/china/txt/2007-04/05/content_8073380.htm, (consulté le 03/04/2013)

« Après le Nobel : Liu Xiaobo, la Chine et la liberté d'expression », *Courrier International*,
n°1041, 14 au 20 octobre 2010 [en ligne]

« Attaquer la force terroriste du Turkestan oriental est une partie composante de la lutte anti-terroriste internationale », *Quotidien du peuple en ligne*, 29/03/2002, [en ligne]

AUFFRAY Christophe, « Bull et l'Etat français impliqués dans une affaire de surveillance d'Internet en Libye ? », *Zdnet.fr*, 02/09/2011, <http://www.zdnet.fr/actualites/bull-et-l-etat-francais-impliques-dans-une-affaire-de-surveillance-d-internet-en-libye-39763517.htm> (consulté le 01/03/2013)

BAÏTO Thomas, « Censure, contrefaçon : en Chine, Facebook n'est pas le bienvenu », *Rue89.com*, 27 octobre 2009, <http://blogs.rue89.com/chinamerique/2009/10/27/censure-contrefacon-les-mesaventures-de-facebook-en-chine>, (visité le 03/05/2013)

BALME Stéphanie, « En Chine, la démocratisation viendra de l'intérieur », *Le Monde*, 16/07/2002

BANDURSKI David, «Xinhua: Hangzhou's 'real-name Web registration system' is 'on the shelf'», *China Media Project*, 20/05/2009, <http://cmp.hku.hk/2009/05/20/1632/>, (consulté le 01/01/2013)

BARON Léa, « Chine : Ai Weiwei, l'artiste activiste gêne-t-il vraiment le pouvoir ? », *Tv5monde*, 20/03/2012, <http://www.tv5.org/cms/chaine-francophone/info/Les-dossiers-de-la-redaction/Chine/p-20751-Chine-Ai-Weiwei-l-artiste-activiste-gene-t-il-vraiment-le-pouvoir-.htm>, (consulté le 10/03/2014)

BEACH Sophie, « China's Middle Class Derails New Link », *CDT*, 16/03/2009, <http://chinadigitaltimes.net/2009/03/chinas-middle-class-derails-new-link/>, (consulté le 09/07/2013)

« Beijing : police covering up news about three people setting themselves on fire », *Asianews.it*, 26/02/2009, http://www.asianews.it/news-en/Beijing_-police-covering-up-news-about-three-people-setting-themselves-on-fire-14585.html, (consulté le 17/09/2013)

BONNASSIEUX Mathilde, « En Chine, la propagande a encore de beaux jours devant elle », *Aujourd'hui la Chine*, 26/06/2008, <http://chine.aujourdhuilemonde.com/en-chine-la-propagande-encore-de-beaux-jours-devant-elle>, (consulté le 07/10/2013)

BOSCO Dom, « La police chinoise et la délation en ligne », *Dombosco.fr*, 27/12/2010, <http://www.dombosco.fr/article-la-police-chinoise-et-la-delation-en-ligne-63771222.html>, (consulté le 31/05/2013)

BOUGON François, « L'appel aux armes de Pékin pour contrôler le Net », *Lemonde.fr*, 04/09/2013, <http://weibo.blog.lemonde.fr/2013/09/04/lappel-aux-armes-de-pek-in-pour-controler-le-net/>, (consulté le 16/09/2014)

_« Le net, c'est du chinois », *Le Monde*, 13/05/2012, http://www.lemonde.fr/technologies/article/2012/05/13/le-net-c-est-du-chinois_1699432_651865.html, (consulté le 02/08/2013)

_« Li Xinde, entre détective et justicier, traque la corruption locale en Chine », *AFP*, 12/10/2007, <http://www.aujourdhuilechine.com/actualites-chine-li-xinde-entre-detective-et-justicier-traque-la-corruption-locale-en-chine-4540.asp?1=1>, (consulté le 09/06/2013)

« Les bouleversements des moteurs de recherche en Chine », *Marketing-chine.com*, 13/11/2012
<http://www.marketing-chine.com/e-marketing/moteurs-recherche-en-ligne-chine>, (consulté le 05/05/2013)

« La boutonnière de David Cameron choque la Chine », *7/7.be*, 10/11/10,
<http://7sur7.be/7s7/fr1505/Monde/detail/1181039/2010>, (consulté le 03/03/2013)

« Le business florissant de la censure en ligne », *Service de presse de l'ambassade de France en Chine ambafrance*, 06/03/2013, www.ambafrance-cn.org/Le-business-florissant-de-la-censure-en-ligne.html, (consulté le 20/04/2013)

CAI Chongguo : « La colère des journalistes chinois », *caichongguo.blog.lemonde.fr*, 11/01/2008,
caichongguo.blog.lemonde.fr, <http://caichongguo.blog.lemonde.fr/2008/01/11/la-colere-des-journalistes-chinois/> (consulté le 02/03/08)

_, « Faisons des pompes », *caichongguo.blog.lemonde.fr*, 05/07/2008,
<http://caichongguo.blog.lemonde.fr/2008/07/05/faisons-des-pompes>, (consulté le 23/06/2011)

CAO Li, « Rien de mieux que la cohabitation virtuelle? », *China Today*, 06/06/2006,
chinatoday.com.cn/lachine/2006/0606/p62.htm, (consulté le 03 mars 2008)

« Censures et bavures à la veille du 1^{er} Octobre », *tibet.fr (site national de l'association France-Tibet)*, 01/10/2009, <http://www.tibet.fr/site/index.php?itemid=8044>, (consulté le 10/10/2013)

« Un chef de propagande chinoise prend une douche de billets », *Observers.france24*, 23/04/2010,
<http://observers.france24.com/fr/content/20100423-chef-propagande-chinoise-douche-billets-50-cents-wu-hao-etudiants>, (consulté le 11/11/2013)

« China fire protesters were Uighurs », *Uyghuramerican.org*, 26/02/2009,
<http://uyghuramerican.org/old/articles/2606/1/China-fire-protesters-were-Uighurs/index.html>,
(consulté le 19/09/2013)

« China Satcom Holds 2011 Work Meeting Implement the Spirit of CASC Work Conference and Deploy Major Tasks in 2011 », *China Satellite Communication Co. Ltd.*, 29/03/2011,
http://www.chinasatcom.com/en/News_Info_pp.aspx?m=20110329130217857145&n=20110329134211530212, (consulté le 23/10/2013)

« La Chine appelle au réveil d'un monde multipolaire », *Le Point*, 18/04/2011,
http://www.lepoint.fr/economie/la-chine-appelle-au-reveil-d-un-monde-multipolaire-18-04-2011-1320777_28.php, (visité le 01/04/2013)

« Chine : Bo Xilai a commis des faits 'extrêmement graves' », *AFP*, 26/08/2013, http://mobile.lepoint.fr/monde/chine-bo-xilai-a-commis-des-faits-extremement-graves-26-08-2013_1717285.php, (consulté le 19/09/2013)

« La Chine ferme 16 000 nouveaux sites Internet », *Le Quotidien du peuple en ligne*, 12/02/2010, <http://french.peopledaily.com.cn/Sci-Edu/6894137.html>, (consulté le 01/01/2013)

« La Chine justifie la censure du discours d'Obama par ses médias », *Reuters*, 22/01/2009, <http://fr.reuters.com/article/idFRPAE50L06020090122>, (consulté le 07/05/2013)

« Chine : la liste des premiers signataires de la Charte 08 », *Rue89*, 14/12/2008, <http://www.rue89.com/chinatown/2008/12/14/chine-la-liste-des-premiers-signataires-de-la-charte-08>, (consulté le 01/11/2013)

« La Chine lance une enquête nationale sur l'exploitation des enfants et des ouvriers », *AFP*, 21/06/2007, <http://chine.aujourdhuilemonde.com/la-chine-lance-une-enquete-nationale-sur-l'exploitation-des-enfants-et-des-ouvriers>, (consulté le 06/06/2013)

« La Chine, l'autre pays d'internet », *Micro Hedbo*, N°700, 15 -21 septembre 2011, pp.26-30

« Chine : La lettre du pape interdite sur les sites catholiques. Instructions des autorités aux gestionnaires des sites », *Zenith.org*, 02/07/2007, <http://www.zenit.org/fr/articles/chine-la-lettre-du-pape-interdite-sur-les-sites-catholiques>, (consulté le 02/05/2013)

« Chinese lawmaker proposes restriction on media violence to immunize youngsters », *Xinhua*, 06/03/2007, http://news.xinhuanet.com/english/2007-03/06/content_5807185.htm, (consulté le 15/10/2012)

« Chine: les sites catholiques sur Internet en plein essor », *Reliogscope.info*, 05/12/2003, http://reliogscope.info/article_247.shtml, (consulté le 03/05/2013)

« Chine : Le site de traductions Yeeyan fermé par les autorités », *globalvoicesonline.org*, 11/12/2009, <http://fr.globalvoicesonline.org/2009/12/11/25129/>, (consulté le 07/05/2013)

« Chine : pour le chantre de la cause ouvrière, le pays vit un moment 'historique' », *Nouvelobs.com*, 01/01/2014, <http://m.nouvelobs.com/article/20140111.AFP7346/chine-pour-le-chantre-de-la-cause-ouvriere-le-pays-vit-un-moment-historique.html>, consulté le 15/04/2014

« La Chine propose 8000 dollars aux personnes qui dénonceraient les Tibétains ayant l'intention de s'immoler », *Lemonde.fr*, 15/11/2012, <http://bigbrowser.blog.lemonde.fr/2012/11/15/delation-la-Chine-propose-8-000-dollars-aux-personnes-qui-dénonceraient-les-tibétains-ayant-l'intention-de-simmoler/>, (consulté le 01/06/2013)

« La Chine publie les photos des émeutiers de Lhassa les plus recherchés », *AFP*, 22/03/2008, <http://chine.aujourdhuilemonde.com/la-chine-publie-les-photos-des-emeutiers-de-lhassa-les-plus-recherches>, (consulté le 02/11/2013)

« La Chine va développer un système internet de nouvelle génération », *Quotidien du Peuple en ligne*, 26/12/2011, <http://french.people.com.cn/Sci-Edu/7688106.htm>, (consulté le 06/04/2013)

« La classe moyenne en Chine a été définie pour la première fois par des chiffres », *Quotidien du peuple en ligne*, 2005, <http://french.peopledaily.com.cn/Economie/3131047.html>, (consulté le 01/11/2013)

« CNN statement on Tibet coverage », *CNN*, 28 mars 2008, <http://edition.cnn.com/2008/US/03/28/tibet.statement>, (consulté le 08/08/2013)

COHEN Philippe, « Liu Xiaobo ou la nouvelle insolence diplomatique chinoise », *Marianne2.fr*, 27/12/2009, <http://www.marianne2.fr/Liu-Xiaobo-ou-la-nouvelle-insolence-diplomatique->, (consulté le 01/05/2013)

« La Commission centrale de contrôle de la discipline du PCC ouvre un site Internet officiel », *Quotidien du Peuple en ligne*, 03/09/2013, (consulté le 04/03/2014)

« Le community policing ou police orientée vers la communauté », *Policelocale.be*, s.d. <http://www.policelocale.be/5296/Community%20policing.html#sthash.hX2DcumD.dpuf>, (consulté le 15/05/2014)

« Des comptes Gmail de journalistes étrangers piratés en Chine », *Risques Sécuritaires*, 19/01/2010, <http://www.risques-securitaires.fr/article-les-comptes-gmail-de-plusieurs-journalistes-etrangers-en-poste-en-chine-ont-ete-pirates-43248919.html>, (consulté le 09/10/2013)

« Le congrès du Parti : pleins feux sur la réforme », *Beijing Information*, 1987, publié en ligne le 27/06/2011, http://french.beijingreview.com.cn/zt/txt/2011-06/27/content_373383.html, (consulté le 05/05/2014)

« Un contremaître esclavagiste condamné à mort en Chine », *Courrier International*, 18/07/2007, <http://www.courrierinternational.com/breve/2007/07/18/un-contremaitre-esclavagiste-condamne-a-mort-en-chine>, (consulté le 06/06.2012)

CORMIER Bruno, « Yahoo impardonnable en Chine, selon le Congrès américain », *Pcimpact.com*, 07/11/2007, <http://www.pcimpact.com/news/39904-Yahoo-Chine-congres-americaain-comportement.htm> (consulté le 01/04/2013)

« Le Costa Rica abandonne la Taiwan et reconnaît la Chine », *Le Point*, 07/06/2007, www.lepoint.fr/actualites-monde/2007-06-07/le-corsta-rica-abandonne-taiwan-et-reconnait-la-chine/924/0/186558, (consulté le 09/09/2013)

COURMONT Barthélémy, « Han Han et le phénomène blog », *Globalbrief.ca*, 08/12/2012, <http://globalbrief.ca/barthelemy-courmont/2012/12/08/han-han-et-le-phenomene-blog/>, (consulté le 15/06/2013)

CUI Jia, « Retour de l'Internet dans le Xinjiang », *China Daily*, 12/01/2010, http://www.chinadaily.com.cn/fr/selection/2010-01/12/content_9309201.htm, (consulté le 11/11/2013)

« Un cyberdissident chinois déclare avoir eu deux comptes gmail piratés », *Silicon.fr*, 10/02/2010, <http://feedproxy.google.com/~r/silicon/feed/rss/~3/liH7i9GZCOc/story01.htm>, (consulté le 01/01/2010)

« 'Le cyberspace, un territoire sur lequel les Etats cherchent à affirmer leur emprise' Entretien avec Frederick Douzet », *Le Monde*, 4 octobre 2008 [en ligne]

DANJOU François, « 17ème Congrès, compromis au sommet pour un développement plus équilibré », *Questionchine.net*, 17 novembre 2007, www.questionchine.net/17eme-congres-compromis-au-sommet-pour-un-developpement-plus-equilibre, (consulté le 05/02/2013)

_, « Le défi d'outre-tombe de Zhao Ziyang menace-t-il le Parti ? », *Questionchine.net*, 17 mai 2009, www.questionchine.net/le-defi-d-outre-tombe-menace-t-il-le-parti, (consulté le 05/02/2013)

_, « Huawei, le flambeau du succès High Tech, pilier de captation de technologies ? », *Questionchine.net*, 7 juillet 2011, www.questionchine.net/huawei-le-flambeau-du-succes-high-tech-pilier-de-la-captation-de-technologies, (consulté le 25/03/2013)

« 'Désintoxication' des jeunes internautes », 09/08/2007, *Nouvelobs*, http://tempsreel.nouvelobs.com/actualites/medias/20070807.OBS9729/desintoxication_des_jeunes_internautes.htm, (consulté le 13/06/2013)

« Discours prononcé par Hu Jintao à l'occasion de la célébration du 90e anniversaire de la fondation du PCC », *Chine Nouvelle (Xinhua)*, 01/07/2011, http://french.news.cn/documents/2011-07/01/c_13960636.html (consulté le 01/03/2013)

« Document : 'Du socialisme à la chinoise' », *Le XVIème Congrès du Parti communiste chinois*, french.china.org.cn/french/48458.htm, (consulté le 19/09/2013)

« Dossier: site Internet du gouvernement central chinois », *Xinhua*, 27/02/2010, http://french.news.cn/documents/2010-02/27/c_13190531.htm, (consulté le 02/02/2013)

« Eloge du contrôle des médias par le chef de la propagande chinoise », *Aujourd'hui le monde*, 6/10/2008, <http://chine.aujourdhuilemonde.com/le-chef-de-la-propagande-chinoise-fait-leloge-du-controle-des-medias>, (consulté le 11/11/2013)

« Enfant esclave en Chine d'aujourd'hui », *blog Jardin de liberté quyuan2*, 13 juin 2007, <http://quyuan2.canalblog.com/archives/2007/06/13/5293100.html>, (consulté le 06/06/2013)

« Ennemis d'internet : Corée du Nord », *Reporters Sans Frontières*, <http://fr.rsf.org/internet-enemie-coree-du-nord,39719.html>, (consulté le 09/04/2013)

« Un enseignant chinois en camp de travail pour diffusion de photos sur le séisme au Sichuan », *AFP*, 30/07/2008, <http://chine.aujourdhuilemonde.com/un-enseignant-chinois-en-camp-de-travail-pour-diffusion-de-photos-sur-le-seisme-au-sichuan>, (consulté le 01/08/2013)

« Escalade verbale contre le Dalai Lama », *Aujourd'hui la Chine*, 19/03/2008, <http://chine.aujourdhuilemonde.com/escalade-verbale-contre-le-dalai-lama>, (consulté le 05/05/2013)

« Etude sur le blocage des sites Internet ouïghours : le Xinjiang toujours coupé du monde », *Reporters Sans Frontières*, 29 octobre 2009, <http://fr.rsf.org/chine-etude-sur-le-blocage-des-sites-29-10-2009,34858>, (consulté le 11/11/2013)

“Evidence shows Rebiya Kadeer behind Urumqi riot: Chinese gov't”, *China View*, 9 juillet 2009, http://news.xinhuanet.com/english/2009-07/09/content_11676293.htm, (consulté le 13/05/2014)

« Exposition universelle 2010 à Shanghai : La délation récompensée », *Globaltimes*, 24/09/2009, <http://fr.gbtimes.com/actualites/exposition-universelle-2010-shanghai-la-delation-recompensee-par-les-autorites>, (consulté le 01/01/2013)

EYRAUD Henri, « Escarmouches », *Questionchine*, 10/07/2003, www.questionchine.net/escarmouches, (consulté le 01/05/2013)

« La famille du premier ministre a amassé une fortune », *Le Monde*, 26/10/2012, lemonde.fr/asie-pacifique/article/2012/10/26/la-famille-du-premier-ministre-chinois-a-amasse-une-fortune_1781402_3216.html, (consulté le 26/10/2013)

« Les Fils de... », *Chineplus*, n°9, décembre 2008-février 2009, pp.44-46

« FM Spokesman : Violence in Urumqi not a peaceful protest », *Chinaview.cn*, 07/07/2009, consultable news.xinhuanet.com/English/2009-07/07/content_11667949.html, (consulté le 09/09/2013)

« Des fonctionnaires de l'agglomération de Daqing commencent à comprendre la vérité à propos du Falun Gong », *Clearharmony.net*, 22/01/2009, <http://fr.clearharmony.net/cat/c114/c114-12.html>, (consulté le 23/09/2013).

« Les fonctionnaires dépassent des cols blancs pour devenir le métier le plus apprécié en Chine », *Quotidien du Peuple*, 03/09/2010, <http://french.people.com.cn/VieSociale/7128720.html>, (consulté le 07/07/2013)

“From riot in Tibet to Xinjiang: Western media's bias against China continues”, *China Tibet Online*, 10 juillet 2009, <http://chinatibet.people.com.cn/6698033.html>, (consulté le 13/05/2014)

GAUDU Agnès, « En Chine, forces démocratiques et forces totalitaires coexistent », *Courrier International*, nov.2004 [en ligne]

_, « La Chine n'a plus d'idéologie depuis 1989 », *Courrier International*, 02/06/2004, http://www.chine-informations.com/actualite/interview-la-chine-na-plus-dideologie-depuis-1989_2713.html, (consulté le 26/06/2007)

GAUDUCHEAU Benjamin, « Weibo, le Twitter chinois, une révolution en marche », *Aujourd'hui la Chine*, 18/12/2011, <http://www.rue89.com/chinatown/2011/08/16/weibo-le-twitter-chinois-une-revolution-en-marche-217502>, (consulté le 11/06/2013)

GAUTHIER Ursula, « Le grand bond autoritaire », *Le Nouvel observateur*, n°228, 24 au 30 avril 2008, pp.20-22

_, « La longue marche des syndicalistes chinois », *Nouvelobs.com*, 22/08/2011, <http://gauthier.blogs.nouvelobs.com/archive/2011/08/22/la-longue-marche-des-syndicalistes-chinois.html>, (consulté le 15/04/2014)

GENTELLE Pierre, « La vision chinoise du monde », *Cafegeo.net*, 2003, www.cafegeo.net/article.php?id_article=30, (consulté le 04/03/2013)

« 'Golden Projects' on national agenda », *Cnet.com*, 27/06/1997, <http://news.cnet.com/2009-1033-200931.html>, (consulté le 25/10/2013)

GOLDKORN Jeremy, « Green Dam Girl », *Danwei.org*, 14/06/2009, http://www.danwei.org/net_nanny_follies/green_dam_girl.php, (consulté le 11/11/2013)

_, «More on the 50 cent army », *Danwei.org*, 14/07/2008, http://www.danwei.org/propaganda/more_on_the_50_cent_army.php, (consulté le 02/06/2013)

« Google obtient un nom de domaine à une lettre », *generation-nt.com*, 07/11/2007, <http://www.generation-nt.com/google-moteur-recherche-nom-domaine-chinois-actualite-47065.html&cid=1176737516&ei=ygcyR-WANqSE0gGI85zYDA>, (consulté le 07/11/2007)

GRANGEREAU Philippe, « Ai Weiwei met la Chine à nu », *Libération*, 01/10/2011, <http://next.liberation.fr/monde/01012363053-ai-weiwei-met-la-chine-a-nu>, (consulté le 06/07/2013)

_, « L'ascension de Bo Xilai se termine devant le tribunal », *Libération*, 21/08/2013 [en ligne]

_, « «La Chine a besoin, elle aussi, d'une révolution du jasmin», 20/02/2011, *Libération.fr*, <http://www.liberation.fr/monde/01012321127-la-chine-a-besoin-elle-aussi-d-une-revolution-du-jasmin>, (consulté le 01/08/2013)

_, « Pékin veut mater Internet par la terreur », *Libération*, 09/09/2013, [en ligne]

GRANJON Fabien, « Le web fait-il les révolutions ? », *Scienceshumaines*, août-sept. 2011, mis à jour le 20/07/2011, http://www.scienceshumaines.com/le-web-fait-il-les-revolutions_fr_27535.html, (consulté le 20/09/2014)

GRESILLON Gabriel, « Une banque 'politique' permet à la Chine d'investir massivement à l'étranger », *Les Echos*, 17 janvier 2013 [en ligne]

GUILLAUD Hubert, « Comment Internet modifie-t-il notre rapport au réel ? », *Lemonde.fr*, 12/02/2010, http://www.lemonde.fr/technologies/article/2010/02/12/comment-internet-modifie-t-il-notre-rapport-au-reel_1305103_651865_1.html, (consulté le 03/06/2013)

_, « Vers un grand schisme de l'internet ? », *Internetactu.net*, 26/01/2010, <http://www.internetactu.net/2010/01/26/le-grand-schisme-de-linternet/>, (consulté le 02/03/2011)

GUMMA, « Le point de vue d'un étudiant chinois sur le Tibet, les JO de Beijing... », *Agoravox.fr*, 31/03/2008, <http://www.agoravox.fr/tribune-libre/article/le-point-de-vue-d-un-etudiant-38065> (consulté le 07/10/2013)

HAY Loïc, « La veille sur internet en 5 étapes clés », *Agence numérique La Fonderie*, 09/03/2009, <http://fr.slideshare.net/loichay/la-veille-sur-internet-en-5-tapes-cls>, (consulté le 02/11/2013)

HE Qinglian 何清涟, « The hijacked potential of China's internet », *China Rights Forum*, n°2, 2006, pp.31-47.

HERMANN Vincent, « Indect : la surveillance automatique des réseaux en Europe », *Pcinpact.com*, 24/09/2009, <http://www.pcinpact.com/actu/news/53215-indect-europe-surveillance-internet-cctv.htm>, (consulté le 29/09/2013)

HUANG Cary, ZHAI Keith, « Xi Jinping rallies party for propaganda war on internet », *Nanfang Zhoumou*, 04/09/2013, <http://www.scmp.com/news/china/article/1302857/president-xi-jinping-rallies-party-propaganda-war-internet>, (consulté le 16/05/2014)

« Hu Jintao présente un rapport au 17^{ème} congrès du PCC », *La Chine au présent*, 15/10/2007, amb-chine.fr/fra/jrzg/t372463.htm, (consulté le 02/02/2013) ;

HU Yong 胡泳, « The Revolt of China's Twittering Classes », *Project-syndicate.org*, 14/10/2010, <http://www.project-syndicate.org/commentary/the-revolt-of-china-s-twittering-classes>, (consulté le 08/07/2013)

HYEK GERMANI Karine, « Il ne suffit pas d'informer pour communiquer », *L'orient le Jour*, 14/04/2011

« Internet en Chine : un taux de pénétration comparable à celui des pays développés », *AFP*, 20/08/2010, http://www.lemonde.fr/technologies/article/2010/08/20/internet-en-chine-un-taux-de-penetration-comparable-a-celui-des-pays-developpes_1400847_651865.html, (consulté le 03/04/2013)

« Internet et démocratie: la foire aux idées reçues », *Booksmag Revue*, n°12, mars-avril 2010, <http://bibliobs.nouvelobs.com/20100223/17925/internet-et-democratie-la-foire-aux-idees-recues>, (consulté le 23/02/2010)

« Internet pèsera 15% du PIB chinois d'ici 4 ans », *L'atelier BNP Paribas*, 28/03/2008, <http://asie.atelier.fr/e-commerce/article/internet-pesera-15-du-pib-chinois-dici-4-ans?p=2332?XTOR=RSS-12>, (consulté le 29 mars 2013)

« Ji Tong Communications Co Ltd », *Telecom Info Tech Forum*, 1996, <http://www.docstoc.com/docs/33374167/Ji-Tong-Communications-Co-Ltd>, (consulté le 16/04/2013)

« Le 'journalisme citoyen' se fraie un chemin en Chine malgré la censure », *AFP*, 25/06/2007, <http://chine.aujourdhuilemonde.com/le-journalisme-citoyen-se-fraie-un-chemin-en-chine-malgre-la-censure>, (consulté le 01/08/2013)

KAUFFMANN Sylvie, « Weibo, la terreur internet des dirigeants chinois », *Le Monde*, 11/09/2012, [en ligne]

KELLY Tom, « Revealed: Big Brother Britain has more CCTV cameras than China », *Dailymail.uk*, 11/08/2009, <http://www.dailymail.co.uk/news/article-1205607/Shock-figures-reveal-Britain-CCTV-camera-14-people--China.html#ixzz2hi1Qu7Xv>, (consulté le 01/04/2013)

LA FRANIERE Sharon, « Tiananmen Now Seems Distant to China's Students », *Newyortimes.com*, 21/05/2013, http://www.nytimes.com/2009/05/22/world/asia/22tiananmen.html?_r=2&ref=asia&pagewanted=all/, 22/05/2009, (consulté le 10/10/2013)

LAGERKVIST Johan, « The Techno-cadre's Dream: Administrative Reform by Electronic Governance in China Today? » *China Information*, 2005

LAM Oiwan, « Chine : Battu à mort pour cyber-dépendance », *Globalvoices*, 17/08/2009, <http://fr.globalvoicesonline.org/2009/08/17/17338/>, (consulté le 10/03/2014)

LAN Xinzhen, « La fortune du fermier chinois », *Beijing Review*, 2002, www.bjreview.cn/Fawen/fawen-2002/pic-2003-11/03-11-china3.htm, consulté le 15/10/2013)

LAPOINTE Pascal, « Y a-t-il des solutions à la surabondance d'information? », *La Presse*, 6 août 1997, <http://www.sciencepresse.qc.ca/abondance3.html>, (consulté le 03/05/2013) ;

« Latest Directives From the Ministry of Truth », *China Digital Times*, 10/12/2010, <http://chinadigitaltimes.net/2010/12/latest-directives-from-the-ministry-of-truth-december-10-2010/>, (consulté le 03/06/2013)

« Les leaders de l'internet chinois collaborent avec le gouvernement pour renforcer le contrôle du net », *RSF*, 9/11/11, fr.rsf.org/chine-les-leaders-de-l-internet-chinois-collaborent-avec-le-gouvernement-pour-renforcer-le-contrôle-du-net, (consulté le 11/10/2013)

« La lettre de Benoît XVI à l'Eglise catholique en Chine », *Eglise.catholique.fr*, www.eglise.catholique.fr/benoit-xvi-en-France-/benoit-xvi/les-ecrits-du-pape-benoit-xvi/lettre-de-benoit-xvi-a-leglise-catholique-en-chine.html, (consulté le 03/05/2013)

« Liberté d'expression sur Internet. Résolution du Parlement européen sur la liberté d'expression sur Internet », *site du Parlement européen* [Europarl.europa.eu](http://www.europarl.europa.eu), 23/07/2007, <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+TA+P6-TA-2006-0324+0+DOC+XML+V0//FR>, (consulté le 10/03/2013)

« Logiciel anti-pornographie: la Chine fait marche arrière », *AFP*, 01/07/2009, <http://www.aujourdhuilachine.com/actualites-chine-logiciel-anti-pornographie-la-chine-fait-marche-arriere-11496.asp?1=1>, (consulté le 30/03/2013)

LU Rachel et WERTIME David « Six reasons why Weibo is powerful, even if it's haunted by zombies », *Tealeafnation.com*, 18/03/2013, <http://www.tealeafnation.com/2013/03/six-reasons-why-weibo-is-powerful-even-if-its-haunted-by-zombies/>, (consulté le 07/07/2013)

MANDRAUD Isabelle, « La France, cible de hackers chinois », *Lemonde.fr*, 08/09/2007, http://www.lemonde.fr/societe/article/2007/09/08/la-france-cible-de-hackers-chinois_952776_3224.html, (consulté le 01/01/2013)

MARTINSEN Joel, « How to find important news », *Danwei.org*, 25/05/2009, http://www.danwei.org/bbs/how_to_find_important_news.php, (consulté le 20/10/2013)

« Le nombre de milliardaires ne cesse d'augmenter en Chine », *La Tribune*, 08/09/2011, <http://www.latribune.fr/actualites/economie/international/20110908trib000647779/le-nombre-de-milliardaires-ne-cesse-d-augmenter-en-chine.html>, (consulté le 02/01/2013)

« Les nouvelles technologies en Chine », *Marketing-chine.com*, 20/08/2010, www.marketing-chine.com/e-marketing/les-nouvelles-technologies-en-chine, (consulté le 09/04/2013)

« Official: real purpose of Urumqi riot "Xinjiang's independence" », *Chinaview.cn*, 21 juillet 2009, http://news.xinhuanet.com/english/2009-07/21/content_11743948.htm, (consulté le 13/05/2014)

« Où est vraiment la classe moyenne chinoise ? », *le Quotidien du Peuple en ligne*, 10/09/2010, <http://french.peopledaily.com.cn/VieSociale/7136555.html>, (consulté le 01/11/2013)

« Le Pape réaffirme son autorité sur les catholiques chinois », *Lefigaro.fr*, 14/10/2007, http://www.lefigaro.fr/international/2007/07/02/01003-20070702ARTFIG90294-le_pape_reaffirme_son_autorite_sur_les_catholiques_chinois.php, (consulté le 01/05/2013)

PEDROLETTI Brice, « Affaire Bo Xilai : la villa cannoise qui pousse au meurtre », *Le Monde*, 24/08/2013 [en ligne]

_, « Chine, les blogs de la colère », *Lemonde.fr*, 20/09/2006

_, « Chine : les bons petits soldats d'Internet », *Lemonde.fr*, 06/08/2008, http://www.lemonde.fr/asie-pacifique/article/2008/08/06/chine-les-bons-petits-soldats-d-internet_1080724_3216.html, (consulté le 15/05/2013)

_, « Emotion après la mort du "citoyen reporter" chinois Wei », *Lemonde.fr*, 22/01/2008

— « Han Han : la Chine et moi », *Lemonde.fr*, 27/09/2012, http://www.lemonde.fr/culture/article/2012/09/27/han-han-la-chine-et-moi_1766962_3246.html, (consulté le 15/05/2014)

—, « Le zèle du blogueur », *Lemonde.fr*, 06/08/2008, http://www.lemonde.fr/asiе-pacifique/article/2008/08/06/le-zele-du-blogueur_1080763_3216.html, (consulté le 01/08/2013)

« PEN Protests Cyber-Attacks Against Woesser », *Pen.org*, 28/05/2008, <http://www.pen.org/press-release/2008/05/28/pen-protests-cyber-attacks-against-woesser>, (consulté le 21/02/2014)

PERCIBALLI Melania, « La Chine suit de près le parcours de Jon Huntsman », *Jolpress*, 19/12/2011, <http://www.jolpress.com/article/la-chine-suit-de-pres-le-parcours-de-jon-huntsman-274105.htm>, (consulté le 18/11/2013)

PHILIP Bruno et PEDROLETTI Brice, « Comment les étudiants chinois jugent la France », *Le Monde*, 24/04/2008, http://www.lemonde.fr/asiе-pacifique/article/2008/04/24/comment-les-etudiants-chinois-jugent-la-france_1037955_3216.html, (consulté le 05/09/2013).

PHILIP Bruno, « Un tribunal chinois condamne les justiciers de l'internet », *le Monde*, 23/12/2008, [en ligne]

« Plus de 2 milliards d'internautes en 2013 », *Lefigaro.fr*, 22/07/2009, <http://www.lefigaro.fr/medias/2009/07/22/04002-20090722ARTFIG00281-plus-de-2milliards-d-internautes-en-2013-.php>, (consulté le 15/01/2013)

« Près de 10% des jeunes internautes chinois souffrent de dépendance à l'Internet », *Le Quotidien du peuple en ligne*, 21/01/2008, <http://french.peopledaily.com.cn/VieSociale/6341957.html>, (consulté le 01/06/2013)

« Le président chinois appelle les médias à contribuer à un monde harmonieux », *Le Quotidien du Peuple en ligne*, 09/10/2009, <http://french.peopledaily.com.cn/Chine/6778529.html>, (consulté le 09/07/2013)

« Le procès de Bo Xilai vu par les internautes », *Observers.france24*, 22/08/2013, <http://observers.france24.com/fr/content/20130822-proces-bo-xilai-internautes-weibo-twitter-corruption-jinan-Chongqing>, (consulté le 13/13/2013)

« 'Progress in innovation' as invention patents pass one-million mark », *China Daily (Zhongguo Ribao Wang)*, 27/02/2013, http://www.chinadaily.com.cn/cndy/2013-02/27/content_16259027.htm, (consulté le 01/04/2013)

QIAN Wuping, Shen Ying, « Internautes, vos papiers! », *Courrier international*, 15/03/2012, <http://www.courrierinternational.com/article/2012/03/15/internautes-vos-papiers>, (consulté le 23/09/2013)

PUEL Caroline, « Ce qui s'est vraiment passé au Xinjiang », *Le Point*, jeudi 16 juillet 2009, n°1922

RAMONET Ignacio, « Le cinquième pouvoir », *Le Monde diplomatique*, octobre 2003, <http://www.monde-diplomatique.fr/2003/10/RAMONET/10395>, (consulté le 02/08/2013)

« Le Référencement Baidu », *Marketing-chine.com*, 19/05/2011, <http://www.marketing-chine.com/conseils-marketing/le-referencement-baidu> (consulté le 10/10/2013)

« La régulation des systèmes d'information en Chine », *UnixGarden*, 20/10/2008, <http://www.unixgarden.com/index.php/securite/la-regulation-des-systemes-d%E2%80%99information-en-chine>, (consulté le 07/10/2013)

RENON Alain, « Propagande chinoise, mode d'emploi », *RFI*, 19/03/2008, http://www.rfi.fr/actufr/articles/099/article_64089.asp, (consulté le 09/05/2013)

« Le retour des étudiants chinois de l'étranger à la hausse », *le Quotidien du Peuple en ligne*, 01/03/2013, <http://french.people.com.cn/Sci-Edu/8149750.html>, (consulté le 03/10/2013)

ROCCA Jean-Louis, « L'empire du Milieu sous le feu des mouvements sociaux - Les communistes vont-ils changer la Chine ? », *Le Monde diplomatique*, 2008 [en ligne]

« Le Saint-Siège renforce sa présence en langue chinoise au sein des nouveaux médias », *Eglasie.org*, 04/12/2012, <http://eglasie.mepasie.org/asia-du-nord-est/chine/2012-12-04-le-saint-siege-renforce-sa-presence-en-langue-chinoise-au-sein-des-nouveaux-medias?SearchableText=site>, (consulté le 04/05/2013)

« Le scandale du sang contaminé version chinoise », *Courrier International*, 11/10/2001

« SCO expresses condolence to families of victims in Xinjiang riot », *Chinaview.cn*, 11/07/2009, http://news.xinhuanet.com/english/2009-07/11/content_11693625.htm, (consulté le 09/09/2013)

SEGRETIN Abel, « L'opium électronique du peuple en Chine », *Liberation.fr*, 22/10/2006, www.liberation.fr/monde/010158139-l-opium-electronique-du-peuple-en-chine, (consulté le 22 juin 2013)

« La sentence de Du Daobin confirmée en appel », *RSF*, 11/08/2004, http://archives.rsf.org/imprimer.php3?id_article=10599, (consulté le 08/07/2013)

SHENK David, « Y a-t-il des solutions à la surabondance d'information? », *La Presse* (Montréal), 6 août 1997, <http://www.sciencepresse.qc.ca/abondance3.html>, (visité le 03/05/2013)

SHEN Ying (沈颖), SONG Han (宋涵) and CHEN Peng (陈鹏), « The Death of a Young Online Game Player », *Southern Weekend*, http://www.zonaeuropa.com/20060304_1.htm, (consulté le 15/05/2014)

SILVER Vernon, « Cracking China's Skype Surveillance Software », *Businessweek*, 08/03/2013, <http://www.businessweek.com/articles/2013-03-08/skypes-been-hijacked-in-china-and-microsoft-is-o-dot-k-dot-with-it#p1>, (consulté le 01/11/2013)

« Skype renforce sa coopération en matière de censure de l'Internet avec le régime chinois », *Epoch Times*, 19/10/2007, <http://www.epochtimes.fr/front/7/10/19/n3499229.htm> (consulté le 01/04/2013)

« La société américaine Cybersitter accuse Pékin de contrefaçon », *Les Echos* n° 20589, 08/10/2010, p.24, <http://www.lesechos.fr/info/hightec/020301148189.htm>, (consulté le 11/01/2010)

« Société harmonieuse – Le XVIIe Congrès du Parti communiste chinois », *China.org.cn*, 03/09/2007, http://french.china.org.cn/china/archives/congres17/2007-09/03/content_8791172.htm, (consulté le 25/06/2014)

SRIDI Nicolas, « Cyberdiplomatie et hackers 'rouges' », *01net.com*, 14/01/2009, www.01net.com/editorial/400980/cyberdiplomatie-et-hackers-rouges/ (consulté le 01/06/2013)

_, « Meilleurs vœux 2010 de la censure chinoise », *Pro.01net.com*, 11/01/2010, <http://pro.01net.com/editorial/510909/meilleurs-voeux-2010-de-la-censure-chinoise/>, 11/01/10, (consulté le 02/05/2013)

STENER Christophe, « L'internet sera-t-il chinois? », *Les Echos*, 05/07/2013, lecercle.lesechos.fr/economie-societe/international/asiе/221175670/internet-ser-t-il-chinois, (consulté le 25/09/2013)

SUN George, « Chine : Les électrochocs comme remède à la dépendance à Internet enfin suspendus », *Globalvoices*, 29/07/2009, <http://fr.globalvoicesonline.org/2009/07/29/16113/>, (consulte le 10/03/2014)

« Sur la blogosphère, des internautes chinois se demandent si la religion n'est pas à la base de la force de la démocratie américaine », *Eglasie.org*, 22/01/2013, <http://eglasie.mepasie.org/asiе-du-nord-est/chine/2013-01-22-sur-la-blogosphere-des-internautes-chinois-se-demandent-si-la-religion-n2019est-pas-a-la-base-de-la-force-de-la-democratie-americaine?SearchableText=site>, (consulté le 02/05/2013)

« Surveillance Cameras in China: Privacy versus Security », *EastSouthWestNorth*, 16/08/2009, http://www.zonaeuropa.com/20090815_1.htm, (consulté le 15/12/2013)

TAO Anthony, « Charles Xue Apologizes On National TV For Being An Internet Celebrity », *Beijingcream.com*, 17/09/2013, <http://beijingcream.com/2013/09/charles-xue-apologizes-on-national-tv-for-something/>, (consulté le 15/05/2014)

« Taux de pénétration internet dans le monde en 2012 », *INSEE*, http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?reg_id=98&ref_id=CMPTEF05164&page=graph, (consulté le 11/11/2013)

« Texte intégral de la Charte 08 », *Ldh-France.org (site de la Ligue des droits de l'Homme)*, 2008, http://www.ldh-france.org/IMG/pdf/Charte_08_traduction_revisee.pdf, (consulté le 01/11/2013)

« Texte intégral du rapport présenté par Hu Jintao au 18^{ème} Congrès national du PCC », (s.d.), *CCTV*, [cntv.cn, http://fr.cntv.cn/20121119/107043_12.shtml](http://fr.cntv.cn/20121119/107043_12.shtml), (consulté le 12/12/2013)

THIBAUT Harold, « Le 'Parti des 5 maos' : quand la propagande chinoise passe au web version 2.0 », 19/12/2008, *Aujourdhuilemonde.com*, chine.aujourdhuilemonde.com/le-parti-des-5-maos-quand-la-propagande-chinoise-passe-web-version-20, (consulté le 11/11/2013)

_, « Renforçant leur contrôle du web, les censeurs chinois tentés par l'intranet », *Aujourdhuillachine.com*, 05/05/2010, <http://www.aujourdhuillachine.com/actualites-chine-renforcant-leur-contrôle-du-web-les-censeurs-chinois-tentes-par-l-intranet-14159.asp?1=1>, (consulté le 01/04/2013)

« The Third Phase of the Golden Tax Project Goes Smoothly », *Bureau National des Taxes (Guojia Shuiwu Zongju)*, 21/10/2010, <http://www.chinatax.gov.cn/n6669073/n6669118/9938304.html>, (consulté le 11/11/2013)

“In Tianjin, China: evil, scheming, bloodthirsty cults! », *Chinahopelive.net*, 13/05/2011, <http://chinahopelive.net/2011/05/13/recent-propaganda-from-tianjin-china-evil-scheming-bloodthirsty-cults>, (consulté le 11/12/2013)

« Tibet, Xinjiang, Taiwan : 3 'menaces majeures' pour la Chine », *AFP*, 20/01/2009, chine.aujourdhuilemonde.com/tibet-xinjiang-et-taiwan-3-menaces-majeures-pour-la-chine, (consulté le 08/09/2013)

TING Ting, « Chinese Prisons More Modern & Luxurious Than Schools », *China Smack*, 25/11/2009, <http://209.157.64.200/focus/news/2396068/posts?page=3>, (consulté le 13/12/2013)

THIBAUT Harold, « Le Parti Communiste Chinois s'essaye aux 'chats' sur le web », *aujourdhuilemonde.com*, 07/03/2009, <http://chine.aujourdhuilemonde.com/le-parti-communiste-chinois-sessaye-aux-chats-sur-le-web>, (consulté le 02/08/2013)

TRAN Tini, « Activist Michael Anti Furious He Lost Facebook Account--While Zuckerberg's Dog Has Own Page », *AP*, 03/08/2011, http://www.huffingtonpost.com/2011/03/08/michael-anti-facebook_n_832771.html, (consulté le 01/08/2013)

« Uighur group 'regrets' photo error », *Aljazeera*, 10/07/2009, <http://www.aljazeera.com/news/asia-pacific/2009/07/200971052926395491.html>, (consulté le 6/5/2012)

“US Internet providers and the Great Firewall of China », *Council on Foreign Relations* 23/02/2011, www.cfr.org/china/us-internet-providers-great-firewal-china/p9856, (consulté le 03/04/2013)

VAN GELDER Stéphane « La Chine encourage la délation sur les noms de domaine », *Domainesinfo.fr*, 29/12/2009, <http://www.domainesinfo.fr/extension/2069/chine-la-chine-encourage-la-delation-sur-les-noms-de-domaine.php>, 29/12/2009, (consulté le 01/01/2013)

VINES Stephen, « Triads and China do Hong Kong deal », *The Independent*, 12 mai 1997, www.independant.co.uk/news/triads-and-china-do-hong-kong-deal-1261085.html, (consulté le 05/08/2013)

« Violence video about Urumqi Riot is Fake », *China Radio International*, 29/07/2013, English.cri.cn/6909/2009/07/29/1221s504925.html, (consulté le 05/09/2013)

WANG Congcong, “Microblogging is changing the lives of Chinese youth », *Venturedata.org*, 31/08/2010, http://www.venturedata.org/?i207298_Microblogging-is-changing-the-lives-of-Chinese-youth, (consulté le 10/10/2013)

« Wang Guoqin, vice-président du Bureau de l'Information du Conseil des Affaires de l'Etat : ' Notre mission, c'est l'information objective et correcte »», *Maliweb.net*, 14 septembre 2012, <http://www.maliweb.net/news/pressejournalisme/2012/09/14/article,91621.html>, (visité le 08/05/2013)

« Weibo, un porte-voix politique », *ChinePlus*, *Chineplus.com*, 10/01/2013, <http://www.chine-plus.com/opinions/2013/0110/1232.shtml>, (consulté le 03/07/2013)

“Wen Jiabao demande aux entrepreneurs d'être plus éthiques », *Quotidien du peuple en ligne*, 01/03/2010, <http://french.peopledaily.com.cn/Chine/6904656.html>, (consulté le 21/11/2013)

« Wikileaks : La Chine moins influente qu'on ne le croyait en Corée du nord », *nouvelobs.com*, 30/11/2010, <http://tempsreel.nouvelobs.com/actualite/monde/20101130.FAP1756/wikileaks-la-chine-moins-influente-qu-on-ne-le-croyait-en-coree-du-nord.html>, (consulté le 05/12/2010)

WU Shun Po « Facecrime », *blog NelsonLand*, 22/10/2010, <http://raws.adc.rmit.edu.au/~s3260347/blog2/?p=125>, (consulté le 10/05/2011)

Xie Yu, « Net's role in fighting corruption praised », *China Daily (Zhongguo Ribao)*, 20/11/2009, http://www.chinadaily.com.cn/china/2009-11/20/content_9007934.htm, (consulté le 17/04/2013)

« Xinjiang: 1.680 blessés dans les émeutes », *AFP*, 12 juillet 2009, <http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2009/07/12/01011-20090712FILWWW00057-xinjiang-1680-blesses-dans-les-emeutes.php>, (consulté le 13/05/2014)

« Le Xinjiang interdit toutes revendications séparatistes sur le Web », *Radio 86*, 23/09/2010, <http://www.radio86.fr/la-chine-en-profondeur/lactu-du-jour/9397/le-xinjiang-interdit-toutes-revendications-separatistes-sur-le-web>, consulté le 11/11/2013

YACINE Jean-Paul, « Accélération de l'immigration et retour des cerveaux expatriés », *questionchine*, 01/09/2010, <http://www.questionchine.net/acceleration-de-l-immigration-et-retour-des-cerveaux-expatries>, (consulté le 03/10/2013)

_, « Le sens caché du procès édulcoré de Bo Xilai », *Questionchine.net*, 31/08/2013, www.questionchine.net/le-sens-cache-du-proces-edulcore-de-bo-xilai, (consulté le 18/09/2013)

_, « Le Tibet brûle-t-il ? », *Questionchine.net*, 10/11/2011, <http://www.questionchine.net/le-tibet-brule-t-il?partpage=3-3>, (consulté le 12/06/2014)

« Yahoo! dément avoir mis en ligne des photos des émeutiers de Lhassa », *Journaux.ma*, 22/03/2008, <http://www.journaux.ma/maroc/actualite-internationale/yahoo-dement-avoir-mis-en-ligne-des-photos-des-emeutiers-de-lhassa>, (consulté le 05/05/2013)

ZAMMIT Nasser, « La hiérarchie des puissances », *CEDS*, Paris, 2005, [en ligne]

ZHAI Keith, « Up to three years in prison for Chinese internet users who spread rumours », *South China Morning Post*, 20/09/2013, m.scmp.com/news/china/article/1307266/jail-threat-mainland-internet-users-who-spreads-rumours, (consulté le 20/09/2013)

ZHANG Xueying, « Les jeunes Chinois : tiraillés entre l'individualité et la culture de masse », *la Chine au Présent*, 2005, pp.6-11

«Zhongguancun Science park », *site officiel de Zhongguancun*, 2011,
http://en.zgc.gov.cn/2011-11/14/content_14025989.htm, (consulté le 21/11/2013)

ZISSIS Carin et BHATTACHARJI Preeti, « Media Censorship in China », *China Digital Times*,
27/09/2006, [en ligne]

« Zola ou les tribulations d'un blogueur chinois en Chine », *Marianne*, 06/08/2008,
http://www.marianne2.fr/Zola-ou-les-tribulations-d-un-blogueur-chinois-en-Chine_a90057.html,
(consulté le 01/07/2013)

ANNEXES

Table des matières des annexes

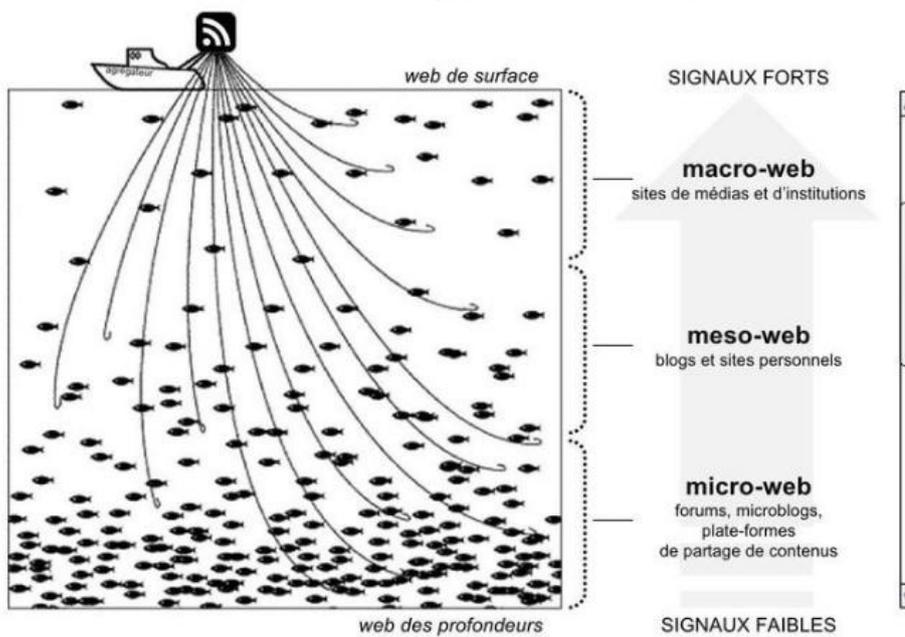
Annexe n°1 : Veille sur le web : la pêche à l'information	402
Annexe n°2 : Utilisation et configuration des alertes sur Google : méthodologie de recherche webographique	403
Annexe n°3 : Exemple de flux RSS du blog du citoyen cyberjournaliste Zola.....	404
Annexe n°4 : Théorie du webring ou quand l'information tourne en rond.....	405
Annexe n°5 : Les internautes chinois dénoncent la propagande occidentale sur anti-cnn.com.	406
Annexe n°6 : Pister la censure par des chemins détournés... ..	407
Annexe n°7 : Les dorsales internet chinoises de 2007 à 2013 - Réseaux d'entreprises étatiques pour la réalisation du « Grand pare-feu de Chine »	408
Annexe n°8 : Les « Projets en or » - le numérique au service de la Chine.....	410
Annexe n°9: Evolution de l'internet en Chine	412
Graphique 1: Nb. d'internautes chinois et taux de pénétration internet en Chine de 2005 à 2013 ..	412
Graphique 2 : Taux de pénétration internet dans le monde en 2007 et 2012.....	413
Graphique 4 : Revenus personnels des internautes chinois en 2008 et 2012.....	414
Graphique 5 : Evolution du niveau socioprofessionnel des internautes en Chine en 2008et 2012..	415
Graphique 6 : Répartition des internautes chinois par tranche d'âge en 2008.....	416
Graphique 7 : Répartition par tranche d'âge des internautes chinois en 2011 et 2012.....	416
Graphique 8 : Niveau d'éducation en 2012 : une comparaison entre la population totale chinoise et ses internautes	417
Annexe n°10 : Emeutes à Lhassa, la chasse à l'Homme en ligne est lancée.....	418
Annexe n°11 : Liste noire des noms censurés, les dirigeants chinois blacklistés ?	418
Annexe n°12 : Exemple de la « liste noire » de Tom Skype	420
Annexe n°13 : Liste de travail de lutte des services consulaires chinois contre le Falun Gong...	425

Annexe n°15 : Fracture technologique en Chine, un immense territoire à couvrir	429
Graphique 1 : Problème d'interconnexion nord-sud, l'internet chinois divisé entre China Netcom et China Telecom.....	429
Carte 1 : Taux de pénétration internet par province en 2010.....	430
Tableau 1 : Types de services disponibles sur les sites web gouvernementaux en 2005	431
Tableau 2 : Analyse des types d'utilisation de l'internet en Chine en 2007.....	434
Graphique 2 : Types de recherches réalisées par les internautes sur les sites web gouvernementaux en 2007	434
Annexe n°17 : Etude des sites gouvernementaux - de la nouvelle 'gouvernance' 2.0.....	435
Annexe n°18 : Référencement des moteurs de recherches et politique d'occupation de la toile - « Diffuser la vue juste ».....	438
Annexe n°19 : Calendrier de la censure, un agenda chargé !	443
Annexe n°20 : L'humour, la stratégie du faible	445
Annexe n°21 : Le 'Parti des 50 cents' à la solde du Parti, l'arroseur arrosé !.....	447
Annexe n°22 : Nationalisme en ligne - JO 2008, les internautes chinois s'emporent contre la France.....	448
Annexe 23: Instances gouvernementales en charge de l'internet	451
Annexe n°24 : Piratage informatique, la Chine prise la main dans le sac	454
Annexe n° 25 : Les « maisons-clous », réappropriation du discours étatique par des citoyens tenaces	455
Annexe n°26 : Manifestations des habitants de Xiamen : Entre réappropriation du discours de l'Etat et « concernement »	457
Annexe n° 27 : Carte des familles ethnolinguistiques	458
Annexe n°28 : Guerre de communication entre mouvances tibétaines - Dalai-lama contre Dordjé Shugden	459
Annexe n°29 : Quitter le Parti communiste d'un clic ! Le Falun Gong vous y aide !.....	460
Annexe n°30 : Dénoncer le Falun Gong et suivre la voie des sciences et techniques.....	461
Annexe n°31 : Le Mouvement de rencontre amicale de la jeunesse - vers un idéal de fraternité entre les deux rives ?	462

Annexe n°32 : Retransmission du procès de Bo Xilai sur Weibo - propos filtrés sur fond de transparence.....	464
Annexe n°33 : Organigramme du renseignement chinois en 2008 - Infoguerre et guerre électronique.....	467
Annexe n°34 : Chinaql, un site dédié à la diaspora de retour au pays.....	468
Annexe n°36 : Publicité de la société XD-Tech :	470
Annexe n°37 : Discours de la réunion de travail des étudiants chinois à l'étranger en 2005.....	471
Annexe n° 38 : Typologie des organisations sociales en Chine	474
Annexe n° 39 : Uniformité du format des rubriques des forums universitaires en Chine	474
Annexe n°40 : Modulation technique de la censure des discussions en ligne : une analyse comparée de la mise à jour des listes noires de Tom-Skype et Sina.....	476

Annexe n°1 : Veille sur le web : la pêche à l'information

la veille sur internet en 5 étapes clés comment aller à la pêche à l'information ?



Source : Loïc Haÿ, « La veille sur internet en 5 étapes clés », *Agence numérique La Fonderie*, 09/03/2009, <http://fr.slideshare.net/loichay/la-veille-sur-internet-en-5-tapes-cls>, (consulté le 02/11/2013)

Commentaire :

La veille informationnelle sur le web, qu'elle s'effectue manuellement ou automatiquement (par des robots *crawlers*), nécessite d'identifier la nature des sites à surveiller : sites institutionnels, personnels, forums, etc.

Annexe n°2 : Utilisation et configuration des alertes sur Google : méthodologie de recherche webographique



Source : Copie d'écran d'une alerte Google réalisée le 14/11/2011

Exemple de mise en place d'une alerte :

Les mots-clés « internet » et « Chine » sont entrés dans le moteur de recherches. A gauche, on configure les paramètres de recueil d'informations par : 1/ **Type** (le moteur recherchera l'information ciblée soit sur les sites d'informations (actualité), les blogs, les vidéos, les discussions sur les forums ou sur les livres scannés par Google par exemple) 2/ **Fréquence** (Immédiatement/Une fois par jour/ Une fois par semaine) 3/ **Volume** (seulement les meilleurs résultats/tous les résultats) 4/ Saisie de l'adresse courriel où sera envoyé le rapport d'alertes tel que prévisualisé à droite de la capture d'écran ci-dessus.

Il est à noter que la saisie des mots-clés peut s'effectuer sur des mots-clés incomplets grâce à un astérisque * qui permet au moteur de recherches d'ouvrir le champ des possibles. Afin de ne pas manquer des informations qui concernent l'internet et le monde chinois dans son ensemble, j'ai saisi « internet chin* ». Ainsi, les recherches ont pu être réalisées par le moteur sur les combinaisons suivantes : « internet chine », « internet china » « internet chinese », etc.

Annexe n°3 : Exemple de flux RSS du blog du citoyen cyberjournaliste Zola



Source : copie d'écran du flux RSS du blog zuola.com, réalisée le 24/10/2011

Commentaire :

S'abonner au flux RSS du blog de Zola (www.zuola.com) permet de suivre l'actualité des articles publiés par le cyberjournaliste au jour le jour, sans avoir à attendre que l'information soit rapportée par un tiers (médias). En bleu, les liens permettant d'accéder aux derniers articles postés par l'auteur.

Annexe n°4 : Théorie du webring ou quand l'information tourne en rond...

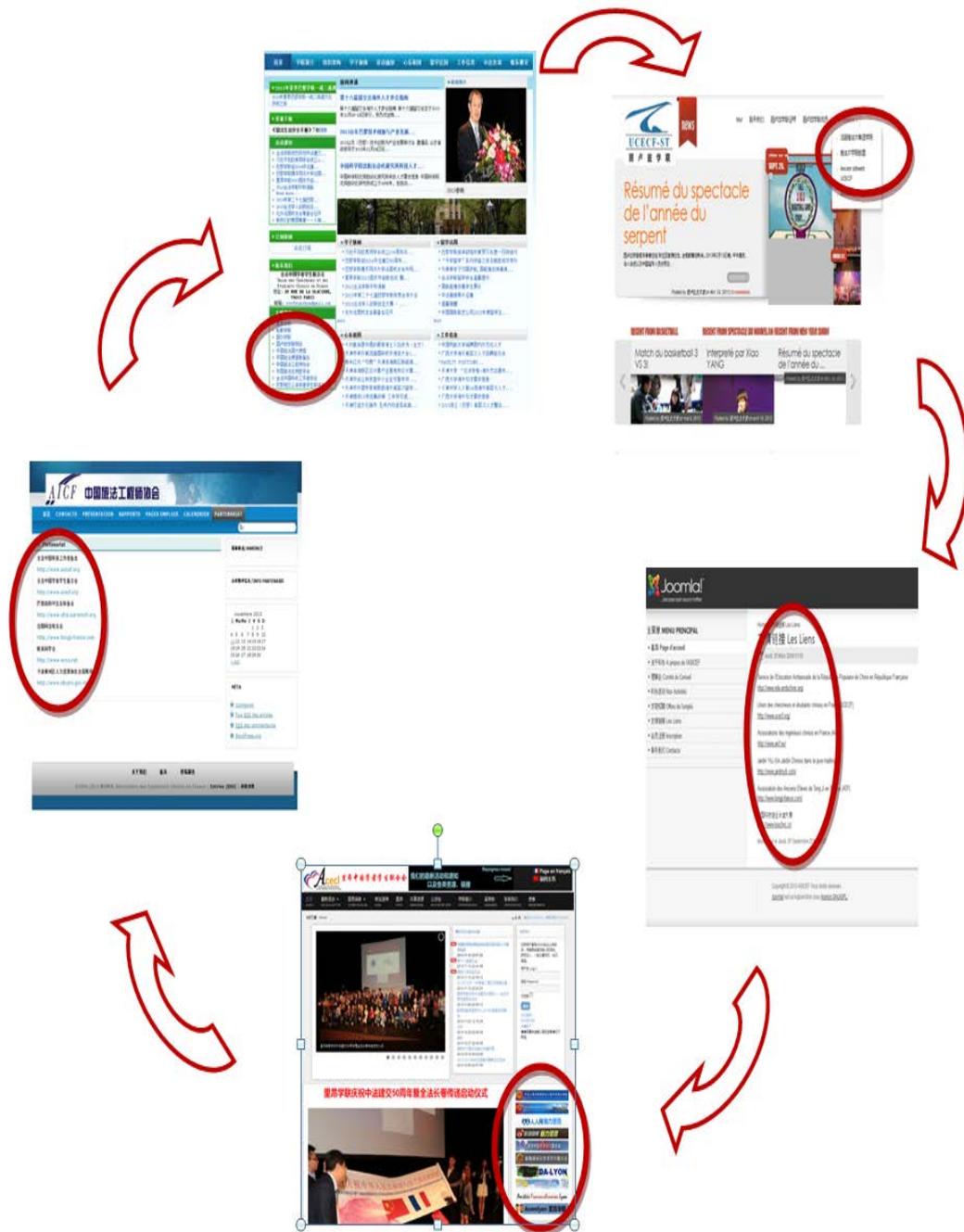


Schéma d'un webring : l'internaute surfe en boucle de site en site via des liens URL identiques présents sur chacun des sites (entourés par un cercle sur les captures d'écran ci-dessus)

Annexe n°5 : Les internautes chinois dénoncent la propagande occidentale sur anti-cnn.com



Source : Capture d'écran de la page d'accueil du site www.anti-cnn.com, (consultée le 24/04/2008)



Capture d'écran de cnn.com/asia du 17 mars 2008.



Photo de CNN

Photo originale

Annexe n°6 : Pister la censure par des chemins détournés...



Source: Joel Martinsen, “How to find important news”, *danwei.org*, 25/05/2009,
http://www.danwei.org/bbs/how_to_find_important_news.php, consulté le 20/10/2013

Annexe n°7 : Les dorsales internet chinoises de 2007 à 2013 - Réseaux d'entreprises étatiques pour la réalisation du « Grand pare-feu de Chine »

DORSALES	NIVEAU DE BANDE PASSANTE (Mbps) en 2007	NIVEAU DE BANDE PASSANTE (Mbps) en 2013
CHINANET (China Public Computer Internet), réseau de service internet public développé par l'opérateur fixe historique China Telecom	198 353	1 048 848
CHINA 169 : appartient à China Netcom (China Network Communications Corporation).	138 887	N.C. Racheté par China Telecom en novembre 2008
CERNET (China Education and Research Network) créé par l'Académie des Sciences de Chine	9052	35 500
CMNET (China Mobile Internet) dorsale de China Mobile, l'un des leaders de la téléphonie mobile en Chine	8260	206 563
UNINET (China Unicom Public Computer Internet) géré par China Unicom, l'autre leader de la téléphonie mobile en Chine	4319	586 279
CRNET , développé par China Tietong.	1244	N.C. Racheté par China

		Mobile le 23 mai 2008
CSTNET (China Science and Technology Network) développé par l'Académie des Sciences de Chine	8810	22 600
CIETNET (China International Economic and Trade Network) dépend du ministère de l'Éducation	2	2

Sources : tableau réalisé à partir des rapports statistiques du CNNIC en 2008 et 2013 (*Statistical Survey Report on the Internet Development in China* : CNNIC, Pékin, janvier 2008 ; *2013 Statistical Report on Internet Development in China* : China Internet Network Information Center (CNNIC), 2013, p.35).

Annexe n°8 : Les « Projets en or » - le numérique au service de la Chine

LA MER D'OR (*Jin Hai 金海*) : Système d'information reliant les instances dirigeantes chinoises aux bases de données de toutes les institutions du Comité central du Parti.

LA CARTE EN OR (*Jin ka 金卡*): Ce projet, débuté en 1995 à l'initiative de Jiang Zemin, a pour objectif la création d'un système bancaire et de crédit à l'échelle nationale. Son but est d'utiliser les réseaux de télécommunications afin de remplacer les transactions en espèces pour l'épargne, les retraits et les paiements. Ce plan, soutenu par le Conseil des affaires de l'Etat est mis en place en coopération avec la Banque Populaire de Chine, le Ministère de l'Industrie de l'Information (MII), le Ministère du Commerce (MOFCOM) et le Great Wall Computer Co (*zhongguo changcheng jisuanji jituan gongsi* 中国长城计算机集团公司). Les principaux fournisseurs étrangers collaborant à ce programme sont IBM, Ameritech, General Electric et Tandem.⁹⁹³

DOUANES EN OR (*Jin Guan 金关*): Cette initiative de coopération économique dans le domaine du commerce extérieur permet de connecter le ministère du Commerce extérieur au Bureau des douanes ainsi que les entreprises d'import/export aux banques. Ce projet vise à promouvoir le commerce sans papier en automatisant les contrôles et les taxations douanières, afin d'éliminer à terme les transactions en espèces du commerce international.

TAXE EN OR (*Jin shui 金税*): Cette initiative conjointe du MII, du ministère des Finances (plus précisément du Bureau National des Taxes *guojia shuiwu zongju*) et de la Banque populaire de Chine, prévoyait en 2005 l'informatisation du système de recouvrement de l'impôt à l'échelle du pays⁹⁹⁴.

L'INTELLIGENCE EN OR : Programme mis en place par la Commission Nationale à l'Education afin de développer l'accès à l'information, la recherche scientifique et la communication entre les professeurs tant au niveau local qu'à l'échelle nationale et internationale.

L'ENTREPRISE EN OR : Consiste en la construction de réseaux intranet dans plus de 12 000 grandes et moyennes entreprises leur permettant de s'interconnecter en fonction de leurs différents cercles d'affaires.

⁹⁹³ « 'Golden Projects' on national agenda », cnet.com, 27/06/1997, <http://news.cnet.com/2009-1033-200931.html>, (consulté le 25/10/2013).

⁹⁹⁴ Pour plus de détails sur le développement historique du projet « Taxe en or », voir « The Third Phase of the Golden Tax Project Goes Smoothly », site du Bureau National des Taxes *guojia shuiwu zongju*, 21/10/2010, <http://www.chinatax.gov.cn/n6669073/n6669118/9938304.html>, (consulté le 11/11/2013).

L'AGRICULTURE EN OR : Ce réseau propose la mise en ligne de banques de données pouvant améliorer l'accès à l'information et au savoir sur l'agriculture, les rapports météorologiques et les marchés.

LA SANTE EN OR : Réseau permettant de connecter le ministère de la Santé publique aux hôpitaux pour un meilleur contrôle des dépenses de santé et de suivi des patients.

L'INFORMATION EN OR : Immense base de données en réseau permettant la collecte des différents organes de statistiques dans les différents secteurs.

LE LOGEMENT EN OR : Base de données sur l'état du secteur immobilier du pays.

LE CELLULAIRE EN OR : Consortium des plus grands fabricants d'équipement de communications mobiles en Chine pour le « développement harmonieux » des nouvelles normes et contrôle des prix.

Le GOLDEN SWITCH : Programme de construction d'une industrie nationale de fabrication d'autocommutateurs numériques⁹⁹⁵. Le succès de ces programmes débouchera sur le lancement de trois autres projets par le Conseil des affaires de l'Etat : le « Gouvernement en ligne »⁹⁹⁶, « l'Entreprise en ligne » et « la Famille en ligne »⁹⁹⁷.

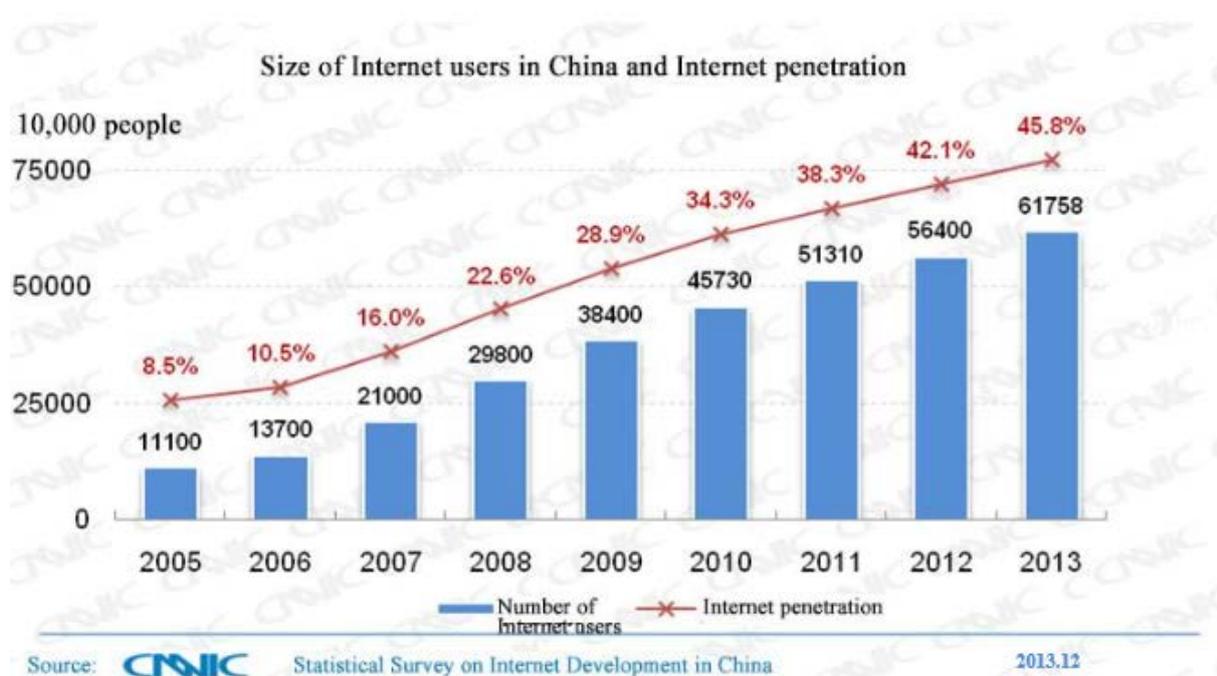
⁹⁹⁵ Sébastien Manzoni, *L'infrastructure nationale de l'information en République populaire de Chine – une illusion de liberté*, mémoire sous la dir. De Catherine Sarlandie de la Robertie, juin 2003.

⁹⁹⁶ Initié en 1999 par China Telecom et le Centre d'Informations Economiques de la Commission d'Etat à l'Economie et au Commerce, le projet consiste à créer des structures institutionnelles en ligne, généraliser l'utilisation des NTIC pour tenir la population informée et devenir un gouvernement « sans papier » (grâce à l'investissement de plus de 5 milliards de US dollars en 2004, soit 10% du total des investissements dans le secteur des NTIC).

⁹⁹⁷ Le projet de « Famille en ligne » consiste à faciliter l'accès et les services à la famille via l'internet. A Shanghai par exemple, un programme d'archivage en ligne a été mis en place depuis 2005, permettant aux habitants de consulter et d'obtenir leur état civil en ligne.

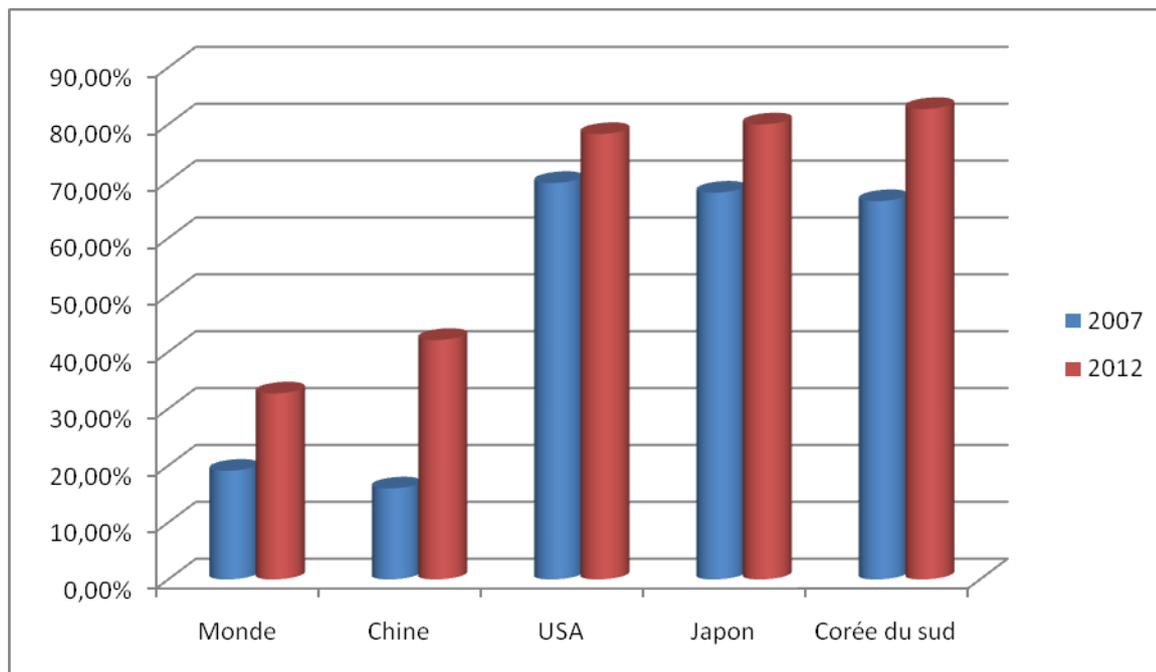
Annexe n° 9: Evolution de l'internet en Chine

Graphique 1: Nombre d'internautes chinois et taux de pénétration internet en Chine de 2005 à 2013



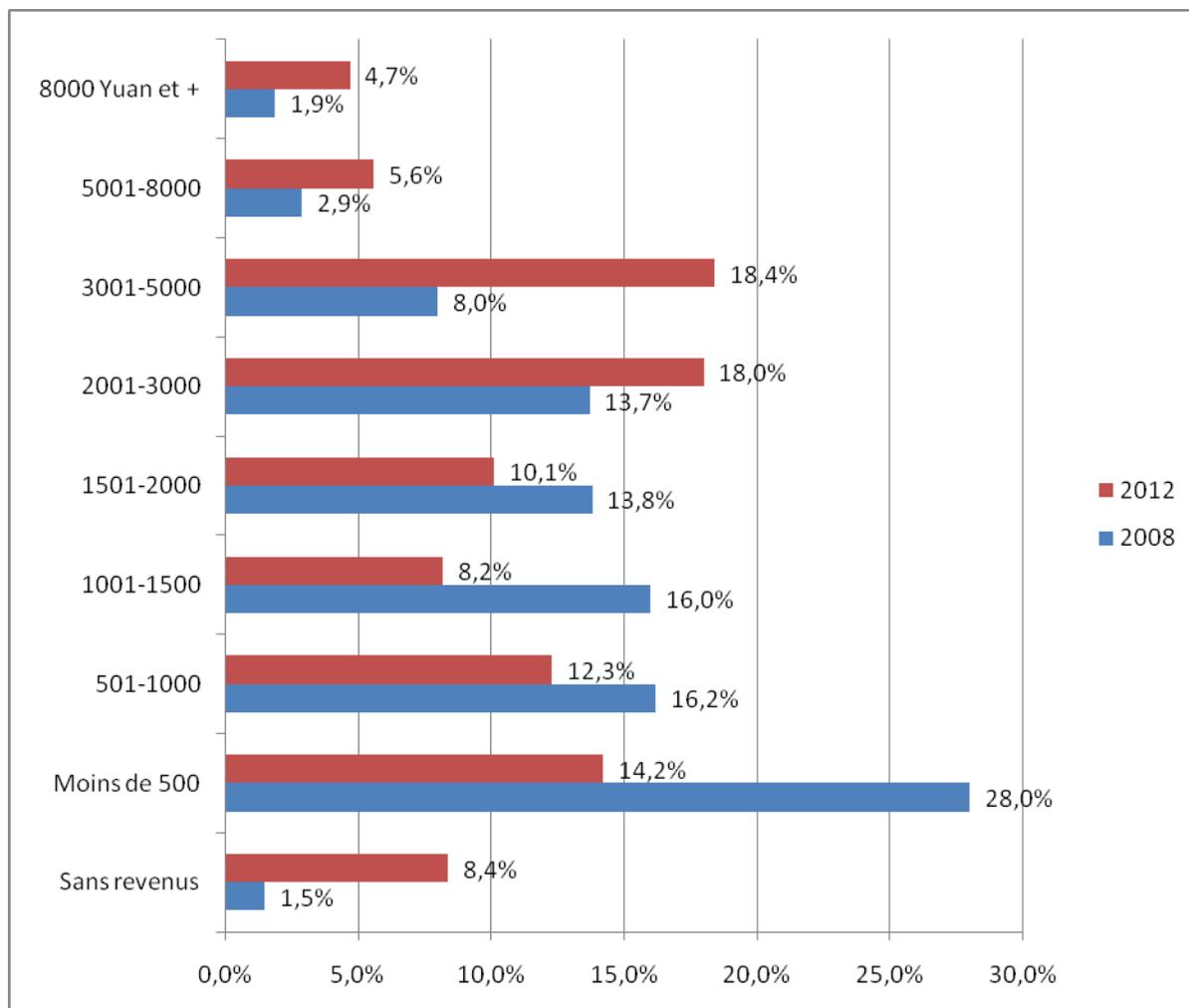
Source : *Statistical Report on Internet Development in China* : CNNIC, janvier 2013, p.19.

Graphique 2 : Taux de pénétration internet dans le monde en 2007 et 2012



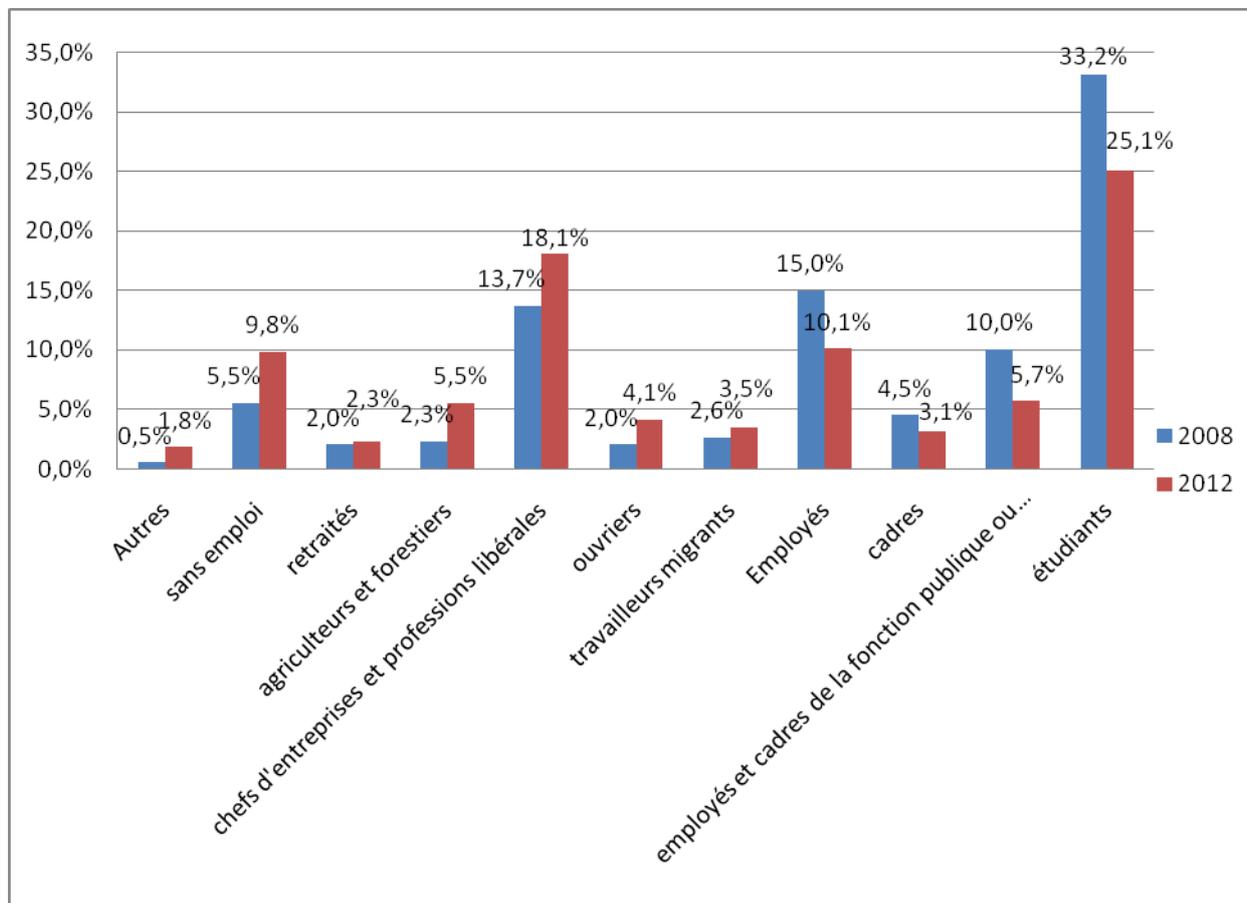
Grahiqe réalisé à partir de : « 50 countries with the highest internet penetration rate », Internet World Stats, 2012, <http://www.internetworldstats.com/top25.htm>, (consulté le 01/11/2013) & *Statistical Survey Report on the Internet Development in China* : CNNIC, Pékin, janvier 2008, p.13

Graphique 4 : Revenus personnels des internautes chinois en 2008 et 2012



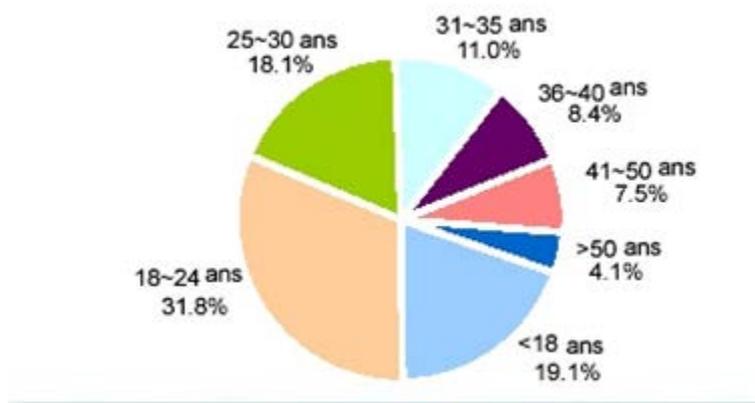
Graphique réalisé à partir de : *Statistical Survey Report on the Internet Development in China* : CNNIC, Pékin, janvier 2008, p.22 & *Statistical Report on Internet Development in China* : CNNIC, janvier 2013, p.28

Graphique 5 : Evolution du niveau socioprofessionnel des internautes en Chine en 2008 et 2012



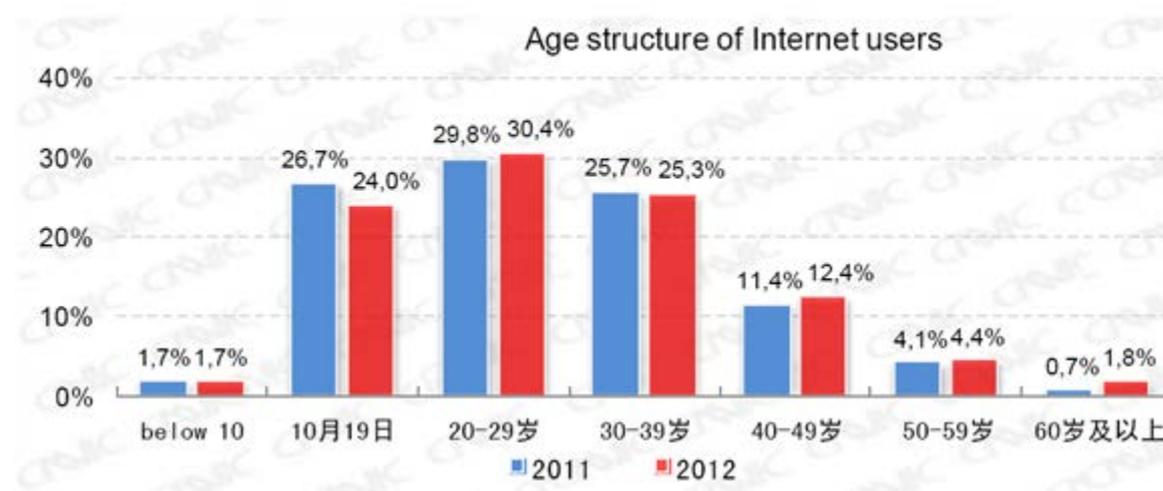
Graphique réalisé à partir de : *Statistical Survey Report on the Internet Development in China* : CNNIC, Pékin, janvier 2008, p.6 & *Statistical Report on Internet Development in China* : CNNIC, janvier 2013, p.27

Graphique 6 : Répartition des internautes chinois par tranche d'âge en 2008



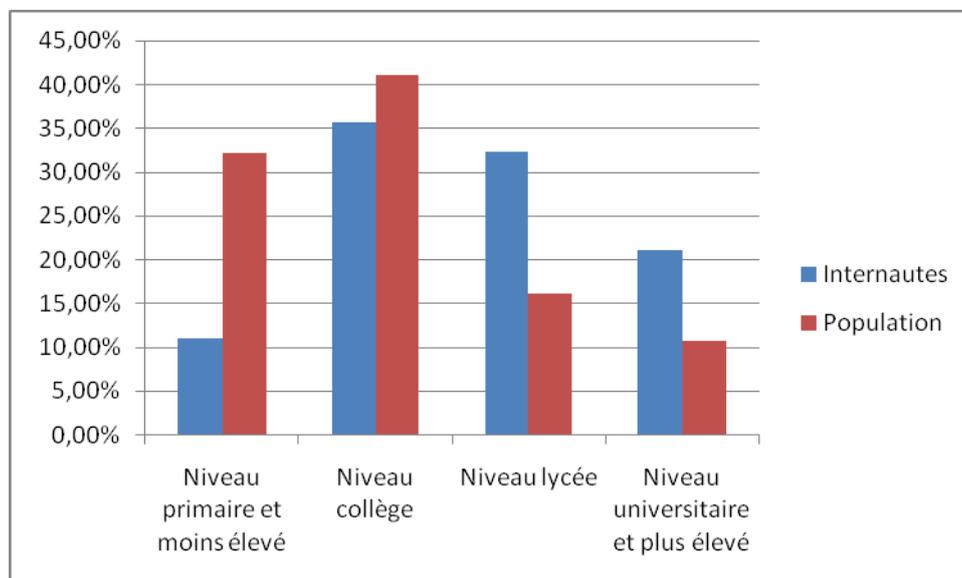
Graphique réalisé à partir de : *Statistical Survey Report on the Internet Development in China* : CNNIC, Pékin, janvier 2008, p.15.

Graphique 7 : Répartition par tranche d'âge des internautes chinois en 2011 et 2012



Source : 2013 Statistical Report on Internet Development in China: China Internet Network Information Center (CNNIC), 2013, p.24

Graphique 8 : Niveau d'éducation en 2012 : une comparaison entre la population totale chinoise et ses internautes



Graphique réalisé d'après les ressources statistiques officielles : 2013 Statistical Report on Internet Development in China: China Internet Network Information Center (CNNIC), 2013, p.25 & China Statistical Yearbook 2013: National Bureau of Statistics of China, <http://www.stats.gov.cn/tjsj/ndsj/2013/indexeh.htm>, (consulté le 15/08/2014).

Annexe n°10 : Emeutes à Lhassa, la chasse à l'Homme en ligne est lancée



Captures d'écran issues de : « La Chine publie les photos des émeutiers de Lhassa les plus recherchés », *AFP*, 22/03/2008⁹⁹⁸

Annexe n°11 : Liste noire des noms censurés, les dirigeants chinois blacklistés ?

Contrairement aux recherches faites sur le web général, les noms des dirigeants chinois sont blacklistés par la censure dès qu'il s'agit de trouver des informations les concernant sur les moteurs de recherches de blogs ou de forums.

Le site des blogueurs chinois Chinagfw⁹⁹⁹ a effectué des tests avec les noms des plus hauts dirigeants politiques suivants en septembre 2009 : Hu Jintao 胡锦涛, Wu Bangguo 吴邦国, Wen Jiabao 温家宝, Jia Qinglin 贾庆林, Li Changchun 李长春, Xi Jinping 习近平, Li Keqiang 李克强, He Guoqiang 贺国强, Zhou Yongkang 周永康, Wang Lequan 王乐泉, Wang Qishan 王岐山, Li Qi 刘淇, Liu Yunshan 刘云山, Liu Yandong 刘延东, Li Yuanchao 李源潮, Zhang Gaoli 张高丽, Zhang Dejiang 张德江, Yu Zhengsheng 俞正声, Bo Xilai 薄熙来. La réponse obtenue pour chacun est : « *Les résultats de votre recherche peuvent concerner*

⁹⁹⁸ Accessible depuis le site d'aujourd'hui le monde.com : <http://chine.aujourd'hui le monde.com/la-chine-publie-les-photos-des-emeutiers-de-lhassa-les-plus-recherches>, (consulté le 02/11/2013).

⁹⁹⁹ « *Hu Jintao, Wu Bangguo, Wen Jiabao, Jia Qinglin, et les autres membres du Politburo sont bloqués par le moteur de recherches de blogs Google* », www.chinagfw.org/2009/09/blog-post_5388.html?m=1, (consulté le 14/11/2013).

du contenu non autorisé par la politique, les lois et règlements, il est impossible de les afficher »¹⁰⁰⁰.

« La guerre des Télétubbies contre Maître Kang » (*tianxian baobao dazhan kang shifu*)

天线宝宝大战康师傅

听说火锅被天线端掉之后,母公司康师傅正面死掐轮胎和天线, 20日凌晨炮竹声也是此事, 结果康师傅惨败。天线这九年虽进军影视, 但人心向善, 毕竟 20 年前腊肉馆外他是站在扬州炒饭背后的男人, 你们再唱歌吃火锅, 人家九年心血全没了。幸亏轮胎紧握迷彩涂装不放, 才狠摔方便面。康师傅推出重庆火锅味计划受阻。先是王老吉把重庆火锅秘方交到可口可乐公司手里, 重庆火锅受到沉重打击, 立马去参观云南白药工厂, 然后若无其事到康师傅总部谈判上市的事宜。重庆火锅仗着自己继承了老干爹的口碑, 还有娃哈哈集团的幕后支持, 盛气凌人, 妄图占领中国市场。月初重庆火锅召开新闻发布会, 说之前跟王老吉合作是错误的选择, 跟这位多年的合作伙伴划清了界线。会上还否认子公司跟法拉利公司有利益来往。有记者问为什么火锅不放黑椒而放红油, 重庆火锅表示那是锦湖轮胎的。锦湖轮胎没有发表声明, 但在由锦湖轮胎参股的淘宝网上, 重庆火锅获得了差评, 第二天就被撤出了商城。重庆火锅一心想上市, 可上市的名额只有一个, 而且大家更看好汰子洗衣粉能取得这个名额。重庆火锅想阻挠汰子洗衣粉上市, 于是与康师傅商量, 计划在洗衣粉里掺亚硝酸钠, 并买通了 BBC 的一个工作人员, 想通过 BBC 的传播来破坏汰子洗衣粉的声誉。由于在淘宝网上获得了差评, 证监会不批准重庆火锅上市, 并且查封了他, 对他进行内部财务审计。身为商业联合会理事长的康师傅, 有权利调动城管。为了阻挠证监会查封重庆火锅, 康师傅出动了城管, 并鸣枪警告。在淘宝网给重庆火锅差评的第二天, 几乎所有上市公司股价都大跌, 老百姓对证监会早已不满。城管此时鸣枪警告, 让证监会更加惊慌, 怕老百姓趁机来算账。于是紧急联合发改委, 在凌晨零点的时候上调油价, 于是晚上城管执法的枪声就变成了老百姓喜迎油价上涨的爆竹声, 大事化了 »

Source : 《天线宝宝大战康师傅》 (*tianxian baobao dazhan kang shifu*, La guerre des Télétubbies contre Maître Kang), forum falaxi 360, 23/03/2012, <http://forum.falanxi360.com/show.jsp?id=13325100473850524&cid=11987479305081137> , (consulté le 13/11/2013).

¹⁰⁰⁰ « 搜索结果可能涉及不符合相关法律法规和政策的内容, 无法显示 » ;

Annexe n°12 : Exemple de la « liste noire » de Tom Skype



Source : Vernon Silver, « Cracking China's Skype Surveillance Software », *Businessweek*, 08/03/2013, <http://www.businessweek.com/articles/2013-03-08/skypes-been-hijacked-in-china-and-microsoft-is-o-dot-k-dot-with-it#p1>, (consulté le 01/11/2013)

Commentaire :

Un étudiant américain dénommé Jeffrey Knockel a démontré la participation de la société Microsoft-Skype à la surveillance et à la censure des internautes chinois par leur gouvernement. Cette liste, mise à jour quotidiennement, dépasse en 2013 les 1000 occurrences qui sont résumées dans l'image ci-contre.

Traduction et contextualisation des principaux termes censurés :

- **723 德江**(723 *Dejiang*) : En référence à l'affaire de la collision de deux trains ayant causé la mort de 40 passagers le 23/07/2011 (d'où la date en chinois **7/23**) à Wenzhou. Le vice-Premier ministre en charge des transports Zhang Dejiang **张德江** a été la cible de vives critiques de la part des internautes à propos du manque de transparence sur la catastrophe. La censure de son nom a

été remise à jour par la censure à l'occasion de sa promotion à la place de Bo Xilai à la tête de la ville de Chongqing en 2013¹⁰⁰¹.

- 保钓 (*bao diao*, conserver les Diaos) : En référence au conflit territorial divisant le Japon et la Chine sur les Iles Diaoyu en 2012. Le gouvernement a préféré censurer la fièvre nationaliste qui s'emparait du pays alors que des manifestations antijaponaises avaient lieu dans toute la Chine.

- 牡丹革命 (*mudan geming*, révolution des pivoines) : La fleur de pivoine étant originaire de Chine, le terme fait référence à la libéralisation de l'information permise par le microblogging en Chine, qui pourrait faire écho à la révolution de Jasmin de Tunisie.

- 无国界记者 (*wu guojie jizhe*, Reporters sans frontières) : ONG de défense de la liberté d'expression des journalistes dans le monde. De nombreuses enquêtes sur la répression et la censure émanent de cette organisation capable de traduire ses rapports en mandarin et apporter des solutions concrètes de contournement de la censure aux internautes chinois.

- 法拉利车祸 (*falali chehuo*, accident de Ferrari) : Le 18 mars 2012 à 4 heures du matin, une Ferrari s'est quasiment désintégrée en heurtant un mur de béton sur le 4^{ème} périphérique de Pékin. Le conducteur de 20 ans retrouvé mort était accompagné de deux jeunes femmes grièvement blessées, mais surtout à demi dévêtues. Les rumeurs selon lesquelles il s'agissait du fils de Ling Jihua s'amplifièrent alors qu'il fut quelques jours plus tard « muté » de la direction générale du Comité central du Parti à celle, moins prestigieuse, de la direction du Département de travail du Front Uni.

- 抗议 (*kangyi*, protester)

- 习胖子 (*Xi pangzi*, le gros Xi) : En référence à mots couverts au président actuel Xi Jinping, surnommé *xiao pang xi* (小胖习, petit gros Xi) par une ancienne camarade de jeux de son enfance.

- 国际特赦 (*guoji teshe*, Amnesty International)

- **BBC** 新闻网 (BBC *xinwen wang*)

- 成都春熙路麦当劳门前 (*Chengdu Chunxi lu maidanglao menqian*, Mc Donald's en face de la route de Chunxi à Chengdu) : Point de rassemblement des internautes tentant de faire écho à la révolution de Jasmin pour protester contre le gouvernement chinois.

- **Jasmine** 革命 (*Jasmine geming*, révolution de Jasmin)

¹⁰⁰¹ Jedidiah R. Crandall, Masashi Crete-Nishihata, Jeffrey Knockel, Sarah McKune, Adam Senft, Diana Tseng, Greg Wiseman, « Chat program censorship and surveillance in China : Tracking TOM-Skype and Sina UC », *First Monday*, Vol. 18 n°7, 1^{er} juillet 2013, [en ligne].

- 洪博培 (*Hong Bopei*, Jon Huntsman) : Ancien ambassadeur américain en Chine sous la présidence de Barack Obama et candidat à la présidentielle de 2012, celui-ci a été vu au Mc Donald où les activistes chinois avaient appelé à la révolution de jasmin. Ses propos sur la génération internet qui devrait « faire tomber la Chine » avaient fait polémique sur la toile chinoise¹⁰⁰².

- 人权观察 (*renquan guancha*, Human Rights Watch)

- 刘晓波 (*Liu Xiaobo*) : Liu Xiaobo est l'un des co-auteurs de la Charte 08 publiée en 2008, en référence à la Charte 77 de Vaclav Havel. Il a été condamné à 11 ans de prison tandis qu'il est promu Prix Nobel de la Paix en 2010.

- 大学生闹事 (*daxuesheng naoshi*, troubles des étudiants) : En référence aux manifestations étudiantes du 4 juin 1989.

- 89 民运 (*89 min yun*, mouvement démocratique de 89) : Idem

Il faut noter que pour éviter les failles de captation automatique (par robots) des mots-clés à censurer, Skype décline les mots ou les idées taboues de façon diversifiée.

¹⁰⁰² Melania Perciballi, « La Chine suit de près le parcours de Jon Huntsman », *Jolpress*, 19/12/2011, <http://www.jolpress.com/article/la-chine-suit-de-pres-le-parcours-de-jon-huntsman-274105.htm>, consulté le 18/11/2013.

Exemples de mots-clés destinés à censurer tout contenu ayant trait à la secte dissidente Falun Gong :

L'abréviation : **falun** (法轮)

Les initiales : **flg**

Le nom de l'organisation en langue occidentale (ou pinyin) : **Falun Gong**

Le nom de la doctrine en langue occidentale (ou pinyin) : **falundafa**

Le nom de l'organe médiatique du Falun Gong, *Dajiyuan* : 大纪元

Les censeurs ont également utilisé des tildes (~) pour étendre la surveillance automatique aux groupes de mots contenant les caractères de l'organisation dissidente : **fa ~ lun ~da~fa~** (法~轮~大~法)

Les erreurs de frappe ou jeux de mots basés sur l'homonymie (caractéristique de la langue chinoise) ont aussi été saisis par les censeurs pour éviter les défauts de la surveillance automatisée par mots-clés :

共惨党 (*gong can dang*, parti commun cruel) : Terme erroné utilisé pour désigner le PCC (*gong chan dang* 共产党), **can** 惨 signifiant « cruel ».

江贼民 (*jiang zei min*) : Terme erroné utilisé pour faire référence à l'ex-président Jiang Zemin (江泽民,), **zei** 贼 signifiant « voleur, traître ».

瘟家宝 : Jeu de mots (par homonymie) utilisé pour faire référence à l'ex-Premier Ministre **Wen** Jiabao (温家宝), le **wēn** (温 ,doux) ayant été remplacé par un autre **wēn** 瘟 signifiant « la peste, l'épidémie ».

Concernant l'accident de la Ferrari ayant impliqué le fils d'un haut membre du PCC (Ling Jihua) en mars 2012, les variantes saisies sont multiples et attestent des nombreuses tentatives de Skype pour déjouer le contournement de la censure par les internautes :

北京 法拉利 车祸 (*beijing falali chehuo*) : Pékin Ferrari accident de voiture

法拉利撞墙解体 (*falali zhuang qiang jieti*) : Ferrari heurter mur se désintégrer

三人被甩车外 (*san ren bei shuai che chu*) : 3 personnes éjectées de voiture

法拉利 凌晨四点 (*falali lingchen si dian*) Ferrari 4 heures du matin

车祸 一男两女 (*che huo yi nan lian nü*) : accident de voiture un homme deux femmes
 法拉利 一男两女 (*falali yi nan liang nü*) : Ferrari un homme deux femmes
 凌晨四点 一男两女 (*lingchen si dian yi nan liang nü*) : 4 h du matin un homme deux femmes
 车祸 凌晨四点 (*che huo lingchen si dian*) : accident de voiture 4 heures du matin
 保福寺 车祸 (*baofusi che huo*) : baofusi [nom du lieu de l'accident – NdT] accident
 保福寺 凌晨四点 (*baofusilingchen si dian*) : baofusi 4heures du matin
 保福寺 一男两女 (*baofusi yi nan liang nü*) : baofusi un homme deux femmes
 法拉利 撞桥 (*falali zhuang qiang*) : Ferrari heurter un mur
 3 人被甩出 (*3 ren bei shuai chu*) : 3 personnes éjectées
 法拉利 死亡 (*falali siwang*) Ferrari mort
 法拉利 保福寺 (*falali baofusi*) Ferrari baofusi
 法拉利 车祸 (*falali che huo*) Ferrari accident
 法拉利 一死两伤 (*falali yi si liang shang*) Ferrari un mort deux blessés
 法拉利 北四环 (*falali bei si huan*) Ferrari 4ème périphérique de Pékin
 北四环 车祸 (*bei si huan che huo*) : 4ème périphérique de Pékin accident



Capture d'écran réalisée le 11/11/2013

Exemple de réponse du moteur de recherche Baidu (ici Baidu Tieba : moteur de recherches de forums de Baidu). A l'item « 11 ans » (11 年), en référence à la durée de la peine de prison infligée à Liu Xiaobo, l'un des co-auteurs de la Charte 08, le moteur de recherches répond qu'il ne peut donner suite à la demande selon les lois, règlements et mesures en vigueur.

Annexe n°13 : Liste de travail de lutte des services consulaires chinois contre le Falun Gong

« Liste de travail d'un Groupe spécial sur la lutte anti-Falun Gong à l'étranger »

Consulat général de Chine à Sydney

Le 7 février 2001

Division	Tâches Assignées
<p>Politique & Recherche Personne responsable : Ruan (prénom omis)</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Travaux distribués aux bureaux des gouvernements d'états et des gouvernements municipaux, y compris la compilation et la distribution de lettres du Consulat-général et des articles d'informations venant du Consulat et incitant les fonctionnaires du gouvernement et les membres du Congrès à se rendre en Chine. 2. Éditer et réécrire des documents chinois et anglais qui critiquent le Falun Gong. Recommander aux médias chinois de l'étranger des articles qui critiquent le Falun Gong publiés par le journal People's Daily et par l'Agence de nouvelles de Xinhua. 3. Compiler les articles critiquant le Falun Gong en relation avec des situations locales et les éditer pour les médias chinois locaux sous le nom des conférenciers du consulat. 4. Fournir des nouvelles importantes ou des cas importants à nos journalistes dans la région de Sydney 5. Coopérer pour rassembler les documents pertinents que le Falun Gong a distribués. 6. Faire des comptes-rendus de notre travail vers la Chine intérieure grâce à l'effort combiné de toutes les divisions.
Division	Tâches Assignées
<p>Culture Personne responsable : Long (prénom omis)</p>	<ol style="list-style-type: none"> 1. Responsable du tableau d'affichage du Consulat 2. Distribuer des documents envoyés par la Chine et qui critiquent le Falun Gong aux gouvernements des états et aux gouvernements municipaux, aux conseils, et aux médias. 3. Renforcer l'échange culturel à Sydney et dans les régions environnantes, augmenter notre propagande par des délégations culturelles et sportives provenant de Chine.

	4. Fournir aux chaînes chinoises de télédiffusion, aux stations radiophoniques, aux programmes chinois de SBS, etc... les documents audiovisuels ou écrits critiquant le Falun Gong.
Division	Tâches Assignées
Bureau des Visas Personne responsable : Ju (prénom omis)	<ol style="list-style-type: none"> 1. Bloquer strictement l'obtention de visas par les membres du Falun Gong. Conserver une bonne base de données des noms et des situations de ceux qui ont sollicité des visas 2. S'entretenir avec les membres du Falun Gong faisant une demande de visa, essayer d'accumuler des renseignements par ces discussions. 3. Rassembler des renseignements au sujet du Falun Gong, par l'entremise des Chinois locaux connus, particulièrement au sujet de tous les crimes illégaux ou les préjudices faits à leurs familles.
Division	Tâches Assignées
Étranger Leaders chinois Personne responsable : Xu (prénom omis)	<ol style="list-style-type: none"> 1. Distribuer des documents critiquant le Falun Gong à la communauté chinoise, aider les conférenciers chinois de l'étranger à tenir des séminaires pour diffamer le Falun Gong, tenir des conférences de presse ou publier des rapports, et ainsi de suite. Faciliter la tâche aux Chinois de l'étranger pour leur permettre d'écrire à l'État de la Nouvelle Galles du Sud, aux gouvernements locaux et aux membres du congrès pour diffamer le Falun Gong. Aux occasions spéciales, avertir les Chinois locaux d'aller contre le Falun Gong. 2. Rassemblez des informations sur le Falun Gong par l'entremise des Chinois locaux connus, particulièrement toute mention de crimes illégaux ou préjudices faits à la famille.
Division	Tâches Assignées
Commerce Personne responsable : Zhang (prénom omis)	<ol style="list-style-type: none"> 1. Si possible, en certaines occasions spéciales, exalter les Chinois de l'étranger contre le Falun Gong 2. Prendre l'initiative de présenter la [mot diffamatoire omis] nature du Falun Gong aux agences qui s'investissent en Chine, bien faire envers les employés de ces agences [signifie s'assurer que personne ne pratique le Falun Gong -- note ajoutée par le traducteur] 3. Fournir des documents pour tous les médias aux agences gérées par la Chine 4. Rassembler de l'information sur le coût de la publicité des agences gérées par la Chine, les

	instruire sur l'ajustement de la publicité selon la réaction des médias. 5. Obliger ces agences gérées par la Chine de rassembler de l'information pour nous.
Division	Tâches Assignées
Education Personne responsable : An (prénom omis)	<ol style="list-style-type: none"> 1. Présenter activement la [mot diffamatoire omis] nature du Falun Gong à l'étranger et les inviter à disséminer la propagande dans leurs institutions lorsque l'occasion se présente. 2. Faire passer des films qui critiquent le Falun Gong lorsqu'on passe des films ou des vidéos aux étudiants à l'étranger. 3. Fournir des documents qui critiquent le Falun Gong à toutes les institutions qui hébergent des Associations d'étudiants chinois. 4. Trouver quelques étudiants fiables pour nous aider à comprendre la situation. 5. Si possible, lors d'occasions spéciales ((lorsque le Falun Gong a ses activités), déployer des étudiants pour s'opposer à leurs actions et pour lutter contre eux. Les étudiants peuvent aider les Chinois locaux à faire des bannières et des panneaux d'affichage pour critiquer le Falun Gong.

Source : « 反法论功涉外斗争专门小组分工表 » (*fan « Falun Gong » shewai douzheng zhuanmen xiaozu fen gongbiao*, Tableau de répartition du travail des services pour la lutte contre le Falun Gong), 07/02/2001, (site du Falun Gong) *minhui.org*, <http://fr.clearharmony.net/articles/a34587-Chen-Yonglin-un-ancien-diplomate-chinois-divulgue-des-documents-secrets-qui-demonstrent-comment-le-PCC-exporte-sa-persecution-du-Falun-Gong-a-l%E2%80%99etranger-Supplement-documents-traduits.html>, (consulté le 13/07/2014).

Annexe n°14 : Un criminel au tricycle retrouvé grâce aux internautes et aux caméras de surveillance

Big Brother et les internautes : Une affaire qui roule...

Un homme suspecté d'avoir frappé à mort une jeune femme de 27 ans dans la ville de Chengdu a été arrêté grâce aux caméras de surveillance et la coopération des internautes. Les autorités ont mis en ligne les informations dont ils disposaient, ainsi que les vidéos de la scène du crime pour effectuer un appel à témoins :



Cette image, tirée de l'une des 2,75 millions de caméras de vidéosurveillance de la ville le 10 août 2009, a permis à la police et aux internautes d'établir des portraits robots du suspect et de son tricycle sur le bbs123.blog.china.com :

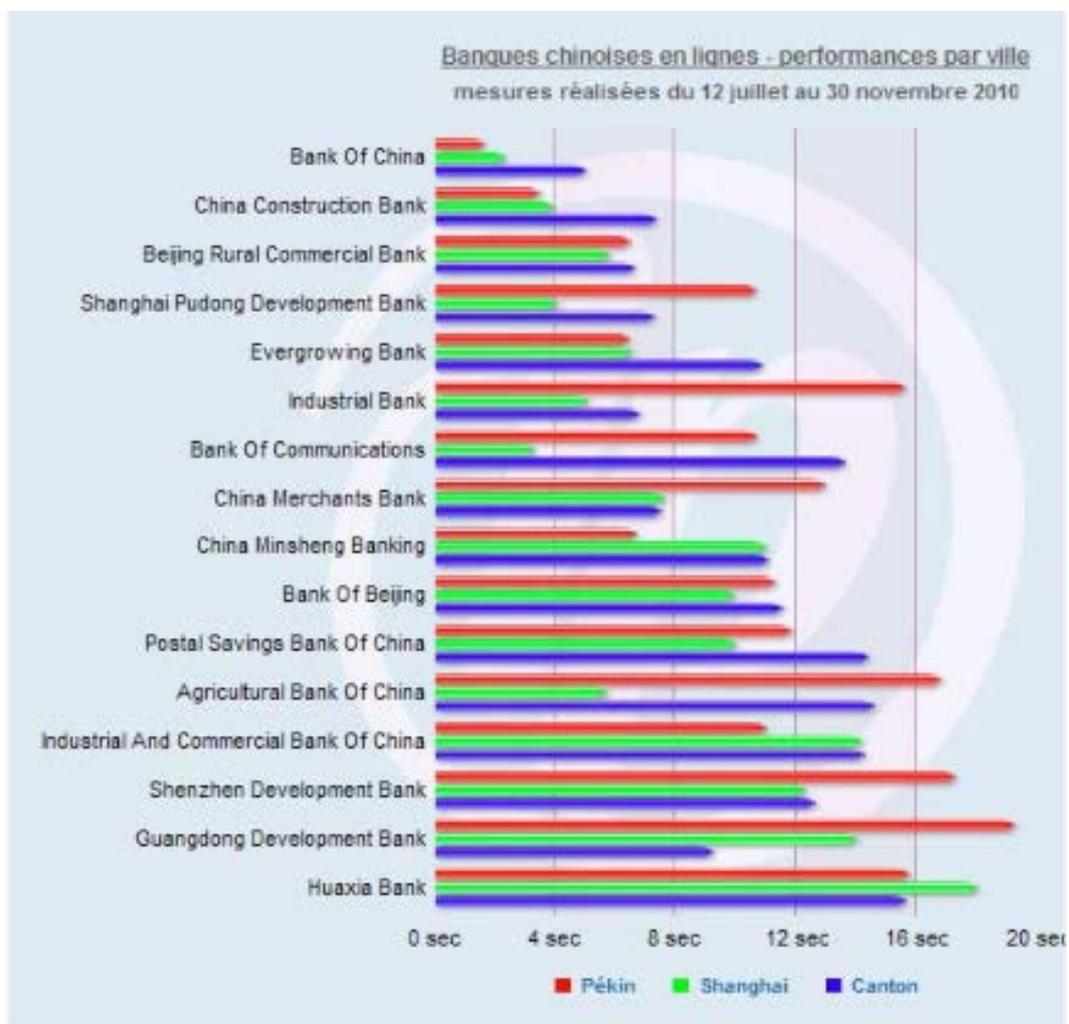


L'homme a finalement été identifié et arrêté par la police¹⁰⁰³.

¹⁰⁰³ Source : « Surveillance Cameras in China: Privacy versus Security », *EastSouthWestNorth*, 16/08/2009, http://www.zonaeuropa.com/20090815_1.htm

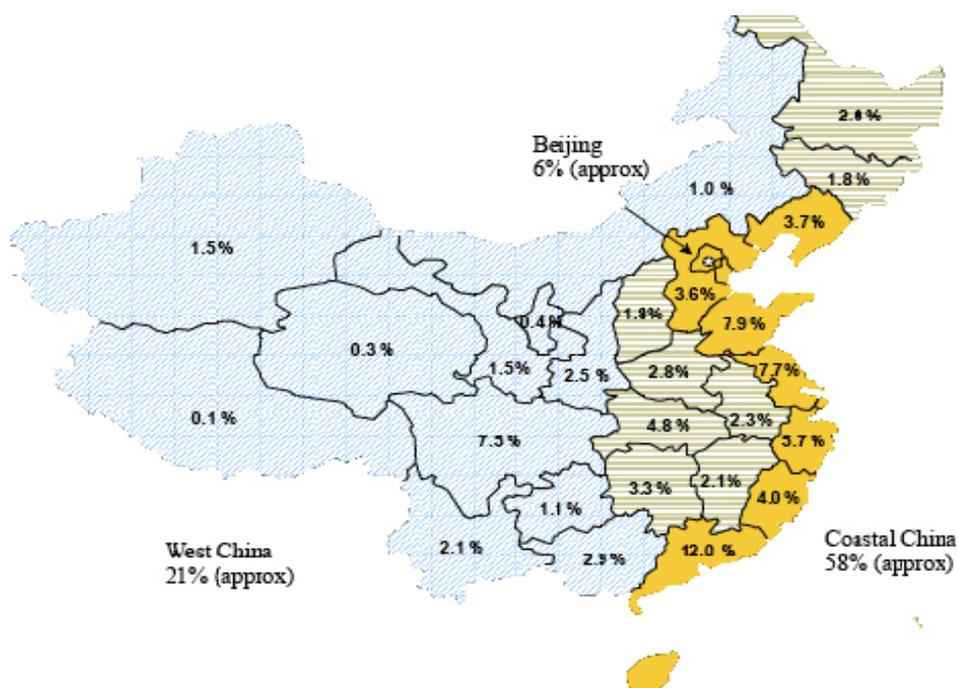
Annexe n°15 : Fracture technologique en Chine, un immense territoire à couvrir

Graphique 1 : Problème d'interconnexion nord-sud, l'internet chinois divisé entre China Netcom et China Telecom



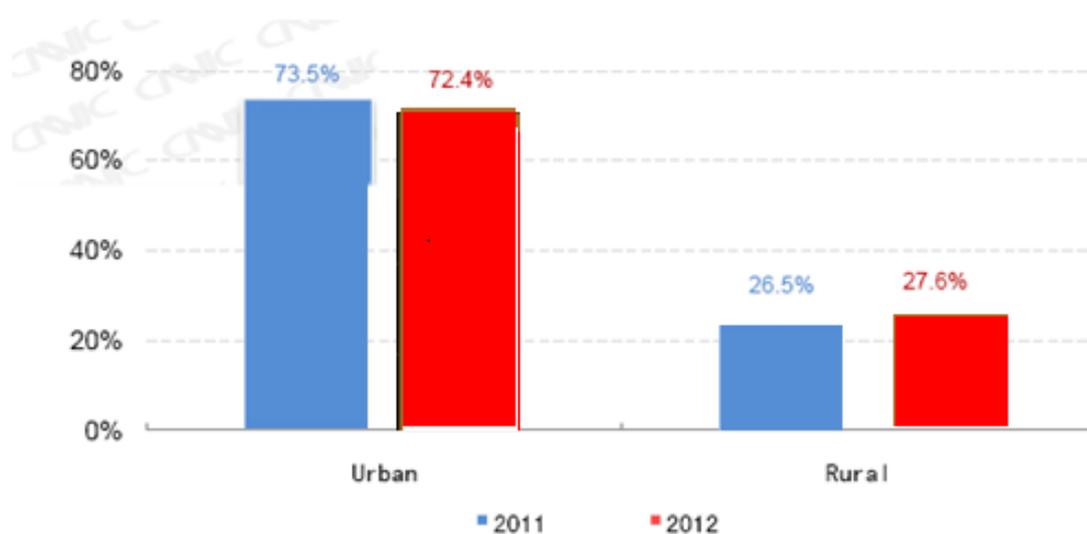
Graphique issu du rapport : *Les performances des banques en ligne chinoises en 2010* : Asia Pacific Area & Benchmarks & Etudes, 2011 , <http://ip-label.fr/emailing/newsletter/2011/33/EN/pdf/Chine%20-%20Banques%20en%20ligne.pdf>, p.6.

Carte 1 : Taux de pénétration internet par province en 2010



Source: *Statistical Survey Report on the Internet Development in China*: CNNIC, Pékin, janvier 2010

Tableau 1 : Répartition des internautes urbains et ruraux en 2011 et 2012



Source: *2013 Statistical Report on Internet Development in China*: China Internet Network Information Center (CNNIC), 2013, p.22

Annexe n°16 : Typologie des sites web gouvernementaux, une analyse comparative

Tableau 1 : Types de services disponibles sur les sites web gouvernementaux en 2005

Nombres de services disponibles par site web provincial ou municipal

Province / municipalité	Services en ligne	Documentations en ligne
Pekin	5	10
Shanghai	5	17
Tianjin	3	10
Chongqing		18
Jilin		16
Zhejiang		5
Shanxi		2
Fujian		8
Henan		
Hunan		8
Sichuan		12
Hainan		2
Yunnan		14
Guizhou		8
Shannxi		14
Gansu		14
Jiangxi		2
Guangxi		1
Tibet		
Xinjiang		9
Neimeng		8
Guangdong	7	20
Liaoning		
Heilongjiang		
Hebei	4	9
Anhui		13
Qinghai		7
Jiangsu		
Hubei		9
Total	24	236

Source : Xia Li Lollar, « Assessing Chinas's E-Government : information, service, transparency and citizen outreach of government websites », *Journal of Contemporary China*, Fév. 2006, n°15, p.31.



Capture d'écran n° 1 de la page d'accueil du site beijing.gov.cn, (réalisée le 11/11/2013).

The screenshot shows the official website of the Beijing Municipal Government Office. The header features the site's logo and navigation links. A search bar is prominently displayed with a search button. Below the search bar, there are filters for document type, year, and page number. The main content area is divided into three sections: '市政府文件' (Municipal Government Documents), '市政府办公厅文件' (Municipal Government Office Documents), and '市政府令' (Municipal Government Orders). Each section contains a list of documents with titles, dates, and download links. A sidebar on the left provides quick access to various site functions like '政府文件' and '信息公开管理'.

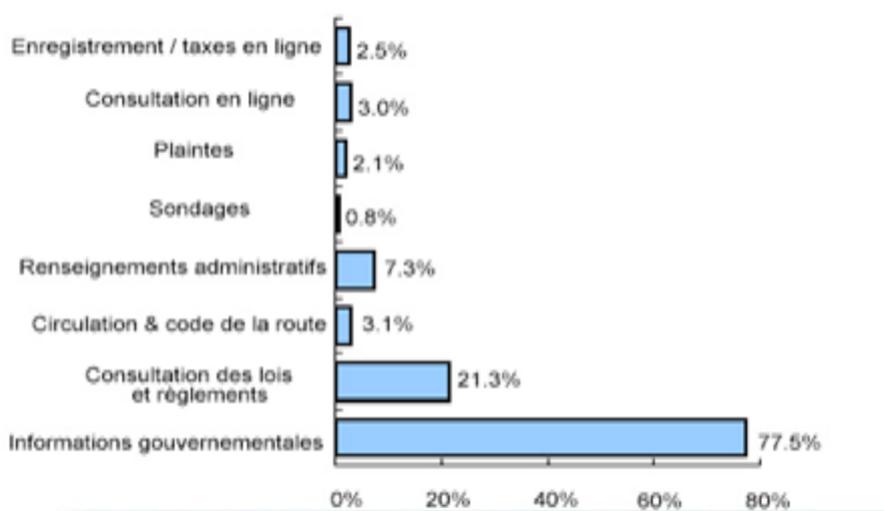
Capture d'écran n°2 de la sous-rubrique 'Documents du gouvernement » (zhengfu wenjian 政府文件), (réalisée le 11/11/2013).

Tableau 2 : Analyse des types d'utilisation de l'internet en Chine en 2007

Utilisations		Taux d'utilisation	Unité : 10 000
Applications basiques	Search engine	72.4%	15,204
	E-mail	56.5%	11,865
	Instant message	81.4%	17,094
E-gouvernement		25.4%	5,334
Média réseau	Informations en ligne	73.6%	15,456
	Blogs / Sites personnels	23.5%	4,935
Divertissement	Jeux internet	59.3%	12,453
	Musique en ligne	86.6%	18,186
	Vidéo en ligne	76.9%	16,149
E-Commerce	Achats en ligne	22.1%	4,641
	Paieement en ligne	15.8%	3,318
	Banque en ligne	19.2%	4,032
Autres	Recherche d'emploi	10.4%	2,184
	Education	16.6%	3,486

Tableau réalisé à partir des données issues du *2008 Statistical Survey Report on the Internet Development in China* : CNNIC, Pékin, janvier 2008.

Graphique 2 : Types de recherches réalisées par les internautes sur les sites web gouvernementaux en 2007



Graphique réalisé à partir des données issues du *2008 Statistical Survey Report on the Internet Development in China* : CNNIC, Pékin, janvier 2008

Annexe n°17 : Etude des sites gouvernementaux - de la nouvelle 'gouvernance' 2.0



Capture d'écran n°1 du site officiel du gouvernement central de la République Populaire de Chine (www.gov.cn), (réalisée le 15 mars 2013).



Capture d'écran n°2 du Bureau des Lettres et des Visites réalisée le 08/04/2012

网上直播 >> [国务院](#) | [部门](#) | [其他](#)

 2013年3月5日（星期二）上午9时，第十二届全国人民代表大会第一次会议在人民大会堂开幕。

- 环境保护部就“环境保护与生态文明建设”答问
- 十二届全国人大一次会议第五次全体会议
- 十二届全国人大一次会议第四次全体会议
- “医药卫生体制改革”记者会
- 民政部就“保障基本民生 发展社会服务”答记者问
- 人民银行就“货币政策与金融改革”答记者问

在线访谈 >> [温家宝总理与网民在线交流](#)

 [访谈回放] 3月8日15时，财政部新闻发言人、办公厅主任戴柏华解读《关于2012年中央和地方预算执行情况与2013年中央和地方预算草案的报告》。 [New](#)

- [\[回放\] 发展改革委解读计划报告](#)
- [江苏省省长李学勇谈江苏省发展](#)
- [东莞市市长袁宝成谈如何创新社会管理](#)
- [邮政局解读修订后的快递市场管理办法](#)
- [邮政局谈“完善省级以下邮政监管体制”](#)
- [卫生部谈“新农合制度实施10周年”](#)

Capture d'écran n°3 du site officiel du gouvernement central de la République Populaire de Chine (www.gov.cn), réalisée le 15 mars 2013.

2010 年温家宝总理与网民在线交流

2010年2月27日下午，中共中央政治局常委、国务院总理温家宝来到中国政府网与网友在线交流。
>>>[详细内容](#)

温家宝：“网友们，很高兴同大家进行在线交流。去年是2月28日，我本来也想还在2月28号，但我考虑到明天是正月十五，是国家团圆的日子，所以我就改到27号。在这里，我向大家拜年。这次在线访谈，我的心确实不怎么紧张，倒有一种十分珍惜的感觉，因为我知道这样的机会不多了。这些年来，我一直十分关注网上网民提出的各种问题。”

[>>>文字实录](#)



Capture d'écran n° 4 : Copie d'écran du dialogue en ligne effectué entre Wen Jiabao et les internautes en 2010, à l'aide de la journaliste de l'agence de presse officielle Xinhua (Xinhua). Source : « 2010 年温家宝总理与网民在线交流 » (2010 nian Wen Jiabao zongli yu wangmin zai xian jiaoliu, Le Premier ministre Wen Jiabao échange avec les internautes en 2010), site du gouvernement central www.gov.cn, <http://www.gov.cn/zlft2011/>, (consulté le 15/11/2013).

Le cas du Bureau Des Lettres et Des Visites, ou la dilution de la contestation grâce à l'internet



Capture d'écran de la page d'accueil du site du Bureau des Lettres et des Visites www.gjxfj.gov.cn, réalisée le 08/04/2012.



Photo diffusée sur le site officiel du gouvernement : « Wen Jiabao dao guojia xinfangju jiu zhengfu gongzuo tingqu laifang qunzhong yijian » (« 温家宝到国家信访局就政府工作听取来访群众意见 » « Wen Jiabao vient au Bureau des Lettres et des visites écouter le point de vue des masses sur le travail du gouvernement »), 25/01/2011, site du gouvernement central www.gov.cn, http://www.gov.cn/ldhd/2011-01/25/content_1792332.htm (consulté le 06/11/2013).

Annexe n°18 : Référencement des moteurs de recherches et politique d'occupation de la toile - « Diffuser la vue juste »

www.baidu.com/s?wd=天主教&rsv_bp=0&ch=0&tn=baidu&bar=0&sv_spt=3&ie=utf-8&rsv_n=2&rsv_sug3=1&inputT=040

天主教_百度搜索

Baidu 百度 新闻 网页 贴吧 知道 音乐 图片 视频 地图 文库 更多»

天主教 百度一下

[天主教 百度百科](#)
天主教是基督宗教的三大宗派之一,其正式名称为"罗马**天主教**会"或"罗马公教会",即由罗马教宗领导的教会。**天主教**一词用于指信奉罗马**天主教**理论...
[简介 - 名称由来 - 教义教规 - 组织形式 - 发展历程 - 宗派简介](#)
baike.baidu.com/ 2013-04-20

[天主教在线 - 中文天主教门户网站 The Catholic Online in China](#)
教宗方济各:工作属于**天主**爱的计划 教宗方济各:工作属于**天主**爱的计划 教宗方济各说:"工作为一个人的尊严是基本因素。用形象化比喻 教宗:工作给我们尊严 教宗:工作...
www.chinacath.org/ 2013-5-2 - 百度快照

[罗马天主教 百度知道](#)
2个回答 - 提问时间: 2006年06月12日
最佳答案: 在历史上,十字军东征(1096年 - 1291年)是一系列在教宗的准许下进行的有名的宗教性军事行动,由西欧的封建主和骑士对地中海东岸的国家发动的战争。...
zhidao.baidu.com/question/84477...html 2006-6-26

[基督教和天主教区别是什么? 9个回答 2006-05-26](#)
[天主教戒指 2个回答 2009-08-07](#)
[天主教和基督新教有什么区别? 8个回答 2006-12-27](#)
[更多知道相关问题>>](#)

[中国天主教 - 首页](#)
中国**天主教**官方网站... 北京时间3月14日凌晨,115名红衣主教经过五轮秘密投票,最终选举出阿根廷**天主教**布... 中国**天主教** 2011 Catholic Church in China 备案号:京ICP备...
www.chinacatholic.cn/ 2013-5-2 - 百度快照

[天主教 - 维基百科,自由的百科全书](#)
天主教是基督宗教三大宗派之一,正式名称为公教或公教会。此名称系用于指信奉相同理论体系,包括道德、圣事仪式以及教条,并完全服从圣座的基督徒与教会[1][2],不...
zh.wikipedia.org/wiki/天主教 2013-4-22 - 百度快照

[天主教在线 - 中文天主教门户网站 The Catholic Online in China](#)
教会文献 圣经园地 神学哲学 入教指南 教友生活 韩大辉总**主教**:受绝罚"主教"... [灵修天地]浅谈
该怎么"向**天主**说是,向自我说不"? [生活圣言]2012年七月 ...
www.ccccn.org/ 2012-7-13 - 百度快照

Capture d'écran n°1 de la 1ère page de réponse du moteur de recherches Baidu à la requête « 天主教 », réalisée le 03/05/2013.



Capture d'écran n°2 du site chinacath.org, avec l'adresse URL www.ccccn.org, réalisée le 03/05/2013.

Les sites ccccn.org et chinacath.org listés en 2^{ème} et 6^{ème} position sur la première page de réponses du moteur de recherches sont en fait un seul et même site : chinacath.org.



Capture d'écran n°3 du site chinacath.org, avec l'adresse URL www.chinacath.org, réalisée le 03/05/2013.

The screenshot shows the website for the Chinese Catholic Church. The header features the title '中国天主教' (Catholic Church In China) in large red characters, with a globe and a dove on the left and a pastoral scene on the right. Below the header is a navigation bar with various categories, including '政策法规' (Policy and Regulations), which is circled in red. A sidebar on the left contains a menu with items like '首页' (Home), '天主教' (Catholicism), '中国天主教' (Chinese Catholicism), '一会一团' (One Church, One Group), '会籍历史' (Membership History), '章程制度' (Charters and Regulations), '人员组成' (Personnel Composition), '工作委员会' (Working Committee), '内设机构' (Internal Institutions), '地方两会' (Local Two Sessions), and '联系我们' (Contact Us). The main content area displays a list of articles:

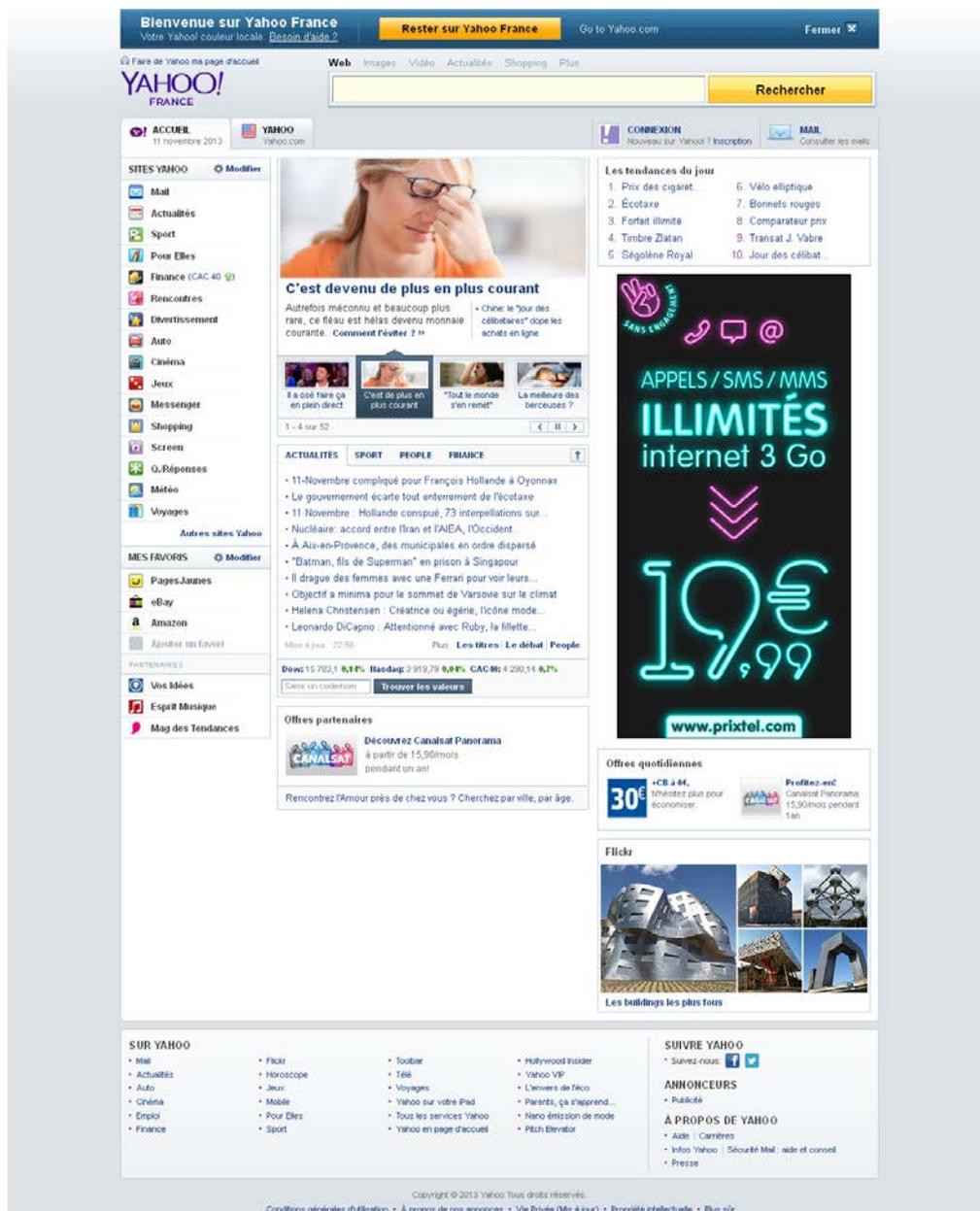
- 中国天主教主教团关于圣事的规定 (China Catholic Bishops' Conference Regulations on Sacraments) - 2013-04-24
- 关于在全国宗教界开展“宗教政策法规学习月”活动的通知 (Notice on the "Religious Policy and Regulations Learning Month" Activity Across the Country) - 2012-02-22
- 《宗教院校聘用外籍专业人员办法》 (Regulations on the Employment of Foreign Professional Personnel in Religious Institutions) - 2011-07-05

Capture d'écran n°4 du site chinacatholic.cn, réalisée le 03/05/2013

La surinformation remplacerait-elle la désinformation ? Ou comment la forêt tente de cacher l'arbre...



Capture d'écran du portail d'informations et de divertissement Sohu.com, (consulté le 11/11/2013)



Capture d'écran du portail d'informations et de divertissements Yahoo.com, réalisée le 11/11/2013

Commentaire :

La différence en termes de contenus est saisissante : la page d'accueil du portail chinois surabonde en informations comparée à celle du portail français. La raison est aussi technique car

en Chine, les moteurs de recherches chinois (Baidu par exemple) référencent en première page les sites qui donnent le plus de liens URL dès leur page d'accueil.

Annexe n°19 : Calendrier de la censure, un agenda chargé !

Le 4 janvier 2011 a eu lieu à Pékin la réunion annuelle des directives 2011 de la propagande par le Secrétaire du Département de la Propagande du Parti communiste Chinois Li Changchun. Lors de la réunion, le Secrétaire du Département de la Propagande du Parti communiste chinois a déclaré vouloir « resserrer la tension sur les médias et l'opinion publique en vue de la période sensible du 18^{ème} Congrès du Parti en 2012 »¹⁰⁰⁴.

Traduction :

«

1. Pour les deux périodes de vacances (Nouvel an chinois et occidental) et lors des deux grands Sommets du Parti (CPPCC and NPC), il faudra créer une atmosphère favorable pour stabiliser l'opinion publique en ligne. Il faudra modérer les sujets de polémiques comme le marché de l'immobilier, le taux de chômage et la sécurité sociale, l'éducation et la santé, la sécurité industrielle (surtout alimentaire). Il faudra faire en sorte de résoudre les ambiguïtés soulevées par l'opinion publique et clarifier la confusion, réconcilier les avis contradictoires.
2. Il faudra strictement contrôler les rapports et reportages sur les conséquences des catastrophes naturelles et autres incidents extrêmes. Ceci inclut les reportages et interviews des acteurs locaux (responsables locaux, associations, pompiers, etc). Les émissions, qu'elles soient télévisuelles ou radiophoniques ne pourront être diffusées en direct. Pour les accidents ou désastres ayant causé la mort de moins de 10 personnes, les médias nationaux auront ordre de ne pas en parler. Ces informations seront diffusées par les médias locaux seulement. Les médias locaux des provinces extérieures à l'endroit où s'est passée la catastrophe n'auront pas le droit de rapporter l'incident.
3. Au sujet des expropriations et des démolitions immobilières. Il ne devra pas en être question lorsque les conditions de démolition répondront aux critères de la loi et des

¹⁰⁰⁴ Cao Guo Xing 曹国星 « quanmian shoujin : zhong xuan bu jin ling ding diao 2011 nian zhongguo xinwen guan zhi » («全面收紧:中宣部禁令调2011年中国新闻官制 « Resserrer la tension générale : le département de la propagande chinoise prévient les médias pour 2011 », *chineseRFI* , www.chinese.rfi.fr/%E4%B8%AD%E5%9B%BD/20110112-%E5%85%A8%E9%9D%A2%E6%94%B6%E7%B4%A7%EF%BC%9A%E4%B8%AD%E5%AE%A3%E9%83%A8%E7%A6%81%E4%BB%A4%E5%AE%9A%E8%B0%832011%E5%B9%B4%E4%B8%A%E5%9B%BD%E6%96%B0%E9%97%BB%E7%AE%A1%E5%88%B6?utm_source=feedburner&utm_medium=feed&utm_campaign=Feed, (consulté le 12/11/2013).

règlements. En ce qui concerne la hausse des prix de l'immobilier, il ne faudra pas davantage encourager l'opinion publique à en parler. Il est interdit de rapporter les incidents de démolition violente ou les « suicides, automutilations ou autres actions collectives » lors de ces démolitions. Il est interdit de faire une enquête ou une synthèse sur les incidents extrêmes en faisant des études de cas. Il est également interdit d'évoquer des liens entre les évènements.

4. Le Bureau central de la Propagande demande à tous les nouveaux portails d'information en ligne et les sites commerciaux régionaux, sans exception, de diffuser les diverses nouvelles nationales des histoires les plus influentes ou des nouvelles des journalistes les plus influentes.
5. Concernant les rapports sur les actions collectives ou les conférences de presse, il est interdit d'en parler dans les medias. Nous devons durcir la canalisation des medias urbains, censurer les reportages sur les actions collectives contre le Parti ou les intérêts de l'Etat.
6. Le Bureau central de la Propagande demande que les affaires de lutte contre la corruption ne soient pas vulgarisées auprès du grand public. Il n'est pas permis de discuter, de commenter ou de soulever des questions concernant les réformes politiques entreprises par le pouvoir. Il est interdit d'utiliser l'expression « société civile » (*gongmin shehui*). Il est absolument interdit de tenir une position opposée au gouvernement et il n'est pas permis de laisser une organisation médiatique interférer avec le rôle des médias accrédités par le gouvernement pour guider l'opinion publique.
7. Il est interdit de publier des sondages ou des questionnaires sur le cours du marché immobilier, ni de faire des enquêtes en ligne sur le prix des maisons. Ne pas faire de battage médiatique sur les cas isolés et extrêmes d'expropriation ou de dédommagement modique des habitants lors des démolitions.
8. Ne pas publier les travaux d'études des chercheurs et scientifiques. Ne jamais rapporter les cas de fraude au permis de résidence ou de contrat de travail pour le changement de statut afin de bénéficier de la sécurité sociale.
9. Evoquez avec optimisme les conditions de voyage pour le Nouvel An chinois. Ne pas faire de publicité sur les problèmes s'y référant, comme « la difficulté pour obtenir même un ticket »
10. Ordre général : Tous les médias sont priés d'examiner scrupuleusement les images, vidéos et pages web pouvant parler de la nomination de Liu Xiabo comme Prix Nobel de la Paix. Veiller à prévenir par la censure toutes les caricatures ou sous-entendus possibles évoquant l'évènement. »

Annexe n°20 : L'humour, la stratégie du faible

« Le barrage vert contre la pornographie : une jeune escorte de la jeunesse des plus frivoles »



Source: Jeremy Goldkorn, « Green Dam Girl », danwei.org, 14/06/2009, http://www.danwei.org/net_nanny_follies/green_dam_girl.php, (consulté le 11/11/2013)

anti-cctv Pursuit of the truth of integrity.

首页 | 推荐日志 | 留言 | 随便/显示/删除/注册

留言及评论请保持理性, 谢谢~ 2008-04-24 23:26:15

1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | > 浏览模式: 正常浏览 | 列表浏览

CCTV播地震消息时的错误

[2008-07-09 11:30:43 | 19位 网友]

出处:
<http://www.xici.net/b645938/d39689499.htm>

分类: CCTV真实内容 | 永久链接 | 评论: 0 | 引用: 0 | 阅读: 480

分类

- 首页
- 新闻背景追踪 [3] 428
- CCTV真实内容 [27] 428
- CCTV虚情内容 [7] 428
- 历史资料回顾 [0] 428
- 杂项投稿选登 [0] 428
- 其他资料选登 [35] 428

日历

« 2009 » « 二月 »

Su	Mo	Tu	We	Th	Fr	Sa
1	2	3	4	5	6	7
8	9	10	11	12	13	14
15	16	17	18	19	20	21
22	23	24	25	26	27	28

最新日志

- CCTV播地震消息时的错误
- CCTV主持人历史错误
- 央视虎亚迪出“毒海城市”网...
- “虎斯汀” 正龙拍虎新闻事件...
- CCTV两次错误播出女主播黑熊...
- 传周正龙被警方带走 想白虎熊...
- CCTV《新闻联播》主持人哈白...
- CCTV: 发言人笑“发言人”央视...
- CCTV: [视频]汶川地震造成四...
- CCTV汶川大地震
- 曹国平: 汶川大地震
- 央视主持人白虎熊
- 央视主持人白虎熊

Capture d'écran du site anti-cctv du 24/04/2008, publiée sur le blog : http://blog.sina.com.cn/s/blog_48201e3f0100cf5u.html, consulté le 16/11/2013

Dénonciation de la propagande et humour noir



Photo 1 : Photo originale de l'incendie de la tour de CCTV sur le portail d'informations sina.com.cn : <http://news.sina.com.cn/z/cctvxdlplhz/>, (consulté le 11/11/2013)



Photo 2 : Tirée du forum (bbs) tiexue.net : http://bbs.tiexue.net/post_3356805_1.html, consultée le 11/11/2013) :

Traduction de la légende de la photographie retouchée : « *Même pas peur, le feu n'a pas encore brûlé mon caleçon !* »

Annexe n°21 : Le ‘Parti des 50 cents’ à la solde du Parti, l’arroseur arrosé !



Photo de Wu Hao, numéro deux du Bureau de la propagande de la province du Yunnan, le 22 avril 2010. Source : « Un chef de propagande chinoise prend une douche de billets », 23/04/2010, *observers.france24*, <http://observers.france24.com/fr/content/20100423-chef-propagande-chinoise-douche-billets-50-cents-wu-hao-etudiants>, (consulté le 11/11/2013).

Annexe n°22 : Nationalisme en ligne - JO 2008, les internautes chinois s'emportent contre la France

Sohu.com, l'un des grands portails de l'internet chinois, ouvre le 26 mars 2008 un forum de discussion au sujet de l'interview du porte-parole du Ministère des Affaires Etrangères chinois Qin Gang concernant la réaction de la diplomatie française sur la question tibétaine :



Capture d'écran n°1 de l'appel aux commentaires de l'article : « waijiaobu jiu faguo waijiaobu guanyuan youguan xizang wenti yanlun dawen » (外交部就法国外交部官员有关西藏问题言论答问 Questions-réponses sur l'opinion du porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères au sujet de la déclaration des représentants officiels du ministère des Affaires Etrangères français sur le problème tibétain), *Chine nouvelle (Xinhua)*, 26/03/2008, news-sohu.com/20080326/, (consulté le 13/11/2013).

Commentaire :

La RPC n'a apprécié ni les invitations lancées au Dalaï-lama par le ministre des Affaires Etrangères Bernard Kouchner, ni l'hypothétique boycott de la cérémonie d'ouverture des JO par le président Nicolas Sarkozy, qui finit par s'excuser officiellement après que la sportive handicapée chinoise porteuse du relais de la flamme olympique eut été bousculée par un manifestant tibétain qui tentait de s'emparer de la torche (sans succès).

Extraits traduits parmi les 18513 messages postés par les internautes :

«La France, qui fut l'un des huit envahisseurs de la Chine, parle à tort et à travers. (...) L'Occident dévoile son vrai visage. Les droits de l'homme et la démocratie ne sont que des outils pour accabler la Chine et la dépecer. Chinois, unissons-nous derrière nos dirigeants pour en finir avec le Dalai-lama et la main noire de l'Occident !»

«C'est une affaire intérieure à la Chine. Il n'y a pas de différence entre la clique du Dalai-lama et le terrorisme international. (...) Il faut exiger de la diplomatie française qu'elle s'excuse devant le peuple chinois.»

«Les forces antichinoises sont à nouveau à l'œuvre, à travers leurs médias. Il faut répliquer coup pour coup. La Chine vaincra !»

« Compatriotes unissez-vous, travaillez d'arrache-pied pour la nouvelle renaissance de la nation!" »

« En développant des relations pacifiques et amicales avec l'Occident, en particulier avec les Etats-Unis, nous ne devons jamais oublier la stratégie occidentale vis-à-vis de la Chine, qui ne changera jamais, c'est d'affaiblir la Chine, ils ne veulent pas d'une Chine forte. L'ex-Union soviétique est une leçon historique pour nous! L'oublier c'est suivre la voie de l'ex-URSS, cela provoquera la désintégration de l'Etat! »

« La Chine devient plus forte, ces ordures de pays occidentaux ont peur! Honte à ces pays qui prônent la démocratie et les droits de l'Homme!" »

Fausse 'Une' rêvée par les internautes nationalistes

人民日报 海外版
PEOPLE'S DAILY OVERSEAS EDITION
2008年3月5日 星期三 第1158号
http://www.peopledaily.com.cn

中国在美国旧金山成功试验新型核弹

【新华社北京5日电】中国新型核弹在美国旧金山成功进行了首次核试验。这是继1966年中国首次进行核弹试验以来，中国核武器发展史上的又一重大突破。此次试验的成功，标志着中国核武器研制水平达到了一个新的高度。中国核工业集团公司表示，此次试验的核弹头重量为2.5吨，威力相当于10万吨TNT当量。核弹在发射后15分钟内成功命中目标，爆炸高度为1000米。此次试验的成功，不仅展示了中国核武器技术的进步，也体现了中国维护国家安全的决心。

联合国总部迁往北京

【新华社北京5日电】联合国总部迁往北京。这是联合国历史上规模最大的搬迁行动。联合国秘书长潘基文表示，北京将成为联合国新的总部所在地。此次搬迁将包括联合国秘书处、大会、经社理事会、人权理事会等机构。北京将成为联合国在亚洲最大的办事处。此次搬迁将有助于提高联合国在亚洲的能见度和影响力，也将为北京带来巨大的发展机遇。

温家宝总理在马英九省长的陪同下视察台北

【新华社北京5日电】国务院总理温家宝应马英九省长的邀请，于3月4日至5日对台北进行了为期两天的访问。这是温家宝总理自2003年上任以来首次访问台北。温家宝总理在台北受到了马英九省长的热情接待。温家宝总理在台北期间，分别与马英九省长、台北市市长郝龙斌、台北市副市长林錫山、台北市副市长林錫山、台北市副市长林錫山等进行了会见。温家宝总理在台北期间，还分别会见了台北市各界人士，并参加了在台北举行的“两岸关系论坛”。

温家宝总理强调指出 平均月收入30万元，并实行一周二休制

【新华社北京5日电】国务院总理温家宝在3月4日对台北进行访问期间，强调指出，要进一步提高公务员的工资水平，平均月收入达到30万元，并实行一周二休制。温家宝总理表示，这是为了吸引和留住人才，提高公务员的待遇。温家宝总理还强调，要进一步提高公务员的素质，加强公务员的培训，提高公务员的办事效率。温家宝总理还强调，要进一步提高公务员的纪律性，加强公务员的作风建设，提高公务员的形象。

教育部反对形式主义 取消大学本科评估

【新华社北京5日电】教育部表示，反对形式主义，取消大学本科评估。教育部表示，大学本科评估是形式主义的表现，不仅增加了学校的负担，也增加了学生的负担。教育部表示，将取消大学本科评估，将重点放在提高教学质量、加强师资队伍建设、提高学生的综合素质等方面。教育部表示，将采取更加科学、合理的评估方式，提高评估的公信力和权威性。

中方就误炸美国五角大楼向美方致歉

【新华社北京5日电】中方就误炸美国五角大楼向美方致歉。中方表示，误炸事件是由于我方雷达误判造成的，我方已经对误炸事件进行了调查，并已经向美方表达了诚挚的歉意。中方表示，将采取一切必要措施，防止类似事件再次发生。中方表示，中美两国是友好邻邦，双方应该通过对话和协商解决分歧，维护地区的和平与稳定。

中国拟在月球建立第2个爱国主义军事基地

【新华社北京5日电】中国拟在月球建立第2个爱国主义军事基地。中国表示，将在月球建立第二个爱国主义军事基地，这是中国月球探测计划的重要组成部分。中国表示，将在月球建立第二个爱国主义军事基地，这是中国月球探测计划的重要组成部分。中国表示，将在月球建立第二个爱国主义军事基地，这是中国月球探测计划的重要组成部分。

东突基地组织被我军捣毁

【新华社北京5日电】东突基地组织被我军捣毁。我军在边境地区捣毁了东突基地组织的一个重要据点，缴获大量武器弹药和情报资料。我军表示，东突基地组织是分裂祖国的反动组织，是新疆稳定的最大威胁。我军表示，将采取一切必要措施，坚决打击东突基地组织的分裂活动，维护新疆的和平与稳定。

赖达喇嘛遭枪击身亡

【新华社北京5日电】赖达喇嘛遭枪击身亡。赖达喇嘛在西藏遭到不明身份人员的枪击，不幸身亡。赖达喇嘛是西藏著名的宗教领袖，他的去世引起了西藏同胞的广泛关注和哀悼。中国政府表示，将依法追究枪击赖达喇嘛的凶手，维护西藏的和平与稳定。

日本岛发生大地震 中国政府派出救援

【新华社北京5日电】日本岛发生大地震，中国政府派出救援队。日本岛发生了里氏9.0级大地震，造成了严重的人员伤亡和财产损失。中国政府表示，将立即派出救援队，向日本提供紧急援助。中国政府表示，将尽最大努力，帮助日本人民渡过难关。

台海大桥顺利完成对接

【新华社北京5日电】台海大桥顺利完成对接。台海大桥的最后一节桥墩已经顺利对接，标志着台海大桥的建造工作已经顺利完成。台海大桥是连接海峡两岸的重要通道，它的建成将极大地方便两岸的贸易和人员往来。台海大桥的建成，也将成为两岸关系发展的一个重要标志。

Capture d'écran n°2 d'une fausse Une du journal officiel du Parti, le Quotidien du Peuple (人民日报), postée sur le blog faydao.com en mars 2008 : <http://faydao.com/weblog/post/611.html> (consulté le 03/03/2008)

Annexe 23: Instances gouvernementales en charge de l'internet

ENTITE	MISSION	ROLE
Académie des Sciences de Chine 中国科学院	Détermine la politique de la recherche scientifique et supervise de nombreux instituts de recherche	Transfert de technologies ; Recherches sur l'Internet
Académie des Sciences sociales de Chine 中国社会科学院	Recherches sur l'impact social de l'Internet et du E-commerce	Fournit des informations et analyses aux décideurs politiques
Bureau d'Etat de l'information sur l'Internet 国家互联网信息办公室	Elabore les directives de la censure et de diffusion de l'information gouvernementale	Vérifie que les fournisseurs de contenu sont en conformité avec les directives gouvernementales
Département de la Publicité internationale 中央外宣办	S'assure du contrôle des médias par le Parti	S'occupe de l'influence de l'information en provenance de l'Occident et du rôle de l'Internet en tant que média
Conseil des Affaires de l'État 国务院	La plus haute instance du pouvoir exécutif	S'assure que les différents ministères impliqués dans l'Internet servent bien l'intérêt de l'État
Bureau de l'Information du Conseil des Affaires de l'État 国务院新闻办公室	Similaire à celle du Département de la Publicité	Définition de la politique en matière de contenus sur Internet
Commission Nationale à l'économie et au commerce 国家经济贸易委员会	Pouvoir décisionnel en matière d'infrastructures et de relations avec les firmes étrangères	Contrôle des investissements étrangers dans les infrastructures Internet
Commission d'État à la	Contrôle des ressources	Fonds pour les

planification 中华人民共和国国家计划委员会	économiques	infrastructures ; Prix des services Internet
Ministère de la Culture 中华人民共和国文化部	Contrôle la distribution des produits culturels	Contrôle de la musique et des films diffusés sur Internet
Ministère de l'Éducation 中华人民共和国教育部	En charge du système éducatif	Développer l'Internet comme support éducatif et comme nouveau média du télé-enseignement
Ministères des Industries de l'Information (issu de la fusion du ministère des Postes et des Télécommunications et du ministère des Industries de l'Électronique) 中华人民共和国工业和信息化部	En charge des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC);	Décideur et régulateur de l'internet sur le territoire ; Définit les normes applicables aux réseaux de communication
Ministère de la Sécurité publique 中华人民共和国公安部	Surveillance et contrôle des citoyens par la police et cyberpolice	Lutte contre la criminalité, la pornographie et la violence ;
Ministère de la Sécurité d'État 中华人民共和国国家安全部	Protection de la sécurité de l'État	Cryptographie ; Lutte contre la divulgation des « secrets d'État » ou des « crimes de subversion »
Ministère des Sciences et de la Technologie 中华人民共和国科学技术部	Politique en matière de recherche; Financements	R&D en matière d'Internet
Banque Populaire de Chine 中国人民银行	Prêts aux entreprises chinoises du secteur des NTIC et partenariat avec les entreprises étrangères	Contrôle de la monnaie électronique et autorité de certification
Armée Populaire de Libération 中华人民共和国人民解放军	Sécurité de l'État, a aussi des liens avec des intérêts industriels	Questions de sécurité, piratage informatique des « ennemis de la nation »

Administration d'État de l'Information et de la Publication 中华人民共和国国家新闻出版广电总局	Donne les autorisations de publications officielles	Censure ; Contrôle de la presse traditionnelle et de l'Internet
Administration d'État de la Radio, du Film et de la Télévision 国家广播电影电视总局	Responsable de la censure et des contenus diffusés sur le réseau	Accès Internet via le câble
Bureau d'État de la Presse et des Publications 中华人民共和国新闻出版总署	Régulation de l'industrie de la publication	Régulation de la vente de livres sur l'Internet
Administration d'État de l'Industrie et du Commerce 中华人民共和国国家工商行政管理总局	Enregistrement des activités industrielles et commerciales sur l'internet	Enregistrement des sites web d'E-commerce, délivrance des licences de publicité
Bureau d'Information du Conseil des Affaires d'État 国务院新闻办公室	Diffusion d'informations sur le gouvernement et ses instances	Développement de l'Internet comme outil de diffusion de l'information
Agence de presse Xinhua 新华通讯社	Monopole de l'information	Protection du monopole de l'information ; propagande à l'échelle mondiale via une stratégie multilingue
Administrations provinciales et locales	Mise en œuvre de la décentralisation	Développement des infrastructures Internet ; recherche d'investissements étrangers via l'Internet

Tableau réalisé d'après les travaux de William Foster, Seymour E. Goodman, « The Diffusion of the Internet in China », *Center for International Security and Cooperation*, Stanford University, November 2000 & Candice Tran Dai, op.cit. pp.52-53.

Annexe n°24 : Piratage informatique, la Chine prise la main dans le sac

Capture d'écran du documentaire sur CCTV-7,



Source vidéo : CCTV-7, *junshi keji : wangluo fengbao lai le / wangluo zhanzheng 2/2* 军事科技 : 网络风暴来了/ 网络战争 2/2 (Technologie militaire : Une tempête est arrivée / La guerre de l'internet 2/2), 17 juillet 2011, m.youtube.com/?reload=9&rdm=mhtrs63rxdiase/watch?t=36s&v=L_Wu1HIZbBk&feature=youtu.be&destop_uri=%2Fwatch%3Fv%3DL_Wu1HIZbBk%26feature%3Dyoutu.be%26t%3D36s&gl=FR, (consulté e 02/02/2013).

Traduction :

Titre de la boîte de dialogue [*en gras – NdT*] : « **Sélectionner une cible à attaquer** »

Intitulé du premier menu déroulant : « **Adresse IP d'où lancer l'attaque** »

Adresse IP entrée : **138.26.72.17** [*correspondant à celle de l'université d'Alabama à Birmingham – NdT*]

Intitulé du deuxième menu déroulant : « **Liste des sites du Falun Gong** »

Réponse choisie dans le deuxième menu déroulant : **site de minghui** [*l'un des sites web du Falun Gong – NdT*]

Deux boutons en bas : à gauche « **Attaquer** », à droite « **Annuler** ».

Annexe n° 25 : Les « maisons-clous », réappropriation du discours étatique par des citoyens tenaces



Photos 1 et 2 d'une « maison clou » à Chongqing



Photo 3 : Autre maison-clou

Traduction de la banderole:

« ‘ La propriété privée légale du citoyen ne sera pas violée ’ !!! »

Censure partielle du film Avatar : des similitudes soulevées par les internautes



Source : « 'Aoluguya' kabi zhongguo ban 'Afanda' zaixian yuan shengtai chuanqi » (« '熬鲁古雅' 堪比中国版'啊凡达'再现原生态传奇 », « 'Aoluguya' comparé à la légende écologiste originale 'Avatar' »), *zhongguo jingji wang* (中国经济网 réseau de l'économie chinoise), 30/07/2010, http://ent.ce.cn/main/news/201007/30/t20100730_21673613.shtml, (consulté le 01/12/2013).

Annexe n°26 : Manifestations des habitants de Xiamen : Entre réappropriation du discours de l'Etat et « concernement »



Source : Photographies extraites du blog *zuotian wang zhai mei tian yi tu* (昨天网摘 每天一图
Extrait du net de la veille, une image chaque jour), 28/05/2013,
http://chinayesterday.blogspot.com/2007_05_01_archive.html, consulté le 20/12/2013

Photo de gauche : Capture d'écran d'un des SMS de protestation contre l'implantation de l'usine chimique (projet PX) envoyé le 25 mai 2007 aux habitants de la ville.

Photo de droite : Manifestants de Xiamen devant les forces de l'ordre le 1^{er} juin 2007. Sur les panneaux au premier plan, on peut lire les revendications des habitants : «*Il ne faut pas retarder la construction, il faut cesser la construction* ».

Annexe n° 27 : Carte des familles ethnolinguistiques

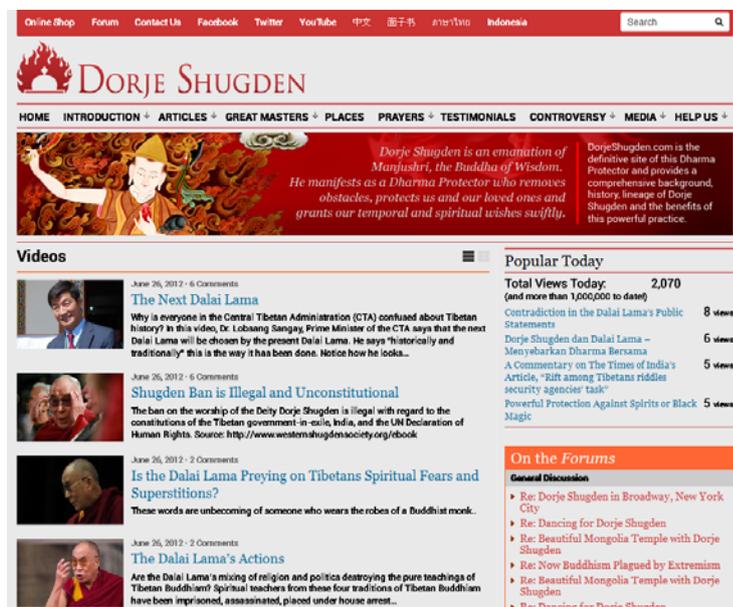


Source : « Ethnies chinoises », *Chine Informations*, (s.d.), http://www.chine-informations.com/guide/ethnies-chinoises_131.html, (consulté le 20/12/2013)

Annexe n°28 : Guerre de communication entre mouvances tibétaines - Dalai-lama contre Dordjé Shugden



Capture d'écran n°1 de la page dédiée à la controverse sur le culte Shugden, site du XIVème Dalai-lama *dalailama.com*, <http://dalailama.com/messages/dolgyal-shugden>, (consulté le 12/12/2013)



Capture d'écran n°2 de la page relative à la controverse concernant la légitimité du Dalai-lama site officiel Dordje Shugden *dordjeshugden.com*, <http://www.dorjeshugden.com/category/controversy/videos-controversy/>, (consulté le 12/12/2013)

Annexe n°29 : Quitter le Parti communiste d'un clic ! Le Falun Gong vous y aide !



首頁
瀏覽退黨聲明
精彩保留
我要聲明退黨
退黨服務中心
退黨服務
退黨新聞
九評新聞
大紀元主頁

李大師退團聲明

再轉輪

當年的單位，必須都是黨團員，為此，年青時也被動的被入過團，雖然從來沒當回事，也超齡了幾十年了，早已不是團員了，還是聲明一下退出好。當然不用給神看，給人看吧。

大法：李洪志

九評共產黨

- 【一】評共產黨是什麼
- 【二】評中國共產黨是怎樣起家的
- 【三】評中國共產黨的暴政
- 【四】評共產黨是反宇宙的力量
- 【五】評江澤民與中共相互利用迫害法輪功
- 【六】評中國共產黨破壞民族文化
- 【七】評中國共產黨的殺人歷史
- 【八】評中國共產黨的邪教本質
- 【九】評中國共產黨的流氓本性

--【九評】下載-- 一購買一

解體黨文化

緒論

- 之一：系統的替代傳統文化
- 之二：系統的思想改造(上)
- 之二：系統的思想改造(中)
- 之二：系統的思想改造(下)
- 之三：灌輸手段(上)
- 之三：灌輸手段(中)
- 之三：灌輸手段(下)
- 之四：被改造思想後人們的表現(上)
- 之四：被改造思想後人們的表現(下)
- 之五：宣傳中常見的黨文化(上)
- 之五：宣傳中常見的黨文化(下)

自2004年12月3日起退黨(/團/隊)人數(統計均為中港台時間):

總計人數: 151,816,369 本月人數: 450,035
 本周人數: 371,136 昨日人數: 76,221
 今日(2013年12月6日)人數: 58,347 XML

大紀元鄭重聲明

廣大的中國民眾：共產黨的末日就要到了。但是這個邪惡的黨（魔教）在歷史上卻對眾生、對神佛犯下了滔天大罪，神一定要清算這個惡魔。

如果有一天，神指使人類誰對共產黨清算時，也一定不會放過那些所謂堅定的邪惡黨徒。我們鄭重聲明：所有參加過共產黨與共產黨其它組織的（被邪惡打上善的印記的）人，趕快退出，抹去邪惡的印記。一旦誰對這個魔教清算時，大紀元儲存的記錄可以為聲明退出共產黨和共產黨其它組織的人作證。

天網恢恢，善惡分明，苦海有邊，生死一念。曾被歷史上最邪惡的魔教所欺騙的人，曾被邪惡打上善的印記的人，請抓住這稍縱即逝的良機！

大紀元
2005年1月12日

聲明退出共產黨和共產黨其它組織

*為必須填寫
每日收到大量退黨聲明，我們會盡快發表，不須重複投稿。

姓名: * (此欄空間有限，請將全部人名填入正文，否則可能會丟失或導致人數無效)

電郵:

來自:

標題: *

人數: * (代人聲明須本人願意，多人共同聲明請註明人數並請在正文部分列出每一位聲明人的化名或真名；此處請只填寫數字，不要寫中文/標點等)

內容:

Capture d'écran du site « Quitter le Parti », site du Falun Gong *Tuidang.epochtimes.com*, réalisée le 06/12/2013.

Annexe n°30 : Dénoncer le Falun Gong et suivre la voie des sciences et techniques



Pancarte affichée dans les rues de la ville de Tianjin,

Source : “In Tianjin, China: evil, scheming, bloodthirsty cults!”, site du Falun Gong chinahopelive.net, 13/05/2011, <http://chinahopelive.net/2011/05/13/recent-propaganda-from-tianjin-china-evil-scheming-bloodthirsty-cults>, (consulté le 11/12/2013)

Commentaire :

L'image de gauche montre un groupe représentatif de la population (enfants, hommes, femmes, vieillard) et de l'autorité (agent de police). Ils crient au pratiquant du Falun Gong « *Vénère les sciences, combat les superstitions* » (« 崇尚科学，反对迷信 » dans la bulle jaune). Le pratiquant s'en va en pestant : “*Personne ne croit plus à la divination par ordinateur !* » (“电脑算命都没人相信了！”). Sur l'image de droite, le pratiquant s'approche de sa femme armé d'un couteau et du livre du Falun Gong (en bleu). Celle-ci le repousse en lui demandant de baisser ses bras et ses jambes tout en tenant un papier de divorce (lìhūn 离婚). Elle se tient devant un grand livre de loi en rouge (*falü* 法律, Loi).

Annexe n°31 : Le Mouvement de rencontre amicale de la jeunesse - vers un idéal de fraternité entre les deux rives ?



Capture d'écran du site « Mouvement de rencontre amicale de la jeunesse », <http://www.chinataiwan.org/fd/pengyou/index.htm>, (consulté le 12/12/2012)

Exemple d'un des séjours proposés par le site en 2012 :

Source : <http://www.taiwan.cn/fd/pengyou/pengyou10/>, (consulté le 12/12/2013)

两岸学子研讨会	
举办时间：2012年12月1日-7日	
承办单位：华东师范大学	
活动地点：上海 南京 杭州	
联系人：华东师范大学两岸交流与区域发展研究所	
日期	活动内容
12月1日	与会成员报到
12月2日	交流活动的开幕仪式，专家学者发言，两岸学子宣读论文
12月3日	参观残疾人学校 上海博物馆及台资企业
12月4日	参观南京中山陵，南京大屠杀纪念馆及总统府旧址
12月5日	游览千岛湖

12月6日 千岛湖举办交流活动的总结, 为未来的两岸交流提出设想和方案
下午返回上海
12月7日 返程, 送机

Sources : <http://www.taiwan.cn/fd/pengyou/pengyou10/> (consulté le 11/12/2013)

Traduction :

Intellectuels et Etudiants des deux rives [*Chine/Taiïwan – NdT*]

Date : du 1^{er} au 7 décembre 2012

Structure organisatrice: Ecole Normale de la Chine de l'Est

Lieux : Shanghai, Nanjing, Hangzhou (Chine RPC)

Contact : Bureau de recherches et d'études sur le développement des échanges entre les deux rives de l'Ecole Normale de la Chine de l'Est

Programme des activités et calendrier

1/12/2012 : Présentation des membres de la rencontre

2/12/12 : Cérémonie d'ouverture des activités, allocutions des enseignants chercheurs, présentation des sujets de thèse des doctorants des deux rives (chinois et taiïwanais)

3/12/2012 : Visite de l'école des Handicapés, du musée de Shanghai et des entreprises chinoises investissant à Taiwan

4/12/2012 : Visite du Mausolée de Sun Yat-sen et du Hall du mémorial du massacre de Nankin

05/12/2012 : Visite du Lac des 1000 îles

06/12/2012 : Etude de cas du Lac des 1000 îles. Evaluation des possibilités de coopération entre les deux rives (étude comparative et étude de cas)

Après-midi : Retour à Shanghai

07/12/2012 : Retour en avion.

Annexe n°32 : Retransmission du procès de Bo Xilai sur Weibo - propos filtrés sur fond de transparence



Capture d'écran du compte Weibo de la Cour intermédiaire de Jinan (Shandong) créé à l'occasion du procès de Bo Xilai : e.weibo.com/jinanzhongyuan

Commentaire :

Les minutes du procès ouvert le 26 août 2013 ont été retransmises en direct depuis la salle d'audience par des employés du tribunal dans une volonté de transparence politique. Les internautes se sont rendu compte que des retranscriptions avaient été censurées ou omises lorsque les propos de l'accusé incriminaient directement les dysfonctionnements internes du Parti. Lu Haitao a également signalé à la presse étrangère l'existence de comptes Weibo anormaux à l'approche du procès¹⁰⁰⁵. Ces comptes sans photo de profil et avec peu ou pas de « followers » (fans) alimentaient le flot de commentaires par des messages de soutien aux autorités.

¹⁰⁰⁵ « En images : Le procès de Bo Xilai vu par les internautes », observers.france24, 22/08/2013, <http://observers.france24.com/fr/content/20130822-proces-bo-xilai-internautes-weibo-twitter-corruption-jinan-chongqing>, (consulté le 13/13/2013).



正直民: 严惩贪官, 救赎正义! 济南中院的主审法官们辛苦了! (28分鐘前)

« *Punissez les officiels corrompus sévèrement, et sauvez la justice ! Les juges de la cour de Jinan ont travaillé dur.* »



懂2不2懂: 法律面前人人平等, 只要违反了党纪国法, 不管是谁都要受到严肃追究和严厉惩处 (48分鐘前)

回覆

« *Nous sommes tous égaux devant la loi. Quiconque viole les règles du parti et les lois doit être puni sévèrement* »

Captures d'écran issues de : « En images : Le procès de Bo Xilai vu par les internautes », [observers.france24](http://observers.france24.com/fr/content/20130822-proces-bo-xilai-internautes-weibo-twitter-corruption-jinan-Chongqing), 22/08/2013, <http://observers.france24.com/fr/content/20130822-proces-bo-xilai-internautes-weibo-twitter-corruption-jinan-Chongqing>, (consulté le 13/13/2013).

Prisons de luxe pour officiels corrompus...Les internautes ne sont pas dupes...



Photo de la prison de Yan Cheng (Jiangsu), dont l'architecture est inspirée des édifices de la Maison Blanche américaine. Les détenus peuvent jouir sur place d'un centre de conférence et de bureaux ainsi que d'un stade sportif et de jardins somptueux. Source : « Les amis internautes exposent la prison somptueuse digne de la 'Maison Blanche' » (« wangyou bao zhongguo haohua jianyu, kan bi 'bai gong' », « 网友曝中国豪华监狱, 堪比 '白宫' »), *bbs ifeng.com*, 25/11/2009, <http://bbs.ifeng.com/viewthread.php?tid=4109251>, (consulté le 12/12/2013)

Commentaire :

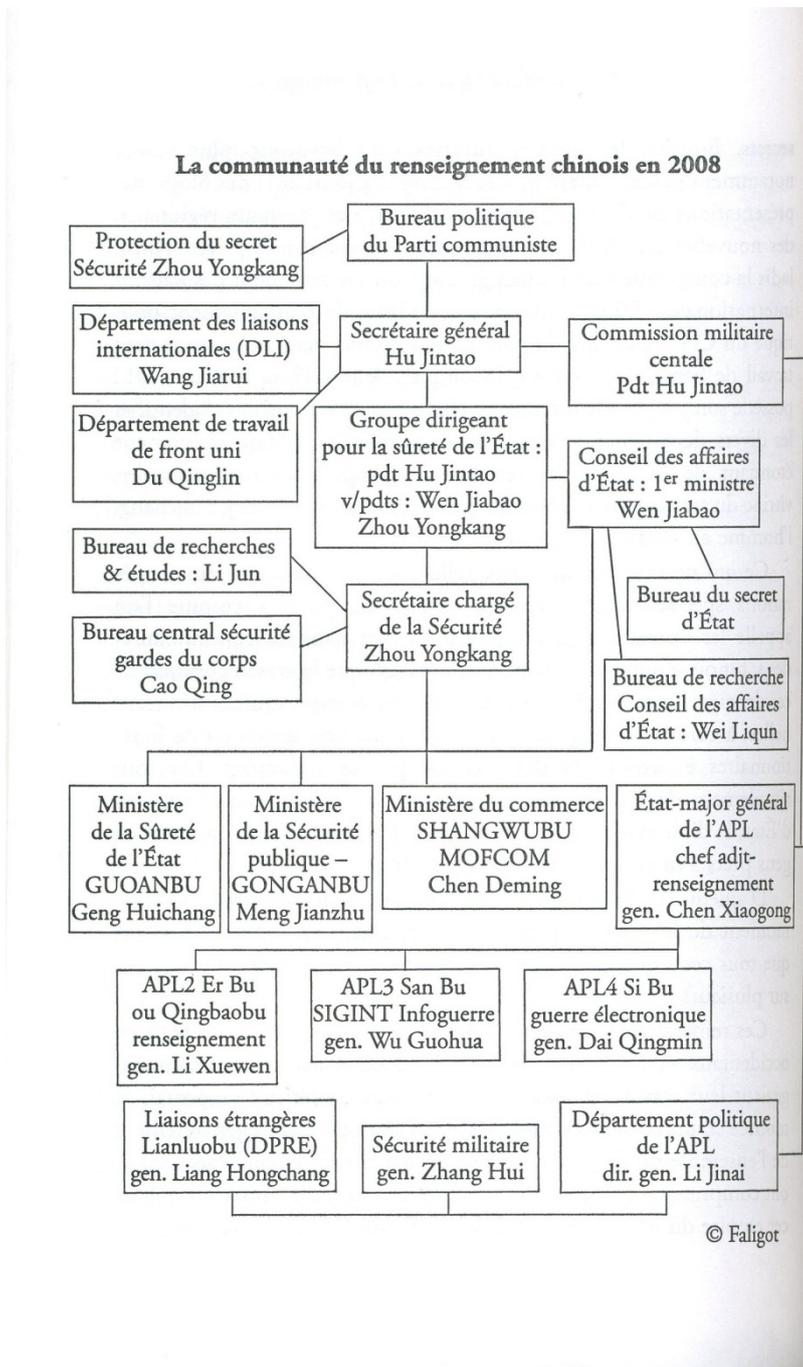
Bien que Bo Xilai écope d'une peine de prison à vie comme d'autres dirigeants précédemment condamnés pour corruption, les internautes ne sont néanmoins pas dupes sur les conditions de détention de cette catégorie privilégiée. Beaucoup estiment que la peine de l'ex-dirigeant sera un jour commuée en une détention en résidence surveillée. Les photos des prisons de luxe dévoilées en 2009 sur la toile avaient déjà soulevé la défiance du peuple envers la justice. Choquées, les réactions ne se firent pas attendre :

- Ma Lailuan 麦来乱 compare ses conditions de vie à celles de ces prisonniers privilégiés « *C'est tellement mieux que nos dortoirs* » ;

- Chang E 嫦娥 envie la situation de ces élites : « *Cela donne envie d'enfreindre la loi* »¹⁰⁰⁶.

¹⁰⁰⁶ Tingting, « Chinese Prisons More Modern & Luxurious Than Schools », *China Smack*, 25/11/2009, <http://209.157.64.200/focus/news/2396068/posts?page=3>, (consulté le 13/12/2013).

Annexe n°33 : Organigramme du renseignement chinois en 2008 - Infoguerre et guerre électronique



Graphique établi par Roger Falligot, *Les services secrets chinois de Mao aux JO*, op.cit., p. 509.

Annexe n°34 : Chinaql, un site dédié à la diaspora de retour au pays



Capture d'écran du 06/12/2013 du site de la Fédération de la diaspora chinoise de retour de l'étranger

Traduction des rubriques du site chinaql.org (bandeau bleu, de gauche à droite) :

Présentation de la fédération de la diaspora ; Informations sur la fédération de la diaspora (Dynamique de la diaspora / implantations de la diaspora/ Informations sur Taiwan, Macao et Hong Kong / Communauté d'outre-mer / Comment devenir utile à la communauté / Sciences et économie / Echanges culturels / Musée de la diaspora /) ; Amitiés à l'étranger ; Droits et protection des intérêts ; Chérir la Chine ; Discours des dirigeants ; Edification de la structure ; Informations sur la diaspora ; Communiqués et annonces ; Services juridiques ; Informations de la diaspora ; Economie et technologies ; Echanges de travail.

Annexe n°35 : Passage de la flamme des JO à Paris, L'UCECF aide ses étudiants à soutenir le gouvernement

Les nouvelles des activités, les annonces de l'année 2008 :	
26 octobre	Match amical du basket entre UCECF Toulouse et Bordeaux
16-24 octobre	Semaine d'accueil étudiant international
28 septembre	Chaleureuse Félicitation au grorieux succès de la mission du vol habité Shenzhou-7 chinois, lien site internet
20 septembre	Célébration du glorieux triophe de JO Pékin, Fête de Pleine Lune d'automne et Nationale, bienvenus aux nouveaux arrivés (46 messages 🗨️)
13 septembre	Partenariat avec la banque CIC, condition privilégiée pour les membres de UCECF-ST
27 juillet	Dons et vente des objets artisanaux chinois pour aider les victimes du séisme du Si Chuan du 12 mai. A 0h 22 juillet, cumul des dons recueilli et la recette des ventes 9000 €
13 juillet	Canoe détente à Dordogne Périgore pour célébrer JO 2008 à Beijing
20 mai	Deuil aux victimes du séisme de Sichuan, nos plus sincères condoléances
8 mai	Flamme Olympique Pékin 2008, ce que les médias occidentaux ne veulent pas montrer, Sommet de l'Everest (Chine)
19 avril	Manifestation à Paris, soutien JO Beijing, protège la flamme olympique, contre l'hypocrisie des politiciens et les disinformations des médias (photos, vidéos ...)
30 mars	Nous soutenons le JO Pékin 2008, STOP à la hypocrisie des "Gardiens" des droits de l'homme
21 mars	Distorsion médiatique sur la vérité du Tibet
16 fév	Célébration du Nouvel An Chinois 2008 au Théâtre des Mazades de Toulouse

Capture d'écran du calendrier des activités réalisées par l'UCECF de Toulouse en 2008 : <http://toulousebasket.free.fr/V2008/fr/UCECF-ST-fr.php>, (consulté le 12/12/2013)

Annexe n°36 : Publicité de la société XD-Tech : « Grâce à notre technologie, le travail de dix cyberpoliciers peut être fait par un seul »



Capture d'écran d'un des produits de surveillance vendu par la société : <http://www.xd-tech.com/index.html>, (consulté le 13/05/2011)

Annexe n°37 : Discours de la réunion de travail des étudiants chinois à l'étranger en 2005¹⁰⁰⁷

Traduction du discours de Bai Zhangde, Ministre conseiller du département de l'éducation de l'ambassade de Chine en France, 17 décembre 2005:

« Chers représentants, camarades :

La situation du travail effectué par les étudiants chinois à l'étranger

Selon les statistiques de notre département concernant le personnel étudiant¹⁰⁰⁸ chinois en France, on a pu dénombrer 3630 Chinois arrivant en France ; le nombre du personnel étudiant de retour au pays est de 1736, soit une augmentation de 18.8%. Au 30 novembre 2005, le département de l'éducation de l'ambassade de Chine en France dénombrait 20 471 membres du personnel étudiant en France, soit une augmentation de 2000 personnes par rapport à l'année dernière.

Travail de gestion des étudiants étrangers en France

Bien que le nombre d'étudiants chinois étrangers soit relativement élevé, leurs capacités et potentiels ne sont pas moins d'une richesse exceptionnelle pour notre pays. Le département de l'éducation considère d'ailleurs qu'il est de son devoir de veiller à la bonne gestion des étudiants étrangers en France. Nous voulons les accompagner au mieux pour qu'ils étudient dans les meilleures conditions possibles et puissent compter sur nous en cas de difficulté. Cette année, nous avons achevé l'établissement officiel d'un registre des personnes sur l'internet. Depuis six

¹⁰⁰⁷ http://ucecf.fr/index.php?option=com_content&view=category&layout=blog&id=1&Itemid=45&limistart=34, (consulté le 15/05/2008). Le discours étant devenu indisponible en 2013, un résumé est néanmoins accessible sur le site d'information officiel Chine nouvelle (*Xinhua*) : « Quan Fa Zhongguo liu xue renyuan gongzuo huiyi zhaokai (全法中国留学人员工作会议召开, Ouverture de la conférence de travail des membres de l'UCECF), *Xinhua*, 22/12/2005, http://news.xinhuanet.com/overseas/2005-12/22/content_3956756.htm, (consulté le 13/12/2013)

¹⁰⁰⁸ En chinois, le terme « personnel étudiant à l'étranger » (*liuxue renyuan* 留学人员) désigne les étudiants, les professeurs et les chercheurs.

mois, les étudiants ont pu profiter de la mise en application de ce système d'identification, se révélant très pratique pour chacun d'entre eux. De ce fait, nous avons assisté à une augmentation du taux d'enregistrement dans notre département, tandis que la gestion de l'information et des données scientifiques s'est considérablement améliorée. (../..) En novembre de cette année, la France a connu de grands bouleversements suite aux émeutes [Villiers-le-Bel]. Nous étions en alerte maximum, nous avons établi en coopération avec toutes les associations et fédérations chinoises en France un dispositif d'urgence, créé une rubrique sur l'internet pour expliquer l'attitude à adopter en cas de danger et comment s'en prémunir. D'autre part, nous avons créé une hotline ainsi qu'une structure d'encadrement ouverte 24/24h et prévu une aide aux étudiants en cas de besoin. Par ailleurs, nous avons convié des spécialistes français ainsi que des intervenants au niveau de la police française à tenir une conférence explicative des événements et donner des conseils de sécurité. En même temps, nous avons contacté les médias et internet pour qu'ils diffusent largement des messages de prévention, dans le souci de donner un seul et unique son de cloche et garantir ainsi la sécurité et l'intégrité physique des élèves.

Le travail des hommes de talent

Les excellentes compétences des Chinois d'outre mer sont une richesse inestimable pour l'éducation et la recherche du pays. C'est notre tâche première d'être responsable du bon déroulement de leur séjour en France. C'est en leur apportant un soutien sans faille ou en contribuant à faire progresser leur carrière professionnelle que nous sommes fiers d'encourager ces personnes à rentrer au pays ou de créer une coopération bilatérale. Nous rendons souvent visite à leurs familles, participons aux activités des fédérations d'amitié entre chercheurs, échangeons des emails, etc. Nous parlons avec eux de leurs aspirations, de leur déroulement de carrière, de leur vie quotidienne. Cette année, nous avons la joie de vous annoncer la promotion de 4 chercheurs chinois au grade de directeur de recherches¹⁰⁰⁹.

Nous encourageons fortement ces hommes de talent à retourner au pays pour y travailler ou établir une coopération bilatérale de haut niveau afin d'améliorer les capacités scolaires et scientifiques du pays. (../..)

D'autre part, plusieurs étudiants chercheurs en doctorat qui subvenaient eux même à leurs études ont obtenu des bourses pour revenir au pays.

¹⁰⁰⁹ Les noms des personnes ne seront pas cités ici dans cette étude.

Travail de soutien à l'édification de l'Ouest de Chine des savants chinois en France

Selon le « Plan Aube de Printemps » qui encourage le travail d'édification des provinces de l'Ouest¹⁰¹⁰, le travail soutenu des savants chinois résidant en France continue de porter ses fruits. Cette année, 17 chercheurs sont retournés travailler au pays suite à leur brillante réussite ici. Ce plan de travail de soutien à l'édification de l'Ouest par les savants chinois de France est d'autant plus important qu'il développe les compétences et potentiels des chercheurs locaux, qui peuvent ainsi participer et devenir responsable du développement de leur province.

L'Europe est riche de Chinois talentueux, notre pays en est pleinement conscient et met tout en œuvre pour attirer ces honorables chercheurs à rentrer au pays afin de construire la Chine moderne de demain. Mais surtout, le gouvernement leur garantit une brillante carrière une fois revenus au pays. Cette année, notre département a reçu 17 groupes de travail scientifiques et organisé des activités telles que des conférences, des réunions de recrutement, ceci afin de contribuer à l'édification économique du pays et servir le développement de la société chinoise.

Le travail des fédérations et associations chinoises étudiantes

Pour consolider les membres de l'Union des Chercheurs et des Etudiants Chinois en France et renforcer les liens et les échanges entre eux, toutes les associations et les fédérations d'étudiants, de chercheurs et autres spécialités ont participé cette année à de nombreuses activités, attirant un nombre croissant de participants.

Cette année, le réveillon du nouvel an chinois a été l'occasion de réunir un grand nombre de personnes dans une ambiance chaleureuse et conviviale. Le banquet organisé à Paris par l'union des étudiants et chercheurs de Paris a été l'occasion d'échanger et d'approfondir des liens déjà étroits entre compatriotes de la diaspora. Pour commémorer les soixante ans de la victoire, l'ambassade a organisé une grande représentation artistique avec les associations étudiantes et de chercheurs de la diaspora, les chansons du pays ont donné le mal du pays à plus d'un compatriote mais ont renforcé le sentiment patriotique qui est en nous. (../..) »

¹⁰¹⁰ L'État chinois entend relever ce défi par sa « grande stratégie de développement de l'Ouest » (*xibu da kaifa* 西部大开发), lancée en janvier 2000. Ce projet vise à orienter l'investissement public, les compétences extérieures, les prêts étrangers et les capitaux privés vers la partie occidentale du pays.



Forum BBS de l'université du Sichuan , <http://www.myscu.cn/>, (consulté le 15/05/2014)



Forum BBS de l'université de Xiamen, <http://www.myubbs.com/xmu/> (consulté le 15/05/2014)

Observations :

Les 4 exemples des forums étudiants présentés ci-dessus comportent une présentation des rubriques identiques, tout comme ceux des universités suivantes :

<http://www.myubbs.com/gzu/> : université de Guizhou, (consulté le 15/05/2014)

<http://www.mynju.cn/> : université de Nankin, (consulté le 15/05/2014)

<http://www.myubbs.com/hbu/> : université du Hebei (consulté le 15/05/2014)

<http://www.myscu.cn/>: université du Sichuan, (consulté le 15/05/2014)

Intitulé des rubriques accessibles depuis la page d'accueil des forums à travers l'étude du site du forum de l'université du Sichuan :

- **Présentation des nouveaux étudiants** : 1638 sujets, 11968 commentaires
- **Vie pratique** : 3616 sujets, 7956 commentaires
- **Divertissements** : 7103 sujets, 58990 commentaires
- **Recherche d'emploi** : 2228 sujets, 4618 commentaires

Annexe n°40 : Modulation technique de la censure des discussions en ligne : une analyse comparée de la mise à jour des listes noires de Tom-Skype et Sina

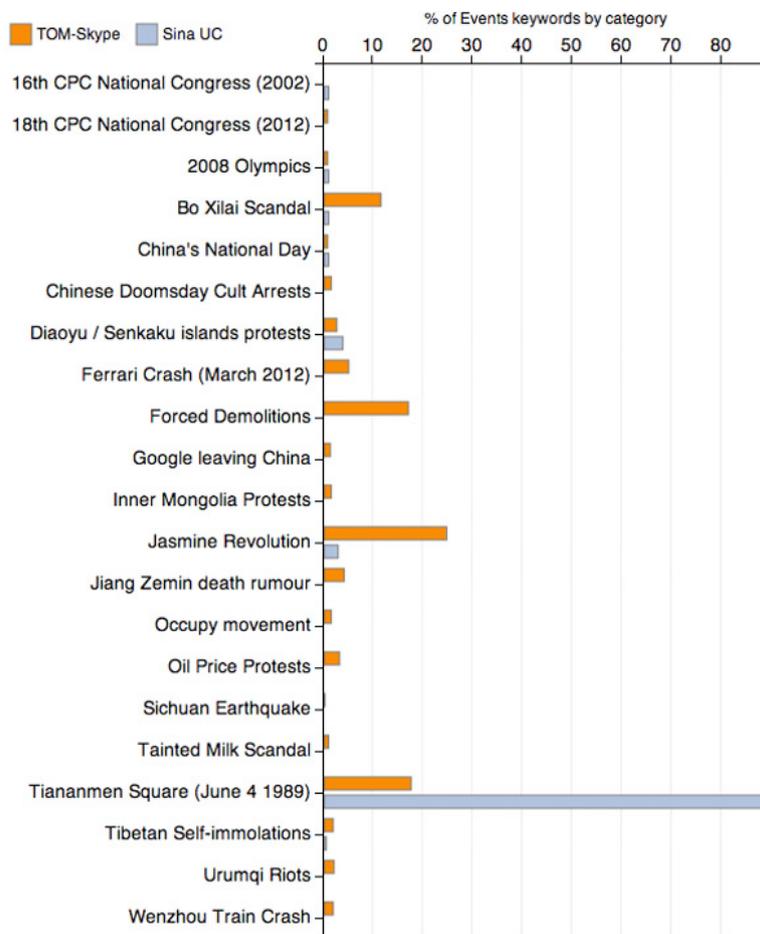


Figure 5: Event categories by client.

Source : Jedidiah R. Crandall, Masashi Crete-Nishihata, Jeffrey Knockel, Sarah Mckune, Adam Senft, Diana Tseng, Greg Wiseman, « Chat program censorship and surveillance in China : Tracking TOM-Skype and Sina UC », *First Monday*, Vol. 18 n°7, 1er juillet 2013, p.14, firstmonday.org/ojs/index.php/fm/article/view/4628/3727#p3 (consulté le 18/07/2014)